

TABLE DES MATIÈRES

Autour de la GGI	19
Août – Septembre 2012	19
Étudiants sur l'Éducation : Statistiques Canada - CCPA - OCDE	19
LE DEVOIR : Terre-Neuve à contre-courant : Alors que la tendance est à la hausse des droits de scolarité au pays, Terre-Neuve-et-Labrador maintient le gel décrété il y a plus de dix ans – Samedi 15 septembre 2012	19
Un cas d'exception.....	19
L'éducation, une priorité	19
ARGENT / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation : Le financement des études postsecondaires, un casse-tête? – Vendredi 14 septembre 2012 11h11 / Publié le: vendredi 14 septembre 2012, 13H08 Mise à jour: vendredi 14 septembre 2012, 13H22.....	20
Afficher 8 commentaires (Montréal)	20
MARKETWIRE : RAPPEL : Selon le sondage 2012 de BMO auprès des étudiants, les étudiants financent leurs propres études supérieures – Vendredi 14 septembre 2012, 08h00	20
Étudiants occupant un emploi	20
À propos de BMO Groupe financier.....	21
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Une hausse supérieure à l'inflation : La facture des étudiants universitaires de premier cycle a crû de 5% alors que l'inflation a augmenté d'à peine 1,3% - Jeudi 13 septembre 2012.....	21
Des diplômes à prix variable	21
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Frais de scolarité Hausse : Partout, sauf au Québec - Publié le: mercredi 12 septembre 2012, 22H24 Mise à jour: mercredi 12 septembre 2012, 22H36.....	21
Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle	21
Canada 5581 \$	21
Pas de réelle hausse.....	21
Québec, champion des frais administratifs	21
Afficher 1-80 de 164 commentaires(Montréal).....	22
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Droits de scolarité : Statistique Canada constate une hausse au pays - Publié le: mercredi 12 septembre 2012, 13H14 Mise à jour: mercredi 12 septembre 2012, 13H35 / Première publication 12 septembre 2012 à 13h52	22
Montrer 1 commentaire (Montréal)	22
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Droits de scolarité Canada : La hausse plus forte que l'inflation - Publié le: mercredi 12 septembre 2012, 11H56	22
Pas de hausse au Québec.....	22
Les programmes d'études les plus coûteux (premier cycle, 2012-2013):.....	22
LA PRESSE : L'enseignement universitaire doit être une priorité, jugent des experts - Publié le mercredi 12 septembre 2012 à 08h44.....	22
LE QUOTIDIEN (Statistiques Canada) : Frais de scolarité universitaires, 2012-2013 – Mercredi 12 septembre 2012	23
Les frais de scolarité moyens en dentisterie sont encore les plus élevés du premier cycle	23
Les frais des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles augmentent moins rapidement	23
Les maîtrises en administration des affaires sont les programmes les plus coûteux	23
Les étudiants étrangers connaissent une augmentation des frais de scolarité	23
Les frais supplémentaires obligatoires	23
Note aux lecteurs.....	23
Tableau 1 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province	23
Tableau 2 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par province.....	24
Tableau 3 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par discipline	24
Tableau 4 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par discipline	24
LE DEVOIR : L'université est de moins en moins abordable : Depuis 1990, le coût des études au Canada a grimpé trois fois plus vite que l'inflation – Mercredi 12 septembre 2012	25
Un nouvel indice	25
Autre étude de l'OCDE.....	25
Vos réactions (20).....	25
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : L'enseignement supérieur au Canada est une référence - Publié le: mardi 11 septembre 2012, 20H15 Mise à jour: mardi 11 septembre 2012, 20H35	25
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Frais de scolarité : Moins cher à Terre-Neuve-et-Labrador qu'au Québec - Publié le: mardi 11 septembre 2012, 15H42 Mise à jour: mardi 11 septembre 2012, 16H14 / Première publication 11 septembre 2012 à 16h08	26
TVANOUVELLES : Selon l'OCDE : Le Canada est un chef de file mondial en éducation - Première publication mardi 11 septembre 2012 à 12h48.....	26
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rapport OCDE : Le Canada est un chef de file mondial en éducation - Publié le: mardi 11 septembre 2012, 11H44 Mise à jour: mardi 11 septembre 2012, 11H49	26
Afficher 6 commentaires (Montréal)	27
LE DROIT : Le Canada fait bonne figure en éducation, selon l'OCDE - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 11h13	27
CMEC : Les systèmes d'éducation au Canada se montrent à la hauteur, selon un nouveau rapport de l'OCDE – Mardi 11 septembre 2012 .	27
Au sujet du CMEC	28
LA PRESSE : «Regards sur l'Éducation»: le Canada fait bonne figure - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 11 septembre 2012 à 10h07	28
Le privé très présent	28
Les femmes plus nombreuses	28
Retour en classe / Mouvement étudiant	28
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Enseignement supérieur : Sommet le plus vite possible, dit la CSN - Publié le: mercredi 17 octobre 2012, 20H45 Mise à jour: mercredi 17 octobre 2012, 20H51.....	28

Éviter la chaise vide	28
Afficher 1-6 de 7 commentaires (Montréal).....	29
JOURNALDEQUÉBEC – JOURNALDEMONTREAL : Loterie Éducation : « Immorale » selon ses détracteurs - Des critiques déplorent que ce sont les plus pauvres qui jouent et s'endettent le plus avec la loterie - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H53 Mise à jour: mardi 16 octobre 2012, 8H27	29
Financement instable	29
Écho au Québec	29
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Rentrée des classes : Un mois et demi de retard au cégep - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H31 Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 21H37	29
TVANOUVELLES : Retour en classe pour 13 cégeps : La rentrée 6 semaines plus tard - Première publication lundi 15 octobre 2012 à 13h13 - Mise à jour : lundi 15 octobre 2012 à 23h31	29
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation : Une solution à l'impasse? - Le financement de l'éducation par une loterie doit être étudié selon des experts - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H17 Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 5H36.....	30
«Un sujet délicat»	30
Basées sur la réussite.....	30
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation Université : Bris de confiance à l'Université de Montréal - L'intervention du SPVM sur le campus en août crée encore des remous chez les étudiants et les professeurs - Publié le: vendredi 12 octobre 2012, 20H21 Mise à jour: vendredi 12 octobre 2012, 20H33.....	30
Démision réclamée.....	30
La « pire crise » de l'Université.....	30
Silence de Guy Breton.....	30
Afficher 6 commentaires (Montréal)	30
LA PRESSE : Sommet sur l'éducation supérieure: la FEUQ dépose ses demandes - Publié le mercredi 10 octobre 2012 à 05h00.....	31
LE SOLEIL : La FEUQ ravie de ses entretiens avec Duchesne - Publié le mercredi 10 octobre 2012 à 05h00	31
Chambres de commerce.....	31
TVANOUVELLES : Rencontres préparatoires au sommet sur l'éducation supérieure : Front commun étudiant peu probable, dit la FEUQ - Première publication mardi 9 octobre 2012 à 23h10.....	31
LA TRIBUNE : Droits de scolarité: les universités nagent dans l'incertitude - Publié le lundi 08 octobre 2012 à 20h48.....	32
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Sommet : L'ASSÉ va rencontrer le ministre Duchesne - Première publication dimanche 7 octobre 2012 à 15h55 / Publié le: dimanche 07 octobre 2012, 16H03 Mise à jour: dimanche 07 octobre 2012, 16H15.....	32
Satisfaction de l'ASSÉ.....	32
Afficher 25 commentaires (Montréal).....	33
LA PRESSE : Duchesne met en doute le sous-financement des universités - Publié le samedi 06 octobre 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 06 octobre 2012 à 14h20	33
Ouverture et dialogue.....	33
Délai prolongé	33
JOURNALDEQUÉBEC : Sommet de l'éducation : Résultats connus en mars - Le Sommet sur l'éducation supérieure pourrait avoir lieu en janvier - Publié le: vendredi 05 octobre 2012, 22H52 Mise à jour: vendredi 05 octobre 2012, 22H55	33
En janvier?.....	33
Un large débat	33
LE SOLEIL : Le ministre Duchesne rencontrera bientôt les étudiants - Publié le vendredi 05 octobre 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 05 octobre 2012 à 11h52.....	33
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Parti Québécois : Sommet sur l'éducation en 2013? - Publié le: jeudi 04 octobre 2012, 10H40 Mise à jour: jeudi 04 octobre 2012, 11H49	34
Afficher 1-80 de 111 commentaires (Montréal).....	34
Montrer 1 commentaire (Québec).....	34
LE DEVOIR : Facturation : les universités attendent les directives de Québec : Les versements d'aide financière aux étudiants pour la session d'automne ont toutefois été faits - Mercredi 03 octobre 2012	34
Transition rapide.....	34
LA TRIBUNE : Une seconde rentrée à l'UdeS - Publié le mardi 02 octobre 2012 à 10h31	35
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Tournée : L'ASSÉ en Ontario - Première publication lundi 01 octobre 2012 à 20h21 / Publié le: lundi 01 octobre 2012, 21H03 Mise à jour: lundi 01 octobre 2012, 21H12	35
Afficher 8 commentaires (Québec).....	35
Afficher 17 commentaires(Montréal)	35
LA PRESSE : La CLASSE refuse de confirmer sa place au sommet - Publié le lundi 01 octobre 2012 à 07h19.....	35
LE DEVOIR / LE DROIT : La présence de la CLASSE est toujours incertaine au sommet sur l'éducation - Lundi 1 ^{er} octobre 2012 / Publié le lundi 01 octobre 2012 à 09h59	36
Vos réactions [LE DEVOIR] (3)	36
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation : L'ASSÉ veut la gratuité - Publié le: dimanche 30 septembre 2012, 20H10 Mise à jour: dimanche 30 septembre 2012, 20H19	36
Afficher 24 commentaires (Montréal).....	36
Afficher 1-40 de 45 commentaires (Québec)	36
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La CLASSE mise en sommeil - Mise à jour le dimanche 30 septembre 2012 à 19 h 20 HAE.....	37
Les commentaires (133).....	37
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : UQAM : C'est la rentrée - Publié le: dimanche 30 septembre 2012, 18H23 Mise à jour: dimanche 30 septembre 2012, 19H27.....	37
Montrer 1 commentaire (Montréal)	37
Montrer 1 commentaire (Québec).....	37
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Éducation : Congrès à l'Université Laval : L'ASSÉ veut se battre pour obtenir la gratuité scolaire - Publié le: dimanche 30 septembre 2012, 15H59 Mise à jour: dimanche 30 septembre 2012, 16H07 / Première publication 30 septembre 2012 à 16h28.....	37
Afficher 1-43 de 45 commentaires (Montréal).....	38

Afficher 6 commentaires (Québec).....	38
LA PRESSE : Un appel lancé pour la fin du financement du privé en éducation - Publié le dimanche 30 septembre 2012 à 14h26 Mis à jour le dimanche 30 septembre 2012 à 18h25	38
TVANOUVELLES : Mouvement étudiant : À la conquête du Canada anglais - Première publication dimanche 30 septembre 2012 à 07h17..	38
Front commun	38
Austérité.....	38
RABBLE.CA : 'Maple Tour' kicks off with a bang! Next stop: Toronto – Sunday, September 30, 2012	38
LA PRESSE : L'ASSÉ évalue ses options - Publié le samedi 29 septembre 2012 à 14h19 Mis à jour le samedi 29 septembre 2012 à 15h06	39
LE DEVOIR : Le prochain sommet universitaire est capital : Financement, démocratisation du savoir, développement régional, les enjeux sont nombreux – Samedi 29 septembre 2012	39
Développement régional	39
Vos réactions (1)	40
RADIO-CANADA / GATINEAU : Conflit étudiant : le pire moment de l'histoire de l'UQO, selon le recteur – Mise à jour le vendredi 28 septembre 2012 à 19 h 15 HAE.....	40
Des injonctions difficilement applicables	40
Les commentaires (3).....	40
LA PRESSE : Les livres du printemps érable - Publié le vendredi 28 septembre 2012 à 09h04	41
Le Québec vers l'âge adulte : une crise qui vient de loin	41
Printemps spécial : sur le vif	41
THE GAZETTE : Students struggle through makeup session – Friday, September 28, 2012.....	41
RADIO-CANADA / GATINEAU : Un professeur de l'UQO arrêté lors d'une manifestation demande des explications – Mise à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 18 h 04 HAE.....	42
Remboursement demandé	42
Les commentaires (2).....	42
LE DROIT : Crise étudiante: un prof de l'UQO arrêté réclame une enquête - Publié le vendredi 27 septembre 2012 à 09h17	42
THE GAZETTE : UQÀM law students want referendum – Thursday, September 27, 2012	43
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation Cours : Au bout du rouleau - Des étudiants doivent suivre des cours au cégep et à l'université - Publié le: mercredi 26 septembre 2012, 22H08 Mise à jour: mercredi 26 septembre 2012, 23H34	43
Abandons à profusion.....	43
Cours supplémentaires	43
Stress	43
Critique.....	43
Afficher 15 commentaires (Montréal).....	43
LE SOLEIL : Annulation des droits de scolarité: Duchesne ne peut préciser les compensations aux universités - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 16h44 Mis à jour le mercredi 26 septembre 2012 à 20h51	44
LE SOLEIL : Droits de scolarité: L'Université Laval espère une compensation de 75% - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 05h00	44
Équilibre budgétaire	45
Inquiétude à long terme	45
LA PRESSE : Trimestre condensé: des étudiants à bout de souffle - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 00h00 Mis à jour le mercredi 26 septembre 2012 à 06h19.....	45
Les nuits sont courtes	45
Beaucoup de stress à l'Université de Montréal.....	45
LA PRESSE : Du bourrage de crâne, disent des étudiants - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 00h00.....	45
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Annulation de la hausse : Plus de 10 millions \$ à rembourser - Publié le: mardi 25 septembre 2012, 17H36 Mise à jour: mardi 25 septembre 2012, 17H54	46
Un manque à gagner de 48 millions \$ pour les universités	46
Afficher 19 commentaires (Montréal).....	46
LA PRESSE : Un documentaire sur le conflit étudiant au FNC - Publié le mardi 25 septembre 2012 à 17h25	46
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Campagne étudiante contre le fédéralisme canadien - Première publication mardi 25 septembre 2012 à 16h01	46
Arguments économiques	47
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Étudiants rattrapage : Leur pire fin de session à vie - Certains étudiants ne dorment presque pas pour rattraper les heures perdues durant la grève - Publié le: lundi 24 septembre 2012, 21H32 Mise à jour: lundi 24 septembre 2012, 21H39	47
Ce qu'ils ont dit.....	47
« Ça va être dur »	47
Pour la grève.....	47
Pas plus d'abandons	47
Afficher 1-80 de 324 commentaires (Montréal).....	47
Afficher 2 commentaires (Québec).....	47
LA PRESSE : La CLASSE se penche sur le sommet sur l'enseignement supérieur - Publié le dimanche 23 septembre 2012 à 15h18	48
LE SOLEIL : Dossier : Qui sont les jeunes?: Paroles de carré rouge - Publié le dimanche 23 septembre 2012 à 05h00	48
Qui sont les jeunes?.....	48
Une cause sacrée.....	48
Une génération héroïque.....	48
L'automne de Superman.....	49
LE DEVOIR : L'amnistie pour les étudiants?: Les accusations nuiront à l'avenir des jeunes, clame un groupe – Mardi 25 septembre 2012 .	49
Vos réactions (38)	49
LA PRESSE : La CLASSE se penche sur le sommet sur l'enseignement supérieur - Publié le dimanche 23 septembre 2012 à 15h18	49
THE GAZETTE : CLASSE sets sights on free tuition in latest student protest – Sunday, September 23, 2012	49

LA PRESSE : Droits de scolarité: une indexation «acceptable», selon Léo Bureau-Blouin - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 22 septembre 2012 à 11h21.....	50
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Manifestation du 22 : La CLASSE pour la gratuité scolaire - Publié le: vendredi 21 septembre 2012, 18H42 Mise à jour: vendredi 21 septembre 2012, 18H54	51
Afficher 1-80 de 313 commentaires (Montréal).....	51
Afficher 3 commentaires (Québec).....	51
RADIO-CANADA / MAURICIE : Annulation de la hausse des droits de scolarité : l'Association des étudiants de l'UQTR se réjouit - Mise à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 12 h 37 HAE.....	51
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Marois annule la hausse des droits de scolarité et ferme Gentilly-2 - Mise à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 10 h 49 HAE.....	51
Fermeture de Gentilly-2.....	51
Pas de taxe santé sur la prochaine déclaration de revenus.....	52
Les commentaires (882).....	52
LE NOUVELLISTE : Marois annule la hausse des frais de scolarité - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 09h26.....	52
Victoire du carré rouge.....	52
Manif le 22 septembre.....	52
LA TRIBUNE : Les étudiants crient victoire... avec prudence - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 06h49.....	52
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Les étudiants crient victoire - Mise à jour le jeudi 20 septembre 2012 à 19 h 22 HAE	53
Les commentaires (141).....	53
LA PRESSE : Les associations étudiantes crient victoire - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 16h35 Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 06h15	53
LE SOLEIL : La hausse des droits de scolarité annulée - Publié le 20 septembre 2012 à 15h59 Mis à jour le 20 septembre 2012 à 20h51	54
Les bonifications aussi	54
LA PRESSE : Marois annule la hausse des droits de scolarité et ferme Gentilly-2 - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 15h10 Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 06h29.....	54
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Les étudiants misent sur les débats internes au PQ - Mise à jour le jeudi 20 septembre 2012 à 15 h 08 HAE	55
Les commentaires (17).....	55
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Nomination Duchesne : La FEUQ est confiante - Première publication 20 septembre 2012 à 13h11 / Publié le: jeudi 20 septembre 2012, 14H32 Mise à jour: jeudi 20 septembre 2012, 14H40	55
Afficher 2 commentaires (Québec).....	55
Afficher 11 commentaires (Montréal).....	55
LE SOLEIL : Les étudiants veulent maintenant faire reculer Marois - Publié le 20 septembre 2012 à 11h51 Mis à jour le 20 septembre 2012 à 20h22	56
L'importance des militants.....	56
LA PRESSE : La FEUQ et la FECQ comptent sur les «tiraillements» au PQ - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 11h48 Mis à jour le jeudi 20 septembre 2012 à 13h42.....	56
TVANOUVELLES / 24HEURES : Politique : La hausse des droits de scolarité est annulée - Première publication jeudi 20 septembre 2012 à 05h53 - Mise à jour : jeudi 20 septembre 2012 à 19h02 Jeudi 20 septembre 2012, à 14h47	57
LE SOLEIL : L'Université Laval offre un cours sur le «printemps québécois» - Publié le mardi 18 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 18 septembre 2012 à 11h28.....	57
«La sociologie du présent»	57
LE SOLEIL : Annulation de la hausse des droits de scolarité: les universités dans le rouge - Publié le lundi 17 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le lundi 17 septembre 2012 à 08h18.....	58
Écart de 66 millions \$.....	58
Chiffres à revoir	58
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : Le financement des études postsecondaires, un casse-tête? - Publié le: vendredi 14 septembre 2012, 13H08 Mise à jour: vendredi 14 septembre 2012, 13H22	58
Afficher 8 commentaires (Montréal)	58
LA PRESSE : EXCLUSIF : Loi d'exception: trêve judiciaire des étudiants - Publié le vendredi 14 septembre 2012 à 07h19 Mis à jour à 08h10.....	58
Le Barreau veut faire parler les étudiants.....	59
RADIO-CANADA / GATINEAU : Seulement une dizaine d'étudiants arrêtés à l'UQO auront un procès - Mise à jour le jeudi 13 septembre 2012 à 12 h 39 HAE	59
TVANOUVELLES : Annulation de la hausse des droits de scolarité : «Cellule de crise» demandée par la FEUQ - Première publication mardi 11 septembre 2012 à 21h01.....	59
Manque à gagner.....	60
«Cellule de crise».....	60
LE SOLEIL : Conflit étudiant: près de 200 plaintes en déontologie policière - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 19h19.....	60
14% de plus qu'en 2011.....	60
LA PRESSE : Des prêts pour les chargés de cours de l'UQAM - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 13h32	60
LE SOLEIL : Militaires accusés pour propos haineux sur Facebook - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 11h41 Mis à jour le mardi 11 septembre 2012 à 16h55	60
Peines variables.....	61
Première vague de colère	61
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS DES FORCES CANADIENNES	61
LE DEVOIR : Grève étudiante - UQAM: les chargés de cours privés de paie - Mardi 11 septembre 2012	61
LA PRESSE : La CLASSE reprend la lutte pour la gratuité - Publié le lundi 10 septembre 2012 à 07h28	61
Confiance et scepticisme	62
LE DEVOIR : Droits de scolarité: la question est réglée, selon la FEUQ - L'annulation de la hausse qui a été promise par le PQ met un terme au conflit étudiant - Lundi 10 septembre 2012	62
Vos réactions (3)	62

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants en situation extrêmement précaire : Des associations étudiantes ramassent des « cannages » pour les élèves les plus démunis, mais ça ne règle pas tout - Publié le: dimanche 09 septembre 2012, 19H32 Mise à jour: dimanche 09 septembre 2012, 19H38	62
« La fin de la ligne »	63
Montrer 1 commentaire (Québec).....	63
Afficher 1-79 de 115 commentaires (Montréal).....	63
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Le conflit étudiant est terminé, selon la FEUQ et la FECQ – Mise à jour le dimanche 9 septembre 2012 à 16 h 15 HAE.....	63
Les commentaires (389).....	63
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / 24HEURES : Manifestation : La CLASSE veut continuer le combat pour la gratuité - Publié le: dimanche 09 septembre 2012, 14H47 Mise à jour: dimanche 09 septembre 2012, 15H04 / Dimanche 09 septembre 2012 17h18	63
Afficher 1-19 de 21 commentaires (Québec)	64
Afficher 1-77 de 174 commentaires (Montréal).....	64
LA PRESSE / LE DEVOIR : Le conflit étudiant est terminé, selon la FEUQ : La question des droits de scolarité est considérée «réglée» pour Martine Desjardins – Publié le samedi 08 septembre 2012 à 13h53 Mis à jour le samedi 08 septembre 2012 à 20h16 / Samedi 08 septembre 2012, à 17h28	64
Préparations en vue d'un sommet	64
«Nouvelles relations avec le parti libéral»	64
Sur le militantisme de la CLASSE	64
Vos réactions (37)	64
LE SOLEIL : Aide financière aux études: réunion d'urgence réclamée - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 05h00.....	64
Désaccord entre les étudiants.....	64
LE DEVOIR : Les étudiants déplorent l'annulation de cours à l'UdeM – Samedi 08 septembre 2012.....	65
Sociologie et anthropologie	65
Vos réactions (1)	65
LA TRIBUNE : Les étudiants de lettres et sciences humaines [de l'Université de Sherbrooke] renoncent à la grève - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 20h23	65
JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : La CLASSE demande la gratuité scolaire - Publié le: vendredi 07 septembre 2012, 19H52 Mise à jour: vendredi 07 septembre 2012, 20H01	65
Mésentente	65
La CLASSE attaquée	65
Afficher 1-80 de 388 commentaires (Montréal).....	65
RADIO-CANADA / GATINEAU : Rentrée académique à l'UQO – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 19 h 43 HAE	66
Changements au calendrier	66
Baisse des inscriptions des étudiants à temps partiel	66
RADIO-CANADA / GATINEAU : Une étudiante québécoise dénonce l'agenda de l'Université d'Ottawa – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 19 h 32 HAE	66
Les commentaires (53).....	66
LE DROIT : Rentrée sous le signe de l'optimisme - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 13h43.....	66
Projets d'agrandissement	66
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : L'Université de Montréal contrainte d'annuler huit cours – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 13 h 22 HAE.....	67
Les commentaires (75).....	67
LE QUOTIDIEN : L'annulation de la hausse réjouit le MAGE-UQAC - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 11h52.....	67
LA PRESSE : Mésentente sur l'aide financière aux étudiants - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 11h37	67
LA PRESSE : Des étudiants sans le sou - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 07h46	68
Parents étudiants.....	68
Affluence importante.....	68
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Université de Montréal : Huit cours sont annulés - Publié le: vendredi 07 septembre 2012, 6H28 Mise à jour: vendredi 07 septembre 2012, 6H33	68
Afficher 1-80 de 99 commentaires (Montréal).....	68
Afficher 3 commentaires (Québec).....	68
LA PRESSE : L'UdeM annule huit cours - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 00h00.....	69
Plan de rattrapage	69
Annulation de la hausse.....	69
LE DEVOIR : Aide financière: la FECQ et la FEUQ veulent mettre sur la glace les offres de Charest – Vendredi 07 septembre 2012.....	69
Vos réactions (4)	70
LE DEVOIR : Les étudiants de l'UdM déplorent l'annulation de cours – Vendredi 07 septembre 2012.....	70
Sociologie et anthropologie	70
Vos réactions (6)	70
LE DEVOIR : La CLASSE parle de la grève étudiante au passé – Vendredi 07 septembre 2012	71
De nouveaux votes	71
Vos réactions (3)	71
RABBLE.CA : Exclusive: 'Green Square' leader renounces tuition hikes, endorses free education – Friday, September 07, 2012.....	71
RADIO-CANADA / GATINEAU : Les étudiants de l'UQO votent pour le retour en classe – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 22 h 33 HAE.....	72
Un optimisme prudent.....	72
Les commentaires (1).....	72
JOURNALDEMONTRÉAL : L'Université de Montréal annule huit cours - Publié le: jeudi 06 septembre 2012, 20H22 Mise à jour: jeudi 06 septembre 2012, 20H33	73
Montrer 1 commentaire (Montréal)	73

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Droits de scolarité : les étudiants de l'UQAR soulagés – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 18 h 25 HAE.....	73
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Léo Bureau-Blouin : Il promet de nouvelles idées - Publié le: jeudi 06 septembre 2012, 12H09 Mise à jour: jeudi 06 septembre 2012, 12H24.....	73
Afficher 2 commentaires (Québec).....	73
Afficher 35 commentaires (Montréal).....	73
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Revendications : La CLASSE expose ses demandes - Publié le: jeudi 06 septembre 2012, 10H52 Mise à jour: jeudi 06 septembre 2012, 11H00.....	73
Des attentes.....	74
À Sherbrooke.....	74
Montrer 1 commentaire (Québec).....	74
Afficher 1-80 de 223 commentaires(Montréal).....	74
LA TRIBUNE : Le dossier des frais de scolarité n'est pas réglé - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 09h25.....	74
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Des étudiants de l'Université Laval mettent fin à la grève – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 7 h 21 HAE.....	74
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Aucune raison de continuer la grève - Des centaines d'étudiants collégiaux et universitaires ont voté hier pour un retour en classe - Publié le: mercredi 05 septembre 2012, 19H54 Mise à jour: mercredi 05 septembre 2012, 20H02.....	75
Votes pour la fin de la grève.....	75
Méfiance.....	75
Afficher 3 commentaires (Montréal).....	75
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Frais de scolarité : Le PQ confirme qu'il annulera la hausse - Publié le: mercredi 05 septembre 2012, 14H37 Mise à jour: mercredi 05 septembre 2012, 14H49.....	75
Afficher 73 commentaires (Montréal).....	75
LE SOLEIL : UL: les étudiants de sociologie et d'anthropologie retournent en classe - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 13h34.....	75
Plan d'action.....	76
RADIO-CANADA / MAURICIE : C'est la rentrée à l'Université du Québec à Trois-Rivières – Mise à jour le mercredi 5 septembre 2012 à 13 h 33 HAE.....	76
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Journée décisive pour le retour en classe - Publié le: mercredi 05 septembre 2012, 11H55.....	76
Horaire des votes aujourd'hui.....	76
Afficher 7 commentaires (Montréal).....	76
LA TRIBUNE : Elle pose un regard différent sur la génération Y - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 11h10.....	76
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Des manifestants veulent retourner en cours - Publié le: mardi 04 septembre 2012, 19H07 Mise à jour: mardi 04 septembre 2012, 19H32.....	77
Deux accusations tombent.....	77
Montrer 1 commentaire (Montréal).....	77
LA PRESSE : Des manifestants veulent reprendre leurs cours - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 14h14.....	77
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Perturbations à l'UdeM : abandon des accusations contre deux étudiants – Mise à jour le mardi 4 septembre 2012 à 13 h 48 HAE.....	77
Les commentaires (24).....	78
LE DEVOIR : La confusion règne sur les nouvelles mesures d'aide financière – Samedi 1 ^{er} septembre 2012.....	78
Poule sans tête.....	78
LE DEVOIR : Aide financière - Plus facile pour les étudiants étrangers que pour les Québécois – Samedi 1 ^{er} septembre 2012.....	78
Lenteur du gouvernement.....	78
Vos réactions (6).....	79
LE DEVOIR : Un fonds d'aide embarrasse les étudiants de l'UQAM : L'université propose de bonifier une caisse d'urgence, mais uniquement pour les étudiants qui ne sont pas en grève – Samedi 1 ^{er} septembre 2012.....	79
Guignolée étudiante.....	79
Vos réactions (5).....	79
RADIO-CANADA / GATINEAU : Les cours à l'UQO commenceront deux jours plus tard que prévu – Mise à jour le vendredi 31 août 2012 à 18 h 29 HAE.....	79
Les commentaires (1).....	80
JOURNALDEMONTRÉAL : UdeM : Tous les cours reprendront - Publié le: vendredi 31 août 2012, 14H54 Mise à jour: vendredi 31 août 2012, 19H44.....	80
Afficher 37 commentaires (Montréal).....	80
LE DROIT : Le mandat de grève est toujours en vigueur : Rentrée appréhendée à l'UQO - Publié le vendredi 31 août 2012 à 10h11.....	80
Des caméras dérangent.....	80
LE DEVOIR : Crise étudiante - Demande de recours collectif d'étudiants – Vendredi 31 août 2012.....	80
La grève bat en retraite.....	81
Alerte à la bombe à Lionel-Groulx.....	81
Vos réactions (3).....	81
LE DEVOIR : Soutenir les cégépiens en situation de handicap : La Fédération des cégeps fera de la réussite de ces étudiants sa priorité – Vendredi 31 août 2012.....	81
Jean Beaudesne sur la grève.....	81
Au secours des régions.....	81
Vos réactions (1).....	81
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation Grève : Une formation amputée - Faute de temps, des professeurs de cégep doivent couper dans leurs enseignements - Publié le: jeudi 30 août 2012, 21H05 Mise à jour: jeudi 30 août 2012, 21H20.....	82
Inquiétude à l'Université de Montréal.....	82
Stress chez les cégépiens.....	82
Recours collectif.....	82

Afficher 14 commentaires (Montréal).....	82
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Démocratie étudiante : Une nouvelle loi réclamée - Publié le: jeudi 30 août 2012, 18H58 Mise à jour: jeudi 30 août 2012, 19H05	83
«Chaos»	83
«Bordel»	83
Afficher 9 commentaires (Montréal)	83
Afficher 7 commentaires (Québec).....	84
JOURNLMETRO : Des divisions sur la grève à l'UQAM - Mise à jour: Jeudi 30 août 2012 17:46.....	84
RADIO-CANADA / QUEBEC : Recours collectif contre les universités et les cégeps? - Mise à jour le jeudi 30 août 2012 à 16 h 59 HAE.....	84
Les commentaires (270).....	85
LA PRESSE : Fausse alerte à la bombe au collège Lionel-Groulx - Publié le jeudi 30 août 2012 à 15h11.....	85
JOURNLMETRO : Pendant ce temps, dans les universités anglophones - Mise à jour: Jeudi 30 août 2012 14:56	85
Loi spéciale	85
Montrer 1 commentaire	85
LE SOLEIL / JOURNLMETRO : Recours collectif déposé par des étudiants lésés - Publié le jeudi 30 août 2012 à 13h32 - Mise à jour: Jeudi 30 août 2012 16:22	85
Afficher 2 commentaires	86
LA PRESSE : Demande de recours collectif contre 25 établissements d'enseignement - Publié le jeudi 30 août 2012 à 12h26	86
TVANOUVELLES : Manifestations étudiantes : La police doit intervenir à l'UQAM, croit François Legault - Première publication jeudi 30 août 2012 à 12h33 - Mise à jour : jeudi 30 août 2012 à 22h26	86
Charest devrait s'en mêler.....	86
Commandos spéciaux.....	87
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit étudiant : Recours collectif déposé - Publié le: jeudi 30 août 2012, 11H58 Mise à jour: jeudi 30 août 2012, 18H23	87
Étudiants lésés	87
Afficher 3 commentaires (Québec).....	87
Afficher 1-77 de 115 commentaires (Montréal).....	87
LA PRESSE : Legault veut que l'UQAM recoure aux policiers, le recteur réagit - Publié le jeudi 30 août 2012 à 11h29 Mis à jour le jeudi 30 août 2012 à 20h18	87
Concernant le «ménage» à Hydro-Québec	87
Charest renvoie la balle à la direction.....	87
LE DROIT : Étudiants et profs [de l'UQO] souhaitent reporter le début de la session - Publié le jeudi 30 août 2012 à 11h28	87
Des caméras dérangeant	88
LE DEVOIR : Universités: François Legault dénonce les «voyous» : Le recours aux forces policières est justifié, dit-il - Jeudi 30 août 2012, 11h03.....	88
LA PRESSE : Six mois de plus pour rembourser son prêt étudiant - Publié le jeudi 30 août 2012 à 07h19.....	88
Pas suffisant, selon les fédérations étudiantes	88
LA PRESSE : Annulation de cours en vue à l'Université de Montréal - Publié le jeudi 30 août 2012 à 06h57.....	89
À l'UQAM.....	89
Agir rapidement.....	89
LE DEVOIR : Universités : les perturbations persistent : L'Université de Montréal suspend ses cours jusqu'à vendredi - Jeudi 30 août 2012	89
L'UQAM porte plainte.....	89
CUTV dénonce le travail des agents.....	90
Vos réactions	90
LE DEVOIR : Grève étudiante - Deux étudiants veulent tenter un recours contre leur établissement d'enseignement - Jeudi 30 août 2012	90
THE GAZETTE : Students are the solution to boycotts, UQAM admins say - Thursday, August 30, 2012	90
THE GAZETTE : Suit says not enough done to allow access to classes - Thursday, August 30, 2012	91
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : La revanche des « carrés verts » - Recours collectif contre le gouvernement et 25 cégeps et universités- Publié le: mercredi 29 août 2012, 23H31 Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 23H35	91
Fondation	91
Milliers d'étudiants	92
Afficher 9 commentaires (Montréal)	92
Afficher 1-22 de 23 commentaires (Québec)	92
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Éducation Grève : La session compromise - 1 300 étudiants de l'Université de Montréal pourraient perdre leur session - Publié le: mercredi 29 août 2012, 21H58 Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 22H03.....	92
SESSION EN PÉRIL À L'UdeM.....	92
Annulation des cours ?	92
Cours perturbés à l'UQAM.....	92
Afficher 1-80 de 137 commentaires (Montréal).....	93
Montrer 1 commentaire (Québec).....	93
RADIO-CANADA / MONTREAL : UQAM : les étudiants en sciences humaines mettent fin à la grève - Mise à jour le mercredi 29 août 2012 à 19 h 59 HAE	93
Cours perturbés	93
Cours suspendus à l'UdeM.....	93
Un journaliste de CUTV malmené par les policiers.....	93
Les commentaires (334).....	93
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : UQO : Les professeurs appréhendent la rentrée - Publié le: mercredi 29 août 2012, 19H18 Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 19H21	94
Afficher 7 commentaires (Montréal)	94

LE DEVOIR : Manifestation «contre la trêve à l'UQAM»: quatre personnes arrêtées – Mercredi 29 août 2012, 16h15.....	94
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : UQAM : Les cours bloqués par des manifestants cagoulés - Première publication mercredi 29 août 2012 à 12h10 / Publié le: mercredi 29 août 2012, 13H08 Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 13H35..	94
Montrer 1 commentaire (Québec).....	95
Afficher 1-39 de 40 commentaires (Montréal).....	95
JOURNALDEMONTRÉAL : Université de Montréal : Des cours sont annulés jusqu'à vendredi - Publié le: mercredi 29 août 2012, 9H42 Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 10H25	95
Afficher 1-75 de 168 commentaires (Montréal).....	95
LE DEVOIR : Rentrée universitaire - «Une situation schizophrénique» : Les professeurs de l'UdeM dénoncent l'intervention de policiers – Mercredi 29 août 2012.....	95
« C'est assez », lance Charest	95
Vos réactions (21).....	95
THE GAZETTE : Week's classes cancelled in six departments at the Université de Montréal – Wednesday, August 29, 2012	96
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation Grève : Encore du grabuge à l'UdeM - Une quinzaine d'étudiants ont été arrêtés, hier, sur le campus - Publié le: mardi 28 août 2012, 23H17 Mise à jour: mardi 28 août 2012, 23H28	96
Le dernier bastion de résistance	97
Voies de fait contre des policiers	97
Un climat de peur	97
Afficher 1-78 de 104 commentaires (Montréal).....	97
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Rentrée universitaire : 16 arrestations à l'UdeM – Mise à jour le mardi 28 août 2012 à 20 h 30 HAE	97
Seconde intervention.....	98
Une présence policière controversée	98
Cours perturbés à l'UQAM	98
Les commentaires (430).....	98
TVANOUVELLES : Perturbation de la rentrée : L'UQAM dépose plusieurs plaintes à la police contre des étudiants - Première publication mardi 28 août 2012 à 20h21	98
LE DEVOIR : Rentrée universitaire: arrestations à l'UdeM, levée de cours à l'UQAM – Mardi 28 août 2012, 17h34.....	99
Une autre intervention	99
À l'UQAM	99
Charest veut de la retenue.....	99
Vos réactions(17).....	99
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée étudiante : Un dérapage inadmissible - Publié le: mardi 28 août 2012, 11H26 Mise à jour: mardi 28 août 2012, 11H32	99
Afficher 1-24 de 25 commentaires (Montréal).....	100
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Université de Montréal : Cinq autres arrestations - Publié le: mardi 28 août 2012, 9H50 Mise à jour: mardi 28 août 2012, 17H42	100
Affrontement ce matin	100
Levées de cours à l'UQAM	100
Arrestations UdeM PHOTOS : MICHEL DESBIENS / AGENCEQMI.....	100
Afficher 7 commentaires (Québec).....	102
Afficher 1-75 de 652 commentaires (Montréal).....	102
LA PRESSE : Quinze étudiants arrêtés à l'Université de Montréal - Publié le mardi 28 août 2012 à 08h59 Mis à jour le mardi 28 août 2012 à 16h25	102
«Désolant», déplore Charest	103
LE QUOTIDIEN : Brassard noir à l'honneur - Publié le mardi 28 août 2012 à 08h50.....	103
LE DEVOIR : Un objectif, deux interventions : L'UdeM fait appel aux forces policières, alors que l'UQAM opte pour ses agents de sécurité pour affronter la rentrée scolaire – Mardi 28 août 2012	103
THE GAZETTE : Efficacy of Bill 78 depends on the institution students attend – Tuesday, August 28, 2012	104
THE GAZETTE : U de M protest results in 11 arrests : Classes disrupted at UQAM for 2nd straight day - Tuesday, August 28, 2012.....	104
THE LEADER POST : Montreal police arrest 10 for assaulting officers, security agents at university – Tuesday, August 28, 2012	105
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants grève : Rentrée sous tension - Intervention policière à l'UdeM, 21 manifestants arrêtés et 60 cours annulés - Publié le: lundi 27 août 2012, 20H37 Mise à jour: mardi 28 août 2012, 10H35	105
Le SPVM intervient	106
Appel au calme de la FEUQ.....	106
Afficher 2 commentaires (Québec).....	106
Afficher 1-80 de 110 commentaires (Montréal).....	106
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée mouvementée à l'UQAM et à l'UdeM – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 18 h 10 HAE.....	106
Les professeurs de l'UQAM menacent de débrayer	107
Panne informatique à l'UdeM	107
Les commentaires (162).....	107
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Rentrée dans le calme à l'UQAC – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 16 h 24 HAE	107
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Sherbrooke : La rentrée collégiale se déroule paisiblement - Publié le: lundi 27 août 2012, 16H13 Mise à jour: lundi 27 août 2012, 16H22	108
LE DEVOIR : Rentrée des classes perturbée à l'UQAM et à l'Université de Montréal – Lundi 27 août 2012, 15h55.....	108
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : UQAM et UdeM : Rentrée perturbée à l'UQAM et à l'Université de Montréal - Publié le: lundi 27 août 2012, 11H25 Mise à jour: lundi 27 août 2012, 12H24	109
Intervention policière à l'Université de Montréal	109
Panne majeure.....	109
Colère	109
Afficher 1-74 de 356 commentaires (Montréal).....	109
Afficher 10 commentaires (Québec)	109
RADIO-CANADA / ESTRIE : Jour de rentrée post-grève à l'Université de Sherbrooke – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 11 h 11 HAE...109	109

Étudiants en grève à l'Université de Sherbrooke	109
Risque d'échec	110
Panne informatique à l'UdeM	110
LA PRESSE : Rentrée perturbée à l'UQAM et à l'UdeM - Publié le lundi 27 août 2012 à 09h44 Mis à jour le lundi 27 août 2012 à 15h34	110
Rentrée animée à l'UQAM	110
Marois réagit et invite à voter.....	111
LA PRESSE : Des profs de l'UQAM demandent de ne pas appliquer la loi 78 - Publié le lundi 27 août 2012 à 08h01	111
LE DEVOIR : Jour de retour en classe - Imbroglia à l'Université de Montréal : Les chahuteurs pourraient être récompensés - Lundi 27 août 2012.....	111
Conséquences.....	111
Vos réactions	111
LE DEVOIR : Point chaud - «C'est le début d'une jeunesse politique» : Le mouvement étudiant du printemps va marquer la mémoire collective du Québec, dit le politologue Jean-Herman Guay - Lundi 27 août 2012	112
Jean-Herman Guay en cinq dates.....	112
Trêve démocratique	112
Pour la suite des choses.....	112
Vos réactions (9)	112
LA PRESSE : La FEUQ appelle au respect des mandats des assemblées générales - Publié le dimanche 26 août 2012 à 18h56 Mis à jour le dimanche 26 août 2012 à 20h30	113
LA PRESSE : La CLASSE se réunit - Publié le samedi 25 août 2012 à 12h35	113
Rencontre après les élections	113
LA PRESSE : Une rentrée universitaire sous le signe de l'incertitude - Publié le samedi 25 août 2012 à 11h35.....	114
LE DEVOIR : 1ère page : Vers une mobilisation plus politisée : «Il faut que la rue se sente représentée» - Samedi 25 août 2012	114
Vers la politisation du mouvement	114
Et après le 4 septembre ?	115
Vos réactions	115
LE DEVOIR : Les étudiants touchés par la grève voient leur aide financière amputée - Samedi 25 août 2012.....	115
« Improvisation »	115
Vos réactions	116
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation Grève : Un dur retour en classe - Une rentrée scolaire plutôt tendue pour les « carrés rouges », selon la porte-parole Jeanne Reynolds - Publié le: vendredi 24 août 2012, 19H52 Mise à jour: vendredi 24 août 2012, 20H44.....	117
Sont-ils de retour en classe ?	117
« Forme de rancune »	117
Pas une victoire évidente.....	117
Afficher 1-78 de 137 commentaires (Montréal).....	117
LE DEVOIR : Des employées de l'État suspendues pour port du carré rouge - Vendredi 24 août 2012.....	117
Loyauté et fidélité.....	117
Vos réactions	118
LE DEVOIR : Une «tentation fasciste» - Jacques Parizeau pourfend le projet de loi 78 du gouvernement Charest - Vendredi 24 août 2012	118
La loi et l'ordre.....	118
Vos réactions(24).....	119
LE DEVOIR : Les professeurs de l'UQAM sont prêts à défier la loi spéciale : Le syndicat choisit de refuser de donner un cours si les conditions ne le permettent pas - Vendredi 24 août 2012	119
Vos réactions	119
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Vote de grève chez les professeurs de l'UQAM - Mise à jour le jeudi 23 août 2012 à 18 h 59 HAE.....	120
Les commentaires (27).....	120
LE DEVOIR : La chasse au carré rouge fait des victimes - Jeudi 23 août 2012, 18 h 20	120
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles : Crise étudiante à l'UQAM : Les professeurs pourraient refuser de donner certains cours- Publié le: jeudi 23 août 2012, 13H18 Mise à jour: jeudi 23 août 2012, 13H33 / Première publication jeudi 23 août 2012 à 13h32 - Mise à jour : jeudi 23 août 2012 à 22h31	121
Afficher 13 commentaires (Montréal).....	121
Montrer 1 commentaire (Québec).....	121
JOURNALMÉTRO : Le conflit étudiant éclipsé par la campagne électorale - Jeudi 23 août 2012 Mise à jour: Jeudi 23 août 2012 17:04...121	121
Factures à payer	122
Afficher 5 commentaires	122
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants : L'aide financière retardée - Certains étudiants qui retourneront à l'école en octobre seront dans une situation précaire - Publié le: mercredi 22 août 2012, 21H15 Mise à jour: mercredi 22 août 2012, 21H20..122	122
L'Aide financière	122
Fonds d'aide	123
Afficher 1-80 de 91 commentaires(Montréal).....	123
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Crise étudiante à l'UQAC : une poignée d'abandons - Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 15 h 33 HAE.....	123
Coût de la crise étudiante	123
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Les étudiants du Cégep du Vieux Montréal restent en classe - Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 6 h 21 HAE	123
Votes dans les universités.....	123
Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE).....	123
Les commentaires (72).....	124
LE DEVOIR : L'impasse reste entière avec les professeurs au sujet du rattrapage - Mercredi 22 août 2012.....	124

Vos réactions (1).....	124
THE GAZETTE : Students back in class with a wait-and-see attitude – Wednesday, August 22, 2012	124
5 commentaires	125
JOURNALDEMONTREAL : Cégep du Vieux-Montréal : Fin de la grève - Publié le: mardi 21 août 2012, 20H36 Mise à jour: mardi 21 août 2012, 20H40.....	125
Afficher 2 commentaires (Montréal)	125
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Fin de la grève au cégep du Vieux-Montréal - Première publication mardi 21 août 2012 à 19h11.....	125
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : des initiations dégènèrent – Mise à jour le mardi 21 août 2012 à 14 h 18 HAE.....	125
Les commentaires (3).....	126
LA TRIBUNE: Retour en classe: la faculté d'éducation emboîte le pas - Publié le mardi 21 août 2012 à 10h53	126
TVANOUVELLES : Votes de grève : Le mouvement étudiant divisé - Première publication mardi 21 août 2012 à 08h05	126
Élections attendues	126
Reconductions	126
Jamais deux sans trois.....	126
LA PRESSE : Vers la fin de la grève... jusqu'aux élections - Publié le mardi 21 août 2012 à 06h39.....	127
LA PRESSE : Les touristes n'ont pas fui Montréal - Publié le mardi 21 août 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 21 août 2012 à 09h35	127
Les hôteliers doutent.....	127
LE DEVOIR : Les étudiants reçoivent une facture plus élevée : Même si les élections n'ont pas eu lieu, des universités haussent déjà les droits de scolarité – Mardi 21 août 2012.....	128
Vos réactions	128
LE DEVOIR : La grève prend fin dans des facultés universitaires «baromètres» - Mardi 21 août 2012	128
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée des classes : semaine décisive dans les universités – Mise à jour le mardi 21 août 2012 à 0 h 35 HAE	129
Les étudiants déçus du débat électoral.....	129
Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE).....	129
Les commentaires (64).....	130
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Université Grève : Étudiants divisés - Certains étudiants universitaires retourneront en classe, d'autres refusent - Publié le: lundi 20 août 2012, 23H36 Mise à jour: lundi 20 août 2012, 23H48	130
votes aujourd'hui.....	130
Élections attendues	130
Reconductions	130
Jamais deux sans trois.....	130
Afficher 1-68 de 69 commentaires (Montréal).....	130
TVANOUVELLES : Après 5 mois de grève : Les étudiants des facultés les plus militantes de l'UdeS de retour en classe - Première publication lundi 20 août 2012 à 20h40	130
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Retour en classe difficile : Étudiants sans le sou - Première publication lundi 20 août 2012 à 18h06 / Publié le: lundi 20 août 2012, 19H41 Mise à jour: lundi 20 août 2012, 19H51.....	130
Afficher 8 commentaires (Montréal)	131
Montrer 1 commentaire (Québec).....	131
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Rentrée scolaire : Les élections d'abord, la grève ensuite - Publié le: lundi 20 août 2012, 16H54 Mise à jour: lundi 20 août 2012, 17H03	131
Afficher 4 commentaires (Montréal)	131
TVANOUVELLES : Rentrée scolaire à Québec : Les élections d'abord, la grève ensuite - Première publication lundi 20 août 2012 à 16h41	131
Un printemps plus calme qu'à Montréal.....	132
RADIO-CANADA / ESTRIE : Fin de la grève pour les étudiants en éducation de l'Université de Sherbrooke – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 13 h 29 HAE	132
LA PRESSE.CA / LE NOUVELLISTE : Au tour des universités de se prononcer sur la grève - Publié le lundi 20 août 2012 à 13h19 Mis à jour le lundi 20 août 2012 à 16h35 - Publié le mardi 21 août 2012 à 10h11 Mis à jour le mardi 21 août 2012 à 10h11	132
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Universités : Retour en classe? - Publié le: lundi 20 août 2012, 9H33 Mise à jour: lundi 20 août 2012, 9H46	132
Afficher 53 commentaires (Montréal).....	133
TVANOUVELLES : Les universités se prononcent aujourd'hui : Vers un retour en classe? - Première publication lundi 20 août 2012 à 07h58	133
Rentrée aux Cégeps.....	133
JOURNALMETRO : Après les cégeps, au tour des universités de voter – Lundi 20 août 2012 - Mise à jour: Mercredi 22 août 2012 20:14	133
LE SOLEIL : Cégeps de l'Est-du-Québec: rentrée sans vote de grève - Publié le dimanche 19 août 2012 à 05h00	133
Bac international	133
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : «Carré rouge» : Un livre qui présente la grève étudiante en images - Publié le: samedi 18 août 2012, 14H33 Mise à jour: samedi 18 août 2012, 14H41	134
Afficher 1-80 de 129 commentaires (Montréal).....	134
RADIO-CANADA / QUEBEC : Les étudiants en théâtre et en philosophie de l'UL votent en faveur d'une trêve – Mise à jour le samedi 18 août 2012 à 10 h 58 HAE	134
Les commentaires (2).....	134
LA PRESSE : «Il faut passer à autre chose», dit le recteur de l'UdeM - Publié le 18 août 2012 à 09h24.....	134
LA PRESSE : EXCLUSIF : Conflit étudiant: des milliers d'abandons - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 18 août 2012 à 13h24	134
Les indécis sacrifiés.....	135
LE SOLEIL: Grève étudiante en suspens - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00	135
À Montréal.....	135
LE DEVOIR : La grève prend fin dans le réseau collégial : Les cégeps du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent votent pour le retour en classe – Samedi 18 août 2012	136
Début du rattrapage	136

Vos réactions	136
LE DEVOIR : Bouchées doubles pour les cégeps – Samedi 18 août 2012.....	136
LE DEVOIR : Le dynamisme des enseignants permet à l'école de demeurer ce qu'elle doit être : «L'école secondaire éprouve des problèmes à se forger une identité culturelle claire» - Samedi 18 août 2012	137
L'évolution du collégial	137
Le secondaire et l'université	137
LE DEVOIR : A-t-on les ressources nécessaires? – Samedi 18 août 2012	138
Des enseignants en renfort.....	138
LE DEVOIR : Grève à l'université - Deux étudiants sur dix seront placés en situation de rattrapage – Samedi 18 août 2012	138
En quête du temps perdu.....	139
Vos réactions	139
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La grève est terminée dans les cégeps – Mise à jour le vendredi 17 août 2012 à 22 h 10 HAE	139
Semaine décisive dans les universités.....	140
Dates des rentrées et des votes de grève dans les cégeps	140
Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE).....	140
Les commentaires (233).....	140
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Éducation cégeps : Semaine décisive pour les universités - Publié le: vendredi 17 août 2012, 20H58 Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 21H07	140
Pas de compromis.....	140
Coup de sonde lundi	140
Afficher 3 commentaires (Montréal)	141
24HEURES : Conflit étudiant : Tous les cégeps retournent en classe – Vendredi 17 août 2012, à 18h47	141
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Frais de scolarité : Les francos paient pour les anglos - Publié le: vendredi 17 août 2012, 18H28 Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 18H42	141
Subventions aux riches	141
En faveur de la hausse	141
Afficher 69 commentaires (Montréal).....	141
Afficher 4 commentaires (Québec).....	141
JOURNALMETRO : La grève prend fin dans deux autres cégeps - Mise à jour: Vendredi 17 août 2012 18:14	142
JOURNALDEMONTREAL : Cégep du Vieux-Montréal : La grève est suspendue - Publié le: vendredi 17 août 2012, 17H59 Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 18H08.....	142
LA PRESSE: Fin de la grève dans les cégeps - Publié le vendredi 17 août 2012 à 16h06 Mis à jour le vendredi 17 août 2012 à 17h06 ...	142
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Cégep Saint-Laurent : La grève est suspendue - Publié le: vendredi 17 août 2012, 16H04 Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 16H21	142
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit Étudiant : Fin du boycottage - Publié le: vendredi 17 août 2012, 15H41 Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 20H58	143
Trêve électorale.....	143
Déception	143
Afficher 12 commentaires (Québec)	143
Afficher 1-80 de 161 commentaires (Montréal).....	143
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Tous les cégépiens retournent en classe - Première publication vendredi 17 août 2012 à 15h30 - Mise à jour : vendredi 17 août 2012 à 18h35.....	143
LE DEVOIR : Vote de grève - Deux cégeps mettent les étudiants en garde – Vendredi 17 août 2012.....	143
« C'est de la propagande »	143
Vos réactions	144
THE GAZETTE : U de M promises fall classes : Rector says even if some students boycott, newcomers will be able to start their terms – Friday, August 17, 2012	144
THE GAZETTE : Three more CEGEPs vote to resume studies - Université de Montréal's history and comparative literature departments vote to continue boycott – Friday, August 17, 2012	144
9 comments.....	145
THE GAZETTE : Future of student movement on table – Friday, August 17, 2012.....	145
4 comments.....	145
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Trois nouveaux cégeps mettent fin à la grève étudiante – Mise à jour le vendredi 17 août 2012 à 0 h 24 HAE	145
En grève le 22 août	145
La majorité des cégépiens de retour en classe.....	145
Dates des rentrées et des votes de grève dans les cégeps	146
Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE).....	146
Les commentaires (109).....	146
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Grève : « C'est terminé » : Les étudiants de 12 des 14 cégeps en grève retournent en classe - Publié le: jeudi 16 août 2012, 20H58 Mise à jour: jeudi 16 août 2012, 21H07	146
Les votes sur la grève	146
C'est terminé	146
Au tour des universités	146
Afficher 34 commentaires (Montréal).....	146
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Saint-Félicien : la rentrée, le 5 septembre – Mise à jour le jeudi 16 août 2012 à 17 h 43 HAE	147
JOURNALMETRO : Trois autres cégeps mettent fin à la grève - Mise à jour: Jeudi 16 août 2012 17:34	147
Montrer 1 commentaire	147
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit Cégeps : Deux autres cégeps mettent fin à la grève - Publié le: jeudi 16 août 2012, 11H24 Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 6H33	148
Afficher 1-80 de 140 commentaires (Montréal).....	148

TVANOUVELLES / 24HEURES : Rentrée scolaire et autres votes : Les irréductibles pourraient retourner en classe - Première publication	
jeudi 16 août 2012 à 11h17 / Jeudi 16 août 2012 11h30	148
JOURNALMÉTRO : Un conflit aux suites positives – Jeudi 16 août 2012 - Mise à jour: Vendredi 17 août 2012 8:57	148
JOURNALMÉTRO : Carré rouge en 153 photos – Jeudi 16 août 2012 - Mise à jour: Jeudi 23 août 2012 9:43	148
La bonne photo de manif selon Jacques Nadeau	149
Afficher 9 commentaires	149
LE DEVOIR : Grève dans les cégeps - Les étudiants vulnérables ont écopé : Les taux d'échec et d'abandon sont plus élevés chez les plus faibles – Jeudi 16 août 2012.....	150
Vos réactions	150
LE DEVOIR : Le portefeuille des étudiants aminci par la grève – Jeudi 16 août 2012.....	151
Fonds d'entraide.....	151
Votes de grève	151
Vos réactions	151
LE DEVOIR : Les étudiants étrangers, une manne pour le pays : Un comité fédéral recommande d'ouvrir les portes des écoles et universités canadiennes – Jeudi 16 août 2012.....	152
Une mine d'or	152
Irréaliste au Québec ?	152
RABBLE.CA : The strike is ending, but the movement will continue – Thursday, August 16, 2012	152
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rien n'est encore perdu - Publié le: mercredi 15 août 2012, 21H56 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 22H27	153
Pas une défaite	153
Trêve.....	153
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit : Une rentrée scolaire difficile : Des cours sont offerts le soir et la fin de semaine aux étudiants qui rentrent en classe - Publié le: mercredi 15 août 2012, 21H48 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 21H59	153
Résultat des votes.....	153
Fin de la grève :	153
Nouveau vote vendredi	153
Les votes aujourd'hui	153
Rien n'est encore perdu.....	153
Pas une défaite	153
Trêve	153
Inquiétude et stress	153
Assumer ses choix.....	153
Afficher 2 commentaires (Québec).....	154
Afficher 1-80 de 133 commentaires (Montréal).....	154
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Retour en classe : Trêve électorale à Saint-Hyacinthe - Publié le: mercredi 15 août 2012, 14H34 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 14H41	154
Afficher 1-9 de 10 commentaires (Montréal).....	154
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Nouvelles assemblées générales dans deux cégeps ayant choisi la grève – Mise à jour le mercredi 15 août 2012 à 13 h 47 HAE	154
Tendance lourde au retour en classe	155
Dates des rentrées et des votes de grève	155
Les commentaires (362).....	155
TVANOUVELLES : Cégeps : Tout pour éviter de perdre la session - Première publication mercredi 15 août 2012 à 05h09.....	155
Même scénario au Vieux-Montréal.....	155
Les jours sont comptés	155
Place aux autres.....	156
LE SOLEIL : Conflit étudiant: les associations refusent de rendre les armes - Publié le mercredi 15 août 2012 à 05h00 Mis à jour le mercredi 15 août 2012 à 07h33	156
Menaces d'annulation	156
Contexte différent	156
Un choix difficile	156
TVANOUVELLES : Fin des grèves étudiantes : Retour en classe au Collège Montmorency et au Cégep Lionel-Groulx - Première publication mercredi 15 août 2012 à 00h09	156
LA PRESSE : Des élèves réclament une reprise du vote - Publié le mercredi 15 août 2012 à 00h00 Mis à jour le mercredi 15 août 2012 à 09h22	157
Des rumeurs d'annulation.....	157
LE DEVOIR : Le mouvement étudiant en introspection : Deux cégeps en grève se prononceront de nouveau sur la reconduction de la grève – Mercredi 15 août 2012	157
Repenser le mouvement.....	157
Vos réactions (15).....	158
JOURNALMÉTRO : Dans les cégeps: retour pour Montmorency - Mise à jour: Mardi 14 août 2012 23:42	158
Rentrée à Maisonneuve.....	158
Montrer 1 commentaire	158
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Les jours sont comptés - Publié le: mardi 14 août 2012, 22H53 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 24H03.....	158
Place aux autres.....	159
Montrer 1 commentaire (Montréal)	159
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation Conflit : Nouvelles assemblées en vue : Nouveau vote à Saint-Laurent et le Vieux-Montréal en réflexion - Publié le: mardi 14 août 2012, 22H47 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 7H24	159
Les résultats des votes	159
Les votes hier.....	159

Les votes jusqu'à maintenant	159
Votes à venir	159
Les jours sont comptés	159
Place aux autres	159
Même scénario au Vieux-Montréal.....	159
Fin de grève à Laval.....	159
Afficher 1-80 de 88 commentaires(Montréal).....	159
Afficher 21 commentaires (Québec)	159
TVANOUVELLES : Grève ou trêve?: Référendum sur 3 jours pour les membres de l'AGEFLESH - Première publication mardi 14 août 2012 à 19h07	159
LA PRESSE: Rentrée progressive dans les cégeps - Publié le mardi 14 août 2012 à 17h35.....	160
Rentrée à Maisonneuve.....	160
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : À Montmorency et Lionel-Groulx : Fin de la grève - Publié le: mardi 14 août 2012, 16H54 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 9H51.....	160
Fin de la grève dans trois cégeps	160
Afficher 36 commentaires (Montréal).....	160
Montrer 1 commentaire (Québec).....	160
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Trois cégeps mettent fin à la grève; celui du Vieux-Montréal garde le cap – Mise à jour le mardi 14 août 2012 à 13 h 53 HAE.....	161
Manifestation nocturne	161
Miser sur le vote des jeunes	161
Rentrée dans le calme au Cégep André-Laurendeau.....	161
Dates des rentrées et des votes de grève	161
Les commentaires (410).....	162
LA PRESSE : La rentrée se déroule dans le calme - Publié le mardi 14 août 2012 à 09h54.....	162
TVANOUVELLES : Malgré des retours en classe : La crise étudiante toujours vivante - Première publication mardi 14 août 2012 à 08h00 / Mise à jour : mardi 14 août 2012 à 18h44	162
LE NOUVELLISTE: Noëlla Champagne veut que les étudiants reprennent leurs cours - Publié le mardi 14 août 2012 à 07h38	162
Santé.....	162
JOURNALMÉTRO : Rentrée calme au collège de Maisonneuve – Mardi 14 août 2012 - Mise à jour: Jeudi 16 août 2012 13:10	163
Conditions de travail: la session comprimée était inévitable	163
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Conflit Cégeps : Loin d'être fini - Publié le: mardi 14 août 2012, 8H03 Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 12H50	163
Soulagement.....	163
Plusieurs retours en classe.....	163
Mettre un « X » sur une session	163
Référendum	163
Afficher 1-79 de 113 commentaires (Montréal).....	163
Afficher 2 commentaires (Québec).....	163
LE DEVOIR: Dur coup pour la grève générale illimitée: Trois cégeps ont voté hier pour le retour en classe ; la grève se poursuit au Cégep du Vieux-Montréal – Mardi 14 août 2012	163
Le vote dans les quatre cégeps	163
Mobilisation tranquille.....	164
Votes sous influence	164
Vos réactions (21)	164
THE GAZETTE : Time, money key issues for student voters : most favour return to classes; Little commotion evident at many CEGEPs where students returned to school – Tuesday, August 14, 2012	164
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Ça se poursuit au Vieux-Montréal - Publié le: lundi 13 août 2012, 23H15 Mise à jour: mardi 14 août 2012, 6H03	164
Continuer jusqu'au bout	165
Un carré vert.....	165
« Confus ».....	165
Afficher 1-76 de 81 commentaires (Montréal).....	165
Afficher 6 commentaires (Québec).....	165
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Retour confirmé dans 3 cégeps - Publié le: lundi 13 août 2012, 23H07 Mise à jour: lundi 13 août 2012, 23H23	165
Déception	165
Afficher 22 commentaires (Montréal).....	165
JOURNALMÉTRO : Début du retour forcé en classe ce lundi - Mise à jour: lundi 13 août 2012 22:42	165
Montrer 1 commentaire	166
LA PRESSE: Les fédérations étudiantes divisées - Publié le lundi 13 août 2012 à 08h06.....	166
Appel au débrayage.....	166
Stratégie de la FEUQ	166
TVANOUVELLES : Grève contre la hausse des frais de scolarité : Trois cégeps votent pour la reprise des cours - Première publication lundi 13 août 2012 à 07h19 / Mise à jour : lundi 13 août 2012 à 14h35.....	166
Rentrée scolaire.....	166
JOURNALDEMONTREAL : Édouard-Montpetit Marie-Victorin Maisonneuve : La grève se poursuit au Cégep du Vieux-Montréal - Publié le: lundi 13 août 2012, 7H08 Mise à jour: lundi 13 août 2012, 22H58	167
Journée décisive	167
Présence policière.....	167
Votes aujourd'hui	167

Afficher 1-80 de 292 commentaires (Montréal).....	167
LA PRESSE : Plusieurs cégeps votent pour le retour en classe - Publié le lundi 13 août 2012 à 06h43 Mis à jour le mardi 14 août 2012 à 14h23.....	167
Des militants dévastés	167
Retour en classe.....	168
Qui rentre quand?	168
LE DEVOIR: La rentrée inquiète certains groupes de soutien - Lundi 13 août 2012	168
Vos réactions	168
LE DEVOIR: Conflit étudiant - La CLASSE appelle à la poursuite de la grève: Pas de mot d'ordre des fédérations étudiantes universitaire et collégiale - Lundi 13 août 2012.....	168
Un premier cégep décide de poursuivre la grève.....	169
Emprunter le terrain électoral	169
Vos réactions (17).....	169
THE GAZETTE : More CEGEP students vote to return to class - Monday, August 13, 2012	169
10 comments.....	170
JOURNALMÉTRO : Profs, parents et aînés soutiendront la décision des étudiants - Mise à jour: Dimanche 12 août 2012 22:37.....	170
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC / TVANOUVELLES / 24HEURES : CLASSE : La poursuite de la grève étudiante prônée - Publié le: dimanche 12 août 2012, 20H07 Mise à jour: dimanche 12 août 2012, 20H17 / Première publication dimanche 12 août 2012 à 20h24 - Mise à jour : dimanche 12 août 2012 à 22h34 / Dimanche 12 août 2012, à 21h57.....	170
Pas d'appel au vote.....	170
Manifestation du 22 août	170
Afficher 13 commentaires (Montréal).....	170
Afficher 6 commentaires (Québec).....	171
LA PRESSE : La CLASSE appelle à la poursuite de la grève - Publié le dimanche 12 août 2012 à 16h05.....	171
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Les étudiants du cégep de Saint-Laurent votent pour la poursuite de la grève - Mise à jour le samedi 11 août 2012 à 21 h 33 HAE.....	172
Les commentaires (167).....	172
JOURNALMÉTRO : La grève se poursuit au Cégep Saint-Laurent - Mise à jour: Samedi 11 août 2012 20:03.....	172
Montrer 1 commentaire	172
LE DEVOIR: Les étudiants du Cégep Saint-Laurent choisissent de poursuivre la grève - Samedi 11 août 2012, 16 h 39.....	172
LA PRESSE : Le cégep Saint-Laurent en grève conditionnelle - Publié le samedi 11 août 2012 à 12h48 Mis à jour le samedi 11 août 2012 à 16h21.....	173
Situation financière «nébuleuse»	173
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Cégep Saint-Laurent : On vote pour poursuivre la grève - Première publication samedi 11 août 2012 à 12h10 - Mise à jour : samedi 11 août 2012 à 17h06 / Publié le: samedi 11 août 2012, 12H38 Mise à jour: samedi 11 août 2012, 17H57	173
Afficher 1-76 de 92 commentaires (Montréal).....	173
Afficher 10 commentaires (Québec)	173
LA PRESSE : Sous la pression, des cégeps retardent la rentrée - Publié le samedi 11 août 2012 à 09h59	174
Désamorcer une situation.....	174
Le SPVM attendra les requêtes	174
Qui doit rentrer quand?.....	174
LE DEVOIR: CLASSE: la fin de la tournée, mais pas de la lutte - Samedi 11 août 2012.....	174
Galerie Photos Pedro Ruiz.....	175
Vos réactions	176
TVANOUVELLES : Montréal : Gabriel Nadeau-Dubois livre son «dernier» discours - Première publication 10 août 2012 à 22h03 / Mise à jour : 10 août 2012 à 23h22	177
La fin de la tournée	177
LA PRESSE / RADIO-CANADA / MONTRÉAL / LE DEVOIR : Rentrée scolaire : le SPVM n'interviendra qu'à la demande des établissements - Publié le 10 août 2012 à 18h01 / Mise à jour le vendredi 10 août 2012 à 18 h 19 HAE / vendredi 10 août 2012 18h19	178
Les commentaires RC (34)	178
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC / TVANOUVELLES : Conflit Collège Montmorency : Les étudiants se prononcent mardi - Publié le: vendredi 10 août 2012, 15H39 Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 15H44 / Première publication vendredi 10 août 2012 à 16h01.....	178
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Grève étudiante : incertitudes à l'approche de la rentrée - Mise à jour le vendredi 10 août 2012 à 15 h 19 HAE	178
Les commentaires (35).....	179
JOURNALMÉTRO : Grève: les étudiants auraient des appuis extérieur - Mise à jour: Vendredi 10 août 2012 8:50.....	179
Afficher 21 commentaires.....	179
TVANOUVELLES : Retour en classe : Vers la fin de la grève étudiante? - Première publication vendredi 10 août 2012 à 04h36	180
Changement de stratégie.....	180
Faible taux de participation	180
«Pas sans conséquences»	180
Les universités inquiètes.....	180
LE DEVOIR: Des étudiants organisent la résistance hors frontières - Vendredi 10 août 2012	180
Vos réactions	181
LE DEVOIR: Retour en classe au cégep André-Laurendeau - vendredi 10 août 2012.....	181
THE GAZETTE : New groups take up mantle of active protest - Friday, August 10, 2012.....	181
8 comments.....	181
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Éducation Grève: Vers la fin de la grève? - Publié le: jeudi 09 août 2012, 22H34 Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 9H48.....	182
Résultats des votes de grève.....	182

Changement de stratégie	182
Faible taux de participation	182
« Pas sans conséquences »	182
Les universités inquiètes	182
Afficher 1-78 de 82 commentaires (Montréal).....	182
Afficher 23 commentaires (Québec)	182
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Un troisième cégep se prononce pour le retour en classe – Mise à jour le jeudi 9 août 2012 à 15 h 44 HAE	182
Votes à l'université	183
Les commentaires (39).....	183
LE SOLEIL : De l'aide de l'extérieur du Québec pour les étudiants en grève - Publié le jeudi 09 août 2012 à 16h44.....	183
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Reprise de la session d'hiver: Pas assez de services professionnels? - Publié le: jeudi 09 août 2012, 14H45 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 14H57 / Première publication jeudi 9 août 2012 à 15h40	184
TVANOUVELLES : Reprise de la session d'hiver : Des arrondissements ferment leurs piscines plus tôt - Première publication jeudi 9 août 2012 à 14h26 / Mise à jour : jeudi 9 août 2012 à 17h04.....	184
Horaires normaux	184
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Conflit étudiant: Des associations étudiantes s'opposent à la rentrée forcée - remière publication jeudi 9 août 2012 à 12h14 - Mise à jour : jeudi 9 août 2012 à 15h14 / Publié le: jeudi 09 août 2012, 14H06 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 16H36	184
Venir d'ailleurs pour bloquer les campus	185
Afficher 20 commentaires (Montréal).....	185
Afficher 4 commentaires (Québec)	185
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Cégep André-Laurendeau: Fin de la grève - Publié le: jeudi 09 août 2012, 13H39 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 13H49	185
Montrer 1 commentaire (Montréal)	185
LA PRESSE : Plaidoyer pour une poursuite de la grève - Publié le jeudi 09 août 2012 à 13h15	185
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Conflit étudiant: Les associations étudiantes s'opposent à la rentrée forcée - Publié le: jeudi 09 août 2012, 11H58 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 12H15	185
Montrer 1 commentaire (Québec).....	186
Montrer 1 commentaire (Montréal)	186
LE SOLEIL : Cycles supérieurs de l'Université Laval: invitation au respect de la loi 78 - Publié le jeudi 09 août 2012 à 09h49	186
Quelques votes au premier cycle.....	186
INFONORD.COM : Lionel-Groulx: assemblée étudiante et rentrée scolaire - Publié le jeudi 9 Août 2012.....	186
Entente de principe	186
RADIO-CANADA / ESTRIE : Rentrée étudiante : trêve à Saint-Jérôme, retour en classe à Valleyfield – Mise à jour le jeudi 9 août 2012 à 3 h 10 HAE.....	186
Les commentaires (180).....	187
THE GAZETTE : Protest showdown looming in Quebec: students headed there from outside province? – Thursday, August 09, 2012	187
THE GAZETTE : Three CEGEPs vote to return to class – Thursday, August 09, 2012	187
2 comments	187
THE GAZETTE : Some students declare tuition truce – Thursday, August 09, 2012.....	188
8 comments	188
THE GAZETTE : Collège de Valleyfield votes against boycott – Thursday, August 09, 2012	188
3 comments	188
JOURNALMÉTRO : Deux cégeps ne reconduisent pas la grève - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 23:22	188
Afficher 4 commentaires	188
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Conflit étudiant: Le Collège de Valleyfield dit non à la grève - Publié le: mercredi 08 août 2012, 23H18 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 13H34 / Première publication mercredi 8 août 2012 à 23h54	189
Retour en classe au Cégep André-Laurendeau.....	189
Afficher 33 commentaires (Montréal).....	189
Afficher 10 commentaires (Québec)	189
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Éducation Grève: Boycott = échec: Si la grève se poursuit, la Fédération des cégeps annulera leur session - Publié le: mercredi 08 août 2012, 22H54 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 5H52	189
Marge de manœuvre	189
Votes décisifs	189
Faible participation	189
Afficher 1-80 de 160 commentaires (Montréal).....	190
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Rentrée scolaire: Les enseignants se sont réunis avant le marathon - Publié le: mercredi 08 août 2012, 20H02 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 20H14	190
Une inconnue majeure	190
TVANOUVELLES : Rentrée scolaire : Les étudiants invités à voter - Première publication mercredi 8 août 2012 à 19h54	190
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Étudiants étrangers: La rentrée scolaire est teintée d'incertitude - Première publication mercredi 8 août 2012 à 18h21 / Publié le: mercredi 08 août 2012, 19H02 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 19H07.....	190
Afficher 6 commentaires (Montréal)	191
Afficher 4 commentaires (Québec)	191
LA PRESSE : Valleyfield et Saint-Jérôme reprennent les cours - Publié le mercredi 08 août 2012 à 16h06 Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 23h00	191
Trêve électorale.....	191
LE DEVOIR: Legault imposerait des sanctions aux professeurs qui refusent de rentrer en classe – Mercredi 08 août 2012, 15h48	191
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : Grève étudiante à l'UL : l'élection du 4 septembre dictera la suite des choses – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 15 h 34 HAE	192
Les commentaires (15).....	192

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Conflit étudiant: Trêve électorale au Cégep de Saint-Jérôme - Publié le: mercredi 08 août 2012, 15H09 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 18H07 / Première publication mercredi 8 août 2012 à 16h39...	192
Faible taux de participation	192
Afficher 5 commentaires (Québec)	192
Afficher 28 commentaires (Montréal).....	192
LE DEVOIR: Rentrée scolaire: Charest refuse d'envisager le pire: Il accepte cependant que les cégeps s'y préparent – Mercredi 08 août, 14h33	192
Sanctionner les professeurs?	193
TVANOUVELLES : Québec 2012 : La loi 78 doit être appliquée, mais pas à tout prix, dit Charest - Première publication mercredi 08 août 2012 à 13h19	193
LE SOLEIL : Conflit étudiant: Marois se mouille... à peine - Publié le mercredi 08 août 2012 à 12h08.....	193
LE DEVOIR: Marois se défend d'être confuse sur l'application de la loi 12 – Mercredi 08 août 2012, 11h50	194
TVANOUVELLES : Le retour en classe selon Marois : La loi spéciale doit être respectée - Première publication mercredi 8 août 2012 à 11h47	194
Associations étudiantes	194
LA PRESSE : Démocratie étudiante: Pauline Marois corrige le tir - Publié le mercredi 08 août 2012 à 11h35 Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 16h40	194
24HEURES / TVANOUVELLES : Élections : «Les enseignants doivent enseigner» - Legault – Mercredi 08 août 2012, à 11h21 / Première publication mercredi 8 août 2012 à 12h38	195
Appel aux étudiants	195
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée scolaire : Les libéraux entretiennent le «chaos» - Publié le: mercredi 08 août 2012, 11H10 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 17H16	195
Retour en classe.....	195
Afficher 39 commentaires (Québec)	195
Afficher 1-79 de 87 commentaires (Montréal).....	195
LA PRESSE : Grève étudiante: Legault veut sanctionner les profs - Publié le mercredi 08 août 2012 à 10h57 Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 16h30	195
Le syndicat sursaute	196
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Appui aux étudiants : La CAQ sanctionnerait les profs - Publié le: mercredi 08 août 2012, 10H19 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 20H41	196
Application de la loi 78.....	196
Plus ferme que Charest.....	196
Afficher 13 commentaires (Québec)	196
Afficher 1-79 de 129 commentaires (Montréal).....	196
LA PRESSE : Exclusif : Rentrée: les cégeps sont sur le qui-vive - Publié le mercredi 08 août 2012 à 07h03.....	196
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : Entente de principe avec les professeurs de cégeps – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 6 h 54 HAE	196
Un calendrier modifié par la loi spéciale	197
Une entente évaluée à 18 millions de dollars	197
De l'argent mal investi, selon le PQ.....	197
Le PDG de la Fédération des cégeps confiant.....	197
Établissements visés par l'entente de principe :	197
Précision sur le reportage de Martine Biron que vous trouverez en complément	197
Les commentaires (188).....	197
LE DEVOIR: Les professeurs seront au poste: Quelque 180 enseignants de plus devront être embauchés – Mercredi 08 août 2012	197
Votes de grève : la variable inconnue	198
Vos réactions	198
LE DEVOIR: Pauline Marois souhaite que tous les étudiants retournent en classe – Mercredi 08 août 2012	198
Marois énigmatique.....	198
Votes de grève	198
Vos réactions	198
LA PRESSE : Des milliers d'étudiants en grève pour la rentrée - Publié le mercredi 08 août 2012 à 00h00 Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 07h19	199
Au collégial aussi.....	199
Les positions des partis	199
> Parti libéral du Québec: «la loi est là».....	199
> Parti québécois: tous en classe	199
> Coalition avenir Québec: la loi et l'ordre	199
> Québec solidaire: aux étudiants de trancher	199
> Option nationale: le «gros bon sens».....	200
TVANOUVELLES : Tournée provinciale de la CLASSE : Gabriel Nadeau-Dubois n'attire pas les foules à Jonquière - Première publication mardi 07 août 2012 à 22h02	200
JOURNLMÉTRO : CHAREST souhaite une rentrée «dans l'ordre» - Mise à jour: mardi 07 août 2012 21:14	200
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Grève étudiante : votes importants mardi – Mise à jour le mardi 7 août 2012 à 21 h 09 HAE	200
Entre détermination et résignation.....	201
Les commentaires (397).....	201
JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Les étudiants sont déçus - Pas question, toutefois, d'imposer un quorum lors des assemblées générales - Publié le: mardi 07 août 2012, 20H57 Mise à jour: mardi 07 août 2012, 21H38.....	201
Conserver la crédibilité	201
Déception	201
L'ASSÉ, un syndicat ?: Le Registraire des entreprises enquête	202
Pas des travailleurs	202

Conséquences ?	202
Afficher 59 commentaires (Montréal)	202
LE DEVOIR: Entente avec les profs de cégep: la preuve que la crise n'est pas une stratégie, selon Charest – Mardi 07 août 2012, 17h25	202
La loi 12 devra être respectée, dit Charest	202
«Boycott»?	202
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Grève étudiante : l'UQAR doit assumer des coûts supplémentaires – Mise à jour le mardi 7 août 2012 à 16 h 58 HAE	202
LE SOLEIL : Conflit étudiant: entente de principe avec les profs de cégeps - Publié le mardi 07 août 2012 à 15h50 Mis à jour le mardi 07 août 2012 à 20h00	203
Argent mérité	203
LEDEVOIR: Marois veut 100 % des étudiants en classe – Mardi 07 août 2012, 15h12	203
Marois énigmatique	203
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / 24HEURES : Marois veut 100% des étudiants en classe – Publié le: mardi 07 août 2012, 15H05 Mise à jour: mardi 07 août 2012, 23H15 / Mardi 07 août 2012, à 22h22	204
Afficher 13 commentaires (Québec)	204
Afficher 1-80 de 209 commentaires (Montréal)	204
JOURNALMÉTRO / LE SOLEIL : Conflit étudiant: entente de principe avec les profs de cégeps - Mise à jour: mardi 7 août 2012 14:42 / Publié le mardi 07 août 2012 à 15h05	204
Les votes étudiants ont commencé	204
LA PRESSE : Marois veut que «100% des étudiants» retournent en classe - Publié le mardi 07 août 2012 à 14h42 Mis à jour le mardi 07 août 2012 à 22h15	204
Faire «tout ce qui est nécessaire», souhaite Legault	205
TVANOUVELLES : Rentrée scolaire : La direction des cégeps et les enseignants s'entendent - Première publication 7 août 2012 à 14h17	205
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / 24HEURES : Rentrée scolaire : La direction des cégeps et les enseignants s'entendent – Publié le: mardi 07 août 2012, 12H06 Mise à jour: mardi 07 août 2012, 17H55 / Mardi 07 août 2012, à 13h11 - Mise à jour mardi 07 août 2012, à 17h58	205
Reprise le 13 août	206
Décrochage	206
l'Institut du Nouveau Monde : vote des jeunes	206
Afficher 4 commentaires (Montréal)	206
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / CANOE.CA / 24HEURES / TVANOUVELLES : Rentrée des classes : Jean Charest prévient que la loi 78 devra être respectée – Publié le: mardi 07 août 2012, 12H02 Mise à jour: mardi 07 août 2012, 12H09 / mardi 07 août 2012, à 13h09 - Mise à jour mardi 07 août 2012, à 16h26 / Mardi 07 août 2012, à 13h14 / Première publication mardi 07 août 2012 à 14h12	206
Afficher 1-77 de 277 commentaires (Montréal)	207
Afficher 9 commentaires (Québec)	207
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ / LA PRESSE : Publié le mardi 07 août 2012 à 11h04: Conflit étudiant : entente avec les professeurs des cégeps touchés – Mise à jour le mardi 7 août 2012 à 11 h 01 HAE / Publié le mardi 07 août 2012 à 11h04	207
Les commentaires (11)	207
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / 24HEURES : Conflit étudiant : La semaine sera cruciale – Première publication mardi 07 août 2012 à 07h48 / Publié le: mardi 07 août 2012, 8H59 Mise à jour: mardi 07 août 2012, 13H04 / Mardi 07 août 2012, à 09h12	207
Les professeurs s'en mêlent	208
Afficher 48 commentaires (Montréal)	208
Afficher 6 commentaires (Québec)	208
LE DEVOIR : Les étudiants d'abord : Des professeurs entendent respecter le vote des assemblées plutôt que la loi 12 – Mardi 07 août 2012	208
Déception des fédérations	208
Vos réactions	208
THE GAZETTE : U de M students vote to renew boycott of classes – Tuesday, August 07, 2012	209
21 comments	209
THE GAZETTE : UQÀM letter gives students an ultimatum – Tuesday, August 07, 2012	209
26 comments	209
THE GAZETTE : Students bar media from tuition debate – Tuesday, August 07, 2012	209
THE GAZETTE : CEGEPs, teachers agree on back-to-class protocol – Tuesday, August 07, 2012	210
JOURNALMÉTRO : Les professeurs respecteront la démocratie étudiante – Lundi 6 août 2012 21:12	210
Les étudiants rassurés	210
Afficher 17 de 18 commentaires	210
LA PRESSE : Grève: les étudiants passent au vote - Publié le lundi 06 août 2012 à 22h40 Mis à jour le mardi 07 août 2012 à 10h58	210
Profs contre la hausse	211
JOURNALMÉTRO : Les enseignants de cégeps prêts pour les sessions intensives - Mise à jour: lundi 6 août 2012 21:00	211
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Des professeurs préviennent qu'ils respecteront les votes de grève – Mise à jour le lundi 6 août 2012 à 17 h 18 HAE	211
Les commentaires (256)	211
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée scolaire : Les fédérations étudiantes dévoilent leur plan de match - Publié le: lundi 06 août 2012, 15H33 Mise à jour: lundi 06 août 2012, 15H49	211
Mot d'ordre	212
Tournée québécoise	212
Afficher 6 commentaires (Québec)	212
Afficher 38 commentaires (Montréal)	212
LE DEVOIR : Conflit étudiant - Des professeurs dénoncent la loi 12 – Lundi 06 août 2012, 12h37	212
À écouter : Manifeste contre la loi 12	212

Vos réactions (33)	212
RADIO-CANADA / ESTRIE : Première rentrée des classes à l'Université de Sherbrooke – Mise à jour le lundi 6 août 2012 à 10 h 24 HAE .	212
JOURNALMÉTRO : Les professeurs respecteront la démocratie étudiante – Lundi 06 août 2012 / Mise à jour: jeudi 16 août 2012 13:15	213
Les étudiants rassurés.....	213
Afficher 17 de 18 commentaires	213
THE GAZETTE : Pivotal week ahead for Quebec's student strikes, with return-to-school votes – Monday, August 06, 2012.....	213
22 comments	214
LE SOLEIL : Beauchamp refuse de dire si elle appuie la loi 78 - Publié le samedi 04 août 2012 à 05h00	214
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La CLASSE ne veut pas d'ingérence politique dans ses assemblées générales – Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 17 h 31 HAE	214
Les commentaires (78).....	214
LA TRIBUNE : Un retour en grève est possible - Publié le vendredi 03 août 2012 à 06h28	214
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Loi 78 : Des professeurs déposeront à Montréal un manifeste - Publié le: jeudi 02 août 2012, 18H55 Mise à jour: jeudi 02 août 2012, 19H07	215
Afficher 1-15 de 16 commentaires (Montréal).....	215
Afficher 6 commentaires (Québec)	215
LA PRESSE : Vers une reprise du trimestre chaotique à l'UQAM - Publié le mercredi 01 août 2012 à 05h00.....	215
THEGAZETTE : The forgotten detail of tuition dispute – Wednesday, August 01, 2012	216

LE DEVOIR : Terre-Neuve à contre-courant : Alors que la tendance est à la hausse des droits de scolarité au pays, Terre-Neuve-et-Labrador maintient le gel décrété il y a plus de dix ans – Samedi 15 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Droits de scolarité et frais afférents ont suscité la grogne des étudiants québécois.

Lisa-Marie Gervais

Cette semaine, les études sur les droits de scolarité se sont multipliées, confirmant que la tendance est à la hausse partout au Canada. Ou presque. Avec le plus faible coût des études postsecondaires, Terre-Neuve-et-Labrador, qui gèle la facture des étudiants depuis au moins dix ans, fait figure d'exception.

«Le Québec a les droits de scolarité les plus bas en Amérique du Nord.» Cette phrase est souvent répétée comme un credo chaque fois qu'un gouvernement se lance dans l'arène pour proposer une hausse des droits de scolarité. Au printemps dernier, l'ex-ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait également usé de la tactique pour justifier la hausse de la facture universitaire annoncée par les libéraux. Les fédérations étudiantes se sont empressées de lui rappeler qu'elle était dans l'erreur et qu'il existait au pays des endroits où les études coûtaient moins cher qu'au Québec. Un paradis étudiantin qui ne soit pas situé dans la bien-aimée Scandinavie, dont la gratuité fait rêver bien des étudiants ? Oui. En plein cœur de l'Atlantique, à Terre-Neuve-et-Labrador.

Démêlons d'abord les faits. À l'heure actuelle, le projet de hausse des droits de scolarité des libéraux ayant été suspendu depuis l'avènement d'un gouvernement péquiste, le Québec demeure la province canadienne la plus abordable sur le strict plan des droits de scolarité, exigeant 2168 \$ des étudiants, contre 2550 \$ à Terre-Neuve. Mais si l'on tient compte des frais afférents, pour des services aux étudiants tels le centre sportif ou certains soins de santé, le résultat est tout autre. Alors qu'à Terre-Neuve-et-Labrador ces sommes obligatoires laissées à la discrétion des universités sont de 220 \$, contre 720 \$ en moyenne au Canada, elles peuvent dépasser les 1000 \$ dans les établissements québécois, à l'Université McGill, par exemple. C'est ainsi que le Québec est détrôné au profit de sa consœur de l'Atlantique, qui non seulement est la championne du faible coût des études, mais qui chemine vers la gratuité.

Pourtant, plusieurs rapports sur le coût des études publiés cette semaine l'ont bien démontré : la facture des étudiants canadiens augmente de façon fulgurante depuis la dernière décennie, à un rythme trois fois plus rapide que l'inflation. Et d'année en année, le bond que font les droits de scolarité est toujours plus grand, a fait remarquer une étude de Statistique Canada. Les étudiants canadiens inscrits à temps plein à un programme de premier cycle universitaire ont payé en moyenne 5 % de plus cet automne en droits de scolarité qu'ils ne l'ont fait un an plus tôt. Cette tendance à la hausse s'observe également pour les frais afférents et à tous les cycles universitaires (baccalauréat, maîtrise, doctorat).

Un cas d'exception

Bref, la facture augmente partout, à tous les cycles, y compris pour les étudiants étrangers... Sauf à Terre-Neuve-et-Labrador. Les droits de scolarité y sont gelés depuis 2000 et une réduction de 25 % s'est opérée jusqu'en 2003-2004. Depuis, la facture des étudiants stagne. Éluë à la fin de l'année 2010, la première ministre, Kathy Dunderdale, du Parti progressiste-conservateur, avait pour promesse électorale de maintenir ce gel, à l'instar des deux autres partis dans la course, libéral et néodémocrate.

Même qu'elle a promis d'éliminer le programme de prêts pour le remplacer par un programme de bourses, qui tiendrait mieux compte des besoins des étudiants. Déjà, les intérêts sur les prêts avaient été éliminés il y a quelques années et l'aide financière aux étudiants étrangers, bonifiée. On dotera de 44 millions l'université, pour l'embauche et la recherche. Et tout cela malgré un budget déficitaire qui comprend des pertes d'emplois et une dette nette de 7,5 milliards qui se creusera encore d'un milliard en 2013.

Ces décisions pour le moins audacieuses qui font naviguer Terre-Neuve-et-Labrador à contre-courant sont pourtant le fruit d'une réflexion très pragmatique amorcée dans les années 1990. Avec une économie en perte de vitesse, la province connaissait alors un important exode de sa population en même temps que croissaient ses besoins en main-d'œuvre qualifiée. Au tournant des années 2000, la seule université publique, la Memorial University, avec des droits de scolarité atteignant le sommet historique de 3300 \$, était devenue inabordable. Les familles les plus pauvres devaient alors consacrer près de 45 % de leurs revenus après impôt au paiement des droits de scolarité. « L'endettement ne cessait de croître », souligne Michael Walsh, président de la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes section Terre-Neuve (FCEE-TN).

Pour Christopher Dunn, professeur au département de sciences politiques de la Memorial University of Newfoundland, le gouvernement libéral d'alors n'a eu d'autre choix que de chercher à rendre l'enseignement supérieur plus accessible. Selon lui, ce choix de diminuer les droits de scolarité résulte de considérations très « terre à terre ». « Ça ne faisait pas partie d'un modèle social, et c'est peut-être ce qui fait la différence entre notre province et le Québec. Les étudiants ne forment pas une assez grande part de la population pour influencer les politiques du gouvernement », a-t-il soutenu. « Ce choix vient davantage d'une situation de baisse démographique. Et de la nécessité d'une main-d'œuvre qualifiée. » Et, peut-être bien, du besoin de rehausser la fierté nationaliste et la nécessité de diplômer localement les élites, celles-ci ayant longtemps été formées à l'extérieur de la province, analyse-t-il.

L'éducation, une priorité

« Les gens croient qu'on peut maintenant se payer un tel système parce que l'économie va mieux. Pourtant, le gouvernement a fait ce choix il y a plus de dix ans alors qu'il y avait très peu d'argent dans les coffres », note Michael Walsh. « Le gouvernement ne remet plus en question le financement, l'éducation postsecondaire est une priorité. Alors qu'au fédéral, ce sont les baisses d'impôts et les prisons. »

Les réflexions amorcées par le gouvernement terre-neuvien qui ont mené à la rédaction Droits de scolarité et frais afférents 2005 d'un livre blanc sur l'éducation postsecondaire avaient déjà sonné l'alarme. Et le consensus existant entre les syndicats, les représentants étudiants, le monde des affaires et la classe politique a certes bien préparé le terrain. « Tous les sondages montraient qu'il était urgent de trouver des solutions. Tout le monde s'entendait là-dessus », souligne M. Walsh.

Au Québec, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) loue l'exemple de Terre-Neuve-et-Labrador. « C'est impressionnant comme virage », dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle trouve néanmoins dommage qu'il ait fallu attendre que la province soit au bord du gouffre pour faire de l'éducation sa priorité. « Les changements viennent malheureusement quand la situation est critique », souligne-t-elle. « Reste que Terre-Neuve est le cas parfait pour montrer que quand on baisse les droits de scolarité, ça augmente l'accessibilité. »

Selon la FCEE-TN, des études ont démontré que la population étudiante venant de Nouvelle-Écosse, où l'université coûte le double, a augmenté de 1100 % et celle du Nouveau-Brunswick, de 800 %. De nouveaux visages, surtout de Chine et d'Afrique, ont aussi fait leur apparition.

La présidente de la FEUQ croit que le Québec a des leçons à tirer de sa consœur de l'Atlantique. « On devrait faire la même chose pour nos régions. Ça freinerait l'exode et permettrait le développement local [...] quand on sait que 70 % des jeunes des régions du Québec sont de première génération universitaire. »

Il reste cependant encore beaucoup à faire pour préserver les acquis, croit le président de la FCEE-TN, même s'il estime la population étudiante de la province « particulièrement chanceuse ». « En juin dernier, on a organisé une journée de mobilisation et la première ministre, qui était invitée, a déclaré que l'éducation était un droit et non pas un privilège économique », raconte M. Walsh. « Elle a même dit qu'elle espérait qu'un jour le diplôme serait complètement gratuit. »

Moins optimiste, Christopher Dunn doute que cet élan de gratuité aille très loin. « Pour l'instant, Terre-Neuve et Québec vont continuer à jouer dans la même ligue [celle des faibles droits de scolarité] », a-t-il dit, avant de poursuivre : « Mais j'ai l'intuition que la tendance va s'inverser et que le gouvernement terre-neuvien va finir par hausser les droits de scolarité. Pour lui, ce qui est important, ce n'est pas que les droits soient gelés, mais qu'ils soient parmi les plus bas au pays. » Et à cela, les étudiants ne pourront pas grand-chose, conclut-il.

ARGENT / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation : Le financement des études postsecondaires, un casse-tête? – Vendredi 14 septembre 2012 | 11h11 / Publié le: vendredi 14 septembre 2012, 13H08 | Mise à jour: vendredi 14 septembre 2012, 13H22

<p>Hugo Legris-Tremblay / Agence QMI</p> <p>Malgré la crise étudiante qui semble derrière nous, les problèmes de financement des études postsecondaires sont toujours bien présents pour plusieurs étudiants de familles de la classe moyenne.</p> <p>Selon le gouvernement fédéral, les coûts totaux reliés à une session à l'université se chiffrent en moyenne à près de 14 500 \$ en moyenne à travers le pays. Ces coûts comprennent la scolarité, l'hébergement, le transport et les télécommunications.</p> <p>Selon une étude de BMO Banque de Montréal, 75 % des étudiants canadiens disent devoir travailler pour payer leurs études postsecondaires. La principale source de financement des droits de scolarité et des frais des études postsecondaires est l'argent que les étudiants ont gagné et épargné eux-mêmes», révèle cette étude. Les étudiants sondés sont à 52 % soutenus financièrement par leur famille et plus de 45 % d'entre eux reçoivent des bourses d'études.</p> <p>Les moyens mis à la disposition des familles de la classe moyenne sont-ils assez efficaces pour que celles-ci réussissent sans trop s'endetter à assurer une éducation postsecondaire à leurs enfants ?</p> <p>Malgré l'incitatif mis en place par le gouvernement fédéral pour inciter les familles à investir dans des Régimes enregistrés d'épargne études</p>	<p>(REEE), les familles canadiennes n'utilisent pas assez ce moyen de financement, selon Statistique Canada.</p> <p>La cotisation moyenne annuelle dans les REEE par bénéficiaire en 2011 était de 1453 \$. Il s'agit d'une petite diminution de 0,7 % par rapport à 2010, lorsque la cotisation moyenne annuelle était de 1463\$.</p> <p>De plus, le gouvernement du Québec, par l'entremise de l'Aide financière aux études (AFE), appuie les étudiants des familles de la classe moyenne au niveau postsecondaire en leur offrant notamment des prêts et parfois des bourses, les bourses étant plus au niveau des familles à faible revenu et des étudiants aux cycles supérieurs universitaires.</p> <p>Le montant à lui seul n'est cependant pas suffisant pour pallier les problèmes de financement des étudiants. Par contre, il peut être utilisé comme effet de levier puisqu'il est rare qu'un prêt soit sans intérêt.</p> <p>Afficher 8 commentaires (Montréal)</p> <p>bouboutee 4 commentaires masqués</p> <p>A la fin de leurs études, 50 60 % de leur dette est causé par des dépenses de voyages et autres, comme autos, Iphone,Ipad, texto et autres.</p> <p>09/14/2012 03:20 PM</p> <p>leriduculetueapas 1 commentaire masqué</p>	<p>l autre 50 % dans la boisson</p> <p>09/15/2012 12:42 PM</p> <p>Enigmanie 1 commentaire masqué</p> <p>.□</p> <p>09/14/2012 05:14 PM</p> <p>LilasP 1 commentaire masqué</p> <p>Ben oui, aucune étude sur la pauvreté des jeunes vous donne raison, mais bon, vous avez sûrement la vérité infuse.</p> <p>09/14/2012 04:18 PM</p> <p>woufwouf 2 commentaires masqués</p> <p>Cessez d'en parler...je pleure. Snif-snif.</p> <p>09/14/2012 02:27 PM</p> <p>a14d 1 commentaire masqué</p> <p>Moi aussi je pleure...trois de mes anciens étudiants, enfants de familles à faible revenu de villes différentes sont allés passer une semaine soit à Cuba, soit en Jamaïque.au moi de mars.....que c'est triste!!!!</p> <p>09/14/2012 07:48 PM</p> <p>Jeune_vailant 2 commentaires masqués</p> <p>À voir leur sourire sur la photo ce n'est pas un problème.</p> <p>09/14/2012 01:51 PM</p> <p>woufwouf 1 commentaire masqué</p> <p>Ils copient...sur le net leur travail du smeste. Vrai.</p> <p>09/14/2012 02:28 PM</p>
---	--	---

MARKETWIRE : RAPPEL : Selon le sondage 2012 de BMO auprès des étudiants, les étudiants financent leurs propres études supérieures – Vendredi 14 septembre 2012, 08h00

<p>Un sondage fait état de sources de financement multiples : emploi, épargne de l'étudiant, parents et autres membres de la famille, prêts, bourses.</p> <p>MONTRÉAL, QUÉBEC--(Marketwire - 14 sept. 2012) - Avec le début de la nouvelle année universitaire, un sondage commandé par BMO Banque de Montréal révèle que les deux tiers des étudiants travaillent et que la principale source de financement des droits de scolarité et des frais des études postsecondaires est l'argent que les étudiants ont gagné et épargné eux-mêmes.</p> <p>Le coût total des études postsecondaires - selon une étude du gouvernement fédéral qui tient compte des droits de scolarité, des fournitures, du logement et des autres dépenses - s'élève en moyenne à 14 500 \$ par année.</p> <p>Le sondage annuel 2012 de BMO auprès des étudiants, réalisé par Pollara, fait état des multiples sources de financement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Deux tiers (67 %) des étudiants de niveau postsecondaire ont travaillé - et invoquent les dépenses d'études comme principale raison pour travailler. ✓ Chez près des deux tiers des étudiants (62 %), l'argent épargné est la principale source de financement des études. ✓ Un peu plus de la moitié (52 %) reçoivent l'aide des parents et des autres membres de la famille et 49 % dépendent des prêts aux étudiants. ✓ Près de la moitié (45 %) des étudiants de niveau postsecondaire reçoivent des bourses. <p>Étudiants occupant un emploi</p> <p>Le sondage auprès des étudiants a aussi révélé les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le quart d'entre eux (23 %) travaille à temps plein, tandis que 43 % travaillent à temps partiel. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les étudiants occupant un emploi travaillent pour payer leurs études (75 %), pour avoir de l'argent à dépenser (65 %), pour acquérir de l'expérience professionnelle pour un emploi futur (61 %) ou pour rembourser des dettes (22 %). ✓ À l'échelle régionale, les taux d'emploi des étudiants sont le plus élevés dans les Prairies (81 %), en Alberta (79 %) et dans le Canada atlantique (78 %). <p>« Comme la fréquentation d'un collège ou d'une université représente un investissement important, il est essentiel que les étudiants et leurs parents soient sur la même longueur d'onde pour le financement des études postsecondaires », a déclaré Su McVey, vice-présidente, BMO Banque de Montréal. « Le recours à un régime enregistré d'épargne-études (REEE) - auquel les parents et les grands-parents peuvent cotiser - peut contribuer à payer les droits de scolarité. Au-delà de cela, l'étudiant et ses parents doivent travailler de concert pour dresser un budget complet avant le début de l'année universitaire pour la gestion des dépenses courantes. »</p> <p>N'importe qui, y compris les grands-parents, peut investir dans l'avenir d'un enfant en ouvrant un REEE, un compte visant à mettre de côté de l'argent pour des études postsecondaires, ou en y ajoutant des cotisations. L'argent investi dans un REEE croît avec le temps grâce à l'intérêt composé et à la Subvention canadienne pour l'épargne-études. Par exemple, si vous investissez 200 \$ par année, de la naissance de votre enfant jusqu'à ce qu'il ait 18 ans, il pourrait disposer d'économies pouvant s'élever à 11 000 \$ pour ses études postsecondaires.</p> <p>Mme McVey a ajouté que les étudiants devraient recourir aux ressources en ligne qui leur sont offertes, comme l'Outil de calcul pour le budget</p>	<p>d'étudiant de BMO - un outil gratuit accessible sur BMO.com qui permet aux étudiants d'établir un budget pour l'année universitaire. De plus, l'outil de gestion financière BudgetSensé BMO des Services bancaires en ligne de BMO peut aider les étudiants à respecter leur budget grâce à la personnalisation de leurs dépenses et de leurs objectifs d'épargne.</p> <p>BMO offre aux étudiants une option de services bancaires gratuits* et est la seule banque à prolonger cette offre d'une année pour les diplômés. Une Marge-crédit aux étudiants BMO, qui n'exige de l'intérêt que sur le montant effectivement emprunté, permet à l'étudiant d'en utiliser aussi peu ou autant qu'il en a besoin, jusqu'à concurrence de sa limite de crédit approuvée. De plus, l'étudiant peut effectuer des versements d'intérêt seulement pendant qu'il est aux études et jusqu'à un an après l'obtention de son diplôme.</p> <p>Pour de plus amples renseignements sur la manière dont BMO peut rendre la vie étudiante plus abordable, tant pendant les études qu'après l'obtention du diplôme, passez dès aujourd'hui à une succursale de BMO ou consultez ce site.</p> <p>Le sondage en ligne Pollara a été réalisé du 19 au 26 juillet 2012 auprès d'un échantillon de 1018 étudiants de niveau postsecondaire. Un échantillon aléatoire de cette taille comporterait une marge d'erreur de ± 3,1 %, 19 fois sur 20.</p> <p>* Avec le rabais pour les enfants, adolescents et étudiants appliqué au programme Plus suivant l'ouverture d'un compte de chèques principal ou d'un compte d'épargne à taux Avantageux. Les nouveaux diplômés d'études postsecondaires sont admissibles à des services bancaires sans frais pendant un an avec le programme de rabais aux étudiants. Vous devez payer tous les frais liés aux opérations, aux services et aux produits</p>
---	---	--



non inclus dans votre programme de services bancaires courants.

À propos de BMO Groupe financier

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est un fournisseur nord-américain de services financiers hautement

diversifiés. Fort d'un actif totalisant 542 milliards de dollars au 31 juillet 2012, et d'un effectif de plus de 46 000 employés, BMO Groupe financier offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires

de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Renseignements

Relations avec les médias : Valérie Doucet, Montréal, 514-877-8224, valerie.doucet@bmo.com, Internet : www.bmo.com

LE DEVOIR : Droits de scolarité - Une hausse supérieure à l'inflation : La facture des étudiants universitaires de premier cycle a crû de 5% alors que l'inflation a augmenté d'à peine 1,3% - Jeudi 13 septembre 2012



Photo : Marcin Szczepanski Associated Press

L'augmentation des droits de scolarité est moins marquée aux cycles supérieurs qu'au premier cycle.

À retenir

Des diplômes à prix variable

Dentisterie 16 910 \$
Médecine 11 891 \$
Pharmacie 10 297 \$
Génie 6552 \$
Éducation 4006 \$

Source : Statistique Canada

Lisa-Marie Gervai

On savait la tendance à la hausse des droits de scolarité ces dix dernières années, voilà que cette augmentation s'est accrue de façon encore plus soudaine depuis l'an dernier, révèle une étude de Statistique Canada. Les étudiants canadiens inscrits à temps plein à un programme de premier cycle universitaire ont payé en moyenne 5 % de plus cet automne en frais de

scolarité qu'ils l'ont fait en 2011-2012, une hausse nettement plus élevée que l'inflation (1,3 %).

« Les gouvernements continuent de transférer aux étudiantes et étudiants et à leurs familles le coût de l'éducation publique », a fait savoir Adam Awad, président national de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, par voie de communiqué. Seule exception : la province de Terre-Neuve-et-Labrador semble choyer ses étudiants, elle qui a gelé ses frais depuis l'année 2003-2004, tant au premier cycle qu'aux cycles supérieurs.

Bien qu'ils augmentent aussi cette année, les droits de scolarité pour les 2e et 3e cycles connaissent une hausse toutefois moins marquée en général au Canada. Même si c'est au Québec que l'augmentation a été la plus élevée (9,2 % contre une moyenne de 4,5 %), la province, avec Terre-Neuve-et-Labrador, demeure toujours parmi les plus abordables pour les étudiants à la maîtrise ou au doctorat (2969 \$).

Tout comme les droits de scolarité, les frais supplémentaires obligatoires que doivent payer les étudiants canadiens n'échappent pas à cette ascension. Cette année, ces frais afférents, qui servent à payer les services aux étudiants, comme le centre sportif, ont augmenté de 3,3 % par rapport à l'an dernier, passant de 726 \$ à 750 \$ en moyenne pour un étudiant au baccalauréat.

Pour Martine Desjardins, la présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), le Québec est « loin d'être un exemple ». « Ici, c'est en moyenne 775 \$, mais ça peut aller de

400 \$ à l'Université du Québec à Rimouski, par exemple, jusqu'à 1200 \$ à McGill », a-t-elle soutenu.

Mme Desjardins rappelle que la tendance à hausser les frais afférents était telle qu'en 2008, le ministère de l'Éducation avait instauré une réglementation limitant l'augmentation. « D'ailleurs, on attend toujours la reconduction de la réglementation sur ces frais obligatoires. Si on ne l'a pas, ça ouvre la porte à l'augmentation », s'est-elle inquiétée.

Les étudiants étrangers ayant choisi de venir étudier au Canada reçoivent aussi une facture plus salée par rapport à l'an dernier. Partout au pays, les droits de scolarité moyens pour les étudiants étrangers du premier cycle ont augmenté de 5,5 % pour atteindre 18 641 \$ en 2012-2013. Encore une fois, Terre-Neuve-et-Labrador fait exception. Fait à noter, les étudiants étrangers inscrits à temps plein à la maîtrise et au doctorat paient en moyenne 13 163 \$ en droits de scolarité, soit pas mal moins que leurs camarades du premier cycle.

Le Québec, qui possède une réglementation pour limiter la hausse, demeure une destination de choix pour les étudiants étrangers. « Mais maintenant, on ne sait toujours pas ce qui va arriver avec les frais de scolarité des étudiants étrangers, s'ils vont être encore plus déréglés ou pas, a dit Martine Desjardins. C'est un dossier à suivre, surtout quand on sait que les étudiants étrangers sont la vache à lait des universités. C'est dommage, mais c'est ça. »

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Frais de scolarité | Hausse : Partout, sauf au Québec - Publié le: mercredi 12 septembre 2012, 22H24 | Mise à jour: mercredi 12 septembre 2012, 22H36



Photo d'archives

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle

Canada	5581 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	2649 \$
Île-du-Prince-Édouard	5470 \$
Nouvelle-Écosse	5934 \$
Nouveau-Brunswick	5917 \$
Québec	2774 \$
Ontario	7180 \$
Manitoba	3729 \$
Saskatchewan	6017 \$
Alberta	5883 \$

Colombie-Britannique **5015 \$**
STATISTIQUE CANADA, 2012-2013

Sarah-Maude Lefebvre

Avec la décision du Parti québécois de geler les frais de scolarité, le Québec deviendra l'une des deux seules provinces canadiennes où les frais de scolarité n'ont pas augmenté en 2012-2013.

Les étudiants canadiens ont en effet payé en moyenne 5 % de plus pour leurs frais de scolarité en 2012-2013, révèle une [enquête de Statistique Canada](#) rendue publique hier.

Les étudiants canadiens inscrits au premier cycle ont déboursé en moyenne 5 581 \$ en frais de scolarité en 2012-2013, comparativement à 5 313 \$ l'année dernière.

Cette augmentation de 5 % est nettement supérieure à l'inflation qui était de 1,3 % entre juillet 2011 et juillet 2012.

Pas de réelle hausse

À l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où les droits de scolarité sont gelés depuis 2003-2004, les frais de scolarité ont donc augmenté dans toutes les provinces canadiennes en 2012-2013. Au Québec, on parle d'une augmentation de 10,1 %.

Cette situation pourrait toutefois changer avec l'annulation de la hausse des droits de scolarité promise par le Parti québécois.

« Ça voudrait donc dire que les frais de scolarité seraient les mêmes que l'année précédente. Le Québec serait la province où les frais de scolarité sont les plus bas au pays, à condition que l'annulation de la hausse soit aussi appliquée aux étudiants des autres provinces canadiennes qui viennent étudier au Québec », affirme Nicole Paquin, la directrice de l'étude.

Québec, champion des frais administratifs

Les étudiants québécois paient peut-être moins cher pour les droits de scolarité, mais ils sont rattrapés par l'importance des frais administratifs, soutient pour sa part la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

« Les frais afférents sont beaucoup plus élevés au Québec que dans les autres provinces, affirme la présidente Martine Desjardins. Ça va jusqu'à 1 000 \$ dans certains cas. »

« Avec les frais administratifs, on rejoint la moyenne canadienne en matière de coûts universitaires. Nous n'aurons peut-être pas une hausse des

frais de scolarité cette année, mais les frais afférents, eux, ont augmenté dans les universités », plaide cette dernière.

[Afficher 1-80 de 164 commentaires\(Montréal\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Droits de scolarité : Statistique Canada constate une hausse au pays - Publié le: mercredi 12 septembre 2012, 13H14 | Mise à jour: mercredi 12 septembre 2012, 13H35 / Première publication 12 septembre 2012 à 13h52

Agence QMI

Les étudiants universitaires canadiens ont dû déboursier 5 % de plus pour régler leurs frais de scolarité cette année, soit plus de trois fois le taux de l'inflation, a indiqué mercredi Statistique Canada.

Cette hausse vient s'ajouter à une augmentation de 4,3 % des droits de scolarité l'an dernier. Le taux d'inflation pendant la même période était de 1,3 %.

La Colombie-Britannique affiche la hausse la moins élevée, à 2 %, alors que le Québec a enregistré la plus importante augmentation, à 10,1 %.

Les étudiants québécois, dont les frais sont passés cette année à près de 2774 \$, paient toutefois le moins de tous les étudiants canadiens, tout juste en dessous de ceux de Terre-Neuve et Labrador, où un gel des frais de scolarité est en place depuis 2003, plaçant les droits à près de 2649 \$ par année.

C'est en Ontario et dans la Saskatchewan que les frais de scolarité sont les plus élevés au pays, à 7180 \$ et 6017 \$ respectivement.

En moyenne les frais de scolarité étaient les plus élevés pour les étudiants en dentisterie (16 910 \$), en médecine (11 891 \$) et en pharmacie (10 297 \$), selon Statistique Canada.

Les frais de scolarité des cycles supérieurs ont également grimpé de 4,5 % en moyenne, les programmes de M.B.A. coûtant le plus, une fois encore.

Montrer 1 commentaire (Montréal)

Tipolo84 1 commentaire masqué

On peut voir les chiffres 2011-2012 par université au Canada sur le site de l'AUUC (avec recherche Google de: universités canadiennes faits et chiffres frais de scolarité par université).

[09/15/2012 08:25 PM](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Droits de scolarité | Canada : La hausse plus forte que l'inflation - Publié le: mercredi 12 septembre 2012, 11H56



Photo courtoisie

Université de Montréal

Sarah-Maude Lefebvre

Avec la décision du Parti québécois de geler les frais de scolarité, le Québec deviendra l'une des deux seules provinces cana-

diennes où les frais de scolarité n'ont pas augmenté en 2012-2013.

Selon une étude rendue publique mercredi par Statistique Canada, les étudiants canadiens inscrits au premier cycle ont déboursé en moyenne 5581\$ en frais de scolarité en 2012-2013, comparativement à 5313\$ l'année dernière. Cette augmentation de 5% est nettement supérieur à l'inflation qui était de 1,3% entre juillet 2011 et juillet 2012.

Pas de hausse au Québec

À l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où les droits de scolarité sont gelés depuis 2003-2004, les frais de scolarité ont augmenté dans toutes les provinces canadiennes en 2012-2013. Au Québec, on parle d'une augmentation de 10,1%. Cette situation pourrait toutefois changer avec l'annulation de la hausse des droits de scolarité promise par le Parti québécois.

« Ça voudrait donc dire que les frais de scolarité seraient les mêmes que l'année précédente. Le Québec serait l'endroit où les frais de scolarité sont les plus bas au pays, à condition que l'annulation de la hausse soit aussi appliqué aux étudiants des autres provinces canadiennes qui viennent étudier au Québec », affirme Nicole Paquin, la directrice de l'étude.

L'étude de Statistique Canada démontre également que l'augmentation des frais de scolarité est moindre aux programmes de deuxième et troisième cycle partout au pays.

Les programmes d'études les plus coûteux (premier cycle, 2012-2013):

Dentisterie: 16 910 \$

Médecine: 11 891 \$

Pharmacie: 10 297 \$

LA PRESSE: L'enseignement universitaire doit être une priorité, jugent des experts - Publié le mercredi 12 septembre 2012 à 08h44



Photo André Pichette, archives La Presse

La Canada se classe au premier rang des pays de l'OCDE pour la proportion d'adultes qui ont un diplôme d'études collégiales, mais au huitième rang en ce qui concerne l'université.

Pascale Breton, La Presse

Le Canada se classe en tête des meilleurs systèmes d'éducation du monde, mais doit rester vigilant pour le demeurer, surtout en ce qui concerne l'enseignement universitaire, prévient le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.

Dans la foulée du rapport [Regards sur l'éducation 2012](#), publié mardi par l'OCDE, Statistique Canada a dressé un état de la situation au pays.

Ainsi, une proportion de 26% des adultes de 25 à 64 ans a un diplôme universitaire, alors que la moyenne est de 22% dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Le Canada se classe au premier rang des pays de l'OCDE pour la proportion d'adultes qui ont un diplôme d'études collégiales, mais au huitième rang en ce qui concerne l'université.

L'économie du savoir est de plus en plus importante, et il faut miser sur le baccalauréat et les cycles supérieurs à l'université, fait valoir Andrew Parkin, directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC). « Ce n'est pas seulement parce qu'on aimerait être numéro un qu'on doit surveiller les progrès des autres pays. C'est parce que l'économie mondiale change. Elle demande de plus en plus de connaissances. »

Le taux d'emploi augmente avec la scolarité, révèle par ailleurs la compilation de Statistique Canada.

En 2010, 81% des Canadiens de 25 à 64 ans qui avaient fait des études collégiales ou universitaires occupaient un emploi. La proportion diminuait à 72% pour ceux qui avaient un diplôme d'études secondaires et chutait à 55% pour ceux qui n'avaient pas de diplôme.

Malgré la crise économique, les pays de l'OCDE, incluant le Canada, ont toutefois continué d'investir une part importante de leurs richesses en éducation.

Le Canada y a ainsi consacré 6% de son produit intérieur brut. Environ 40% de cette somme a été accordée à l'éducation postsecondaire - le plus haut taux des pays de l'OCDE.

Il semble y avoir un « consensus selon lequel l'éducation est une partie de la solution » à la crise économique, souligne M. Parkin. « La proportion de notre richesse consacrée à l'éducation doit demeurer constante », souligne-t-il.

Le CMEC se réjouit également de la bonne performance générale du système d'éducation au Canada. « Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de défis, mais il faut souligner qu'on est toujours dans une bonne position par rapport aux autres pays », mentionne M. Parkin.

Parmi les défis, il souligne la réussite scolaire des autochtones, qui ont plus de difficultés que les autres élèves au Canada.

LE QUOTIDIEN (Statistiques Canada) : Frais de scolarité universitaires, 2012-2013 – Mercredi 12 septembre 2012

Les étudiants canadiens inscrits à temps plein à un programme de premier cycle ont payé en moyenne 5,0 % de plus cet automne en frais de scolarité pour l'année universitaire 2012-2013 qu'ils ne l'ont fait un an plus tôt. Cela fait suite à une hausse de 4,3 % enregistrée en 2011-2012.

À titre de comparaison, l'inflation telle que mesurée par l'Indice des prix à la consommation était de 1,3 % entre juillet 2011 et juillet 2012.

Les étudiants canadiens inscrits au premier cycle ont payé en moyenne 5 581 \$ en frais de scolarité en 2012-2013, comparativement à 5 313 \$ l'année précédente.

Les frais de scolarité ont augmenté dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où les frais pour les deux ordres, soit le premier cycle ainsi que les deuxième et troisième cycles, sont gelés depuis 2003-2004.

Ailleurs au pays, les hausses des frais de scolarité ont varié entre 2,0 % en Colombie-Britannique et 10,1 % au Québec pour les étudiants du premier cycle.

Terre-Neuve-et-Labrador et le Québec ont continué d'avoir les frais de scolarité moyens les moins élevés au premier cycle. En tenant compte de l'augmentation de cette année, les frais de scolarité du Québec (2 774 \$) ont dépassé ceux de Terre-Neuve-et-Labrador (2 649 \$).

En comparaison, les étudiants inscrits au premier cycle en Ontario ont payé les frais de scolarité moyens les plus élevés au Canada, soit 7 180 \$. Les étudiants de la Saskatchewan ont suivi, ayant déboursé en moyenne 6 017 \$ en frais de scolarité universitaires.

Les frais de scolarité moyens en dentisterie sont encore les plus élevés du premier cycle

Comme cela a été le cas lors des années précédentes, les étudiants inscrits au premier cycle en dentisterie (16 910 \$) ont payé en moyenne les frais de scolarité les plus élevés du premier cycle en 2012-2013, suivis des étudiants inscrits en médecine (11 891 \$) et en pharmacie (10 297 \$).

Tous les programmes du premier cycle ont connu des augmentations, variant entre 2,7 % en agriculture, ressources naturelles et conservation et 6,8 % en commerce, gestion et administration publique.

Les frais des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles augmentent moins rapidement

Les étudiants inscrits à un programme de deuxième ou de troisième cycle ont payé en moyenne 5 695 \$ en frais de scolarité en 2012-2013, en hausse de 4,5 %, à la suite d'une augmentation de 3,7 % l'année précédente. Les étudiants inscrits au premier cycle ont connu une hausse de 5,0 %.

Les frais de scolarité des étudiants de deuxième et troisième cycles ont augmenté dans l'ensemble des provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador. Les hausses ont varié entre 1,5 % en Alberta et 9,2 % au Québec. Comme pour les étudiants de premier cycle, les frais moyens les moins élevés se trouvaient à Terre-Neuve-et-Labrador (2 456 \$) et au Québec (2 969 \$).

Les frais de scolarité des étudiants de deuxième et troisième cycles étaient les plus élevés en

Ontario (8 041 \$). Ils étaient suivis de ceux de la Nouvelle-Écosse (7 613 \$) et de la Colombie-Britannique (7 593 \$).

Les maîtrises en administration des affaires sont les programmes les plus coûteux

Aux deuxième et troisième cycles, les frais de scolarité des programmes de maîtrise en administration des affaires (MBA) pour cadres (38 508 \$) et réguliers (23 757 \$) sont demeurés les plus coûteux.

Comme pour les programmes de premier cycle, les frais de scolarité ont augmenté pour l'ensemble des programmes de deuxième et troisième cycles, les hausses variant entre 2,2 % en commerce, gestion et administration publique et 5,9 % pour les programmes de droit, professions connexes et études du droit.

Les étudiants étrangers connaissent une augmentation des frais de scolarité

À l'échelle nationale, les frais de scolarité moyens pour les étudiants étrangers du premier cycle ont augmenté de 5,5 % pour atteindre 18 641 \$ en 2012-2013, comparativement à une hausse de 4,3 % en 2011-2012.

Comme c'est le cas pour les étudiants canadiens, il n'y a pas eu d'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers à Terre-Neuve-et-Labrador. Dans les autres provinces, les augmentations de frais pour les étudiants étrangers de premier cycle ont varié entre 2,4 % en Alberta et 8,8 % en Ontario. Pour les étudiants étrangers de deuxième et troisième cycles, les augmentations ont varié entre 0,9 % en Colombie-Britannique et 11,2 % en Saskatchewan.

Les frais de scolarité moyens des étudiants étrangers inscrits à temps plein dans un programme de deuxième ou troisième cycle se sont accrus de 2,6 % pour atteindre 13 163 \$.

Les frais supplémentaires obligatoires

Le groupe de services compris dans les frais supplémentaires obligatoires varie d'un établissement à l'autre et peut changer au fil du temps. Il comprend généralement les frais pour les activités sportives, les services de santé offerts aux étudiants, les associations étudiantes ainsi que les autres frais s'appliquant aux étudiants canadiens inscrits à temps plein.

À l'échelle nationale, les frais supplémentaires obligatoires des étudiants canadiens inscrits au premier cycle ont augmenté de 3,3 % en 2012-2013 par rapport à l'année précédente. En moyenne, ces étudiants ont payé 750 \$ en frais supplémentaires obligatoires, en hausse comparativement à 726 \$ l'année précédente.

En 2012-2013, les frais supplémentaires obligatoires des étudiants inscrits au premier cycle ont varié entre 218 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador et 911 \$ en Alberta. Dans ces mêmes provinces, les frais obligatoires des étudiants inscrits aux deuxième et troisième cycles ont varié entre 242 \$ et 1 239 \$ respectivement. L'augmentation à l'échelle nationale a été de l'ordre de 4,9 % pour les étudiants de deuxième et troisième cycles.

La Saskatchewan a affiché l'augmentation la plus marquée des frais supplémentaires obligatoires pour les étudiants inscrits au premier cycle (+16,5 % pour s'établir à 466 \$). Pour les étudiants inscrits au deuxième ou troisième cycle,

c'est également en Saskatchewan que la hausse a été la plus marquée (+10,4 % pour s'établir à 254 \$). L'Alberta a suivi, enregistrant une augmentation de 9,1 %.

Depuis 2010-2011, les frais « partiellement » obligatoires tels que l'assurance-maladie et l'assurance dentaire auxquels l'étudiant peut renoncer s'il prouve qu'il a une autre couverture comparable ne sont pas compris dans le calcul des moyennes pondérées des frais obligatoires.

Note aux lecteurs

Les données pour 2012-2013 sont sujettes à révision. Tout changement requis sera fait pour la diffusion des données de 2013-2014 lorsque celles de 2012-2013 deviendront définitives.

Les données figurant dans le présent communiqué ont été recueillies dans le cadre de l'enquête sur les Frais de scolarité et de subsistance des étudiants à temps plein dans les universités et les collèges du Canada qui confèrent des grades. Cette enquête a été menée entre avril et juillet 2012 et elle a porté sur l'année universitaire 2012-2013.

Il faut noter que les frais de scolarité sont en général assujettis aux politiques provinciales réglementant leurs augmentations. Cependant, certains programmes peuvent être exclus de ces politiques, ce qui peut se traduire par des augmentations supérieures aux limites provinciales.

Les moyennes nationales et provinciales des frais de scolarité sont pondérées à l'aide des données d'inscriptions, soit 2008 dans le cas présent.

Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans un programme donné n'est pas connu, ce programme est exclu du calcul de la moyenne. Les mêmes nombres d'étudiants sont utilisés pour la pondération des deux années (2011-2012 et 2012-2013), permettant ainsi de ne considérer que les changements observés dans les frais de scolarité.

Les programmes de maîtrise en administration des affaires ont été exclus du calcul des moyennes pondérées nationales et provinciales de façon à éliminer les répercussions des coûts plus élevés de ces programmes sur la moyenne globale des frais de scolarité. Les programmes de résidence en médecine, en médecine dentaire et en médecine vétérinaire offerts par les hôpitaux universitaires et les établissements similaires pouvant mener à une attestation dans un domaine spécialisé sont exclus.

Pour le Québec, depuis 1998-1999, et la Nouvelle-Écosse, depuis 2007-2008, les calculs des moyennes pondérées tiennent compte de la différence entre les frais de scolarité exigés pour les étudiants de la province et ceux exigés pour les étudiants canadiens de l'extérieur de la province. Dans les autres provinces, les étudiants canadiens hors-province et canadiens de la province paient les mêmes frais.

Toute comparaison dans le temps à long terme doit être effectuée avec prudence étant donné que la répartition du nombre d'inscriptions dans les différents programmes d'étude peut varier d'une période à l'autre.

Les données du présent communiqué ne tiennent compte ni de l'aide financière ni des crédits d'impôt accordés aux étudiants. Les frais de scolarité et les frais supplémentaires obligatoires ne représentent qu'une partie des dépenses totales qu'exige une formation universitaire.

Tableau 1 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province



	2011-2012 ^r	2012-2013 ^p	2011-2012 à 2012-2013
	dollars courants		variation en %
Canada	5 313	5 581	5,0
Terre-Neuve-et-Labrador	2 649	2 649	0,0
Île-du-Prince-Édouard	5 258	5 470	4,0
Nouvelle-Écosse	5 722	5 934	3,7
Nouveau-Brunswick	5 728	5 917	3,3
Québec	2 520	2 774	10,1
Ontario	6 815	7 180	5,4
Manitoba	3 638	3 729	2,5
Saskatchewan	5 734	6 017	4,9
Alberta	5 663	5 883	3,9
Colombie-Britannique	4 919	5 015	2,0

Tableau 2 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par province

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par province

	2011-2012 ^r	2012-2013 ^p	2011-2012 à 2012-2013
	dollars courants		variation en %
Canada	5 450	5 695	4,5
Terre-Neuve-et-Labrador	2 456	2 456	0,0
Île-du-Prince-Édouard	3 992	4 100	2,7
Nouvelle-Écosse	7 427	7 613	2,5
Nouveau-Brunswick	5 258	5 449	3,6
Québec	2 718	2 969	9,2
Ontario	7 682	8 041	4,7
Manitoba	4 173	4 292	2,9
Saskatchewan	3 444	3 656	6,2
Alberta	4 676	4 746	1,5
Colombie-Britannique	7 442	7 593	2,0

Tableau 3 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par discipline

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par discipline

	2011-2012 ^r	2012-2013 ^p	2011-2012 à 2012-2013
	dollars courants		variation en %
Agriculture, ressources naturelles et conservation	4 961	5 095	2,7
Architecture et services connexes	4 788	5 077	6,0
Sciences humaines	4 769	4 942	3,6
Commerce, gestion et administration publique	5 673	6 060	6,8
Éducation	3 804	4 006	5,3
Génie	6 155	6 552	6,5
Droit, professions connexes et études du droit	9 335	9 949	6,6
Médecine	11 313	11 891	5,1
Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	4 591	4 793	4,4
Sciences physiques et de la vie, et technologies	5 247	5 478	4,4
Mathématiques, information et sciences de l'information	5 781	6 111	5,7
Sciences sociales et de comportements	4 656	4 862	4,4
Santé autre, parc, récréation et conditionnement physique	4 873	5 092	4,5
Dentisterie	16 037	16 910	5,4
Sciences infirmières	4 731	4 909	3,8
Pharmacie	9 719	10 297	5,9
Médecine vétérinaire	5 889	6 224	5,7

Tableau 4 : Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par discipline

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par discipline

	2011-2012 ^r	2012-2013 ^p	2011-2012 à 2012-2013
	dollars courants		variation en %
Agriculture, ressources naturelles et conservation	4 769	4 982	4,5
Architecture et services connexes	4 950	5 199	5,0
Sciences humaines	4 336	4 554	5,0
Commerce, gestion et administration publique	7 932	8 105	2,2

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par discipline

	2011-2012 ^f	2012-2013 ^p	2011-2012 à 2012-2013
Programme de maîtrise en administration des affaires régulier	22 823	23 757	4,1
Programme de maîtrise en administration des affaires pour cadres	36 971	38 508	4,2
Éducation	5 089	5 283	3,8
Génie	5 175	5 444	5,2
Droit, professions connexes et études du droit	5 302	5 614	5,9
Médecine	
Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	4 409	4 625	4,9
Sciences physiques et de la vie, et technologies	5 632	5 898	4,7
Mathématiques, information et sciences de l'information	5 716	5 964	4,3
Sciences sociales et de comportements	4 556	4 790	5,1
Santé autre, parc, récréation et conditionnement physique	7 577	7 921	4,5
Dentisterie	4 365	4 559	4,4
Sciences infirmières	5 117	5 360	4,7
Pharmacie	5 466	5 710	4,5
Médecine vétérinaire	3 173	3 321	4,7

LE DEVOIR : L'université est de moins en moins abordable : Depuis 1990, le coût des études au Canada a grimpé trois fois plus vite que l'inflation – Mercredi 12 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
L'indice du coût des études au Québec, qui était de loin la province la plus abordable pour les études universitaires en 1990-1991, devrait être en forte augmentation d'ici 2015-2016.

À retenir
[Voir les résultats de l'étude du Centre canadien de politiques alternatives \(en anglais seulement\)](#)

Lisa-Marie Gervais

Loin de suivre l'inflation, le coût des études est plutôt parti en flèche partout au Canada depuis les dix dernières années, rendant l'université de moins en moins abordable, rapporte [une nouvelle étude du Centre canadien de politiques alternatives \(CCPA\)](#). Depuis 1990, le coût des études universitaires de premier cycle, qui comprend les droits de scolarité et les frais afférents, a crû annuellement de 6,2 %, soit trois fois plus vite que l'inflation. Et si la tendance se maintient, il aura augmenté de près de 18 % dans quatre ans.

Dans le classement des provinces où étudier est le plus coûteux, le Québec pourra conserver sa position, soit 9e sur 10, dès que le gouvernement péquiste, qui annulera la hausse des droits de scolarité pour plutôt l'indexer, prendra le pouvoir. Avec une facture de 4472 \$ en 2015-2016, il se serait toutefois retrouvé en 8e position, devant le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador, si le plan du gouvernement libéral défait avait été mis à exécution. Avec des frais de 9231 \$ en 2015-2016, l'Ontario est la province la moins abordable.

Erika Shaker, coauteure de l'étude, reconnaît que le Québec a toujours eu les droits de scolarité les plus bas - et l'endettement le plus faible, soit en moyenne 15 000 \$, contre 27 000 \$ en moyenne au Canada -, même si Terre-Neuve-et-Labrador remporte la palme de l'abordabilité lorsqu'on tient compte des frais afférents. Elle croit néanmoins que même dans le scénario d'un gouvernement péquiste, « des actions délibérées devront être entreprises pour prouver que l'intention réelle du gouvernement est de rendre les études plus abordables », a-t-elle dit au Devoir.

Mme Shaker estime qu'il ne suffit pas de comparer les taux d'inscriptions à l'université pour conclure que le coût des études n'a pas de réelle incidence sur le choix des jeunes. Selon elle, l'étude démontre que la majorité des provinces n'ont pas décidé de garder les coûts à un niveau acceptable, mais plutôt d'offrir aux étudiants des taux d'intérêt avantageux ou des modalités de paiement assouplies.

Elle soutient qu'il faut également se pencher sur les effets de la diminution de la part du financement public dans les universités et ses effets sur les étudiants. « Et ce qu'on risque de constater, c'est que plusieurs étudiants vont retarder leurs études en attendant d'avoir l'argent », a-t-elle noté.

Un nouvel indice

Ce n'est pas la première fois que le CCPA, un groupe de recherche traditionnellement plutôt à gauche, se penche sur l'accessibilité aux études. Mais cette fois, il compare ce qu'il en coûte d'étudier dans les diverses provinces au moyen d'un nouvel indice, fait de données sur l'évolution des droits de scolarité et des frais obligatoires tirées des annonces et des politiques des gouvernements. Cet indice du coût des études sert à mesurer l'effet de certaines politiques gouvernementales et l'impact, croissant ou décroissant, du coût des études sur deux types de familles, de la classe moyenne et à faible revenu. L'indice ne tient pas compte de certains facteurs, dont l'aide financière, parce qu'elle n'est pas universelle.

C'est ainsi que l'indice du coût des études du Québec, qui était de loin la province la plus abordable pour les études universitaires en

1990-1991, semblera en forte augmentation d'ici 2015-2016. Car même dans un contexte de simple indexation des droits de scolarité au coût de la vie comme le veut le Parti québécois, le Québec devrait se distancer nettement de Terre-Neuve-et-Labrador, où le coût des études diminuera en regard des revenus des familles de classe moyenne et de celles à faible revenu. En fait, si les tendances dans les deux provinces se maintiennent, on avance même que pour une famille de classe moyenne, le coût des études sera deux fois plus élevé au Québec qu'à Terre-Neuve-et-Labrador.

Autre étude de l'OCDE

En comparant le Canada aux autres pays du monde en matière d'éducation, il fait plutôt bonne figure, nous apprend un nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rendu public hier. Environ 50 % des adultes canadiens sont détenteurs d'un diplôme d'études collégiales ou universitaires, ce qui correspond à une augmentation de 14 points de pourcentage au cours des 15 dernières années. Cette proportion est la plus élevée de l'OCDE.

On y apprend aussi que la lutte contre le décrochage scolaire porte ses fruits au pays : un adulte sur dix au Canada n'a pas terminé ses études secondaires, alors qu'il y a 15 ans, cette proportion était d'un adulte sur cinq. Mais puisque d'autres pays rattrapent le temps perdu, la compétition semble plus féroce que jamais sur la scène internationale, constate le rapport.

Publié chaque année par l'OCDE, « Regards sur l'éducation 2012 » dresse en quelque sorte un état de l'éducation dans le monde en prenant en considération notamment le profil démographique des populations étudiantes et les ressources humaines et financières investies dans l'éducation.

Avec La Presse canadienne

[Vos réactions \(20\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : L'enseignement supérieur au Canada est une référence - Publié le: mardi 11 septembre 2012, 20H15 | Mise à jour: mardi 11 septembre 2012, 20H35





Photo Joël Lemay / Archives / Agence QMI
Le Canada est notamment loué pour ses taux élevés d'obtention de diplôme.
Agence QMI

Le Canada se classe en tête des pays de l'OCDE pour la proportion d'adultes titulaires d'un diplôme d'études collégiales et à la huitième place pour la proportion d'adultes titulaires d'un diplôme d'études universitaires.

C'est ce qu'indique l'étude [Regards sur l'éducation 2012](#) publiée mardi par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui note que le Canada reste une référence en matière d'enseignement supérieur, avec ses taux élevés d'obtention de diplôme et sa capacité à former une main-d'œuvre qualifiée bénéficiant généralement de bonnes perspectives sur le marché du travail. Dans son rapport, l'OCDE estime que le gouvernement canadien dépense chaque année 20 932\$ US par étudiant pour chaque étudiant de

niveau collégial et universitaire. Ce montant place le Canada en troisième position parmi les pays de l'OCDE, après la Suisse et les États-Unis. Les femmes canadiennes affichent le taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études le plus élevé (55%) des pays de l'OCDE. Toutefois, les hommes restent plus susceptibles d'avoir un emploi (84.%, contre 78.5% pour les femmes). Parmi les 37 pays de l'OCDE et du G20, le Canada se classe en tête pour le pourcentage d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés de l'enseignement tertiaire (51%). Ce pourcentage atteint même 56% chez les 25-34 ans (contre 38% pour la moyenne de l'OCDE), tandis que chez les 55-64 ans, il s'établit à 42%, soit près du double de la moyenne de l'OCDE (23%).

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANouvelles : Frais de scolarité : Moins cher à Terre-Neuve-et-Labrador qu'au Québec - Publié le: mardi 11 septembre 2012, 15H42 | Mise à jour: mardi 11 septembre 2012, 16H14 / Première publication 11 septembre 2012 à 16h08



Photo Philippe-Olivier Contant / Agence QMI
Les droits de scolarité universitaires à Terre-Neuve-et-Labrador s'élèveront à 2662\$ en 2014-2015.

Charles-Antoine Gagnon / Agence QMI
OTTAWA – Le Québec est en voie de perdre son titre de «province ayant les droits de scolarité les plus bas au Canada» aux mains de Terre-Neuve-et-Labrador.

C'est ce qu'avance le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) dans un [rapport publié mardi sur l'accessibilité aux études universitaires et les droits de scolarité](#).

Depuis 1999-2001, la province de l'Atlantique a gelé, réduit et regelé les droits de scolarité. Ces mesures ont permis à Terre-Neuve-et-Labrador d'être la seconde province à offrir les droits les moins élevés, après le Québec, a précisé l'organisation.

«Si, tel qu'annoncé, le Parti québécois abolit la hausse prévue au Québec et s'en tient à une indexation au coût de la vie, Terre-Neuve-et-Labrador deviendra en 2014-2015 la province où les droits de scolarité sont les moins chers au pays», selon les auteurs du rapport *Eduflation and the High Cost of Learning*, David Macdonald et Erika Shaker.

Selon les projections du CCPA, les droits de scolarité universitaires à Terre-Neuve-et-Labrador, excluant les frais afférents, s'élèveront à 2662\$ en 2014-2015 si le gouvernement terre-neuvien maintient le gel, alors qu'ils atteindront 2673\$ au Québec si la hausse suit une inflation de 2%, a précisé Mme Shaker.

TVANouvelles : Selon l'OCDE : Le Canada est un chef de file mondial en éducation - Première publication mardi 11 septembre 2012 à 12h48



Crédit photo : archives Agence QMI
Agence QMI

Le **Canada** est un chef de file mondial en éducation et ses résultats dans le domaine continuent à s'améliorer, selon un [rapport l'Organisation de coopération et de développement économiques de \(OCDE\)](#) publié mardi. Le Québec est également en bonne position. Le rapport indique que près de 51% des adultes au Canada détiennent un diplôme d'études collégiales ou universitaires, soit une augmentation de

14 points de pourcentage au cours des 15 dernières années. Cette proportion est la plus élevée de l'OCDE, ce qui signifie que le Canada se démarque comme l'une des sociétés les plus instruites du monde. Au Québec, ce chiffre atteint 48%.

Alors que la moyenne du taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires est de 84 % dans les pays de l'OCDE, il est de 81% pour l'ensemble du Canada. Au Québec en revanche, il s'élève à 88 %, ce qui en fait le meilleur résultat à l'échelle du Canada.

Par ailleurs, le Canada est en bonne position dans la course pour recruter les meilleurs étudiants internationaux, en accueillant aujourd'hui deux fois plus qu'en 2001.

Au pays, en 2009, près de 100 000 d'entre eux étaient inscrits à des programmes de niveau tertiaire, dont la grande majorité (71,2%) dans un baccalauréat ou à la maîtrise. Cela représente 6,6% des effectifs étudiants, comparativement à une moyenne de 8 % pour les pays de l'OCDE et de 6,1% pour le Québec.

Les étudiants venus de Chine sont les plus nombreux, comptant pour 26,5% des étudiants internationaux au Canada, suivis par les étudiants venant des États-Unis (7,9%), de France (6,6%), de l'Inde (5,2%) et de Corée du Sud (4,9%).

La Chine était aussi le premier pays d'origine des étudiants internationaux dans toutes les provinces, sauf au Québec et au Nouveau-Brunswick. Au Québec, ce sont les étudiants en provenance de France qui sont les plus nombreux.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rapport | OCDE : Le Canada est un chef de file mondial en éducation - Publié le: mardi 11 septembre 2012, 11H44 | Mise à jour: mardi 11 septembre 2012, 11H49

Agence QMI

TORONTO – Le Canada est un chef de file mondial en éducation et ses résultats dans le domaine continuent à s'améliorer, selon

un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques de (OCDE) publié mardi. Le Québec est également en bonne position.

Le rapport indique que près de 51 % des adultes au Canada détiennent un diplôme d'études collégiales ou universitaires, soit une augmentation de 14 points de pourcentage au cours des 15



dernières années. Cette proportion est la plus élevée de l'OCDE, ce qui signifie que le Canada se démarque comme l'une des sociétés les plus instruites du monde. Au Québec, ce chiffre atteint 48 %.

Alors que la moyenne du taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires est de 84 % dans les pays de l'OCDE, il est de 81 % pour l'ensemble du Canada. Au Québec en revanche, il s'élève à 88 %, ce qui en fait le meilleur résultat à l'échelle du Canada.

Par ailleurs, le Canada est en bonne position dans la course pour recruter les meilleurs étudiants internationaux, en accueillant aujourd'hui deux fois plus qu'en 2001.

Au pays, en 2009, près de 100 000 d'entre eux étaient inscrits à des programmes de niveau tertiaire, dont la grande majorité (71,2 %) dans un baccalauréat ou à la maîtrise. Cela représente 6,6 % des effectifs étudiants, comparativement à une moyenne de 8 % pour les pays de l'OCDE et de 6,1 % pour le Québec.

Les étudiants venus de Chine sont les plus nombreux, comptant pour 26,5 % des étudiants internationaux au Canada, suivis par les étudiants venant des États-Unis (7,9 %), de France (6,6 %), de l'Inde (5,2 %) et de Corée du Sud (4,9 %). La Chine était aussi le premier pays d'origine des étudiants internationaux dans toutes les provinces, sauf au Québec et au Nou-

veau-Brunswick. Au Québec, ce sont les étudiants en provenance de France qui sont les plus nombreux.

Afficher 6 commentaires (Montréal)

Kontratak 3 commentaires masqués

Je n'y comprends vraiment plus rien à leurs statistiques.

Il n'y a même pas deux ans, on disait partout que le décrochage était incroyablement élevé et le taux de diplomation au Québec était extrêmement bas. Et maintenant on est les meilleurs? Mais qui dit vrai? On ne sait plus que croire tellement il y a interprétation à chaque fois qu'il est question de statistiques. Toujours différents critères, différentes équations... Et on finit par faire dire n'importe quoi à propos de n'importe quoi en conservant la version finale qui supporte le mieux le point qu'on essaie de faire, différent d'un jour...

09/11/2012 01:14 PM

lavoix11 1 commentaire masqué

McGill - 17, U de M - 114, Laval - 324, Concordia - 501

Sherbrooke et UQAM pas dans les premiers 700 au monde. On a deux sortes d'étudiants au Québec, ceux qui font partie du groupe performant (sens carré rouge) et ceux qui font partie des carrés rouges. Une solution serait de se débarrasser des baccalauréats qui donnent rien et

on aurait un système encore plus performant (sens grève!)

09/11/2012 03:06 PM

seb_666 1 commentaire masqué

Il faut toujours faire attention aux chiffres que l'on nous rapporte. Certaines personnes utilisent volontairement un discours visant à faire passer les québécois pour des cancrès. Le taux de 88% de diplômés du secondaire est supérieur à bien des endroits car même si le décrochage est relativement important, le raccrochage l'est aussi. Bien sûr, il y a place à l'amélioration mais nous sommes loin d'être des cancrès.

09/11/2012 02:28 PM

Mr 1 commentaire masqué

Le taux augmente aussi (surtout?) grâce à l'immigration qualifiée qui attire des centaines de milliers de résidents permanents par an. Parce que si on comptait sur la population locale seule pour avoir de tels chiffres...

09/11/2012 12:50 PM

Varcharten 1 commentaire masqué

51% ou pas, des diplômes médiocres, ça vaut pas grand-chose. Surtout au collégial.

09/11/2012 12:44 PM

leprof57 1 commentaire masqué

J'espère que tous les GND et Bureau Blouin vont lire cela... s'ils en sont capables!

09/11/2012 12:37 PM

LE DROIT : Le Canada fait bonne figure en éducation, selon l'OCDE - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 11h13



Patrick Woodbury, LeDroit
La Presse Canadienne

Le Canada fait bonne figure en matière d'éducation sur la scène internationale. C'est ce que révèle un nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié mardi.

Baptisé «[Regards sur l'éducation 2012](#)», le rapport analyse les systèmes d'éducation des quatre coins du monde.

Le rapport indique cependant que d'autres pays rattrapent le temps perdu et que la compétition vers l'excellence en éducation est plus féroce que jamais.

Dans son rapport, l'OCDE prend en considération plusieurs indicateurs nationaux, dont le profil démographique des populations étudiantes, les ressources humaines et financières investies dans l'éducation, le fonctionnement des systèmes d'éducation ainsi que les résultats sociaux et économiques de l'apprentissage.

D'après le rapport, 50 pour cent des adultes canadiens sont détenteurs d'un diplôme d'études collégiales ou universitaires, ce qui correspond à une augmentation de 14 points de pourcentage au cours de 15 dernières années. Cette proportion est la plus élevée de l'OCDE.

On y apprend aussi que la lutte au décrochage scolaire porte fruit au pays: un adulte sur dix au Canada n'a pas terminé ses études secondaires, alors qu'il y a 15 ans, cette proportion était de un adulte sur cinq.

En moins d'une décennie, le Canada a doublé le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans ses établissements d'enseignement.

La crise économique mondiale a toutefois un peu ébranlé la situation canadienne. La proportion de jeunes qui ne sont ni employés ni aux études a légèrement augmenté au cours des dernières années, passant de 11,7 pour cent en 2008 à 13,5 pour cent en 2010. Dans cette catégorie, le Canada demeure tout de même en deçà de la moyenne.

Le Canada se classe en première position quant à la proportion de ses citoyens qui possèdent un diplôme d'études postsecondaires, mais il n'est qu'au troisième rang pour le taux de diplomation chez les 25 à 34 ans.

CMEC : Les systèmes d'éducation au Canada se montrent à la hauteur, selon un nouveau rapport de l'OCDE - Mardi 11 septembre 2012

TORONTO, le 11 septembre 2012 – Un nouveau rapport international publié aujourd'hui confirme que non seulement le Canada est un chef de file mondial en éducation, mais que ses résultats en éducation continuent à s'améliorer. Toutefois, il confirme également que de nombreux autres pays rattrapent leur retard et que la course internationale vers l'excellence en éducation est de plus en plus serrée.

[Regards sur l'éducation 2012](#), le rapport annuel de l'OCDE sur les systèmes d'éducation des quatre coins du monde, présente un large éventail d'indicateurs nationaux comparables, y compris sur le profil démographique des populations étudiantes, les ressources humaines et financières investies dans l'éducation, le fonctionnement des systèmes d'éducation ainsi que les résultats sociaux et économiques de l'apprentissage.

Le rapport montre que plus de 50 p. 100 des adultes au Canada détiennent un diplôme d'études collégiales ou universitaires, soit une augmentation de 14 points de pourcentage au

cours des 15 dernières années. Cette proportion est la plus élevée de l'OCDE, ce qui veut dire que le Canada se démarque comme l'une des sociétés les plus instruites du monde – ce qui est d'autant plus important, compte tenu de la nature toujours plus spécialisée des emplois au XXI^e siècle.

Les systèmes d'éducation provinciaux et territoriaux continuent par ailleurs à faire des progrès dans la lutte au décrochage scolaire. Il y a 15 ans, un adulte sur cinq au Canada n'avait pas terminé ses études secondaires. Aujourd'hui, ce taux n'est plus que de un sur 10.

Dans cette course toujours plus acharnée pour recruter les meilleures étudiantes et meilleurs étudiants internationaux, le Canada a doublé en moins d'une décennie le nombre d'étudiantes et d'étudiants internationaux inscrits dans les établissements d'enseignement provinciaux et territoriaux.

Les données de l'OCDE sur le Canada sont présentées par province et par territoire dans un rapport complémentaire produit par le Conseil

des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] et Statistique Canada, intitulé [Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale 2012](#). Ce rapport complémentaire, également publié aujourd'hui, facilite la comparaison des systèmes d'éducation au Canada avec ceux des pays membres de l'OCDE.

« Les Canadiennes et les Canadiens savent que l'évaluation est essentielle. Le fait de connaître son rendement aide à déterminer comment l'on peut s'améliorer. D'où l'importance d'indicateurs de l'éducation tels que ceux mis au point par l'OCDE », a déclaré M^{me} Ramona Jennex, ministre de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse et présidente du CMEC. « Ils nous fournissent des données actuelles et comparables à l'échelle internationale pour nous aider à comprendre comment s'en tirent nos systèmes d'éducation, de sorte que nous puissions diriger les efforts gouvernementaux et affecter les ressources des contribuables là où les besoins sont les plus grands. »

Évidemment, plusieurs défis restent à relever.

Même si le Canada a mieux traversé la crise économique des dernières années que plusieurs autres pays, il ne s'en sort pas indemne. La proportion de jeunes Canadiennes et Canadiens qui ne sont ni employés ni aux études ou en formation a légèrement augmenté au cours des dernières années, passant de 11,7 p. 100 en 2008 à 13,5 p. 100 en 2010. Cependant, elle est encore en deçà de la moyenne de l'OCDE (15,8 p. 100) et de la proportion enregistrée dans d'autres pays, tels que le Royaume-Uni (15,9 p. 100) et les États-Unis (16,1 p. 100).

Par ailleurs, d'autres pays combinent leur retard. Dans de nombreux pays, la proportion de titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires augmente plus rapidement qu'au Canada. Par conséquent, bien que le Canada se classe en première position quant à la proportion de l'ensemble de ses citoyennes et citoyens qui possèdent un diplôme d'études postsecondaires (d'un collège ou d'une université), il n'est qu'au troisième rang quant à cette proportion chez les plus jeunes adultes (ceux de 25 à 34 ans).

« Il est bien que nous reconnaissons nos succès dans l'édification d'une des sociétés les plus instruites du monde, mais nous ne pouvons pas nous en satisfaire », a déclaré M^{me} Jennex. « Nous devons être prêts à faire face aux défis qui sont devant nous. »

Les éditions 2012 des rapports *Regards sur l'éducation* et *Indicateurs de l'éducation au Canada* mettent en lumière plusieurs points saillants au sujet du Canada, dont les suivants. Au Canada, 55 p. 100 des femmes sont titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires, un pourcentage plus élevé que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE. En revanche, les Canadiens titulaires d'un diplôme collégial ou universitaire sont plus susceptibles d'occuper un emploi (84,7 p. 100) que les Canadiennes (78,5 p. 100). Cet écart de 6,2 p. 100 du taux d'emploi entre les hommes et les femmes très instruits correspond à la tendance générale observée dans les pays de l'OCDE, mais il est nettement inférieur à la moyenne de 9 p. 100 de l'OCDE.

La variation du taux d'emploi entre 1997 et 2010 en fonction du niveau d'instruction des Canadiennes et Canadiens indique que le groupe le moins instruit est le plus vulnérable aux aléas du marché du travail. Le taux d'emploi des adultes qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires avait, à son plus bas, chuté de cinq points de pourcentage. Celui des Canadiennes et Canadiens titulaires d'un diplôme d'études collégiales ou universitaires était plus stable, n'ayant diminué que de 1,5 point de pourcentage pendant la même période.

Les étudiantes et étudiants de la Chine représentent de loin le plus important groupe d'étudiantes

et d'étudiants internationaux inscrits dans les établissements au Canada et comptent pour 24,7 p. 100 de l'ensemble de la population étudiante internationale, comparativement à 7,4 p. 100 en provenance des États-Unis, à 6,1 p. 100 en provenance de la France et à 4,8 p. 100 en provenance de l'Inde.

Les enfants du Canada âgés de sept à 14 ans passent beaucoup plus de temps dans un cadre institutionnel (7363 heures en moyenne par année) que la moyenne de 6621 heures de l'OCDE.

Au sujet du CMEC

Fondé en 1967, le CMEC donne aux ministres de l'Éducation au Canada une voix collective et leur permet d'assumer leur leadership en éducation aux échelons pancanadien et international. L'organisme aide les provinces et les territoires à exercer leur compétence exclusive en éducation. Pour de plus amples renseignements, consultez notre site Web au www.cmec.ca.

Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE) est un partenariat de longue date entre le CMEC et Statistique Canada. Son but est d'améliorer la qualité et la comparabilité des données canadiennes en éducation et de procurer de l'information permettant d'éclairer l'élaboration des politiques en éducation

LA PRESSE : «Regards sur l'Éducation»: le Canada fait bonne figure - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 11 septembre 2012 à 10h07

Pascale Breton, La Presse

Comparativement aux autres pays de l'OCDE, le Canada fait relativement bonne figure en matière d'accessibilité et de financement des universités, des sujets au cœur des débats de la grève étudiante qui a secoué le Québec pendant sept mois.

Le rapport «*Regards sur l'éducation 2012*», publié par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) aujourd'hui, indique que le Canada se classe troisième pour la part de ses dépenses publiques consacrée à l'éducation tertiaire. Seules la Nouvelle-Zélande et la Norvège le devancent.

Le Canada alloue 38% de ses dépenses publiques à l'enseignement tertiaire, ce qui inclut à la fois le collégial technique et l'université. La moyenne des pays de l'OCDE se situe plutôt autour de 23,5%.

Le privé très présent

En revanche, le rapport démontre aussi que la part du financement privé est beaucoup plus élevée au Canada qu'ailleurs, même si elle a

Retour en classe / Mouvement étudiant

légèrement diminué au cours des dernières années.

La contribution du privé est passée de 39,0% en 2000 à 37,1% en 2008. Pendant la même période, elle a grimpé de 22,9% à 30,0% pour la moyenne des pays de l'OCDE.

Le Canada s'en tire honorablement en ce qui a trait au taux d'obtention d'un diplôme d'études supérieures.

Le quart des Canadiens de 25 à 64 ans détient un diplôme d'études collégiales en formation technique, tandis que 26% d'entre eux ont un diplôme universitaire.

Ce taux diminue si l'on observe seulement les jeunes de 25 à 34 ans, ce qui démontre que le Canada devra augmenter le nombre d'étudiants à l'enseignement supérieur s'il souhaite rester compétitif, peut-on lire dans les notes de synthèse accompagnant le rapport de l'OCDE.

Les femmes plus nombreuses

L'édition 2012 confirme une tendance qui s'installe depuis quelques années. Les femmes sont

plus nombreuses que les hommes à faire des études universitaires ou collégiales techniques.

Avec 55% de femmes diplômées de l'enseignement supérieur, le Canada est en tête des pays de l'OCDE. Par contre, 84,7% des hommes, comparativement à seulement 78,5% de ces femmes, sont susceptibles d'occuper un emploi.

Le nombre d'années d'études est souvent le gage d'un salaire plus élevé. C'est vrai au Canada, mais moins que dans les autres pays de l'OCDE.

Un Canadien qui est titulaire d'un diplôme d'études supérieures gagne 38% de plus que celui qui a un diplôme d'études secondaires. Dans la moyenne des pays de l'OCDE, cet écart grimpe à 55%.

Enfin, le rapport de l'OCDE s'attarde aussi à la crise économique qui a frappé les pays. Au Canada, les jeunes adultes ont été les plus touchés, peut-on lire. Le pourcentage de jeunes de 15 à 29 ans non scolarisés qui n'avaient pas d'emploi entre 2008 et 2010 a augmenté, passant de 11,7% à 13,5%.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Enseignement supérieur : Sommet le plus vite possible, dit la CSN - Publié le: mercredi 17 octobre 2012, 20H45 | Mise à jour: mercredi 17 octobre 2012, 20H51



Photo Yann Canno / Archives / Agence QMI
Denise Boucher, vice-présidente à la CSN a rencontré le ministre responsable du sommet, Pierre Duchesne.
Charles Lecavalier / Agence QMI

La précarité du gouvernement minoritaire de Pauline Marois incite la CSN à demander la tenue rapide du sommet sur l'enseignement supérieur.

«Nous savons pertinamment que c'est un gouvernement minoritaire qui a des défis, soit au moins de passer son premier budget», a dit Denise Boucher, vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) à la sortie d'une rencontre avec le ministre responsable du sommet, Pierre Duchesne.

«On lui a fait savoir qu'on devrait aller plus rapidement. Normalement, des états généraux, ça se tient plutôt sur une année», a expliqué Mme Boucher.

«On n'a pas de problème avec l'idée qu'ils ne se conforment pas aux 100 jours, mais il ne reste pas beaucoup de temps.»

Éviter la chaise vide

La vice-présidente de la CSN demande expressément aux étudiants d'éviter de jouer au jeu de la chaise vide. «Les fois où on n'a pas été présent, on s'en est mangé les mains», dit-elle.

Elle prie l'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ), qui a remplacé la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), d'être présente. «Si elle n'est pas là, on va lui reprocher de ne pas être là», croit-elle.

«Ça ne veut pas dire, parce qu'on débat, qu'on se pervertit ou qu'on se compromet.», soutient-elle.

Au cours du sommet sur l'éducation, la CSN souhaite aborder la «mauvaise gestion» des universités. La centrale veut parler des recteurs qui se font payer des entretiens paysagers et des limousines.

«Vous ne pensez pas que ça manque un peu d'éthique alors qu'on est en pleine crise?», dit la représentante syndicale.

Afficher 1-6 de 7 commentaires (Montréal)

MustachePete, Adepte de la subversion - Je déteste dans l'ordre: les hystériques, les bureaucrates, les syndicats, les flics zélés - 1 commentaire masqué

Les étudiants ne jouent pas à la chaise vide, ils jouent à la tête vide -

[10/19/2012 02:08 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

la csn ????? a quoi a voir la dedans c est tu eux qui gouverne. a non j oubliais le nadeau est a leur emploi et c est une autre gang qui veulent tous sans rien donner

[10/19/2012 10:28 AM](#)

Mannix23 1 commentaire masqué

Ca sent la magouille votre affaire.....ok pour faire le menage dans les universites mais vous voulez quoi en retour....ou plutot ils vous ont promis quoi les pequistes?

[10/18/2012 03:23 PM](#)

Mouc 1 commentaire masqué

y sont bien pressez a la csn.

pourquoi? leur ti-amis au pouvoir ne seront pa la tres longtemps ?

[10/18/2012 03:38 AM](#)

pr_38 2 commentaires masqués

La CNS avec le PQ et la CLASSE vont parler de syndicaliser les séparatistes et leur donné une

allocation d'aide sociale. Au quebec on aime sa le BS.

[10/17/2012 09:06 PM](#)

Guest 2 commentaires masqués

Commentaire supprimé.

Marie_Victor 1 commentaire masqué

Il n'y a pas de problème avec le PQ, on est riche à 42 000\$ pour la taxe-santé. Et pour le PQ, les riches sont leur vache à lait, jusqu'à tarissement. Mais pour les étudiants, c'est autre chose. Les libéraux voulaient que les riches à 100 000\$ paient pour leurs études. Et le PQ a annulé la hausse. Mais la CSN a peur que le PQ se ravise.

[10/17/2012 10:37 PM](#)

JOURNALDEQUÉBEC - JOURNALDEMONTRÉAL : Loterie | Éducation : « Immorale » selon ses détracteurs - Des critiques déplorent que ce sont les plus pauvres qui jouent et s'endettent le plus avec la loterie - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H53 | Mise à jour: mardi 16 octobre 2012, 8H27

VIDÉO : David F. Thompson, directeur de l'Association des commissaires de comtés, souligne que cela représente un manque à gagner de 70 millions, cette année.

Marianne White

RALEIGH - La loterie éducation ne fait pas que des heureux en Caroline du Nord.

Le Journal a fait état, hier, de la loterie instaurée par cet État américain pour investir davantage dans ses écoles sans imposer de nouvelles taxes ni impôts, une idée qui devrait inspirer le Québec, selon certains experts.

Chris Fitzsimon, du North Carolina Policy Watch, un centre d'études progressiste, se bat depuis des années pour que l'État revienne sur sa décision.

«C'est une façon épouvantable de lever des fonds, affirme-t-il. C'est immoral», ajoute-t-il.

Son organisation a réalisé plusieurs recherches, au fil des ans, qui démontrent que ce sont les gens dans les quartiers les plus pauvres de la Caroline du Nord qui dépensent le plus d'argent à la loterie.

Dans ces quartiers, les gens dépensent en moyenne 400 \$ par année en loterie, alors que la moyenne de l'État est de 212 \$.

M. Fitzsimon déplore que l'État encourage ces personnes à dépenser leur argent dans les jeux de hasard plutôt que de l'investir, notamment, dans l'éducation de leurs enfants.

«Ne suivez surtout pas notre exemple», lance-t-il à la représentante du Journal.

Financement instable

Il souligne par ailleurs que l'État a été grandement critiqué pour avoir utilisé, en 2009, des fonds provenant de la loterie pour équilibrer son budget.

Le fonds n'est pas à l'abri des manœuvres politiques et la distribution des profits de la loterie a été modifiée à plusieurs reprises par la législature de l'État, souligne June Atkinson, directrice des services pédagogiques de la Caroline du Nord.

Le secteur qui a écopé récemment est celui dédié à la construction et la rénovation d'écoles. Au départ, 40 % des profits y étaient versés, tandis

que pour l'année qui vient, ce pourcentage est tombé à 23,5 %.

David F. Thompson, directeur de l'Association des commissaires de comtés, souligne que cela représente un manque à gagner de 70 millions, cette année.

«Cette année nous aurions dû recevoir 170 millions pour rénover ou construire des écoles, mais nous n'en avons reçu que 100 millions. C'est tout de même 100 millions que nous n'aurions pas eus sans la loterie, mais on aimerait que notre financement reste stable et soit garanti par l'État», plaide-t-il.

Écho au Québec

Ces critiques trouvent un écho au Québec. Michel Nadeau, de l'Institut de la gouvernance, estime que ce serait indécent de créer une nouvelle loterie éducation.

«Le message que vous envoyez aux gens c'est, jouez beaucoup, ça va servir à bâtir des écoles et des hôpitaux. Voulez-vous faire ça?», lance-t-il, affirmant que cela reviendrait à taxer les pauvres.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Rentrée des classes : Un mois et demi de retard au cégep - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H31 | Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 21H37



Photo archives / Agence QMI

Agence QMI

C'est avec six semaines de retard que 58 000 cégepiens ont entamé leur session

d'automne 2012, qu'ils pourront compléter en suivant un horaire réaménagé.

En raison de la grève étudiante du printemps dernier, ils n'ont pu reprendre les cours que lundi matin. Pour les étudiants tout droit sortis du secondaire, ce sont les vacances d'été qui se sont éternisées.

«En même temps, c'était vraiment plate, je m'ennuyais, et tout le monde était à l'école», a expliqué l'une de ces étudiantes.

Le collège Ahuntsic a multiplié les activités pour ce jour de rentrée, un message de bienvenue aux étudiants.

«C'est surtout une grande joie de voir enfin les corridors animés, même s'il y avait eu la reprise il y a quelques semaines. Là, on a vraiment la cohorte d'automne», a dit Luc Demers, directeur général du collège.

Pour éviter d'annuler la session d'hiver, les cégeps avaient dû condenser les cours et aménager les différentes évaluations.

La Fédération des cégeps effectue actuellement un sondage auprès de ses membres pour savoir combien d'étudiants ont abandonné des cours.

«Le taux d'échec n'est pas nécessairement beaucoup plus élevé que les années antérieures. Il y a des étudiants qui ont préféré avoir des incomplets permanents. Ils devront reprendre ces cours-là», a ajouté M. Demers.

La session d'automne sera elle aussi pas tout à fait comme les autres puisqu'elle se poursuivra jusqu'à la fin janvier. Les examens auront donc lieu après les vacances du temps des Fêtes.

TVANouvelles : Retour en classe pour 13 cégeps : La rentrée 6 semaines plus tard - Première publication lundi 15 octobre 2012 à 13h13 - Mise à jour : lundi 15 octobre 2012 à 23h31



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

C'est avec six semaines de retard que 58 000 cégepiens et cégepiennes entament leur session d'automne 2012. Cette année, ils devront composer avec un horaire réaménagé.

En raison de la **grève étudiante** du printemps dernier, ils n'ont pu reprendre les cours que lundi matin. Pour les étudiants tout droit sortis du secondaire, ce sont les vacances d'été qui se sont éternisées.

«En même temps, c'était vraiment plate, je m'ennuyais, et tout le monde était à l'école», explique l'une de ces étudiantes.

Le collège Ahuntsic a multiplié les activités pour ce jour de rentrée, un message de bienvenue aux étudiants.

«C'est surtout une grande joie de voir enfin les corridors animés, même s'il y avait eu la reprise il y a quelques semaines. Là, on a vraiment la cohorte d'automne», a dit Luc Demers, directeur général du collège.

Pour éviter d'annuler la session d'hiver, les cégeps avaient dû condenser les cours et aménager les différentes évaluations.

La Fédération des cégeps effectue actuellement un sondage auprès de ses membres pour savoir combien d'étudiants ont abandonné des cours. «Le taux d'échec n'est pas nécessairement beaucoup plus élevé que les années antérieures. Il y a des étudiants qui ont préféré avoir des incomplets permanents. Ils devront reprendre ces cours-là», ajoute M. Demers. La session d'automne sera elle aussi pas tout à fait comme les autres puisqu'elle se poursuivra jusqu'à la fin janvier. Les examens auront donc lieu après les vacances de fêtes.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation : Une solution à l'impasse? - Le financement de l'éducation par une loterie doit être étudié selon des experts - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H17 | Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 5H36

VIDÉO : Entrevue avec June Atkinson, directrice des services pédagogiques.
Marianne White

RALEIGH | Alors que le gouvernement Marois cherche à financer sa promesse de maintenir le gel des frais de scolarité, la Caroline du Nord et plusieurs autres États américains ont opté pour une loterie dont les profits financent l'éducation. Une piste qui devrait être étudiée par le Québec, croient des experts.

La fiscaliste québécoise Brigitte Alepin estime que le gouvernement doit être ouvert aux solutions nouvelles, surtout s'il est démontré qu'elles contribuent au financement de l'éducation. «C'est une avenue à explorer», dit la fiscaliste qui est à l'origine du Régime d'accès à la propriété (RAP). Mme Alepin estime qu'en temps de crise, il est nécessaire d'explorer de nouveaux concepts si nos solutions traditionnelles ne tiennent plus très bien la route. Elle précise toutefois que les gouvernements sont généralement réfractaires à l'idée d'encourager le jeu pour financer ses programmes sociaux pour des raisons éthiques, car

ce sont surtout les personnes moins nanties et la classe moyenne qui financent les loteries.

«Un sujet délicat»

Sur la quinzaine d'experts d'horizons divers contactés par le Journal, très peu ont accepté de répondre à nos questions sur la loterie. «C'est un sujet délicat», dit l'ancien pdg de Loto-Québec, Gaétan Frigon, qui a été forcé, en 2002, de retirer une publicité de la société d'État qui notait que ses profits servent à financer entre autres la santé et l'éducation.

L'économiste Claude Montmarquette croit que la question de la loterie éducation mérite d'être débattue, même s'il considère que c'est une taxation régressive.

«C'est intéressant d'en discuter pour montrer qu'il n'y a pas 75 portes de sortie», souligne le dirigeant des politiques publiques au groupe de recherche CIRANO.

La Caroline du Nord s'est doté, il y a sept ans, d'une loterie dont une partie de profits sert à financer l'éducation publique.

Tony Rand, un des politiciens à l'origine de cette décision, souligne que cette avenue leur est

apparue plus intéressante que d'aller chercher des fonds supplémentaires en taxes ou en impôt.

«Tous les États autour de nous avaient de la loterie; on s'est donc dit qu'il serait préférable qu'on crée la nôtre et qu'on en tire profit», explique Tony Rand, un ancien sénateur démocrate de la Caroline du Nord qui a parrainé la loi.

Basées sur la réussite

Depuis la fin des années 1980, plusieurs États américains se sont mis à utiliser des revenus provenant des recettes de loteries d'État, mais aussi de gains de cause à la suite de plusieurs procès contre des compagnies de tabac afin de mettre en branle d'importantes bourses d'étude basées sur la réussite scolaire, un contraste avec les bourses traditionnelles axées sur les besoins financiers des étudiants.

Douze États se sont démarqués en ce sens en augmentant la valeur de leurs bourses basées sur la réussite en moyenne de 59 à 714 dollars américains entre 1989 et 2008. Parmi ces douze États, les augmentations les plus importantes proviennent de la Caroline du Sud (+ 1 583 \$), de la Géorgie (+ 1 459 \$) et du Tennessee (+ 983 \$).

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | Université : Bris de confiance à l'Université de Montréal - L'intervention du SPVM sur le campus en août crée encore des remous chez les étudiants et les professeurs - Publié le: vendredi 12 octobre 2012, 20H21 | Mise à jour: vendredi 12 octobre 2012, 20H33



photo d'archives

Lors de la rentrée universitaire, en août dernier, une trentaine d'étudiants ont été arrêtés par le SPVM. L'Université de Montréal avait ensuite annulé plusieurs séances de cours afin d'éviter que les affrontements se poursuivent.

Sarah-Maude Lefebvre

L'Université de Montréal est présentement plongée dans une crise de confiance. Ses étudiants exigent la démission du recteur Guy Breton, tandis que les professeurs réclament à grands cris la tenue d'une enquête publique.

Les étudiants et les professeurs ne digèrent toujours pas l'intervention policière survenue dans les locaux de l'université, lors de la rentrée scolaire à la fin du mois d'août.

Alors que plusieurs étudiants manifestaient pour tenter d'empêcher la reprise des cours, l'administration de l'Université de Montréal avait fait appel aux forces policières afin de rétablir le calme sur le campus. Au final, une trentaine d'étudiants ont été arrêtés et plusieurs cours ont été annulés en raison du climat tendu.

Démission réclamée

Réuni à l'occasion du début de la session d'automne, le congrès de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Mon-

tréal (FAECUM) a adopté une résolution plus tôt cette semaine demandant la démission de Guy Breton, et ce, sans obtention de prime de départ.

«La FAECUM souhaite condamner l'appel aux forces policières fait par l'administration de l'Université de Montréal. La présence de l'anti-émeute, la vingtaine d'auto-patrouilles, les autobus nolisés de la STM et les minibus pour l'anti-émeute constituaient une réponse disproportionnée à la cinquantaine d'étudiants qui tentaient alors de faire respecter leurs votes de grève», peut-on lire dans la résolution.

«C'est inacceptable de faire entrer des policiers à l'intérieur des murs de l'université. L'université a eu plusieurs occasions de se justifier et elle ne l'a pas fait. Le lien de confiance est rompu», affirme Mireille Mercier-Roy, la secrétaire générale de la FAECUM.

La «pire crise» de l'Université

De son côté, le Syndicat général des professeurs et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM) demande officiellement la tenue d'une commission d'enquête publique sur les opérations policières survenues sur tous les campus universitaires pendant le conflit étudiant.

«Ça a été un vrai capharnaüm. C'est la pire crise qu'on a jamais connue sur le campus. Nous avons de la peine et sommes en colère », a affirmé au Journal le président du syndicat, Jean Portugais.

Ce dernier croit également que le lien de confiance est «brisé» entre le rectorat et les professeurs de l'université.

«On fait face à une vraie crise de confiance, dit-il. C'est grave. La demande d'intervention policière faite par l'université aurait été légitime s'il y avait eu une émeute. Or, ce n'était pas le cas. J'étais sur place et je le confirme.»

Silence de Guy Breton

Le recteur Guy Breton a refusé d'accorder une entrevue au Journal, hier. L'attaché de presse de l'université, Mathieu Fillion, a toutefois confirmé que le recteur ne comptait pas démissionner de ses fonctions.

Lundi midi, M. Breton prononcera une allocution devant les membres de l'Assemblée universitaire, comme c'est toujours le cas lors du début de la session d'automne.

Ce discours est attendu de pied ferme.

«Le recteur a des réponses à nous apporter pour rétablir le lien de confiance», soutient Frédéric Kantorowski, président du Syndicat des chargés de cours de l'Université de Montréal.

«Nous serons très attentifs à ses propos. Nous avons vécu des scènes perturbantes et nous attendons toujours des éclaircissements.»

Non mais, ça va faire le niaisage. Je suis le père d'un étudiant de l'UdeM, et la dernière chose dont je dois m'inquiéter, c'est la sécurité de mon fils, quand il est à l'école...

Afficher 6 commentaires (Montréal)
broonsdad 1 commentaire masqué



[10/13/2012 02:55 PM](#)

dumontier 1 commentaire masqué
Hallucinant! Les malfaiteurs se posent en vic-
times...

[10/13/2012 10:46 AM](#)

heroeslodger 1 commentaire masqué
On nage en plein délire. Une poignée de profs et
d'étudiants n'ont plus confiance au recteur et à la
police car ces derniers ont voulu faire en sorte
que les cours aient lieu. Le prétexte: les étu-
diants étaient en boycott. Mais un boycott
signifie que tu décides personnellement de ne
plus aller à tes cours, pas empêcher les autres

d'y aller. N'importe quel criminel dans n'importe
quelle école dans n'importe quel pays devrait
s'attendre à se faire arrêter s'il décide d'aller
perturber une salle de classe.

Je me questionne vraiment sur le niveau d'intel-
ligence de ces boycotteurs et de ces profs qui les
supportent. Faudrait leur faire passer un test de
QI.

Le Québec et certains québécois sont vraiment
bizarres. Je vous écris de New York et cette
nouvelle me donne l'envie d'y rester.

[10/13/2012 09:44 AM](#)

phil37 1 commentaire masqué

Plus vous continuez plus vous démontrez votre
imbécillité.Ceci démontre bien que l'intelligence n
est pas pour tous même si l'on a étudié.

[10/13/2012 09:30 AM](#)

Yumena_One 1 commentaire masqué
Emeute ou pas les empêcheurs de cours, étaient
illégaux,POINT.

Alors n.essayez pas d'attirer notre pitié.

[10/13/2012 08:41 AM](#)

MasterMike 1 commentaire masqué
Comme on dit par ici: *Cry me a river*....

[10/13/2012 07:39 AM](#)

LA PRESSE : Sommet sur l'éducation supérieure: la FEUQ dépose ses demandes - Publié le mercredi 10 octobre 2012 à 05h00



Photo: Ivanoh Demers, La Presse
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.
Paul Journet, La Presse
(Québec) La Fédération étudiante universitaire
du Québec (FEUQ) souhaite que le sommet sur
l'éducation supérieure se déroule en février.
C'est ce qu'a demandé hier sa présidente Martine
Desjardins au ministre de l'Éducation supérieure,
Pierre Duchesne, lors de leur rencontre.
La fédération étudiante a remis au ministre des
documents sur ses demandes pour le sommet.
Elle veut prendre le temps de mettre à jour ses

études avant de finaliser ses positions. Par
exemple, Mme Desjardins avoue avoir «beau-
coup de difficulté à comprendre ce qui se passe»
avec les nouvelles mesures sur l'aide financière.
«Même les fonctionnaires avaient de la difficulté
[hier lors de la rencontre] à comprendre ce qui a
été mis en place. Il y a plusieurs éléments qui
étaient liés à la hausse», raconte-t-elle.

Elle était souriante à la sortie. «On a noté une
plus grande ouverture et surtout un changement
de ton [par rapport aux libéraux]. C'est de bon
augure, a-t-elle lancé. Tout est sur la table. C'est
un terme qu'on a beaucoup utilisé, mais c'est la
première fois que j'y crois.»

Les groupes et citoyens intéressés pourront
envoyer des mémoires pour préparer les débats
du sommet. La FEUQ souhaite que ces mémoires
soient examinés par un comité externe afin
d'assurer la neutralité des décisions, les
comptes rendus et les recommandations qui vont
en émaner.»

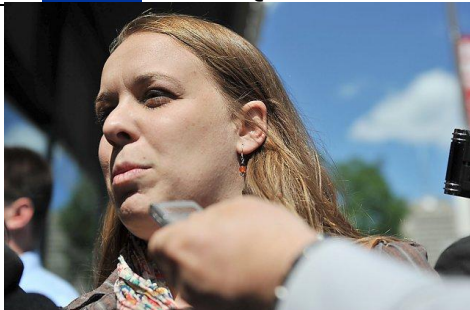
En plus de la FEUQ, M. Duchesne a rencontré
hier la Fédération des cégeps et la Fédération
des chambres de commerce du Québec. Il doit
rencontrer l'ASSÉ, qui a pris le relais de la

CLASSE depuis la fin du conflit étudiant. Ce
groupe étudiant fera rapport de la rencontre à
ses membres avant de décider s'il participera au
sommet. Lui aussi souhaite que le sommet se
déroule à l'hiver 2013, et non avant la fin de
l'année comme le promettait le Parti québécois.
Le ministre Duchesne se montre ouvert à cette
demande.

Le patronat pourrait être invité au sommet.
L'ASSÉ s'y oppose, mais pas la FEUQ. «Il n'est
pas question pour nous de restreindre les
groupes avant même d'aller s'asseoir avec eux.
Au contraire, il faut qu'ils soient là, qu'ils partici-
pent. Ça va nous permettre d'arriver à un consen-
sus et à une solution à long terme», a expli-
qué Mme Desjardins.

Il semble très peu probable que l'ASSÉ et la
FEUQ défendent des positions communes au
sommet, estime-t-elle. «On ne s'entend pas sur
la place de la recherche dans les universités, sur
la contribution étudiante, sur la gouvernance des
universités. [...] C'est très difficile de voir des
points de convergence.»

LE SOLEIL : La FEUQ ravie de ses entretiens avec Duchesne - Publié le mercredi 10 octobre 2012 à 05h00



Photothèque Le Soleil
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins
Michel Corbeil, Le Soleil
(Québec) La présidente de la FEUQ, Martine
Desjardins, estime que c'est encore la lune de
miel entre le monde étudiant et le ministre Pierre
Duchesne, le responsable des dossiers du finan-
cement universitaire et des droits de scolarité.
Mardi, la leader de la Fédération étudiante uni-
versitaire du Québec (FEUQ) n'a pas caché sa
satisfaction à la sortie d'un des premiers entre-
tiens accordés par celui qui doit organiser le
sommet promis par le Parti québécois sur l'avenir
des universités.
«Tout est vraiment sur la table, a commenté
Mme Desjardins. C'est un terme qu'on a beau-
coup utilisé. Mais c'est la première fois que je

l'entends et que j'y crois.» Sa fédération veut
débatte de la gestion, de la gouvernance et du
financement des universités.

Alors que le gouvernement Marois semble pen-
cher en faveur d'une indexation des droits de
scolarité, la FEUQ exige un gel de la facture
étudiante. «L'indexation ne ferait qu'indexer
l'endettement étudiant», a plaidé Mme Desjar-
dins.

«Pour avoir été assise à la table [de discussion],
je peux vous confirmer qu'il y a un changement
de ton», a cependant commenté la présidente de
la FEUQ au sujet de la réunion de travail avec le
ministre de l'Enseignement supérieur, de la
Recherche, de la Science et de la Technologie.

«Ça augure bien. C'est un nouveau gouverne-
ment. En effet, nous en sommes au stade de la
lune de miel», a-t-elle admis. Martine Desjardins
a aussi reconnu que les différents groupes dé-
fendant les inscrits aux cégeps et aux universités
ne sont pas tous sur la même longueur d'onde.
L'Association pour une solidarité syndicale étu-
diante (l'ASSE) réclame la gratuité pour accéder
à l'université, tandis que la FEUQ demande un
gel des droits, a-t-elle mentionné. L'ASSE et la
FEUQ s'affrontent aussi sur la place de la re-
cherche dans les universités et sur la gouver-
nance des institutions du haut savoir.

Le Parti québécois s'était engagé à tenir un
sommet sur l'enseignement supérieur dans les
100 premiers jours suivant son accession au

pouvoir. L'ampleur de la consultation envisagée
rend ce délai trop court. Martine Desjardins a
indiqué qu'elle a plaidé pour la tenue de cet
événement, cet hiver, en février.

Chambres de commerce

La présidente de la Fédération des chambres de
commerce du Québec, Françoise Bertrand, a
aussi eu droit à un tête-à-tête avec le ministre
Duchesne. Il n'a pas été possible d'obtenir ses
commentaires, mais, selon son vice-président
aux communications, Daniel Bussièrès, «le ton
était très correct. Le ministre ne semble pas
avoir d'idées préconçues».

Un abîme sépare la FEUQ et la Fédération des
chambres de commerce. Sur les droits de scolarité,
celle-ci endossait la hausse sur sept ans mise
de l'avant par le précédent gouvernement du
libéral Jean Charest, une augmentation abolie
par Pauline Marois.

Mardi, le ministre Duchesne s'est refusé à faire le
point sur les consultations qu'il a également
conduites, hier. La Fédération des cégeps du
Québec a fait partie des groupes rencontrés.
Demain, la Fédération étudiante collégiale du
Québec exposera son point de vue. Vendredi, le
ministre Duchesne aura des échanges avec
l'ASSE et avec la Conférence des recteurs et des
principaux des universités du Québec.

TVANOUVELLES : Rencontres préparatoires au sommet sur l'éducation supérieure : Front commun étudiant peu probable, dit la FEUQ - Première publication mardi 9 octobre 2012 à 23h10





Crédit photo

Jean-François Desgagnés, Agence QMI
La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) Martine Desjardins

Par Charles Lecavalier | Agence QMI

Les positions divergentes des grandes associations étudiantes rendent peu probable un front commun en vue du sommet sur l'éducation, selon la **présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.**

Elle considère qu'une alliance avec l'**Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) - la CLASSE** durant le conflit étudiant - «devient très difficile, car on ne défend plus les mêmes objectifs».

«On ne s'entend pas sur la place de la recherche au sein des universités, on ne s'entend pas sur les contributions étudiantes, et on n'a pas du tout la même vision sur la gouvernance des universités», a précisé **Mme Desjardins** à la sortie d'une **rencontre préparatoire au som-**

met avec le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne.

«J'avoue que, présentement, à la suite de l'annulation de la hausse, c'est très difficile de trouver un élément de convergence avec la CLASSE», a-t-elle ajouté.



Crédit photo: Annie T. Roussel, Agence QMI
Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne

Comme prévu, Mme Desjardins a confirmé que son organisation allait défendre le gel des droits de scolarité, mais ne veut pas parler «exclusivement de la contribution étudiante».

«Nous, ce qu'on veut, c'est non plus cibler strictement la contribution étudiante, mais parler de l'ensemble du réseau», a prévenu Martine Desjardins.

Selon elle, «un consensus se dessine pour que le sommet se tienne à l'hiver», après Noël. La **FEUQ** milite en ce sens pour mettre à jour ses recherches afin de débattre du financement des

universités et «questionner le sous-financement».

Mme Desjardins ira jusqu'à demander à ce que le **vérificateur général** puisse «regarder dans les livres» des universités.

«On veut avoir chiffres et preuves en main avant d'arriver», a dit Mme Desjardins. Elle trouvera peut-être un allié en **Pierre Duchesne.** Le ministre a en effet soutenu dans une récente entrevue qu'il n'était pas convaincu du sous-financement des enseignements supérieurs.

Cégeps et chambres de commerce

La FEUQ n'est pas la seule organisation à avoir rencontré M. Duchesne en vue du sommet. La **Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)** et la **Fédération des cégeps** se sont aussi entretenues avec lui.

Du côté de la **Fédération des Cégeps**, on n'a que des bons mots pour un ministre «sans préjugé ni a priori». L'organisme va militer pour augmenter la part de la recherche dans les collèges d'enseignement général.

À la **FCCQ**, on s'est dit «satisfait de la rencontre», et on a salué l'attitude «ouverte» et sans «idées préconçues», de **Pierre Duchesne**, tout en affirmant être pour une hausse des droits de scolarité.

Le ministre poursuivra ces prochains jours ses **rencontres préparatoires** avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur.

LA TRIBUNE : Droits de scolarité: les universités nagent dans l'incertitude - Publié le lundi 08 octobre 2012 à 20h48



Archives La Tribune, Claude Poulin

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Les universités nagent toujours dans l'incertitude sur la question des droits de scolarité et d'éventuelles compensations. L'Université Bishop's, à l'instar d'autres universités de la province, a envoyé à ses étudiants une facture qui tenait compte de la hausse des droits de scolarité, comme l'avait d'abord prévu le gouvernement Charest.

Selon Célie Cournoyer, gestionnaire des communications à Bishop's, l'établissement recommandera de rembourser ses étudiants sous forme de crédit. Au 26 septembre, 50 % des étudiants à

temps plein avaient acquitté leur facture au complet pour l'année scolaire; la date fixée pour le paiement était le 15 août.

En guise de comparaison, un crédit coûtait 80,73 \$ en tenant compte de la hausse, comparativement à 72,76 \$ auparavant.

L'institution lennoxvilloise estime qu'en théorie, malgré la décision annoncée par le Parti québécois (PQ) d'annuler la hausse des droits de scolarité, il ne devrait pas y avoir d'impact sur son budget.

TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Sommet : L'ASSÉ va rencontrer le ministre Duchesne - Première publication dimanche 7 octobre 2012 à 15h55 / Publié le: dimanche 07 octobre 2012, 16H03 | Mise à jour: dimanche 07 octobre 2012, 16H15



Photo Yann Canno / Archives / Agence QMI
Pierre Duchesne ne veut pas imiter les libéraux en orientant le débat à outrance avant la consultation.

Agence QMI

Les représentants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) seront consultés vendredi par le ministre péquiste de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, dans le cadre des préparations du Sommet sur l'éducation post-secondaire, promis par Pauline Marois.

«Nous dirons à M. Duchesne que nous souhaitons que les deux tiers des gens qui participeront à ce sommet soient des universitaires et qu'il n'y ait pas de gens du secteur privé», a dit à l'Agence QMI le responsable des communications de l'ASSÉ, Ludvic Moquin-Beaudry.

«La CLASSE peut avoir ses positions, mais nous, on veut recevoir tout le monde», a toutefois prévenu M. Duchesne.

La fédération souhaite également que quatre grands thèmes soient inscrits au programme des sujets qui seront abordés et débattus, à savoir l'accessibilité et la facture étudiante (l'ASSÉ milite pour la gratuité des frais de scolarité), la pédagogie, la gouvernance des universités et leur financement.

M. Moquin-Beaudry a précisé qu'il ne s'agit pas de conditions à la participation de l'Association au sommet.

«On ne fait que formuler des demandes, et on attendra de voir ce que le ministre en fait. Et surtout, on attend de voir à quoi ressemble exactement ce sommet, car pour l'instant, on ne sait pas tellement de choses», a souligné M. Moquin-Beaudry.

Une fois que les détails du sommet seront dévoilés par le gouvernement, les membres de l'ASSÉ

seront appelés à voter pour ou contre la participation de l'organisation étudiante.

Satisfaction de l'ASSÉ

L'ASSÉ s'est félicitée de l'attitude du ministre de l'Enseignement supérieur.

«Pierre Duchesne nous a dit qu'il souhaitait adopter un ton différent avec les étudiants, et pour l'instant, nos rapports avec lui sont cordiaux», a dit Ludvic Moquin-Beaudry, tout en considérant que c'est lorsque viendra le temps de prendre des décisions difficiles que le travail de l'ancien journaliste politique de Radio-Canada pourra vraiment être jugé.

Le responsable des communications a également reconnu que l'ASSÉ est «très satisfaite du gouvernement Marois, parce qu'il a répondu à nos demandes».

M. Moquin-Beaudry a tout de même tenu à dire que si la première ministre est revenue sur l'augmentation des frais de scolarité et qu'elle a aboli la loi spéciale, c'est sous la pression populaire.

«Le PQ, c'est les montagnes russes, il a souvent changé de positions sur la question, a-t-il ajouté. Même Mme Marois avait augmenté les frais de scolarité lorsqu'elle était ministre de l'Éducation. On sait bien que s'il n'y avait pas eu de mouve-

ment d'ampleur, sa décision aurait sûrement été différente.»

Le gouvernement péquiste s'était engagé à tenir une vaste consultation sur le financement des

universités et les droits de scolarité dans les 100 premiers jours de son mandat, toutefois le ministre Duchesne ne s'est pas formellement engagé à ce que le Sommet ait lieu d'ici Noël.

[Afficher 25 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Duchesne met en doute le sous-financement des universités - Publié le samedi 06 octobre 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 06 octobre 2012 à 14h20



Photo Alain Roberge, archives La Presse

Le ministre Pierre Duchesne a indiqué que la tenue du Sommet sur l'éducation supérieure pourrait être repoussée de quelques semaines.

Pascale Breton, La Presse

Même si le gouvernement s'est engagé à verser aux universités les millions promis cette année, il est loin d'être certain, après la tenue du Sommet sur l'éducation supérieure, que les universités pourront compter sur un financement accru, prévient le ministre Pierre Duchesne.

Lors d'une entrevue accordée à *La Presse*, le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie a mis en doute le sous-financement des universités.

La question du sous-financement sera abordée lors du Sommet sur l'enseignement supérieur, afin de savoir s'il s'agit, «oui ou non», d'une réalité que les universités vivent, a déclaré le ministre Duchesne.

«Tout est ouvert, tout est sur la table. Je demande à être convaincu de chacune des options qui sont défendues. Présentez-moi des études sérieuses, on va les confronter», ajoute-t-il.

Dans un rapport commun datant de 2002, à l'époque où le Parti québécois (PQ) était au pouvoir, le ministère de l'Éducation et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) ont chiffré le sous-financement des universités à 375 millions. Une mise à jour l'a porté à 620 millions en 2010.

Ouverture et dialogue

M. Duchesne tient clairement à modifier le ton tenu par le gouvernement précédent. La semaine prochaine, le ministre se lancera d'ailleurs dans une série de rencontres préliminaires en vue de l'organisation du sommet promis par le PQ. Il souhaite rencontrer les étudiants, les recteurs, les professeurs, mais aussi les gens d'affaires et les chambres de commerce.

Cette «prise d'information et d'écoute» permettra de voir comment chacun conçoit le sommet et quels sont les objectifs et les thèmes qui devront être abordés de façon à obtenir un réel consensus au terme du sommet.

«L'arrivée du nouveau gouvernement a mis fin à une crise. On va s'assurer que le mouvement qui a pris son envol le printemps dernier puisse se diriger vers une issue qui est autre chose qu'un mur», a promis M. Duchesne, en ajoutant vouloir obtenir des répercussions concrètes de cette grande messe.

Les consultations débutent mardi et se poursuivront jusqu'à la fin du mois d'octobre. La Fédération des chambres de commerce du Québec

figure parmi les premiers groupes qui seront rencontrés. Une rencontre est également au programme avec la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui n'a pas encore confirmé sa participation au sommet.

Afin de ratisser le plus large possible, les citoyens sont aussi invités à se prononcer sur leur vision de l'enseignement supérieur. Au cours des prochains jours, ils auront accès à une page web où ils pourront s'exprimer et lire les idées de chacun.

Ce n'est qu'à la suite de ces consultations qu'il sera possible de déterminer la forme que prendra le sommet, précise M. Duchesne.

Délai prolongé

L'événement doit se tenir durant les 100 premiers jours du mandat, ce qui mène en décembre. C'est une période occupée, avec une session intensive à l'Assemblée nationale et le temps des Fêtes.

«Dans une volonté de bien préparer les choses et de s'assurer que la consultation se fasse comme il faut», le sommet pourrait donc avoir lieu quelques semaines plus tard, a confirmé le ministre, ajoutant que le degré de préparation fera partie des arguments pour le choix d'une date.

Après des mois difficiles, le Québec a besoin de rétablir les ponts entre les générations, a-t-il souligné. La crise étudiante a coûté cher sur les plans économique, social et humain.

«Le gouvernement libéral a déchiré d'une certaine façon un tissu social. Il faut recoller cela ensemble», croit M. Duchesne.

JOURNALDEQUÉBEC : Sommet de l'éducation : Résultats connus en mars - Le Sommet sur l'éducation supérieure pourrait avoir lieu en janvier - Publié le: vendredi 05 octobre 2012, 22H52 | Mise à jour: vendredi 05 octobre 2012, 22H55



Photo d'archives, Annie T. Roussel

Pierre Duchesne ne veut pas imiter les libéraux en orientant le débat à outrance avant la consultation.

Les résultats préliminaires du Sommet sur l'éducation supérieure seront connus au mois de mars.

Charles Lecavalier, Bureau parlementaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, en entrevue avec le Journal, l'a assuré. « Les universités connaîtront notre décision sur les droits de scolarité au mois de mars », a-t-il laissé tomber.

La décision d'augmenter, de geler ou de diminuer les droits de scolarité à une incidence sur le budget des universités et sur celui du gouvernement du Québec. À l'interne, le ministère des Finances aura probablement une idée de la facture payée par les étudiants dès le mois de février puisqu'il est en pleine préparation budgétaire à ce moment.

Quant aux recteurs, ils devront connaître la position péquiste sur les droits de scolarité en mars pour boucler leur budget de fonctionnement 2013-2014.

Tout retard dans la consultation obligerait le gouvernement à prendre position avant d'avoir rendu publiques les conclusions du sommet. Pierre Duchesne veut absolument éviter cette situation, qui pourrait selon lui fausser le débat et nuire aux négociations.

« On ne veut pas imiter la méthode libérale, qui est d'orienter le débat au maximum avant de tenir la consultation », signale le ministre.

En janvier?

Reste à déterminer le moment et le mandat exact de cette mégaconsultation. M. Duchesne avait déjà ouvert la porte à un sommet au mois de janvier, soit au-delà des 100 jours promis par Pauline Marois.

« On ne va pas s'enfermer dans un échéancier trop serré. S'il faut le faire en janvier pour des

questions logistiques, c'est ce qui arrivera », explique-t-il.

La consultation devra se faire sur « du concret » et rapidement: pas le temps de pelleter des nuages. «On ne fait pas ça pour écrire un rapport et le tabletter, ou pour gaspiller du papier», dit M. Duchesne.

Le député de Borduas commencera dès mardi prochain à rencontrer certains participants au sommet. La Fédération des cégeps, la Conférence des recteurs, la Fédération des chambres de commerce et les grandes fédérations étudiantes recevront la visite du ministre.

« Il y aura des rencontres avec d'autres organisations les semaines suivantes », précise ce dernier.

Un large débat

Le sommet aura plusieurs thèmes, pas seulement celui du financement. L'indépendance académique des universités – « absolument nécessaire », dit M. Duchesne – et la gestion immobilière des recteurs en feront partie.

« Mon ministère va devoir gérer le squelette de béton de l'îlot Voyageur, un gâchis de l'ancienne administration laissé au centre-ville de Montréal. On ne veut plus que ça se reproduise », dénonce M. Duchesne. Il ajoute qu'il est dans son mandat de se « questionner sur la gestion des universités ».

LE SOLEIL : Le ministre Duchesne rencontrera bientôt les étudiants - Publié le vendredi 05 octobre 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 05 octobre 2012 à 11h52



Le Soleil

Pierre Duchesne entreprendra des consultations en vue du Sommet sur l'éducation supérieure. Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Le ministre Pierre Duchesne entreprend la semaine prochaine les consultations en vue de la tenue du Sommet sur l'éducation supérieure, une des promesses électorales clés de Pauline Marois et un des chantiers les plus délicats à conduire.

Selon les informations obtenues par *Le Soleil*, le programme des rencontres du ministre de l'En-

seignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie prend forme, ces jours-ci.

Il n'a pas été possible de savoir quel groupe sera reçu en premier. Certains ont déjà reçu un coup de fil pour établir le rendez-vous. Les réunions auront lieu à Québec, mais l'endroit exact reste à déterminer pour discuter avec le titulaire d'un ministère qu'a créé Mme Marois à son accession au titre de première ministre.

La chef du Parti québécois (PQ) s'est engagée pendant la campagne électorale à organiser le Sommet. Cela s'est inscrit dans la foulée d'un printemps tumultueux provoqué par des mois de grève étudiante contre la hausse des droits de scolarité, grève sur des campus regroupant les tiers des Québécois inscrits dans les cégeps et les universités.

Un des premiers gestes du nouveau gouvernement a été d'annuler l'augmentation des droits pour accéder à l'université, décrétée par les libéraux de Jean Charest. Le PQ a toujours indiqué que la grand-messe ne se limitera pas à cette question : la gouvernance des établissements universitaires, leur déploiement au Qué-

bec et leur financement seront à l'examen du Sommet, dont la date n'est pas déterminée.

La liste des groupements invités à discuter avec le ministre Duchesne n'est pas connue. Mais la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec, toutes deux au coeur de la vague de manifestations du printemps, en feront à coup sûr partie.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), le groupe le plus revendicateur, sera sûrement jointe. Sa participation aux échanges n'est pas acquise : la CLASSE revendique la gratuité universitaire, ce qui n'est pas la position défendue par le PQ, et s'est prononcée pour l'exclusion de porte-parole du secteur privé.

Au collégial comme au niveau universitaire, les regroupements de dirigeants seront aussi invités à participer. Il faut s'attendre à ce que ce soit aussi le cas pour des centrales syndicales et d'autres partenaires du monde de l'enseignement ainsi que de la société civile.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Parti Québécois : Sommet sur l'éducation en 2013? - Publié le: jeudi 04 octobre 2012, 10H40 | Mise à jour: jeudi 04 octobre 2012, 11H49



Photo Annie T. Roussel

Geneviève Lajoie

Le Sommet sur l'éducation supérieure promis par Pauline Marois pourrait n'avoir lieu qu'en 2013.

Le gouvernement du Parti québécois s'est engagé à tenir une vaste consultation sur le financement des universités et les droits de scolarité dans les 100 premiers jours. Cependant, le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, ne s'engage pas formellement à ce que le Sommet ait lieu d'ici Noël.

«La première ministre avait parlé des premiers 100 jours, c'est une base, on peut jouer à l'intérieur ou à l'extérieur de tout ça», a-t-il confié mercredi, à l'entrée du conseil des ministres.

Les péquistes ont déjà annoncé que le tiers des sièges serait réservé aux étudiants, tandis que le gouvernement et des représentants de la société civile se sépareraient le reste des sièges.

Il y a quelques jours, la CLASSE a dit souhaiter que certains acteurs du secteur privé de même que les élites économiques soient exclues de l'événement. Une position que ne partage pas le ministre Duchesne. «La CLASSE peut avoir ses positions mais nous, on veut recevoir tout le monde», a-t-il dit.

[Afficher 1-80 de 111 commentaires \(Montréal\)](#)

Montrer 1 commentaire (Québec)

Marc-André Parizeau 1 commentaire masqué
Sommet de l'éducation ou festival des carrés rouges avec le Ministre des Carré rouge???

(*N'oubliez pas que durant leur boycott, il a ouvertement supporté la Classe et les carré rouge.)

10/04/2012 02:12 PM

LE DEVOIR : Facturation : les universités attendent les directives de Québec : Les versements d'aide financière aux étudiants pour la session d'automne ont toutefois été faits – Mercredi 03 octobre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les sessions universitaires qui démarrent en octobre varieront entre 12 et 15 semaines et s'étireront dans certains cas jusqu'en janvier. Les cégeps rouvrent leurs portes aux étudiants pour la plupart à la mi-octobre.

Lisa-Marie Gervais

Même si la session d'automne s'amorce sans hausse des droits de scolarité, les universités attendent toujours les directives de Québec pour savoir comment gérer la facturation. À l'Université McGill et à l'UQAM, qui avaient déjà envoyé des relevés augmentés à leurs étudiants, on assure que les frais perçus en trop seront crédités ou remboursés. « On a pris acte de la décision du nouveau ministre et on va accommoder les étudiants. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais on n'a pas statué sur comment on va le faire. Peut-être que le décret va nous donner des

pistes », a dit Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM, en précisant que les factures ont été envoyées aux étudiants dès la mi-juillet.

D'autres universités, comme l'Université de Montréal et l'Université Laval, avaient attendu avant de procéder. « On n'avait pas envoyé les factures, mais quand on a vu que le gouvernement allait annuler la hausse, on était sur le point de poster nos lettres. On a donc attendu et ce sera finalement facturé dans les prochains jours », a indiqué Mathieu Filion, porte-parole de l'Université de Montréal. Les étudiants auront un délai raisonnable pour payer.

Et plus de souci pour l'aide financière, les administrations universitaires interrogées l'ont confirmé au Devoir : les étudiants touchés par la grève devaient avoir reçu dès le 1er octobre, et certains même à la fin septembre, comme à l'Université Laval, leur aide financière pour la session d'automne. Plusieurs d'entre eux n'avaient pas reçu d'aide lors de la session de rattrapage, selon ce qu'avait décidé la section de l'aide financière aux études du ministère de l'Éducation.

Celui-ci n'a toutefois pas été en mesure de fournir d'information à ce sujet. « On doit démystifier le tout. Il y a deux groupes, ceux qui commencent maintenant et ceux qui ont déjà commencé en septembre. On doit regarder s'il y a de l'aide qui est rétroactive. On doit juste clarifier les

choses », a dit la porte-parole du MELS, Esther Chouinard.

Ayant fait l'objet d'un décret cet été, les bonifications de l'aide financière annoncées par le gouvernement libéral pendant le conflit étudiant ce printemps (hausse du seuil de contribution parentale, aide pour l'achat de matériel, etc.) sont toujours en vigueur même avec un gouvernement péquiste.

Transition rapide

Les étudiants qui entraînent à l'université pour la première fois auront eu les plus courtes vacances de leur vie, soit à peine une fin de semaine. Quant aux profs, ils sont déjà à la tâche pour corriger le plus rapidement possible.

Alors que les enseignants du cégep ont peu de temps pour remettre les notes, ils ont plus de jeu à l'université, voire jusqu'à décembre à l'UQAM. Dans certains cas, voyant que la tâche était trop lourde, les enseignants ont même permis à des étudiants de remettre leurs travaux de la session de rattrapage au cours des prochaines semaines, empiétant sur la session actuelle.

Les sessions universitaires qui démarrent en octobre varieront entre 12 et 15 semaines et s'étireront dans certains cas jusqu'en janvier. Les cégeps rouvrent leurs portes aux étudiants pour la plupart à la mi-octobre, à l'exception du cégep Édouard-Montpetit et du Collège de Maisonneuve, qui recommencent plus tôt.



LA TRIBUNE : Une seconde rentrée à l'UdeS - Publié le mardi 02 octobre 2012 à 10h31



Imacom, Frédéric Côté

Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) C'était jour de rentrée à l'Université de Sherbrooke, lundi. Encore, devrait-on dire : environ 25 % des étudiants ont commencé leur

session hier, en raison des impacts du conflit étudiant du printemps dernier. L'institution accueillait notamment des étudiants qui en étaient à leur deuxième rentrée depuis août. C'est le cas de Félix Tremblay et de Mathieu Carignan, deux étudiants en génie qui ont terminé leurs études collégiales vendredi dernier. L'établissement collégial qu'ils fréquentaient, le Cégep de Saint-Hyacinthe, a été en grève pendant plusieurs semaines. Les deux étudiants, (alors en sciences pures) ont dû reprendre les cours à la mi-août. Ils ont vécu leur fin de session la semaine dernière.

« C'était dur : il y avait beaucoup de stress pour réussir afin d'aller à l'université », commente Félix Tremblay. « Il faut tout planifier, il faut être partout! » a-t-il lancé.

Les deux jeunes hommes voyaient cependant les choses d'un bon œil, même si les dernières semaines se sont passées en mode accéléré.

« On est réchauffé : on arrive de fin de session, on n'est pas rouillé », lance Mathieu en souriant. « On est d'attaque! » confirme Félix Tremblay. Ce dernier avait déniché un appartement l'été dernier, et son bail a commencé en juillet, même si sa rentrée à l'UdeS n'était prévue qu'hier. Parallèlement à une fin de session intense, les deux étudiants ont aussi dû déménager leurs pénates à Sherbrooke.

En raison du conflit étudiant, l'Université de Sherbrooke, à l'instar d'autres établissements de la province, a dû mettre en place différents calendriers pour la rentrée de l'automne. Environ 75 % de ses étudiants ont commencé les cours à la fin août; les autres commençaient hier.

TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Tournée : L'ASSÉ en Ontario - Première publication lundi 01 octobre 2012 à 20h21 / Publié le: lundi 01 octobre 2012, 21H03 | Mise à jour: lundi 01 octobre 2012, 21H12



Photo Dave Abel / Agence QMI

Environ 130 personnes ont accueilli par des applaudissements nourris l'un des chefs de file du mouvement étudiant québécois.

Charles-Antoine Rouyer / Agence QMI

TORONTO - La tournée pancanadienne de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), avec en tête son ancien co-porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois, s'est arrêtée à Toronto et a attiré une centaine de personnes lundi soir à l'Université Ryerson.

L'objectif de la tournée de conférences, de l'Ontario à la Colombie-Britannique du 29 septembre au 5 octobre, est d'expliquer aux étudiants canadiens comment le mouvement étudiant québécois a porté ses fruits.

«Je suis ici pour partager l'expérience du mouvement étudiant québécois et tenter d'inspirer les étudiants canadiens», a résumé Gabriel Nadeau-Dubois.

Environ 130 personnes ont accueilli par des applaudissements nourris l'un des chefs de file du mouvement étudiant québécois, dans un amphithéâtre de l'École de commerce Ted Rogers de l'Université Ryerson, au centre-ville de Toronto.

«Nous avons bénéficié du mariage parfait entre démocratie et structure au sein du mouvement étudiant québécois, d'une culture de démocratie avec une culture de mobilisation», a dit Gabriel Nadeau-Dubois.

«Nous avons travaillé fort pour mobiliser les étudiants», a ajouté M. Nadeau-Dubois.

Dans la suite de son discours s'apparentant à un cours pratique d'initiation au militantisme étudiant, Gabriel Nadeau-Dubois a expliqué com-

ment le mouvement québécois a réussi à cibler deux niveaux de revendications, l'une très précise et l'autre plus générale.

«Nous avons une revendication très simple, l'arrêt de la hausse des frais de scolarité universitaires, a expliqué M. Nadeau-Dubois. Mais nous avons aussi réussi à lier notre grève à un mouvement social contre le système néolibéral.»

«Nous espérons planter la graine d'un mouvement similaire dans le reste du Canada, ce sera peut-être autour des hausses de frais de scolarité, ou contre Harper», a conclu Gabriel Nadeau-Dubois, avant de passer la main à Cloé Zawadzki-Beaudry, un ex-membre de l'exécutif de l'organisation étudiante, qui a présenté en détail la chronologie des manifestations étudiantes depuis 2010.

La tournée pancanadienne a débuté en Ontario samedi, à London devant près de 150 personnes, selon l'organisateur, Ethan Cox, un journaliste militant.

L'étape torontoise a compris une autre conférence lundi après-midi à l'Université York, qui n'a attiré qu'une vingtaine de personnes.

La tournée, organisée par deux sites internet qui couvrent les mouvements sociaux et financée par le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier et deux autres organismes, doit ensuite s'arrêter à Winnipeg, Saskatoon, Regina, Victoria et Vancouver, où 300 billets auraient déjà été vendus.

Afficher 8 commentaires (Québec)

mimi37 1 commentaire masqué

Tien, notre petit socio-communiste veut implanter son idéologie à travers tout le Canada.

Il est certains qu'il trouvera certains 'preneurs' mais pas certaine qu'il aura 'gain de cause' dans le restant du Canada.

Un groupe d'approximativement 500 personnes (+-), sur une population de 35 millions au total aujourd'hui, y a vraiment pas de quoi en faire un plat ni même cet article.

Plus je vois aller ces gens (Québécois), plus je constate à quel point ceux-ci "ne connaissent vraiment pas" les canadiens mais bon...j'imagine que les syndicats le paie bien (salaire, plus dépenses etc.).

Le militantisme syndical est très payant semble-t-il...

Le Canada central (Qc/Ontario) a dominé, pendant plusieurs décennies, tout l'agenda canadien. Pourtant, depuis un demi-siècle, le Qc n'a cessé à vouloir DOMINER tout l'agenda en tenant tout le Canada en otage avec ses menaces constantes de sécession; faut croire que certains au Qc ne comprennent toujours pas et, n'acceptent toujours pas que le pouvoir est maintenant entre les mains de "l'ouest canadien" .. dieu merci!

Ceux-ci croient un peu plus, en la 'liberté de choix' des individus; en la responsabilité individuelle des citoyens; à l'immense potentiel de l'entrepreneurship des citoyens etc, contrairement à la vision "Québécoise" d'une idéologie basée surtout sur le socialisme in extrémis, qui tient beaucoup plus de l'idéologie d'une DÉPENDANCE TOTALE (communisme) envers les gouvernements.

10/02/2012 05:11 AM

lognom 1 commentaire masqué

Dire peut-etre un jour ça va nous gouverner,,,,,,!!!!!! On est pas sorti du bois!!!!

10/01/2012 11:19 PM

lognom 1 commentaire masqué

Gnd veutplanter sa graine dans un mouvement similaire dans le reste, du Canada, ça ferait pas des enfants forts!!!!

10/01/2012 11:00 PM

bohémien 1 commentaire masqué

Faire hair notre province au reste du Canada pour une cause politique en faveur du PQ

10/01/2012 10:54 PM

lognom 1 commentaire masqué

Pas pire on exporte nos écoeurants!!!!!!

10/01/2012 10:54 PM

unefrettecapsse 1 commentaire masqué

Et maintenant, on va coloniser les anglos, parce que nous autres on a le droit de leur dire quoi et comment faire.

Si on se rappelle les événements du G8/G20, je suis pas sûr que GND pourra mettre le feu à la rue dans le ROC.

10/01/2012 10:30 PM

The_Visitor 2 commentaires masqués

Qui paye pour sa tournée ?

10/01/2012 09:22 PM

lognom 1 commentaire masqué

encore un syndicat!!! check le dernier paragraphe de l'article!!!! Salut!

10/01/2012 11:16 PM

Afficher 17 commentaires(Montréal)

LA PRESSE : La CLASSE refuse de confirmer sa place au sommet - Publié le lundi 01 octobre 2012 à 07h19



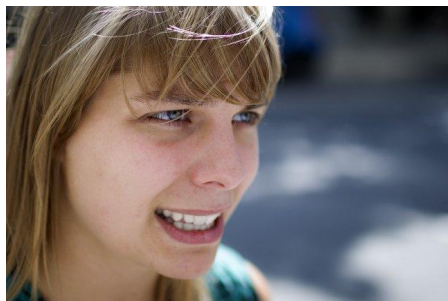


Photo: Olivier PontBriand, La Presse

Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse
L'association mère de la CLASSE refuse de s'engager à participer au sommet sur l'éducation promis par le gouvernement péquiste, a annoncé dimanche sa porte-parole.

Les représentants étudiants posent tout de même leurs exigences. Ils souhaitent notamment que la grande majorité des participants provienne des associations étudiantes et des syndicats de professeurs.

«On veut se laisser une certaine marge de manœuvre. On va avoir une rencontre dans les

prochains jours avec M. Duchesne [ministre de l'Éducation supérieure]», a expliqué Jeanne Reynolds, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). «On va prendre une décision dans un congrès ultérieur.» La rencontre devait constituer le point final de la grève étudiante du printemps et de l'été. Le financement des universités sera le principal sujet abordé à cette occasion.

Le Parti québécois a déjà annoncé qu'il y défendrait l'indexation des droits de scolarité à la hausse du coût de la vie.

LE DEVOIR / LE DROIT : La présence de la CLASSE est toujours incertaine au sommet sur l'éducation - Lundi 1^{er} octobre 2012 / Publié le lundi 01 octobre 2012 à 09h59



Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot

Jeanne Reynolds, en compagnie de l'ancien coporte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois

La Presse canadienne

La CLASSE n'a toujours pas décidé de sa participation au sommet sur l'éducation promis par le gouvernement Marois.

L'association étudiante doit rencontrer prochainement le nouveau ministre de l'Éducation supérieure, Pierre Duchesne, afin de discuter de ses revendications. Elle aimerait notamment que les questions de l'accessibilité aux études, du financement des universités, de la gouvernance et de la pédagogie soient abordées à l'occasion du sommet.

La CLASSE souhaite aussi que la participation à cette rencontre ne soit pas permise à tous : elle exhorte le gouvernement à exclure les acteurs du secteur privé et les élites économiques, et demande que les deux tiers des participants proviennent de la communauté universitaire.

Les universités ne doivent pas être gérées comme des entreprises, et c'est pourquoi la présence du monde des affaires semble superflue, indique la porte-parole de l'association, Jeanne Reynolds. La leader étudiante a aussi

annoncé que la CLASSE entrait désormais dans une période de « dormance », expliquant que maintenant la grève terminée, la question de la dissolution de l'organisation se posait.

Mme Reynolds affirme que ses structures demeureront inactives jusqu'à un prochain congrès, ce qui devrait donner le temps aux membres de réfléchir sur « la nécessité de garder cette association-là ».

Entre-temps, c'est l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) qui prend la relève en tant qu'organe du mouvement étudiant.

La CLASSE rompt aussi avec sa tradition et n'organiserait pas de manifestation le 22 octobre, comme elle l'a fait lors de la journée du 22 des derniers mois.

L'association invitera toutefois ses militants à battre le pavé, un mois plus tard, le 22 novembre, dans le cadre d'une semaine de mobilisation internationale en soutien à la cause étudiante.

Vos réactions [LE DEVOIR] (3)

Yves Claudé - Inscrit, 1 octobre 2012 09 h 05

L'appareil politique de la CLASSE/ASSÉ en déroute / Une coalition et une légitimité à reconstruire ?

Comme l'a montré l'échec de la mobilisation du 22 septembre, l'appareil politique de la CLASSE/ASSÉ est en déroute, résultat d'une fuite en avant, dans un "révolutionnarisme" à la fois sectaire et dissocié de la réalité, qui l'a coupé radicalement de la base étudiante. L'absence des interventions raisonnées, unificatrices et mobilisatrices, de Gabriel Nadeau-Dubois se fait d'ailleurs lourdement sentir.

Mis à part les agités d'une parodie de "Black Block" et des membres de quelques microgroupes paléopolitiques, la manifestation du 22 septembre à Montréal, rassemblant environ 500 manifestants (à comparer aux dizaines de milliers des autres manifestations du 22 du mois...),

a démontré qu'il ne suffit pas de contrôler un appareil politique pour mobiliser et diriger un mouvement social.

La CLASSE/ASSÉ aurait-elle à se reconstruire en tant que coalition, avec la légitimité que requiert la direction d'un mouvement ? La première étape ne serait-elle pas la remise en question d'une politique et de pratiques sectaires, qui sont la marque de cette composante du mouvement étudiant, depuis les dérives de l'ANEQ (Association Nationale des Étudiants du Québec) aux prises avec les manipulations des groupes maoïstes dans les années 1970-80...?

Yves Claudé

André Michaud - Inscrit, 1 octobre 2012 09 h 16
Ultimatum et menaces?

Déjà la Classe donne ses ordres et lance ses ultimatum, et veut exclure du débat une partie de la population...toujours ce refus de la démocratie très présent dans la Classe.

N'oublions pas que la Classe appuyait la violence en autant que pas contre des personnes...ce sont des jeunes à l'esprit totalitaire de gauche.

Roland Guerre - Inscrit, 1 octobre 2012 11 h 15

Une proposition sage

La Classe souhaite que la communauté universitaire soit majoritaire, lors des rencontres prévues. Sage démarche, qui illustre le désir des étudiants de débattre, dans un climat apaisé, des problèmes fondamentaux de l'enseignement supérieur, à l'abri des appétits ultra-libéraux.

N'oublions pas que la Classe pose d'autres questions, liées à la redéfinition du contrat social.

La Classe a, comme chaque génération étudiante, un devoir de transmission aux promotions suivantes. La Classe constitue la pépinière qui apportera le renouvellement du personnel politique. Gabriel Nadeau-Dubois pourra jouer sa partition, au fil de la transition, de la définition de la nouvelle Charte du Québec.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation : L'ASSÉ veut la gratuité - Publié le: dimanche 30 septembre 2012, 20H10 | Mise à jour: dimanche 30 septembre 2012, 20H19

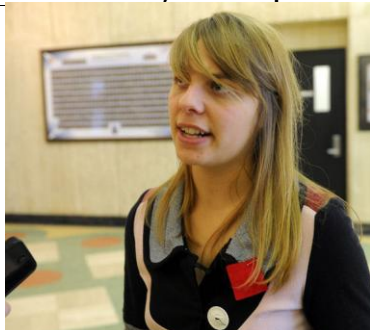


Photo Karl Tremblay
La coporte-parole de l'ASSÉ, Jeanne Reynolds, au congrès de l'ASSÉ, dimanche.

Danny Gauthier

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (L'ASSÉ) se dit prête à se battre afin d'obtenir la gratuité scolaire et expulser les entreprises privées du débat sur l'éducation post-secondaire. C'est le plan qui a été dévoilé dimanche après-midi, à l'Université Laval.

L'ASSÉ a tenu en fin de semaine un congrès afin de déterminer les batailles qu'elle mènera en lien avec l'éducation au Québec. Quatre grands thèmes — l'accessibilité aux études, la gouvernance, la pédagogie et le financement des universités — étaient au programme.

L'association souhaite pouvoir participer au sommet sur l'éducation que compte organiser le gouvernement Marois. L'ASSÉ veut demander

l'exclusion des élites économiques provenant du privé.

« Nos universités ne sont pas des entreprises, elles ne doivent pas être gérées comme telles, leur présence est superflue et viendrait biaiser la réflexion qu'on pourrait avoir, a mentionné la coporte-parole de l'ASSÉ, Jeanne Reynolds. Lorsqu'on met un prix sur l'éducation, on a une relation qui change vis-à-vis de nos universités et l'éducation est considérée comme une marchandise et non pas comme un service public qui devrait être gratuit. »

[Afficher 24 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 1-40 de 45 commentaires \(Québec\)](#)





Jeanne Reynolds

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) annonce qu'elle met « en dormance » la CLASSE. L'ASSÉ veut se donner le temps de réfléchir aux prochaines étapes de sa lutte pour la gratuité scolaire.

Les structures de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) seront « inactives jusqu'au prochain congrès vu qu'il n'y a plus de grève », a expliqué Jeanne Reynolds, coporte-parole de l'ASSÉ, sur les ondes de RDI.

Réunie en congrès à l'Université Laval, à Québec, l'ASSÉ discutait depuis samedi de l'avenir de l'organisation qui a été créée en tant que coalition de grève contre la hausse des frais de scolarité.

L'ASSÉ a aussi élaboré un plan d'action axé sur le thème de la gratuité scolaire pour l'année 2012-2013. Elle compte profiter de la tenue

prochaine du sommet sur l'éducation postsecondaire par le gouvernement Marois pour prouver que la gratuité est un projet de société réalisable, et souhaitable.

Les détails du sommet n'étant pas encore connus, le congrès de l'ASSÉ ne peut confirmer sa participation à l'événement. L'organisation a toutefois formulé des demandes qui seront communiquées au ministre de l'Enseignement supérieur, de la science et de la technologie, Pierre Duchesne, lors d'une prochaine rencontre.

« C'est important pour nous que ce soient les personnes directement impliquées dans le quotidien de l'université, c'est-à-dire les professeurs, les chargés de cours, les employés de soutien et les professionnels, et non des représentants d'entreprises privées, qui prennent part à cette discussion », a déclaré Mme Reynolds.

La porte-parole a précisé que l'ASSÉ tient à ce que les deux tiers des participants soient issus du mouvement étudiant et du monde universitaire et syndical : professeurs, chargés de cours, employés de soutien, etc...

« Les universités ne sont pas des entreprises, et elles ne doivent pas le devenir. Ce ne sont pas des centres de formation de main-d'oeuvre, mais des lieux de recherche et de transmission du savoir. » — Jeanne Reynolds, coporte-parole de l'ASSÉ

L'association appelle à une deuxième édition du Rassemblement national étudiant cet automne, un événement dit non-partisan auquel toutes les associations étudiantes du Québec sont invitées, peu importe leur affiliation nationale. Une première édition avait eu lieu en mai 2011.

L'ASSÉ prépare par ailleurs plusieurs événements de mobilisation, notamment une manifestation le 22 novembre prochain dans le cadre de la semaine internationale de mobilisation étudiante. Elle ne participera cependant pas à la manifestation du 22 octobre, un événement qui a lieu tous les 22 du mois depuis mars dernier.

« Par-delà les frontières, les enjeux qui touchent l'éducation sont souvent les mêmes : accessibilité, privatisation, marchandisation, entre autres. Le 22 novembre sera le moment de signifier aux dirigeants et dirigeantes d'ici et d'ailleurs que les étudiants et étudiantes se mobilisent lorsque la situation l'exige », a souligné Camille Robert, coporte-parole de l'ASSÉ.

Fondée en 2001, l'ASSÉ regroupe plus de 62 000 membres provenant de 28 associations étudiantes collégiales et universitaires. Elle a connu une forte croissance au cours des derniers mois, accueillant 20 000 membres de plus depuis le mois de janvier.

[Les commentaires \(133\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : UQAM : C'est la rentrée - Publié le: dimanche 30 septembre 2012, 18H23 | Mise à jour: dimanche 30 septembre 2012, 19H27



Photo Agence QMI / Archives

Les cours se termineront le 22 décembre après 12 semaines de cours.

Agence QMI

C'est la rentrée ce lundi dans plusieurs facultés de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Université de Montréal (UdeM), où la session d'hiver 2012, qui

avait été reportée à la suite de la grève étudiante, s'est terminée dimanche.

L'UQAM indique sur son site internet que les cours se termineront le 22 décembre après 12 semaines de cours et précise qu'il n'y aura pas de période de relâche, tandis que l'UdeM signale que les cours se termineront au plus tard le 18 janvier 2013, en sachant que la période consacrée aux examens a été programmée du 7 au 18 janvier.

Par ailleurs, une manifestation est prévue ce lundi matin vers 11 h 30 au pavillon Roger-Gaudry pour dénoncer les opérations policières au sein de l'université le 27 et 28 août.

Un événement Facebook a été créé pour l'occasion, appelant plusieurs milliers d'étudiants de l'UdeM à «la réplique». Vers 19h30, dimanche, un peu plus de 250 membres prévoient d'y participer.

Dans les autres universités québécoises, en général, la session d'automne avaient commencé fin août ou début septembre et se terminera le

14 décembre à l'Université de Montréal, le 17 décembre à l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université du Québec à Rimouski et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, le 18 décembre à l'Université du Québec à Trois-Rivières, et le 23 décembre à l'Université du Québec en Outaouais.

Montrer 1 commentaire (Montréal)

vertebre 1 commentaire masqué

Fini la rigolade les mecs...au travail maintenant, ça va faire changement des casseroles Lollllllll

[10/01/2012 12:06 AM](#)

Montrer 1 commentaire (Québec)

Voici quoi 1 commentaire masqué

Quand on perd du temps à faire la grève, on doit faire du rattrapage quelque part peu importe qu'on ait été pour ou contre. Dommage pour les studieux et tant pis pour les grévistes

[09/30/2012 09:11 PM](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Éducation : Congrès à l'Université Laval : L'ASSÉ veut se battre pour obtenir la gratuité scolaire - Publié le: dimanche 30 septembre 2012, 15H59 | Mise à jour: dimanche 30 septembre 2012, 16H07 / Première publication 30 septembre 2012 à 16h28



Photo JOËL LEMAY / AGENCE QMI

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de l'ASSÉ. Agence QMI

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) est résolue à lutter pour obtenir la gratuité scolaire au Québec.

Lors de son congrès qui s'est tenu en fin de semaine à l'Université Laval, à Québec, l'ASSÉ a élaboré un plan de mobilisation annuel, avec des actions prévues à des moments clés, comme le sommet sur l'éducation post-secondaire que compte organiser le gouvernement Marois, ou encore la semaine internationale de mobilisation étudiante, pour militer en faveur de la gratuité scolaire dans les plus brefs délais.

«C'est important pour nous que ce sommet soit l'occasion d'une réflexion en profondeur, d'une discussion qui accorde aux revendications étudiantes la place qu'elles méritent, a déclaré Jeanne Reynolds, co-porte-parole de l'ASSÉ.

C'est aussi important pour nous que ce soient les personnes directement impliquées dans le quotidien de l'université, c'est-à-dire les professeurs, chargés de cours, employés de soutien et professionnels, et non des représentants et représentantes d'entreprises privées, qui prennent part à cette discussion. Les universités ne sont pas des entreprises et elles ne doivent pas le devenir.

Ce ne sont pas des centres de formation de main-d'oeuvre, mais des lieux de recherche et de transmission du savoir.»

Pour l'Association, la gratuité scolaire est réalisable, et elle souhaite impliquer toutes autres fédérations étudiantes pour y parvenir. Une deuxième édition du Rassemblement national étudiant (RNE) est d'ailleurs prévue cet automne.

Par ailleurs, dans le cadre du congrès, la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) a été mise «en dormance», car elle avait été vue le jour dans le but de lutter contre la hausse des frais de scolarité.

[Afficher 1-43 de 45 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 6 commentaires \(Québec\)](#)

rodal 1 commentaire masqué

Allez-y à fond et n'oubliez surtout pas d'inviter Popo lors de vos manifestation de casserole.

[09/30/2012 07:56 PM](#)

louko 1 commentaire masqué

La gratuité,n existe pas ,ils ne comprennent pas ces idiots,si quelque chose est gratuite pour vous ,c est que quelqu un d autre a payé.

[09/30/2012 07:29 PM](#)

infographix 1 commentaire masqué

La gratuité scolaire serait refilée aux générations futures, c'est à dire aux étudiants d'aujourd'hui. On voit bien que les militants pour la gratuité ne se dirigent pas en actuariat.

[09/30/2012 06:29 PM](#)

[Nelson Roy](#) 1 commentaire masqué

Le but de la gratuité scolaire est de permettre à des gens d'étudier dans un domaine qui leur promet d'être sur le chômage ou de ne pas avoir

d'emploi lié à ce domaine d'étude, tout en n'ayant pas de dette d'étude.

Ceux qui étudient dans le but d'avoir un bon emploi ne se soucient pas du coût des études.

[09/30/2012 05:17 PM](#)

trisyaoan 1 commentaire masqué

Ils vont l'obtenir.....ils ont la force du nombre,ça leur donnent le pouvoir

[09/30/2012 05:10 PM](#)

Guy7500 1 commentaire masqué

Bande d'illuminés, la gratuité scolaire n'existe pas.

[09/30/2012 05:05 PM](#)

LA PRESSE : Un appel lancé pour la fin du financement du privé en éducation - Publié le dimanche 30 septembre 2012 à 14h26 | Mis à jour le dimanche 30 septembre 2012 à 18h25



Photo Martin Chamberland

archives La Presse

L'école privée Selwyn House, à Westmount.

Mathieu Simard, La Presse Canadienne, Montréal
Le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Pierre St-Germain, souhaiterait que le nouveau gouvernement du Québec ait une volonté affirmée de réduire ou de mettre fin au financement public des écoles privées.

C'est ce qu'il a déclaré lors du coup d'envoi de la quatrième Semaine pour l'école publique.

M. St-Germain anticipe-t-il un changement de cap en matière de financement du secteur privé de la part du gouvernement de Pauline Marois, à l'aube de son premier budget ? Pas vraiment, mais il croit qu'il s'agit d'une avenue à analyser pour «un gouvernement qui cherche du financement un peu partout».

M. St-Germain considère que le volet du financement des écoles devrait être ajouté au cadre budgétaire à venir. L'exercice pourrait permettre de dégager 500 millions de dollars par année et de réinjecter le montant dans le système public, selon lui.

Ce serait également une démonstration que «le gouvernement soutient résolument le réseau public».

Il est toutefois trop tôt pour parler de réelles intentions du gouvernement péquiste, croit M. St-Germain. Il affirme que la FAE mettra la question sur la table à l'occasion d'une première rencontre avec la nouvelle ministre de l'Éducation, Marie Malavoy.

Si la Semaine pour l'école publique est l'occasion pour la FAE de formuler certaines revendications à l'endroit du monde politique, elle constitue aussi un moment privilégié «pour exprimer notre fierté à l'égard de l'école publique», soutient M. St-Germain.

Pour la quatrième édition de l'événement, les organisateurs ont choisi de mettre l'accent sur la question de la francisation, «un aspect méconnu de la population».

«C'est un secteur névralgique et extrêmement important pour le Québec. Quand on a une société qui mise sur l'immigration pour son développement économique et son développement social en général, on comprendra que de franciser correctement les nouveaux arrivants devient essentiel», a-t-il déclaré.

Porte-parole depuis les débuts de l'événement, la comédienne Claire Pimparé, invite pour sa part les familles à la réflexion : «je souhaite qu'on prenne conscience des bienfaits de l'école et des choses exceptionnelles qui s'y produisent».

TVANOUVELLES : Mouvement étudiant : À la conquête du Canada anglais - Première publication dimanche 30 septembre 2012 à 07h17



Crédit photo : archives Agence QMI

Gabriel Nadeau-Dubois et un ex-membre de l'exécutif de l'organisation étudiante, Cloé Zawadzki-Beaudry, prendront la parole dans plusieurs villes canadiennes, dont Winnipeg, Saskatoon, Regina et Vancouver, jusqu'au 5 octobre.

Par Mélanie Bergeron | Agence QMI

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), avec en tête son ex-coporte-parole **Gabriel Nadeau-Dubois**, a entrepris, hier, une **tournée de conférences** à travers le **Canada** pour partager l'expérience du **mouvement étudiant québécois** et tenter d'inspirer le reste du pays.

«Cette tournée raconte ce qui s'est passé au Québec au cours des huit derniers mois et décrit

comment ce mouvement a vaincu le gouvernement», indique Ethan Cox, l'instigateur de cette tournée.

Gabriel Nadeau-Dubois et un ex-membre de l'exécutif de l'organisation étudiante, **Cloé Zawadzki-Beaudry**, prendront la parole dans plusieurs villes canadiennes, dont Winnipeg, Saskatoon, Regina et Vancouver, jusqu'au 5 octobre.

Journaliste engagé, Ethan Cox veut que la plus longue grève étudiante de l'histoire canadienne serve de pont pour créer des liens entre les différents mouvements gouvernementaux, syndicaux et étudiants du pays.

Invitée par des associations étudiantes de partout au pays, l'ASSÉ y aborde, entre autres, l'organisation de son mouvement, ses revendications et ses différents moyens d'action.

Organisée par deux sites internet qui couvrent les mouvements sociaux, cette tournée est financée par le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, et deux autres organismes.

Front commun

Il existe actuellement un intérêt commun au Canada, celui de résister aux coupures des services publics.

«Avec la victoire des étudiants au Québec, c'est une source d'inspiration pour les gens du reste du Canada qui veulent faire de plus grands mouvements sociaux», explique M.Cox.

L'implication de l'ASSÉ dans cette tournée pourrait permettre de développer une mobilisation pancanadienne au niveau fédéral, en ce qui a trait aux coupures massives dans les services publics, aux politiques environnementales ou extérieures.

Austérité

Ethan Cox estime qu'un effort commun provenant de différents mouvements sociaux permettra de s'opposer au gouvernement Harper et à son «austérité».

«L'austérité c'est de transférer l'argent du gouvernement vers les riches et diminuer le nombre et la capacité des programmes sociaux», scande l'instigateur de cette tournée, ayant pour thème «Ensemble - bloquons Harper».

M. Nadeau-Dubois espère que cette initiative incitera les étudiants du Canada anglais «aux prises avec des frais de scolarité élevés de se mobiliser pour avoir une éducation plus accessible».

RABBLE.CA : 'Maple Tour' kicks off with a bang! Next stop: Toronto – Sunday, September 30, 2012



Ethan Cox

Day two of our national speaking tour dawned sunny in London, Ontario -- a good omen for things to come. On day one we spoke to over a hundred people at King's College in London, an active and engaged crowd who kept us half an hour past the end of the event with questions. We then had a lovely dinner party with several dozen of London's finest activists at the home of our wonderful host, professor Bernie Hammond. Discussion and drinking continued into the wee

hours, and a fabulous time was had by all. We couldn't have asked for a better start to the tour. As I write this we're in a car headed to Toronto, where we'll be doing some interviews before heading to a pub night at the Regal Beagle at 8pm. Tomorrow kicks off bright and early with Gabriel doing an interview on Metro Morning, the CBC Radio morning show in Toronto, shortly before seven. From there Cloé will be speaking at a rally to kick off social justice week at Ryerson at Noon, before we head to York for a panel discussion and close the night off with a massive event at Ryerson. You can also see Gabriel interviewed live on CTV News Channel tonight at 6pm.

You can find the details for these events, and upcoming stops in Saskatoon, Regina, Winnipeg, Victoria and Vancouver later this week, [here](#). If you're in one of these cities I hope you'll join us. Sadly time and money prevented us from stopping in Alberta or the Maritimes, which we had

originally planned to do -- so my apologies to friends in those places.

The tour has already received great coverage in national and local outlets, and local organizers tell us they expect large crowds at each of the stops. But perhaps the most gratifying compliment we've received came in the form of a mocking blog post by Stephen Taylor entitled "[Student entitlement tour coming to a city near you.](#)" When you piss off the President of the National Citizens Coalition (Harper's former employer) enough to accuse you of "fanciful marxist bleating", you know you're doing something right!

I'll have to keep this post short, as we're about to arrive at the annual convention of the Latin American Solidarity Network, but I'll try to write regular, if short, updates from the road as the week progresses.

You can also keep up with the latest news from our tour by following me on Twitter [@EthanCoxMTL](#), and using the hashtag #MapleTour.

LA PRESSE : L'ASSÉ évalue ses options - Publié le samedi 29 septembre 2012 à 14h19 | Mis à jour le samedi 29 septembre 2012 à 15h06



Le Soleil, Caroline Grégoire

«C'est important pour les étudiants et les étudiantes de continuer la mobilisation», a affirmé à Camille Robert, porte-parole de l'ASSÉ.

Le Soleil, Caroline Grégoire
Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Après un printemps et un été tumultueux, les associations étudiantes de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) réfléchiront toute la fin de semaine aux positions à adopter pour les prochains mois.

Les représentants étudiants veulent notamment se préparer pour un éventuel sommet sur le financement de l'éducation post-secondaire, promis en campagne par le Parti québécois de Pauline Marois. C'est à la suite de cette rencontre que le gouvernement décidera du niveau des frais de scolarité.

Le conseil exécutif de l'ASSÉ, par exemple, propose d'exiger que «le sommet soit composé au moins aux deux tiers d'associations étudiantes et syndicales». L'association étudiante du Collège de Maisonneuve, pour sa part, veut y défendre «la gratuité scolaire, l'autogestion des établissements d'enseignement post-secondaire et un modèle d'éducation différent, de qualité,

public, libre de l'entreprise privée et de la marchandisation».

Les associations étudiantes devront aussi se prononcer sur la possibilité de tenir une réunion de concertation réunissant toutes les tendances du mouvement étudiant, un événement rare. Il s'agirait d'une occasion pour «faire le bilan de la grève de 2012» et «d'établir une stratégie commune en prévision du Sommet».

«Ça pourrait être une bonne occasion pour les associations d'en discuter, a expliqué la porte-parole Camille Robert à La Presse, la semaine dernière. C'est aussi pour voir les perspectives de mobilisation à plus long terme.»

Les militants étudiants discuteront aussi de la possibilité de tenir une journée de grève mensuelle, soit le 22 de chaque mois. «C'est important pour les étudiants et les étudiantes de continuer la mobilisation», avait affirmé à ce sujet Mme Robert.

LE DEVOIR : Le prochain sommet universitaire est capital : Financement, démocratisation du savoir, développement régional, les enjeux sont nombreux - Samedi 29 septembre 2012



Photo : CREPUQ

Martine Desjardins

Etienne Plamondon-Emond

Le 3 octobre prochain, Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), participera au débat intitulé « Quels sont les défis que doit relever l'école publique ? ». Au-delà des questions sur le financement qui l'ont amenée sur tous les fronts au cours des derniers mois, elle souhaite y réfléchir au rôle plus large que doit occuper le réseau des écoles publiques dans la démocratisation du savoir et le développement régional. Des questions qu'elle ne manquera de mettre sur la table lors du Sommet sur l'éducation postsecondaire. Certes, le nouveau gouvernement Marois a invalidé une partie de la loi 12 (78) et a annulé

la hausse des droits de scolarité, à la grande satisfaction des fédérations étudiantes. Mais le travail n'est pas terminé aux yeux de ces dernières. Prochaine étape : le sommet sur les universités, que le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a le mandat d'organiser. Se préparant à ce rendez-vous capital, la FEUQ n'a pas l'intention de se cantonner à la question du financement. Martine Desjardins soutient que ce sommet sera une occasion de définir l'économie du savoir et le rôle des universités à l'égard de cette idée. Un grand défi pour le réseau public, entrevoit-elle.

« Souvent, on a de la difficulté à définir [l'économie du savoir]. On va la mélanger avec la marchandisation du savoir », s'inquiète-t-elle à l'autre bout du fil. Elle évoque entre autres le financement de recherches par de grandes entreprises, ce qui permet à ces dernières de s'octroyer les brevets ou les résultats. « Le rôle de l'université n'est pas nécessairement de seulement former des travailleurs, mais aussi d'élever le savoir d'une collectivité, de travailler sur la culture générale et de développer le savoir par la recherche fondamentale. Il va falloir qu'on définisse le rôle de l'université dans une perspective où le développement économique va souvent passer par l'arrimage de programmes [universitaires] avec des entreprises privées. Et ça, je pense que ce sera un gros défi pour l'école publique d'être capable de séparer un peu ce qui appartient à la formation des travailleurs et ce

qui appartient à la mission au sein des universités, c'est-à-dire le développement du savoir en soi. »

Un autre piège doit être évité dans cette dynamique, indique-t-elle : que certaines facultés ou certains domaines de recherche accaparent une plus grande part du gâteau dans les subventions. « Il y a peu d'investissement dans l'éducation, note-t-elle. Il y a peu d'entreprises qui sont intéressées à financer les facultés d'éducation. Et, pourtant, c'est une des facultés-clés pour le développement économique. »

Elle note aussi que l'inégalité entre les différents domaines de recherche s'illustre dans l'attribution des bourses accordées à des étudiants à la maîtrise et au doctorat. « Le défi des prochaines années, c'est de s'assurer que les gens qui étudient en sciences humaines reçoivent aussi un lot de bourses équivalant à leur pourcentage de représentation », précise-t-elle, alors qu'elle affirme que les fonds dédiés aux sciences pures et aux technologies se garnissent davantage. « Ça va avoir une incidence sur le développement de la recherche et du savoir à long terme. »

Développement régional

La FEUQ tentera aussi d'aborder la question du rôle de l'université dans les régions, desservies essentiellement par le réseau de l'Université du Québec (UQ). « En région, ce sont 70 % des jeunes à la veille d'entrer à l'université qui sont de première génération, soit les premiers de leur

famille à fréquenter le réseau universitaire. On a tout de même eu un bon rattrapage dans les dernières années, par rapport à la fréquentation du réseau postsecondaire, et il faut continuer en ce sens. Mais il faut encourager les jeunes, surtout en région pour le développement régional, d'aller étudier à des niveaux supérieurs. Ce sont 70 % des emplois plus tard qui vont requérir un diplôme d'études postsecondaires. Donc, on a besoin de développer cette habitude, cette culture-là de l'éducation universitaire qu'on n'a encore totalement développée au Québec. »

Dans les critiques adressées à la construction des campus satellites, elle déplore le développement du campus de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) à Lévis, qui se réalise selon elle au détriment de celui de Rimouski. « Le programme d'administration à Rimouski se meurt, alors que celui de Lévis explose. Malheureusement, pour le développement d'une région, le campus de Rimouski ne peut plus servir au même titre qu'il le pouvait dans les dix dernières années, parce qu'on a dû créer un campus à Lévis, alors que l'Université Laval ne voulait pas le faire. »

La semaine dernière, Christian Blanchette, doyen de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, soutenait au Devoir que les campus satellites favorisaient l'accès universitaire aux adultes en formation, particulièrement en région. À cet argument, Martine Desjardins répond « qu'il y a tout de même de grosses et de graves questions à se poser. Qu'on puisse y voir l'accessibilité physique comme une bonne chose,

on est tout à fait d'accord. Il y a quand même une manière de bien faire les choses. Et, actuellement, c'est totalement chaotique comme développement. Il n'y a aucune structure et aucune vision. »

En matière d'accessibilité, la question financière demeure tout de même la première cause de décrochage, insiste Martine Desjardins. Elle croit qu'il s'agit aussi du nerf de la guerre lorsque vient le temps d'encourager les gens à retourner à l'université. Les étudiants parents ont encore très peu de soutien, remarque-t-elle. S'il y a un Régime québécois d'assurance parentale pour les travailleurs salariés et autonomes, « pour les étudiants, il n'y a absolument rien », déplore-t-elle. Une situation à ajuster et une aide financière à adapter, alors que le marché du travail exige davantage d'années d'études. « On se rend compte que plus on a une population éduquée, plus ça va retarder la formation des familles. Mais le Québec a grandement besoin qu'il y ait des enfants. Si on encourage les femmes à poursuivre des études de plus en plus longtemps, il va falloir mettre en place des mesures qui favorisent la conciliation travail-études-famille ». Un choix de société qui ne fait pas encore l'objet d'un consensus, reconnaît-elle.

Au sujet du Régime d'aide financière, la FEUQ se concentrera sur ses demandes concernant des modifications dans les dépenses admises et considérées comme nécessaires pour la poursuite des études, soit les dépenses sur lesquelles se base le calcul des montants accordés. Entre

autres, selon Martine Desjardins, Internet ne devrait plus être considéré en 2012 comme un bien de luxe et le montant fixé pour se nourrir devrait être révisé à la hausse, à l'aune de la montée des prix dans le secteur de l'alimentation. Vaste menu pour la FEUQ, donc, dans la perspective du Sommet sur l'enseignement supérieur.

Collaborateur

Vos réactions (1)

Chris G. Eustace - Abonné, 30 septembre 2012 17 h 47

Un autre sommet de l'éducation est nécessaire 30 septembre 2012

Le nouveau ministre de l'éducation, Marie Malavoy, devrait également tenir un sommet sur l'éducation du public sur les écoles primaires et secondaires.

Le ministre devrait aussi inviter le public qui souhaitait assister au sommet ((En d'autres termes, les personnes qui ne sont pas payés pour dire des choses.)

Les commissions scolaires élus ne sont pas la seule façon d'aller pour la réussite des élèves.

Nous n'avons pas besoin commissaires des commissions scolaires ou des élections des commissions scolaires.

Nous devons moderniser le système éducatif - aujourd'hui.

Chris Eustace

RADIO-CANADA / GATINEAU : Conflit étudiant : le pire moment de l'histoire de l'UQO, selon le recteur - Mise à jour le vendredi 28 septembre 2012 à 19 h 15 HAE

Exclusif - Le recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Jean Vaillancourt, n'a pas l'intention de démissionner malgré la demande en ce sens du syndicat des professeurs de l'établissement.

Lors d'une entrevue accordée à Radio-Canada, le recteur dit assumer toutes les décisions prises par l'administration universitaire lors du conflit étudiant du printemps dernier.

De son côté, le syndicat affirme que le recteur a mal défendu les professeurs lors de ce conflit et qu'il n'a pas empêché l'arrestation de certains d'entre eux.

Jean Vaillancourt a toutefois avoué que des blessures profondes peuvent avoir marqué certaines personnes.

Il n'hésite pas à qualifier le conflit étudiant du « pire moment dans l'histoire de l'Université du Québec en Outaouais » et que cette période a été « extrêmement » douloureuse, tant sur le plan professionnel que personnel.

« Il y a des blessures profondes dans certains cas qui sont toujours là. »

Jean Vaillancourt, recteur de l'UQO

Dès la semaine prochaine, Jean Vaillancourt présidera un comité afin d'entendre les commentaires de la communauté universitaire sur les événements d'avril dernier. Il compte également se pencher sur les gestes qu'il doit poser afin d'améliorer le climat de travail.

Le recteur soutient que la rentrée du 5 septembre dernier a été un franc succès et qu'il s'agit « d'un retour à la normale graduelle ».

Des injonctions difficilement applicables

Jean Vaillancourt a répété que son administration était dans l'obligation de respecter les deux jugements de la cour, rendus au printemps, qui demandaient la reprise immédiate des classes malgré les votes en appui à la grève.

L'établissement était l'un des premiers dans la province à faire face à une injonction de la part d'étudiants qui voulaient reprendre leurs cours.

Selon le recteur, d'autres établissements au Québec, dont le Cégep de l'Outaouais, ont pu tirer profit de l'expérience de l'UQO devant les tribunaux, afin de démontrer que ce type de jugement était difficilement applicable dans le contexte qui prévalait au printemps.

« Ils avaient le bénéfice de l'expérience de l'UQO. »

Jean Vaillancourt, recteur de l'UQO

Finalement, le recteur de l'UQO tente de rassurer certains professeurs qui se sont plaints de l'installation de caméras de surveillance dans certains couloirs de l'établissement durant l'été. Selon Jean Vaillancourt, ces caméras ont été commandées en février dernier et leur installation ne vise pas à surveiller des professeurs ciblés.

Il conclut en soutenant que la réputation de l'UQO n'a pas été entachée par les événements entourant le conflit étudiant et que le nombre d'inscriptions est à la hausse.

Les commentaires (3)

Envoyé par Dennis Neault de Gatineau, 28 septembre 2012 à 16 h 29 HAE

Nous vivons dans une société de droit : les professeurs comme les étudiants doivent respecter la loi. Le recteur avait l'obligation de respecter les injonctions.

D'autre part, il s'agissait d'un boycott et non d'une grève (les étudiants ne sont pas des travailleurs ni représentés par un syndicat reconnu au sens du Code du travail) donc les étudiants n'avaient pas le droit d'obliger les autres à penser comme eux ni à bloquer les accès.

Quand aux professeurs, c'est facile de blâmer les autres quand on risque rien; que son salaire est maintenu. Combien de professeurs ont remis, par solidarité leurs salaires ou une partie aux étudiants en grève ou à l'association étudiante ? Facile d'affirmer croire dans la justice sociale quand on ne touche pas à ses acquis ni juge pertinent de partager son salaire avec les plus démunis...

Un vrai mélodrame à 4 sous : chaque jour des milliers de personnes meurent à cause de maladie ou malnutrition.

Gauche-caviar représente bien la situation.

Envoyé par Isabelle Day Isabelle de Québec, 28 septembre 2012 à 14 h 24 HAE

Les étudiants aussi veulent la démission de Vaillancourt !

Envoyé par Isabelle Day Isabelle de Québec, 28 septembre 2012 à 16 h 38 HAE en réponse à Isabelle Day Isabelle de Québec

À ceux qui sont en désaccord, je vous ferais remarquer qu'il y a eu un vote à ce sujet en AGS !

En complément

Dossier - Le conflit des droits de scolarité en 17 tableaux



Vidéo - Entrevue avec le recteur de l'UQO Jean Vaillancourt, sur les conséquences du conflit étudiant durant la session d'automne.



Vidéo - La journaliste Pascale-Marie Dufour a recueilli des réactions du syndicat des professeurs et d'étudiants.

Josée Lapointe, La Presse
La crise étudiante et sociale du printemps dernier n'a pas fini d'inspirer les écrivains. Deux ouvrages parus cet automne montrent qu'on peut l'aborder de différentes manières. D'un côté, l'essayiste Nicolas Lévesque lui donne une perspective historique et psychanalytique dans *Le Québec vers l'âge adulte*; de l'autre, la maison d'édition Héliotrope propose l'angle de la fiction pour nous en offrir un portrait vibrant dans le recueil *Printemps spécial*.

Le Québec vers l'âge adulte : une crise qui vient de loin

En changeant le titre de son essai *Teen Spirit. Essai sur notre époque pour Le Québec vers l'âge adulte*, Nicolas Lévesque savait qu'il «s'engageait dans quelque chose». Mais pendant la grève étudiante du printemps dernier, il n'a pu s'empêcher de penser que son livre paru en 2009 visait juste, et que cette analyse générationnelle du Québec pourrait donner un éclairage différent à cette crise sociale.

Il aurait pu décider d'écrire «un pamphlet de 50 pages», mais il a préféré faire prendre de la maturité à son livre en le brassant un peu et en y ajoutant des éléments d'actualité. «Je voulais montrer que ce qui est arrivé était déjà en mouvement, que la remise en question du modèle d'autorité était déjà en marche.» Le rejet de l'attitude paternaliste de Jean Charest en est la preuve, estime-t-il. «Ça ne passe plus. Mais maintenant qu'on sait ce qu'on ne veut plus, il faut inventer un nouveau type d'autorité.»

Dans *Teen Spirit*, Nicolas Lévesque estimait que la phase adolescente du Québec, amorcée aux environs de la Révolution tranquille, était sur le point de se terminer. Il juge que les événements du printemps nous ont effectivement fait faire un pas de plus vers l'âge adulte. «Nous étions devenus comme des ados attardés. Être adulte, ça ne signifie pas nécessairement se caser et arrêter de rêver. Au contraire, ça veut dire prendre ses responsabilités. Ça peut être nettement plus satisfaisant.»

Le mouvement est irréversible, croit-il, et témoigne même de l'échec du système capitaliste. «La crise du printemps nous a montré que nous sommes devant un mur. Il est plus épais qu'on pensait, mais il commence à se fissurer. La génération Y n'est pas la première à s'y attaquer, mais elle profite d'un moment favorable de l'histoire, ce que les X n'ont pas eu.»



Nicolas Lévesque estime que le rôle de l'essayiste est non pas de se joindre au concert prévisible des voix, mais plutôt de le déjouer. Elle est là, son implication, dans ce «pavé dans la mare» qui, il l'espère, aidera à abattre les cloisons entre «les trois ou quatre Québec» qu'on a vus se distinguer lors des élections du 4 septembre. Le printemps érable n'était-il alors qu'un feu de paille? «Non, répond l'écrivain, qui est aussi psychologue. Mais c'est difficile de changer des patterns, on le voit au niveau individuel.» Les artistes et les intellectuels doivent donc naviguer entre les gens et les classes sociales, et servir de passeurs plutôt que d'éléments de division. «C'est le prochain enjeu: quelle autorité va rassembler le Québec autour d'un objectif commun? Parce que pendant que le 450 et le 514 perdent du temps à se haïr, il y a quelqu'un qui fait de l'argent avec ça. Il faut comprendre qu'on est tous au pied d'un mur commun.»

Le Québec vers l'âge adulte. Nicolas Lévesque. Éditions Nota Bene, 172 pages.

Extrait de Le Québec vers l'âge adulte

Par-delà le constat superficiel de l'échec, l'éclatement des structures de la société révèle moins sa faillite qu'une période d'exploration qui précède la construction de nouveaux fondements. Être optimiste, sans être naïf, semble même l'attitude la plus révolutionnaire - le pessimisme n'est-il pas devenu le nouveau conformisme?



Printemps spécial : sur le vif

En lançant le recueil *Printemps spécial*, espèce d'instantané de l'état d'esprit qui régnait au Québec pendant ces mois bouillants du printemps 2012, la maison d'édition Héliotrope n'a pas la prétention de faire de la littérature engagée. «C'est plutôt la littérature qui nous engage, répond la directrice littéraire, Olga Duhamel. Il se passait quelque chose d'exceptionnel et nous

voulions tenter de raconter comment ça traversait notre réalité, bien humblement. Les événements nous ont enrôlés de force.»

Douze auteurs de la maison ont écrit, à chaud, presque dans le feu de l'action, de courts textes qui vont de l'allégorie pure - la femme ligotée d'Olga Duhamel - à une chronique plus personnelle - Martine Delvaux, Gabriel Ancil -, en passant par l'humour, bienvenue dans ce concert de nobles sentiments - Simon Paquet, dont le personnage malchanceux tente de se joindre à une manif insaisissable.

Printemps spécial offre aussi des visions de l'intérieur (la course effrénée de Grégory Lemay fuyant l'antiémeute), ou alors légèrement décalées (Patrice Lessard qui disserte sur une terrasse parisienne). «Chacun amène son univers fictionnel dans un événement que tout le monde connaît. On voulait savoir comment la littérature pouvait le dire autrement», explique Olga Duhamel. Un choix qui se répercute aussi dans les photos de Toma Iczkovits, dont le traitement noir et blanc avec des taches de rouge «ne sont plus tout à fait documentaires».

Au lendemain des élections, *Printemps spécial* est déjà presque démodé tellement l'effervescence est retombée, et on se demande s'il n'aurait pas fallu un peu de recul avant d'écrire de la fiction sur le sujet. Olga Duhamel en convient: les textes auraient été très différents s'ils avaient été écrits après le 4 septembre. «C'est un risque qu'on voulait prendre», ajoute-t-elle.

«Dans le brouhaha des voix qui se sont élevées pendant les événements, je crois que ça valait la peine d'amener un point de vue qui ne fait pas partie de la rumeur», estime pour sa part Catherine Mavrikakis, qui a participé au livre. Mais en littérature, elle préfère de loin le flou à l'engagement. «Moi en tout cas, j'ai voulu apporter un éclairage qui n'est pas blanc ou noir comme dans l'espace public, mais plus dans le clair-obscur.»

Cependant, l'auteur des *Derniers jours de Smokey Nelson* estime que c'était un beau projet que de témoigner sans attendre. «De toute façon, la fiction donne nécessairement du recul.»

Printemps spécial. Collectif. Héliotrope, 113 pages.

Extrait À la casserole, de Catherine Mavrikakis, dans Printemps spécial

Catherine venait de donner encore un coup retentissant sur sa casserole quand elle l'aperçut de loin, là, assis au bord du trottoir, les jambes dans le caniveau. C'était le troisième soir qu'elle le voyait. Même si elle se trouvait au beau milieu de ses collègues enthousiastes, bien lovées dans la foule, elle éprouvait un malaise à chaque fois qu'elle distinguait sa silhouette qu'elle découvrait encore familière, malgré tout le temps qui s'était écoulé.

THE GAZETTE : Students struggle through makeup session – Friday, September 28, 2012



Photograph by: Dario Ayala, The Gazette

"It's been overwhelming," UQAM law student Gabriel Rochon-Massicotte says of the increased workload during makeup sessions for classes cancelled during last spring's student protests.

By Karen Seidman

MONTREAL — For thousands of students in Montreal, the semester from hell is wrapping up this weekend as makeup sessions for faculties that boycotted classes last semester ends — after about five weeks of intensive classes that left many students feeling overwhelmed.

Students who boycotted classes last winter and spring to fight a tuition hike have been paying for their actions by having to make up three months' of work in five weeks of punishing sche-

dules, brutal workloads and do-or-die exams worth 100 per cent of the mark.

Maybe those who supported the boycott felt validated when the Parti Québécois cancelled the tuition hike and they could claim victory, but for those who never supported the student movement but were still forced to miss classes because their departments voted for it, it's been a particularly frustrating time.

It's been a bittersweet graduating year for Gabriel Rochon-Massicotte, a law student at the Université du Québec à Montréal who was expecting to graduate last spring, finish the Bar in December and start a mandatory internship in January — but now will only be able to complete

the Bar in May because he had to finish the semester this month.

The firm was disappointed, he said, but it's large enough that the delay didn't jeopardize his position.

He's been doing a full load of five courses since the end of August, and it's been gruelling. On Thursday, he was only starting to study for an exam he would write on Friday — certainly not something that's normal for the hardworking student who is a civil engineer and has an internship lined up at Fraser Milner Casgrain LLP to do construction law.

"It's been overwhelming," Rochon-Massicotte said. "We've even had classes during exam time."

Fellow UQÀM law student Leonie Gagné said the semester has been non-stop work, classes on Friday nights and Saturdays and high-pressure situations, like on Saturday when she will write an exam worth 100-per-cent of her mark.

"I don't even know if my marks have suffered or not because I've had only one evaluation," Gagné said. "I studied really hard and I'm hoping for the best. These grades will stay with me forever."

The arduous makeup sessions have been the price students had to pay for months of boycotting classes to oppose a tuition hike of \$254-a-year for seven years.

At UQÀM, the university hardest hit by the tuition dispute, there are 27,000 students, of 40,000 in total, taking makeup sessions this fall. At the Université de Montréal, there are 9,000 of 45,000 students taking makeup classes.

At the CEGEP level, there are 60,000 students in 14 public colleges making up classes, and Judith Laurier, director of communications for the Fédération des CEGEPs, said it has been intense but has gone smoothly.

There were similar sentiments at the university level. Jenny Desrochers, interim director of media relations at UQÀM, said it was "difficult for

everyone" but the university tried to offer as much assistance as possible.

UQÀM will have a further compression with the fall semester, which begins on Oct. 1 but will end before Christmas, cramming 15 weeks of work into 12 weeks. But the effects of the student boycott will have an even more lasting effect on the U de M campus, where the fall semester will stretch till Jan. 18, meaning students may have work to do over the Christmas break, and the year will end about two weeks late as well.

And while not denying how difficult it has been, students who supported the protest at least believe their sacrifice paid off.

"It has been very intense and problematic," said Nicolas Lavallée, a third-year political science student at U de M. Despite having only two courses to make up, he said it's been very stressful and difficult for everyone.

"But I have no regrets about the strike because we were victorious," he said. "We're paying the price, but at least we succeeded."

RADIO-CANADA / GATINEAU: Un professeur de l'UQO arrêté lors d'une manifestation demande des explications – Mise à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 18 h 04 HAE



Le professeur Thibeault Martin en compagnie de la présidente du syndicat des professeurs, Louise Briand

Un professeur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) demande une enquête sur son arrestation, survenue en avril dernier, lors de la crise étudiante. Thibault Martin croit que son arrestation était arbitraire et injustifiée.

Le sociologue, titulaire d'une chaire de recherche, [a été arrêté puis accusé le 17 avril](#), alors qu'il allait chercher un livre à son bureau. La Couronne a laissé tomber, mercredi, l'accusation [d'entrave au travail des policiers](#) qui pesait contre lui.

Thibault Martin indique avoir été en faveur de la grève étudiante, mais il soutient n'avoir jamais incité les étudiants à défier l'injonction. Il demande maintenant des explications.

« Je voudrais qu'il y ait une enquête, conduite de façon indépendante, pour faire toute la lumière sur les raisons de

l'arrestation. Qui a demandé à ce qu'on m'arrête? »
Thibault Martin, professeur de l'UQO



Photo : Patrick Pilon

Manifestation à l'intérieur du pavillon Lucien-Brault à l'UQO (archives)

Le professeur n'exclut pas la possibilité d'avoir recours aux tribunaux afin d'obtenir un dédommagement.

De son côté, le syndicat des professeurs de l'UQO a déposé une série de griefs. La présidente, Louise Briand, demande aussi à la direction de l'Université d'enlever les caméras de sécurité qui ont été installées pendant l'été. De plus, le syndicat réclame toujours la démission du recteur Jean Vaillancourt.

L'UQO n'a pas voulu réagir aux déclarations de Thibault Martin et du syndicat des professeurs.

Remboursement demandé

Par ailleurs, la Ville de Gatineau attend toujours des nouvelles du gouvernement du Québec pour le remboursement des frais engendrés pendant le conflit étudiant.

Le maire Marc Bureau a confirmé qu'une nouvelle demande à été envoyée aux fonctionnaires provinciaux.

La Ville réclame 667 588 \$ à Québec pour les heures supplémentaires effectuées par les policiers, le nettoyage ainsi que le remplacement de biens municipaux, dont des panneaux de signalisation.

Avec les informations de René Hardy.

Les commentaires (2)

Envoyé par [Marc Desjardins](#) de Ottawa, 28 septembre 2012 à 12 h 54 HAE

Le lien entre la police et le politique semble de moins en moins légitime.

28 septembre 2012 à 10 h 40 HAE, Ce matin là, l'atmosphère était tendue entre les murs de l'UQO. Alors que tout le monde était fébrile, les policiers ce sont mis à marcher dans les corridors tel des soldats pour intimider n'importe qui qui aurait l'intention d'échauffer les esprits. Pour une raison inconnue, ils se sont déplacés à l'étage, lieu serin où rien ne laissait prévoir ce qui était pour arriver. Sans raison valable, les policiers qui se sont rendus dans ce secteur où aucun étudiant (pour la grève ou non) se trouvait pour s'en prendre au professeur Martin sous les yeux du secrétaire de l'UQO Luc Maurice. En aucun temps il y avait une manifestation à ce moment dans les murs de l'UQO. Bien entendu, le geste innocent des policiers ont déclenchés toute une journée de colère et de haine envers l'administration de l'UQO.

LE DROIT: Crise étudiante: un prof de l'UQO arrêté réclame une enquête - Publié le vendredi 27 septembre 2012 à 09h17



Archives, LeDroit

Thibault Martin

Jonathan Blouin, Le Droit

La Couronne a finalement laissé tomber, jeudi, l'accusation qui pesait contre le professeur de

l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Thibault Martin, arrêté le printemps dernier lors de la crise étudiante.

Soulagé, le sociologue réclame maintenant une enquête indépendante pour faire la lumière sur les événements qui ont marqué la région.

Le 17 avril dernier, ce titulaire d'une chaire de recherche a été menotté et accusé d'entrave au travail des policiers en tentant d'aller chercher un livre à son bureau.

En faveur de la grève, il soutient avoir agi de manière raisonnable, qualifiant son arrestation d'arbitraire et d'injustifiée.

« Je n'ai jamais porté le carré rouge, je n'ai jamais encouragé les étudiants à défier l'injonction », a-t-il expliqué pour la première fois depuis son arrestation, entouré d'une vingtaine de collègues.

Il n'exclut pas la possibilité d'intenter des poursuites. Il affirme aussi être encore profondément déçu de l'attitude de la haute direction, qui n'a jamais communiqué avec lui. « Le rôle de l'administration est de défendre l'intégrité du corps enseignant, défendre l'intégrité des étudiants. Ils ont failli à leur rôle et pour ça, à un moment donné, ils devront rendre des comptes ».

« Les administrateurs sont des gens qui jouissent d'un certain prestige, qui ont un rôle social et avec ça vient la responsabilité. Si je fais une erreur, je peux perdre mon emploi », ajoute-t-il. De son côté, la présidente du syndicat des professeurs de l'UQO, Louise Briand, continue de dénoncer les nouvelles caméras de surveillance installées dans les couloirs des bureaux des professeurs de certains départements.

Elle soutient toujours que le recteur Jean Vaillancourt a indiqué à plusieurs professeurs, à la fin

du mois d'août, que l'installation de ces nouvelles caméras était directement liée à la loi spéciale ayant découlé du projet de loi 78. « Les caméras visent précisément les portes des professeurs et ça pour nous c'est inacceptable », peste-t-elle. Sans nier cette déclaration, le porte-parole de l'UQO a cependant voulu la remettre en contexte, hier après-midi. « Ce sont des propos qui ont été pris dans le cadre d'une réunion. Il ne faut pas le prendre au pied de la lettre », a précisé Jean Boileau. Il ajoute que le bon de commande de ces caméras date du 22 février, soit bien avant le début des événements du printemps dernier. « Le recteur a expliqué que ça pouvait aussi servir dans le cadre de la loi 12, mais pas uniquement à cette fin. » Le pont entre de nombreux professeurs et la haute direction est loin d'avoir été rebâti. Plusieurs griefs seront débattus au cours des prochains mois. Appelée à commenter le départ prochain du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Denis Dubé, la présidente du syndicat des professeurs estime que « c'est une perte pour le syndicat ». « J'ai le sentiment qu'on a jeté le bébé, mais pas l'eau du bain ».

THE GAZETTE : UQAM law students want referendum – Thursday, September 27, 2012

By Karen Seidman, MONTREAL — There's a new push for separation through a referendum — but don't start groaning yet. Law students at UQAM were frustrated during the student boycott last winter and spring that they couldn't vote autonomously on something as important as whether or not to attend classes. Law students voted twice in April to end the boycott of classes that threatened their semester. Both times, the political science and law association that represents them refused to let them act independently of the larger association, and they were forced to miss classes they wanted to attend. So now law students are pushing to have a referendum in October that will ask students if they want to have their own association, or remain part of the larger political science association. While they have no guarantees the political science association will honour their vote, which will be done by secret ballot, student Gabriel Rochon-Massicotte said if there's a strong vote to separate, negotiations will have to follow. "It was really frustrating because it was clear law students wanted to go back to school before the semester was suspended," he said. Law student Leonie Gagné said law students wouldn't be struggling with a gruelling makeup session now if they had had their own association. "This wouldn't have happened if we were independent," she said. "If we don't separate (from political science), no one will want to come to UQAM law anymore."

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | Cours : Au bout du rouleau - Des étudiants doivent suivre des cours au cégep et à l'université - Publié le: mercredi 26 septembre 2012, 22H08 | Mise à jour: mercredi 26 septembre 2012, 23H34

VIDÉO : En raison du retard accumulé pendant la grève étudiante, Emilio Fugarolas se retrouve avec huit cours: cinq à l'Université McGill et trois au cégep Montmorency, 26 septembre 2012, Journal de Montréal

Abandons à profusion

Beaucoup de cégépiens choisissent d'abandonner ou d'annuler des cours afin de ne pas se retrouver avec un échec, affirme la Fédération des cégéps.

« Toutes les fins de session sont stressantes, mais d'ions que celle-ci l'est davantage », explique le PDG de la Fédération des cégéps, Jean Beauchesne.

Selon lui, il est difficile d'évaluer à ce stade-ci combien de cégépiens ont abandonné des cours pendant la session de rattrapage de l'hiver 2012.

« On sait, par contre, que pour éviter d'avoir un échec, certains étudiants qui ont plusieurs cours choisissent d'en annuler un ou deux afin de mieux réussir les autres. C'est sage de leur part », évalue M. Beauchesne.

Lazlo Bonin, un étudiant en sciences informatiques du Collège Bois-de-Boulogne, estime pour sa part que les abandons de cours seront, en bout de course, beaucoup plus nombreux que lors d'une session normale.

« J'ai vu plusieurs étudiants abandonner certains cours, car ils étaient trop stressés et avaient trop de travail », indique-t-il.

« Certains ne peuvent même plus travailler et sont forcés de retourner chez leurs parents, parce qu'ils ne peuvent plus payer leur loyer. »

Quant à l'Université de Montréal, on y dénombre jusqu'à maintenant 1 300 cours abandonnés par les quelque 9 000 étudiants qui parachèvent actuellement leur session d'hiver.

Dans les autres universités, le bilan n'est pas encore terminé.

Sarah-Maude Lefebvre

En raison du retard accumulé pendant la grève, plusieurs étudiants sont forcés d'étudier en même temps au cégep et à l'université, une situation « infernale » qui n'est pas sans avoir des impacts sur leur rendement académique.

Émilio Fugarolas suit présentement huit cours : trois au Cégep Montmorency et cinq à l'Université McGill.

L'étudiant de 20 ans, qui complète actuellement sa session d'hiver 2012, a eu toute une surprise au mois d'août dernier lorsqu'il a appris que l'Université McGill ne retarderait pas le début des cours, comme l'offraient d'autres universités.

« Je ne m'attendais pas à ça, a-t-il confié au Journal. J'étais certain que l'administration de l'université accommoderait les étudiants touchés par la

Afficher 15 commentaires (Montréal)

Ricg77956 1 commentaire masqué

La Loi 12 n'existe plus, elle a été abolie suite à l'élection du Gouvernement Marois donc le nouveau ministre de l'éducation supérieure M. Pierre

Duchesne ne peut se référer à certaine clause de la Loi 12 puisqu'elle est abolie

09/28/2012 02:19 PM

Ricg77956 9 commentaires masqués

Pour tous ceux qui ont fait le boycott et (non pas la grève car ce ne sont pas des travailleurs

Cours supplémentaires

M. Fugarolas est loin d'être le seul dans cette situation. Peu touchées par la grève étudiante, l'Université McGill et l'Université Concordia ont décidé de ne pas offrir de session de rattrapage, et de commencer les programmes d'automne à la date habituelle.

Selon l'administration de Concordia, environ 105 étudiants suivent présentement des cours à la fois au cégep et à l'université.

Du côté de McGill, quelque 300 étudiants proviennent de cégeps touchés par le boycottage. Pour la majorité d'entre eux, l'université a mis en place des mesures, dont des cours supplémentaires qui seront offerts à partir du mois d'octobre.

Toutefois, certains n'ont pas le choix de terminer leur cégep en même temps que débute leur session universitaire.

« Ça prend un certain volume d'étudiants pour commencer un programme plus tard qu'à la date prévue. Là où c'était possible d'accommoder des étudiants, nous l'avons fait. Mais certains ont dû reporter le début de leur baccalauréat à janvier », affirme la porte-parole de l'Université McGill Julie Fortier.

Stress

Cette situation est une énorme source de stress pour Émilio Fugarolas. « Depuis la deuxième semaine de la session de rattrapage, je ne vais pratiquement plus à mes cours au cégep. Je n'arrive pas à tout faire. Je lis les notes de cours sur Internet. C'est plate, mais je vais devoir sacrifier mes notes du cégep et me contenter de passer mes cours », affirme-t-il.

Inscrit à un baccalauréat en sciences politiques, il doit aussi se résoudre à piger dans son prêt étudiant pour assurer sa subsistance. « Je ne peux travailler que 10 heures par semaine », dit-il.

Critique

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a interpellé à ce sujet le nouveau ministre de l'Éducation supérieure, Pierre Duchesne, lors d'une conversation téléphonique la semaine dernière.

« La première session universitaire est critique pour la poursuite des études. Or, les conditions sont loin d'être idéales pour plusieurs étudiants. Les universités fautives ne semblent pas comprendre que c'est un problème », affirme Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

De son côté, le PDG de la Fédération des cégéps, Jean Beauchesne, rappelle qu'il appartient aux universités de « prendre toutes les mesures pour ne pas pénaliser les étudiants. C'est écrit dans la loi 12. Pour nous, l'obligation va jusque-là. »

syndiqués) de leurs études et je dis bien ceux qui ont appuyés ce boycott, devraient avoir un échec et reprendre au complet leur cour; un diplôme à rabais ça ne devrait jamais existé. C'est à eux et à eux seule d'assumer les conséquences de leurs gestes



Pour tous ceux qui n'ont pas appuyés ce boycott, les universités et cégep devraient tout mettre en oeuvre pour aider au maximum les étudiants à terminer leur session à cause d'événement dont ils ne sont pas responsables.

[09/28/2012 02:12 PM](#)

simon_bourassa 8 commentaires masqués

On dit bel et bien "grève étudiante", référez-vous au Petit Robert.

[09/28/2012 04:30 PM](#)

Ricg77956 1 commentaire masqué

J'ai été syndiqué assez longtemps pour savoir ce que c'est une grève pour y avoir déjà participé et j'ai été syndiqué assez longtemps pour savoir ce qu'est une convention collective aussi.

je n'ai besoin aucunement de vous ou du Petit Robert pour m'instruire; mais à votre intention personnelle lisez ce qui est en caractère gras au bas de ce commentaire; je vous ai écouté je me suis référer.

Vous aurez l'occasion de voir comme je suis docile.

Qui est l'employeur des étudiants?

Quel est le nom du syndicat qui représente les mouvement des étudiants? Trouvez-moi et expliquez-moi la convention collective décrivant les conditions si on peut dire ainsi éducatives des étudiants 1- salaire, vacances, assurances salaire maladie, bénéfices marginaux, retraite...etc...) puisque ce n'est pas du travail

Quand vous aurez répondu à ces questions:

Après cela je pourrais appelé ça une grève

Grève selon le Petit Robert: Cessation collective et concerté du travail par des salariés

(Droits de grève. Être en grève. Faire la grève, se mettre en grève....etc...etc...

Boycott selon le Petit Robert: Cessation volontaire de toutes relations avec un individu, un groupe, un pays afin d'exercer une pression ou par représailles.

Une pomme, s'appelle une pomme pas une patate.

[09/28/2012 06:17 PM](#)

Guillaume Lacelle 6 commentaires masqués

Je deteste me faire dire par des gens comme lui que je n'ai pas le droit de greve quand je payes obligatoirement chaque annee la somme requise pour etre dans une association etudiante dont les professeurs, administrateurs, recteurs, doyens appellent "syndicat etudiant".

[09/28/2012 05:12 PM](#)

Ricg77956 3 commentaires masqués

Les professeurs eux sont syndiqués, ils sont là pour vous instruire et non vous induire en erreur.

Vous participez à une association étudiante et

non à un syndicats; c'est biens de vous unir et de vous faire entendre mais il faut le faire de bonne façon mais certainement pas de la façon employée au printemps dernier.

[09/28/2012 08:53 PM](#)

Guillaume Lacelle 2 commentaires masqués

Le probleme reste le meme, le montant a verser est obligatoire. Il n'est pas revoquable. De plus quels moyens souhaiter vous que les manifestants utilisent pour se faire entendre?

[09/29/2012 01:35 PM](#)

Ricg77956 1 commentaire masqué

Je veux bien croire que le montant à verser est obligatoire mais vous faites partie d'une association étudiante dont les soit-disant portes-parole disent que c'est l'assemblée qui décide qu'il n'ont aucun pouvoir de décision; dans tout mouvement bien structuré, il y a une constitution qui établit les règles à suivre et à ce que je sache ça doit être le membre qui établissent et peuvent au besoin modifier ces règles et c'est à vous de le faire.

Pour ce qui est des moyens de pressions en tant qu'étudiants c'est à vous de trouver des moyens créatifs et efficace pour vous faire entendre, mais préconiser la désobéissance civil comme ce fut le cas, l'usage de casseurs, le non respect des Lois et des injonctions, brimer les droits de ceux qui ne sont pas d'accord avec vos idées et décision, comme ce fut le cas au printemps dernier, ce n'est pas une solution. Par contre l'usage des médias tel journaux, télévision émissions d'affaires publiques, utilisation honnête et constructive des réseaux sociaux, activités de sensibilisation publique dans le respect des Lois et règlements municipaux et provinciaux sont

autant de moyens mis à votre disposition pour vous faire entendre; lors d'activité de sensibilisation publique, il est important d'avoir le contrôle total sur cette activité afin d'éviter toutes formes de violence et de saccages; ce genre de méfaits ne vous aide en rien bien au contraire ils sont une nuisances à vos revendication

[09/30/2012 12:56 PM](#)

Ricg77956 1 commentaire masqué

En passant si vous savez lire, je n'ai jamais écrit que vous n'aviez pas de droit le droit de grève pas plus que vous n'aviez pas le droit de quoi que ce soit. Pourtant si vous payez des sommes pour être dans une association étudiantes c'est que vous allez au cegep ou à l'université donc vous devez savoir lire et un conseil avant de signé et de payé, lisez bien ce que vous faites.

[09/28/2012 06:48 PM](#)

Ricg77956 1 commentaire masqué

Donnez moi le nom de votre accréditation syndicale et son numéro d'enregistrement ainsi qu'une convention collective.

Après cela je pourrai arrête de vous dire que vous faite du boycott et non une grève et tel que je l'ai fait suite au conseil de simon_bourassa, consultez le Petit Robert sous le mot Grève et le mot Boycott; ça vous instruira peut être

[09/28/2012 06:32 PM](#)

Marc-Antoine 1 commentaire masqué

Je suis d'accord avec Mannix23. Il m'importe peu que ceux qui étaient en faveur de la grève réalisent maintenant les conséquences de leur geste. C'est trop tard et il fallait y penser.

Comptez-vous déjà chanceux qu'on n'ait pas carrément annulé tout ça quitte à reprendre au complet au printemps prochain. Imaginez-vous maintenant les effets d'avoir perdu une année de salaire à cause de votre grève. Car si vous perdez une année sur le marché du travail, ce sera la dernière, probablement une des plus payantes et non la première...À moins que vous ne pensiez qu'on devrait tout de suite compenser pour ça en diminuant vos impôts? LOL

[09/28/2012 12:40 PM](#)

Mannix23 2 commentaires masqués

Dommage pour ceux qui n'étaient pas en faveur de la greve.....pour les autres on en a vraiment rien a foutre de vos lamentations.

[09/27/2012 09:53 AM](#)

simon_bourassa 1 commentaire masqué

On a rien à fouttre des mous qui préféraient se laisser manger la laine sur le dos plutôt que de manifester.

[09/28/2012 04:31 PM](#)

Michel Castilloux 1 commentaire masqué

Ils ont voulu faire la grève aussi longtemps, qu'ils mettent la main à la pâte maintenant. L'Institution a des responsabilités certes, tant que ça ne brime pas la situation des nouveaux étudiants. L'utopie n'existera jamais dans de telles institutions! Il fallait s'y attendre.

Rien ne s'obtient, sans sacrifice.

"Le sacrifice de soi est la condition de la vertu." - Aristote

[09/27/2012 09:25 AM](#)

Michel150657 1 commentaire masqué

" Inscrit à un baccalauréat en sciences politiques, il doit aussi se résoudre à piger dans son prêt étudiant pour assurer sa subsistance." Je pensais que c'était ce à quoi devait servir les prêts et bourse, que suis-je donc naïf!

[09/27/2012 07:20 AM](#)

LE SOLEIL : Annulation des droits de scolarité: Duchesne ne peut préciser les compensations aux universités - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 16h44 | Mis à jour le mercredi 26 septembre 2012 à 20h51



Photo Olivier Pontbriand, La Presse
Pierre Duchesne

Michel Corbeil, Le Soleil (Québec) Pierre Duchesne ne peut dire, pour l'instant, si le ministère de l'Enseignement supérieur qu'il dirige remboursera aux universités

75 % du financement perdu par l'annulation de la hausse des droits de scolarité.

À son arrivée au Conseil des ministres, mercredi en matinée, le ministre Duchesne a répondu qu'il est ouvert à discuter de la proposition faite, la veille, par le recteur de l'Université Laval.

En entrevue au *Soleil*, Denis Brière a réclamé une compensation couvrant 75 % des sommes promises par le précédent gouvernement du libéral Jean Charest, en vertu d'un relèvement des droits d'accès aux études supérieures. Le recteur a évalué cette somme à 6 ou 7 millions \$.

«Nous sommes à faire les calculs», a indiqué Pierre Duchesne. «Cela fait partie des discussions avec les recteurs» de l'ensemble des établissements universitaires. «Vous comprendrez que je n'ai pas évalué les pourcentages» du dédommagement qui sera arrêté, a-t-il ajouté.

De son côté, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec a sursauté en apprenant le montant réclamé par le recteur de l'Université Laval. Martine Desjardins juge que celui-ci devrait faire le ménage dans sa propre cour avant de se plaindre et de demander de l'argent au gouvernement. Elle vise certains de ses «choix déplacés», telles sa récente augmentation de salaire de 100 000 \$ en un an et l'implantation d'un portail étudiant à un coût de plusieurs millions de dollars.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec - la CREPUQ - évalue le manque à gagner à 40 millions \$ pour le réseau de l'enseignement supérieur. La CREPUQ n'a cependant pas chiffré ce qu'elle réclame du gouvernement de Pauline Marois.

Avec la collaboration de Marie-Pier Duplessis

LE SOLEIL : Droits de scolarité: L'Université Laval espère une compensation de 75% - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 05h00



Photothèque Le Soleil, Jocelyn Bernier
Le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, évalue le déficit «entre 6 et 7 millions \$» pour l'année financière en cours.

Marie-Pier Duplessis, Le Soleil

(Québec) Pour parvenir à l'équilibre budgétaire, l'Université Laval espère recevoir du gouvernement une compensation financière équivalant aux trois quarts des pertes encourues par l'annulation de la hausse des droits de scolarité. L'établissement compte ensuite sur l'augmentation de l'effectif étudiant pour combler le reste du manque à gagner.

Tel que le révélait *Le Soleil* la semaine dernière, l'annulation de la hausse des droits de scolarité annoncée jeudi occasionne des trous dans les

budgets universitaires, qui avaient été bouclés ce printemps en fonction du paiement additionnel de 254 \$ par étudiant. À l'Université Laval, le recteur Denis Brière évalue ce déficit «entre 6 et 7 millions \$» pour l'année financière en cours.

Le gouvernement Marois a déjà annoncé qu'il allait verser une compensation aux différents établissements pour amenuiser les effets de sa décision. Or, ce montant demeure inconnu pour l'instant. «On est un petit peu dans le flou», signale M. Brière, rencontré en marge du premier conseil universitaire de la rentrée. Celui-ci convient que la compensation ne pourra jamais couvrir 100 % du déficit occasionné. «Naturellement, on aimerait avoir le montant complet, sourit-il. Mais je pense que ça ne serait pas réaliste. On pense peut-être [à] 70 % ou 75 %.»

Équilibre budgétaire

S'il espère retirer plus ou moins 4,5 millions \$ de la part du gouvernement, M. Brière a bon espoir d'atteindre l'équilibre budgétaire grâce aux revenus supplémentaires engendrés par l'augmentation de l'effectif étudiant. Aucune coupe de personnel n'est donc envisagée pour l'instant.

«On avait prévu au budget une hausse [de l'effectif] de 1,3 %. Alors tout ce qui est en haut de ça vient compenser», explique le recteur, certain que le taux dépassera cette prévision. «Maintenant, est-ce que ça va être 1,5 %, 2 %, 3 %? On

ne le sait pas.» On sait seulement qu'au cours des cinq dernières années, l'effectif étudiant a bondi de 7,4 %. À titre indicatif, chaque augmentation de 1 % permet à l'Université d'engranger environ 2 millions \$ supplémentaires.

Inquiétude à long terme

Le recteur de l'Université Laval, qui s'est fait réélire pour un second mandat en mai, s'est toutefois montré moins confiant en ce qui a trait aux prochains exercices financiers. Il sait très bien qu'il ne pourra pas toujours compter sur un nombre grandissant d'inscrits pour gonfler les coffres de son établissement étant donné les prévisions démographiques à la baisse.

«Ça a l'air qu'on va régler 2012-2013, mais on ne sait pas ce qui va se passer après. Moi, je ne peux pas engager des professeurs [en me basant] sur une augmentation d'une année, parce qu'on engage des professeurs sur 30 ans. C'est à long terme. Ça nous prend une vision d'au moins 5 à 7 ans», soutient M. Brière.

Par ailleurs, les étudiants de l'Université Laval ont commencé à recevoir ces derniers jours leur facture pour la session actuelle. La direction lavalloise a en effet retardé la facturation de quelques jours afin d'éviter d'avoir à rembourser certains étudiants qui auraient payé 254 \$ en trop.

LA PRESSE : Trimestre condensé: des étudiants à bout de souffle - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 00h00 | Mis à jour le mercredi 26 septembre 2012 à 06h19



Photo: Ninon Pednault, La Presse
Plusieurs étudiants entrent à l'université dès 8h le matin pour n'en ressortir que tard le soir. Certains ont des cours jusqu'à 21h le vendredi. D'autres, le samedi.

Pascale Breton, La Presse

Après sept mois de grève et de suspension des cours, des milliers d'étudiants terminent cette semaine leur trimestre d'hiver. Une période intense marquée par la fatigue, le stress et l'incertitude.

En plus d'avoir un trimestre condensé et des cours six jours par semaine, il faudrait aussi qu'Amélie se dédouble. Deux de ses cours sont donnés en même temps.

Aux prises avec des conflits d'horaire du genre, beaucoup d'étudiants ont dû abandonner un cours. D'autres, comme Amélie, tentent de concilier les deux.

Ils assistent à une portion du cours avant de se rendre en vitesse assister à la fin de l'autre. Ils complètent la matière avec les notes de cours prêtées par des amis. En plus des cours, il y a aussi les lectures à faire, les travaux de recherche à mener et les examens.

«J'essaie d'assister à tous mes cours, mais pour les lectures, je n'y arrive pas. Dans un seul de mes cours, je dois lire 80 pages par semaine», relate Amélie, qui étudie en histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

La pression est grande. La fatigue aussi. «La semaine dernière, j'étais tellement stressée que

j'avais toujours envie de pleurer», confie la jeune femme.

Pour y arriver, plusieurs ont abandonné des cours. Les étudiants qui ont conservé cinq cours semblent rares. Plusieurs entrent à l'université dès 8 h le matin pour n'en ressortir que tard le soir. Certains ont des cours jusqu'à 21 h le vendredi. D'autres, le samedi.

Les nuits sont courtes

«Depuis deux semaines, je constate que mes étudiants lisent de manière très opportuniste, c'est-à-dire qu'ils font leurs lectures en fonction des questions qui seront dans l'examen», constate Patrick Forget, professeur de droit à l'UQAM. Pour les professeurs, surtout les plus jeunes qui en sont à leurs premières expériences, le calendrier condensé demande aussi beaucoup de préparation. «Je travaille certainement de 10 à 12 heures par jour, 6 ou 7 jours par semaine. C'est beaucoup de travail, mais c'est encore bien pire pour les étudiants», ajoute M. Forget.

Le nez plongé dans ses livres, Aurélie Roberge tente de mémoriser sa lecture. Elle a les traits tirés. «On est en mode survivre plutôt que vivre», lance cette étudiante de deuxième année en relations internationales et droit international. Comme elle, des dizaines d'étudiants sont attablés aux nombreuses tables du pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM, les yeux rivés sur leurs notes. À la bibliothèque des sciences juridiques, un silence monacal règne. Devant un ordinateur, une étudiante s'énerve. La tension se lit sur son visage.

Pour soutenir les étudiants, l'UQAM a diffusé sur son site internet une «trousse d'aide pour le retour en classe». Conçu par l'équipe des Services-conseils qui offre du soutien psychologique et de l'aide à l'apprentissage, ce guide aide les étudiants à gérer leur temps et leur stress en ce trimestre condensé.

«Entre le 26 août et le 11 septembre, cette trousse a été téléchargée plus de 7000 fois, ce qui démontre sa pertinence et son utilité», constate la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. Il est trop tôt, cependant, pour évaluer si plus d'étudiants qu'à l'habitude sont venus en

personne demander du soutien psychologique et académique.

Chose certaine, devant la demande évidente, l'administration prépare actuellement une nouvelle trousse pour le trimestre d'automne qui débute lundi et qui sera, lui aussi, plus court qu'à l'habitude. Le trimestre s'échelonne sur 12 semaines au lieu des 15 habituelles.

Beaucoup de stress à l'Université de Montréal

La situation est aussi tendue à l'Université de Montréal. «Je vois des gens autour de moi craquer et céder à la panique. La charge de travail est trop importante», dit Justine Gervais-Chapleau, finissante au baccalauréat en histoire de l'art.

Elle-même vit difficilement ces dernières semaines. Son cours d'anthropologie a été annulé en raison de la grève. Elle devra vraisemblablement terminer son baccalauréat tout en commençant sa maîtrise.

«Pour l'instant, j'ai la chance d'être excitée par l'idée de faire ma maîtrise. Ça me porte et ça me permet de passer par-dessus les moments de découragement», dit-elle.

Avec les manifestations quotidiennes et les réunions de toutes sortes, les huit derniers mois ont été «physiquement et mentalement exigeants» pour les étudiants en grève, rappelle Justine qui s'est impliquée au sein de son association étudiante.

Le corps professoral a aussi vécu difficilement les derniers mois, rapporte le président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal, Jean Portugais.

Les interventions policières sur le campus, survenues lors de la reprise des cours à la fin du mois d'août, ont laissé des cicatrices. «Les conséquences sont toujours là. Les professeurs ont été profondément perturbés», affirme M. Portugais.

Des plaintes ont été formulées à la Commission de la santé et de la sécurité du travail à la suite de ces événements.

LA PRESSE : Du bourrage de crâne, disent des étudiants - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 00h00



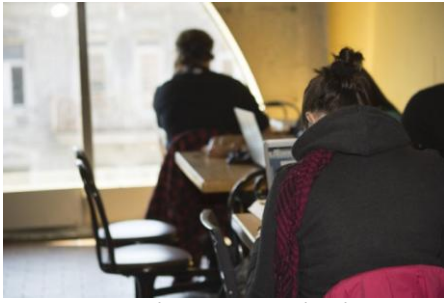


Photo: Ninon Pednault, La Presse

C'est la course contre la montre et contre la fatigue dans les cégeps et les universités touchés par la grève étudiante de l'hiver et du printemps derniers.

Pascale Breton, La Presse

Bien que leurs professeurs condensent les cours le plus possible pour présenter toute la matière prévue, des étudiants se disent conscients d'avoir une formation au rabais parce qu'ils sont incapables d'assimiler autant de matière en si peu de temps.

Plusieurs se préparent à avoir des notes plus basses qu'à l'habitude. «Nous allons en pâtir. Je suis en train de demander une remise pour mes travaux parce que je considère que je ne réussirai pas à rendre un travail de qualité universitaire», raconte Justine Gervais-Chapleau, finaliste en histoire de l'art à l'Université de Montréal.

D'autres songent à abandonner leurs cours si le résultat n'est pas à la hauteur de leurs attentes. À l'Université du Québec à Montréal, les étudiants ont jusqu'au 30 septembre, soit après la fin du trimestre, pour abandonner un cours sans mention d'échec.

«Beaucoup attendent de voir leurs notes pour décider s'ils annulent un cours», affirme Daniel Crespo, coordonnateur général de l'Association facultaire des étudiants en science politique et en droit, faculté particulièrement éprouvée par la grève.

C'est paradoxal quand l'on se rappelle les enjeux de la grève, souligne Amélie, étudiante en histoire à l'UQAM. «On se bat contre une éducation au rabais et on doit maintenant assimiler la matière de façon si rapide qu'on la recrache dans les examens et on ne retient rien.»

Les professeurs sont conscients de la situation. «Les étudiants ne pourront pas s'engager autant dans leurs travaux. C'est vrai aussi qu'il y a plus d'abandons. Les notes risquent d'être moins élevées», indique le président du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Jean-Marie Lafortune. Le calendrier du trimestre donne l'impression que l'éducation est une simple marchandise, comme s'il suffisait de condenser des blocs d'heures de cours, déplore pour sa part le président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal, Jean Portugais.

«Comme si on pouvait comprimer à la demande et que les cerveaux allaient suivre», lance M. Portugais en ajoutant que cette grève servira certainement de «laboratoire» pour certains professeurs qui voudront en étudier les conséquences.

«C'est certain qu'il y a des conséquences de baisse de qualité malgré les efforts supplétifs de tout le monde. Dans certaines matières, vous ne pouvez pas assimiler au-delà d'un certain nombre de choses dans une certaine durée», ajoute-t-il.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Annulation de la hausse : Plus de 10 millions \$ à rembourser - Publié le: mardi 25 septembre 2012, 17H36 | Mise à jour: mardi 25 septembre 2012, 17H54

Claudia Néron / Agence QMI

Certaines universités québécoises n'ont pas attendu le résultat des élections du 4 septembre avant d'appliquer la hausse des droits de scolarité. Par conséquent, plus de 85 000 étudiants ont payé jusqu'à 127 \$ en trop pour leur session d'automne.

C'est donc un montant maximum de 10,8 millions \$ qui devra être remboursé ou crédité au cours des prochaines semaines.

La situation touche principalement les universités Concordia, McGill et l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Dans ces universités, on offrira aux étudiants deux options : un remboursement immédiat des droits de scolarité payés en trop ou un crédit sur les frais d'une prochaine session.

Pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), il s'agit d'un exemple de mauvaise gestion.

«À la base, si on avait été patients, on aurait évité tous ces dédales administratifs. On risque de voir de plus en plus d'étudiants défiler pour obtenir leur remboursement et peut-être devoir gérer des plaintes si les délais sont trop longs. D'ailleurs, on a demandé une rencontre avec le ministre de l'Éducation supérieure dès la semaine prochaine pour s'assurer que tout se passe

bien», a affirmé Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Les porte-parole des universités concernées ne croient pas que ces manipulations administratives deviendront insoutenables.

«Inévitablement, ça fait une tâche de plus, a dit le directeur des affaires publiques de l'UQAC, Jean Wauthier. Est-ce qu'on aura besoin de payer du temps supplémentaire? Je ne pense pas, mais s'il le faut, on le fera. C'est sûr que l'on a 6800 étudiants et non pas 45 000, mais je ne pense pas que ça devienne réellement problématique.»

De son côté, l'Université de Montréal (UdeM) a plutôt choisi de repousser la date de facturation en attendant l'issue des élections.

«Comme le début de la session d'automne chez nous n'avait lieu que le 1er octobre en raison de la grève étudiante du printemps, on pouvait se permettre de remettre à plus tard l'envoi des factures», a expliqué Mathieu Fillion, porte-parole de l'UdeM.

Le revirement de situation sur la question des droits de scolarité a tout de même entraîné des coûts supplémentaires, car l'établissement a dû réimprimer l'ensemble de ses 50 000 factures une fois la hausse annulée.

«Oui, nous avons imprimé 50 000 documents pour rien, mais nous avons choisi de ne pas les acheminer aux étudiants pour ne pas transmettre d'informations erronées et éviter de payer les frais, beaucoup plus élevés, des timbres et des enveloppes», a soutenu M. Fillion.

Un manque à gagner de 48 millions \$ pour les universités

L'annulation de la hausse des droits de scolarité pour les 270 000 étudiants universitaires de la province va créer un manque à gagner de 48 millions \$ dans les coffres des universités québécoises.

Déjà, à l'UQAC, le montant associé à la hausse avait été ajouté dans la colonne des revenus au budget 2012-2013.

Son annulation crée donc un manque à gagner de 1 million \$. Or, la direction de l'université ne s'inquiète pas. «Mme Marois a aussi annoncé qu'elle allait combler ce trou budgétaire pour répondre aux besoins criants des universités», a dit Jean Wauthier.

Et, comme le gouvernement souhaite tout de même maintenir la bonification du régime de prêts et bourses, c'est 17,2 millions \$ qui se retrouveront dans la colonne des dépenses dans le premier budget Marceau.

[Afficher 19 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Un documentaire sur le conflit étudiant au FNC - Publié le mardi 25 septembre 2012 à 17h25

Mélanie Marquis, La Presse Canadienne, Montréal
Le cinéaste canadien Rodrigue Jean (*Full Blast*, *Yellowknife*, *Hommes à louer*) présentera en grande première, le 18 octobre, son documentaire sur le conflit étudiant.

Le long métrage, tourné dans les rues de Montréal au printemps dernier pendant les manifestations étudiantes, porte le titre provisoire «Insurgence».

Il sera projeté au cinéma Impérial dans le cadre du Festival du nouveau cinéma (FNC), qui se réjouit de cette prise.

«Vraiment, on va avoir tous les points de vue, et surtout, vivre une manifestation de cette enver-

sure-là, mais en plein coeur des manifestants. Pas autour. Il n'y a rien de ce qu'on a pu voir à la télévision qui est aussi fort et aussi poignant que ça. C'est magnifique», résume le directeur général du FNC, Nicolas Girard Deltruc.

L'oeuvre tournée en haute définition permettra au public de «prendre du recul» par rapport à la crise qui a secoué le Québec et qui a ultimement mené au déclenchement des plus récentes élections, d'après M. Girard Deltruc.

Rodrigue Jean avait commencé à tourner des images de façon spontanée, essentiellement pour immortaliser cette mobilisation historique.

Mais après un certain temps, il a approché les organisateurs du FNC, qui l'ont accueilli à bras ouverts.

«On a dit oui tout de suite», résume Nicolas Girard Deltruc.

Des conférences et des discussions seront organisées en lien avec cette projection. «On estime qu'un festival, c'est pas seulement montrer des choses, mais c'est aussi d'en parler et d'être le plus actuel possible», plaide le directeur général. Le 41e FNC se déroulera à Montréal du 10 au 21 octobre.

TVANouvelles : Conflit étudiant : Campagne étudiante contre le fédéralisme canadien - Première publication mardi 25 septembre 2012 à 16h01



Crédit photo : Archives Agence QMI

Maxime Laporte (étudiant à la maîtrise et coordonateur du réseau Cap sur l'indépendance) lors de la manifestation étudiante pour l'indépendance, un Québec libre et instruit, à Montréal en ce dimanche 15 avril 2012.

Par Ève Lévesque | Agence QMI

Sept groupes étudiants appuyés par le **réseau Cap sur l'indépendance** (RCI) ont choisi d'élargir le combat étudiant à la **cause souverainiste**. Après la publication d'une lettre ouverte publiée lundi et portant sur ce sujet, ils lancent une campagne contre le fédéralisme.

«On démarre une campagne pour **s'opposer aux politiques fédérales en matière d'éducation secondaire**, pour s'opposer au **fédéralisme canadien** ainsi qu'au **surfinancement des institutions anglophones d'enseignement supérieur au Québec**, a expliqué Maxime Laporte, coordonnateur du RCI. Est-ce que notre génération aura réussi à semer les graines d'un changement durable vers un Québec plus juste?»

Les groupes étudiants, provenant de trois universités et de quatre cégeps, jugent que le fédéralisme «est un éléphant dans la pièce dont personne n'ose parler et qu'il a été presque entièrement éludé tout au long de la lutte étudiante».

«Il ne faut pas s'attaquer à une seule question, il faut voir les enjeux reliés entre eux», a renchéri Louis-Philippe Sauvé, du cégep du Vieux-Montréal.

«L'État fédéral a une grande responsabilité dans l'éclosion de cette crise, mais ça n'a presque jamais été abordé par les acteurs du printemps québécois parce qu'ils ont préféré, non sans raison, s'attaquer au gouvernement de Jean Charest», a poursuivi M. Laporte.

Arguments économiques

Dans la lettre publiée lundi, les groupes étudiants ont écrit que l'heure est au bilan, à la suite de l'abolition de la loi 12 et de la hausse des droits de scolarité.

En donnant entre autres l'exemple des milliards de dollars investis par Ottawa dans le militaire, les sept groupes étudiants basent surtout leur argumentaire sur l'économie. «Ces sommes permettraient de financer la gratuité scolaire», a dit M. Laporte.

«Au-delà du combat de valeurs, la question de l'indépendance, économiquement, c'est très objectif, a affirmé quant à lui Mathieu Boucher, du Comité souverainiste de l'Université du Québec à Montréal. Dans cette mesure, c'est très facile de convaincre les fédéralistes. Mathématiquement, en regardant nos finances, si le Québec était une république libre, les investissements gouvernementaux seraient très différents.»

«Nous serons présents dans les régions. Nous avons déjà visité les souverainistes de l'Université de Sherbrooke et de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le 3 novembre, il y aura un sommet de la relève indépendantiste, où ces questions de surfinancement des institutions universitaires anglophones et de l'avenir constitutionnel du Québec seront abordées.»

JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Étudiants | rattrapage : Leur pire fin de session à vie - Certains étudiants ne dorment presque pas pour rattraper les heures perdues durant la grève - Publié le: lundi 24 septembre 2012, 21H32 | Mise à jour: lundi 24 septembre 2012, 21H39

VIDÉO : Voyez les témoignages d'étudiants qui reconnaissent que le rythme de cette fin de session est très soutenu, 25 septembre 2012, TVA Nouvelles

Ce qu'ils ont dit

«La plupart des professeurs ont été cléments dans la mesure du possible.»

«Plusieurs étudiants ont peur de ne pas réussir leur session de rattrapage.»

— François-Olivier Chené

«On pensait que les étudiants allaient être plus épuisés.»

— Pierre Bérubé

«J'appréhendais beaucoup ce retour en classe. Je vais à l'université six jours sur sept.»

— Geneviève Legall

«Le rythme des cours est effréné et on a beaucoup plus d'heures de travaux à faire à la maison.»

— Émilie Gauthier

«Ça va être dur»

Les enseignants touchés par la grève prolongée vivront une année de travail plus longue qu'à l'habitude et certains craignent un épuisement du personnel en fin d'année.

Les enseignants questionnés par le Journal font actuellement des pieds et des mains pour contribuer à la réussite de leurs étudiants, en période de fin de session.

Ils avouent qu'ils n'auraient pas l'énergie nécessaire pour faire cela chaque année. François-Olivier Chené, professeur de sciences politiques au Cégep de Saint-Hyacinthe, appréhende quant à lui les mois de mai et juin. Selon lui, l'année scolaire qui s'amorce en sera une des plus éprouvantes.

«Un prof épuisé a plus de difficultés à être performant dans son enseignement et ça risque d'être le cas de nombreux profs, alors c'est inquiétant», dit-il.

En juin dernier, 180 professeurs ont été embauchés afin de pallier la situation et de dégager quelque peu les enseignants. En réalité, ce n'est qu'un prof sur trois qui jouira de cette aide.

Les autres enseignants travailleront plus qu'à l'habitude, mais ne recevront aucune compensation pour ce surplus de tâche.

Mélanie Bergeron | Le Journal de Montréal

Huit mois après le début de la session d'hiver, les étudiants et les professeurs vivent présentement leur pire fin de session à vie. En raison des mois perdus durant la grève, ils se retrouvent enterrés entre les piles de correction et la planification du prochain semestre.

Si la session a débuté normalement un peu partout en province, il en va autrement dans plusieurs cégeps et universités de la région de Montréal touchés par de longs mois de grève.

La vingtaine d'étudiants qui se sont confiés au Journal dans les institutions touchées s'entendent pour dire que c'est la fin de session la plus intense qu'ils aient connue.

«Je vais à l'université six jours sur sept et j'ai huit cours par semaine», explique Geneviève Legall, étudiante en Relations publiques à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM).

Certains vont jusqu'à réduire leurs heures de sommeil afin d'arriver à compléter leur interminable session.

«Je dors 3 ou 4 heures par nuit et je me lève plus tôt le matin pour être productive», rapporte Sarah Héroux, qui fréquente le Cégep André-Laurendeau.

Pour la grève

Même si elles avouent avoir été en faveur de la grève étudiante, elles trouvent aujourd'hui la situation un peu moins évidente.

«Je trouve juste que c'est un peu irréaliste d'en demander autant au corps et au cerveau, mais j'assume», lance Geneviève Legall.

Pour d'autres, ça semble être intense, mais pas impossible. Émilie Gauthier étudie à l'Université de Montréal et elle estime que ses enseignants sont tout de même assez conciliants.

«Le rythme des cours est effréné et on a probablement beaucoup plus d'heures de travaux à faire à la maison, mais on s'en sort», dit-elle.

Sarah Héroux, quant à elle, trouve dommage de devoir subir ce retard et cette intense période de stress, mais elle considère qu'elle a gagné la bataille avec l'annulation de la hausse des frais de scolarité du gouvernement Marois.

Pas plus d'abandons

Du côté de l'Université de Montréal, on ne constate pas plus d'abandons de cours qu'à l'habitude en raison de cette période d'étude intensive. La fin de session va bon train et les étudiants tiennent le coup, assure Mathieu Fillion, porte-parole de l'établissement.

«C'est un moment intense, mais ça se vit bien et l'attitude est positive», ajoute de son côté Pierre Bérubé, professeur à l'Université du Québec à Montréal.

Certains étudiants ont toutefois dû abandonner leurs cours en raison d'engagements pris antérieurement, et ce sont leurs coéquipiers qui doivent maintenant gérer cette réalité.

«Dans tous mes travaux d'équipe, il y a des membres qui se sont désistés alors il faut s'organiser et se débrouiller autrement», conclut Geneviève Legall.

[Afficher 1-80 de 324 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

carom_1513 1 commentaire masqué

Faire une grève pour se plaindre par la suite? À quoi beau..

10/07/2012 10:13 AM

mimi37 1 commentaire masqué

"Pôvres, pôvres d'eux!" Ils ont fait leur nid alors, qu'ils couchent dedans aujourd'hui. Aucune pitié!

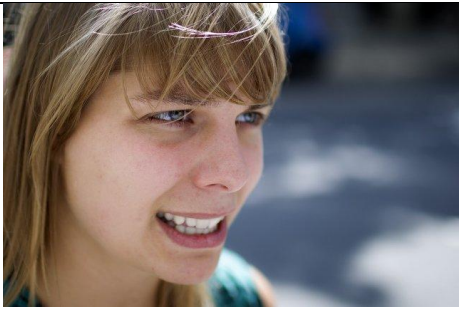


Photo: Olivier PontBriand, La Presse
Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE.

La Presse Canadienne
Au lendemain d'une manifestation pour revendiquer la gratuité scolaire, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) entend maintenant élaborer son plan d'action pour les prochains mois.
La CLASSE tiendra d'ailleurs un congrès à la fin du mois pour faire le point sur la mobilisation étudiante.
La nouvelle première ministre Pauline Marois a déjà rempli sa promesse électorale d'abolir la hausse des droits de scolarité décrétée par l'ancien gouvernement libéral. Elle propose maintenant une indexation en fonction de l'inflation, ce qui sera notamment discuté et débattu dans un prochain sommet sur l'enseignement supérieur.

La porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, explique que son organisation attend de connaître les détails entourant ce sommet avant de confirmer sa participation et de formuler des recommandations. Elle sollicite d'ailleurs une rencontre avec le ministre responsable de l'enseignement supérieur, Pierre Duchesne.
Entre-temps, la CLASSE exige la gratuité scolaire qui, selon Mme Reynolds, est un «choix politique facile à financer».
Mais selon la députée Françoise David, de Québec solidaire, il est peu probable que l'abolition pure et simple des droits de scolarité soit réalisée dans le contexte d'un gouvernement minoritaire.



Les étudiants de Rimouski pouvaient difficilement être plus divisés pendant le conflit du printemps. Le 19 avril, 50,3 % ont choisi de poursuivre la grève. Un mois plus tard, 50,2 % ont opté pour le retour en classe.

Qui sont les jeunes?

Le conflit étudiant a braqué les regards sur la jeunesse. Le Soleil a voulu aller au-delà des clichés. Qui sont vraiment les jeunes? Un sondage et des reportages sur le terrain, de Sept-Îles à Québec en passant par Gaspé et Saint-Georges de Beauce. »

Jean-Simon Gagné, Le Soleil

(Rimouski) Vu de Rimouski, le printemps étudiant ressemblait à une pièce de théâtre dans laquelle personne ne voulait jouer le rôle du méchant. Souvent, les policiers et les manifestants se connaissaient par leur nom. Et quand les étudiants occupaient un lieu officiel, ils s'y rendaient en petit groupe, pour éviter de trop intimider les employés.

Plus courtois que cela, tu récites tes slogans dans le langage des signes des sourds-muets, pour éviter d'indisposer les autres.

N'exagérons rien. Vers la fin, l'esprit chevaleresque s'effritait. Durant une assemblée, un gars a foncé sur le président pour lui casser la figure. Quelques claques sur la gueule ont été échangées dans les bars. Même les relations cordiales entre la police et les manifestants se coraient.

Il faut dire que les étudiants pouvaient difficilement être plus divisés. Le 19 avril, 50,3 % ont choisi de poursuivre la grève. Un mois plus tard, 50,2 % ont opté pour le retour en classe. Des majorités aussi solides qu'un château de sable érigé au milieu de la baie de Fundy, là où la marée monte à la vitesse d'un cheval au galop.

Reste que le bilan de quatre mois d'agitation dans l'Est-du-Québec apparaît à peine croyable. Cent seize manifs ou occupations. Une arrestation. Quatre contraventions!

Une cause sacrée

«J'ai l'impression que le conflit a réveillé quelque chose d'endormi, assure Pierre-André Lalanne, président de l'Association générale des étudiants du campus de Rimouski. On dirait que la parole s'est libérée. Même chez ceux qui s'opposaient à la grève.»

C'est entendu, la cause dépassait les droits de scolarité. Mais derrière chaque gréviste, il y a une histoire reliée à la valeur de l'éducation.

«Moi, je viens d'un milieu plutôt aisé, raconte Pierre-André Lalanne. La hausse des frais de scolarité ne me touchait pas personnellement. Mais en région, peut-être plus que dans les grandes villes, tu te rends compte que

les droits de scolarité ne constituent qu'une infime partie de la facture reliée aux études. Il faut payer le logement. La bouffe. Tout.»

Marie-Pier Tremblay, 24 ans, termine une maîtrise en littérature. «Je suis métis. Je viens de Pointe-Label, près de Baie-Comeau. Ma première amie habitait à sept kilomètres. Je lisais pour passer le temps. C'est ma grand-mère autochtone, éduquée dans un pensionnat, loin de chez elle, qui supervisait mes études. Pour nous, l'éducation est un combat, une chose sacrée.»

«Je ne me reconnais pas toujours dans le Québec d'aujourd'hui, poursuit-elle. J'enseigne la philosophie depuis trois ans au cégep. Ça m'insulte de me faire traiter comme un enfant qui n'a rien compris. Il y a peut-être une majorité silencieuse, mais il y a aussi une majorité sourde.»

Philippe Daigle va bientôt s'inscrire à la maîtrise en histoire. Il parle de l'éducation avec la passion d'un rescapé vantant les mérites des vestes de sauvetage. «Quand j'étais adolescent, je détestais les études. J'ai fait tellement de niaiseries que j'ai fini au centre jeunesse. Le simple fait de réussir à terminer mon secondaire, cela constituait une grande victoire. Je ne pensais pas aller au cégep. Encore moins à l'université.»

«Je suis de Montréal, explique Coralie Henry-Brouillette, 21 ans, qui étudie en géographie. Un jour, je me suis rendu compte que je m'engageais dans un mode de vie très axé sur la consommation. J'ai eu envie d'autre chose. C'est pour ça que je suis venue à Rimouski. Aujourd'hui, je vis assez pauvrement. Mais ça m'étonne que des gens pensent que l'on peut étudier à l'université, en 2012, sans un ordinateur et un accès Internet. Ou pire, qu'ils considèrent cela comme un luxe!»

Une génération héroïque

Avec le recul, c'est souvent l'appui de leurs grands-parents qui les a le plus touchés. Comme si une génération plus héroïque leur passait le témoin.

Mais à la longue, la grève a fini par chambouler leur vie. Plusieurs ont perdu un emploi d'été. Au moins un a perdu une bourse. À lui seul, le rattrapage de la session d'hiver a marqué un retour brutal à la réalité.

Malgré tout, ils jurent qu'ils ne regrettent rien. Ils se disent fiers d'avoir défendu une cause plus grande qu'eux-mêmes.

Aujourd'hui, chacun retourne à ses préoccupations, porteur d'une petite étincelle qu'il va tenter de répandre autour de lui.

Pour Maxime Gagné, l'avenir passe par un meilleur aménagement du territoire. «J'ai peur pour les villages qui perdent les familles, des écoles. Chez moi, à Sainte-Blandine, on a perdu un dépanneur et une épicerie en 10 ans. Avant, on avait un carnaval original, qu'on disait le plus beau à l'est de Québec. C'est fini tout ça.»

Coralie Henry-Brouillette revient de deux mois de recherche à l'île Bylot, au nord de la terre de Baffin. Un campement sommaire. Les oies blanches et les lemmings comme voisins. Une occasion de constater que le Nord est le premier touché par les changements climatiques. «La végétation remonte vers le nord. Le pergélisol fond. Je suis optimiste, dit-elle. Il y a toujours moyen de s'en sortir, mais à quel prix?»

«Le défi de ma génération consistera à se réapproprier le temps, avance Philippe Daigle. La génération précédente a trouvé le salut dans la technologie. C'est bon pour la productivité. Mais ça nous conduit dans une spirale où tout va de plus en plus vite. Il faudra se réapproprier le temps. Nous n'aurons pas le choix. Sinon, le monde va devenir invivable.»

«J'aimerais vivre dans un Québec qui comprend que les ressources naturelles ne s'évaporent pas, conclut Pierre-André Lalanne. Le minerai, le gaz naturel, le pétrole, c'est comme une richesse qui dort dans une tirelire. Tu n'es pas obligé de la casser pour tout dépenser immédiatement, sans réfléchir aux conséquences.»

L'automne de Superman

De l'avis général, la pause estivale a fait baisser les tensions. La vie reprend son cours. Sur le campus de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), en cette période d'initiation, on croise plus d'étudiants déguisés en Superman que de porteurs de carrés rouges.

On dit que la jeunesse finit par avoir raison, parce que tôt ou tard, c'est elle qui écrit les livres d'histoire. Mais avant, elle doit composer avec un certain nombre de préjugés. C'est comme une discipline sportive dont les règles sont bien établies.

Si les jeunes se mêlent de leurs affaires, on les trouve trop sages.

S'ils s'amusent, on les soupçonne de prendre la vie à la légère.

S'ils s'inquiètent pour l'avenir, on estime qu'ils manquent de caractère.

S'ils ont de l'ambition, on les traite d'individualistes.

S'ils protestent, on les accuse de manquer de respect. Ils s'appellent Maxime, Pierre-André, Coralie, Philippe, Marie-Pier. À l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), ils ont vécu avec passion un printemps étudiant qui ne ressemblait à aucun autre. Paroles de carré rouge, ils ne regrettent rien.

LE DEVOIR : L'amnistie pour les étudiants?: Les accusations nuiront à l'avenir des jeunes, clame un groupe – Mardi 25 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des centaines d'arrestations ont eu lieu lors du long conflit étudiant.

Le Devoir

Des étudiants se mobilisent pour réclamer l'abandon des poursuites pour tous ceux et celles qui ont été arrêtés lors des manifestations durant le conflit étudiant.

Ce mouvement d'amnistie générale, lancé par le cégépién Simon Lefranc et appuyé notamment par le collectif Profs contre la hausse, estime que ces accusations sont néfastes tant pour les étudiants que pour l'État et,

surtout pour la Ville de Montréal, à qui il en coûte cher. « Des accusations criminelles peuvent amener un casier judiciaire qui serait néfaste pour la future carrière des étudiants » et pourrait priver le Québec d'un grand nombre d'ingénieurs, d'avocats et de médecins, peut-on lire dans une lettre publiée dans notre page Idées (A 7). Il y aurait là une occasion de soulager « un système judiciaire pris à la gorge », explique-t-on.

Car, en effet, l'annulation par décret de la hausse des droits de scolarité et l'abrogation de la loi 12 n'entraîne pas pour autant l'annulation des poursuites. Selon Marc-Antoine Cloutier, de la clinique Juripop, la majorité des infractions ont été commises au Code de la sécurité routière. « Il faudrait maintenant que la Ville de Montréal envoie à tous ces gens une lettre pour leur dire qu'elle ne leur fixera pas leur audition », a-t-il dit en précisant que des avocats rencontreront la Ville à ce sujet en début de semaine prochaine. « Sinon, ça va coûter extrêmement cher. »

Toutefois, les infractions au Code criminel, moins nombreuses, devront être traitées au cas par cas. « Ça va se négocier entre les procureurs », croit M. Cloutier. « On a bon espoir qu'elles seront abandonnées. » Et les infractions en vertu de la loi 12 ? « Le procureur général pourrait avoir un rôle à jouer là-dedans et les retirer », a-t-il ajouté en indiquant que son organisation n'a pas ce type de dossier à défendre.

Créée pour soutenir la cause, la page Facebook d'Amnistie générale fait également mention d'une manifestation de soutien à Gabriel Nadeau-Dubois, ex-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), le 27 septembre prochain, jour du début des audiences de son procès.

[Vos réactions \(38\)](#)

LA PRESSE : La CLASSE se penche sur le sommet sur l'enseignement supérieur - Publié le dimanche 23 septembre 2012 à 15h18

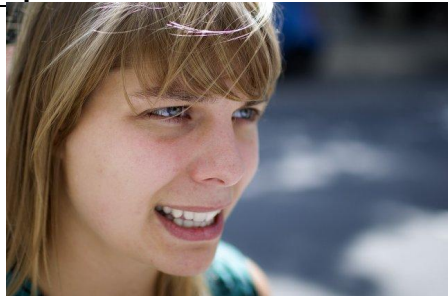


Photo: Olivier PontBriand, La Presse

Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE.

La Presse Canadienne

Au lendemain d'une manifestation pour revendiquer la gratuité scolaire, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) entend maintenant élaborer son plan d'action pour les prochains mois.

La CLASSE tiendra d'ailleurs un congrès à la fin du mois pour faire le point sur la mobilisation étudiante.

La nouvelle première ministre Pauline Marois a déjà rempli sa promesse électorale d'abolir la hausse des droits de scolarité décrétée par l'ancien gouvernement libéral. Elle propose maintenant une indexation en fonction de l'inflation, ce qui sera notamment discuté et débattu dans un prochain sommet sur l'enseignement supérieur.

La coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, explique que son organisation attend de

connaître les détails entourant ce sommet avant de confirmer sa participation et de formuler des recommandations. Elle sollicite d'ailleurs une rencontre avec le ministre responsable de l'enseignement supérieur, Pierre Duchesne.

Entre-temps, la CLASSE exige la gratuité scolaire qui, selon Mme Reynolds, est un « choix politique facile à financer ».

Mais selon la députée Françoise David, de Québec solidaire, il est peu probable que l'abolition pure et simple des droits de scolarité soit réalisée dans le contexte d'un gouvernement minoritaire.

THE GAZETTE : CLASSE sets sights on free tuition in latest student protest – Sunday, September 23, 2012



Photograph by: Pierre Obendrauf, The Gazette
 Protesters walk down Berri St. in Montreal on Saturday September 22, 2012 during a monthly student protest.

By Sidhartha Banerjee, THE CANADIAN PRESS
 MONTREAL — One Quebec student group says that with tuition hikes officially off the table, it will now champion the idea of free education. The new Parti Québécois government scrapped a controversial increase in post-secondary tuition fees this week and a hardline student group is now turning to free education as its long-term goal. CLASSE, which speaks for 100,000 Quebec students, says free education is entirely achievable and used a march attended by several hundred people on Saturday to highlight the issue. "Our struggle for accessibility to higher education is not yet over," said Jeremie Bedard-Wien, a spokesperson for CLASSE. Free education is not a position that is shared by the province's two other major student associations and with the proposed hike by the former Liberal government formally cancelled, Quebec has the lowest tuition in the country again. But CLASSE says it wants education to be completely accessible by being entirely free. It's an opinion that has limited political support. The PQ government has said it favours indexing tuition to inflation but has promised to call a symposium on the issue. The CLASSE will counter indexing tuition in favour of "education that is free — not only from tuition fees — but also from corporate influence," Bedard-Wien said. Students celebrated a victory on Saturday that had them in the streets for months. Premier Pauline Marois, on her first full day in office, kept an election promise by cutting the Liberal's proposed tuition hike.

The province's universities have long said they are chronically underfunded and facing shortfalls. By cutting the proposed hike, the province's tuition stands at \$2,168 per year. According to Statistics Canada, tuition has risen in every province except for Newfoundland and Labrador and now Quebec. On average, Canadian students elsewhere will pay about \$5,500 this year. Students in Ontario pay the highest in tuition — more than \$7,100. In a minority government situation, the likelihood of achieving free education in the current climate is very low, says one opposition Quebec politician who favours free education. Françoise David of Québec Solidaire says her party is in favour of free education and will continue to promote it. David says her party has demonstrated that it is economically feasible in terms of a five-year plan where funding slowly shifts to a zero-tuition model without cutting university funding. However the opposition Liberals and The Coalition Avenir Québec most definitely are not on board, David said. "It will be possible for a government that has the mandate," David said. "It's a question of time: we have to go step-by-step and convince the population that it's possible." Some students say they like the idea of not having to pay tuition and it's worth considering to ensure everyone has a chance to pursue education at a higher level. "I think it's a stark transition, I'm for it personally," says Jason Ghikadis, 30, a Université de Montréal student in the faculty of music, who attended Saturday's protest. "I think that realistically putting it in place ... will take a bit of time." Bedard-Wien, citing examples such as Germany and Scandinavian countries, say Quebec could follow those models. He says he believes its possible in Quebec with better management of university funds and a commitment to allocate tax dollars and find financing from other sources. "These are societies that have made progressive political choices for public services to be accessible," Bedard-Wien said, noting that Quebec can do the same. "That we have tuition here is a political choice that can be reversed." Saturday's march was a mostly peaceful event, held under a steady rain. Police and protesters had brief skirmishes during isolated altercations. Montreal police reported two arrests after projectiles were launched and an officer suffered a knee injury. Charges — if any — were not specified. Québec Solidaire's David also said Saturday that her party favours a public inquiry into police actions over the course of the entire student conflict — spanning several months and including near-daily protests. While those marches have come to a halt, student movement organizers warn they are ready to go again in big numbers if need be. "Given that the strike is no longer and many students are in intensive catch-up situations, we won't see numbers like before," Bedard-Wien said. "But if the newly elected government decides to attack students, they can expect mobilization to pick up at the same levels as the spring."

LA PRESSE : Droits de scolarité: une indexation «acceptable», selon Léo Bureau-Blouin - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 22 septembre 2012 à 11h21



PHOTO MICHEL VIATTEAU, AFP

«Je crois toujours au gel, mais je ne suis pas dogmatique. Je ne suis pas fermé» à l'indexation, a soutenu Léo Bureau-Blouin. Les fédérations étudiantes ne s'étonnent guère de la soudaine conversion de leur ex-leader devenu adjoint parlementaire de Pauline Marois. Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Léo Bureau-Blouin croit maintenant qu'une indexation des droits de scolarité est «raisonnable» et «acceptable». Les fédérations étudiantes ne s'étonnent guère de la soudaine conversion de leur ex-leader devenu adjoint parlementaire de Pauline Marois.

Mais la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, lance un avertissement: «Léo n'est pas en train de faire avaler à tout le monde l'indexation». Jeudi, comme il l'avait fait en campagne électorale, le député de Laval-des-Rapides, Léo Bureau-Blouin, a déclaré qu'il entend «pousser pour le gel des droits de scolarité» auprès des instances de son parti. Il défendait cette même position à titre de président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Or, il a tenu un tout autre discours hier, au lendemain de l'annulation de la hausse des droits de scolarité du gouvernement précédent. L'indexation est «un compromis acceptable autant pour les étudiants que pour la société», a-t-il plaidé en entrevue au 98,5 FM. La première ministre proposera cette mesure lors du sommet sur l'enseignement supérieur qui aura lieu dans les prochains mois. «C'est une hausse, mais petite, il faut en convenir», a dit Léo Bureau-Blouin. À environ 2-3%, «c'est tout à fait raisonnable. Ce n'est pas un choc tarifaire qui va freiner l'accessibilité aux études». Il a avancé que le gel est dans les faits «une façon de diminuer d'année en année» les

droits de scolarité puisque ceux-ci ne suivent pas l'augmentation générale du coût de la vie. Il a à peine tempéré ses propos à la radio de Radio-Canada. «Je crois toujours au gel, mais je ne suis pas dogmatique. Je ne suis pas fermé» à l'indexation, a-t-il soutenu. Une demande d'entrevue de La Presse est restée lettre morte. Pour Martine Desjardins, sa sortie n'a «rien de très surprenant. Léo est devenu adjoint parlementaire de madame Pauline Marois. Donc, il porte le message de la première ministre. C'est de bonne guerre que le Parti québécois commence à vouloir faire passer sa proposition». Elle a parlé à Léo Bureau-Blouin jeudi soir, à la suite de la conférence de presse de Mme Marois. L'indexation n'a pas été abordée. La présidente de la FECQ, Éliane Laberge, n'est «pas déçue» de son prédécesseur et ne désespère pas qu'il milite en coulisse pour le gel. «On comprend. Il n'est plus président de la FECQ. Il a des allégeances qui sont autres. Il tient la ligne de parti», a-t-elle affirmé. Les fédérations entendent participer au sommet pour faire la preuve du bien-fondé d'un gel. «Ce n'est pas parce que Léo Bureau-Blouin dit maintenant qu'il est pour l'indexation qu'on va l'être nous aussi», a prévenu Éliane Laberge.

«On a eu énormément de soutien de la part de gens qui prônent le gel, qui savent que c'est la mesure qui va permettre l'accessibilité aux études. Si Léo et le Parti québécois passent du gel vers l'indexation, personne ne va oublier ses

valeurs et les positions qu'ils ont défendues», a renchérit Martine Desjardins. Jeudi, elle a affirmé que le mouvement étudiant pourrait profiter des «tiraillements» internes au PQ pour faire reculer la première ministre sur son

intention d'indexer les droits de scolarité. Le PQ tient un conseil national en novembre, où le sujet pourrait être abordé. De son côté, la CLASSE tient aujourd'hui une manifestation pour la gratuité scolaire.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Manifestation du 22 : La CLASSE pour la gratuité scolaire - Publié le: vendredi 21 septembre 2012, 18H42 | Mise à jour: vendredi 21 septembre 2012, 18H54



Photo JOËL LEMAY / AGENCE QMI

La porte-parole de la CLASSE, Camille Robert. Agence QMI

La traditionnelle marche organisée à Montréal par la CLASSE, le 22e jour de chaque mois, se fera samedi sous le thème de la gratuité scolaire.

Tout en saluant la récente décision du nouveau gouvernement Marois d'annuler la hausse des frais de scolarité et l'abrogation de la loi 12, la Coalition large de l'Association pour une solidari-

té syndicale étudiante (CLASSE) rappelle que cette victoire n'est pas la fin de la lutte.

«La gratuité scolaire si on n'en parle pas elle n'arrivera pas, a indiqué Camille Robert, porte-parole de la CLASSE, vendredi, en entrevue téléphonique. C'est l'occasion de ramener le sujet.»

Il s'agit toutefois d'un objectif à long terme, a reconnu la porte-parole. «Il faut continuer à travailler afin d'enrayer les barrières économiques qui peuvent nuire à l'accessibilité aux études supérieures», a-t-elle souligné.

Dans l'immédiat, l'attention se portera sur l'élimination de l'indexation des frais de scolarité. «On se rappellera que le gel des frais par le PQ est seulement pour 2012-2013, donc il faut rester mobilisés», a précisé Mme Robert.

La marche sera aussi l'occasion pour les participants de célébrer les annulations décrétées par Pauline Marois, et de sensibiliser la population et les étudiants à la tenue prochaine du sommet sur l'éducation supérieure promis par le gouvernement.

Le départ de cette grande manifestation du 22 est prévu pour 14 h, au parc Lafontaine, et il sera précédé d'un point de presse de la CLASSE, à 13 h 30.

[Afficher 1-80 de 313 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 3 commentaires \(Québec\)](#)

Stefjojo 1 commentaire masqué
t'es lette !

[09/21/2012 07:13 PM](#)

The_Visitor 2 commentaires masqués

Les petits "bon-à-rien" qui ne voulaient pas payer pour la hausse des frais de scolarité veulent la gratuité.

Est-ce qu'ils vont payé la hausse de l'impôt et des taxes pour cela lorsqu'ils seront sur le marché du travail ? Ou bien ils vont arnaquer le système pour ne pas payer ?

[09/21/2012 07:00 PM](#)

MasterMike 1 commentaire masqué

Ils vont probablement vivre aux crochets du gouverne-maman...

[09/21/2012 07:04 PM](#)

RADIO-CANADA / MAURICIE : Annulation de la hausse des droits de scolarité : l'Association des étudiants de l'UQTR se réjouit - Mise à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 12 h 37 HAE



L'Association des étudiants de l'UQTR se réjouit. La première ministre Pauline Marois a annulé, jeudi, la hausse des droits de scolarité décidée par l'ancien gouvernement libéral. Cette décision réjouit l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

L'Association qualifie cette décision du nouveau gouvernement de responsable et d'intelligente. Elle croit aussi que le Sommet sur l'éducation supérieure sera une manière plus responsable de discuter du dossier.

« Pendant des semaines, les étudiants ont combattu avec conviction l'absurde hausse des droits de scolarité du gouvernement libéral. Une hausse improvisée sur un coin de table du bureau du ministre des Finances d'alors », affirme Ann-Julie Durocher, vice-présidente aux affaires sociopolitiques de l'AGE UQTR.

Cette mesure sera mise en oeuvre par décret ministériel; elle ne requiert donc pas l'aval des députés de l'Assemblée nationale.

Le plafond des droits annuels pour 2012-2013 sera maintenu à 2168 \$. De plus, pour cette

année, le gouvernement maintient la bonification de 39 millions de dollars de l'aide financière prévue par le gouvernement Charest parallèlement à la hausse des droits. La bonification sera donc disponible pour les étudiants qui n'ont pas encore fait de demande d'aide.

Quant aux décisions à venir au sujet du financement des universités, Pauline Marois rappelle qu'elle est favorable à une indexation des droits de scolarité au coût de la vie, une suggestion qu'elle considère comme raisonnable.

La question sera débattue lors du sommet sur le financement des universités qu'entend tenir le PQ dans les 100 premiers jours de son gouvernement. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, pilotera ce dossier.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Marois annule la hausse des droits de scolarité et ferme Gentilly-2 - Mise à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 10 h 49 HAE

Lili Boisvert | Radio-Canada

La première ministre annule la hausse des droits de scolarité décidée par l'ancien gouvernement libéral et décrète [la fin du nucléaire](#) au Québec.

Lors de son premier point de presse aux commandes du gouvernement du Québec, jeudi après-midi, Pauline Marois a aussi annoncé l'abrogation, vendredi, des dispositions de la loi 12 (ancien projet de loi 78) concernant l'interdiction de manifester.

« Ces deux décisions permettront de ramener la paix et de rétablir les droits et libertés. »

Pauline Marois

Ces premières mesures sont mises en oeuvre par décrets ministériels, et ne requièrent donc pas l'aval des députés de l'Assemblée nationale, où le Parti québécois est minoritaire.

À propos des droits de scolarité, le plafond des droits annuels pour 2012-2013 sera maintenu à 2168 \$. De plus, pour cette année, le gouvernement maintient la bonification de 39 millions de dollars de l'aide financière prévue par le gouvernement Charest, parallèlement à la hausse des droits. « Je crois que ce serait incorrect de récu-

pérer cette aide », a déclaré Mme Marois. La bonification sera donc disponible pour les étudiants qui n'ont pas encore fait de demande d'aide.

Quant aux décisions à venir au sujet du financement des universités, Pauline Marois rappelle qu'elle est pour une indexation des droits de scolarité au coût de la vie, une suggestion qu'elle considère comme raisonnable.

« Une indexation, ça reste une forme de gel. »

Pauline Marois

La question sera débattue lors du sommet sur le financement des universités qu'entend tenir le PQ dans les 100 premiers jours de son gouvernement. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, pilotera ce dossier.

Les trois principales associations étudiantes ont [réagit positivement](#) à l'annonce de Mme Marois. La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a toutefois signifié mercredi qu'elle [espérait que Pauline Marois renonce](#) à son projet d'indexer les droits de scolarité universitaires.

Québec solidaire a également salué l'annulation des droits de scolarité, tout en déplorant la proposition d'indexation de la première ministre.

Du côté du Parti libéral, le chef par intérim de l'opposition officielle, Jean-Marc Fournier, estime que la première action du gouvernement Marois va à l'encontre du développement économique de la province parce que les universités « contribuent directement à la prospérité économique du Québec » et que la première ministre compromet leur financement « sans proposer d'alternative ».

Fermeture de Gentilly-2

Par ailleurs, la première ministre a réaffirmé jeudi l'engagement du Parti québécois de procéder à la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly-2.

« Je veux que ce geste devienne un symbole de l'engagement du Québec pour l'environnement et le bien-être des générations futures, mais aussi d'une gestion rigoureuse de nos finances », a-t-elle déclaré.

Elle dit vouloir que la fermeture « se fasse correctement » et explique qu'en ce sens, elle demande à la ministre des Ressources naturelles,

Martine Ouellet, et à Hydro-Québec de présenter un rapport sur les conséquences de la fermeture. Un fonds de diversification de 200 millions de dollars sera d'ailleurs créé afin de compenser la perte d'activités économiques liée à la fermeture de la centrale.

L'annonce a suscité de nombreuses réactions dans la région.

Pas de taxe santé sur la prochaine déclaration de revenus

Le gouvernement entend aussi honorer un autre de ses engagements en annonçant que les Québécois n'auront pas à payer la taxe santé lorsqu'ils feront leur prochaine déclaration de revenus.

La taxe sera toutefois « portée à d'autres niveaux », a prévenu Mme Marois.

En campagne électorale, le PQ avait promis d'éliminer cette taxe en allant chercher autrement ces mêmes sommes, dédiées au financement des hôpitaux, soit en taxant les contribuables les plus riches.

Instaurée en 2010, la taxe santé de 25 \$ est passée à 100 \$ en 2011, et devait atteindre 200 \$ cette année. Elle était payée par tous les

contribuables, indépendamment de leur revenu, ce que décriaient les péquistes.

En complément



Vidéo - [Point de presse de la première ministre du Québec, Pauline Marois](#)



Vidéo - [Premier Conseil des ministres - Les explications de Martine Biron](#)



Vidéo - [Montréal réagit au nouveau Cabinet - Le reportage de David Gentile](#)

- Hyperlien - [Le PQ ferme définitivement la porte à l'industrie du gaz de schiste](#)
- Hyperlien - [Agnès Maltais prudente sur les engagements du PQ pour Québec](#)
- Hyperlien - [Cabinet péquiste : une lourde tâche attend les nouveaux ministres gaspésiens](#)

[Les commentaires \(882\)](#)

LE NOUVELLISTE : Marois annule la hausse des frais de scolarité - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 09h26



Photo: Jacques Boissinot, PC

Dès le jour Un du Conseil des ministres, Pauline Marois a réalisé sa promesse d'annuler la hausse des frais de scolarité.

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Québec

La première ministre Pauline Marois a annoncé hier l'annulation de la hausse des droits de scolarité et de la loi spéciale limitant les manifestations, deux mesures des libéraux qui avaient plongé le Québec dans une crise sociale au printemps dernier.

En réalisant cette promesse, Mme Marois a affirmé que le montant à payer pour les étudiants universitaires sera maintenu à 2168 \$ pour l'année scolaire 2012-13. Les libéraux avaient décidé d'une hausse de 82 pour cent au cours des sept prochaines années.

Lors de sa première conférence de presse au conseil exécutif, son ministère, Mme Marois a aussi annoncé l'abrogation par décret, vendredi, des dispositions de la loi spéciale 78 qui limitaient les manifestations. «Ces deux décisions permettront de ramener la paix et de rétablir les droits et libertés», a-t-elle dit.

La hausse du financement promise aux universités, soit 60 millions \$, sera aussi maintenue pour l'an prochain, la première ministre expliquant

que l'augmentation des droits de scolarité comptait pour très peu dans cette somme.

Victoire du carré rouge

Les deux fédérations étudiantes n'ont pas mis de temps à se réjouir de cette décision, lors d'une conférence sur la colline parlementaire qui a suivi celle de Mme Marois.

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, a déclaré que la décision du nouveau gouvernement témoignait de la vigueur des étudiants et citoyens qui ont manifesté au printemps.

«On peut dire qu'on a aidé à empêcher la pire attaque à l'accessibilité aux études, a-t-elle dit. Cette victoire-là, c'est une victoire pour tous ceux qui ont porté le carré rouge.»

Durant le conflit, les députés du Parti québécois, alors dans l'opposition, ont eux aussi arboré le carré rouge symbolisant la lutte étudiante et l'opposition à la loi 78, qui est devenue la loi 12 une fois promulguée.

L'ancien président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a rejoint les rangs du Parti québécois à titre de député de Laval-des-Rapides, lors de l'élection du 4 septembre.

La prochaine étape sera un sommet sur l'éducation postsecondaire, qui devra faire le tour de la question, pour déterminer si les droits doivent être gelés, comme le réclament les associations étudiantes, ou indexés, l'option préconisée par Mme Marois.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a affirmé qu'elle était prête à attendre jusqu'à l'an prochain.

«Si le sommet ne se tient pas à l'automne, il pourra se tenir à l'hiver, je pense qu'on a la marge de manoeuvre nécessaire, a-t-elle dit. Entre-temps, comme Mme Marois l'a spécifié, le gel des frais de scolarité va demeurer.»

Manif le 22 septembre

Absente lors de la conférence de presse, la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a affirmé que sa position était toujours pour le gel des frais, comme la FECQ et la FEUQ, en se distinguant cependant des deux autres par sa demande de la gratuité à long terme.

La CLASSE organisera d'ailleurs une manifestation le 22 septembre prochain, a indiqué lors d'une entrevue Camille Robert, porte-parole du regroupement étudiant.

«Demain on va manifester avec cette thématique pour rappeler que la lutte pour l'accessibilité à l'éducation ne s'arrête pas à la hausse des frais de scolarité et que c'est un enjeu plus grand qui va prendre plusieurs années à défendre», a-t-elle dit.

Avant l'annonce de Mme Marois, lors d'un premier point de presse, les fédérations étudiantes avaient indiqué qu'elles misent sur les débats internes du Parti québécois pour que la première ministre renonce à son projet d'indexer les droits de scolarité universitaires.

Mme Desjardins a affirmé que la culture de débats au sein du PQ pourrait être profitable pour faire avancer le point de vue des associations.

«Je pense qu'il va y avoir, écoutez, des tiraillements, des discussions, des argumentaires, des débats, a-t-elle dit. J'espère qu'il va en avoir, on le sait qu'au niveau du gouvernement péquiste il y a souvent de bons débats, ça va faire changement du gouvernement libéral. Profitons-en.»

Après avoir annoncé l'annulation de la hausse et l'abrogation de la loi 78, Mme Marois a reconnu que le sujet pourrait être débattu cet automne lors du conseil général du PQ, dont le programme politique est favorable au gel, une position différente de celle de la chef péquiste.

LA TRIBUNE : Les étudiants crient victoire... avec prudence - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 06h49



Archives La Tribune, Frédéric Côté

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Qu'ils soient étudiants, simples citoyens ou membres d'Estrie contre la hausse, plusieurs personnes ont célébré, jeudi, l'annulation de la hausse des droits de scolarité par le gouvernement péquiste.

« On est très satisfait! » a lancé le trésorier de l'Association des étudiantes et des étudiants de la faculté d'éducation de l'UdeS (AGEEFEUS), Renaud Giraldeau. Même si le Parti québécois (PQ) a déjà parlé d'indexation, l'étudiant dit pour l'instant faire confiance au gouvernement et attend de voir ce que donnera le sommet sur l'éducation que le PQ avait promis.

À ses yeux, le fait de pouvoir débattre de plusieurs enjeux lors de ce sommet s'avère très important. Il estime que les étudiants pourraient ramener sur la table certaines revendications, par exemple de compenser financièrement les étudiants en enseignement lors de leur quatrième et dernier stage prévu dans leur formation.

Selon lui, comme le stage s'étale sur 75 jours, beaucoup d'étudiants sont alors contraints de quitter leur emploi. Pendant la grève, les membres de l'AGEEFEUS ont réclamé un moratoire de deux ans sur la hausse des droits, en plus de la tenue d'États généraux sur l'éducation.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Les étudiants crient victoire – Mise à jour le jeudi 20 septembre 2012 à 19 h 22

Les fédérations étudiantes se réjouissent de l'annulation de la hausse des droits de scolarité annoncée par la première ministre Pauline Marois, jeudi après-midi.

« Collectivement, on vient d'écrire un chapitre de l'histoire du Québec », a souligné la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Mme Desjardins a ajouté que le sommet sur l'éducation qui aura lieu au cours des prochains mois permettra non seulement aux étudiants de s'exprimer, mais aussi aux citoyens qui désirent avoir une voix dans le dossier.

« Si individuellement nous ferons les notes de bas de page, collectivement nous avons écrit un chapitre de l'histoire! »

Tweet de Martine Desjardins

« Aujourd'hui, la jeunesse regagne la place qui lui était due. L'éducation redevient une priorité au Québec », a affirmé pour sa part la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

Elle a précisé que cette victoire, qui survient au bout de huit mois de conflit et de centaines de

manifestations toute la province, appartient à tous ceux qui ont porté le carré rouge, mais aussi à tous les citoyens et aux générations à venir puisqu'elle garantit l'accessibilité aux études.

Mme Laberge a par ailleurs accueilli avec satisfaction l'abrogation de la loi 12, anciennement le projet de loi 78 qui encadrait entre autres les manifestations. Selon elle, ce moment décisif représente le triomphe de la justice et de l'équité.

« C'est une victoire pour tous ceux qui se sont battus, pour toutes les futures générations d'étudiants et pour tous les Québécois. »

Tweet d'Éliane Laberge

« On voit que ça a été payant d'attendre et de tenir nos principes », a réagi de son côté Camille Robert, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Mme Robert a toutefois souhaité que le sommet ne soit pas l'occasion de « fixer un prix sur une marchandise », mais plutôt celle de donner des objectifs à l'éducation supérieure.

La CLASSE a demandé une rencontre avec Mme Marois, avec qui elle n'a pas encore pu discuter de la question des droits de scolarité, contrairement à la FEUQ et la FECQ.

Sa porte-parole a conclu en rappelant que les trois fédérations étudiantes pourraient amorcer un rapprochement puisqu'elles souhaitent toutes que les droits de scolarité ne soient pas indexés au coût de la vie.

En complément



Vidéo - [Les premières décisions de Pauline Marois](#)

[Les commentaires \(141\)](#)

LA PRESSE : Les associations étudiantes crient victoire - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 16h35 | Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 06h15



Photo: Jacques Boissinot, PC Les présidentes de la FEUQ et de la FECQ, Martine Desjardins et Éliane Laberge.

Tommy Chouinard, La Presse

Pauline Marois a réalisé un premier engagement électoral jeudi en annulant la hausse des droits de scolarité. Les fédérations étudiantes crient victoire. Et elles comptent maintenant sur les «tiraillements» internes au Parti québécois pour faire reculer la première ministre sur son intention d'indexer les droits.

En conférence de presse, Pauline Marois a annoncé que le Conseil des ministres, qui venait de se réunir pour la première fois, avait annulé la décision du gouvernement Charest d'augmenter la facture des étudiants de 1778\$ en sept ans

(254\$ par année). Le plafond des droits de scolarité pour l'année 2012-2013 reste donc à 2168\$. Le gouvernement Marois maintient les bonifications au régime de prêts et bourses déjà annoncées par le gouvernement Charest.

La loi 12 sera quant à elle abrogée par décret dès demain - seules les dispositions sur le calendrier de la reprise des cours et du trimestre d'automne seront maintenues.

« Ces deux décisions permettront de ramener la paix et de rétablir les droits et libertés », a lancé Pauline Marois en conférence de presse.

Selon Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, « c'est le triomphe de la justice et de l'équité ». « Collectivement, on vient d'écrire un chapitre de l'histoire du Québec. Collectivement, on vient de prouver qu'on est capable de se tenir et d'atteindre une des plus grandes victoires du mouvement étudiant. »

Mais « l'histoire n'est pas terminée », a indiqué sa collègue de la FECQ, Éliane Laberge. Comme Pauline Marois l'a promis, un sommet sur l'enseignement supérieur aura lieu prochainement, mais pas nécessairement dans les 100 premiers jours du gouvernement - un délai qui n'indispose pas les fédérations étudiantes.

À ce sommet, la première ministre entend proposer l'indexation des droits de scolarité. Mais les fédérations étudiantes universitaire et collégiale -

la FEUQ et la FECQ - croient que cette position a de bonnes chances d'être revue à l'occasion du prochain conseil national du PQ, en novembre.

«Je pense qu'il va y avoir des tiraillements, des discussions, un argumentaire, des débats. J'espère qu'il va y en avoir. On sait qu'au gouvernement péquiste, il y a souvent de bons débats. Ça va nous faire changement du gouvernement libéral. Profitons-en!», a lancé Martine Desjardins.

D'après elle, il n'est pas certain encore que le Parti québécois défendra d'indexation puisque cela n'a fait l'objet d'aucun vote des militants péquistes jusqu'à présent. L'indexation ne figure ni dans le programme ni dans la plateforme électorale du parti. «Je n'ai pas l'impression que tous les membres du Parti québécois vont défendre [l'indexation] au prochain congrès, avant le sommet, a-t-elle fait valoir. Attendons de voir ce que ça va donner. Je suis convaincue qu'on va plutôt proposer une mesure d'accessibilité des études.»

Jeudi, le député Léo Bureau-Blouin, adjoint parlementaire de Mme Marois, a réitéré qu'il entend «pousser pour le gel des droits de scolarité». « À savoir si la position gouvernementale va changer... Il y a quand même eu des engagements en campagne électorale, a dit l'ex-président de la FECQ. C'est le genre de chose

qu'il va falloir vérifier. L'objectif du sommet, c'est d'être un lieu de débat aussi. On convoque un sommet non pas pour imposer une décision, mais pour écouter l'ensemble des acteurs concernés.»

Pauline Marois n'a pas précisé si l'indexation allait être à l'ordre du jour du conseil national. « Je ne vais pas renoncer [à l'indexation] avant de l'avoir proposée », a-t-elle indiqué. Selon elle, l'indexation est « une forme de gel ».

Martine Desjardins et Éliane Laberge, pour leur part, demandent toujours le gel. « Et si le Parti québécois veut apporter la mesure d'indexation, on a confiance en nos recherches, en notre crédibilité et, surtout, en nos appuis pour défendre d'autres mesures, a affirmé Martine Desjardins. On va être prêts pour le sommet et pour aller défendre notre point de vue. »

La FEUQ et la FECQ, qui saluent la nomination de Pierre Duchesne, affirment qu'une rencontre aura lieu avec lui « dans les prochains jours ».

Les fédérations lui demandent de créer une « table de travail d'urgence », notamment pour régler certains problèmes de prêts et bourses auxquels des étudiants ont eu à faire face et pour planifier le sommet. Elles veulent également que le Vérificateur général ait plus de pouvoir et puisse mettre son nez dans les livres des universités. Elles demandent au nouveau ministre de ne pas augmenter les plafonds de prêts comme voulait le faire le gouvernement Charest, mais plutôt de bonifier les bourses.

Avant la conférence de presse de la FEUQ et de la FECQ, Pierre Duchesne a affirmé qu'il veut « ouvrir un dialogue complet » au sommet sur l'enseignement supérieur, qui s'annonce comme

le premier test du gouvernement péquiste. « Mme Marois a identifié une espèce d'espace de discussion. Un forum, c'est pour évaluer toutes les possibilités », a-t-il soutenu. Même la gratuité scolaire, une option rejetée clairement par Mme Marois? « Ce sera discuté dans le cadre d'un forum, si les gens veulent en discuter. Maintenant, il faut expliquer, justifier, démontrer pourquoi on favorise cela. Et je vous rappelle qu'il n'y a pas que les étudiants qui seront là. Il y aura aussi les recteurs, le milieu de l'enseignement - les professeurs, les syndicats -, des chercheurs. On va tenir une vraie discussion. Et le ministre autant que le premier ministre vont rencontrer tout le monde », a-t-il précisé avant la première réunion du Conseil des ministres.

LE SOLEIL : La hausse des droits de scolarité annulée - Publié le 20 septembre 2012 à 15h59 | Mis à jour le 20 septembre 2012 à 20h51



Le Soleil, Steve Deschênes

La première ministre Pauline Marois

Jean-Marc Salvat, Le Soleil

(Québec) Le gouvernement Marois a annulé, jeudi, la hausse des droits de scolarité à l'université imposée par le gouvernement précédent. Il abrogera aujourd'hui la loi 78 qui restreignait le droit de manifester.

Au cours de son tout premier point de presse accordé à titre de première ministre du Québec, Pauline Marois a fait part de plusieurs autres décisions, déjà prises ou à venir très rapidement. Elle a confirmé que les Québécois n'auront plus à payer la « taxe santé » dès l'an prochain. Cette ponction sera éliminée de la prochaine déclaration de revenus du Québec.

La perte de 950 millions \$ que cette abolition entraînera dans le grand livre des comptes publics sera compensée par une hausse des impôts des personnes gagnant plus de 130 000 \$ par année, ou par « la réduction d'avantages fiscaux ».

Pauline Marois a assuré que le budget du Québec sera équilibré en 2013-2014.

Elle a par ailleurs demandé à la ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, et à Hydro-Québec de produire un rapport complet « sur les différentes implications et les conditions » dans lesquelles la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly-2 se déroulera. Le gouvernement a confirmé son « déclassement » avant-hier. « Je veux que ce geste devienne un symbole de l'engagement du Québec pour l'environnement et le bien-être des générations futures, mais aussi d'une gestion rigoureuse de nos finances », a expliqué la chef péquiste.

Un fonds de diversification économique de 200 millions \$ sera institué pour les régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie.

Gouvernement minoritaire oblige, Pauline Marois veut montrer que son gouvernement est dans l'action, qu'il agit rapidement. Ça commence « dès maintenant, au jour 1 de notre mandat » -

c'est-à-dire au lendemain de la formation du Conseil des ministres.

Les bonifications aussi

Pour l'année en cours, le plafond des droits annuels de scolarité à l'université sera maintenu à 2168 \$, comme il l'était avant les augmentations annoncées dans les deux derniers budgets du libéral Raymond Bachand.

Cette annulation est un engagement phare de la campagne électorale du Parti québécois. Elle passera à la petite histoire comme la toute première décision prise par le gouvernement constitué mercredi par Pauline Marois.

Elle a été décrétée par le Conseil des ministres, jeudi.

Les bonifications annoncées au printemps par le gouvernement de Jean Charest au régime de prêts et bourses passent aussi à la trappe. Ceux qui en ont bénéficié jusqu'ici les conserveront.

La chef du gouvernement a aussi annoncé qu'elle maintiendra le financement prévu pour les universités, du moins pour l'année en cours.

« Quant à la loi 78, les dispositions concernant l'interdiction de manifester seront abrogées par décret demain [aujourd'hui]. Ces deux décisions permettront de ramener la paix et de rétablir les droits et libertés. »

LA PRESSE : Marois annule la hausse des droits de scolarité et ferme Gentilly-2 - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 15h10 | Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 06h29



Photo: Jacques Boissinot, PC

La première ministre du Québec, Pauline Marois, lors de son point de presse cet après-midi à Québec.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) Pauline Marois a tenu sa première promesse électorale jeudi en annulant la hausse des droits de scolarité. Les fédérations étudiantes crient victoire. Elles comptent maintenant sur les « tiraillements » internes au Parti québécois pour faire reculer la première ministre sur son intention d'indexer les droits sur l'inflation.

Dès la première réunion de son Conseil des ministres, Pauline Marois a annulé la décision du

gouvernement Charest d'augmenter la facture des étudiants de 82% en sept ans. Les droits de scolarité pour l'année 2012-2013 restent donc à 2168 \$, a-t-elle annoncé en conférence de presse.

Les universités toucheront tout de même le financement supplémentaire promis de 60 millions de dollars. Le gouvernement Marois maintient en effet pour cette année les bonifications au régime de prêts et bourses annoncées par le gouvernement Charest.

Les dispositions de la loi 12 (plus connue sous le nom du projet de loi 78), qui encadrent étroitement les manifestations, seront abrogées par décret dès aujourd'hui, un autre engagement électorale du PQ. « Ces deux décisions permettront de ramener la paix et de rétablir les droits et libertés », a lancé Pauline Marois.

Les fédérations étudiantes universitaires et collégiales - la FEUQ et la FECQ - ont réagi 15 minutes après l'annonce de la première ministre. « C'est le triomphe de la justice et de l'équité », s'est réjouie la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. « Collectivement, on vient d'écrire un chapitre de l'histoire du Québec. Collectivement, on vient de prouver qu'on est capables de se tenir et d'atteindre une des plus grandes victoires du mouvement étudiant. »

Mais « l'histoire n'est pas terminée », a indiqué sa collègue de la FECQ, Éliane Laberge. Le chapitre suivant se jouera au sommet sur l'enseignement supérieur. Il aura lieu dans les prochains mois, mais pas nécessairement dans les 100 premiers jours du gouvernement, a indiqué Mme Marois, un délai qui n'indispose pas les fédérations étudiantes. À ce sommet, la première ministre entend proposer, comme promis, l'indexation des droits de scolarité sur le coût de la vie.

Mais les fédérations étudiantes, partisans du gel des droits, croient que cette position a de bonnes chances d'être revue à l'occasion du conseil national que tiendra le PQ au mois de novembre. « Je pense qu'il va y avoir des tiraillements, des discussions, un argumentaire, des débats. J'espère qu'il va y en avoir. On sait qu'au gouvernement péquiste, il y a souvent de bons débats. Ça va nous faire changement du gouvernement libéral. Profitons-en! », a lancé Martine Desjardins.

L'indexation n'a fait l'objet d'aucun vote de la part des militants péquistes jusqu'à présent. Elle ne figure ni dans le programme ni dans la plateforme électorale du parti. « Je n'ai pas l'impression que tous les membres du Parti québécois vont défendre [l'indexation] au prochain congrès, avant le sommet, a soutenu Martine Desjardins.

Attendons de voir ce que ça va donner. Moi, je suis convaincue qu'on va plutôt proposer une mesure d'accessibilité aux études.»
 Jeudi, le député Léo Bureau-Blouin, ex-président de la FECQ, a réitéré qu'il entend «pousser pour le gel des droits de scolarité» au sein des instances de son parti.
 Pauline Marois a indiqué que le sujet pourrait faire l'objet de débats au conseil national, mais «l'ordre du jour n'est pas encore établi». «S'il y a [des propositions] qui viennent sur ça, on les

recevra comme on reçoit toutes les propositions de nos militants», a-t-elle signalé.
 Selon elle, l'indexation est «une forme de gel» puisqu'elle correspond à l'augmentation générale du coût de la vie. «Ce serait plus raisonnable de garder cette perspective, mais nous allons en débattre à l'occasion du sommet», a-t-elle dit.
 «Je ne vais pas renoncer avant de commencer.»
 La CLASSE, qui n'a pas participé à la conférence de presse des fédérations étudiantes, milite pour la gratuité et parle de l'annulation de la hausse des droits de scolarité comme d'une «victoire

temporaire». Elle tiendra une manifestation demain, le 22 septembre.
 Avant l'annonce de Pauline Marois, la FEUQ et la FECQ ont adressé une série de demandes au ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne. Elles réclament une «table de travail d'urgence», notamment pour régler certains problèmes de prêts et bourses des étudiants et pour planifier le sommet. Elles veulent également que le Vérificateur général ait plus de pouvoir et puisse ouvrir les livres de comptes des universités.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Les étudiants misent sur les débats internes au PQ – Mise à jour le jeudi 20 septembre 2012 à 15 h 08 HAE

Radio-Canada avec La Presse Canadienne
 Les fédérations étudiantes misent sur les débats internes du Parti québécois pour que la première ministre Pauline Marois renonce à son projet d'indexer les droits de scolarité universitaires.
 La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a affirmé que la culture de débats au sein du PQ pourrait être profitable pour les associations étudiantes, qui réclament un gel des droits de scolarité.
 La présidente de la FEUQ a précisé que la hausse des droits de scolarité annoncée par les libéraux devrait être annulée par décret par le nouveau gouvernement péquiste lors du conseil des ministres de ce jeudi, ou au terme de celui de la semaine prochaine.
 « Le décret est un début, mais il faut que rapidement une directive claire soit envoyée aux établissements universitaires afin de rembourser les étudiants qui auraient déjà acquitté la hausse [...] », poursuit Mme Desjardins.
 Avec sa collègue de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, Mme Desjardins a présenté lors d'une conférence de presse les attentes des deux regroupements à

la suite de la nomination du nouveau ministre de l'Éducation supérieure, Pierre Duchesne.
 La FEUQ et la FECQ souhaitent la mise en place d'urgence d'une table de travail pour examiner les difficultés financières éprouvées par certains étudiants pour cette rentrée. Certaines universités ont amorcé leur session au début septembre alors que plusieurs élèves collégiaux devaient terminer leur session au même moment.
 « L'annulation de la hausse et de la loi spéciale est évidemment une priorité, mais il faut rapidement régler les problèmes d'aide financière aux études. Les étudiants, en reprise de session, n'ont actuellement aucune aide du gouvernement. Il faudra mettre de l'ordre dans le chaos de la rentrée scolaire », avance Mme Laberge.
 « Les collégiens ne devaient pas être pénalisés par le report de la session à la fin de l'été, peu importe qu'ils aient été en grève ou non », poursuit-elle. « Force est de constater que ce ne fut pas le cas. Il faut rapidement que le nouveau gouvernement clarifie la situation, tant auprès des étudiants que des administrations collégiale et universitaire. »
 Les deux fédérations étudiantes estiment que le succès d'un éventuel sommet sur l'Éducation

repose sur le niveau de préparation. La FECQ et la FEUQ souhaitent que le gouvernement établisse une feuille de route claire sur le déroulement du sommet.
 Outre la contribution étudiante et la gestion des universités, Mme Desjardins estime qu'il est essentiel de fixer des objectifs au développement du réseau universitaire. « Et il faudra mettre en place des solutions qui permettront de poursuivre le travail entamé », soutient Mme Desjardins.

En complément



Vidéo - [- Josée Thibeault fait le point](#)
[Les commentaires \(17\)](#)

TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Nomination | Duchesne : La FEUQ est confiante - Première publication 20 septembre 2012 à 13h11 / Publié le: jeudi 20 septembre 2012, 14H32 | Mise à jour: jeudi 20 septembre 2012, 14H40



Photo d'archives / Agence QMI
 Agence QMI

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) voit d'un bon œil la nomination de Pierre Duchesne à titre de ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science et de la Technologie.

« Monsieur Duchesne a été l'un des acteurs au front avec nous, il a été au fait de ce qui s'est passé et il a été chargé de cours au niveau universitaire », a rappelé jeudi Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ.
 « Je suis heureuse de la scission du ministère de l'Éducation en deux, a-t-elle ajouté, en entrevue avec Mario Dumont. Il est plus que temps de ramener la recherche, qui a trop longtemps été l'apanage des entreprises, dans le domaine universitaire. »

Martine Desjardins s'est réjouie de la promesse du nouveau gouvernement d'annuler la hausse des droits de scolarité.
 « C'est un engagement très clair, on est très satisfaits. Il est évident qu'il y a un changement de ton [par rapport au précédent gouvernement], car on a déjà une rencontre de prévue avec le ministre de l'Enseignement supérieur. »
 La FEUQ a déjà eu plusieurs contacts avec le nouveau ministre, en prévision d'un sommet sur l'éducation.
 « Il y a beaucoup de travail à faire au préalable [...], mais je pense qu'on est capable de s'entendre. On a d'ailleurs demandé aujourd'hui à Pierre Duchesne d'élargir le périmètre comptable du vérificateur général pour aller inspecter le financement des universités, afin de s'assurer que les contribuables aient l'heure juste sur le milieu universitaire, les données de financement réelles et des chiffres sur lesquels tout le monde va s'entendre. »

Afficher 2 commentaires (Québec)

asirois 1 commentaire masqué
 Quelqu'un aurait-il un appareil de soulagement intime alimenté par pile à échanger à la madame contre son micro SVP?
[09/20/2012 04:06 PM](#)
 asirois 1 commentaire masqué
 Et Duchesne, lui, est-il si confiant que ça, en face d'une pareille bande de demeures?
[09/20/2012 03:03 PM](#)

Afficher 11 commentaires (Montréal)

apouchkine 3 commentaires masqués
 Quel %?&?&& de province.

[09/20/2012 04:24 PM](#)
 asirois 2 commentaires masqués
 Comme disait l'autre, nous sommes vraiment le tr.. du c.. du monde.
[09/20/2012 05:17 PM](#)
 simon_bourassa 1 commentaire masqué C'est pour ça que tous vos commentaires sont de la m... ?
[09/21/2012 04:51 PM](#)
 asirois 1 commentaire masqué
 Quelqu'un aurait-il un appareil de soulagement intime alimenté par pile à échanger à la madame contre son micro SVP?
[09/20/2012 04:04 PM](#)
 rockmarc 1 commentaire masqué
 belle tête à claques!
[09/20/2012 03:45 PM](#)
 JacquesLet 2 commentaires masqués
 Mlle Desjardins, il semble plus facile de se prendre pour une autre que de terminer vos études, je vous souhaite d'en avoir la capacité, si vous arrêter de vous prendre pour le nombril du monde à plein temps, il vous restera du temps pour écrire votre thèse, si vous en êtes incapable, décrocher SVP et cesser de nous faire suer, nous aimons les gens brillants mais nous aimons moins les gens qui se trouvent brillant
[09/20/2012 03:22 PM](#)
 asirois 1 commentaire masqué
 ... et qui ne le sont absolument pas, de toute évidence.
[09/20/2012 04:02 PM](#)
 Mannix23 1 commentaire masqué
 ouff...on peut dormir en paix, Madame Desjardins est d'accord.



Non mais ça va faire la maniaque des micro-cros....rentre a la maison, prends une grosse frette, call une poutine et attends que le téléphone sonne. La journée ou il y aura des états généraux ils vont te téléphoner t'en fais pas....ils veulent plus la revoir ta casserole.
je veux bien admettre que les associations étudiantes ont de bonnes idées pour la gestion de l'éducation dans l'ensemble, mais la on vous a assez vu, vous apporterez vos idées en temps et lieu.

Alors si je comprends bien...on a Leo sur les cuisses de Pauline et Martine sur les cuisses de Pierre...j'ai hate que la cloche sonne....les casse-roles sont pas encore dans la remise les amis.
09/20/2012 03:20 PM
asiros1 1 commentaire masqué
Et Duchesne, lui, est-il si confiant que ça, en face d'une pareille bande de demeurés?
09/20/2012 03:04 PM
Glimm 2 commentaires masqués
Les associations étudiantes se croient plus importantes qu'elles ne le sont. On s'en fiche

qu'elles soient confiantes ou non des nouveaux ministres, c'est le vote populaire qui les a choisis. S'imaginiez-elles que le Québec est suspendu à leur lèvres?
09/20/2012 03:03 PM
coutu_ju 1 commentaire masqué
Bien d'accord avec vous...va falloir que quelqu'un lui dise un moment donné que c'est pas toujours "winner" d'avoir la grosse tête !!
09/20/2012 03:17 PM
en réponse à Glimm

LE SOLEIL : Les étudiants veulent maintenant faire reculer Marois - Publié le 20 septembre 2012 à 11h51 | Mis à jour le 20 septembre 2012 à 20h22



La Presse Canadienne
Les présidentes Martine Desjardins et Éliane Laberge, respectivement de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

Michel Corbeil, Le Soleil (Québec) Les présidentes des fédérations étudiantes universitaire et collégiale exultaient moins d'une heure après l'annulation de la hausse des droits de scolarité par la première ministre. Martine Desjardins et Éliane Laberge s'attaquent maintenant à faire reculer Pauline Marois sur son intention d'indexer ces droits. La leader de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) s'est montrée particulièrement radieuse. «Nous avons un large sourire», a-t-elle fait remarquer d'elle-même, en point de presse, jeudi, sur la colline parlementaire.

Il s'agit «d'une des plus grandes victoires du mouvement étudiant. C'est le triomphe de la justice et de l'équité». Le mérite en revient «aux étudiants et aux citoyens qui ont voté massivement pour un gouvernement plus ouvert» à collaborer, a lancé Mme Desjardins, sans relever le fait que le Parti québécois a récolté moins de tiers des suffrages aux élections et que le Parti libéral du Québec de Jean Charest, qui avait décrété l'augmentation, a reçu à peine 1 % moins de votes que le PQ. La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'est aussi félicitée d'une victoire historique. Une «victoire pour tous les citoyens québécois, pour tous les étudiants des générations à venir, en préservant l'accessibilité aux études», a insisté Éliane Laberge. Mme Laberge a enchaîné en mentionnant que «l'histoire n'est pas terminée. Nous nous dirigeons maintenant vers le Sommet» sur l'éducation que Pauline Marois a promis de tenir. La FECQ et la FEUQ ont des attentes bien précises, à ce sujet.
L'importance des militants
En matinée, Martine Desjardins a fait valoir qu'Éliane Laberge et elle comptent sur les militants péquistes pour faire reculer Pauline Marois sur un autre aspect des droits de scolarité. Les deux jeunes femmes s'entendent pour dire que seul le gel des droits de scolarité leur apparaît comme l'aboutissement acceptable au mouvement de protestation du printemps.

«Nous avons beaucoup entendu Mme Marois parler d'indexation» des droits de scolarité pendant la campagne électorale, a convenu Martine Desjardins. Mais, a-t-elle tranché, «rien n'est encore joué. «Ce n'est toujours pas la position du PQ, a-t-elle précisé. Dans sa plate-forme électorale, [le Parti québécois] a une position de gel dans l'attente de la tenue d'un Sommet» sur l'éducation. «Si le PQ veut modifier sa position, cela devra être dans le cadre de leur congrès, en novembre. Nous avons l'impression que ce ne sont pas tous les membres du Parti québécois qui défendront cela [l'indexation]. Attendons de voir. Je suis plutôt convaincue qu'on va prôner une mesure d'accessibilité aux études», soit le gel de la facture pour accéder à l'université. «On sait qu'au niveau du gouvernement péquiste, il y a souvent de bons débats, a-t-elle renchéri. Ça va faire changement du gouvernement libéral!»
En fin d'après-midi, Éliane Laberge a servi une mise en garde. «Nous avons vécu une période de tensions extrêmes [au printemps, avec d'incessantes manifestations dans les rues, en particulier, à Montréal]. «On peut laisser tomber les armes», a-t-elle dit après avoir vanté le Parti québécois de Pauline Marois d'avoir honoré sa promesse. «Cela ne veut pas dire que nous laissons tomber nos valeurs et nos opinions.»

LA PRESSE : La FEUQ et la FECQ comptent sur les «tiraillements» au PQ - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 11h48 | Mis à jour le jeudi 20 septembre 2012 à 13h42



Photo archives PC
Martine Desjardins

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Les fédérations étudiantes misent sur les «tiraillements» internes au Parti québécois pour éviter l'indexation des droits de scolarité. Elles adressent une série de demandes au ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, nommé depuis à peine 24 heures.



Photo PC
Pierre Duchesne et Pauline Marois.

En campagne électorale, la première ministre Pauline Marois a promis d'annuler la hausse des droits de scolarité et de tenir un sommet sur l'enseignement supérieur dans les 100 premiers jours de son gouvernement. Elle a réitéré ses intentions mercredi, lorsqu'elle a présenté son Conseil des ministres. Le gouvernement, à ce sommet, entend proposer l'indexation des droits de scolarité, a déjà fait savoir Pauline Marois. Mais les fédérations étudiantes universitaire et collégiale - la FEUQ et la FECQ - croient que cette position a de bonnes chances d'être revue à l'occasion du conseil national que tient le PQ en novembre.

«Je pense qu'il va y avoir des tiraillements, des discussions, un argumentaire, des débats. J'espère qu'il va y en avoir. On sait qu'au gouvernement péquiste, il y a souvent de bons débats. Ça va nous faire changement du gouvernement libéral. Profitons-en!», a lancé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. D'après elle, il n'est pas certain encore que le Parti québécois défendra l'indexation. Cette position n'a d'ailleurs fait l'objet d'aucun vote de la part des militants péquistes jusqu'à présent. «Je n'ai pas l'impression que tous les membres du Parti québécois vont défendre ça au prochain congrès, avant le sommet, a-t-elle fait valoir. Attendons de voir ce que ça va donner. Moi, je suis convaincue qu'on va plutôt proposer une mesure d'accessibilité des études.»
Entre-temps, Martine Desjardins dit avoir obtenu l'assurance que la hausse des droits de scolarité serait abolie rapidement. «On nous a affirmé que le décret aurait lieu dans les premiers (conseils des ministres), sinon aujourd'hui (jeudi), au prochain », donc la semaine prochaine. Jeudi, le député Léo Bureau-Blouin, adjoint parlementaire de Mme Marois, a réitéré qu'il entend «continuer de pousser pour le gel des droits de scolarité». «À savoir si la position gouvernementale va changer... Il y a quand même eu des engagements en campagne électorale. C'est le genre de chose qu'il va falloir véri-

fier. L'objectif du sommet, c'est d'être un lieu de débat aussi. On convoque un sommet non pas pour imposer une décision mais pour écouter l'ensemble des acteurs concernés», a ajouté l'ex-président de la FECQ.

Martine Desjardins et sa collègue de la FECQ, Éliane Laberge, demandent toujours le gel des droits de scolarité. «Et si le Parti québécois veut apporter la mesure d'indexation, on a confiance en nos recherches, notre crédibilité et, surtout, en nos appuis pour défendre d'autres mesures», a affirmé Martine Desjardins.

La FEUQ et la FECQ, qui saluent la nomination de Pierre Duchesne, affirment qu'une rencontre aura lieu avec lui «dans les prochains jours».

Les fédérations lui demandent la création d'une «table de travail d'urgence», notamment pour régler certains problèmes de prêts et bourses auxquels des étudiants ont eu à faire face et pour planifier le sommet. Elles veulent également que le Vérificateur général ait plus de pouvoir et puisse mettre son nez dans les livres des universités. Elles demandent au nouveau ministre de ne pas augmenter les plafonds de prêts comme voulait le faire le gouvernement Charest mais plutôt de bonifier les bourses.

Avant la conférence de presse de la FEUQ et de la FECQ, Pierre Duchesne a affirmé qu'il veut «ouvrir un dialogue complet» au sommet sur l'enseignement supérieur, qui s'annonce comme le premier test du gouvernement péquiste. «Mme

Marois a identifié une espèce d'espace de discussion. Un forum, c'est pour évaluer toutes les possibilités», a-t-il soutenu. Même la gratuité scolaire, une option rejetée clairement par Mme Marois? «Ce sera discuté dans le cadre d'un forum, si les gens veulent en discuter. Maintenant, il faut expliquer, justifier, démontrer pourquoi on favorise cela. Et je vous rappelle qu'il n'y a pas que les étudiants qui seront là. Il y aura aussi les recteurs, le milieu de l'enseignement - les professeurs, les syndicats -, des chercheurs. On va tenir une vraie discussion. Et le ministre autant que le premier ministre vont rencontrer tout le monde», a-t-il précisé avant la première réunion du Conseil des ministres.

-Avec Paul Journet

TVANOUVELLES / 24HEURES : Politique : La hausse des droits de scolarité est annulée – Première publication
jeudi 20 septembre 2012 à 05h53 - Mise à jour : jeudi 20 septembre 2012 à 19h02 Jeudi 20 septembre 2012, à 14h47

QUÉBEC - Chose promise, chose due, dès la première réunion de son conseil des ministres, le gouvernement Marois a décrété jeudi l'annulation de la hausse des droits de scolarité universitaires et de la Loi 12 (projet de loi 78), qui imposait des restrictions aux manifestations étudiantes le printemps dernier.

Les fédérations étudiantes célèbrent leur victoire après l'âpre conflit qui a marqué le printemps 2012 et demandent au ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, de ramener les recteurs des universités à l'ordre. La FECQ et la FEUQ demeurent convaincues que les 18 universités québécoises sont mal gérées.

«Au cours des dernières années, plusieurs recteurs ont été choyés par le Parti libéral, un peu trop choyés. [M. Duchesne] devra les ramener à l'ordre», a déclaré la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

Le sous-financement des universités estimé à 600 millions \$ par les recteurs tient de la fiction, estiment la FECQ et la FEUQ. «Depuis 2007 les frais de scolarité ont augmenté de 30%, les frais afférents ont bondi de 4% par année, il y a eu réinvestissement pour les immobilisations de près de 2 milliards \$. Pourquoi est-ce qu'on dit

qu'il manque 600 millions \$?» a demandé Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Sous la loupe du vérificateur général

Les deux fédérations étudiantes demandent à Pierre Duchesne d'inclure les universités dans le périmètre du Vérificateur général du Québec qui, à leur avis, pourrait faire la preuve que des millions \$ peuvent être économisés dans la gestion universitaire.

«Il y a un problème grave de gestion des universités, le gouvernement précédent y a contribué. Assurons-nous d'avoir les chiffres, ensuite on parlera du financement», a suggéré Martine Desjardins.

«Le pari que l'on prend, c'est de dire qu'il y a suffisamment d'argent dans les universités québécoises pour que les étudiants n'aient pas à payer de hausse des frais de scolarité, ni les contribuables», a martelé Éliane Laberge.

Les fédérations étudiantes demandent à rencontrer Pierre Duchesne dans les plus brefs délais pour mettre en place des mesures d'urgence d'aide aux études, qu'elles souhaitent à 2 millions \$, pour soutenir les étudiants qui «font la file devant les banques alimentaires» depuis la rentrée semble-t-il chaotique au mois d'août.

L'aide financière aux étudiants n'a pas été adaptée, disent-elles. La FECQ et la FEUQ demandent au ministre Duchesne de maintenir la bonification du régime de bourses de 39 millions \$, annoncée au printemps par le gouvernement Charest.

Cette mesure consistant à augmenter de 35 000 à 45 000 \$ par année le seuil du revenu parental annuel donnant accès à une bourse d'études, mesure financée en réduisant de 20% à 17% le crédit d'impôt lié aux droits de scolarité. «C'est l'argent des étudiants», a plaidé Martine Desjardins.

De plus, les fédérations étudiantes réclameront le gel des droits de scolarité au Sommet sur l'enseignement supérieur promis d'ici la fin de l'année.

Elles misent sur le prochain congrès du Parti québécois pour faire reculer Pauline Marois, qui préconise l'indexation au coût de la vie des frais de scolarité.

«Bien que Mme Marois parle d'indexation, le PQ a dans sa plateforme une position de gel des droits de scolarité. S'ils veulent modifier leur position, ils devront le faire en congrès en novembre», a signalé Martine Desjardins.

LE SOLEIL : L'Université Laval offre un cours sur le «printemps québécois» - Publié le mardi 18 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 18 septembre 2012 à 11h28



PHOTO : PASCAL RATTHÉ, LE SOLEIL

Le professeur en sociologie Olivier Clain analysera avec ses étudiants comment le conflit a déclenché un tel mouvement social. Il verra également comment la crise étudiante a «transformé la réalité collective dans la province».

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) La hache de guerre des associations étudiantes à peine enterrée, un cours de sociologie à l'Université Laval offert cet automne se penche sur le «printemps québécois» et les motifs qui ont mené à cette large contestation sociale qui a secoué la province pendant plusieurs mois.

Ce cours optionnel, intitulé Question de sociologie II : le printemps québécois, donné par le professeur en sociologie Olivier Clain, est offert à tous les étudiants de premier cycle de l'Université Laval.

L'expert analysera avec ses étudiants comment le conflit, qui portait au départ sur un enjeu «traditionnel» dans l'histoire des luttes étudiantes au Québec, a déclenché un tel mouvement social. Il verra également comment la crise étudiante a «transformé la réalité collective dans la province».

M. Clain s'interroge également sur la manière dont s'est «construite» l'idée, devenue selon lui un lieu commun, que les universités québécoises souffraient de sous-financement chronique. Dans la foulée, dit-il, «le manque à gagner» rapporté par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) est devenu la «juste part» que les étudiants devaient payer.

«La sociologie du présent»

Le sociologue souligne qu'il n'est pas trop tôt pour s'attarder à un événement qui vient à peine de se terminer. Il s'agit, dit-il, d'une démarche sociologique surnommée «la sociologie du présent», qui permet notamment d'éviter des questions qui imposeraient de s'attarder à un jugement moral et politique.

En d'autres mots, Olivier Clain et ses étudiants ne chercheront pas, pendant les séances de cours, à déterminer si la hausse des droits de scolarité était justifiable ou non, et ce, malgré que le professeur ait lui-même sa petite idée sur la question. Ils verront davantage comment le conflit est né d'une division au sein de la société et de quelle manière il s'est mis en place.

Au cours des 14 séances, neuf conférenciers - dont les sociologues Simon Langlois, Andrée Fortier et Gérard Duhaime - présenteront différents

aspects du «printemps québécois». Il sera notamment question du lien entre le Plan Nord et le carré rouge.

LE SOLEIL : Annulation de la hausse des droits de scolarité: les universités dans le rouge - Publié le lundi 17 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le lundi 17 septembre 2012 à 08h18



Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
L'annulation complète de la hausse des droits de scolarité prive l'Université Laval de 4,7 millions \$ cette année.

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) Avec l'annulation de la hausse des droits de scolarité prévue par le Parti québécois (PQ), les budgets des établissements universitaires sont dans le rouge. L'Université Laval est par exemple privée de 4,7 millions \$, alors que l'Université de Montréal doit boucler son budget avec 4,5 millions \$ en moins.

«Il y a une préoccupation majeure à cet égard», lance le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian.

L'organisme, qui représente toutes les universités québécoises, a déjà signifié à la nouvelle première ministre, Pauline Marois, qu'il souhaitait le plus rapidement possible une rencontre pour discuter des compensations promises aux établissements d'enseignement. Ceux-ci avaient élaboré leur budget pour l'année financière en cours en fonction de l'augmentation des droits de scolarité. Collectivement, c'est 39 millions \$ qui

leur étaient destinés dans le dernier budget Bachand.

Écart de 66 millions \$

Dans son cadre financier, le PQ a prévu 150 millions \$ pour «amenuiser les effets de la hausse». Or, la CREPUQ calcule plutôt que d'ici cinq ans, c'est 216 millions \$ qui seront nécessaires pour garnir les coffres des universités qui crient famine. L'écart entre le montant prévu par le gouvernement péquiste et ce que réclament les universités s'élève à 66 millions \$.

Pour arriver à un tel chiffre, la CREPUQ se base sur les sommes inscrites dans Un plan de financement des universités équitable et équilibré, un document issu du ministère des Finances. Le gouvernement libéral de Jean Charest avait prévu des revenus additionnels provenant de la contribution des étudiants totalisant 332 millions \$ d'ici cinq ans, soit pour l'exercice financier 2016-2017. De cette somme, 116 millions \$ sont retenus pour l'aide financière aux études.

«Il faut s'asseoir avec le gouvernement pour saisir comment il est arrivé à 150 millions \$ et comment il prévoit compenser les universités à l'égard de l'annulation de la hausse», explique M. Zizian, qui entend mener ces discussions «de bonne foi». Il estime d'ailleurs qu'avec son enveloppe compensatoire, le nouveau parti au pouvoir démontre sa volonté de ne pas priver les universités de l'argent qui, pour l'instant, leur est passé sous le nez.

Chiffres à revoir

N'empêche, les universités avaient d'abord finalisé leur exercice financier 2012-2013 en fonction de la première hausse inscrite au budget, qui était de 325 \$ par étudiant sur cinq ans. Pour l'Université Laval (UL), cela représentait 6 mil-

lions \$ de plus, alors que l'Université de Montréal (UdM) héritait de 6,4 millions \$.

Au printemps, lorsque le gouvernement Charest a proposé aux étudiants une réduction de la hausse des droits de scolarité en la faisant passer à 254 \$ sur sept ans, les directions financières ont été forcées de revoir leurs colonnes de chiffres.

L'UL se retrouvait avec 1,3 million \$ de moins, alors que son homologue montréalaise s'est vu soustraire 1,9 million \$ à son budget. La première s'est en tirée sans faire de compressions, explique la vice-rectrice à l'administration et aux finances, Josée Germain. L'UdM a de son côté décidé d'absorber la perte en réduisant ses dépenses. Puisque les revenus additionnels provenant de la hausse devaient bénéficier aux étudiants, ce sont les services qui leur sont destinés - comme les acquisitions de collections de bibliothèques et le budget des facultés - qui ont écopé, explique le Vice-rectorat aux finances et aux infrastructures.

L'annulation complète de la hausse prive l'établissement de Québec et celui de Montréal de 4,7 millions \$ et 4,5 millions \$ respectivement. Mais les universités refusent de se prononcer sur ce qu'elles feront, se disant toutes deux en «attente». «On suit ça de très près, on ne veut pas faire de coupures si ce n'est pas nécessaire», affirme Mme Germain. Celle-ci croit néanmoins qu'avec la nomination du ministre de l'Éducation mercredi, le dénouement pourrait être rapide.

Le temps presse alors que l'UdM et l'UL attendent d'être fixées pour savoir quel montant elles doivent inscrire sur les factures de leurs étudiants pour la session en cours et, au besoin, revoir une nouvelle fois leurs budgets.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Éducation : Le financement des études postsecondaires, un casse-tête? - Publié le: vendredi 14 septembre 2012, 13H08 | Mise à jour: vendredi 14 septembre 2012, 13H22

Hugo Legris-Tremblay / Agence QMI

Malgré la crise étudiante qui semble derrière nous, les problèmes de financement des études postsecondaires sont toujours bien présents pour plusieurs étudiants de familles de la classe moyenne.

Selon le gouvernement fédéral, les coûts totaux reliés à une session à l'université se chiffrent en moyenne à près de 14 500 \$ en moyenne à travers le pays. Ces coûts comprennent la scolarité, l'hébergement, le transport et les télécommunications.

Selon une étude de BMO Banque de Montréal, 75 % des étudiants canadiens disent devoir travailler pour payer leurs études postsecondaires.

La principale source de financement des droits de scolarité et des frais des études postsecondaires est l'argent que les étudiants ont gagné et épargné eux-mêmes», révèle cette étude. Les étudiants sondés sont à 52 % soutenus financièrement par leur famille et plus de 45 % d'entre eux reçoivent des bourses d'études.

Les moyens mis à la disposition des familles de la classe moyenne sont-ils assez efficaces pour que celles-ci réussissent sans trop s'endetter à assurer une éducation postsecondaire à leurs enfants ?

Malgré l'incitatif mis en place par le gouvernement fédéral pour inciter les familles à investir

dans des Régimes enregistrés d'épargne études (REEE), les familles canadiennes n'utilisent pas assez ce moyen de financement, selon Statistique Canada.

La cotisation moyenne annuelle dans les REEE par bénéficiaire en 2011 était de 1453 \$. Il s'agit d'une petite diminution de 0,7 % par rapport à 2010, lorsque la cotisation moyenne annuelle était de 1463\$.

De plus, le gouvernement du Québec, par l'entremise de l'Aide financière aux études (AFE), appuie les étudiants des familles de la classe moyenne au niveau postsecondaire en leur offrant notamment des prêts et parfois des bourses, les bourses étant plus au niveau des familles à faible revenu et des étudiants aux cycles supérieurs universitaires.

Le montant à lui seul n'est cependant pas suffisant pour pallier les problèmes de financement des étudiants. Par contre, il peut être utilisé comme effet de levier puisqu'il est rare qu'un prêt soit sans intérêt.

Afficher 8 commentaires (Montréal)

bouboutee 4 commentaires masqués

A la fin de leurs études, 50 60 % de leur dette est causé par des dépenses de voyages et autres, comme autos, Iphone, Ipad, texto et

09/14/2012 03:20 PM

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

autre 50 % dans la boisson

09/15/2012 12:42 PM

Enigmanie 1 commentaire masqué

.□

09/14/2012 05:14 PM

LilasP 1 commentaire masqué

Ben oui, aucune étude sur la pauvreté des jeunes vous donne raison, mais bon, vous avez sûrement la vérité infuse.

09/14/2012 04:18 PM

woufwouf 2 commentaires masqués

Cessez d'en parler...je pleure. Snif-snif.

09/14/2012 02:27 PM

a14d 1 commentaire masqué

Moi aussi je pleure...trois de mes anciens étudiants, enfants de familles à faible revenu de villes différentes sont allés passer une semaine soit à Cuba, soit en [Jamaïque.au](#) moi de mars.....que c'est triste!!!!

09/14/2012 07:48 PM

Jeune_vallant 2 commentaires masqués

À voir leur sourire sur la photo ce n'est pas un problème.

09/14/2012 01:51 PM

woufwouf 1 commentaire masqué Ils copient...sur le net leur travail du smeste. Vrai.

09/14/2012 02:28 PM

LA PRESSE : EXCLUSIF : Loi d'exception: trêve judiciaire des étudiants - Publié le vendredi 14 septembre 2012 à 07h19 | Mis à jour à 08h10



Photo Robert Skinner, archives La Presse
Les différents avocats impliqués suspendent les procédures judiciaires reliées à la loi d'exception (12).

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les étudiants veulent bien croire aux promesses du Parti québécois, mais leur confiance n'est pas aveugle. Leurs avocats suspendront aujourd'hui toutes les procédures entreprises contre la loi d'exception (12), mais ne les abandonneront qu'une fois la loi complètement abrogée, a appris *La Presse*.

Les avocats du gouvernement et ceux de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) devaient entamer les procédures aujourd'hui devant le juge François Rolland, au palais de justice de Montréal. L'audience a finalement été reportée sine die et ne sera sûrement jamais reprise si les étudiants obtiennent satisfaction.

Marc-Antoine Cloutier est le patron de la clinique Juripop, qui fournit des avocats à la FECQ et la FEUQ depuis le début du mouvement de grève. Il a expliqué à *La Presse* que les leaders étudiants voulaient «accorder une chance» au nouveau gouvernement.

«Il ne faut pas oublier que les procédures judiciaires, ça coûte beaucoup d'argent. Ils ont préféré marquer une pause pour voir ce qui allait arriver, plutôt que de continuer à se battre contre une loi qui sera sûrement abrogée», a-t-il expliqué.

Dès son adoption, les troupes de Pauline Marois ont juré de rayer de la carte la loi spéciale, votée de toute urgence par les libéraux en mai dernier. Le lendemain du scrutin du 4 septembre, l'entourage de Pauline Marois a communiqué avec les étudiants pour les rassurer quant à la volonté du nouveau gouvernement. Les modalités de son annulation n'ont toutefois jamais été annoncées.

La loi spéciale comporte des dispositions qui encadrent le droit de manifester, mais aussi des articles qui empêchent le blocage des salles de classe et la perturbation de cours. Le tout est assorti d'amendes très salées.

«On ne sait pas encore si le PQ va abroger toute la loi, ou seulement une partie de celle-ci, a expliqué M. Cloutier. Tout le monde souhaite qu'elle soit complètement annulée et qu'on puisse passer à autre chose.»

Le Barreau veut faire parler les étudiants

Plus habitué aux plaidoiries polies qu'aux manifestations tumultueuses, le Barreau du Québec veut surfer sur l'effervescence du printemps dernier pour faire débattre les étudiants. En partenariat avec Juripop et la radio communautaire CIBL, l'ordre professionnel organisera une série de grands débats, intitulée Cité libre, dès le mois d'octobre. Dans un studio ouvert au public, des étudiants discuteront de grands enjeux devant d'«importants actrices et acteurs de la société québécoise».

Gabriel Nadeau-Dubois, ancien co-porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a obtenu un contrat avec la CSN-Construction, selon TVA.

Le jeune homme, qui étudiait l'histoire à l'UQAM, a décroché un contrat de recherche sur l'historique des conventions collectives dans le milieu de la construction.

Figure bien connue du mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité, Gabriel Nadeau-Dubois a quitté son poste de co-porte-parole au début du mois d'août. Il aurait commencé son contrat à la CSN peu de temps après.

L'ex-leader étudiant était attendu aujourd'hui à Paris, où il a été invité par le journal *L'Humanité* à participer à un débat sur les «jeunes en résistance».

RADIO-CANADA / GATINEAU : Seulement une dizaine d'étudiants arrêtés à l'UQO auront un procès – Mise à jour le jeudi 13 septembre 2012 à 12 h 39 HAE



De nombreux affrontements ont eu lieu entre les policiers et les manifestants à Gatineau (archives).

Malgré l'ampleur des arrestations à la mi-avril, lors des manifestations étudiantes à proximité de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), un très petit nombre d'étudiants subiront un procès.

Le 18 avril dernier, [161 manifestants avaient été arrêtés](#) sur la promenade du Lac-des-Fées. La police leur avait remis un constat d'infraction au Code de la route en vertu de l'article 500.1, accompagné d'une amende de 444 \$.

La cour municipale de Gatineau enverra incessamment 220 autres constats d'infraction au Code de la route, les policiers ayant continué à remettre des amendes aux manifestants.

Le 19 avril, [la police avait intercepté 150 jeunes](#) à la suite de l'occupation de la cafétéria au pavillon Lucien-Braut. Ils avaient été accusés de méfait. Depuis, 140 d'entre eux se sont prévalus du programme de non-judiciarisation, [dont le militant Bill Clennett](#), offert à ceux qui n'ont pas d'antécédents judiciaires. Ils sont également exemptés de dossiers criminels.

Seulement une dizaine subiront finalement un procès.

Au total, il y a eu 311 arrestations en deux jours à Gatineau. La Sûreté du Québec (SQ) avait été appelée en renfort.

Le coordonnateur de l'Association de défense des droits sociaux (ADDS) à Gatineau, David Clément, estime que la région a servi de test pour ce qui allait se dérouler dans d'autres villes du Québec.

« L'UQO a été la première à avoir une injonction. C'était le test qui pouvait se faire sur comment appliquer une injonction à l'université. [...] Jamais cette stratégie n'avait été prise pour essayer de casser des grèves étudiantes. » — David Clément, coordonnateur de l'ADDS

M. Clément souligne qu'une tactique semblable a par la suite été appliquée au [Cégep Lionel-Groulx](#) et, plus récemment, à [l'Université de Montréal](#).

En complément

Audio - [La journaliste Rachel Gaulin a fait le suivi des arrestations durant les manifestations étudiantes à l'UQO.](#)

Audio - [Michel Picard s'entretient avec Nathalie Desrosiers, avocate générale de l'Association canadienne des libertés civiles, dans le cadre de l'émission « Le Midi 30 ».](#)

TVANouvelles : Annulation de la hausse des droits de scolarité : «Cellule de crise» demandée par la FEUQ - Première publication mardi 11 septembre 2012 à 21h01



Crédit photo : archives Agence QMI

Par Régys Caron | Agence QMI

En annulant l'augmentation des droits de scolarité à l'université, le gouvernement de Pauline Marois annulera par le fait même l'injection de 39 millions \$ dans le régime de bourses proposée par le gouvernement Charest.

«À partir du moment où on n'augmente pas les droits de scolarité, on ne haussera pas les mesures d'aide financière aux études parce que le problème ne se posera pas», avait expliqué le chef du Parti québécois à l'occasion d'une entrevue éditoriale au Journal de Québec pendant la campagne électorale.

Pauline Marois a déclaré qu'elle entendait procéder par décret dans les premiers jours suivants l'entrée en fonction de son gouvernement. Elle

entend par le fait même abroger la loi 12 (projet de loi 78).

Manque à gagner

Annuler l'augmentation des droits de scolarité privera, à terme, les 18 universités québécoises de revenus de 238 millions \$, estime le bureau du premier ministre sortant Jean Charest. Pauline Marois, elle, estime à 150 millions \$ l'impact de sa décision. «Elle veut satisfaire une certaine base électorale, mais où va-t-elle prendre l'argent?», demande François Bonnardel, député de la CAQ dans Shefford.

«La loi 78 et la hausse des droits de scolarité ont été adoptées par des votes à l'Assemblée nationale. Mme Marois devrait soumettre ses propositions à un débat, puis à un vote à l'Assemblée nationale», suggère l'attaché de presse du premier ministre sortant, Hugo D'Amours. Une telle procédure risquerait de se traduire par le rejet de la position péquiste, le gouvernement Marois étant minoritaire au salon bleu.

«Cellule de crise»

Si elles se réjouissent de voir la hausse des droits de scolarité disparaître de leur écran radar, les associations étudiantes souhaitent le maintien des bonifications du régime d'aide financière aux études mises sur la table au printemps par le gouvernement Charest.

«C'est une demande qu'on faisait depuis plusieurs années et on va se battre pour que ça soit conservé», prévient la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui souhaite rencontrer sous peu la première ministre désignée dans le but de créer une «cellule de crise».

La FEUQ requiert l'aide du gouvernement pour soutenir les étudiants qui ont reçu des factures de droits de scolarité indexées de la part des universités, suivant la hausse décrétée par le gouvernement Charest. L'aide financière aux études «qui n'arrive pas» et la tenue du sommet sur l'enseignement supérieur promis par le PQ feront partie des discussions. «On a des étudiants qui se font facturer une hausse de droits de scolarité et qui ne reçoivent pas d'aide financière», signale Mme Desjardins.

La CLASSE réclame aussi le maintien de l'amélioration du régime des bourses. «C'est une des revendications que nous avons. C'est pour ça qu'on a demandé une rencontre avec le nouveau gouvernement le plus rapidement possible. Le régime actuel est insuffisant», a confié la porte-parole Camille Robert.

Selon la CLASSE, qui cite des chiffres du ministère de l'Éducation, de 9 000 à 13 000 jeunes ont renoncé aux études universitaires sous l'effet de la hausse de 500 \$ des frais de scolarité appliquée de 2007 à 2012.

LE SOLEIL : Conflit étudiant: près de 200 plaintes en déontologie policière - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 19h19



PHOTO: EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Durant la période de janvier à juillet, ce sont les manifestations à Montréal qui ont entraîné le plus grand nombre de dénonciations de la part des citoyens, soit 145, contre 15 à Québec.

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) Un total de 193 plaintes ont été déposées en déontologie policière pendant toute la durée du conflit étudiant, dont 15 se rapportant à des incidents survenus à Québec et 145 à Montréal. Près de la moitié des dénonciations sont par ailleurs issues de vidéos visionnées sur YouTube.

Les premières plaintes ont été reçues à la fin du mois de janvier, alors que la dernière remonte au 11 juillet, selon la porte-parole du Commissaire à la déontologie, Me Louise Letarte.

Au cours de ces six mois, ce sont les manifestations dans la métropole qui ont entraîné le plus grand nombre de dénonciations de la part des citoyens, soit 145, contre 15 dans la capitale nationale. Le comportement des policiers lors des émeutes survenues à Victoriaville les 4 et 5 mai a attiré 16 plaintes. Le reste des dossiers déposés auprès du commissaire concernent des interventions policières ayant eu lieu à Gatineau (12), à Sherbrooke (4) et à Chicoutimi (1).

14% de plus qu'en 2011

Depuis le début de 2012, le Commissaire a reçu 1587 plaintes comparativement à 1392 pour l'ensemble de l'année 2011. Il s'agit d'une augmentation de 14% - alors que l'année n'est pas encore terminée - qui correspond essentiellement aux plaintes déposées dans le contexte du conflit étudiant, souligne Me Letarte. En raison du volume important de nouveaux dossiers à traiter en si peu de temps, l'organisme a embauché un nouvel employé affecté à l'orientation des plaintes. En mai, le commissaire Claude Simard admettait en avoir plein les bras et n'excluait pas de réclamer des ressources supplémentaires.

La porte-parole explique par ailleurs que le travail du personnel chargé de traiter les plaintes est plus ardu lorsque celles-ci ont été formulées à partir d'images provenant de la télévision ou encore de vidéos mises en ligne sur le site YouTube. Puisque les plaignants n'ont souvent pas assisté eux-mêmes aux scènes dénoncées, leur contexte est plus complexe à décoder et l'identification des policiers se complique. Par ailleurs, près de la moitié des plaintes reçues dans le contexte des manifestations étudiantes proviennent du site de partage de contenu vidéo, souligne Me Letarte.

LA PRESSE : Des prêts pour les chargés de cours de l'UQAM - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 13h32

Ewan Sauves, La Presse

Les chargés de cours qui ont prolongé leur contrat d'enseignement le 27 août, le jour de la reprise du trimestre d'hiver, n'ont toujours pas touché leur salaire. Ceux qui se trouvent en difficulté financière recevront donc des prêts en attendant d'être payés, a indiqué le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ).

Le vice-président à la convention collective, Jocelyn Chamard, a réaffirmé ce matin qu'il était impossible pour le moment de leur confirmer la date de la première paie. Le SCCUQ avoue être

débordé «étant donné le délai de traitement des contrats par les services concernés et le traitement manuel de chaque contrat».

Pour venir en aide aux membres du syndicat, la Caisse de la culture Desjardins a accepté d'accorder un prêt à un taux particulier de 4,1 %. «Ce prêt, d'un maximum de 5000 \$ et pour une durée maximale de 45 jours, est sujet à une approbation du bureau de crédit», peut-on lire dans le message destiné aux chargés de cours.

À noter que les avances ne seront allouées qu'aux personnes qui ont déjà remis à leur dé-

partement leurs disponibilités ainsi que les ententes d'évaluation.

Plusieurs chargés de cours se disent pris à la gorge, sans source de revenus depuis le mois de mai. «On s'est retrouvé avec un trimestre d'été qui a été annulé et on ne survit depuis qu'avec des prestations de chômage, interrompues le 26 août, ou de l'aide sociale. Beaucoup d'entre nous ne savent pas comment ils vont manger dans 24 heures», dénonce Alain Gerbier, chargé de cours à l'École des médias.

LE SOLEIL : Militaires accusés pour propos haineux sur Facebook - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 11h41 | Mis à jour le mardi 11 septembre 2012 à 16h55



Photo Carl Laprise

Dominique Laliberté a été atteinte au visage lors d'une manifestation à Victoriaville, alors qu'elle et son ami Pierre Léveillée s'éloignaient du grabeau. Fachowatch.com rapportait que des propos haineux avaient été dirigés directement à son endroit sur les médias sociaux.

Jean-François Néron, Le Soleil

(Québec) Au moins quatre militaires de Valcartier subiront un procès sommaire pour des propos haineux tenus au printemps sur les réseaux sociaux pendant la crise étudiante.

«Ouais manifester à Auschwitz, dans les petite chambre spéciale bande de connard, on va les réouvrir juste pour vous! [sic]»

C'est ce genre de commentaires publiés sur Facebook en mai qui a fait l'objet d'une enquête menée par l'armée. «Les accusations sont de nature disciplinaire pour avoir porté préjudice au bon ordre et causé un discrédit aux Forces canadiennes», explique la capitaine Julie Brouillette, officière des affaires publiques du 5e Groupe brigade mécanisé du Canada (5e GBMC).

Les soldats subiront un procès sommaire. Ce type de comparution «a pour objet de rendre justice de façon prompt et équitable à l'égard d'infractions d'ordre militaire mineures et de contribuer au maintien de la discipline et de l'efficacité militaire», cite Mme Brouillette, se référant aux ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes.

Parmi les propos recueillis à l'époque par Fachowatch.com, un site qui dit faire la lutte contre les idées fascistes, certains s'attaquaient directement aux individus.

«Bien fait pour cette connasse», lisait-on au sujet de Dominique Laliberté, une étudiante de l'Université Laval blessée lors d'une manifestation tenue à Victoriaville pendant un congrès du Parti libéral. La dame a subi une multiple fracture à la mâchoire et a perdu plusieurs dents après avoir été atteinte par un objet.

«Din dent chienne de hippie communiste [sic]», ajoutait un autre internaute. «Est chanceuse, c juste une dent attendre que larmer débarque aik nos 12 a balle de rubber vs allez vous calmer les nerfs j pense [sic]», renchérisait un troisième.

«Only the strong survive, les petits communistes trop fifi, vous manifestez, bin assumez. Il faudrait un système national-socialiste [pour envoyer] au camp de concentration les faibles [...] [sic]»

Peines variables

Pour avoir écrit ces lignes, les militaires visés s'exposent à des peines variables: une réprimande, une amende allant jusqu'à 25% de la solde mensuelle, le confinement aux quartiers pendant 14 jours, l'exécution de travaux et d'exercices supplémentaires pendant sept jours ou la suppression de congés jusqu'à 14 jours.

«Nous avons depuis longtemps une politique d'utilisation des médias sociaux. Mais depuis les événements, le commandant du 5e GBMC, le colonel Stéphane Lafaut, a passé un message à l'interne pour rappeler aux soldats comment ils doivent se comporter», précise l'officier Brouillette.

Les procès seront tenus en octobre au sein de l'unité d'appartenance des militaires pris en défaut.

Première vague de colère

Un mois avant les incidents survenus sur Facebook, des militaires avaient aussi fait parler d'eux pour avoir tenu des propos similaires. Cette fois, ils étaient en colère parce que des partisans pour le gel des droits de scolarité avaient opposé des carrés rouges sur le monument militaire place George-V de la Grande Allée en mémoire des soldats du Royal 22e Régiment morts au combat pendant les deux grandes guerres et celle de Corée.

Un internaute, qui disait travailler pour l'infanterie de l'armée canadienne, avait affirmé sur son compte Facebook qu'il souhaitait s'en prendre physiquement aux étudiants qui ont laissé ces carrés rouges.

«Eille, les étudiants brailards, vous auriez pas dû mettre vos criss de carrés rouges sur notre insigne régimentaire du r22r!, a-t-il écrit. Vous êtes des asti de fif, pis j'espère que grâce à Facebook, vous allez voir mon commentaire. Vous voulez vous frotter aux militaires, vous aller en manger une criss! Aucune pitié pour vous autres gang de vermine. Votre carré rouge, on va vous l'enfoncer dans la gorge! Fuck you all! [sic]»

Un autre membre des Forces écrivait : «Aux armes!!!! La chasse au p'tits cons sans jugement est ouverte. [...] Bande de sans génie... [sic]»

Les deux incidents avaient fait réagir le maire de Price, militaire à la retraite, Laurent Émond. Le vétéran, qui a participé à trois missions sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, considère que de tels comportements «noircissent la réputation des soldats».

Lui-même s'était dit en faveur du combat mené par les étudiants, tout en leur demandant le respect des symboles militaires. Après avoir vu dans les médias le monument couvert de carrés rouges, il avait fait le voyage jusqu'à Québec pour observer une minute de silence à la mémoire de ses frères d'armes décédés.

ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS DES FORCES CANADIENNES

19.14 - COMMENTAIRES DÉPLACÉS

(2) Aucun officier ou militaire du rang ne doit faire ni ne doit dire quoi que ce soit qui, vu ou entendu par un membre du public, pourrait jeter le discrédit sur les Forces canadiennes ou sur l'un de ses membres.

LE DEVOIR : Grève étudiante - UQAM: les chargés de cours privés de paie - Mardi 11 septembre 2012

Lisa-Marie Gervais

La grève étudiante continue de créer des dommages collatéraux à l'UQAM. Un imbroglio entre la direction et les chargés de cours privera ces derniers de leur salaire lors du prochain jour de paie, ce jeudi, a appris Le Devoir. Ces enseignants devront attendre jusqu'au jeudi 27 septembre avant d'être dûment payés pour leurs heures en cette période exceptionnelle de rattrapage.

Les chargés de cours étant entre deux contrats, ils ont dû signer des ententes particulières et être payés selon un nombre d'heures déclarées. Au 5 septembre, date limite de la déclaration pour les premières semaines de la reprise, aucun chargé de cours n'avait transmis de feuille de présence au service de paie, a constaté la direction de l'Université. « Les tableaux des heures sont arrivés après cette date », a confirmé Jenny

Desrochers, porte-parole de l'UQAM. « Où y a-t-il eu une faille ? Difficile à dire, mais je pense que c'est un problème de compréhension », a-t-elle dit en ajoutant qu'il y aurait eu une confusion sur la façon de transmettre les feuilles de présence. Les chargés de cours devaient-ils déclarer leurs heures sur une base hebdomadaire ou à la fin de la période de rattrapage ?

Selon Mme Desrochers, lors d'un épisode de grève étudiante en 2008, les chargés de cours avaient été payés à la toute fin du parachèvement de la reprise. La direction ne s'est donc pas étonnée de voir qu'il n'y avait eu aucune déclaration d'heures travaillées le 5 septembre dernier. Le président du Syndicat des chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ), Zakaria El Mrabet, s'est dit inquiet de la situation. « On est le 10 septembre et il reste 17 jours avant la prochaine paie. Sûrement que les gens vont devoir payer des

factures ou des prêts hypothécaires. C'est sûr qu'on va faire notre possible pour que tout le monde puisse avoir accès au fonds de dépannage sous forme de prêts ou à des avances de fonds », a-t-il souligné.

Selon lui, il est impossible de dire combien de personnes souffriront ainsi du retard de leur paie, mais il précise qu'au moins la moitié des 1000 cours à rattraper sont donnés par des chargés de cours.

Des notes d'information devaient être envoyées dès aujourd'hui à tous les chargés de cours pour leur rappeler comment réclamer leurs heures. Choqué par la situation, le syndicat songe à prendre les moyens d'action nécessaires pour souligner cette « faille de la direction », moyens pouvant aller jusqu'au grief.

LA PRESSE : La CLASSE reprend la lutte pour la gratuité - Publié le lundi 10 septembre 2012 à 07h28



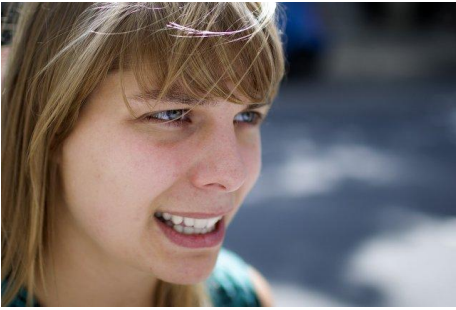


Photo: Olivier PontBriand, La Presse

La CLASSE ne se contente pas de l'indexation des droits de scolarité, et continue de mettre de la pression sur le gouvernement, cette fois pour la gratuité scolaire, selon Jeanne Reynolds.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Après avoir fait du gel des droits de scolarité son cheval de bataille depuis plus de six mois, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) renoue avec ses anciens amours et met le cap sur la gratuité scolaire.

C'est la première fois depuis le début du mouvement de grève étudiante que cette revendication est réellement mise de l'avant par l'association. Jusqu'à maintenant, la lutte contre la

hausse des droits de scolarité constituait la priorité de la CLASSE.

«Oui, on a bloqué pour l'instant la hausse des frais de scolarité, mais si on veut atteindre une éducation accessible sans discrimination [...], on peut parler de gratuité scolaire, on va la défendre, la gratuité scolaire», a fait valoir Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE. Elle a précisé qu'«il y a beaucoup de monde qui est d'accord avec ce projet de société».

La prochaine manifestation mensuelle des étudiants, prévue le 22 septembre, prendra d'ailleurs le virage de la gratuité scolaire. Il s'agira du thème principal.

«Si le gouvernement cède, c'est que notre poids politique n'a jamais été aussi important», affirme l'association sur l'internet. «Ce poids, nous devons l'utiliser. La lutte contre la hausse des frais n'est qu'un premier pas vers un véritable projet politique: la gratuité scolaire.»

Confiance et scepticisme

Par ailleurs, les associations étudiantes ne s'entendent pas sur l'attitude à adopter relativement aux engagements de Pauline Marois.

À la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), on n'hésite pas à dire que la campagne contre la hausse des droits de scolarité est bel et bien terminée et que les étudiants en sortent «victorieux».

«Moins de 24 heures après les élections, on a reçu un appel du Parti québécois» qui confirmait que la hausse allait être annulée, a raconté Éliane Laberge, présidente de la FECQ. «Je pense qu'une première ministre qui vient tout juste d'arriver en poste ne va pas commencer à dire du pipeau.»

À la CLASSE, on doute davantage de la bonne foi du Parti québécois (PQ). «Dire que c'est la fin de la grève ou de la contestation, c'est crier victoire un peu trop vite», a affirmé Jeanne Reynolds.

L'association s'inquiète notamment du fait que le PQ a promis la tenue d'une rencontre entre tous les acteurs du secteur de l'éducation postsecondaire sur la question des droits de scolarité. Le PQ y défendra l'idée de les indexer au coût de la vie.

«Même une indexation des frais de scolarité, ce qui va sûrement être proposé par le gouvernement péquiste, c'est déjà quelque chose d'inacceptable», a fait valoir Jeanne Reynolds.

Si la FECQ est du même avis sur le fond, elle croit que la rencontre se conclura par un compromis qui pourrait convenir à tous. Éliane Laberge a refusé d'évoquer un possible retour en grève si la position d'indexation était retenue par le gouvernement Marois. Quant à Jeanne Reynolds, elle a fait valoir que cette décision reviendrait aux membres.

LE DEVOIR : Droits de scolarité: la question est réglée, selon la FEUQ - L'annulation de la hausse qui a été promise par le PQ met un terme au conflit étudiant - Lundi 10 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Martine Desjardins et Éliane Laberge

La Presse canadienne

L'annulation de la hausse des droits de scolarité par décret ministériel promise par la première ministre désignée du Québec, Pauline Marois, à peine 24 heures après son élection, est une victoire pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La présidente de l'association, Martine Desjardins, y voit là la fin d'un long conflit qui aura duré plus de deux ans et lors duquel la FEUQ aura essuyé plusieurs revers, en raison d'un gouvernement « qui ne voulait rien savoir des revendications des jeunes ».

Le constat est le même pour la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, qui voit d'un bon oeil l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement péquiste. Déjà, c'est une « excellente nouvelle » que Pauline Marois ait tenu ses engagements aussi rapidement, affirme Mme Laberge.

Si la question des droits de scolarité est considérée comme « réglée » par Mme Desjardins, elle

affirme toutefois que le travail de son association et de ses membres n'est pas terminé. La FEUQ entend mettre en avant des propositions plus avant-gardistes au cours du sommet sur l'éducation supérieure promis par les troupes péquistes, mais devra d'abord travailler à convaincre les partis d'opposition, gouvernement minoritaire oblige.

Pas question donc de chômer, assure Mme Desjardins. Les associations membres ont déjà le mandat d'écrire des mémoires afin d'apporter des propositions au sommet, qui devrait avoir lieu dans les 100 premiers jours d'un gouvernement péquiste, ou du moins être annoncé. La FEUQ se penchera aussi sur une structure souhaitable pour cette rencontre.

Du côté de la FECQ, l'énergie est également concentrée à la préparation de cette « rencontre majeure », qui permettra, selon Mme Laberge, de définir « ce à quoi devraient ressembler nos universités ». « Nous voulons arriver avec des scénarios crédibles, biens argumentés, bien détaillés », annonce la jeune présidente.

Questionnée sur le départ de Jean Charest de la vie politique, Mme Desjardins pense que cela modifiera les relations de la FEUQ avec le Parti libéral. Elle souligne cependant que le mouvement étudiant n'était pas contre l'homme, mais bien « contre les idées défendues par son gouvernement ».

Mme Laberge souligne que les trois acteurs principaux du gouvernement pendant le conflit étudiant, Michelle Courchesne, Line Beauchamp et Jean Charest, ne font désormais plus partie du caucus libéral, ce qui aura pour effet d'apaiser les tensions : « Nous allons pouvoir commencer de nouvelles relations avec le Parti libéral », affirme-t-elle.

Alors que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) entend continuer de militer pour la gratuité scolaire, la FEUQ, elle, appelle à une accalmie des moyens de pression. Martine Desjardins ne croit pas que la poursuite de la mobilisation par la CLASSE nuira à la cause étudiante et rappelle que les deux associations n'ont jamais caché que leurs revendications diffèrent : « On avait fait fi de nos idéologies durant le conflit. Maintenant, c'est sain que tout le monde reprenne ses idées. »

Vos réactions (3)

Chantale Desjardins - Abonnée, 10 septembre 2012 06 h 42

Manifestation du 22 septembre

Cette manifestation est inutile et vous ne devriez pas y participer.

Vous devriez essayer à convaincre LA CLASSE que cette association n'aboutira à rien mais qu'il faut dialoguer plutôt que manifester. La gratuité viendra mais pas par des manifestations dans les rues. Nous avons élu un gouvernement qui veut dialoguer et nous devons nous en réjouir.

Djosef Bouteu - Inscrit, 10 septembre 2012 13 h 12

Pourquoi les gens ne devraient pas manifester? C'est une étrange conception de la démocratie que d'appeler à ne pas manifester.

Louka Paradis - Inscrit, 10 septembre 2012 22 h 11

À M. Bouteu

Manifester pour manifester n'a pas beaucoup de sens. On manifeste quand il n'y a pas d'autre moyen de se faire entendre.

Louka Paradis, Gatineau

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants en situation extrêmement précaire : Des associations étudiantes ramassent des « cannages » pour les élèves les plus démunis, mais ça ne règle pas tout - Publié le: dimanche 09 septembre 2012, 19H32 | Mise à jour: dimanche 09 septembre 2012, 19H38

Anabel Cossette-Civitella

Le fonds de solidarité organisé par l'UQAM vient en aide aux étudiants les plus mal pris financièrement cet automne, mais

ce n'est pas avec des « cannes de raviolis » que tous les problèmes se règlent.

Les factures de loyer, d'électricité et d'Internet, voilà les vrais soucis qui s'accumulent sur la carte de crédit de Mari-Line Quirion, une étu-

diante monoparentale qui ne s'enthousiasme pas outre mesure face à la collecte de dons en nature, organisée par l'Association facultaire des étudiants en arts (AFÉA) de l'UQAM.

Après l'assemblée générale du 9 août à l'UQAM, des étudiants avaient souligné qu'un fonds de solidarité sous forme de denrées devenait nécessaire.

« La fin de la ligne »

Avec l'aide financière aux études du gouvernement du Québec qui ne sera pas délivrée avant octobre, de nombreux étudiants se trouvent dans une situation extrêmement précaire. « Ce mois de septembre, des étudiants vont atteindre la fin de la ligne [...] c'est une situation extrême », a déploré Justine Boulanger, coordonnatrice aux affaires académiques pour l'Association facultaire des étudiants en arts (AFÉA) à l'UQAM.

Jusqu'à la fin octobre, des denrées non périssables, des vêtements usagés et des fournitures scolaires vont donc passer entre les mains des étudiants les plus démunis.

« C'est de l'argent qu'il nous faut », a insisté Marie-Line Quirion.

La situation est très paradoxale, selon l'étudiante de 31 ans : « À la fin du mois, je vais dire merci à MasterCard, alors que depuis le début, les revendications étudiantes se veulent anticapitalistes. » Malgré tout, Marie-Line Quirion précise qu'elle devra finir par piler sur son orgueil pour répondre aux besoins les plus pressants de sa petite famille, et elle ira rendre visite à son association étudiante.

En fait, la situation est si grave que les associations uqamiennes ont aussi fait appel à des organismes d'aide de dernier recours, dont Moisson Montréal. L'organisme leur apportera donc une aide d'appoint jusqu'au 29 octobre.

Montrer 1 commentaire (Québec)

Guy7500 1 commentaire masqué

C'est le prix à payer pour votre volte-face.

Au prix que vos manif ont coûté à l'ensemble des payeurs de taxes, il ne faut pas s'attendre à trop de pitié de notre part. ASSUMEZ!!!!

09/10/2012 08:16 AM

[Afficher 1-79 de 115 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Le conflit étudiant est terminé, selon la FEUQ et la FECQ – Mise à jour le dimanche 9 septembre 2012 à 16 h 15 HAE

L'annulation de la hausse des droits de scolarité par décret ministériel promise par la première ministre désignée du Québec, Pauline Marois, à peine 24 heures après son élection, est une victoire pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La présidente de l'association estudiantine, Martine Desjardins, y voit là la fin d'un long conflit qui aura duré plus de deux ans et lors duquel la FEUQ aura essuyé plusieurs revers, en raison d'un gouvernement « qui ne voulait rien savoir des revendications des jeunes ».

Le constat est le même pour la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, qui envisage d'un bon œil l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement péquiste. Déjà, c'est une « excellente nouvelle » que Pauline Marois ait tenu ses engagements aussi rapidement, affirme Mme Laberge.

Et même si la question des droits de scolarité est considérée comme « réglée » par Mme Desjardins, elle affirme toutefois que le travail de son association et de ses membres n'est pas terminé. La FEUQ entend mettre de l'avant des propositions plus avant-gardistes au cours du sommet sur l'éducation supérieure promis par les troupes péquistes, mais devra d'abord travailler à convaincre les partis d'opposition, gouvernement minoritaire oblige.

Pas question donc de chômer, assure Mme Desjardins. Les associations membres ont déjà le mandat d'écrire des mémoires afin d'apporter des propositions au sommet, qui devrait avoir lieu dans les 100 premiers jours d'un gouvernement péquiste, ou du moins être annoncé. La FEUQ se penchera aussi sur une structure souhaitable pour cette rencontre.

Du côté de la FECQ, les énergies sont également concentrées à la préparation de cette « rencontre majeure », qui permettra, selon Mme Laberge,

de définir « ce à quoi devraient ressembler nos universités ».

« Nous voulons arriver avec des scénarios crédibles, biens argumentés, bien détaillés », annonce la jeune présidente.

Questionnée sur le départ de Jean Charest de la vie politique, Mme Desjardins pense que la démission du premier ministre sortant modifiera les relations de la FEUQ avec le Parti libéral. Elle souligne cependant que le mouvement étudiant n'était pas contre l'homme, mais bien « contre les idées défendues par son gouvernement ».

« Il est certain qu'on était très présent dans la circonscription de Sherbrooke dans le cadre des élections pour s'assurer que Jean Charest, qui avait été élu par une faible majorité lors du scrutin de 2008, ne soit pas réélu. »

Martine Desjardins
présidente de la FEUQ

La leader attribue aux militants étudiants une partie de la défaite de M. Charest en raison de la grande mobilisation qui a eu lieu dans sa circonscription. Mme Desjardins avoue que Jean Charest est un « adversaire politique très coriace » et reconnaît le travail de l'homme politique.

« Est-ce que le départ de M. Charest aide notre cause? Je n'irais pas jusque-là. Ce qui aide notre cause, c'est de voir un parti politique qui ne propose pas de hausse des droits de scolarité. »

Éliane Laberge
présidente de la FECQ

Mme Laberge souligne que les trois acteurs principaux du gouvernement Charest pendant le conflit étudiant, Michelle Courchesne, Line Beauchamp et Jean Charest lui-même, ne font désormais plus partie du caucus libéral, ce qui aura assurément pour effet d'apaiser les tensions. « Nous allons pouvoir commencer de nouvelles relations avec le parti libéral », affirme-t-elle.

Alors que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) entend continuer de [militer pour la gratuité scolaire](#), la FEUQ, elle, appelle à une accalmie des moyens de pression.

Martine Desjardins ne croit pas que la poursuite de la mobilisation par la CLASSE nuira à la cause étudiante et rappelle que les deux associations n'ont jamais caché que leurs revendications différaient. « On avait fait fi de nos idéologies durant le conflit. Maintenant, c'est sain que tout le monde reprenne ses idées ».

« On doit maintenant passer à l'étape de discuter avec le gouvernement. Il faut savoir utiliser les manifestations et les grèves dans un contexte de pression, ajoute Mme Desjardins. Pour l'instant, il faut donner la chance au coureur ».

La présidente de la FEUQ considère qu'un consensus entre le gouvernement et toutes les associations étudiantes est envisageable. « Un consensus va permettre de rallier l'ensemble de la population, qui a été largement divisée dans le conflit », conclut-elle.

LA PRESSE CANADIENNE En complément



Vidéo - [Entrevue avec les présidentes de la FECQ et de la FEUQ, Éliane Laberge et Martine Desjardins](#)

[Les commentaires \(389\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / 24HEURES : Manifestation : La CLASSE veut continuer le combat pour la gratuité - Publié le: dimanche 09 septembre 2012, 14H47 | Mise à jour: dimanche 09 septembre 2012, 15H04 / Dimanche 09 septembre 2012 17h18



Photo SÉBASTIEN SAINT-JEAN / AGENCE QMI
L'ancien porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois

Agence QMI

La CLASSE appelle les étudiants à manifester le 22 septembre à Montréal pour demander au futur gouvernement péquiste d'aller plus loin que le blocage de la hausse des frais de scolarité imposée par l'ancien gouvernement libéral, en restaurant la gratuité scolaire.

La Coalition large de l'Association pour une scolarité syndicale étudiante a lancé cet appel dimanche sur sa page Facebook, en disant sa détermination à maintenir le rapport de force.

«[...] la couleur du gouvernement importe peu : le gel des frais de scolarité n'est pas négociable, peut-on y lire.

Par-dessus tout, montrons-leur que nous portons un projet de société plus large que la simple question de la hausse des frais de scolarité, un

projet qui garantit durablement l'accessibilité aux études post-secondaires et pave la voie vers un système d'éducation dont les orientations servent véritablement la population québécoise.»

Au lendemain de son élection, Pauline Marois avait confirmé qu'elle reviendrait sur la hausse des droits de scolarité.

La CLASSE s'est félicitée d'avoir réussi à bloquer la hausse, considérant qu'elle a participé activement à «cette victoire», mais a tenu à préciser que «ce n'est qu'un premier pas vers la gratuité scolaire».

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont fait savoir de leur côté qu'elles considèrent la question des droits de scolarité réglée.

LA PRESSE / LE DEVOIR : Le conflit étudiant est terminé, selon la FEUQ : La question des droits de scolarité est considérée «réglée» pour Martine Desjardins – Publié le samedi 08 septembre 2012 à 13h53 | Mis à jour le samedi 08 septembre 2012 à 20h16 / Samedi 08 septembre 2012, à 17h28



Photo : La Presse canadienne
Clément Allard

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, considère qu'un consensus entre le gouvernement et toutes les associations étudiantes est envisageable: «Un consensus va permettre de rallier l'ensemble de la population, qui a été largement divisée dans le conflit.»

Mathieu Simard, La Presse canadienne

L'annulation de la hausse des droits de scolarité par décret ministériel promise par la première ministre désignée du Québec, Pauline Marois, à peine 24 heures après son élection, est une victoire pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La présidente de l'association estudiantine, Martine Desjardins, y voit là la fin d'un long conflit qui aura duré plus de deux ans et lors duquel la FEUQ aura essuyé plusieurs revers, en raison d'un gouvernement «qui ne voulait rien savoir des revendications des jeunes».

Le constat est le même pour la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, qui envisage d'un bon oeil l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement péquiste. Déjà, c'est une «excellente nouvelle» que Pauline Marois ait tenu ses engagements aussi rapidement, affirme Mme Laberge.

Et même si la question des droits de scolarité est considérée «réglée» par Mme Desjardins, elle affirme toutefois que le travail de son association et de ses membres n'est pas terminé. La FEUQ entend mettre de l'avant des propositions plus avant-gardistes au cours du sommet sur l'éducation supérieure promis par les troupes péquistes, mais devra d'abord travailler à convaincre les partis d'opposition, gouvernement minoritaire oblige.

Préparations en vue d'un sommet

Pas question donc de chômer, assure Mme Desjardins. Les associations membres ont déjà le mandat d'écrire des mémoires afin d'apporter des propositions au sommet, qui devrait avoir lieu dans les 100 premiers jours d'un gouvernement péquiste, ou du moins être annoncé. La FEUQ se penchera aussi sur une structure souhaitable pour cette rencontre.

Du côté de la FECQ, les énergies sont également concentrées à la préparation de cette «rencontre majeure», qui permettra, selon Mme Laberge, de définir «ce à quoi devraient ressembler nos universités». «Nous voulons arriver avec des scénarios crédibles, biens argumentés, bien détaillés», annonce la jeune présidente.

«Nouvelles relations avec le parti libéral»

Questionnée sur le départ de Jean Charest de la vie politique, Mme Desjardins pense que la démission du premier ministre sortant modifiera les relations de la FEUQ avec le Parti libéral. Elle souligne cependant que le mouvement étudiant n'était pas contre l'homme, mais bien «contre les idées défendues par son gouvernement».

«Il est certain qu'on était très présent dans la circonscription de Sherbrooke dans le cadre des élections pour s'assurer que Jean Charest, qui avait été élu par une faible majorité lors du scrutin de 2008, ne soit pas réélu», soutient Mme Desjardins.

La leader attribue aux militants étudiants une partie de la défaite de M. Charest en raison de la

grande mobilisation qui a eu lieu dans sa circonscription. Mme Desjardins avoue que Jean Charest est un «adversaire politique très coriace» et reconnaît le travail de l'homme politique.

«Est-ce que le départ de M. Charest aide notre cause? Je n'irais pas jusque-là. Ce qui aide notre cause, c'est de voir un parti politique qui ne propose pas de hausse des droits de scolarité», pense pour sa part la présidente de la FECQ.

Mme Laberge souligne que les trois acteurs principaux du gouvernement Charest pendant le conflit étudiant, Michelle Courchesne, Line Beauchamp et Jean Charest lui-même, ne font désormais plus partie du caucus libéral, ce qui aura assurément pour effet d'apaiser les tensions: «Nous allons pouvoir commencer des nouvelles relations avec le parti libéral», affirme-t-elle.

Sur le militantisme de la CLASSE

Alors que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) entend continuer de militer pour la gratuité scolaire, la FEUQ, elle, appelle à une accalmie des moyens de pression.

Martine Desjardins ne croit pas que la poursuite de la mobilisation par la CLASSE nuira à la cause étudiante et rappelle que les deux associations n'ont jamais caché que leurs revendications différaient: «On avait fait fi de nos idéologies durant le conflit. Maintenant, c'est sain que tout le monde reprenne ses idées».

«On doit maintenant passer à l'étape de discuter avec le gouvernement. Il faut savoir utiliser les manifestations et les grèves dans un contexte de pression, ajout-elle Mme Desjardins. Pour l'instant, il faut donner la chance au couteur».

La présidente de la FEUQ considère qu'un consensus entre le gouvernement et toutes les associations étudiantes est envisageable. «Un consensus va permettre de rallier l'ensemble de la population, qui a été largement divisée dans le conflit», conclut-elle.

Par Mathieu Simard

[Vos réactions \(37\)](#)

LE SOLEIL : Aide financière aux études: réunion d'urgence réclamée - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 05h00

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réclame dès la semaine prochaine une «rencontre d'urgence» avec le Parti québécois (PQ) pour clarifier la situation entourant l'aide financière aux études. Un sujet qui a d'ailleurs créé la division dans les rangs des associations étudiantes, vendredi.

Pendant la campagne électorale, le Parti québécois s'est clairement engagé à annuler l'augmentation des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest, ce qui a été confirmé un peu plus tôt cette semaine. Impossible toutefois de savoir quel sort sera réservé aux bonifications à l'aide financière annoncées ce printemps.

«Le PQ n'a pas pris position pendant la campagne électorale», souligne Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

De plus, l'adoption de la loi 12 (ancien projet de loi 78) a privé plusieurs étudiants de leurs prêts et bourses cet automne, en raison de la suspension de la session d'hiver. Selon les règles en vigueur à l'aide financière, on considère que les étudiants en grève ont passé trop de temps sans étudier, ce qui réduit automatiquement les montants accordés habituellement.

«On réclame une rencontre d'urgence parce qu'il y a beaucoup de problématiques. On attend la date de la rencontre, mais je suis convaincue qu'on aura une bonne ouverture du côté du Parti québécois», a affirmé Martine Desjardins.

La rencontre pourrait avoir lieu avant la formation du prochain gouvernement, prévue le 17 septembre, espère la FEUQ.

Désaccord entre les étudiants

La bonification des prêts et bourses a d'ailleurs divisé les étudiants vendredi. La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) réclame le maintien des bonifications annoncées aux prêts et bourses. «Ce n'est pas parce que la hausse des frais de scolarité sera annulée que les besoins en aide financière aux études disparaissent pour autant», peut-on lire sur le site Internet de la CLASSE, qui réclame aussi une rencontre «le plus rapidement possible» avec le Parti québécois.

Mais la FEUQ s'oppose à l'une des modifications annoncées ce printemps - l'augmentation du plafond de prêt - qui ne fait qu'augmenter l'endettement étudiant».

«On met les étudiants plus à risque» en les endettant davantage, affirme Mme Desjardins.

Selon la présidente de la FEUQ, la mésentente avec la CLASSE sur les bonifications à l'aide financière repose sur une «incompréhension et une mauvaise évaluation des données».

«Ils se sont un peu fait avoir par le discours de bonification des bourses, mais quand on regarde ça de près, c'est pas mal un couteau à double tranchant», dit-elle.

Il a été impossible de s'entretenir avec un porte-parole de la CLASSE.



Photothèque Le Soleil, Yan doublet
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, réclame une «rencontre d'urgence» avec le Parti québécois afin d'éclaircir certaines probléma-

LE DEVOIR : Les étudiants déplorent l'annulation de cours à l'UdeM – Samedi 08 septembre 2012

Lisa-Marie Gervais

Si l'annulation de huit cours à l'Université de Montréal n'est pas une « surprise », les étudiants déplorent néanmoins les effets négatifs qu'elle aura sur certains d'entre eux. En particulier les finissants de 3e année issus d'autres départements qui n'étaient pas en grève, à qui il manquait un ou plusieurs cours annulés pour se diplômer. « On sait que dans le plus gros cours annulé, il y avait 22 finissants. On peut penser qu'au total, entre 30 et 40 étudiants vont voir leur diplomation retardée », a souligné Mireille Mercier-Roy, secrétaire générale de la FAECUM, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM.

La FAECUM reconnaît néanmoins que tous les efforts sont déployés pour que les étudiants soient pénalisés le moins possible. « Il y a des cours qui vont être repris dès la session d'automne [en octobre] et la direction va s'assurer que tous les élèves puissent les suivre. Si un étudiant change d'université, on nous a dit

qu'il pourra avoir facilement des équivalences », a-t-elle expliqué. Environ 400 étudiants sont touchés par l'annulation des huit cours, surtout en anthropologie, mais ils pourront les recommencer sans frais à une session ultérieure.

Les étudiants reconnaissent toutefois que l'annulation était la décision la plus juste à prendre dans certains cas pour ne pas compromettre la qualité de la formation. « Les étudiants touchés par les cours annulés contestaient eux-mêmes la qualité pédagogique des cours et reconnaissaient que dans ce contexte-là, c'était mieux d'annuler », a dit Mme Mercier-Roy. « Mais c'est sûr que c'est déplorable. »

Sociologie et anthropologie

Les huit cours annulés (un en sociologie et sept en anthropologie) sont des cours qui n'ont pas pu avoir lieu lors de la première semaine de rattrapage en raison d'affrontements entre les étudiants des associations toujours en grève et la police. La direction de l'UdeM a jugé qu'avec le

temps qu'il restait avant le début de la session d'automne, il n'était plus possible d'assurer un rattrapage de qualité.

« Les huit cours annulés représentent 1 % de tous les cours qui font l'objet d'un rattrapage et une infime minorité des quelque 14 000 cours donnés chaque année à l'UdeM. Actuellement, près de 10 000 étudiants suivent environ 900 cours suspendus au trimestre d'hiver dernier », a tenu à rappeler la direction de l'université dans un communiqué.

Vos réactions (1)

henri -s garneau - Inscrit, 8 septembre 2012 12 h 07

Bon...

...on récolte ce qu'on sème. Tout le monde un jour a eu à vivre avec des décisions prises sans penser aux conséquences, c'est humain. Par contre ça ne nous fera pas verser une larme, assumez!

LA TRIBUNE : Les étudiants de lettres et sciences humaines [de l'Université de Sherbrooke] renoncent à la grève - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 20h23

Archives La Tribune, Jessica Garneau Jonathan Custeau, La Tribune

(Sherbrooke) Les étudiants de l'Association générale étudiante de la Faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) de l'Université de Sherbrooke ont choisi de ne pas renouveler leur mandat de grève générale illimitée, vendredi, lors d'une assemblée réunissant 103 personnes. Il a toutefois été convenu de poursuivre la mobilisation et de manifester le 22 septembre prochain lors d'une grève d'une journée.

« En fait, il n'y a même pas eu de proposition de grève générale illimitée. Ça allait de soi de ne

pas poursuivre pour le moment. Mais nous restons sur nos gardes. Le gouvernement est en probation», fait valoir Nicolas Lachance-Barbeau, responsable aux affaires externes de l'AGEFLESH.

JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : La CLASSE demande la gratuité scolaire - Publié le: vendredi 07 septembre 2012, 19H52 | Mise à jour: vendredi 07 septembre 2012, 20H01

Sarah-Maude Lefebvre

L'obtention de l'annulation de la hausse des frais de scolarité ne satisfait pas totalement la CLASSE, qui a décidé de poursuivre le combat jusqu'à la gratuité scolaire.

En effet, bien que le nouveau gouvernement péquiste se soit engagé à abolir la loi 78 et à annuler la hausse des frais de scolarité, la CLASSE tiendra à nouveau une manifestation le 22 septembre prochain.

« Notre souhait est que la question de la gratuité scolaire soit abordée lors du Sommet sur l'éducation postsecondaire, que le Parti québécois s'est engagé à tenir bientôt », affirme la porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Camille Robert.

« Nous désirons garder les étudiants mobilisés, poursuit-elle. Il faut remettre de l'avant le concept de la gratuité scolaire. »

Certaines associations affiliées à la CLASSE ont d'ailleurs décidé de continuer à tenir une journée de grève tous les 22 du mois, jusqu'à ce que le gouvernement adopte une mesure en ce sens.

« La CLASSE n'a pas encore pris de position officielle là-dessus, mais ça pourrait être discuté en congrès », a admis Mme Robert. « De plus, rien ne nous garantit que la hausse sera annulée à 100 %. On doit rester vigilants. »

Mésentente

La position de la CLASSE quant à la gratuité scolaire semble l'isoler des fédérations étudiantes qui considèrent, de leur côté, que le combat est « terminé ».

« Il n'y a plus de raison d'aller manifester. On a gagné. Pour notre part, nous n'invitons pas les étudiants à manifester le 22 septembre prochain », affirme à ce propos la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

« Si la CLASSE veut militer pour la gratuité scolaire, libre à elle. Mais il n'est pas question pour nous d'aller défendre cette position-là au Sommet sur l'éducation. »

Mme Desjardins admet que le front commun qui unissait la CLASSE aux deux fédérations étudiantes s'effrite de plus en plus. « On s'était unifié le temps d'une campagne. L'objectif a été atteint et on se recentre maintenant sur nos positions respectives. »

La CLASSE attaquée

Par ailleurs, la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) se sont attaquées hier à la CLASSE au sujet de l'aide financière.

La CLASSE souhaite que les bonifications apportées par les libéraux au régime des prêts et bourses, notamment dans le dernier budget, soient maintenues dans l'intérêt des étudiants plus démunis.

Pour la FEUQ et la FECQ, ces mesures ne feront plutôt qu'augmenter l'endettement chez les étudiants dont les parents ont un revenu qui se situe entre 45 000 \$ et 60 000 \$.

« L'explosion du plafond des prêts va doubler, voire tripler, l'endettement étudiant. Je suis perplexe de voir qu'une association qui se dit en faveur de la gratuité scolaire prône l'endettement étudiant », a dénoncé Mme Desjardins, qui a également le support de la FECQ dans ce dossier.

Afficher 1-80 de 388 commentaires (Montréal)

Photo d'archives

RADIO-CANADA / GATINEAU : Rentrée académique à l'UQO – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 19 h 43 HAE

C'est le début des cours, vendredi, à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Les étudiants, qui étaient réunis en assemblée générale spéciale jeudi soir, [ont voté massivement contre la poursuite de la grève.](#)

L'Association générale étudiante (AGE-UQO) affirme que l'assemblée n'a duré que trente minutes et que la décision a été prise à main levée de façon quasi unanime. L'AGE n'a pas compté le nombre de votes étant donné l'évidente majorité.

La direction de l'UQO avait décidé [de suspendre les cours prévus mercredi et jeudi](#) afin de permettre à un plus grand nombre d'étudiants d'aller voter.

Changements au calendrier

Le retour en classe se fait en deux temps pour les universitaires, puisque les étudiants qui étaient en grève doivent terminer leurs cours. La rentrée générale de vendredi matin sera suivie en octobre d'une deuxième cohorte composée des finissants du cégep.

Le vice-recteur de l'UQO, Denis Dubé, avoue que le calendrier scolaire a été un casse-tête cette année et que son réaménagement a donné lieu à plusieurs acrobaties.

Il se réjouit cependant qu'une solution a été trouvée afin que le retour en classe et la réussite des étudiants ne soient pas en péril.

« On est presque soulagé et très enthousiaste d'accueillir nos étudiants. »
Denis Dubé, vice-recteur de l'UQO

Denis Dubé espère que la chimie naturelle entre étudiants fera guérir rapidement les cicatrices laissées par le conflit. Le vice-recteur de l'UQO assure que du soutien est offert aux étudiants ayant vécu de la détresse psychologique ou des problématiques particulières en raison de la grève.

« Nous souhaitons assurer une certaine sécurité, mais nous ne sommes pas inquiets. »
Denis Dubé, vice-recteur de l'UQO

Baisse des inscriptions des étudiants à temps partiel

Il se dit aussi confiant que la passion de l'enseignement et le désir de développer la communauté dissipera rapidement les tensions dans le corps professoral.

La direction de l'établissement rapporte par ailleurs qu'elle enregistre une hausse des inscriptions à temps plein pour la session d'automne, mais que l'incertitude laissée par le conflit étudiant a fait baisser le nombre d'étudiants à temps partiel.

En complément



• Audio - [L'animateur Carl Bernier discute de la rentrée à l'UQO avec son vice-recteur, Denis Dubé.](#)

RADIO-CANADA / GATINEAU : Une étudiante québécoise dénonce l'agenda de l'Université d'Ottawa – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 19 h 32 HAE

Une étudiante montréalaise nouvellement inscrite à l'Université d'Ottawa dénonce l'agenda remis par la fédération étudiante. Elle a remarqué avec surprise que l'agenda parlait abondamment de la lutte contre les droits de scolarité élevés et la crise étudiante au Québec, utilisant des slogans tel que « À bas les frais ».

Marianne Noël Auger, qui était étudiante au Cégep Édouard-Montpetit de Montréal, n'était pas d'accord avec la lutte étudiante. Elle craint maintenant que le mouvement québécois se transporte à l'Université d'Ottawa.



Marianne Noël Auger, étudiante à l'Université Ottawa

Elle comprend que la fédération essaie d'aller chercher des étudiants à l'Université d'Ottawa pour continuer le mouvement étudiant.

Elle souligne aussi le [passage en juillet dernier de Gabriel Nadeau-Dubois](#), dans le cadre de la tournée ontarienne de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Peu importe c'est qui ou c'est la faute de qui, je ne trouve pas ça correct. »
Marianne Noël-Auger étudiante à l'Université d'Ottawa

À la Fédération des étudiants de l'Université d'Ottawa (FEUO), la représentante répond que la campagne « À bas les frais » existe depuis plusieurs années. Elle reconnaît toutefois que la lutte québécoise est devenue une source d'inspiration.

« Je crois que le Québec, on peut en tirer des exemples pour les appliquer ici en Ontario et au reste du Canada. »

Nicole Desnoyers organisatrice des campagnes à la FEUO

Pour la fédération, l'agenda est un outil pour diffuser les différentes causes dans lesquelles les étudiants peuvent militer.

Elle cite en exemple une charte des droits des étudiants en résidence, des services de garderie abordables et même des toilettes unisexes pour les étudiants transgenre.

En complément



• Vidéo - [Dossier étudiant Les commentaires \(53\)](#)

LE DROIT : Rentrée sous le signe de l'optimisme - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 13h43



Patrick Woodbury, LeDroit

Le Cégep de l'Outaouais accueille cet automne un total de 4974 étudiants, dont Laure-Élie Parent, Shane Deschâtelets et Gabriel Maheu.

Justine Mercier, Le Droit

«L'optimisme» était au rendez-vous pour la rentrée, hier, au Cégep de l'Outaouais. Des projets d'agrandissement sont sur le point de s'enclen-

cher, tandis que la possibilité d'un retour en grève s'est pratiquement effacée avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois.

Le Cégep de l'Outaouais accueille cet automne un total de 4974 étudiants, répartis dans 28 programmes. La prochaine année s'annonce plus calme que celle qui vient de passer, marquée par le meurtre de l'étudiante Valérie Leblanc, le départ de l'ancienne directrice générale Marielle Poirier, et le conflit étudiant du printemps, qui a donné lieu à neuf semaines de grève. La situation avait pris une tournure complexe lorsqu'une injonction a été émise pour obliger le cégep à offrir ses cours. Afin d'empêcher la tenue des cours, les «carrés rouges» ont investi les corridors de l'établissement, obtenant finalement ce qu'ils souhaitaient de la part de la direction, qui n'a pas voulu faire entrer les forces de l'ordre entre les murs du cégep.

Le porte-parole du Cégep de l'Outaouais, Pascal Laplante, souligne qu'il n'y avait pas de rumeurs quant à un éventuel retour en grève. L'élection d'un gouvernement péquiste permet de croire encore davantage à une année scolaire plus calme.

«À la lueur de l'annonce de Pauline Marois et de son décret [pour l'abolition de la hausse des droits de scolarité], il est évident que la situation est différente d'avant le 4 septembre, a indiqué M.Laplante. Par contre, ici, on n'avait aucun signe que le mouvement étudiant allait retourner en grève.»

Projets d'agrandissement

La direction du Cégep regarde donc droit devant, alors qu'un important projet d'agrandissement au campus Félix-Leclerc se mettra en branle sous peu. Le gouvernement du Québec avait annoncé en juin dernier l'octroi de

22,4 millions\$ pour agrandir le campus Félix-Leclerc du secteur Gatineau et réaménager le campus Gabrielle-Roy du secteur Hull. Le contrat pour la conception des plans et devis doit être attribué prochainement, dans l'objectif d'une première pelletée de terre à la fin du printemps ou au début de l'été 2013. Le nouvel édifice de 3000 mètres carrés qui sera bâti sur le terrain du campus Félix-Leclerc devrait être prêt pour l'automne 2014. La construction d'un centre de la petite enfance à ce même campus est aussi sur le point de se concrétiser, alors que le cégep lancera bientôt

l'appel d'offres pour trouver l'entrepreneur général qui sera responsable du chantier. Ce projet doit prendre forme d'ici l'automne prochain. Sur le plan académique, le Cégep de l'Outaouais accueille cette année sa première cohorte du programme Technologie d'analyses biomédicales. Trente étudiants y sont inscrits. Le cégep a aussi présenté une nouvelle demande dans le but de pouvoir offrir le cours Technologie de radiodiagnostic. Une requête identique avait été présentée au ministère de l'Éducation en 2011, mais «n'avait pas été retenue», a indiqué M.Laplante.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : L'Université de Montréal contrainte d'annuler huit cours – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 13 h 22 HAE

L'Université de Montréal (UdeM) a pris une décision sans précédent jeudi soir en annonçant l'annulation définitive de huit cours de sociologie et d'anthropologie qui faisaient l'objet de séances de rattrapage en raison de la grève étudiante du printemps dernier.

La direction de l'UdeM explique que les étudiants touchés par cette mesure « ne suivaient plus leurs cours depuis plus de sept mois et (que) les séances prévues depuis le début de la période de rattrapage le 27 août n'ont pas pu être mises en oeuvre ».

« Les huit cours annulés représentent 1 % de tous les cours qui font l'objet d'un rattrapage et une infime minorité des quelque 14 000 cours donnés chaque année à l'UdeM », indique la direction sur son site Internet, précisant que l'annulation entre en vigueur dès aujourd'hui.

Plus tôt dans la journée, les étudiants venaient pourtant de voter en faveur d'un retour en classe, également effectif à compter d'aujourd'hui.

Mais après avoir examiné le calendrier de rattrapage avec les enseignants concernés et le directeur du département, la direction a conclu qu'il « était impossible d'atteindre, d'ici le 28 septembre, les objectifs pédagogiques » fixés « sans compromettre la qualité de la forma-

tion ». Le trimestre d'automne débutant le 1er octobre, le prolongement de la session d'hiver n'est donc plus une option.

La semaine dernière, la rentrée des classes pour terminer la session d'hiver avait été perturbée à l'UdeM et la présence de manifestants avait contraint la direction à suspendre une cinquantaine de cours de six départements qui étaient toujours en grève, dont ceux d'anthropologie. Plusieurs de ces cours ne se donnant que le vendredi, les étudiants avaient déjà perdu deux semaines sur cinq.

Cette décision de l'UdeM survient trois jours après l'élection de la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui a promis d'annuler la hausse des droits de scolarité décrétée par son prédécesseur Jean Charest et d'abroger la loi 12 (projet de loi 78) adoptée par le gouvernement libéral.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qualifie l'élection du Parti québécois de « signe de la victoire du mouvement étudiant », tandis que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) affirme que son travail et ses sacrifices ont porté leurs fruits.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) s'est montrée plus prudente, disant accueillir « favo-

ramentement » l'annonce de Pauline Marois, tout en soulignant qu'elle allait rester [vigilante pour la suite des choses](#).

Jeudi, les étudiants ont été nombreux à se réunir en assemblée générale pour se prononcer sur la grève. Des associations de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec en Outaouais et de l'Université Laval ont choisi de reprendre le chemin des classes.

La contestation semble donc s'apaiser et l'annonce de la première ministre élue pourrait fort probablement mettre un terme au conflit étudiant sept mois après son déclenchement, à tout le moins temporairement.

En complément



Vidéo - [Le reportage d'Émilie Dubreuil](#)
[Les commentaires \(75\)](#)

LE QUOTIDIEN : L'annulation de la hausse réjouit le MAGE-UQAC - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 11h52



Photo: PC

Pauline Marois

Katerine Belley-Murray, Le Quotidien (CHICOUTIMI) Le MAGE-UQAC est très heureux que la première ministre élue du Québec, Pauline Marois, souhaite remplir son engagement d'an-

nuler la hausse des droits de scolarité et d'abroger la loi spéciale 78.

Mme Marois a affirmé mercredi que son gouvernement allait annuler la hausse des droits de scolarité par décret. « La loi 78 n'aura donc plus lieu d'être », a-t-elle dit. Cela a de quoi réjouir l'association étudiante de l'UQAC. « Nous rencontrerons les députés régionaux à ce sujet, mentionne la présidente du MAGE-UQAC, Claire Gressier. Il n'y a pas encore de rendez-vous de pris, mais ça se fera prochainement. »

Mme Gressier estime que Jean Charest avait donc raison lorsqu'il affirmait que le conflit étudiant allait se régler aux urnes.

« Ses propos sont en train de se concrétiser. Nul doute que l'annonce de l'annulation de la hausse des frais de scolarité aura un impact positif sur les étudiants. Toutefois, ces mesures devront se

concrétiser rapidement, car les étudiants de l'UQAC ont déjà reçu leur facture majorée. »

Contre la hausse

Même si la majorité des étudiants chicoutimiens a refusé de faire la grève, Mme Gressier assure qu'il ne fallait pas voir là une approbation de la hausse des droits de scolarité. « De façon très majoritaire, les étudiants sont contre la hausse. Ils n'ont simplement pas voulu utiliser la grève comme moyen de protestation. »

Le MAGE-UQAC tire un bilan positif des élections générales du 4 septembre, qui ont mené au remplacement du Parti libéral du Québec par le Parti québécois. « Nous saluons le travail de toutes les associations et fédérations étudiantes pour faire sortir le vote. L'intérêt envers la politique n'a jamais été aussi fort. Il s'agit d'une avancée importante pour la démocratie. »

LA PRESSE : Mécontente sur l'aide financière aux étudiants - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 11h37



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRECHETTE ARCHIVES LA PRESSE

Une porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, et la porte-parole de la FEUQ, Martine Desjardins. Les deux associations étudiantes ont des points de vue divergents sur le maintien des bonifications annoncées par l'ancien gouvernement libéral au programme de prêts et bourses.

Pascale Breton, La Presse

Les bonifications annoncées par l'ancien gouvernement libéral au programme de prêts et bourses suscitent de la mécontente entre les étudiants.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se dissocie de la demande formulée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui sou-

haïte que le nouveau gouvernement maintienne les bonifications annoncées au printemps par les libéraux.

Au contraire, fait valoir la FEUQ, ces modifications risquent d'augmenter encore l'endettement des étudiants. «Ils ne savent pas de quoi ils parlent», a lancé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, au sujet de ses collègues de la CLASSE.

En juin dernier, l'ancien gouvernement libéral avait mandaté le comité consultatif de l'accessibilité financière aux études afin qu'il se penche sur les bonifications proposées. Il était notamment question d'augmenter la contribution parentale prise en compte dans les calculs pour l'augmenter à 45 000\$.

Mais les changements faisaient aussi «exploser le plafond de prêts». L'impact est particulièrement important pour les étudiants issus de familles dont les revenus se situent entre 45 000 et 60 000\$, explique Mme Desjardins.

«Les étudiants qui proviennent de familles de classe moyenne, voire plus défavorisées, voient leur endettement doubler et même tripler. Je ne pense pas que c'est favorable de conserver cela.»

Dès que la CLASSE a demandé le maintien de ces bonifications, mercredi, la FEUQ a signifié son désaccord au Parti québécois. Maintenant que la hausse des droits de scolarité semble en voie d'être annulée, il ne faut pas accroître l'endettement étudiant, dit Mme Desjardins.

Une rencontre entre le PQ et les étudiants pourrait être organisée rapidement, avant même la formation du nouveau gouvernement, dit-elle.

Les étudiants ont repris les cours, mais l'aide financière n'a pas suivi. «Il faut avoir une cellule de crise pour être capable de gérer la rentrée, qui est déjà chaotique. Plus on attend, plus ça se complexifie. Des étudiants se retrouvent énormément endettés. Ils ont de la difficulté à se payer de la nourriture pour la semaine. Ça commence à être criant.»

LA PRESSE : Des étudiants sans le sou - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 07h46



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Réalisée l'année dernière, une étude de la clientèle des banques alimentaires de l'île de Montréal relève une augmentation de 300% de la demande provenant des étudiants depuis 2008.

Ewan Sauves, La Presse

À 12 h, vendredi dernier, au pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM, impossible de ne pas remarquer les dizaines de boîtes de carton empilées. Peu après la fin des cours, un attroupement se forme dans le hall. Les étudiants n'attendent qu'une chose: leur sac de denrées.

«C'est horrible d'avoir à quêter littéralement de l'argent pour payer ses dépenses. Dire "Je suis dans la merde, j'ai besoin d'aide" à de purs étrangers, c'est là qu'on est, nous autres.» Valérie McCutcheon est responsable de tout. Étudiante au baccalauréat en sociologie, la jeune femme de 28 ans a réussi à mettre sur pied, en moins d'une semaine, le Fonds de solidarité inter-UQAM. «C'est une idée qui a été discutée dans une assemblée générale et j'ai décidé de m'impliquer, de donner la première poussée.»

Au cœur des revendications du Fonds: réclamer le versement, pour le mois de septembre, des prêts et bourses aux étudiants et collégiens

annoncé en août par le gouvernement, et qui se fait toujours attendre. Pendant un mois, ceux-ci se retrouvent le bec à l'eau, sans aucune source de revenus. Le groupe recueille donc des denrées non périssables et des dons, afin d'aider les étudiants dans le besoin. Vendredi dernier, ils ont été 50 à profiter de la première distribution de nourriture de l'année.

Parents étudiants

«La majorité des bénéficiaires sont des parents étudiants, déplore celle qui ne recevra pas son chèque habituel de 850\$ ce mois-ci. Vous devriez lire les courriels que je reçois depuis le mois d'août: des gens qui ne peuvent plus manger, qui doivent faire des choix entre nourriture-garderie et droits de scolarité-loyer.»

«Les coupes de l'AFE [aide financière aux études], c'est majeur. De septembre à avril, c'est notre seule source de revenus. Avec ma charge de cours et ma fille, je ne peux pas travailler durant l'année.»

Ce n'est pas la première fois que Maryse, mère étudiante à l'UQAM, fait la queue pour obtenir un sac d'aliments. Elle se rend à une banque alimentaire proche de chez elle plusieurs fois par semaine.

Maryse a peur pour les mois à venir, où elle devra, «plus que jamais» faire des choix difficiles. «Je gratte les fonds de tiroirs, j'ai travaillé cet été alors j'ai pu mettre un peu de sous de côté, mais jusqu'à quand ça va durer?»

Affluence importante

La pauvreté et l'insécurité alimentaire chez les étudiants sont deux problèmes qui ne datent pas d'hier, selon l'organisme de collecte et de distribution de denrées Moisson Montréal. Réalisée l'année dernière, une étude de la clientèle des banques alimentaires de l'île de Montréal relève une augmentation de 300% de la demande étudiante depuis 2008.

Au Centre d'entraide et de rattachement familial (CERF), rue Ontario Est, une fréquentation importante se fait sentir depuis un an. «J'ai beaucoup de parents étudiants du cégep du Vieux-Montréal à l'heure actuelle. Je les vois beaucoup, ceux-là», dit Guy Cournoyer, le directeur général du CERF. Selon lui, le ministère de l'Éducation aurait dû prendre le temps d'analyser les conséquences de sa décision.

Pour le moment, le Fonds de solidarité inter-UQAM compte organiser des distributions d'aliments jusqu'au 28 octobre. Valérie McCutcheon rajustera le tir au besoin. «Je calcule que les étudiants mettront trois semaines pour se remettre de leur déficit. On finira fin octobre pour qu'ils reprennent un peu leur souffle.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Université de Montréal : Huit cours sont annulés - Publié le vendredi 07 septembre 2012, 6H28 | Mise à jour: vendredi 07 septembre 2012, 6H33

Agence QMI

Le couperet est tombé jeudi soir pour environ 400 étudiants en anthropologie et en sociologie de l'Université de Montréal : huit cours du trimestre d'hiver sont annulés et devront être repris.

Dans un communiqué publié sur son site web jeudi soir, l'Université explique n'avoir eu d'autres choix que d'annuler ces cours qui faisaient pourtant « l'objet de rattrapage depuis le 27 août ».

« Cette décision est effectivement dès aujourd'hui (jeudi) et toutes les séances de rattrapage prévues dans ces cours sont en conséquence définitivement annulés, » peut-on notamment lire.

« Il s'agit de 1 % de tous les cours qui font l'objet de rattrapage et une infime minorité des quelque 14 000 cours donnés chaque année à l'UdeM », poursuit-on.

La direction explique que dans le cas des cours annulés, « les plans de rattrapage n'ont pas pu être mis en œuvre ».

C'est pourquoi la direction de la Faculté des arts et sciences a jugé « qu'il était impossible

d'atteindre, d'ici le 28 septembre, les objectifs pédagogiques fixés dans les huit cours visés.

On ajoute également qu'il n'y aura pas de remboursement, mais qu'une « somme équivalente aux droits de scolarité liés au cours annulé sera automatiquement créditée à leur compte ».

De plus, aucune mention d'échec ne sera inscrite aux relevés de notes, de sorte à ne pas causer d'impact sur la moyenne cumulative.

[Afficher 1-80 de 99 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 3 commentaires \(Québec\)](#)

Guy7500 1 commentaire masqué
Tiens-toi! La récréation est finie.

[09/09/2012 10:37 AM](#)

pagery3 2 commentaires masqués

L'enseignement supérieur Universités et Collèges réunis, accaparent quelle part du budget global de l'Éducation, toutes considérations prises en compte? Dans ledit budget, quel est le pourcentage consenti aux salaires des professeurs? Ces derniers ont-ils été payés pour les cours qu'ils n'ont pas donnés? À combien sont précisément évalués les impacts financiers tous azimuts, conséquents aux grèves, aux incartades estu-

diantines, aux passages, à la sécurité publique centuplée et aux etcetera des perturbations qu'ont menées les leaders étudiants et meneurs de claque Gabriel Nadeau-Dubois, Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins? S'agit-il de milliards comme le laissent entendre certains auteurs? Les payeurs de taxes, ces huiles de la grosse machine de notre endettement galopant, n'ont-ils pas le droit de savoir où vont leurs piastres? Finira-t-on comme en Syrie ou en d'autres états totalitaires, où personne ne sait où vont leurs impôts, leurs taxes et autres contributions sociétales? Le nouveau gouvernement des carrés rouges a le devoir et l'incontournable obligation que lui dictent les transparences de la démocratie, d'en informer le peuple, avec rigueur et précision.

[09/07/2012 08:03 AM](#)

mimi37 1 commentaire masqué

La seule démocratie existante au Qc est celle des minorités qui décident pour les majorités.

Ce sont les syndicats qui contrôlent tout au Qc y compris la gouvernance de l'État et ce, depuis près de 40 ans.

Ce n'est certe pas avec le nouveau gouvernement élu, que tout ça changera surtout pas avec

une majorité de souverainistes, nationalistes etc. en Chambre.

09/08/2012 08:35 AM



Photo Archives / Agence QMI
La direction explique que dans le cas des cours annulés, « les plans de rattrapage n'ont pas pu être mis en œuvre ».

LA PRESSE : L'UdeM annule huit cours - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 00h00



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

La présence de manifestants a forcé l'intervention des policiers du Service de police de la Ville de Montréal la semaine dernière, lors de la rentrée à l'Université de Montréal.

Pascale Breton, La Presse

L'élection du Parti québécois sonne la fin de la grève étudiante, sept mois après le début du conflit. Mais pour certains, il est trop tard. Dans un geste sans précédent, l'Université de Montréal annule huit cours.

Environ 400 étudiants inscrits en sociologie et en anthropologie sont visés par cette décision tombée hier soir. Leur trimestre d'hiver est incomplet et les cours, crédités, devront être repris.

La semaine dernière, la rentrée des classes afin de terminer le trimestre d'hiver a été perturbée à l'Université de Montréal. La présence de manifestants a forcé l'intervention des policiers et l'université a suspendu une cinquantaine de cours, dans les programmes où les étudiants étaient toujours en grève.

Plan de rattrapage

En collaboration avec les professeurs et les doyens, la direction a procédé à l'analyse du plan de rattrapage pour chacun des cours. Elle voulait évaluer s'il était toujours possible de les compléter avant la date limite du 28 septembre, tout en maintenant la qualité de la formation.

Hier soir, l'Université a annulé huit cours en sociologie et en anthropologie. Plus tôt dans la journée, les étudiants venaient pourtant de voter pour un retour en classe, effectif à compter d'aujourd'hui.

« Peu de ces cours sont donnés le vendredi. Les étudiants avaient donc perdu deux semaines sur un plan de rattrapage de cinq semaines. On a dû prendre la difficile décision d'annuler les cours », explique le porte-parole de l'Université de Montréal, Mathieu Filion.

Cette décision sans précédent dans l'histoire de l'université survient au moment où le conflit étudiant s'apaise, à la suite de l'élection du Parti québécois.

Annulation de la hausse

Dès sa première conférence de presse à titre de première ministre, mercredi, Pauline Marois a annoncé son intention d'annuler la hausse de 1778\$ en sept ans et d'abroger la loi spéciale (loi 12), même si son gouvernement est minoritaire.

Une annonce qui a été reçue avec soulagement par les fédérations étudiantes collégiales et universitaires du Québec.

La CLASSE s'est montrée plus réservée. L'organisation souhaite rencontrer rapidement Mme Marois pour discuter des droits de scolarité et du sommet des universités qu'elle s'est engagée à organiser.

« On accueille favorablement la promesse du Parti québécois. [...] On demeure toutefois prudents. On va attendre avant de crier victoire », a déclaré Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE, en conférence de presse hier.

Le PQ a l'intention d'indexer les droits de scolarité sur le coût de la vie. « On va demander qu'il n'y ait pas de hausse du tout », a insisté Camille Robert, une autre porte-parole de la CLASSE.

Si elle ne veut pas de la hausse votée par les libéraux, la CLASSE souhaite en revanche que le PQ maintienne les bonifications apportées au système d'aide financière par l'ancien gouvernement.

Quant à la grève, elle semble terminée. Une trentaine d'associations étudiantes, tant dans les cégeps que les universités, tiennent des assemblées depuis mardi, discutant de la suite des choses. En août, une majorité d'entre elles avaient voté pour un retour en classe, le temps de finir le trimestre d'hiver et de laisser passer la campagne, sorte de « trêve électorale ».

Avec l'engagement du PQ d'annuler la hausse, la plupart se prononcent ces jours-ci pour un retour en classe définitif et d'autres façons de maintenir la pression sur le gouvernement.

« On voit un peu que la tendance générale va vers un retour en classe. Dans des circonstances comme cela, on est appelés à revoir notre position actuelle », a d'ailleurs convenu Mme Robert.

Pour continuer la mobilisation, une manifestation est prévue le 22 septembre, la septième à se tenir le 22 du mois.

LE DEVOIR : Aide financière: la FECQ et la FEUQ veulent mettre sur la glace les offres de Charest – Vendredi 07 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
La présidente de la FECQ, Éliane Laberge, avec Martine Desjardins, de la FEUQ.

Nancy Caouette

Contrairement à ce qu'a affirmé la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) jeudi, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne croient pas qu'il serait heureux pour les étudiants de

Vos réactions (4)

Guy Fortin - Inscrit, 7 septembre 2012 19 h 58

Le beurre et l'argent du beurre

Je ne sais pas dans quel monde cette belle jeunesse vit, mais je me doute qu'elle n'a pas encore compris que, ici-bas, on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre.

Par ailleurs, il faudra bien que ces jeunes gens comprennent une bonne fois que ce qui est gratuit a un prix, aussi bizarre que cela puisse paraître. Hors, moi, ça fait des années que je paie des services publics pour la collectivité. J'en ai soupé de payer pour les autres et je ne suis pas intéressé à ce qu'on me transfère la facture de cette belle jeunesse alors que j'en assume plus de 80 % de cette facture de frais universitaires. La faible part que cette jeunesse a à

assumer ne doit pas m'être transférée sous prétexte d'une plus grande justice sociale.

Jean Côté - Inscrit, 8 septembre 2012 13 h 57

On exige le beurre, l'argent du beurre, le pain, le couteau à beurre et le reste du service, l'assiette et le reste de l'ensemble plus le vaisselier, la nappe, la table et les chaises...

Marc Ste-Marie - Inscrit, 7 septembre 2012 20 h 39

Fausseté!!

"Le seuil de contribution parentale qui passerait de 35 000\$ à 45 000\$ avec cette bonification est une excellente modification à l'aide financière aux études."

Non, il s'agit plutôt de la reconduction du seuil de participation des parents qui passerait plutôt de 35 000\$ à 65 000\$... un bonne différence!! Par

voie de conséquence, les prêts et les bourses (et davantage les bourses!!) ont été révisés à la hausse, du même coup!!...

Dites-moi, qui au juste est animé de mauvaise foi??...

Georges Paquet - Abonné, 7 septembre 2012 21 h 29

Négociations du Québec avec les étudiants.

Bien naïf serait celui qui croirait que les centrales étudiantes se présenteront au Forum de Mme Marois avec une position commune. À moins bien entendu que la FEUQ et la FECQ n'abandonnent leurs positions pour adopter avec plus ou moins de grâce les positions imposées par la CLASSE, comme cela s'est produit dans les négociations avec le gouvernement précédent.

maintenir l'offre de bonification de l'aide financière aux études formulée par le gouvernement Charest.

En entrevue au *Devoir*, la présidente de la FECQ Éliane Laberge a rappelé que la bonification des prêts et bourses du gouvernement libéral avait été proposée dans l'urgence en juin dernier pour mettre un baume sur la plaie béante du conflit étudiant.

«Le seuil de contribution parentale qui passerait de 35 000\$ à 45 000\$ avec cette bonification est une excellente modification à l'aide financière aux études. Mais c'est aux détails des autres modifications qu'il faut faire attention. Il faut évaluer l'impact que ça aurait sur le portefeuille des étudiants pour ne pas encore plus les endetter», a soutenu Mme Laberge.

De l'avis de la FECQ, il faut laisser sur la glace cette offre du gouvernement Charest pour l'étudier plus en profondeur lors d'un sommet sur l'éducation devant s'amorcer rapidement avec la nouvelle première ministre élue Pauline Marois et d'autres acteurs du système de l'éducation.

«Il faut comprendre que l'aide financière aux études est un système très complexe. Il faudrait le revoir pour diminuer le nombre de prêts et bonifier les bourses. Au cours de ses mandats, le gouvernement de Jean Charest a relevé le plafond des prêts à trois reprises plutôt que de bonifier les bourses. Pour nous, ce n'est pas souhaitable», a déclaré Éliane Laberge.

Avant de rencontrer la chef du Parti québécois Pauline Marois, les trois grandes organisations étudiantes — la FECQ, la FEUQ et la CLASSE — doivent se rencontrer pour mettre clairement sur papier les demandes et aspirations de leurs membres afin de bien les présenter au gouvernement et de s'assurer que le sommet sur l'éducation soit efficace.

NDLR: Ce texte a été modifié après sa mise en ligne pour apporter une précision.

LE DEVOIR : Les étudiants de l'UdM déplorent l'annulation de cours – Vendredi 07 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les huit cours annulés à l'UdeM sont des cours qui n'ont pas pu avoir lieu lors de la première semaine de rattrapage en raison d'affrontements entre les étudiants des associations toujours en grève et la police.

Lisa-Marie Gervais

Même s'ils leur seront crédités pour une reprise ultérieure, les étudiants de l'Université de Montréal déplorent l'annulation de huit cours en cette session de rattrapage. Ils reconnaissent toutefois que c'était la décision la plus juste à prendre dans certains cas pour ne pas compromettre la qualité de la formation.

Vos réactions (6)

Yvan Dutil - Inscrit, 7 septembre 2012 16 h 36

Et, oui!

Ce qui devait arriver, arriva.

André Michaud - Inscrit, 7 septembre 2012 17 h 11

«On a toujours été en contact avec la direction parce qu'on voulait s'assurer qu'ils ne fassent pas une annulation de la session au complet. Finalement, le travail a été bien fait. Les étudiants touchés par les cours annulés contestaient eux-mêmes la qualité pédagogique des cours et reconnaissaient que dans ce contexte-là, c'était mieux d'annuler», a dit Mireille Mercier-Roy, secrétaire générale de la FAECUM, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal. «Mais c'est sûr que c'est déplorable.»

Elle ajoute que la décision de l'Université ne la surprend guère. «Ça faisait longtemps qu'on recevait ces menaces-là», a-t-elle dit.

La situation pourrait toutefois être problématique pour des étudiants de 3e année issus d'autres programmes qui n'étaient pas en grève et qui devaient suivre les cours, à présent annulés, pour se diplômer. «Ils sont pris pour attendre une session avant d'avoir leur diplôme. On ne sait pas encore combien d'étudiants sont visés par ça, mais on va avoir une rencontre avec la direction», a soutenu Mme Mercier-Roy.

Sociologie et anthropologie

Les huit cours annulés (un en sociologie et sept en anthropologie) sont des cours qui n'ont pas pu avoir lieu lors de la première semaine de rattrapage en raison d'affrontements entre les étudiants des associations toujours en grève et la police. La direction de l'UdeM a jugé qu'avec le temps qu'il restait avant le début de la session d'automne (en octobre) il n'était plus possible d'assurer un rattrapage de qualité.

«Les étudiants touchés par cette mesure ne suivaient plus leurs cours depuis plus de sept mois et les séances prévues depuis le début de la période de rattrapage le 27 août n'ont pas pu avoir lieu», a indiqué l'UdeM dans un communiqué paru hier en fin de soirée.

Retour à la réalité

Après l'euphorie des casseroles, le temps des conséquences..

Kevin Ouellet – Inscrit, 7 septembre 2012 20 h 27
Oh, mais subir une importante augmentation des frais de scolarité a des conséquences tout aussi réelles que l'annulation de quelques cours. Il s'avère que des milliers d'étudiants et avec eux d'innombrables concitoyens ont jugé une telle mesure (et d'autres, d'ailleurs) non souhaitable, études et arguments à l'appui. J'étudie présentement à l'UdeM —sans toutefois suivre de cours d'anthropologie ou de sociologie— et si l'un ou

plusieurs de mes cours devaient être repris ultérieurement parce que mon association eût voté pour prolonger la grève, j'accepterais sans rechigner ce résultat, sachant faire partie d'un mouvement qui a l'intérêt collectif à cœur.
Djosef Bouteu – Inscrit, 7 septembre 2012 22 h 27
Effectivement. Les conséquences étant l'annulation de 8 cours et l'annulation de la hausse des frais de scolarité.
Pas pire, pour une «euphérie de casseroles».

Alain Hebert – Inscrit, 7 septembre 2012 19 h 03
québécois
Ça sert à quoi l'anthropologie?
lise daniel – Inscrite, 7 septembre 2012 20 h 14
Le réveil est brutal
Mais enfin, est-ce que les étudiants croyaient vraiment que l'université les attendraient indéfiniment?

LE DEVOIR : La CLASSE parle de la grève étudiante au passé – Vendredi 07 septembre 2012

Nancy Caouette

Sans annoncer officiellement la fin de la grève générale illimitée, c'est au passé que la coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Jeanne Reynolds, a relaté les victoires de la mobilisation étudiante jeudi, au lendemain de l'annonce de l'annulation de la hausse des droits de scolarité par la première ministre élue.
« Si le PQ a cédé si rapidement sur la hausse des frais de scolarité, c'est qu'il y a eu un mouvement étudiant historique. [La CLASSE] avait lancé un mot d'ordre pour la poursuite de la grève. Par contre, on note que les associations étudiantes ont plutôt voté pour un retour en classe et on respecte les décisions des associations étudiantes », a déclaré Jeanne Reynolds en conférence de presse jeudi.

Bien que la CLASSE voie d'un bon œil la décision de la chef du Parti québécois (PQ) Pauline Marois d'annuler la hausse des droits de scolarité, Jeanne Reynolds a précisé que son organisation attend que le retrait soit effectif pour y croire. La CLASSE souhaite discuter rapidement avec la chef du PQ afin d'établir les modalités d'un sommet sur l'éducation, l'une des promesses électorales formulées par Pauline Marois.

Bien que le retour en classe soit devenu la donne dans les associations étudiantes, la CLASSE maintient son appel à la manifestation du 22 septembre.

« C'est important de continuer de se mobiliser : la hausse des droits de scolarité, c'est un symptôme de la marchandisation de l'information et il

y a encore beaucoup de gens dans la population qui ne comprennent pas les enjeux de fonds du mouvement de grève », a affirmé Jeanne Reynolds.

De nouveaux votes

Même si le mouvement étudiant bat en retraite, la CLASSE continue de rallier des associations. Les membres de l'Association facultaire étudiante de langues et communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont adopté jeudi, en marge d'un retour en classe, une affiliation à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), organisation dont la CLASSE est issue.

D'autres associations devant décider d'un éventuel retour en classe dans les jours à venir, dont l'Association étudiante du secteur des sciences de l'UQAM, se prononceront également sur une adhésion à l'ASSÉ.

Par ailleurs, la CLASSE a tenu à rappeler les problèmes qu'a entraînés le retrait de l'aide financière aux études pour le mois de septembre aux étudiants à situation financière précaire. En plus d'exiger un dédommagement pour les étudiants touchés par cette suppression de l'aide, la CLASSE réclame que la bonification des prêts et bourses proposée aux organisations étudiantes en juin dernier par le Parti libéral soit maintenue.

Vos réactions (3)

Georges Paquet – Abonné, 7 septembre 2012 06 h 40

Ce n'est pas une petite demande...

La CLASSE qui augmente son membership et qui maintient ses manifestations du 22 de chaque mois, annonce qu'elle ne sera satisfaite que si le gouvernement Marois confirme l'annulation de la hausse des frais de scolarité, donc le gel permanent, et accorde l'augmentation des prêts et bourses promises par le gouvernement précédent.

Ce n'est pas une petite demande. Il y a fort à parier que les tenants de la démocratie directe ne soient amenés à reprendre la rue et les casseroles quand Mme Marois leur dira que le gouvernement ne peut pas tout faire. La hausse des frais de scolarité qui s'appliquera probablement dès cette année, sera au moins égale ou sinon supérieure à l'augmentation du coût de la vie (soit environ 125\$) et les bonifications des prêts et bourses, si elle sont maintenues, ce qui est loin d'être certain, seront appliquées seulement si le budget de l'an prochain les prévoit et si ce budget est adopté par une opposition une fois et demi plus nombreuse que le gouvernement. Alors, patience... Ne rangez pas vos casseroles trop loin...

lise daniel – Inscrite, 7 septembre 2012 20 h 17

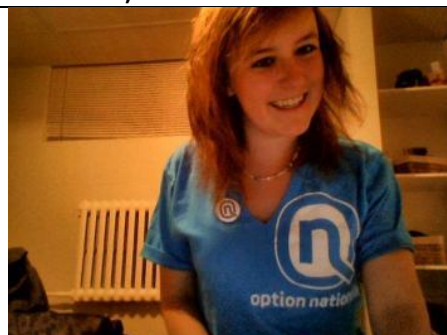
Je crois que vous avez entièrement raison. Comme vous dites * ne rangeons les casseroles trop loin*

Sylvain Auclair – Abonné, 8 septembre 2012 21 h 55

Le PQ n'a pas cédé

Madame Marois était d'accord avec vous depuis le début.

RABBLE.CA : Exclusive: 'Green Square' leader renounces tuition hikes, endorses free education – Friday, September 07, 2012



Ethan Cox

If nothing else, Karo Baillargeon certainly seems to have a knack for getting noticed. The former President of the [Mouvement des Étudiants Socialement Responsables du Québec](#) (MESRQ), otherwise known as the Green Squares, a Liberal attempt to astroturf support for their tuition increase among students, has had a tumultuous few months.

She was briefly a candidate for the Quebec Green Party, before being fired for refusing to support the party policy of free education, and went on to support Option Nationale before casting a strategic vote for Quebec Solidaire in her riding of Outremont.

Now, in an exclusive interview with *rabble*, she has come full circle, and decided to publicly renounce her support for tuition hikes, and go on the record as a convert to the cause of free education.

rabble: tell me how you came to be involved with the MESRQ in the first place?

Karo Baillargeon: In the beginning I was for the hike, as you know, and I learned about the MESRQ on Facebook. I knew they needed help so I got involved. I started out as the twitter account manager, and quickly rose in the organization until I got to the top.

I didn't do any interviews, I was more of an undercover president. Arielle [Grenier] was the spokesperson in the beginning, until *Tout le Monde en Parle* [a debate between the MESRQ spokesperson and the three student leaders on the most watched television show in Quebec. It was a turning point in the strike, as Gabriel Nadeau-Dubois in particular politely and persuasively demolished the pro-hike spokesperson, and won over most of the show's hosts], after which, for her own sake, we tried to bring on someone else. Not because she's a bad person, but she writes better than she speaks.

rabble: What did the MESRQ do? What role did the organization play?

KB: There were protests organized, not by the MESRQ, but by members. We tried to not be

involved, because we didn't know how they'd turn out [Green Square protests tended to attract single digit crowds, and were widely ridiculed]. Our main role was sending a spokesperson to all of the general assemblies, just so they would have the other side of the debate represented.

rabble: You were briefly a Green candidate, which obviously didn't work out too well. How did you end up being a candidate for a party that supported free education?

KB: Claude Sabourin sent me a message on Facebook, saying "Oh, you look like a person who's involved, we would like to have you as a candidate", I responded and said okay, but you know that I'm for the tuition hike, right?

rabble: So you told him who you were? Because when we interviewed him he claimed he had no idea who you were until the story broke.

KB: For sure, of course that's what he claimed! But no, he knew, he knew from the beginning. I mean, how could he not know? It was all over my Facebook, and that's how they contacted me. I told him that I was for the hike, and that I was actually the President of the movement for the hike, and warned him that it could create some drama. He said that's okay, I don't mind, if you want to get involved [with the Greens] let's do it. So I agreed to run.

Then a journalist from La Presse called me, obviously, and asked how I could run for a party that supports free education. I told him I supported everything else about the party, except the fact that they are for free tuition. That article came out, and wasn't exactly neutral, and then the Green education critic called me. She gave me one day to either come out publicly and announce that I'd changed my mind and now supported free education, or resign as a candidate. I said no, in both cases I look like the idiot, so either you fire me or I'm staying!

My experience with the Greens was that they were completely disorganized, and they really disgusted me actually. That's why afterwards I changed my values, and decided to support Option Nationale. That's when I really discovered the other side of the tuition debate.

rabble: What attracted you to Option Nationale? What brought you to them?

KB: First of all it was their position on sovereignty. I find that they manage it much better than the Parti Québécois, who always put it off and push it to the side. Option Nationale really want to do it, and I love the way they actually talk about it, it's different from any of the other parties. I also love the way [ON leader] Jean-Martin Aussant speaks, he promotes his party so well. I think it's a party that's going to go far. It didn't go as far as we wanted this election obviously, but I like that he speaks in a far less cultural way than the PQ. ON is more pragmatic and inclusive than the PQ, and I really like that.

rabble: So how did you come around to the ON position on free education? Because it's obviously the same as the Green Party position.

KB: It started before ON actually. All through the spring, and all through the student crisis, I was really involved with the green squares, and really only spoke to other green people. I was totally closed off, and never heard from any red

squares. This summer I went to a summer camp, and all the people working there were red. One friend in particular really got to me, and made me see the red position differently. She opened my mind to a reality that I didn't see when I was surrounded by green people. Not only statistics and facts, but the values and the philosophy behind the red side. I still wasn't for free tuition, but I was starting to be against the hike.

The more I researched the issue, the more I talked to people on all sides of the debate, and really opened my mind to the facts, the darker red I became. Then along came Aussant, with his position of free tuition, but only for students who completed their degree in a certain time frame. He made it seem so much more organized, and reasonable.

He showed me that tuition is really an investment, and a smart one. I did a lot of research and reading this summer, and I really hadn't done that before. The truth is the hike is completely unnecessary. If you actually research the issue, it's impossible to support the hike, it makes no sense.

The problem with the green squares is that they are totally closed off, and they refuse to consider what anyone who disagrees with them is saying. They don't seem to understand the basic fact that education is an investment. Their approach is much more ideologically driven than fact based. If students don't wander off in school for twenty years, then education is an investment, one of the best ones the government can make.

rabble: Since you've come around to the red square position, have you gone to any demonstrations?

KB: Yes, I went to the demonstrations on the 22nd of July and August. In July, I stepped down from my position with the MESRQ, although I still wasn't totally convinced by the red square argument. My friend from camp took me to the demo and it actually had a lot to do with convincing

me. To see the energy and will of so many people, it was beautiful to see. The next morning I woke up and asked myself, why? If that many people are so passionate about the issue, there has to be a reason. That's when I really started to do my research, and change my opinion quite radically.

rabble: So do you wear a red square around now?

KB: Yes. I wear it almost every day. In the beginning I was a little shy to wear it, but now I'm not. I'm actually very proud to wear it. I would proudly wear it in front of my green friends.

rabble: Have you gotten much backlash from your green friends?

KB: For sure! I would even say I lost a few friends. Which is sad, because we should all be allowed to have our own opinions. Even when I was a green square, I always had respect for the red squares, and I think I deserve respect, even if I am a red square now. Some of them are still good friends, but I've had a really hard time with a lot of them. I've had to deal with a lot of harassment, people calling me names, and saying that they thought I was smart but now they realize I'm stupid. Which is ridiculous, just because I'm red now doesn't mean I'm any less smart than I was before. It was really disappointing to see that there was such a reaction. As soon as they thought I wasn't on the "right" side, they attacked me.

rabble: What about the red square side? Have you had any trouble fitting in, do people look at you suspiciously?

KB: Not at all. People have been incredibly welcoming. They've been so warm and open to me. A lot of people saying, finally! You saw the light! Welcome! I've had no problems at all with the reds, they've been so welcoming, so different from the greens.

RADIO-CANADA / GATINEAU : Les étudiants de l'UQO votent pour le retour en classe – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 22 h 33 HAE



Les étudiants de l'UQO ont commencé à voter, jeudi en fin d'après-midi, sur le report ou non de la grève.

Les étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) ont voté massivement en faveur du retour en classe jeudi soir, à l'issue d'une assemblée générale qui aura duré une trentaine de minutes au pavillon Alexandre-Taché.

La grève contre la hausse des droits de scolarité n'étant pas reconduite, les cours recommenceront dès vendredi.

Le contexte a changé depuis le dernier vote de grève en mai dernier. Le gouvernement libéral vient de perdre les élections et la chef péquiste s'est engagée à geler la hausse des droits de scolarité et à révoquer la loi 12 qui encadre les manifestations.

« On va y aller avec ce que les gens pensent. [...] Il y a encore beaucoup de gens qui ont des convictions et ces convictions vont rester. » — Valérie Lavallée, Association générale des étudiants de l'UQO

Un autre étudiant estime pour sa part qu'un gel des droits de scolarité ne fera que maintenir le statu quo.

Un optimisme prudent

Simon Bégin, vice-président de l'Association du module des sciences sociales, une des associations étudiantes les plus militantes de l'UQO, est quant à lui plus prudent face à l'arrivée au pouvoir des péquistes. Il rappelle que la promesse de la chef du PQ d'annuler la hausse des droits de scolarité n'est valide que pour la première année de son mandat.



Simon Bégin, vice-président de l'Association du module des sciences sociales

« Je vois ça plus comme un coup politique. On va voir si elle va vraiment entamer des négociations qui ont de l'allure avec les étudiants et non pas juste boycotter les rencontres comme le gouvernement libéral a fait. »

Simon Bégin
vice-président de l'Association du module des sciences sociales

La direction de l'UQO avait accepté de reporter de deux jours le début des cours, afin de permettre aux étudiants de voter.

Les commentaires (1)

Envoyé par Yves Saint-Pierre de Ottawa, 7 septembre 2012 à 07 h 03 HAE
C'est fait! De retour en classe!

JOURNALDEMONTRÉAL : L'Université de Montréal annule huit cours - Publié le: jeudi 06 septembre 2012, 20H22 | Mise à jour: jeudi 06 septembre 2012, 20H33

Sarah-Maude Lefebvre

L'Université de Montréal a décidé d'annuler huit cours qui étaient toujours boycottés par les étudiants.

Dans un communiqué envoyé hier soir, l'administration de l'université a affirmé qu'il était "impossible d'atteindre, d'ici le 28 septembre, les objectifs pédagogiques fixés dans les huit cours visés." Selon l'université, "les étudiants touchés par

cette mesure ne suivaient plus leurs cours depuis plus de sept mois et les séances prévues depuis le début de la période de rattrapage le 27 août n'ont pas pu avoir lieu." Les huit cours annulés représentent 1 % de tous les cours qui font l'objet d'un rattrapage.

Montrer 1 commentaire (Montréal)
Ricg77956 1 commentaire masqué

Il faut annulé la cession de rattrapage et acoler un échec à tous ceux qui n'ont pas terminé leur cession de rattrapage. donc il ne peuvent continuer à poursuivre leurs études tant et aussi longtemps qu'ils n'ont pas réussi la cession précédente qui n'a pas été terminée à cause du boycottage de leurs études du printemps dernier.

[09/07/2012 12:11 PM](#)

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Droits de scolarité : les étudiants de l'UQAR soulagés - Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 18 h 25 HAE



Des étudiants de l'UQAR

Les étudiants de l'Université du Québec à Rimouski accueillent avec joie la promesse de Pauline Marois d'abolir la hausse des droits de scolarité du gouvernement Charest.

À peine élue, Pauline Marois tient sa promesse électorale: les étudiants n'auront pas à déboursier 325 \$ de plus par session en droits de scolarité.

« Une nouvelle comme ça c'est super encourageant. Ça fait du bien en fait, on ne s'est pas battu pour rien », a déclaré une étudiante de l'UQAR visiblement soulagée.

Mais ce gel des droits de scolarité entraînera un manque à gagner pour les universités. À l'UQAR, cela représente 850 000 \$ par année.

La direction de l'université attend de connaître les directives du ministère de l'Éducation avant de commenter.



Le président de l'AGECAR, Pierre-André Lalanne

L'Association étudiante estime de son côté qu'il faut rouvrir le débat sur le financement des universités.

« On veut voir comment on peut mieux investir dans l'éducation postsecondaire. On investit plus par étudiant, ici au Québec, qu'ailleurs au Canada, donc il y a probablement ici un gros travail de gestion à faire », a déclaré le président de l'Association générale des étudiants du campus à Rimouski, Pierre-André Lalanne.

Les droits de scolarité ne représentent que 14 % du budget de l'UQAR, mais dans un contexte économique difficile, chaque dollar compte.

D'après le reportage de Luc Tremblay

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Léo Bureau-Blouin : Il promet de nouvelles idées - Publié le: jeudi 06 septembre 2012, 12H09 | Mise à jour: jeudi 06 septembre 2012, 12H24



Photo Maxime Deland / Agence QMI

«Je serai prêt à relever tous les défis qu'on va me donner», a déclaré Léo Bureau-Blouin.

Agence QMI

LAVAL - Engager les jeunes dans la discussion démocratique et l'élaboration des politiques publiques, voilà le leitmotiv qui anime le plus jeune député de l'histoire du Québec, Léo Bureau-Blouin. Lors du scrutin de mardi, il a coiffé le libéral Alain Paquet,

en place depuis 2003, par plus de 2000 voix.

Sa victoire dans la circonscription de Laval-des-Rapides, sous la bannière du Parti québécois (PQ), est un signal pour tous les jeunes du Québec, selon lui. «L'objectif, c'est de montrer qu'on peut être jeune, qu'on peut faire de la politique, et qu'il y a une place pour les jeunes au sein de la politique québécoise», a mentionné le nouveau député de 20 ans.

Scandalisé par le taux de participation anémique des jeunes aux élections, Léo Bureau-Blouin promet de tout faire pour contrer cette désaffection croissante.

«Beaucoup de jeunes comptent sur moi pour mettre de l'avant de nouvelles idées, et je vais tenter de faire de mon mieux pour y arriver», a-t-il promis, visiblement emballé par les défis qui se dressent devant lui.

Questionné à savoir s'il aspire à une fonction ministérielle, il s'est montré prudent : «Déjà d'être député, c'est un grand honneur. Je ne m'attends pas à être nommé du jour au lendemain. Je serai prêt à relever tous les défis qu'on va me donner.»

Ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau Blouin

a occupé l'avant-scène de l'actualité politique québécoise au cours de la crise étudiante. Il a eu un rôle prépondérant dans la campagne du PQ, accompagnant Pauline Marois au cours de plusieurs événements partisans.

Afficher 2 commentaires (Québec)

unefrettecapsse 1 commentaire masqué

C'est bien d'avoir de nouvelles idées, mais d'abord il faut en avoir des idées. De tout ce qu'on a entendu durant la période de "grève-boycott", bien que M.Léo était le plus respectueux, je n'ai pas entendu rien de nouveau. On veut pas de dégel, on est contre le dégel, on veut pas de hausse, on veut un moratoire....bref, ça s'appelle du patinage. Bien que très populaire en politique, le patinage n'a rien de nouveau.

[09/06/2012 12:45 PM](#)

f_racine 1 commentaire masqué

Un politicien qui parle d'amener des nouvelles idées. Toute qu'un nouveauté! Et des belles paroles vides.

Peut-il les donner ses bonnes idées au lieu de parler d'éventuellement en avoir?

[09/06/2012 12:44 PM](#)

Afficher 35 commentaires (Montréal)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Revendications : La CLASSE expose ses demandes - Publié le: jeudi 06 septembre 2012, 10H52 | Mise à jour: jeudi 06 septembre 2012, 11H00



Photo Michel Desbiens / Agence QMI
Camille Robert et Jeanne Reynolds (droite)

Agence QMI, avec la collaboration de Laurent Dionne

Même si elle se réjouit que Pauline Marois compte abolir la hausse des droits de scolarité imposée par le précédent gouvernement, la CLASSE souhaite néanmoins que la nouvelle première ministre maintienne la bonification du régime des prêts et bourses proposée par les libéraux de Jean Charest.

C'est ce qu'ont fait savoir les deux co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Camille Robert et Jeanne Reynolds, jeudi, lors d'une conférence de presse visant à faire le point sur les attentes de l'association étudiante à l'égard du nouveau gouvernement.

«Évidemment, on accueille favorablement la promesse du Parti québécois de retirer la hausse des frais de scolarité. Toutefois, on demeure prudents dans la mesure où on va attendre avant de crier victoire. On veut le voir pour le croire», a indiqué Mme Reynolds.

Les deux co-porte-parole ont dit souhaiter rencontrer des représentants du nouveau gouvernement «le plus rapidement possible», afin de discuter de l'annulation promise de la hausse des droits de scolarité et de l'abrogation de la loi 12. «On attend encore que ça se produise, mais on voit plutôt ça d'un bon œil», a mentionné Mme Robert, soulignant que d'ici là, le mouvement restera vigilant et que la mobilisation se poursuivra.

Des attentes

La CLASSE s'attend en outre à ce que le gouvernement de Pauline Marois maintienne la bonification du programme de prêts et bourses proposée par le gouvernement de Jean Charest. Cette offre avait été mise sur la table par Québec au printemps dernier afin de mettre un terme au conflit étudiant, qui s'étirait depuis de nombreuses semaines déjà.

Camille Robert a aussi tenu à souligner que des milliers d'étudiants vivent en ce moment «dans une extrême précarité» causée par la suspension des versements de l'Aide financière aux études. Selon Mme Robert, ces étudiants doivent être dédommagés et toucher l'aide financière qu'ils auraient dû recevoir.

Concernant la tenue d'un éventuel sommet sur l'éducation postsecondaire – promis par Pauline Marois en campagne électorale –, la CLASSE demande à ce que le gouvernement n'écarte pas d'entrée de jeu la gratuité scolaire. Elle doit être considérée «comme une possibilité», ont martelé les représentantes étudiantes. «Ce sommet ne doit pas être l'occasion de fixer le prix de l'éducation comme on le ferait pour une marchandise», a soutenu Mme Robert.

Par ailleurs, la CLASSE a également réagi à l'annonce de la démission de Jean Charest, soulignant à plusieurs reprises que «dès le départ, la CLASSE n'a jamais visé nécessairement des partis politiques et des individus. [...] On s'attaque à des idées principalement», a soutenu Mme Reynolds.

À Sherbrooke

Marie-Pier Cornellier

SHERBROOKE – Le prochain ministre de l'Éducation en aura, certes, déjà plein les bras dès son arrivée en poste. Le dossier du conflit étudiant est encore bien chaud, même si la mobilisation s'est assoupie.

Les étudiants sont soulagés de voir le Parti libéral du Québec délogé, mais ils attendent de pied ferme les propositions de la nouvelle première ministre, Pauline Marois.

«Les libéraux ont beau ne plus être au pouvoir, le conflit est loin d'être réglé», a lancé Amélie Guibault de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS).

La page du conflit étudiant n'est pas tournée. Au tour de Pauline Marois de le gérer. Elle entend annuler la hausse des frais de scolarité, abroger la loi 12 et tenir un sommet sur le financement universitaire.

Quelques étudiants rencontrés sur ce campus sont prudents : «Est-ce que c'est vraiment vrai? J'en doute», a relaté un étudiant. «Je l'espère», a ajouté un autre.

L'AECS voit l'idée d'un sommet sur le financement des universités d'un bon œil. Une solution doit, selon eux, absolument être débattue : la gratuité scolaire. Une proposition pourtant peu envisagée chez le nouveau gouvernement.

Du côté des universitaires, la victoire péquiste représente un grand soulagement pour certains étudiants, reste que quelques-uns se montraient vigilants.

«Le Parti québécois n'est pas un parti qui est opposé à la hausse des frais de scolarité. Dans le passé, ils ont essayé de les augmenter. Selon moi, c'est à cause de la conjoncture, du fort mouvement étudiant, qu'il agit ainsi. Il va falloir mettre encore de la pression», a soutenu Nicolas Lachance-Barbeau, porte-parole de l'Association des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

«Plus que jamais, les étudiants sont mobilisés et conscients face à ces enjeux actuels», a-t-il ajouté.

Vendredi après-midi, les quelque 2000 étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines seront appelés une fois de plus, à se prononcer sur un retour en grève, ou non.

Montrer 1 commentaire (Québec)

Guy7500 1 commentaire masqué

Un ti chausson avec ça?

09/09/2012 10:42 AM

[Afficher 1-80 de 223 commentaires\(Montréal\)](#)

LA TRIBUNE : Le dossier des frais de scolarité n'est pas réglé - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 09h25



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Pour la première fois depuis des mois, les étudiants ont eu une bonne nouvelle, mercredi, en apprenant que Pauline Marois entendait annuler la hausse des droits et abroger la loi 12. Cependant, à leurs yeux, le dossier n'est pas encore complètement réglé.

Le sujet reviendra d'ailleurs à l'ordre du jour lors d'une assemblée générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (FLESH) de l'Université de Sherbrooke vendredi.

Coordonnatrice sortante à l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), Amélie Guilbault se dit ravie qu'une annulation de la hausse des droits de scolarité puisse avoir lieu. Elle espère toujours cependant un sommet sur l'éducation, comme l'avait promis le Parti québécois (PQ).

La jeune femme estime qu'une «discussion ouverte» sur le sujet doit pouvoir se tenir, notamment pour savoir où va l'argent investi.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Des étudiants de l'Université Laval mettent fin à la grève – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 7 h 21 HAE

Les étudiants en sociologie et anthropologie de l'Université Laval ont mis un terme à leur grève. Les membres de l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AÉLIÉS) ont aussi voté pour la reprise des cours.

L'AÉLIÉS, qui représente 11 000 membres, tenait une assemblée générale, mercredi soir. Le plus important groupe de grévistes de l'Université

Laval a choisi de retourner en classe dans une proportion de 93 %.

L'engagement de Pauline Marois d'annuler la hausse des droits de scolarité a convaincu plusieurs étudiants de mettre un terme aux moyens de pression.

Selon le président de l'AÉLIÉS Patrice Vachon, les discussions ont été beaucoup plus faciles qu'à l'habitude. Moins de 400 étudiants ont assisté à l'assemblée générale. «Je pense que c'était

assez unanime. Le résultat a été de 333 à 27. La réunion a duré une heure, c'est du jamais vu. Normalement, ça durait 4 à 5 heures.»

Plusieurs associations étudiantes profitent de la rentrée pour tenir des votes sur la grève. Des assemblées ont lieu, jeudi, dans les facultés d'histoire, d'arts visuels et de philosophie de l'Université Laval ainsi qu'au cégep François-Xavier Garneau.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Aucune raison de continuer la grève - Des centaines d'étudiants collégiaux et universitaires ont voté hier pour un retour en classe - Publié le: mercredi 05 septembre 2012, 19H54 | Mise à jour: mercredi 05 septembre 2012, 20H02



Photo le Journal de Montréal, Pierre-Paul Poulin
Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont tenu une assemblée générale, hier, pour discuter de leur plan d'action postélectoral.

Votes pour la fin de la grève

Ont voté pour la fin de la grève hier :

- Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie (Université Laval)
- Association des étudiantes et étudiants en anthropologie (Université Laval)
- Association étudiante de littérature comparée (Université de Montréal)
- Association des étudiants et étudiantes en études cinématographiques (Université de Montréal)
- Association des étudiants et étudiantes en histoire de l'art (Université de Montréal)

Sarah-Maude Lefebvre

Des centaines d'étudiants universitaires ont choisi de retourner en classe, hier. Pour la FEUQ, c'est le début de la fin du conflit puisqu'il n'y a plus « aucune raison » valable de rester en grève.

La valse des votes a recommencé hier dans les cégeps et les universités, au lendemain du scrutin provincial. Plusieurs autres votes sont prévus d'ici la mi-septembre.

Que ce soit pour mettre fin à la grève ou se prononcer à nouveau à la suite d'une trêve électorale, toutes les associations étudiantes ont choisi de retourner sur les bancs d'école.

Selon la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on peut s'attendre à un retour massif en classe.

« Avec la promesse de Mme Marois d'annuler la hausse des frais de scolarité et d'abolir la loi 78, on peut dire que c'est mission accomplie pour les étudiants. On peut donc rentrer en classe, » affirme la présidente Martine Desjardins.

« Si des étudiants décident de rester en grève, ce sera parce qu'ils ont leurs propres raisons. Car on peut maintenant passer à autre chose. »

Méfiance

Du côté de la CLASSE, on demeure quand même prudent. « Il y a encore beaucoup de votes à venir. Il est trop tôt pour se prononcer sur la fin de la grève. Peut-être que certaines associations étudiantes vont adopter un retour en classe en fonction de l'annulation de la hausse à une date fixe, par exemple. Il faut attendre de voir », affirme la coporte-parole Jeanne Reynolds.

- Hier soir, les associations étudiantes ont tenu une vigie devant le Métropolis à la mémoire de la victime de l'attentat dirigé contre le Parti québécois, le soir des élections.

- L'Université de Montréal, la seule institution qui envisage d'annuler les cours de grévistes, n'avait toujours pas pris de décision à cet effet, hier.

Afficher 3 commentaires (Montréal)

Samuel4 1 commentaire masqué

Le mouvement étudiant vient de remporter une victoire historique dont on parlera encore dans 20 ans! Bravo à cette belle jeunesse qui s'est tenue debout! Avec intelligence, courage et détermination, vous avez fait la preuve que la solidarité et la combativité sont des armes formidables contre les politiques injustes! Bravo!

09/06/2012 09:13 PM

MrToutLeMonde 1 commentaire masqué

Notre génération d'enfants rois va retourner à l'école!

Depuis qu'ils sont bébés leur parents leur donnent tous ce qu'ils veulent. A force de pleurnicher et de faire chier la population, ils ont encore eu ce qu'ils voulaient.

Qui va payer la facture pour leur belles conneries? Leur parents et tous les travailleurs, comme de raison. Mais lorsqu'ils vont aller sur le marché du travail dans quelques années, ils vont réaliser c'est quoi payer et la facture risque d'être pas mal haute.

Il va falloir payer plus d'impôts et plus de taxes pour rembourser les frais engendrés par leurs actions...

09/06/2012 07:03 PM

Entoutcas 1 commentaire masqué

Abolir la hausse mais procéder à une indexation... abolir la loi 12 qui n'a jamais été mise en seule fois en application. Eh! les jeunes, n'y a t'il pas comme un vide abyssal dans vos revendications et dans l'agitation que vous nous avez fait subir? Je suis heureuse du retour en classe, enfin la raison l'emporte!

09/06/2012 08:21 AM

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Frais de scolarité : Le PQ confirme qu'il annulera la hausse - Publié le: mercredi 05 septembre 2012, 14H37 | Mise à jour: mercredi 05 septembre 2012, 14H49



Photo d'archives / Agence QMI
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins
Elizabeth Laplante / Agence QMI

MONTREAL - Au lendemain d'une soirée électorale assombrie par une violente tragédie au Métropolis de Montréal, le cabinet de Pauline Marois a contacté la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), mercredi matin, afin de réaffirmer son intention d'annuler la hausse des droits de scolarité ainsi que la loi 12 (projet de loi 78).

« C'est une bonne nouvelle [...] je ne m'attendais pas à un appel aussi rapidement », a indiqué la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Ça démontre qu'on est à la veille d'avoir une résolution de conflit. » Selon Mme Desjardins, l'appel du Parti Québécois (PQ) démontre que le changement s'opère déjà au sein du gouvernement. «

Ça fait du bien d'avoir un gouvernement qui prend ses responsabilités. »

« Mon gouvernement va annuler la hausse des droits de scolarité par décret, a confirmé la nouvelle première ministre, lors d'un point de presse mercredi après-midi. La loi 78 n'aura donc plus lieu d'être. »

La FEUQ souhaite maintenant obtenir une rencontre avec Mme Marois. Idéalement, cette rencontre devrait avoir lieu d'ici la prochaine semaine, en raison des nombreuses difficultés que rencontrent les étudiants. « Il faut mettre en place des mesures de façon assez urgente », de dire Mme Desjardins.

Afficher 73 commentaires (Montréal)

LE SOLEIL : UL: les étudiants de sociologie et d'anthropologie retournent en classe - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 13h34



Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
Les étudiants de premier cycle en anthropologie et en sociologie de l'Université Laval étaient réunis en assemblée générale mercredi matin.
 Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) C'était jour de rentrée mercredi à l'Université Laval. Au lendemain du scrutin, deux associations ont décidé de mettre fin à leur grève et de reprendre le chemin des classes.

Les étudiants de premier cycle en anthropologie et en sociologie étaient réunis en assemblée générale mercredi matin. À la suite de l'élection du Parti québécois, qui a confirmé mercredi l'annulation de la hausse des droits de scolarité, ils ont décidé de mettre fin à leur moyen de pression.

Les étudiants en sociologie promettent toutefois de garder à l'oeil la nouvelle première ministre, Pauline Marois. «On pourrait retourner en grève si le gouvernement du Parti québécois ne tient pas sa promesse», affirme Hubert Armstrong, coordonnateur général du Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université Laval (RESUL).

Environ 70 étudiants étaient présents lors du vote, sur un total de 120 selon le département.

Plan d'action

Les étudiants ont par ailleurs été surpris de constater que le Parti libéral ait fait autant de gains, ajoute M. Armstrong. «Ça nous montre que rien n'est gagné et que l'opinion publique, ça se travaille.»

Le RESUL, qui milite pour la gratuité scolaire, entend d'ailleurs adopter un «plan d'action» au cours des prochaines semaines afin de «montrer que l'éducation n'est pas un bien de consommation».

En sociologie, le rattrapage de la session d'hiver se fait à partir d'aujourd'hui. Des cours manqués lors de la dernière session seront repris en formule condensée, en plus des cours réguliers de la session d'automne.

D'autres associations membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante sont également retournées sur les bancs d'école dans la métropole. Les étudiants en histoire de l'art, en littérature comparée et en cinéma de l'Université de Montréal ont aussi repris les cours.

RADIO-CANADA / MAURICIE : C'est la rentrée à l'Université du Québec à Trois-Rivières – Mise à jour le mercredi 5 septembre 2012 à 13 h 33 HAE



L'Université du Québec à Trois-Rivières
 C'est jour de rentrée mercredi à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Plus de 12 500 étudiants retournent sur les bancs d'école, mais le nombre d'étudiants dans tous les cycles confondus pourrait dépasser 13000 cet automne.

L'université enregistre une augmentation de sa clientèle pour une 11e année de suite.

Par ailleurs, environ 130 étudiants de l'UQTR commenceront leur session plus tard cette an-

née, soit en octobre, en raison du retard causé par le conflit étudiant dans plusieurs cégeps de la province.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Journée décisive pour le retour en classe - Publié le: mercredi 05 septembre 2012, 11H55

Sarah-Maude Lefebvre
En ce lendemain de scrutin, une dizaine d'associations étudiantes votent à nouveau sur le retour en classe aujourd'hui. Jusqu'à maintenant, deux départements ont choisi de mettre fin à la grève.

Le Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université Laval (RESUL) ainsi que l'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie de l'Université Laval ont en effet choisi de retourner sur les bancs d'école.

En trêve électorale depuis plusieurs jours, le Cégep André-Laurendeau et le Cégep du Vieux-Montréal voteront aussi aujourd'hui à savoir s'ils reconduiront la grève.

Horaire des votes aujourd'hui:

- Histoire de l'art UdeM (AEEHAUM): 8 h 30
- Cégep André-Laurendeau (AGECAL): 11 h
- Cinéma UdeM (AEECUM): 11 h 30
- Études Est-asiatiques UdeM (Asso-Cetase): 11 h 30
- Théâtre UL (AGETUL): 11 h 30
- Sciences Humaines UQAM (AFESH): 15 h
- Sociologie UdeM (REESUM): 15 h
- Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) : 16 h
- Musique UdeM (AEMUM) : 17 h
- Informatique UdeM (AÉDIROUM) : 18 h

Philosophie UdeM (ADEPUM) : heure à déterminer
 Sociologie Cycles supérieurs UdeM (ACSSUM): heure à déterminer

Afficher 7 commentaires (Montréal)

hggyhgb434 1 commentaire masqué
 des études Est-asiatiques ? Je trouve que c'est discriminatoire envers l'Ouest-asiatique. De plus, l'autre jour, j'avais vraiment besoin d'un expert dans l'Asie de l'ouest mais j'étais incapable d'en trouver.....
[09/05/2012 07:53 PM](#)

Private member 1 commentaire masqué
 Bon, les étudiant en Étude Est-asiatiques peuvent dormir tranquille, ils vont pouvoir continuer à user leur culotte sur les banc d'école sur le dos de ceux qui font qqc d'utile...
[09/05/2012 05:03 PM](#)

Dansmardepour4ans 1 commentaire masqué
 Ont devrais partir une association des travailleurs qui sont étouffé par les impots et faire comme les étudiant et faire la greve , empeché les étudiants d'étudié , les travailleur de travaillé jusqu'à se que le gouvernement enleve les impots a tous le monde .
[09/05/2012 04:53 PM](#)

JacquesLet 4 commentaires masqués

Je prédis qu'ils mettront fin à leur boycott car 59% de la population ont voté hier pour une hausse de frais, peut-être mieux négociée et mieux expliquée

[09/05/2012 01:09 PM](#)

Samuel4 3 commentaires masqués
 La hausse sera annulée. Le niveau des frais de scolarité est fixé par le conseil des ministres et non par l'assemblée nationale, donc même un gouvernement minoritaire peut agir là-dessus. Le PQ a d'ailleurs contacté la FEUQ aujourd'hui pour l'en assurer. Il y a un communiqué de presse à ce sujet qui circule déjà sur internet.
[09/05/2012 02:45 PM](#)

Serasalmo 2 commentaires masqués
 ha ben si ca circule sur les internets ca doit être vrai. La hausse va tenir, la population ne supporte pas votre "cuase", vous avez perdu la bataille politique et l'opinion publique.
[09/05/2012 02:53 PM](#)

LilasP 1 commentaire masqué
 La hausse est annulée. Pauline Marois viens de l'annoncer en conférence de presse
 Votre commentaire me faire mourir de rire en ce moment. Sans rancune :)
[09/05/2012 02:59 PM](#)

LA TRIBUNE : Elle pose un regard différent sur la génération Y - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 11h10





Imacom, Jocelyn Riendeau
Josée Garceau

Isabelle Pion, La Tribune (SHERBROOKE) Alors qu'on entend souvent bien des choses négatives sur la génération Y, les événements du printemps dernier ont permis de faire tomber presque un à un les stéréotypes sur les membres de cette génération, estime Josée Garceau, une spécialiste de la question des générations qui vient tout juste de publier le livre *La cohabitation des générations*. On entend souvent dire de ces jeunes nés entre 1982 et 2000 (selon les périodes établies par Mme Garceau) qu'ils sont gâtés et qu'ils ne s'engagent pas. « Les Y s'engagent, mais ils le font différemment. On croyait qu'ils étaient uniquement individualistes, et qu'ils n'avaient pas d'intérêt plus

large pour la société, alors que c'est complètement faux. Ils ont ces préoccupations-là, mais ils ne vont pas s'y attaquer de la même façon », lance Mme Garceau. Par exemple, les Y vont s'investir davantage dans des projets ou pour des causes de façon plus ponctuelle. « Les Y s'engagent pour quelque chose de précis, comme les droits de scolarité ». « Il n'y a pas tant de différences en termes de certaines valeurs, mais la façon dont les Y proposent de s'y attarder est très différente. » L'auteure rappelle que lorsque les générations plus âgées se plaignent que les Y sont gâtés, ces derniers ne sont pas nés comme ça!

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Des manifestants veulent retourner en cours - Publié le: mardi 04 septembre 2012, 19H07 | Mise à jour: mardi 04 septembre 2012, 19H32

Michael Nguyen
Même s'ils avaient été arrêtés la semaine dernière pour avoir perturbé la rentrée des cours, une quinzaine de manifestants veulent maintenant la permission de retourner en classe.

Le 28 août dernier, les policiers de la Ville de Montréal avaient investi les locaux de l'Université de Montréal (UdM), alors que des manifestants perturbaient la rentrée. Les agents de la paix avaient procédé à 15 arrestations en vertu du Code criminel, soit pour des voies de fait sur des policiers et des agents de sécurité, ainsi que pour des méfaits. Sauf que parmi leurs conditions de remise en liberté en attendant de comparaître, les accusés se sont vus interdire de se trouver à l'université. Pour faire changer cette condition, les 15 manifestants se sont donc présentés hier au palais de justice de Montréal, en compagnie de leur avocat Me Denis Poitras.

Mais puisque leur comparution n'est prévue que les 11, 12 et 13 septembre, il leur a été impossible de se présenter devant un juge de la Cour du Québec.

« Il y en a qui veulent aller en cours, mais il leur est interdit d'y aller », a déploré Me Poitras en entrevue.

En attendant, ils pourront demander à l'administration de l'UdeM de pouvoir assister à leurs cours.

Deux accusations tombent

Si aucun des accusés n'a pu se présenter devant un juge, deux d'entre eux ont cependant reçu une bonne nouvelle. Dans leurs cas, les accusations sont tombées, ce qui signifie qu'ils n'ont plus de conditions à respecter.

Les autres n'auront pas eu cette chance, bien qu'ils espèrent le même traitement. Un des accusés présents au palais de justice a d'ailleurs

blâmé les agents de sécurité pour la perturbation des cours.

Le jeune homme, qui n'a pas souhaité donner son nom, a expliqué que si les manifestants étaient masqués, c'était à cause des agents de sécurité qui filmaient les visages des manifestants.

Les lignes de piquetage ne concernaient d'ailleurs que les cours où la grève avait été reconduite, a-t-il assuré. Il allègue également que des agents de sécurité avaient « séquestré » des manifestants dans des salles de cours pendant « plusieurs heures », forçant même certains d'entre eux à composer le 911 pour demander une assistance policière.

Montrer 1 commentaire (Montréal)

leriduculetueepas 1 commentaire masqué il a des limites a tout, qu'il paie pour leur crime, c'est vrai ont a un gouvernement moue

[09/05/2012 08:08 AM](#)

LA PRESSE : Des manifestants veulent reprendre leurs cours - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 14h14



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Des étudiants ont perturbé la reprise de certains cours à l'Université de Montréal la semaine dernière. Mardi, une demi-douzaine d'entre eux se sont présentés au palais de justice dans l'espoir de faire tomber la condition qui leur interdit de se trouver à l'université.

Christiane Desjardins, La Presse

Arrêtés alors qu'ils perturbaient la reprise de certains cours à l'Université de Montréal la semaine dernière, une douzaine d'étudiants se sont présentés au palais de justice ce matin, dans l'espoir de faire tomber la condition qui leur interdit de se trouver à l'UdeM. Cette condition les empêche de suivre leurs cours, déplorent-ils.

«J'ai des cours qui se donnent en ce moment, et je n'ai pas le droit d'être physiquement à l'Université de Montréal, a expliqué l'un des étudiants, qui a refusé de dire son nom. Il a été arrêté avec une quinzaine d'autres la

semaine dernière alors qu'il perturbait les cours d'autres facultés qui, elles, avaient voté pour le maintien de la grève. Il l'a fait par «solidarité», dit-il, pour faire respecter le vote des autres.

«Là où les votes pour la grève ont été perdus, ça a été respecté», assure-t-il.

Les étudiants n'ont finalement pas pu se présenter devant un juge ce matin, car ils n'étaient pas inscrits au rôle de la journée. Leur comparution est prévue pour les 11, 12 et 13 septembre. C'est leur avocat, Me Denis Poitras (qui représente la majorité des étudiants arrêtés depuis le printemps dernier), qui tentait de devancer la date afin de faire changer la condition qui leur interdit de retourner à l'université. Mais voilà, les actes d'accusation n'étaient apparemment pas prêts. Me Poitras dit avoir appris ce matin que deux de ses clients s'en tiraient sans accusation, et il espérait que les autres bénéficient du même traitement. Mais ça ne semblait pas aussi simple. À un certain moment, l'avocat a dit à ses clients que le Ministère public était pris dans sa «bureaucratie», et il leur a recommandé d'aller demander eux-mêmes à la direction de leur département la permission d'assister à leurs cours. Me Poitras a discuté avec la Couronne à ce sujet, et c'est la solution qui a été retenue.

Si le Ministère public autorise les plaintes, les accusés se retrouveront avec des accusations de méfait, et de voies de fait sur agents de sécurité et agents de la paix. Les incidents sont survenus lors de la reprise des cours, la semaine dernière. Les policiers antiémeute ont investi l'établissement pour repousser les manifestants. Ces derniers soutiennent qu'ils ont été «séquestrés» dans des classes par les agents de sécurité. Tout cela reste à éclaircir.

«Il restait 2000 étudiants en grève. Ça représentait une vingtaine de cours par jour. Une vingtaine de cours à bloquer. Pour ces 20 cours, l'Université de Montréal a décidé de «faire rentrer 250 policiers», déplore un des étudiants visés. Le jeune homme assure que si les manifestants étaient masqués, c'est que les agents de sécurité les filmaient et qu'ils ne voulaient pas servir de «chair à canon.»

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Perturbations à l'UdeM : abandon des accusations contre deux étudiants - Mise à jour le mardi 4 septembre 2012 à 13 h 48 HAE



Au moins 2 des 15 étudiants arrêtés la semaine dernière pour avoir perturbé la rentrée à l'Université de Montréal n'auront plus à faire face à la justice. La Couronne abandonne les accusations de voies de fait et de méfaits portées contre eux, faute de preuve.

« Actuellement, on sait qu'il y a deux personnes pour lesquelles la poursuite n'a pas maintenu les plaintes. Alors, ces gens-là sont libres. Ils n'ont pas de conditions, ils n'ont plus rien », explique Me Denis Poitras, l'avocat des étudiants qui ont comparu en cour mardi matin.

Les autres étudiants devront revenir devant un juge les 11, 12 et 13 septembre prochains si la

poursuite estime que les preuves sont suffisantes pour déposer des accusations formelles de méfaits et de voies de fait. D'ici là, ils pourront tous demander l'autorisation de retourner en classe.

Le 28 août, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a mené [deux interventions](#) controversées dans les locaux de l'université pour arrêter des étudiants qui perturbaient des cours dispensés par des départements s'étant prononcés pour la poursuite de la grève.

Les policiers ont procédé à 15 arrestations en vertu du Code criminel et non de la loi 12 (projet de loi 78).

En complément



Vidéo - [Accusations abandonnées](#)
[Les commentaires \(24\)](#)

LE DEVOIR : La confusion règne sur les nouvelles mesures d'aide financière – Samedi 1^{er} septembre 2012



Photo : Archives
« Personne n'a vécu une reprise de session comme en ce moment » – Éliane Laberge, présidente de la FECQ

Lisa-Marie Gervais

Les nouvelles mesures bonifiant l'aide financière aux études annoncées en avril dernier par le gouvernement entreront-elles en vigueur dès cet automne ? Difficile à dire. Une note du ministère de l'Éducation (MELS) a semé la confusion chez les étudiants qui en sont bénéficiaires.

En effet, plusieurs d'entre eux ont reçu ces derniers jours une lettre intitulée « Nouveau relevé de calcul » les informant que leurs prestations allaient être modifiées à la suite d'une révision. Si on précise que le calcul tient compte des mesures de bonification adoptées l'an dernier dans le budget 2011-2012, il est toutefois écrit que « les mesures annoncées depuis le mois d'avril 2012 ne sont pas considérées pour le moment ».

Céline Jarrowisse et son conjoint, tous deux étudiants et parents de deux enfants, ont reçu le mémo en question sur leur dossier d'étudiant qu'ils consultent par Internet. Mme Jarrowisse, qui a compris que les nouvelles mesures n'allaient pas s'appliquer, a aussitôt déploré cette tromperie du gouvernement Charest. « C'est un pur mensonge de la part de Jean Charest », a-t-elle dénoncé. En effet, pourquoi ne pas rendre effectives les nouvelles mesures d'aide, alors que la hausse annuelle de 254 \$, elle, l'est ? s'est-elle interrogée.

Vérification faite au ministère : toutes les bonifications annoncées par le gouvernement seront effectives à l'automne 2012. « À l'exception de la bonification du Programme de remboursement différé et de la création du Régime de remboursement proportionnel au revenu qui seront mises en place pour l'automne 2013 », a-t-on indiqué au Devoir. Toutefois, personne au MELS n'a été capable d'expliquer pourquoi cette note avait été envoyée aux étudiants et ce qu'elle voulait dire.

Le cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas rappelé Le Devoir. Le conseil des ministres a bel et bien entériné le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études le 4 juillet dernier. Les mesures suivantes entreront donc en vigueur cet automne : le maintien des montants maximaux de prêts, le droit, pour étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$, à un prêt permettant de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire, l'augmentation à 60 000 \$ du seuil de revenu familial pour l'obtention d'un prêt, l'augmentation des bourses en amenant le seuil de la contribution parentale à 45

000 \$ en 2016-2017 et la reconnaissance d'une dépense relative au transport pour les étudiants à temps partiel qui étudient en région. Ces mesures, faisant partie du budget Bachand de 2011, ont été également annoncées en avril dernier. D'où la confusion des étudiants devant la lettre qu'ils ont reçue.

Poule sans tête

Le ministère n'a pas non plus répondu au Devoir lorsqu'il a demandé à maintes reprises si un Conseil d'évaluation des universités allait être créé, tel qu'annoncé en avril par le cabinet du premier ministre dans une proposition de « solution globale ». Rien, non plus, sur l'octroi d'un mandat de vérification au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études concernant les conséquences des nouvelles hausses, aussi annoncé en avril par le gouvernement.

Pour la présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), Éliane Laberge, l'aide financière aux études est « une poule pas de tête qui court ».

« Plus personne [au sein du ministère] ne sait ce qu'il fait. On est dans une situation extraordinaire et personne n'a vécu une reprise de session comme en ce moment. Et pourtant, j'ai l'impression que [le gouvernement] a été plus concentré sur le possible déclenchement des élections que sur ce qui se passait avec les étudiants », a-t-elle déploré. « Peu importe si les étudiants ont fait la grève, la ministre de l'Éducation est censée être là pour s'assurer que tout se passe bien avec les étudiants. C'est un échec. »

LE DEVOIR : Aide financière - Plus facile pour les étudiants étrangers que pour les Québécois – Samedi 1^{er} septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
L'aide financière pour les études collégiales et universitaires est plus accessible pour les étudiants étrangers que pour les étudiants nés au Québec.

Lisa-Marie Gervais

Les étudiants étrangers ont plus facilement accès aux prêts et bourses que les étudiants québécois. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) juge sévèrement cette « faille » du Règlement sur l'aide financière aux études et déplore qu'elle ne soit toujours pas corrigée par le gouvernement Charest.

En effet, un étudiant réfugié, résident permanent ou citoyen naturalisé dont les parents vivent hors du Canada est automatiquement considéré comme « autonome » et la contribution parentale n'est jamais comptabilisée dans le calcul des prêts et bourses. Cela lui garantit automatiquement l'accès à une aide financière de 10 000 \$ minimum et pouvant aller jusqu'à 15 000 \$, quel que soit le revenu réel de ses parents.

L'étudiant québécois, lui, est d'emblée considéré comme une personne bénéficiant du soutien financier de ses parents et doit présenter une flopée de documents pour prouver le contraire. Pour être déclaré autonome, il doit notamment prouver qu'il a vécu hors du foyer familial depuis au moins deux ans ou que ses parents ont un faible revenu. N'ayant pas à faire cette preuve jugée invérifiable par les fonctionnaires du ministère de l'Éducation, l'étudiant étranger a donc un avantage par rapport aux Québécois, soutient Éliane Laberge, présidente de la FECQ.

« L'idée, ce n'est pas de dire que les étudiants étrangers n'ont pas droit à cette aide, mais c'est plutôt de souligner qu'on est devant une faille qui favorise les étudiants étrangers. Et à cette faille-

là, le gouvernement libéral répond : on ne peut pas rien faire », souligne-t-elle.

Elle en veut pour preuve un échange entre un citoyen et le cabinet du premier ministre, dont sa fédération a obtenu copie, qui confirme, selon elle, que le gouvernement est bel et bien au courant des faits et qu'il cautionne le calcul. « Les revenus des parents sont déclarés et vérifiés lorsque ceux-ci habitent au Canada. Par contre, lorsque les parents habitent hors Canada, il est impossible pour le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de vérifier l'exactitude des montants et ils sont donc exonérés de contribution parentale comme le prévoit le Règlement sur l'aide financière aux études », peut-on lire dans une lettre officielle de la direction de la planification et des programmes du ministère de l'Éducation.

Lenteur du gouvernement

En clair, avec cette disposition de la loi, il est possible qu'un étudiant étranger bénéficie de prestations allant jusqu'à 15 000 \$, et ce, même s'il est issu d'une famille très riche, constate Mme Laberge.

Reconnaissant que cette disposition de la loi n'est pas nouvelle, elle dénonce la lenteur du gouvernement à corriger ce qu'elle considère comme des « failles » du système. « Le système n'est pas mauvais, mais il a de nombreuses failles. Comment se fait-il que [le service de l'aide financière aux études] calcule toujours que l'étudiant a besoin de 8 \$ par jour pour manger ? L'indexation n'a pas été faite bien qu'on ait relancé plusieurs fois le gouvernement », note-t-elle. « Chaque fois qu'on parle d'injecter plus d'argent pour rendre l'aide plus adéquate, il y a une fermeture. »	Etrandé ou pas il devrait être soumis aux mêmes règles henri -s garneau - Inscrit, 1 septembre 2012 12 h 56 Bravo M. Morel vous vez parfaitement raison, de plus un réfugié mettons qu'il a pas grand sous dans poches de jeans! non je crois fondamentalement que si on gratte un peu juste un peu la surface la majorité des gens sont jaloux. @Jacques Beaudry Non ce ne doit pas être les meme règles pour une personne qui a tout perdue, qui a risqué sa vie et le québécois élevé dans la ouate, un réfugié vous savez ce que c'est?? il y a de la jalousie dans l'air a moins que ce ne soit de l'ignorance. Francois Parent - Inscrit, 1 septembre 2012 07 h 35 L'incohérence Libéral Jean Charest n'a jamais été capable de faire preuve de cohérence et d'équilibre. On a qu'à penser au règlement que si tu es riche tu n'as	pas à aller aux études en français. Ce n'est pas réfléchir fort fort. Claude Smith - Abonné, 1 septembre 2012 10 h 25 8\$ par jour L'étudiant a besoin de 8\$ par jour pour manger ! Ayoye, je me demande où il va faire son épicerie et surtout qu'est-ce qui se retrouve dans son panier. Claude Smith henri -s garneau - Inscrit, 1 septembre 2012 12 h 45 c'est une AIDE m. Smith, ou vous prenez que les contribuables doivent lui payer ses 3 repas par jour parce que c'est que vous semblez penser! Le contribuable lui donnent 8\$ a lui de trouver le reste euuuuuhhh ou sont les parents?? je me le demande constamment! et faites vous en pasil crevera pas de faim pas avec tous les contribuables de la province qui lui paye jusque ses lunettes et ses médicaments au min. de l'education.
--	--	--

LE DEVOIR : Un fonds d'aide embarrasse les étudiants de l'UQAM : L'université propose de bonifier une caisse d'urgence, mais uniquement pour les étudiants qui ne sont pas en grève – Samedi 1er septembre 2012

Lisa-Marie Gervais Une proposition d'aide financière faite par l'UQAM embarrasse les étudiants. La direction de l'université a offert de bonifier substantiellement de plusieurs milliers de dollars un fonds de dépannage pour aider les étudiants dans le besoin, mais à la condition que ceux-ci ne soient pas en grève. « On est confrontés à nos principes de solidarité envers les camarades qui sont encore en grève, mais en même temps, on aimerait bien qu'ils aient accès à de l'argent pour subvenir à leurs besoins », résume un membre de l'exécutif d'une association étudiante qui a voulu garder l'anonymat. Selon lui, cette condition posée par l'UQAM place les associations étudiantes entre l'arbre et l'écorce. Cinq associations sur sept (les étudiants de sciences de la gestion et de sciences de l'éducation ont accepté la proposition, selon l'UQAM) ont rédigé une lettre afin de signifier leur malaise devant les conditions posées pour avoir accès aux fonds d'urgence. « C'est une proposition carrément déconnectée de la réalité », a indiqué le membre de l'exécutif. « La condition n'est peut-être pas un moyen de pression, mais c'est de la discrimination quand même. » C'est la semaine dernière, lors d'une instance informelle appelée « table des présidents », que des représentants du Service à la vie étudiante (SVE) ont fait cette proposition. Soucieuse de venir en aide à sa clientèle en difficulté, l'UQAM, grâce au SVE et à sa Fondation, a ainsi proposé de verser 85 000 \$ au fonds de dépannage en échange d'une contribution de 15 000 \$ de toutes les associations étudiantes. Ce fonds d'urgence, qui existe depuis plusieurs années, est une aide de dernier recours versée sous forme de prêts sur l'honneur à des étudiants qui ont besoin d'un coup de pouce pour payer leur loyer ou l'épicerie. Selon le membre de l'exécutif d'une association, qui a participé à cette table des présidents, l'UQAM craint que donner accès à cette aide d'urgence aux étudiants en débrayage les incite à faire la grève. « On s'est aussi fait dire que la direction de l'université aurait de la difficulté à dénicher de l'argent auprès de certains services, notamment la Fondation de l'UQAM, si les	bourses s'étendaient aux étudiants en grève », a-t-il rapporté. L'UQAM ne fait qu'appliquer la condition du fonds de dépannage déjà existant, indique la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. Mais si elle reconnaît son caractère exceptionnel, l'UQAM se défend de ne pas avoir adapté les conditions du fonds à la situation actuelle. « La condition ne change pas dans le contexte actuel. C'est le même fonds qui existe depuis toujours, mais on va encore mieux le sentir », a-t-elle expliqué. Ce prêt étant réservé aux étudiants qui ne sont plus en débrayage, les quelque 4000 étudiants encore en grève, soit les membres de l'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM (AFÉA), n'y ont pas accès. Les membres des associations étudiantes seront appelés à se prononcer sur cette question la semaine prochaine lors d'assemblées générales postélections. Guignolée étudiante En attendant l'aide monétaire, les associations étudiantes se sont organisées pour fournir une aide directe aux leurs. En plus d'avoir établi des partenariats avec Moisson Montréal et Jeunesse au Soleil, elles ont lancé un appel à la collectivité pour recueillir des denrées non périssables, des vêtements et du matériel scolaire, une sorte de grande guignolée pour les étudiants de l'UQAM. Les étudiants récupèrent aussi ce que les boulangeries, les restaurants traiteurs ou les épiceries jettent, dans le but de nourrir, les mercredis et les dimanches, leurs camarades les plus démunis. « Ce sont beaucoup des parents-étudiants, des étudiants qui ont des enfants en jeune âge qui ont besoin d'une aide très directe. Des étudiants qui ont honte de demander de l'aide. Parfois, il y a eu certains froids dans les familles au sujet de la grève », explique Marjolaine Denault, de l'AFÉA. « On essaie de les rassurer. »	Des citoyens de Rosemont seront aussi au Marché Jean-Talon aujourd'hui (samedi 1er septembre) pour collecter des denrées non-périssables. Ils devraient être autour de l'épicerie Merci. André Michaud - Inscrit, 1 septembre 2012 10 h 08 Logique On doit aider à étudier, pas à boycotter. Cette proposition est bien logique. René Delvaux - Inscrit, 1 septembre 2012 12 h 51 Votre propre logique est incongrue. Si vous considérez que les étudiant-e-s boycottent, vous considérez donc qu'ils le font sur une base individuelle. Vous devriez donc trouver anormal que un Fonds d'aide financière d'urgence ne soit pas accessible à des étudiant-e-s qui ne désirent pas "boycotter" en leur âme et conscience mais dont l'association étudiante a voté pour une poursuite de la grève. Dans tous les cas, qu'il s'agisse d'une grève ou d'un boycott, la précarité se vit sur une base individuelle peu importe les distinctions politiques ou sociales de l'individu, de sa famille ou de sa communauté. Quelqu'un qui a besoin d'aide en a besoin, peu importe son statut. Bernard Pottier - Inscrit, 1 septembre 2012 13 h 09 Drôle de titre! Ce sont les administrateurs qui devraient être embarrassés d'avoir mis sur pied ce prétendu fonds d'aide. La charité se mélange mal à la petite politique partisane. On se croirait vraiment revenu au temps de Duplessis, avec des curés-administrateurs qui excommunient les rouges. Je ne vois toutefois pas pourquoi les étudiants devraient rougir ou s'auto-flageller. D'autant plus qu'ils ont mis sur pied leur propre fonds, sans attendre les tergiversations de l'UQAM. Djosef Bouteu - Inscrit, 1 septembre 2012 16 h 29 La deuxième Grande Noirceur du Québec avec John James Duplessi Charest. Faut vite que le PQ fasse le ménage dans tout ce bordel qu'à amené le virage à droite toute de nos institutions publiques.
--	--	---

RADIO-CANADA / GATINEAU : Les cours à l'UQO commenceront deux jours plus tard que prévu – Mise à jour le vendredi 31 août 2012 à 18 h 29 HAE

Les étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) sont invités dès le mercredi 5	
---	--



septembre aux activités de la rentrée. Toutefois, les cours ne reprendront que deux jours plus tard, soit le 7 septembre.

La direction de l'établissement a décidé d'annuler les cours prévus les 5 et 6 septembre, « afin de favoriser une rentrée harmonieuse et d'assurer le bon déroulement des activités d'accueil de l'ensemble des étudiants », peut-on lire dans un communiqué.

La direction ajoute qu'elle souhaite aussi créer « un contexte favorable à la participation de ses étudiants à l'assemblée convoquée par l'Association générale des étudiants (AGE-UQO) le 6 septembre à 17 h. »

La direction souligne que « l'UQO a été le théâtre d'événements sans précédent dans son histoire

au cours des derniers mois. Dans un souci d'ouverture et d'écoute des membres de la communauté universitaire, l'UQO tient à ce que la rentrée de l'automne 2012 soit placée sous le signe de la réconciliation et de l'entente. »

L'établissement répond ainsi à la demande formulée en début de semaine par le conseil central des étudiants de l'UQO, l'organe qui regroupe les élus de toutes les associations étudiantes modulaires.

L'organisme avait mandaté l'AGE-UQO pour demander à la direction que le début des cours soit reporté au 7 septembre.

Selon le conseil central, ce délai permettait à l'ensemble des étudiants inscrits à la session

d'automne de voter pour choisir s'ils veulent poursuivre ou non la grève.

Même si les cours sont annulés les deux premiers jours, l'UQO sera ouverte et les services aux étudiants seront accessibles. D'ailleurs, l'établissement invite les étudiants à participer à des activités pour souligner la rentrée, comme un salon étudiant, le barbecue du recteur et des activités d'intégration prévues dans les modules.

Les commentaires (1)

Envoyé par [Jean Dore](#) de Montréal, 1^{er} septembre 2012 à 11 h 27 HAE

Je demande la démission de la direction de l'UQO, sans prime de départ.

JOURNAL DEMONTRÉAL : UdeM : Tous les cours reprendront - Publié le: vendredi 31 août 2012, 14H54 | Mise à jour: vendredi 31 août 2012, 19H44

Agence QMI

La direction de l'Université de Montréal (UdeM) a fait savoir, vendredi, que tous les cours de rattrapage de la session d'hiver allaient reprendre mercredi prochain, après une suspension d'une semaine causée par des perturbations en lien avec le retour en classe.

Une rencontre a eu lieu vendredi afin de décider du sort des quelque 1800 étudiants touchés (1300 au premier cycle et 500 aux cycles supérieurs).

Dans un communiqué émis en toute fin d'après-midi vendredi sur son site internet, l'UdeM a fait savoir que « la direction de l'Université et la direction de la Faculté des arts et des sciences

(FAS) travaillent, avec les enseignants et les directeurs de département, à minimiser les risques d'annulation des cours suspendus ».

La direction de l'UdeM travaillait donc à remanier l'horaire afin de s'assurer que tous les cours à risque ne puissent être annulés. Des mesures de sécurité seront également prises afin de faciliter le retour en classe.

Depuis mardi, les cours des programmes d'anthropologie, d'études est-asiatiques, de littérature comparée, d'histoire de l'art, d'études cinématographiques et d'études du jeu vidéo sont suspendus.

Des séminaires de deuxième et troisième cycles donnés dans les disciplines dont les associations se sont prononcées en faveur de la prolongation

de la grève font aussi l'objet d'une suspension et pourraient être annulés. Les départements touchés sont ceux de sociologie, littérature comparée, histoire et études cinématographiques.

La décision de suspendre les cours jusqu'à la fin de la semaine avait été prise à la suite des perturbations de lundi et mardi. Des policiers avaient été dépêchés dans les locaux de l'UdeM afin de disperser des manifestants qui troublaient la rentrée scolaire des étudiants.

Plus de 36 personnes ont été arrêtées dans la foulée. Certains des manifestants ont été arrêtés pour s'en être pris physiquement aux agents de sécurité de l'UdeM.

[Afficher 37 commentaires \(Montréal\)](#)

LE DROIT : Le mandat de grève est toujours en vigueur : Rentrée appréhendée à l'UQO - Publié le vendredi 31 août 2012 à 10h11



Archives, LeDroit

L'association étudiante et le syndicat des professeurs de l'UQO voudraient que la rentrée soit reportée au 7 septembre, afin de permettre la tenue d'un vote sur le mandat de grève et éviter des confrontations.

Justine Mercier, Le Droit

L'association étudiante et le syndicat des professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) demandent à la direction de reporter le début de la session afin de permettre la tenue d'un vote sur le mandat de grève.

Alors que la journée d'accueil pour les étudiants inscrits au trimestre d'automne est prévue le mercredi 5 septembre, l'Association générale des étudiants (AGE-UQO) doit tenir une assemblée générale le lendemain pour que ses membres se prononcent sur le mandat de grève générale illimitée, qui est toujours en vigueur. L'association souhaite donc que le début de la session soit reporté au 7 septembre, le lendemain de l'assemblée générale.

Le syndicat des professeurs (SPUQO) a aussi présenté une demande en ce sens à la direction de l'UQO. Le syndicat justifie notamment cette requête par les confrontations avec les policiers qui ont eu lieu à l'UQO en avril dernier et par les événements ayant perturbé la rentrée universitaire à Montréal, plus tôt cette semaine.

Le porte-parole de l'UQO, Gilles Mailloux, affirme que la direction a reçu, mercredi, ces demandes de report du début de la session, mais indique qu'aucune décision n'a encore été prise à cet égard. La direction devrait faire savoir vendredi si elle donne suite ou non aux demandes qui lui ont été présentées.

Des caméras dérangent

Le SPUQO dénonce par ailleurs l'installation de nouvelles caméras de surveillance dans les couloirs des bureaux des professeurs de certains départements, « une mesure qui est contraire à la Charte des droits et libertés » selon le syndicat.

La présidente du SPUQO, Louise Briand, soutient avoir reçu des indications de la direction voulant que l'installation de nouvelles caméras soit directement liée à la loi spéciale ayant découlé du projet de loi 78.

Le porte-parole de l'établissement affirme pour sa part que l'ajout de caméras « fait partie d'un plan de mise à jour de nos équipements dans tous nos immeubles ». « Dans tous les édifices publics, il y a des caméras pour assurer la sécurité des gens et l'intégrité des lieux », souligne M. Mailloux.

« Ou bien il y a quelqu'un qui ment, ou bien il y a quelqu'un qui dit n'importe quoi, a réagi Mme Briand. C'est tout à fait contraire à ce que le recteur nous a dit la semaine dernière, le 23 août, alors qu'il était très, très clair que les caméras ont été installées dans la foulée de la loi 12, pour faire rapport à la ministre des comportements susceptibles d'être contraires à la loi. »

LE DEVOIR : Crise étudiante - Demande de recours collectif d'étudiants - Vendredi 31 août 2012

Brian Myles

Deux étudiants veulent tenter un recours collectif contre Québec et les collèges et universités, qu'ils tiennent pour responsables de la suspension des cours l'hiver dernier.

Kim Laganière, étudiante en soins infirmiers au collège Montmorency, et Mihai Adrian Draghici, étudiant en histoire à l'Université Laval, s'estiment lésés par la décision de leurs établissements respectifs de suspendre les cours à compter du 18 mai dernier, en conformité avec la loi 12. Ils leur reprochent également de ne pas avoir su garder les portes ouvertes au plus fort de la crise.

Si elle avait pu compléter sa formation, Kim Laganière aurait été en mesure de passer l'examen final pour être admise au tableau de l'Ordre des infirmières en septembre. Elle devra attendre à mars prochain pour reprendre cet examen, ce qui la prive d'un statut d'infirmière à part entière et des revenus qui y sont associés.

De son côté, M. Draghici espérait compléter son baccalauréat l'hiver dernier pour s'inscrire cet automne à la maîtrise en études internationales. Tout comme Mme Laganière, il est lui aussi retardé dans sa progression de carrière.

Les établissements d'enseignement « n'ont pris aucune mesure afin de dispenser les cours et

assurer la sécurité des étudiants, se pliant plutôt à la volonté des étudiants et associations étudiantes ayant voté en faveur de la grève », allègue leur requête pour autoriser l'exercice du recours collectif.

La requête prête à l'État une certaine incurie. En ne prenant pas de mesures pour garder les portes de l'école ouvertes, le gouvernement a « placé les étudiants désirant suivre leur formation en otages ».

Les requérants veulent tenter un recours collectif au nom des étudiants de 18 collèges et 7 universités qui ont été privés de cours à l'hiver.



Un juge de la Cour supérieure devra évaluer la pertinence du dossier avant de décider s'il autorise ou non le recours. Si oui, les requérants devront par la suite présenter leur preuve à la Cour du Québec. L'affaire prendra certainement quelques années à se régler.

La grève bat en retraite

Deux bastions du mouvement de la grève générale illimitée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) — l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) et l'Association étudiante du module de science politique (AEMSP) — ont voté, respectivement mercredi et jeudi soir, pour un retour définitif en classe, portant ainsi à 3500 le nombre d'étudiants en grève dans cet établissement.

Les manifestants, estimés par la direction à une dizaine pour la quatrième journée de levées de cours, sont tenus depuis jeudi de se démasquer en présence des agents de sécurité.

À l'Université de Montréal (UdeM), il y a levée des cours reliés aux facultés en grève jusqu'à la semaine prochaine. Les associations étudiantes en grève de l'UdeM doivent se prononcer sur une reconduction du mouvement au lendemain des élections.

Avec Nancy Caouette

Alerte à la bombe à Lionel-Groulx

Une alerte à la bombe a perturbé la tenue des cours au cégep Lionel-Groulx jeudi après-midi. Vers 12 h 45, un ap-

pel a été fait à la centrale 911. Par mesure de précaution, les policiers de la Régie intermunicipale de Thérèse de Blainville, en collaboration avec la direction du cégep, ont choisi de faire évacuer les 3000 personnes qui se trouvaient à l'intérieur du bâtiment. Les policiers ont procédé à des fouilles qui se sont avérées négatives. « À 14 h 45, tout était rentré dans l'ordre », explique le sergent Martin Charron de la régie intermunicipale.

Les policiers ont ouvert une enquête pour tenter de déterminer l'origine de l'appel. « Il pourrait y avoir des arrestations et des accusations pour méfaits publics », précise le sergent. Ce dernier ne peut pas, pour l'instant, faire le lien avec la crise étudiante.

Vos réactions (3)

Marc Ste-Marie - Inscrit, 31 août 2012 10 h 52

Ce sont les leaders étudiants qui doivent se tordre!!

"...Les établissements d'enseignement « n'ont pris aucune mesure afin de dispenser les cours et assurer la sécurité des étudiants, se pliant plutôt à la volonté des étudiants et associations étudiantes ayant voté en faveur de la grève », allègue leur requête pour autoriser l'exercice du recours collectif."

Par ailleurs, quand la direction d'une université met en place les dispositions qu'il faut pour dispenser les cours et prend, du même coup, les

moyens pour assurer la sécurité des étudiants, là, on demande la démission du recteur!! Étonnant!!

Mais on ose surtout pas blâmer les leaders étudiants et, surtout, poursuivre l'association qu'ils représentent, eux qui organisent des rencontres où l'on prétend défendre des positions supposément prises démocratiquement!!...

Après l'obtention de diverses injonctions de la Cour devant permettre l'accès et la dispense des cours dans un climat sécuritaire, (mais qui ne furent à peu près pas respectées, sinon foulées au pied) nous voici arrivés à l'étape du "recours collectif"!!

À mon point de vue, trop peu, trop tard!!...

André Michaud - Inscrit, 31 août 2012 11 h 32

Protéger contre l'intimidation ?

L'état et les administrations de CEGEP et Universités n'ont pas rempli leur devoir de protéger les bons étudiants contre les gros bras et l'intimidation d'une poignée...et trop d'étudiants n'ont pas eu les cours pour lesquels ils ont payé. C'est une évidence. Pour le grand malheur des étudiants studieux.

Mais ont plus de responsabilité encore les associations étudiantes noyautées par des minorités gauchistes, et elles devraient être poursuivies prioritairement...

Viviane Genest - Inscrite, 31 août 2012 13 h 15

Me, myself and I

Rien à ajouter

LE DEVOIR : Soutenir les cégépiens en situation de handicap : La Fédération des cégeps fera de la réussite de ces étudiants sa priorité – Vendredi 31 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Jean Beauchesne

Jean Beauchesne sur la grève...

- « Je pense que les étudiants les plus forts ne se rappelleront même pas [de la grève], mais le problème, ce sont les étudiants les plus faibles. »
- « Le conflit entre les étudiants eux-mêmes [carrés rouges et carrés verts] nous a marqués au plus haut point. »
- « Boycott ou grève? L'ayatollah de la langue, Guy Bertrand, à Radio-Canada, dit qu'on peut dire "grève"; alors, c'est ce qu'on dit. Je n'ai pas de problème avec ça. »
- « La loi 12, ça va assez loin... On a constaté que, quand les injonctions se sont mises à pleuvoir, c'était invivable. »
- « On a été en mesure de justifier chaque fois [qu'on levait les cours] qu'on était au point de rupture et de débordement. [...] À Rosemont et Lionel-Groulx, ça a débordé, mais c'est peut-être les exceptions qui confirment la règle que ça a été géré adéquatement. »

Lisa-Marie Gervais

Malgré une grève étudiante sans précédent qui « couve encore », la Fédération des cégeps fait place à d'autres combats à caractère plus

pédagogique ». Elle fera de la réussite des étudiants en situation de handicap sa priorité pour la prochaine année.

Le réseau accueille près de 5000 étudiants aux prises avec un handicap ou des troubles d'apprentissage - ils étaient à peine 136 en 2000 - et la Fédération estime que, pour offrir les services adéquats, il manque 10 millions, somme qui devra être allouée par le ministère de l'Éducation (MELS).

Cette revendication n'est pas nouvelle, mais il est d'autant plus urgent de s'y attaquer que la Commission des droits de la personne a soumis un rapport sur le sujet en mars dernier. Un rapport contenant des recommandations « dangereuses », selon la Fédération, qui a tenu à rencontrer la Commission pour la sommer de s'expliquer. « Le rapport souffle le chaud et le froid. Il dit au ministère qu'il sous-financie les établissements pour subvenir aux besoins de ces clientèles-là. Mais il nous dit aussi d'adapter nos mesures d'admission. Ça veut dire qu'on va réduire nos standards d'admission à l'éducation supérieure ? Attention là ! », a déclaré le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne.

Oui aux mesures d'accommodement, comme le prolongement du temps alloué aux examens et l'accès à certains locaux plus calmes, mais pas question de toucher aux standards d'admission et de diplomation, souligne-t-il.

M. Beauchesne craint aussi la judiciarisation des cas d'étudiants qui n'auraient pas reçu les services. Pour l'instant, un seul cas au cégep Bois-de-Boulogne suit son cours devant les tribunaux. Pour l'instant, la Commission des droits de la personne n'a pas précisé ses recommandations, mais la Fédération se promet de la « relancer » sur la question.

Au secours des régions

Pour une autre année, le réseau collégial connaît une hausse de ses effectifs. Selon des données préliminaires, 79 443 nouveaux étudiants sont

inscrits à l'automne 2012 dans l'un ou l'autre des 48 cégeps, soit une hausse de 0,7 % par rapport à l'an dernier. Mais cette hausse sera de courte durée, constate la Fédération en analysant les données démographiques.

Et cette baisse de clientèle pourrait s'avérer « catastrophique » pour certains cégeps en région, plus particulièrement pour huit d'entre eux qui seraient « en danger ». « Les régions éloignées connaissent des baisses, Saguenay à moins 25 % [d'ici 2020], la Gaspésie à moins 36 %, la Côte-Nord à moins 24 % ; ils ne pourront pas survivre ! a lancé M. Beauchesne. Le volume d'étudiants ne sera pas au rendez-vous pour offrir un nombre minimal de programmes pour avoir une qualité de formation. »

M. Beauchesne croit néanmoins qu'un combat en front commun avec les directeurs des collèges, les syndicats et les acteurs régionaux sera à mener. « S'il y a consensus, on va interpeller le gouvernement là-dessus. Parce qu'on ne peut pas dire que le rapport Boudreau a donné grand-chose », a-t-il dit.

Enfin, la Fédération des cégeps entend poursuivre sa croisade afin de parvenir à une entente avec le ministère pour plus de stabilité dans le financement du réseau collégial. Elle compte aussi exiger plus de souplesse pour mieux adapter les programmes - par exemple, certains pourraient se donner en deux ans au lieu de trois - et faire reconnaître la valeur du diplôme d'une infirmière technicienne, aussi valable que celui d'une bachelière.

Vos réactions (1)

Nathalie Miljour - Inscrite, 31 août 2012 17 h 52

Des jeunes dans le pétrin...

Avec la loi 12 et la super session intensive qui en découle, les jeunes éprouvant des difficultés d'apprentissage sont dans le pétrin. Les autres aussi, mais cette situation d'apprentissage intensif est plus difficile à endurer pour ces derniers.

En plus d'avoir ``oublié`` les étudiants bénéficiant de l'aide financière, dans les institutions

d'enseignement qui furent concernées par la grève, Charest n'a vraisemblablement pas pensé aux impacts de ces mesures sur les milliers de jeunes éprouvant des difficultés scolaires.

Est-ce des sanctions négatives? Certains ont accès à l'école, mais le ventre vide, tandis que d'autres ne sont pas en mesure de suivre la cadence qui nous est imposée.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | Grève : Une formation amputée - Faute de temps, des professeurs de cégep doivent couper dans leurs enseignements - Publié le: jeudi 30 août 2012, 21H05 | Mise à jour: jeudi 30 août 2012, 21H20

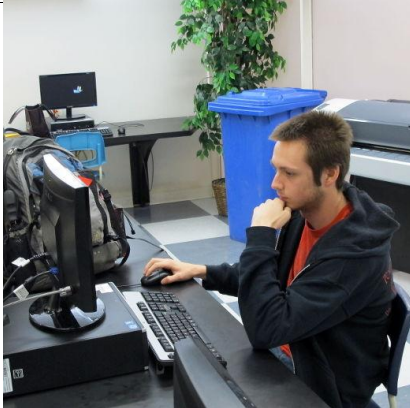


Photo le journal de montréal Sarah-Maude Lefebvre

Frédéric Léveillé-Guillemette a vu son projet final en mécanique de bâtiment être réduit de moitié, en raison de la session raccourcie. « Il va manquer un bout de ma formation », a-t-il confié.

Inquiétude à l'Université de Montréal

Les quelque 1 800 étudiants dont les cours ont été suspendus à l'Université de Montréal, attendent avec anxiété la décision de l'administration qui pourrait annoncer aujourd'hui si leur session sera annulée.

Afin d'apaiser les tensions, l'université a décidé de suspendre tous les cours donnés dans les disciplines, dont les associations se sont prononcées en faveur de la prolongation du boycottage.

L'administration devrait annoncer aujourd'hui si ces cours seront annulés ou s'il sera possible de modifier l'échéancier pour reprendre les séances manquées.

« Pas de session à rabais »

Les quelques étudiants touchés par cette mesure que le Journal a joints hier, semblaient mitigés par rapport à l'avenir de leur session.

« Que ce soit en cinq ou trois semaines, je vois difficilement comment on peut reprendre trois mois de cours. On ne veut pas de session à rabais », affirme Emmanuel Campeau, étudiant en Études cinématographiques.

« D'un autre côté, je ne sais pas ce qui va arriver avec mes prêts et bourses si l'université annule mes cours. Il y a beaucoup d'incertitude. »

« Adviennent que pourra. Je continue d'avancer mes travaux, au cas où. Je soutenais le mouvement de grève au départ, mais là j'ai hâte de revenir en classe », a confié une autre étudiante au Journal.

Cours annulés à l'UQAM

Pour la quatrième journée consécutive, des cours ont été annulés à l'UQAM en raison de la présence de manifestants.

Alors que le chef de la Coalition Avvenir Québec, François Legault, s'insurgeait hier contre la décision de l'université de ne pas faire intervenir les forces policières, l'administration a affirmé de nou-

veau hier qu'il n'était pas question pour le moment d'avoir recours aux policiers.

« Nous n'avons pas l'intention non plus d'annuler de cours. Les étudiants qui souhaitent le faire ont jusqu'au 30 septembre », a dit la porte-parole Jenny Desrochers.

► Environ 30 000 étudiants boycottent toujours leurs cours.

Sarah-Maude Lefebvre

Le parachèvement de la session d'hiver s'avère plus compliqué que prévu pour les cégepiens qui étudient dans des techniques. Faute de temps, leurs professeurs ne peuvent leur enseigner l'ensemble de la matière.

Le rattrapage de plusieurs mois de grève en quelques semaines de cours comporte son lot de défis dans certains programmes de cégep, notamment pour les techniques.

« On se retrouve devant un double défi », explique Caroline Senneville de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ).

« Dans les programmes techniques, il y a beaucoup d'heures de travail pratique et de laboratoire. Ce n'est pas comme dans les programmes plus généraux où on peut faire ses lectures le soir, à la maison », dit-elle.

« En plus, beaucoup de finissants vont aller directement sur le marché du travail. Donc, pas question pour eux d'approfondir des notions, sur lesquelles on a rapidement passé, plus tard à l'université. »

Stress chez les cégepiens

Frédéric Léveillé-Guillemette a vu son projet final en mécanique de bâtiment être réduit de moitié, en raison de la session raccourcie.

« Il y a eu beaucoup de coupures dans la matière, explique l'étudiant du Collège Ahuntsic. Les professeurs nous disent qu'ils manquent de temps, car la session est trop courte. »

« Il y a des notions que nous n'allons que survoler rapidement. Nous n'avons pas assez de temps pour travailler sur les ordinateurs. Il y a des personnes dans ma classe, qui vont arriver sur le marché du travail dans les prochains mois et qui devront travailler sur des choses qu'ils n'ont jamais pratiquées », lance-t-il.

M. Léveillé-Guillemette admet que cette situation crée un « stress » chez les finissants de son programme.

« Il va manquer un bout de ma formation. Ce n'est pas dramatique. Mais on ne pourra pas dire que ma formation est complète. »

Du côté de la Fédération des cégeps, on assure toutefois qu'il n'y aura « pas de compromis », sur la qualité de la formation.

« On ne baisse pas nos standards. L'examen ultime sera le taux de réussite aux examens finaux ainsi qu'à ceux des ordres professionnels. Nous surveillerons ça de près », affirme Jean Beauchesne, le pdg de la Fédération des cégeps du Québec.

Recours collectif

Par ailleurs, la crise étudiante du printemps dernier pourrait coûter cher au gouvernement ainsi qu'à 25 établissements d'enseignement.

Deux étudiants ont en effet demandé à la Cour d'autoriser un recours collectif, qui inclurait

« toutes les personnes (...) inscrites pour la session d'hiver 2012 » qui ont été incapables de suivre les cours pour lesquels ils avaient payé.

Kim Laganière et Mihai Adrian Draghici reprochent aux établissements concernés de n'avoir pris « aucune mesure afin de dispenser les cours et assurer la sécurité des étudiants ».

Mais le dépôt de la requête n'est que la première étape d'une longue bataille judiciaire, a prévenu Me Michel Savonitto.

« La première étape, visant à faire autoriser le recours collectif, va prendre quelques mois, a-t-il dit. S'il est accepté, ça prendrait quelques années. »

Avec la collaboration de Michaël Nguyen

Afficher 14 commentaires (Montréal)

injusticecanada 1 commentaire masqué

Vraiment dommage pour les étudiants sérieux mais, il fallait s'y attendre. Étant donné que ce n'était qu'une minorité de fouteurs de troubles qui les empêchaient d'avoir accès à leurs cours, il est un peu tard pour réagir. Ils avaient des droits alors, ils auraient dû former un groupe et défendre ces droits car ils étaient majoritaire mais ils n'avaient pas l'appui des professeurs et des maudits syndicats en général. Quel beau gâchis...

08/31/2012 12:05 PM

leriduculetueapas 2 commentaires masqués

et bien qu'il fasse les examens comme-ci ils l'avait appris. s'ils coulent sa s'aura de leur fautes. c'est un diplôme que l'on veut qu'il obtiennent, pas un cadeau d'une boîte de cracker jack

(Modifié par l'auteur il y a 2 semaines)

08/31/2012 09:41 AM

Carol-Anne Roy 1 commentaire masqué

C'est quand même drôle comme commentaire venant de quelqu'un qui a fait environ 10 fautes dans une seule phrase.

C'est justement ça le problème, ils vont devoir passer leurs examens comme c'était prévu initialement, mais sans avoir la matière dont ils ont besoin pour le faire.

08/31/2012 06:55 PM

Yfabeau 1 commentaire masqué

Pour quelque parti que ce soit qui sera élu, tout comme pour M. M-rois, elle ne se laisserait pas monter sur la tête, on pourrait en être sûr. Elle pourrait en passer des lois "spéciales-temporaires" pour contrer des manifs, contre des gens, jeunes ou moins jeunes qui pourraient (supposition - mise en situation) aller se révolter contre ses décisions. Même là, je la comprendrais. Non mais ?! Ceux qui persistent à s'entêter à enfreindre le droit des autres devraient la comprendre celle-là. Vos revendications, nous les avons comprises. Attendez après le 4 septembre, puisque certains sont descendus dans la rue pour demander des élections. Fin...

08/31/2012 08:52 AM

jeunestravailleurs 1 commentaire masqué

Faites vous-en pas les jeunes carburent déjà au Red Bull, alors ils n'ont qu'à vendre un Red Bull double dose.

08/31/2012 06:42 AM

Tipolo84 1 commentaire masqué

Ben voilà ! Tout est dit... Mais c'est sans conséquence... À quand les diplômés et autres "titres" à découvrir gratuitement dans les biscuits chinois ?

08/31/2012 04:40 AM

C'est certain qu'il y a un flou, le droit d'étudier est un droit inaliénable très protégé, tu peux pas donné le droit à des associations de bafouer ce droit à des individus juste parce qu'ils ont pas votés comme leur kamarades. Déjà qu'on a enlevé le droit de travailler et ont l'a remis entre les mains des syndicats, avec les résultats qu'on connais. C'est quoi la prochaine étapes? Les syndicats d'étudiant vont placer les étudiants?
[08/30/2012 08:28 PM](#)
 LaPatateFlambee 1 commentaire masqué
 Surtout lorsque l'on sait que les élections étudiantes sont truquées et que l'on vole les coddisations étudiantes pour des fins personnelles et partisanses.
[08/30/2012 09:05 PM](#)
Afficher 7 commentaires (Québec)
 The_Visitor 1 commentaire masqué
 Le gouvernement du Québec ne devrait pas renforcer les pouvoirs des associations étudiantes mais au contraire les abolir car ils sont hors de contrôle et ne représentent pas les étudiants. De plus, les associations se financent

sur le dos des étudiants sans leurs consentement car la cotisation pour l'association est prélevé sur la facture et l'étudiant n'a pas le choix de payer. L'étudiant peut demander un remboursement par la suite après avoir perdu de temps avec de la bureaucratie.
[08/31/2012 04:07 PM](#)
 Nicole43 1 commentaire masqué
 "Clinique JuriPop, un organisme à but non lucratif dont la mission est de promouvoir l'accès à la justice pour tous."
 Est-ce que cet organisme serait prêt à défendre les droits des carrés verts qui n'ont reçu aucune aide?
[08/31/2012 03:25 PM](#)
 Voici_quoi 3 commentaires masqués
 Pas besoin de nouvelle loi, il s'agit d'appliquer la loi 78 comme il se doit, d'ailleurs, peu importe la loi, si elle n'est pas appliquée dans son ensemble, elle ne vaut rien et maintient le chaos
[08/31/2012 05:56 AM](#)
 The_Visitor 1 commentaire masqué

Non, car rien ne va arriver avec la loi 78. L'état n'a pas le courage de faire respecter les lois. Pas besoin de loi pour les associations étudiantes, simplement interdire aux universités de prélever la cotisation de l'association étudiantes sur la facture des étudiants et bonsoir. Les associations étudiants vont disparaître.
[08/31/2012 04:09 PM](#)
 trisyoan 1 commentaire masqué
 Je vous appui à 100%
[08/31/2012 08:58 AM](#)
 OEILDELOUP 1 commentaire masqué
 OUBLIEZ CELA
 Déjà, on a assez de misère comme cela!
[08/30/2012 08:22 PM](#)
 Benoit001 1 commentaire masqué
 Les étudiants n'ont qu'à faire un vote, et la seule façon de contester ce vote c'est de refaire le même vote mais d'avoir un taux de participation supérieur au premier vote. Toujours prendre le vote le plus représentatif de la majorité des étudiants.
[08/30/2012 08:08 PM](#)

JOURNALMÉTRO : Des divisions sur la grève à l'UQAM - Mise à jour: Jeudi 30 août 2012 | 17:46

Par Rédaction La Presse Canadienne
 MONTRÉAL - Le calme est revenu à l'Université de Montréal, mais la tension est encore palpable chez les étudiants en science politique de l'Université du Québec à Montréal.
 Certains y revendiquent le droit d'assister à leur cours malgré la tournée des classes effectuée au son des trompettes par les défenseurs du mandat de grève voté par une association modulaire.
 En fait, bien que l'Association facultaire étudiante de science politique et droit se soit prononcée pour un retour en classe le 21 août dernier, l'Association étudiante du module de science politique (AEMSP) a ensuite voté pour le maintien de la grève, un choix que des étudiants portant carrés rouges et bandeaux sur le visage s'assurent de défendre.
 Frustrés de cette décision — qui a été votée par une trentaine de personnes lors de l'Assemblée de l'AEMSP —, des étudiants en politique ont donc signé une pétition afin qu'une nouvelle assemblée générale de l'association modulaire ait lieu.
 En après-midi jeudi, les membres de l'AEMSP ont finalement rejeté la poursuite de la grève, 144 votes contre 73.
 À l'Université de Montréal, les cours des 1300 étudiants touchés par la grève sont suspendus jusqu'à vendredi.
 Les doyens des facultés concernées discutent actuellement avec des professeurs et des représentants de la direction de la suite des choses pour ces étudiants.
 Un à un, ils étudient les plans de rattrapage de chacun des cours concernés, et ils rendront une décision sur l'annulation de ceux-ci, ou non, d'ici mardi.
 Le retour en classe pour ces étudiants est prévu mercredi, lundi étant un jour férié et mardi, jour d'élections provinciales.
 «Pour le moment, ce qui a été discuté, c'est de donner un crédit pour les cours concernés afin que les étudiants puissent les reprendre à une session ultérieure», explique Mathieu Fillion, le porte-parole de l'Université de Montréal, qui accueille environ 45 000 étudiants au total.

Entre-temps à l'UQAM, la frustration est évidente dans les classes. Les étudiants, derrière leurs pupitres et prêts à reprendre les cours, lancent aux perturbateurs qu'ils en ont assez de la grève. Les partisans de ce moyen de pression, en revanche, plaident la défense d'une décision démocratique, assurant du même souffle qu'ils respectent la décision de retourner en classe si celle-ci est choisie en assemblée générale.
 Dans la même institution, l'Association facultaire étudiante des arts maintient le cap: les étudiants qu'elle représente seront réunis pour une Assemblée générale de reconsidération de la grève le 7 septembre prochain seulement.



Audrey Lou Chao

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Recours collectif contre les universités et les cégeps? - Mise à jour le jeudi 30 août 2012 à 16 h 59 HAE

Mihai Adrian Draghici, un étudiant en histoire à l'Université Laval, et Kim Laganière, qui étudie en soins infirmiers au Collège Montmorency, ont déposé une demande d'autorisation de recours collectif jeudi, au palais de justice de Montréal.
 Les étudiants réclament des dédommagements pour des préjudices subis, en raison de la grève étudiante.
 Kim Laganière a indiqué lors d'une conférence de presse à Montréal, jeudi, que la grève a retardé l'obtention de son diplôme de six mois. Elle a expliqué qu'elle n'a pas pu obtenir son DEC en raison de la suspension des cours.
 Elle devra ainsi attendre l'examen en mars 2013 pour pouvoir obtenir son diplôme.
 Ce sont 18 collèges et 7 universités qui sont visés par la demande de recours collectif.
 Tous francophones.
 Selon Me Michel Savonitto, avocat des étudiants, les collèges et les universités seront poursuivis

pour ne pas avoir assuré les cours après le vote de grève.
 Il a expliqué que le recours est fondé sur le contrat signé entre les étudiants et les établissements.
 Me Savonitto estime que les établissements n'ont rien fait pour forcer la tenue des cours.
 L'avocat a également précisé que le gouvernement du Québec était également visé par le recours.
 Il a expliqué que la grève a non seulement causé un retard dans l'entrée du marché du travail, mais a aussi engendré des frais substantiels pour les étudiants.
 Me Savonitto a indiqué que c'est le tribunal qui évaluera le montant des dommages.
 L'autorisation de ce recours collectif prendra plusieurs mois. Quant à la procédure judiciaire, elle risque de prendre plusieurs années.

La démarche des deux étudiants a été encadrée par la Fondation 1625, qui s'est donné pour mission de mettre en contact les étudiants qui s'estiment lésés par la grève étudiante
 « Des pertes de salaires, pertes de stages, pertes de bourses, ce sont tous des trucs qui peuvent entrer dans le recours et, évidemment, c'est quelque chose d'assez énorme. Un étudiant qui perd une année de salaire, qui perd un stage, ça a tout un impact sur sa vie, sur son cheminement professionnel. » — Marc-Olivier Fortin, Fondation 1625
 En campagne électorale, le chef libéral, Jean Charest, a eu cette réaction: « Quand bien même il y aurait 20 étudiants dans une classe qui choisissent de boycotter leurs cours, ce qu'ils ont le droit de faire, personne n'a le droit d'empêcher les autres étudiants d'avoir accès à leurs salles de cours », a-t-il dit.



Il a rappelé que la loi spéciale visait en partie à permettre à ces étudiants de terminer leur session.

En complément



Vidéo - [Benoît Giasson fait le point sur la requête \(Sur la photo : Me Michel Savonitto et Kim Laganière\)](#)



Vidéo - [Entrevue avec Marc-Olivier Fortin, président de la Fondation 1625, qui finance l'action des requérants.](#)

[Les commentaires \(270\)](#)

LA PRESSE : Fausse alerte à la bombe au collège Lionel-Groulx - Publié le jeudi 30 août 2012 à 15h11

David Santerre, La Presse

3000 étudiants et membres du personnel du collège Lionel-Groulx ont été évacués cet après-midi en raison d'un appel à la bombe qui s'est avéré non fondé.

À 12h45, la Régie de police Thérèse-de-Blainville a été contactée par une personne disant qu'une

bombe avait été placée dans le grand collège de la Rive-Nord, qui fut au plus fort du mouvement de contestation étudiante une des écoles les plus militantes.

«Il n'y avait pas de précision sur l'emplacement de la bombe ni de revendication», précise Martin Charron, porte-parole de la police locale.

L'école a été évacuée et les policiers ont ratissé l'établissement pour finalement déterminer qu'il s'agissait d'une mauvaise plaisanterie.

La police fera tout de même enquête afin de tenter de retracer l'auteur de cette fausse alerte. Provoquer une enquête policière inutile est passible d'accusations de méfait public.

JOURNALMÉTRO : Pendant ce temps, dans les universités anglophones - Mise à jour: Jeudi 30 août 2012 | 14:56



Archives Métro

L'Université Concordia

Par Annabelle Blais Métro

Pendant que l'Université de Montréal (UdeM) hésite à annuler la dernière session d'hiver et que l'UQAM tente de donner des cours malgré les perturbations, les universités anglophones ont commencé leur session d'automne.

Business as usual? Presque. Si la session d'automne commence en septembre, des mesures sont prises pour adapter les étudiants des 14 cégeps qui n'ont pas pu terminer leur semestre en raison de la grève étudiante.

À l'Université Concordia, où la rentrée se fera le 5 septembre, 265 étudiants proviennent de cégeps touchés par les grèves. L'université leur suggère dans un premier temps de reporter leur rentrée à l'hiver 2013 et les invite à réfléchir sérieusement à cette option.

Autre possibilité, les étudiants peuvent entamer leur formation universitaire tout en complétant

leur cégep. L'université se réserve toutefois le droit de limiter le nombre de cours auxquels ils peuvent s'inscrire.

Du côté de l'Université McGill, la porte-parole Julie Fortier précise que l'établissement n'a pas été très touché par le «boycott». Près de 300 étudiants venus de cégeps en grève sont inscrits à McGill et ont consulté un conseiller pédagogique afin de mettre sur pied un plan adapté leur parcours.

«Certains peuvent combiner cégep et bac, pour les étudiants en sciences, où on a un volume important, on offrira des cours supplémentaires à partir d'octobre, et d'autres ont simplement décidé de commencer en janvier», explique Mme Fortier.

«Ç'aurait été beaucoup plus simple si tout le monde avait commencé en même temps», a déploré Martine Desjardins, présidente de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ).

Éliane Laberge, présidente de Fédération collégiale du Québec (FECQ) reconnaît que ce n'est pas une situation «confortable», bien qu'elle admette d'emblée que ce ne sont pas une majorité d'étudiants francophones qui sont concernée par cette situation.

En raison des perturbations des derniers jours, l'UdeM a suspendu les cours de 1300 étudiants jusqu'à vendredi et se prononcera sous peu sur la possibilité d'annuler la session de rattrapage qui doit être complétée avant le début de session d'automne, le 1^{er} octobre.

«Une telle décision serait hâtive, estime Mme Desjardins. On sait tous que le 4 septembre, tout peut changer. L'UdeM aurait tout intérêt à être

patient, mais on a vu cette semaine que ça ne fait pas partie de ses qualités.»

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) connaît une fragile accalmie alors que les étudiants en sciences humaines, qui représentent la moitié des grévistes, ont voté un retour en classe mercredi soir. Certains cours avaient été annulés cette semaine en raison des perturbations. Une nouvelle assemblée générale est prévue le 5 septembre, au lendemain des élections provinciales.

Loi spéciale

La Loi 12 stipule que les universités sont libres d'établir leurs plans d'aménagement, mais elles doivent s'assurer de ne pas pénaliser les étudiants dont la session d'hiver a été suspendue. Les cégeps ont quant à eux l'obligation de compléter leur semestre d'hiver avant le 30 septembre 2012.

Montrer 1 commentaire

Visiteur

A l'UQAM, il ne s'agit pas d'une accalmie. Un premier vote a conclu à la poursuite de la grève, une pétition a réclamé une Assemblée Générale extraordinaire qui a voté le retour en classe jusqu'à la fin de la session d'hiver, et ce vote a fait des insatisfaits qui ont lancé une nouvelle pétition. C'est cette dernière qui "force" à nouveau une Assemblée Générale extraordinaire, qui aura lieu le 5.

Au lieu d'une accalmie, donc, une radicalisation des points de vue... C'est dommage.

LE SOLEIL / JOURNALMÉTRO : Recours collectif déposé par des étudiants lésés - Publié le jeudi 30 août 2012 à 13h32 - Mise à jour: Jeudi 30 août 2012 | 16:22



Photo Patrick Sanfaçon, archives La Presse
Vraisemblablement, le tribunal devra entre autres déterminer si le droit de grève des travail-

leurs, prévu au Code du travail, accorde les mêmes droits, obligations et privilèges que le «droit de grève» des étudiants qui ne sont pas des salariés.

Par Lia Lévesque La Presse Canadienne

MONTREAL - Une requête pour autoriser un recours collectif vient d'être déposée au nom d'un groupe d'étudiants qui s'estiment lésés de diverses façons par la grève de l'hiver et du printemps dernier.

La requête vise 18 collèges et sept universités _ ceux qui n'ont pas dispensé de cours à la suite des votes de grève _ ainsi que le gouvernement du Québec.

Les associations étudiantes ne sont pas poursuivies, puisque le «contrat» liait l'université à

l'étudiant pour la prestation de services, et non l'étudiant à l'association étudiante, a expliqué le procureur au dossier, Me Michel Savonitto, au cours d'une rencontre avec la presse, jeudi au Palais de justice de Montréal.

Me Savonitto n'a pas chiffré ces dommages. «Il n'y a pas de montant fixé pour l'instant; il n'est pas nécessaire de fixer un montant exact. Nous avons établi quelle est la nature des dommages subis et un tribunal évaluera en temps et lieu le montant des dommages.»

Il a énuméré plusieurs dommages: pour la privation d'un salaire dans certains cas, une perte de temps de plusieurs mois, des frais de scolarité perdus, des emplois d'été qui n'ont pu être

occupés jusqu'au bout parce que la session a recommencé plus tôt en août.

«Tous ces frais-là qui, dans certains cas, ne sont pas nécessairement très importants, mais qui, si on les cumule, deviennent astronomiques avec l'ensemble des membres du groupe», a résumé l'avocat.

Vraisemblablement, le tribunal devra entre autres déterminer si le droit de grève des travailleurs, prévu au Code du travail, accorde les mêmes droits, obligations et privilèges que le «droit de grève» des étudiants qui ne sont pas des salariés.

«Il faut distinguer les deux situations et c'est ce qu'on plaidera devant les tribunaux. Le droit de grève en vertu du droit du travail, c'est une chose. Le vote de grève qu'ont pris les étudiants est autre chose. Les tribunaux l'ont déjà reconnu à plusieurs reprises, parce qu'il faut se rappeler qu'il y a eu plusieurs dossiers d'injonction qui ont été décidés par les tribunaux. Dans ce contexte-là, les clients que je représente avaient le droit d'obtenir leurs cours», a plaidé Me Savonitto.

Certains, comme Kim Laganière, étudiante en techniques infirmières au Collège Montmorency, un des deux requérants, voit ainsi son entrée sur le marché du travail repoussée, ce qui la prive de pouvoir déjà pratiquer comme infirmière.

«J'ai eu un préjudice, donc je demande juste un dédommagement. Ça me retarde de six à 12 mois dans mon entrée sur le marché du travail dans le système de la santé. Les stages ont été maintenus, mais je n'ai pas pu obtenir mon DEC (Diplôme d'études collégiales) parce que les cours de base ont été suspendus», a témoigné la jeune femme. Elle doit donc terminer sa session à la fin de septembre.

Aujourd'hui, n'eût été de la grève étudiante, elle serait donc «c.p. ou candidate à l'exercice de la profession infirmière, jusqu'à temps de passer l'examen de l'Ordre des infirmières», a-t-elle expliqué.

En campagne électorale jeudi, le chef libéral et premier ministre sortant Jean Charest a semblé partager la même opinion que les requérants. «Quand bien même il y aurait 20 étudiants dans

une classe qui choisissent de boycotter leurs cours, ce qu'ils ont le droit de faire, personne n'a le droit d'empêcher les autres étudiants d'avoir accès à leurs salles de cours», a-t-il dit.

Il a rappelé que sa loi spéciale visait en partie à permettre à ces étudiants de terminer leur session. Il juge d'ailleurs que cette loi a été «un succès» au palier collégial, puisque les étudiants en grève ont choisi de retourner en classe.

Afficher 2 commentaires

[Marilyn Fauteux](#)

JE, ME, MOI.

je suis abasourdi par le manque de conscience sociale de certaine personne.

[Hier 04:05 PM](#)

PhilDuchesne

Excellent !!!! Vive le courage de nos étudiants qui veulent étudier sans se faire baver par les syndicats et leurs troupeaux d'anarchistes ! J'espère que cette poursuite sera d'au moins 250 millions de beaux dollars ! Je vous félicite haut la Main ! BRAVO ! BRAVO ! BRAVO ! BRAVO !

LA PRESSE : Demande de recours collectif contre 25 établissements d'enseignement - Publié le jeudi 30 août 2012 à 12h26



Photo Patrick Sanfaçon, archives La Presse
Rentrée perturbée au début de la semaine à l'UQAM.

Christiane Desjardins, La Presse

La mollesse des établissements d'enseignement qui ont fait fi de la directive du ministère de l'Éducation en suspendant les cours dans le cadre de la grève étudiante, et la négligence du gouvernement, sont au coeur des doléances contenues dans la demande de recours collectif déposé en Cour supérieure par deux étudiants.

Kim Laganière, une étudiante en techniques infirmières du Collège Montmorency, et Mihai Adrian Draghici, un étudiant en histoire de l'Université Laval, réclament des dommages pour avoir été empêchés de suivre leurs cours lors de la session d'hiver 2012, ce qui les a retardés dans leur cheminement scolaire et professionnel. À titre d'exemple, Mme Laganière aurait normalement passé son examen final d'infirmière en juin dernier. Elle ne pourra le passer qu'en mars prochain.

Lors d'un point de presse, ce midi, l'avocat Michel Savonitto, qui pilote cette demande de recours collectif, a indiqué que le recours est basé sur

la notion de contrat. Pour cette raison, les associations étudiantes qui ont moussé la grève ne sont pas visées. «Mes clients n'ont pas de relation contractuelle avec les associations étudiantes. Ils ont un contrat avec les établissements d'enseignement, et ils sont en droit de demander que les services leur soient fournis conformément au contrat», a-t-il résumé. Me Savonitto a par ailleurs admis que le recours inclut tous les étudiants, même ceux qui étaient en faveur de la grève. Si la demande de recours est autorisée, ce sera au juge de décider s'il y a lieu d'exclure certains étudiants et certaines sommes, selon Me Savonitto.

Me Savonitto a indiqué qu'il ne conteste pas le droit de grève des étudiants. «Je pense que le droit de grève des étudiants il existe, ils ont le droit de manifester, mais leur droit s'arrête où celui de mes clients commence, d'obtenir les services en vertu du contrat qu'ils ont avec les établissements. Le droit de grève en vertu du droit du travail est une chose, et le vote de grève chez les étudiants est autre chose. Les tribunaux l'ont déjà reconnu à plusieurs reprises. Il y a eu plusieurs dossiers d'injonctions qui ont été décidées par les tribunaux.»

Signalons enfin que le recours est financé par la Fondation 1625, lancée au cours de l'été par trois étudiants, Laurent Proulx, Marc-Olivier Fortin et Alexandre Meterissian. M. Proulx est le premier étudiant à avoir obtenu une injonction.

«La fondation vise deux objectifs : mettre Mme Laganière en contact avec d'autres étudiants, et financer le recours, a indiqué M. Fortin, un étudiant en économie, qui n'a pas eu à subir la grève, puisqu'il fréquentait l'Université Mc Gill. « C'est monsieur et madame tout le monde, à coup de 20 et 25 dollars, qui sont tannés de la grève, qui sont tannés des carrés rouges au centre-ville», qui financent le recours, a-t-il ajouté.

Outre le Procureur général du Québec, les 25 établissements visés sont : les collèges et cégeps : Montmorency, Saint-Hyacinthe, Bois-de-Boulogne, Rosemont, Saint-Jérôme, Ahuntsic, Lionel-Groulx, Édouard-Montpetit, André-Laurendeau, Maisonneuve, Marie-Victorin, Saint-Laurent, Valleyfield, Vieux-Montréal, Sherbrooke, Saint-Jean-sur-Richelieu, Limoilou, Drummondville, et les universités Laval, Sherbrooke, du Québec à Montréal, du Québec en Outaouais, du Québec à Chicoutimi, du Québec à Rimouski, et de Montréal.

TVANOUVELLES : Manifestations étudiantes : La police doit intervenir à l'UQAM, croit François Legault - Première publication jeudi 30 août 2012 à 12h33 - Mise à jour : jeudi 30 août 2012 à 22h26

Par Jean-Luc Lavallée | Agence QMI

François Legault demande aux policiers d'intervenir pour mettre fin aux perturbations des «voyous» cagoules qui ont forcé l'annulation de plusieurs cours à l'UQAM. Ulcéré par l'inaction de la direction, il convoquerait le recteur s'il était premier ministre.

Les gestes de perturbation qui ont été commis dans de nombreuses classes sont «inacceptables» et justifient, selon lui, une intervention policière. La loi 12 doit être appliquée, a-t-il martelé en entrevue à l'émission de Paul Arcand, jeudi matin, au 98,5 FM.

«Tous ceux qui veulent bloquer les cours ne devraient même pas être tolérés à 50 mètres des

établissements donc sûrement pas dans les cours. Il y a un tri qui doit se faire à la porte et si nécessaire, oui, il faut intervenir», a-t-il dit.

«Si j'étais premier ministre là, ça ferait longtemps que le recteur de l'Université du Québec (à Montréal) serait dans mon bureau, puis le président du syndicat (des enseignants) aussi parce qu'il faut avoir la collaboration des autorités de l'université», a-t-il déclaré.

Charest devrait s'en mêler

«Si on a de la difficulté avec certains étudiants qui arrivent masqués pour agir en voyous, il faut au moins avoir sur notre bord la direction et les professeurs, a-t-il renchéri. La première chose que je ferais, je les convoquerais à mon bureau

pour savoir si je les ai de mon bord. C'est assez grave... Et je ne comprends pas pourquoi M. Charest ne le fait pas.»

Allez-vous demander à la police de rentrer et s'assurer que les cours se donnent? «On ne peut pas demander au gouvernement de commencer à gérer chaque établissement », a répondu le chef caquiste, nuancant ses propos. Toutefois, il insisterait auprès des directions d'établissements concernés. « Prenez les mesures nécessaires pour que les cours se donnent! », a-t-il martelé, rappelant lui-même qu'il n'est pas de nature «trop patiente».

«Ces personnes-là qui sont des casseurs, à un moment donné, on doit être capable de les

identifier puis de ne pas les laisser rentrer dans l'établissement. Je pense qu'il y a des moyens à mettre en place quand on est de bonne foi», a exprimé M. Legault.

Commandos spéciaux

Pour une troisième journée consécutive, mercredi, les classes ont été perturbées par des com-

mandos spéciaux qui ont forcé les étudiants à quitter leurs cours.

Des groupuscules d'une dizaine de manifestants se sont promenés de classe en classe, pour faire pression sur les étudiants et enseignants en discutant avec eux. La façon de procéder est la même depuis lundi. Les contestataires cagoulés restent dans les classes jusqu'à ce que l'ensei-

gnant décide de quitter le local et que la levée des cours soit décrétée.

Les gardiens de sécurité de l'université sont sur place lorsque les perturbations ont lieu, mais n'interviennent pas. La direction de l'UQAM a également refusé de demander l'intervention du SPVM.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Recours collectif déposé - Publié le: jeudi 30 août 2012, 11H58 | Mise à jour: jeudi 30 août 2012, 18H23

Vidéo : Deux étudiants intentent un recours collectif contre le gouvernement du Québec et 25 cégeps et universités pour les préjudices subis pendant la grève étudiante le printemps dernier. , 30 août 2012, TVA Nouvelles
Michael Nguyen

Avec leurs études retardées à cause du conflit étudiant de ce printemps, deux étudiants ont intenté une demande de recours collectif, visant le gouvernement et 25 établissements d'enseignement.

Le recours collectif viserait « toutes les personnes (...) inscrites pour la session d'hiver 2012 » qui n'ont pas pu recevoir l'enseignement pour lequel elles avaient payées. Si les demandeurs veulent un dédommagement, aucun montant n'a cependant été évoqué.

Kim Laganière et Mihai Adrian Draghici, dont le nom apparaît en tête du document de Cour, reprochent ainsi les actions des associations étudiantes, mais aussi des établissements d'enseignement pour leur attitude face au conflit. « Suite à la tenue des votes de grève, certaines associations se sont senties autorisées à poser divers gestes afin de restreindre et empêcher l'accès aux établissements d'enseignement et aux salles de cours », est-il indiqué dans le document de Cour.

Quant aux cégeps et aux universités, ils leurs sont reprochés de n'avoir pris « aucune mesure afin de dispenser les cours et assurer la sécurité

des étudiants », préférant plutôt se « plier à la volonté des étudiants et associations étudiantes ayant voté en faveur de la grève ».

Ainsi, par leurs actions, les établissements scolaires ont accordé « une légitimité aux votes pris par les associations étudiantes », privant ainsi des étudiants à recevoir leurs cours pour lesquels ils avaient payés.

Les associations étudiantes ne sont cependant pas visées par le recours collectif. Pour l'avocat des demandeurs, Me Michel Savonitto, c'est parce qu'il s'agit d'une poursuite à caractère contractuelle, entre les établissements scolaires et les étudiants.

« Mes clients n'ont pas de liens contractuels avec les associations étudiantes », a-t-il dit.

Étudiants lésés

Les deux étudiants dont le nom figure dans la demande de recours collectif ont tous deux perdu une session lors du conflit étudiant ce printemps. La première, Kim Laganière, étudie en technique de soins infirmiers au Collège Montmorency depuis août 2009. La jeune femme de 20 ans en était à sa dernière session lorsque la grève a forcé le cégep à annuler des cours. En conséquence, elle n'a pas pu passer son examen pour devenir infirmière en juin dernier. Elle devra le passer en mars 2013.

Mihai Adrian Draghici est pour sa part inscrit en histoire à l'Université Laval depuis l'automne 2009. Au déclenchement du conflit étudiant, le

jeune de 22 ans finissait son baccalauréat pour lui permettre de commencer une maîtrise en études internationales.

Mais le dépôt de la requête n'est que la première étape d'une longue bataille judiciaire, a prévenu Me Michel Savonitto.

« La première étape, visant à faire autoriser le recours collectif, va prendre quelques mois, a-t-il dit. S'il est accepté, ça prendrait quelques années. »

Afficher 3 commentaires (Québec)

Nicole43 1 commentaire masqué

Excellent ! Dommage que les associations étudiantes ne puissent être accusées; elles sont les premières responsables de tous ces problèmes. Je ne comprendrai jamais la lenteur de la justice...

08/30/2012 10:18 PM

grandhan 1 commentaire masqué

Méfiez vous ,À qui profite cette visibilité,aux étudiants ou à la firme d'avocat qui a pris cette poursuite

08/30/2012 10:13 PM

trisyaoan 1 commentaire masqué

Très bonne initiative la loi c'est la loi

08/30/2012 01:00 PM

Afficher 1-77 de 115 commentaires (Montréal)

LA PRESSE : Legault veut que l'UQAM recoure aux policiers, le recteur réagit - Publié le jeudi 30 août 2012 à 11h29 | Mis à jour le jeudi 30 août 2012 à 20h18

Paul Journet, La Presse

(Montmagny) Le recteur de l'UQAM Claude Corbo ne semble pas avoir apprécié les critiques de François Legault sur sa gestion de la crise étudiante.

Ce matin, le chef de la Coalition avenir Québec a critiqué M. Corbo, qui ne veut pas demander aux policiers d'intervenir à l'intérieur de son établissement. «Il y a un problème», a réagi M. Legault en interview au 98.5 FM avec Paul Arcand.

M. Corbo l'a contacté peu après au téléphone. Le chef de la CAQ lui a alors répété que l'UQAM devrait «mettre en place des mesures pour que les étudiants qui veulent étudier puissent étudier».

«(Le recteur) m'a répondu: ça va se régler avec la démocratie étudiante. Je lui ai répondu: je vous remercie de m'informer, mais on a un différend», a rapporté en soirée M. Legault devant quelque 20 militants dans un restaurant de Montmagny.

Ce matin, M. Legault a assuré que s'il était premier ministre, il convoquerait le recteur à son bureau. Même chose pour le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ), qui songe à faire [des grèves ciblées et illégales si les salles de cours sont bloquées](#).

«Si on a de la difficulté avec certains étudiants qui arrivent masqués en voyou, il faut au moins avoir sur notre bord la direction et les profes-

seurs. La première chose que je ferais, je les convoquerais à mon bureau pour savoir si je les ai sur mon bord.»

M. Legault veut que l'UQAM recoure aux policiers. «À un moment donné, il faut que la loi s'applique». Pour ne pas envenimer la situation, le recteur refuse cette méthode forte. M. Legault n'est pas d'accord.

Il ne le demanderait toutefois pas lui-même aux autorités policières. «C'est à eux de s'assurer que ça se passe bien dans les classes. Le premier ministre ou le ministre de l'Éducation ne peut pas commencer à gérer chaque établissement.»

Mais il reste ferme sur le principe. Selon lui, il faut appliquer la Loi 12 (projet de loi 78). «C'est inacceptable que des personnes arrivent masquées pour empêcher des jeunes d'étudier. Ce sont des gestes de voyous. Je pense qu'on doit utiliser les policiers pour s'assurer que ces gens ne viennent pas perturber les cours.»

«Ce qu'on avait dit dans le projet de loi 78, c'est que tous ceux qui veulent bloquer les cours ne devraient même pas être tolérés à moins de 50 mètres des établissements. Donc sûrement pas dans les cours. Il y a un tri qui doit se faire à la porte. Et si nécessaire, il faut intervenir», a-t-il poursuivi.

Concernant le «ménage» à Hydro-Québec

Le chef de la CAQ a déclaré que les abolitions de postes d'ici 2015 à Hydro-Québec toucheront surtout la division distribution. Cette division est la moins compétitive quand on la compare à d'autres sociétés d'État, a-t-il soutenu.

La société d'État compte trois divisions principales: TransÉnergie, Production et Distribution. La CAQ souhaite abolir 4000 postes à Hydro-Québec pour y économiser 300 millions \$ par année. Elle en économiserait un autre 300 millions \$ avec les achats. Elle souhaite ainsi financer une partie de ces promesses, ce qui nécessiterait toutefois l'adoption d'une nouvelle loi ([cliquez ici](#) pour plus de détails).

M. Legault a par ailleurs défendu [son recours à des études confidentielles](#).

Charest renvoie la balle à la direction

Jean Charest estime que le gouvernement n'a pas à intervenir dans la manière dont l'UQAM gère le les lignes de piquetage. Il renvoie la balle à la direction de l'université, affirmant qu'elle dispose de tous les pouvoirs dont elle a besoin pour que la rentrée se déroule dans le calme.

«On travaille avec les autorités de l'UQAM, a-t-il indiqué lors d'un point de presse à Montréal. On se fie à leur jugement sur les enjeux de sécurité. Ils ont entre les mains les instruments qu'il leur faut pour travailler. C'est à eux d'exercer leur bon jugement.»

- Avec Martin Croteau

LE DROIT : Étudiants et profs [de l'UQO] souhaitent reporter le début de la session - Publié le jeudi 30 août 2012 à 11h28





Archives, LeDroit

Justine Mercier, Le Droit

L'association étudiante et le syndicat des professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) demandent à la direction de reporter le début de la session afin de permettre la tenue d'un vote sur le mandat de grève.

Alors que la journée d'accueil pour les étudiants inscrits au trimestre d'automne est prévue le mercredi 5 septembre, l'Association générale des étudiants (AGE-UQO) doit tenir une assemblée générale le lendemain pour que ses membres se prononcent sur le mandat de grève générale illimitée, qui est toujours en vigueur. L'association souhaite donc que le début de la session soit

reporté au 7 septembre, soit le lendemain de l'assemblée générale.

Le syndicat des professeurs (SPUQO) a aussi présenté une demande en ce sens à la direction de l'UQO. Le syndicat justifie notamment cette requête par les confrontations avec les policiers qui ont eu lieu à l'UQO en avril dernier et par les événements ayant perturbé la rentrée universitaire à Montréal, plus tôt cette semaine.

Le porte-parole de l'UQO, Gilles Mailloux, confirme que la direction a reçu ces demandes de report du début de la session, mais indique qu'aucune décision n'a encore été prise à cet égard. La direction devrait faire savoir vendredi si elle donne suite ou non aux demandes qui lui ont été présentées.

Des caméras dérangeant

Le SPUQO dénonce par ailleurs l'installation de nouvelles caméras de surveillance dans les couloirs des bureaux des professeurs de certains départements, «une mesure qui est contraire à la Charte des droits et libertés» selon le syndicat. La présidente du SPUQO, Louise Briand, soutient avoir reçu des indications de la direction voulant que l'installation de nouvelles caméras soit directement liée à la loi spéciale ayant découlé du projet de loi 78.

Le porte-parole de l'établissement affirme pour sa part que l'ajout de caméras «fait partie d'un plan de mise à jour de nos équipements dans tous nos immeubles». «Dans tous les édifices publics, il y a des caméras pour assurer la sécurité des gens et l'intégrité des lieux», souligne M. Mailloux.

«Ou bien il y a quelqu'un qui ment, ou bien il y a quelqu'un qui dit n'importe quoi, a réagi Mme Briand. C'est tout à fait contraire à ce que le recteur nous a dit la semaine dernière, le 23 août, alors qu'il était très, très clair que les caméras ont été installées dans la foulée de la loi 12, pour faire rapport à la ministre des comportements susceptibles d'être contraires à la loi.»

Selon Gilles Mailloux, l'appel d'offres pour ces caméras a été lancé le 22 février, soit avant le début de la grève étudiante à l'UQO. «Il n'y a aucune demande gouvernementale qui a été faite en ce sens là, affirme le porte-parole de l'université. [...] On avait déjà des caméras, comme dans tous les édifices publics. Ce n'est pas une question d'épier la vie des gens.»

Le syndicat prévoit déposer un grief dans ce dossier.

LE DEVOIR : Universités: François Legault dénonce les «voyous» : Le recours aux forces policières est justifié, dit-il - Jeudi 30 août 2012, 11h03



Photo : La Presse canadienne
Ryan Remiorz

«Je pense qu'on doit utiliser les policiers pour s'assurer que ces gens-là ne viennent pas interrompre des cours», a dit François Legault ce matin au sujet des perturbations à l'UQAM et à l'UdeM.

Guillaume Bourgault-Côté

Montréal — Les étudiants masqués qui empêchent la reprise des cours dans les universités sont des «voyous» et la police doit intervenir pour régler le problème, estime François Legault. Ce dernier déplore la décision de l'UQAM de ne pas envisager une telle solution.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) a dit trouver «inacceptable» la situation vue dans les derniers jours. «Ce sont des gestes de voyous qui sont posés par ces personnes-là», a-t-il indiqué en entrevue avec Paul Arcand au 98,5 FM jeudi matin. «Je pense qu'on doit utiliser les policiers pour s'assurer que ces gens-là ne viennent pas interrompre des cours.»

Interrogé sur la décision de l'UQAM de ne pas faire intervenir les forces policières à l'intérieur des murs de l'établissement, M. Legault a rétorqué que c'était «un problème».

La Loi 12 prévoit que «ceux qui veulent bloquer des cours ne devraient pas être tolérés à moins de 50 m de l'établissement, alors certainement pas dans les cours, a-t-il rappelé. Je pense qu'un tri doit se faire à la porte. Et si nécessaire, oui il

faut intervenir. Mais on ne peut tolérer que des gens qui agissent en voyous empêchent des cours de se donner», a-t-il dit.

François Legault a mentionné que s'il était premier ministre, «ça ferait longtemps que le recteur de l'UQAM serait dans mon bureau, et le président du syndicat des professeurs aussi. Il faut la collaboration des autorités de l'Université. S'il y a des difficultés avec certains étudiants qui arrivent masqués, il faut au moins compter sur la direction pour collaborer».

Mais à la question de savoir s'il exigerait la présence des forces policières, M. Legault convient qu'«on ne peut demander au gouvernement de gérer chaque établissement. C'est à eux de s'assurer que ça se passe bien et de prendre les mesures nécessaires pour que les cours se donnent.»

La caravane caquiste sillonnera aujourd'hui la région de Chaudière-Appalaches et la Beauce.

LA PRESSE : Six mois de plus pour rembourser son prêt étudiant - Publié le jeudi 30 août 2012 à 07h19



Photothèque Le Soleil, Yan Doublet

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, accueille plutôt froidement la nouvelle.

Ewan Sauves, La Presse

Bonne nouvelle pour les étudiants qui ont milité au cours des derniers mois. Le ministère de l'Éducation a annoncé la semaine dernière qu'aucune aide financière ne serait versée pour le mois de septembre, mais les étudiants et cégépiens bénéficieront comme prévu de la période

d'exemption de six mois pour rembourser leur dette, a appris La Presse.

L'aide financière aux études propose l'«option 6 mois» à tous les étudiants qui ont recours au système de prêts et bourses. Celle-ci concerne la période de six mois suivant la fin des études à temps plein, durant laquelle l'étudiant n'est pas dans l'obligation de rembourser sa dette.

Ceux qui ont repoussé leur trimestre d'hiver 2012, du mois d'août jusqu'à la fin du mois de septembre, devront commencer le paiement de leur prêt dès le 1er avril 2013. La période de grâce de six mois s'étale donc du 1er octobre 2012 - fin officielle du trimestre d'hiver et début de celui d'automne - au 31 mars 2013.

Cette prolongation est destinée à faciliter l'insertion socioprofessionnelle des diplômés, a indiqué Esther Chouinard, porte-parole du ministère de l'Éducation.

Quant aux étudiants qui ont terminé leur trimestre d'hiver en avril dernier, soit la date initialement prévue avant le conflit étudiant, les six mois de battement prendront fin le 1er novembre. Pour les collégiens, c'est le 1er décembre 2012.

Pas suffisant, selon les fédérations étudiantes

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, accueille plutôt froidement la nouvelle.

«Oui, c'est une excellente chose d'adapter le système à la réalité de la reprise des cours à la mi-août. Ça démontre qu'à certains niveaux, ils prennent considération. Mais lorsque c'est le temps de mettre un peu plus d'argent pour sauver des étudiants du pétrin, ce n'est pas la même histoire.»

Éliane Laberge n'a pas encore digéré la décision du gouvernement de ne pas accorder de l'aide financière aux étudiants pour le mois de septembre. Elle se dit «déçue» de la performance du ministère de l'Éducation.

Sa collègue Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a tenu les mêmes propos.

«C'est une bonne chose, mais permettez-moi quand même de me questionner. Si on est capable de prolonger de six mois un remboursement de prêt, pourquoi on n'est pas capable de réajuster le reste du programme pour permettre

LA PRESSE : Annulation de cours en vue à l'Université de Montréal - Publié le jeudi 30 août 2012 à 06h57



Photo Patrick Sanfaçon, archives La Presse
Rentrée perturbée à l'Université de Montréal mardi dernier.

Pascale Breton, La Presse

Incapable de donner les cours en raison de la grève étudiante, l'Université de Montréal songe carrément à annuler certains cours du trimestre d'hiver. Ce précédent dans l'histoire de cette université toucherait 1300 étudiants.

Les manifestations étudiantes qui ont perturbé la rentrée des classes plus tôt cette semaine ont forcé la direction de l'Université à suspendre une cinquantaine de cours. Elle se donne jusqu'à demain pour évaluer la situation.

«Une décision sera prise d'ici la fin de la semaine. Est-ce encore possible de terminer ces cours-là? Nous allons procéder à une analyse, plan de rattrapage par plan de rattrapage», explique le porte-parole de l'Université de Montréal, Mathieu Filion.

L'Université ne peut prolonger le trimestre d'hiver au-delà du 28 septembre. Dès le 1er octobre, de 15 000 à 20 000 nouveaux étudiants sont attendus pour le trimestre d'automne, précise-t-il.

Une cinquantaine de cours sont visés par la menace d'annulation. Au total, six programmes sont touchés, soit anthropologie, études est-asiatiques,

littérature comparée, histoire de l'art, études cinématographiques et jeux vidéo.

Si les cours sont annulés, il n'est pas certain qu'ils puissent être offerts au trimestre d'automne, qui commence le 1er octobre. Ils pourraient n'être donnés que l'hiver prochain.

La mention «annulation» sera inscrite sur le relevé de notes. Les étudiants concernés n'auront pas d'échec. Leur paiement sera crédité, si bien qu'ils pourront se réinscrire au cours ultérieurement, sans avoir à déboursier de nouveau.

À l'UQAM

Du côté de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), il n'est pas question d'annuler des cours du trimestre d'hiver, du moins pour le moment. «Ce n'est pas dans les discussions au moment où on se parle», indique la porte-parole de l'Université, Jenny Desrochers.

Depuis lundi, plusieurs cours du module de science politique ainsi que des facultés des arts et des sciences humaines ont toutefois été perturbés par des manifestants cagoulés. Hier encore, une trentaine d'entre eux ont fait irruption dans les salles pour tenter de lever les cours.

«On constate qu'il y a quand même des cours qui se donnent dans les facultés touchées», précise Mme Desrochers, pour expliquer la décision de ne pas annuler les cours. Les professeurs peuvent aussi choisir d'enseigner à distance en demandant aux étudiants de lire certains documents.

Réunis en assemblée générale hier après-midi, les étudiants en sciences humaines ont aussi décidé de retourner en classe, ce qui laisse présager un retour au calme pour cette faculté.

Jusqu'à présent, l'UQAM n'a pas demandé l'intervention des policiers, mais elle a déposé des plaintes contre des manifestants ayant commis des gestes d'intimidation. Il n'est pas exclu qu'il y en ait d'autres.

Tant l'Université de Montréal que l'UQAM sont en contact quotidien avec le ministère de l'Éducation. La ministre sortante, Michelle Courchesne, n'a toutefois pu répondre à nos questions, hier.

Agir rapidement

Au lendemain des élections, le gouvernement élu devra agir rapidement, croit la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

Plusieurs étudiants qui sont retournés en classe ont voté pour une trêve, non pas pour la fin de la grève.

«La situation est assez urgente», dit-elle en comprenant mal «l'empressement» de l'Université de Montréal à annuler les cours.

«C'est un précédent important», soutient Mme Desjardins.

LE DEVOIR : Universités : les perturbations persistent : L'Université de Montréal suspend ses cours jusqu'à vendredi - Jeudi 30 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Des manifestants masqués ont forcé la direction de l'UQAM à annuler ses cours mercredi.

Lisa-Marie Gervais

Les cours ont été perturbés pour une troisième journée consécutive dans les universités montréalaises. À l'Université de Montréal, la direction a pris la décision de les suspendre jusqu'à vendredi (ce qui porte le retour en classe à mercredi prochain, étant donné le congé férié de la Fête du travail et la journée de l'élection). À l'UQAM, plus d'une centaine de cours de facultés et de départements en grève ont été levés, soit parce qu'aucun étudiant ne s'y est présenté, soit parce qu'ils ont été perturbés par des manifestants.

Mercredi matin, de petits groupes d'individus masqués ont marché à travers divers pavillons pour faire lever les cours commandés par des facultés et départements toujours en grève. C'est ainsi que, par exemple,

le cours « Système international contemporain » donné dans le pavillon Sainte-Catherine a été levé.

Le Devoir a suivi des dizaines d'individus masqués qui sont entrés dans le local du cours pour demander aux étudiants de partir. L'enseignant a finalement levé le cours. À la sortie, certains étudiants avaient l'air exaspérés. L'un d'entre eux a quitté prestement les lieux en haussant les épaules et en lâchant : « Moi, j'abandonne. On ne peut plus étudier ! »

Sur le trottoir, deux de ses camarades ont commenté avec un certain ahurissement la situation. « Ce cours-là n'était pas dans la liste des cours donnés par les départements en grève. Mais on nous a finalement dit que oui », s'est étonnée une étudiante de sciences politiques qui a requis l'anonymat, déplorant l'imbroglio. Son camarade, qui a toujours soutenu la grève jusqu'ici, admet qu'il a « décroché » devant les faibles taux de participation aux assemblées générales. « Les gens de science po se sont dissociés de l'AFESPED [Association facultaire étudiante de science politique et droit] et ils ont voté pour la reconduction de la grève avec 40 personnes. C'était légal, parce que le quorum de 30 personnes était atteint, mais c'était mal fait », a-t-il dit en laissant entendre que ce ne sont pas tous les étudiants qui ont été avertis de la tenue de la nouvelle assemblée formée.

Les étudiants du module de science politique de l'UQAM doivent se reprotoncer aujourd'hui sur la grève. Hier, dans un vote serré, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) a voté pour le retour en classe. Il ne reste plus qu'environ 4000 étudiants en grève à l'UQAM.

L'UQAM porte plainte

L'UQAM a confirmé qu'elle a bel et bien déposé des plaintes au Service de police de Montréal « contre les auteurs » d'actes d'intimidation et de perturbation. Elle n'en a pas dit davantage sur la nature des plaintes ni sur leur nombre. « On continuera d'en déposer. On ne fait pas intervenir la force pour obliger le retour en classe, par contre, on est en mode surveillance. On a des agents, on regarde ce qui se passe et on documente. Quand on a assez de preuves, on dépose une plainte », a expliqué Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM.

Les enquêtes de la police suivent leur cours. Le ministère de l'Éducation serait quotidiennement tenu informé de la situation. Mme Desrochers constate que les manifestants qui souhaitent perturber la tenue des cours sont de moins en moins nombreux. « Ils étaient une centaine lundi et ils ne sont plus qu'une trentaine depuis deux jours », a-t-elle noté.

Pendant ce temps, à l'Université de Montréal, les directeurs de département et les doyens en sont à décider s'il est toujours possible de rattraper les cours malgré les séances levées ou si ceux-ci doivent être annulés. Aucun remboursement n'est prévu en cas d'annulation, mais le cours pourra être repris sans frais à une session ultérieure. Le nombre de cours annulés devrait être connu d'ici la fin de la semaine.

Pr ailleurs, une pétition exigeant la démission du recteur Guy Breton est actuellement en circulation.

Vos réactions

Yves Claudé – Inscrit, 30 août 2012 03 h 24

La "démocratie" des masques ...

On peut être hors de tout doute progressiste, et être par ailleurs passablement dubitatif quant à la "démocratie" des masques qui se déploie à l'intérieur des institutions universitaires, après avoir fait irruption dans les manifestations.

Les justifications stratégiques de ce qui pourrait apparaître comme un aussi triste Carnaval que celui, rituel et antipolicière du 15 mars à Montréal, ne semblent pas répondre à d'incontournables interrogations sur la légitimité de cette "démocratie", surtout lorsqu'un représentant d'une association étudiante de l'UQAM invite la population à se joindre aux "démocrates" dans un Bal masqué qui aurait toutes les chances de se mouvoir dans une cadence plutôt agitée.

Dérives d'un légitime mouvement ou résistance héroïque ... ? L'Histoire répondra !

Yves Claudé

Marc Ste-Marie – Inscrit, 30 août 2012 10 h 35

C'est ce que certains désignent sous le terme fallacieux de "démocratie directe", M. Claudé...

Un direct de la gauche, un direct de la droite, et un autre... jusqu'à ce que l'adversaire soit mis complètement hors de combat!...^_^

Remarquez bien: motards criminalisés, « strickers » et membres en règle appartenant à des gangs de rue ou à diverses organisations criminelles ne font pas pire!...

Séries policières, loi de la jungle et loi de la rue, bref, le chaos, sous toutes ses formes, voilà les sources d'inspiration de prédilection de certains de nos présents leaders étudiants qui aspirent à

CUTV dénonce le travail des agents

Le média communautaire de l'Université Concordia CUTV dénonce « les attaques du SPVM et de l'équipe Garda » dont auraient été victimes ses équipes de reporters pendant les manifestations étudiantes de lundi et mardi à l'Université de Montréal.

« Nos journalistes ont été attaqués et bousculés », a dit Laura Kneale, directrice générale de la station lors d'un point de presse organisé mercredi matin devant l'UQAM.

Elle a ajouté que des plaintes pourraient être déposées, notamment pour obtenir le remboursement du matériel de tournage endommagé. La télé communautaire a diffusé en streaming toutes les manifestations étudiantes et populaires au cours des derniers mois.

devenir les futurs décideurs dans un avenir rapproché.. Ça promet!... (alors qu'on s'empresse de dire devant les cams qu'on ne préconise ni ne cautionne aucune forme de violence...)

Totale hypocrisie!!

Et pendant ce temps, le MELS s'attaque à l'intimidation qui sévit de diverses façons dans le réseau scolaire québécois en prescrivant à leur personnel des formations spéciales dans le seul but de contrer ce fléau de plus en plus répandu!

Mais comme on dit, il faut bien commencer quelque part!...

Julien Prud'Homme – Abonné, 30 août 2012 11 h 43

Mais...

Si M. François Legault (voir autre article) ou les autres observateurs s'intéressaient réellement à la crise étudiante, ils auraient constaté voilà plusieurs heures que les étudiants de sciences humaines de l'UQAM, de loin la plus importante association gréviste de l'établissement, ont mis fin à leur grève hier soir (mercredi).

Cela nous force à admettre que l'UQAM, qui a choisi de ne pas aggraver les tensions, devient ainsi l'établissement où les activités se rapprochent le plus vite de la normale, tandis que l'UdM, qui a choisi la voie policière, s'en éloigne.

Pour finir, une petite remarque sur l'usage des masques. Bien qu'une confrontation avec des manifestants masqués soit effectivement fort désagréable (je l'ai vécu), le port du masque par les grévistes qui lèvent les cours s'explique par la loi 12, qui criminalise, et condamne donc à la clandestinité, les activités jugées autrefois normales qu'exige la mise en oeuvre d'une grève

étudiante. Ajoutons qu'à l'UQAM, le port du masque n'a pas été réellement la norme.

Michel Lebel – Inscrit, 30 août 2012 12 h 20

Assez!

Tout étudiant(?) masqué ou faisant de l'intimidation pour faire lever des cours devrait être exclu de l'université. Une exclusion de longue durée, voire permanente. L'administration universitaire et les services de sécurité interne de l'institution doivent y voir. À ce sujet, la tolérance doit être zéro. La présence de la police est à éviter, sauf s'il y a commission d'un acte criminel. Le chaos doit absolument cesser. Les gants blancs ne sont pas de mise.

Michel Lebel

jacques beaudry – Inscrit, 30 août 2012 12 h 57

la démocratie et son hisoire

Ça parle beaucoup de démocratie. Rappelez-vous ? Ce système que nous aimons tant s'est gagné grâce à ces citoyens d'hier qui ont pris la rue en affichant leur dissidence en allant jusqu'à la désobéissance civile. Le droit de vote des femmes, par exemple. L'indépendance de états américains pour se libérer du joug de l'Angleterre, la mère patrie alors. Etc...etc... Nos avancés sont plus souvent qu'autrement le fait de citoyens courageux qui ont défiés les pouvoirs en place pour faire progresser leur communauté. Plusieurs semblent croire que les gains obtenus au fil du temps le furent grâce à un don de l'autorité en place. Pour que les choses changent il faut le courage d'agir et ici je ne pense pas au courage dont se targue Lego.

LE DEVOIR: Grève étudiante - Deux étudiants veulent tenter un recours contre leur établissement d'enseignement – Jeudi 30 août 2012

Brian Myles

Deux étudiants veulent tenter un recours collectif contre Québec et les collèges et universités qu'ils tiennent responsables de la suspension des cours l'hiver dernier.

Kim Laganière, étudiante en soins infirmiers au Collège Montmorency, et Mihai Adrian Draghici, étudiant en histoire à l'Université Laval, s'estiment lésés par la décision de leurs établissements respectifs de suspendre les cours à compter du 18 mai dernier, en conformité avec la loi 12. Ils leur reprochent également de ne pas avoir su garder les portes ouvertes au plus fort de la crise.

Si elle avait pu compléter sa formation, Kim Laganière aurait été en mesure de passer l'exa-

men final pour être admise au tableau de l'Ordre des infirmières en juin. Elle devra attendre à mars prochain pour reprendre cet examen, ce qui la prive d'un statut d'infirmière à part entière et des revenus qui y sont associés.

De son côté, M. Draghici espérait compléter son baccalauréat l'hiver dernier pour s'inscrire cet automne à la maîtrise en études internationales. Tout comme Mme Laganière, il est lui aussi retardé dans sa progression de carrière.

Les maisons d'enseignement «n'ont pris aucune mesure afin de dispenser les cours et assurer la sécurité des étudiants, se pliant plutôt à la volonté des étudiants et Associations étudiantes ayant voté en faveur de la grève», allègue leur requête pour autoriser l'exercice du recours collectif.

La requête prête à l'État une certaine incurie. En ne prenant pas de mesures pour garder les portes de l'école ouvertes, le gouvernement a «placé les étudiants désirant suivre leur formation en otage».

Les requérants veulent tenter un recours collectif au nom de tous les étudiants collégiaux ou universitaires privés de cours à l'hiver.

Un juge de la Cour supérieure devra évaluer la pertinence du dossier avant de décider s'il autorise ou non le recours. Si oui, les requérants devront par la suite présenter leur preuve à la Cour du Québec.

L'affaire prendra certainement quelques années à se régler.

THE GAZETTE: Students are the solution to boycotts, UQAM admins say – Thursday, August 30, 2012



Photograph by: Allen McInnis, THE GAZETTE

Bands of roaming protesters numbering less than 40 on some days forced the cancellation of hundreds of classes. Many students gave up trying to attend.

By René Bruemmer, THE GAZETTE August 30, 2012

MONTREAL - The solution to ending the student boycotts ultimately rests in the hands of the students, administrators at the Université du Québec à Montréal said this week.

Students desperate to return to class, however, say they're being held hostage to a minority of protesters, an impotent government and a "democratic" student association voting process that is anything but.

At Montreal's two French-language universities, about 5,600 students remain in departments that have voted to continue the boycotts, out of a total student population of 81,000. Many could lose their winter semester, despite the creation of the Liberal government's Law 12 last May that was supposed to guarantee a return to class.

At UQAM, administrators refused to call in police, fearing it could inflame tensions and threaten the security of staff and students. Bands of roaming protesters numbering less than 40 on some days forced the cancellation of hundreds of classes. Many students gave up trying to attend.

At Université de Montréal, which called in the police because administrators said they feared for the security of staff and students, more than 30 protesters were arrested under Law 12 and for allegedly assaulting police officers and security guards. Yet the university was forced to cancel classes for the week anyway in the six departments that voted to continue the boycott, saying the actions of a small minority were disrupting courses

for the 90 per cent who voted for a return. Many professors and the university's largest student federation blasted the administration for calling in police to maintain courses, although Law 12 stipulates university's must give them.

Students in departments that have voted for the boycott have the power to organize new votes, as many groups have done, UQAM spokesperson Jenny Desrochers noted.

It's an argument oft repeated by students who support the boycotts, and the tactics used to force class cancellations.

"There is always a democratic vote that legitimizes the actions we are taking," said Michael, a member of the political science student association at UQAM who didn't want to give his full name. "We don't target departments that voted to return, only those that held a democratic vote to stop classes."

Critics argue, however, that the student bodies are using union rules for justifying blocking access, when they are in fact student associations, and have no right to hold students in the minority to their strike votes.

Many students accuse those in favour of the boycotts of using underhanded means to sway vote results, then call on their members to respect "democracy."

UQAM's social sciences department general assembly for a re-vote on the boycott issue drew 1,300 people Wednesday. But the debates dragged on for more than seven hours, by which time almost 400 students left. In the end, the vote was tight, with 480 students calling to end the boycott, 445 to prolong it.

Students in the political science department complained the student council held a second vote last week without advising most of their 600 members. Twenty-eight students out of 41 voted to restart the boycott, overturning a previous vote that included almost the entire department.

Student associations are playing dirty politics, said political science student Juan Lima. But given that their example is the Liberal government and its draconian Law 12, it's not surprising, he said.

"As we can see, (the student associations) are just like the government," he said. "That's our politics here. That's our democracy."

UQAM's Desrochers noted university administrations are not allowed to interfere with student associations.

Students in the political science department did take matters into their own hands, Thursday, voting 144 to 73 for a return to class in their third vote in two weeks. They had already lost four days in an already tight semester.

Université de Montréal, however, warned that after the last cancellations, it might be too late for students in some departments to finish their semester.

Many already gave up trying a long time ago.

THE GAZETTE : Suit says not enough done to allow access to classes – Thursday, August 30, 2012

The Canadian Press

A class-action lawsuit is being organized by young Quebecers frustrated because they say they were hurt by the province's student strikes. The motion to sue 25 universities and junior colleges, as well as the Quebec government, was announced Thursday by students and their lawyers.

The plaintiffs say not enough was done to let them have access to their classrooms and complete their courses.

One says she will get her nursing diploma six months late, which will cost her financially.

"I incurred losses and I'm just asking for a reimbursement," said the nursing student, Kim

Laganière. "This will delay my entry into the job market by six to 12 months."

The group's lawyer is not setting a figure on the amount requested, saying the financial impact varies from one person to the next.

The damage includes loss of salary, lost work experience, lost tuition fees and lost summer jobs, according to lawyer Michel Savonitto.

"These amounts aren't necessarily very big in some cases but if you add them up it becomes astronomical... A court will evaluate the amount of the damages at the appropriate moment."

The case may wind up determining whether the right to strike, as laid out in the Labour Code, applies to students. Savonitto said he will argue that there must be some distinction made bet-

ween the rights of workers and those of students.

The Charest government's Bill 78 was designed to force classrooms to be reopened and, in most cases, classes are indeed carrying on. But students in a minority of faculties are continuing to strike, and the law is being ignored in some cases.

The issue was expected to dominate the current provincial election, but has played only a minor role.

The Coalition party's Francois Legault pushed it closer to the forefront during a radio interview Thursday, where he referred to some of the protesters as "thugs."

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : La revanche des « carrés verts » - Recours collectif contre le gouvernement et 25 cégeps et universités- Publié le: mercredi 29 août 2012, 23H31 | Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 23H35



Photo Jean-Claude Tremblay

Régys Caron

Deux étudiants intentent un recours collectif contre le gouvernement du Québec et 25 cégeps et universités pour les préjudices subis pendant la grève étudiante le printemps dernier.

Le Journal a appris que Kim Laganière, étudiante en soins infirmiers au cégep de Montmorency et Mihai Adrian Draghici, étudiant en histoire à l'Université Laval ont déposé, hier, au palais de justice de Montréal, une requête pour autorisation d'exercer ce recours collectif.

Les établissements visés sont les collèges Montmorency, Bois-de-Boulogne, Rosemont, Ahuntsic, Lionel-Groulx, Édouard-Montpetit, Maison-neuve, Valleyfield, Saint-Hyacinthe, Saint-Jérôme, André-Laurendeau, Marie-Victorin, Saint-Laurent, Vieux-Montréal, Limoilou, Saint-Jean-sur-Richelieu, Drummondville et de Sherbrooke.

Les autres établissements sont les universités Laval, de Sherbrooke, de Montréal, du Québec en Outaouais, à Chicoutimi, à Rimouski et l'UQAM en plus du Procureur général du Québec.

Fondation



Trois étudiants, Laurent Proulx, Marc-Olivier Fortin et Alexandre Meterissian ont formé, au cours de l'été, la Fondation 1625 (montant de la première hausse de droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest) afin de recueillir des fonds pour financer le recours en justice. La Fondation est inscrite au Registre des entreprises.

Des milliers d'étudiants ont subi d'importants préjudices en raison de la « grève », le printemps dernier, signale Marc-Olivier Fortin, dans une note remise au Journal. À son avis, les étudiants qui ont « boycotté » leurs cours n'avaient pas le droit d'empêcher l'accès aux salles de cours. « Un étudiant au Québec n'a pas à renoncer à son éducation sous prétexte d'un vote de grève », soutient M. Fortin.

« Les intimés n'ont pris aucune mesure afin de dispenser les cours et assurer la sécurité des étudiants, se pliant plutôt à la volonté des étudiants ayant voté en faveur de la grève, écrivent les requérants dans leur document déposé à la cour (...) Les établissements d'enseignement et l'État, par leur incurie, ont fait en sorte d'accorder une légitimité aux votes (de grève) pris par les associations étudiantes, privant ainsi les (requérants) de recevoir l'enseignement pour lequel ils avaient payé et qu'ils étaient en droit de recevoir. »

Milliers d'étudiants

Des milliers d'étudiants pourront se greffer au recours collectif s'il devait être autorisé, souhaitent les dirigeants de la Fondation. Les dommages à réclamer pourraient atteindre plusieurs millions de dollars, estime le procureur saisi de la requête, Me Michel Savonitto.

Les associations étudiantes, FECQ, FEUQ et CLASSE « ne peuvent être tenues légalement responsables du préjudice », reconnaît la Fondation.

Afficher 9 commentaires (Montréal)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

tien un nouveau groupe de clown

08/30/2012 11:29 AM

Edouard Reinach 8 commentaires masqués

Tant qu'à faire, on devrait poursuivre nos collègues de classes qui ont pas donné leurs 100% dans nos travaux d'équipe. Et mettre des

amendes à tous ceux qui arrivent un peu en retard ou qui font du bruit en tirant leur chaise, couvrant les mots du professeur.

Et puis on devrait aussi poursuivre les professeurs, quand ils ne nous donnent pas d'assez bonne note.

Je sais pas ce qu'il va falloir pour comprendre que les bébés gâtés, c'est eux. Pas les grévistes.

08/30/2012 01:29 AM

requin20002000 1 commentaire masqué

poursuivre les prof oui pour complicité et incitation

08/30/2012 11:01 AM

Luc Leblanc 5 commentaires masqués

Laisse-moi deviner; tu portes un carré rouge, Ed? Pas capable de voir quelqu'un défendre une autre opinion que la tienne?

08/30/2012 08:36 AM

Edouard Reinach 4 commentaires masqués

Je ne suis pas en grève et ne l'ai pas été. J'ai zéro problème avec les personnes n'ayant pas les mêmes opinions que moi. J'encourage ça même.

Eux, au contraire, n'ont jamais respecté les opinions des autres, les fameux "carrés rouge".

Ils n'ont même pas respecté une tradition démocratique qui perdure dans tous les pays du monde face aux décisions d'assemblées étudiantes. Ils ont préférés aller devant les tribunaux faire respecter leur nombril au détriment du groupe. C'est comme si je portais plainte contre le gouvernement du Québec parce que le parti libéral a pris des décisions qui ne me plaisaient pas.

Je suis désolé que ces personnes se soient sentis lésés par la majorité. Mais vivre en société, c'est accepter qu'une majorité de gens décident pour la minorité.

08/30/2012 10:03 AM

Luc Leblanc 3 commentaires masqués

"Mais vivre en société, c'est accepter qu'une majorité de gens décident pour la minorité."

Sauf quand on demande à quelqu'un de se sacrifier pour la cause d'un autre. Le conflit étudiant n'a jamais été une grève et les étudiants n'ont pas à subir les foudres de leur association étudiantes. L'éducation au Québec est un droit que le gouvernement doit fournir, pas une opinion qui peut être abolie par un simple vote.

Un exemple; si un vote d'une association syndicale priverait l'émission des pensions de vieillesse, le verrais-tu comme une action "Démocratique"?

08/30/2012 10:19 AM

Edouard Reinach 2 commentaires masqués

ta comparaison ne tient pas. c'est impossible.

Prenons plutôt la comparaison suivante: des employés font une grève. 20% sont contre, mais se retrouvent en grève. Devraient-ils porter plainte à leur employeur parce que celui-ci n'a pas résolu le conflit, ou encore à leur syndicat? Non. Les associations, comme les syndicats, sont accrédités selon la même loi, autrement appelée formule Rand.

Depuis 40 ans, on appelle une grève étudiante, une grève. Et personne n'a jamais contesté ce fait. Ce jeu de définition est une invention du gouvernement, et je n'arrive pas à croire que l'on puisse tomber dans ce panneau. Mais je suppose que ça vous évite de débattre de l'enjeu. À entendre les propos imbéciles de certains représentant des verts, je peux comprendre qu'on préfère discuter du moyen plutôt que de la fin.

08/30/2012 04:40 PM

Luc Leblanc 1 commentaire masqué

"Prenons plutôt la comparaison suivante: des employés font une grève"

J'ai arrêté de lire là. Les étudiants ne sont pas employés par l'université mais des utilisateurs. Ils ne sont pas payés pour assister à leur cours. Tu peux utiliser la rhétorique tordue de la gauche tant que tu veux; ce n'est pas une grève. Mauvais argument. Tu sais que beaucoup de personnes on dit que la terre était plate avant que ce soit démontré qu'elle est ronde. Ils pourront faire la grève quand ils seront employés.

Est-ce qu'un malade dans un hôpital peut faire la grève? Un groupe de citoyens peut-il forcer la fermeture du métro par un vote? Penses-y.

08/30/2012 06:19 PM

soleilmoon68 1 commentaire masqué

N'importe quoi!

08/30/2012 07:35 AM

Afficher 1-22 de 23 commentaires (Québec)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | Grève : La session compromise - 1 300 étudiants de l'Université de Montréal pourraient perdre leur session - Publié le: mercredi 29 août 2012, 21H58 | Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 22H03

SESSION EN PÉRIL À L'UdeM

Cours suspendus dans les départements d'anthropologie, d'études est-asiatiques, de littérature comparée, d'histoire de l'art, d'études cinématographiques et de jeux vidéo.

1 300 étudiants touchés sur les 40 000 étudiants inscrits à l'UdeM.

Au total, selon la CLASSE, 47 associations étudiantes regroupant un peu plus de 25 000 étudiants sont toujours en grève.

Sarah-Maude Lefebvre

La session des quelque 1 300 étudiants de l'Université de Montréal qui sont toujours en grève pourrait être annulée d'ici la fin de la semaine.

Depuis la rentrée lundi, les policiers du Service de police de la Ville de Montréal ont procédé à 40 arrestations sur le campus de l'université en vertu du Code criminel ou de la loi 12.

Mardi soir, dans l'espoir de calmer les tensions, l'administration de l'université a décidé de suspendre jusqu'à vendredi toutes les séances de cours de premier cycle donnés dans les disciplines dont les associations se sont prononcées en faveur de la prolongation de la grève.

Cette mesure touche 1 300 étudiants sur les 40 000 qui fréquentent l'université.

Annulation des cours ?

Hier, le recteur de l'Université de Montréal a rencontré les directeurs de département touchés par la suspension des cours afin de déterminer s'il sera possible de reprendre les séances suspendues ou s'il faudra annuler tous les cours en raison de l'échéancier serré de la session de rattrapage de l'hiver 2012.

« La majorité des cours touchés par le boycottage ont été perturbés depuis lundi. Reste à savoir si on peut encore remanier le calendrier », explique le porte-parole Mathieu Fillion.



Photo agence qmi

Lors d'une manifestation dans les rues du centre-ville de Montréal, hier, des protestataires ont bloqué, à l'aide de barrières et de différents objets, les trois entrées d'un édifice situé à l'angle des rues Sherbrooke Ouest et Metcalfe.

Cours perturbés à l'UQAM

Si la journée d'hier s'est déroulée paisiblement à l'Université de Montréal en raison de la suspension des cours, elle a été passablement plus mouvementée du côté de l'UQAM.

Pour une troisième journée consécutive, les classes ont été perturbées par des groupes de manifestants masqués qui désiraient faire lever les cours. Une cinquantaine de cours n'ont pas été donnés hier. Contrairement à l'Université de Montréal, la direction de l'UQAM a choisi encore une fois de ne pas faire intervenir les forces policières. Quant aux plaintes déposées hier à la police contre des manifestants, l'administration refuse de donner des détails, sinon que des « preuves » ont été transmises aux policiers.

Hier, une manifestation étudiante s'est soldée par l'arrestation de quatre personnes pour attroupement illégal au centre-ville de Montréal.

L'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM a appelé à la grève, hier : 445 étudiants ont voté pour la reconduction et 480 contre. Seuls la faculté des arts et les étudiants en sciences politiques (baccalauréat et cycles supérieurs) boycottent toujours les cours à l'UQAM, soit environ 4 500 personnes.

Avec la collaboration de l'Agence QMI

[Afficher 1-80 de 137 commentaires \(Montréal\)](#)

[Montrer 1 commentaire \(Québec\)](#)

trisyaoan 1 commentaire masqué

Et la loi 78 n'est même pas appliqué

08/30/2012 08:36 PM

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : les étudiants en sciences humaines mettent fin à la grève – Mise à jour le mercredi 29 août 2012 à 19 h 59 HAE

| Radio-Canada avec La Presse Canadienne

Une assemblée générale à haute teneur émotive a mis fin à la grève pour les étudiants en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), qui se sont prononcés mercredi pour un retour en classe dès jeudi matin.

L'assemblée générale extraordinaire aura duré près de six heures. Le vote de grève a été serré : 480 étudiants ont voté contre la reconduction de la grève, 445 pour la poursuite du mouvement alors que 29 autres se sont abstenus.

Les membres de cette association représentent la moitié des quelque 9000 étudiants de l'UQAM qui étaient toujours en grève.

Selon un étudiant présent à la fin de l'assemblée, « les larmes coulaient à flots parmi les militants insatisfaits » alors que d'autres scandaient « des slogans désespérés ».

Les étudiants en sciences humaines s'étaient déjà prononcés la semaine dernière en faveur de la grève jusqu'aux élections, mais une pétition signée par 70 personnes a forcé l'association à tenir une assemblée avant le 4 septembre.

Plus tôt mercredi midi, une manifestation étudiante a mené à l'arrestation de quatre personnes. Les manifestants sont partis de la place Émile-Gamelin vers 11 h, où l'attroupement a été déclaré illégal. Ils auraient ensuite occupé un immeuble.

Deux personnes ont aussi reçu des constats d'infraction pour avoir jeté des objets sur la voie publique.



Manifestation près de l'UQAM

Cours perturbés

Dans la matinée, des manifestants ont fait le tour des classes où se tenaient les cours pour faire respecter les votes de grève. Seuls les cours des facultés ayant voté en faveur de la grève étaient visés.

L'UQAM a déposé des plaintes auprès du SPVM en vue d'identifier les étudiants masqués en vertu de la loi 12 (issue du projet de loi 78, qui assure aux étudiants la tenue des cours en cas de grève).

La direction de l'UQAM a tout de même fait savoir qu'elle ne voulait pas de présence policière dans l'enceinte de l'université, une décision qui a été citée en exemple à plusieurs reprises au cours des derniers jours par des enseignants et des étudiants de l'Université de Montréal (UdeM).

Alors que les grévistes tiennent à ce que les votes de grève soient respectés, certains professeurs déplorent les perturbations. Ils estiment que les étudiants qui veulent faire la grève devraient le faire à l'extérieur et laisser les autres étudiants assister à leurs cours.

Toutefois, le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ) appuie la grève et la mobilisation étudiante. Ces derniers ont d'ailleurs approuvé à 65 % jeudi dernier une résolution pour [s'abstenir de donner les cours](#) en cas de perturbation.

Au total, 300 cours risquaient d'être perturbés mercredi à l'UQAM, soit 20 % de l'enseignement dispensé dans l'établissement.

Cours suspendus à l'UdeM

Par ailleurs, les cours de six départements à l'Université de Montréal sont suspendus jusqu'à la fin de la semaine.

La levée de cours vise les départements qui sont toujours en grève, dont ceux d'anthropologie, histoire de l'art et études cinématographiques.

Pour connaître la liste des cours suspendus à l'Université de Montréal, cliquez [ici](#).

Mardi, la rentrée avait de nouveau été perturbée à l'UdeM, où les policiers ont procédé à [16 arrestations lors de deux interventions controversées](#). Parmi les personnes arrêtées, 6 ont été relâchées et 10 seront accusées de voies de fait.

Aucune arrestation n'a été faite en lien avec la loi 12.



Un étudiant qui prend des photos des policiers sur le point d'être interpellé.

Un journaliste de CUTV malmené par les policiers

CUTV, la chaîne de télévision étudiante de l'Université Concordia, a dénoncé le mauvais traitement dont aurait été victime un de ses journalistes de la part des policiers.

CUTV affirme que l'un de ses journalistes a été brutalisé mardi par un policier à l'Université de Montréal. Il aurait été pris en souricière au bout d'un corridor et aurait eu un bras coincé dans une porte, ce qui aurait provoqué un bris de matériel, selon CUTV.

La chaîne étudiante soutient que depuis le début du conflit étudiant, ses journalistes et ses caméramans sont systématiquement ciblés par la police et qu'ils ne bénéficient pas du même traitement que les autres médias.

En complément



Vidéo - [Les explications de Benoît Giasson](#)

[Les commentaires \(334\)](#)



Photo Archives / Agence QMI

Des étudiants avaient occupé les locaux de l'Université du Québec en Outaouais, en avril 2012, dans le cadre d'une manifestation.

Agence QMI

GATINEAU – La rentrée scolaire risque de se dérouler dans un climat tendu à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), estimant les professeurs de l'institution qui attribuent cette situation à l'application de la loi 12.

Le syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (SPUQO) a déclaré dans un communiqué mercredi que, contrairement à ce que prévoit la direction de l'université, la rentrée ne se déroulera pas de façon «normale». Selon le SPUQO, aucun des éléments de discorde qui prévalaient lors de l'annulation du trimestre d'été n'a été éliminé. Le syndicat rappelle que les 6200 membres de l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (AGEUQO) sont toujours en grève.

De plus, selon la SPUQO, des caméras ont été installées, cet été, pour permettre à la direction de l'UQO de faire rapport au ministère de l'Éducation des comportements contraires à la loi 12 (projet de loi 78). Cette mesure enfreint la Charte des droits et libertés, affirment les profes-

seurs syndiqués, et met en péril le climat de respect et de confiance qui devrait régner dans l'université.

Les professeurs se désolent de devoir commencer la nouvelle année «dans un climat de haute surveillance et avec la certitude d'être épiés».

En avril, de nombreux affrontements se sont déroulés entre des manifestants et les forces de l'ordre à l'UQO. Les nombreuses manifestations contre la reprise des cours sur le campus se sont soldées par plus de 150 arrestations.

Afficher 7 commentaires (Montréal)

tomkloss 1 commentaire masqué

Visage cagoulé, en brandissant un 'peace sign' = quotient intellectuel dans les 2 chiffres.

[08/29/2012 11:28 PM](#)

Tipolo84 1 commentaire masqué

Si la rentrée ne se fait pas correctement on devrait mettre la cle dans la porte et les profs en lock-out - et seulement quand la majorité voudront étudier et enseigner on rouvrira (sous haute surveillance et interventions muscées - point final - et oui il y aura des victimes innocentes comme toujours

[08/29/2012 10:03 PM](#)

Oliver 4 commentaires masqués

Les profs ont raison sur un point: une université c'est sacrée. Il devrait pas y avoir de policiers ou de caméras dans un tel établissement.

[08/29/2012 09:27 PM](#)

cuggol 1 commentaire masqué

Ah non?

Et les meurtre commis a la poly, et l'autre en 2006 par un tireur armé,je suppose que ce n'est rien pour y appliquer un peu de sécurité?

[08/29/2012 10:04 PM](#)

OlivierDup 1 commentaire masqué [Afficher](#)

Depuis quand les universités sont sacre ?

Est-ce que j'en ai manque un bout ?

Les policiers sont present partout ou il faut faire respecter la loi.

[08/29/2012 09:48 PM](#)

Sergei 5 1 commentaire masqué

Et pour quelle raison ?

[08/29/2012 09:32 PM](#)

apouchkine 1 commentaire masqué

Tout pourrait bien se passer si les profs le veulent.

[08/29/2012 08:33 PM](#)

LE DEVOIR : Manifestation «contre la trêve à l'UQAM»: quatre personnes arrêtées – Mercredi 29 août 2012, 16h15



Photo : Jacques Nadeau - Archives Le Devoir

Le SPVM a remis deux constats d'infraction aux règlements municipaux à des manifestants qui auraient jeté des objets sur la voie publique et a arrêté quatre personnes qui ont été transportées vers le poste de police.
Le Devoir avec La Presse canadienne

La manifestation «contre la trêve à l'UQAM» s'est terminée avec l'arrestation, vers 12h30 mercredi, de quatre personnes pour attroupement illégal à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Urbain.

La femme et les trois hommes interpellés participaient à une manifestation qui est partie de la Place Émilie-Gamelin vers 11h et qui a été déclarée illégale dès sa mise en branle, car son trajet n'avait pas été remis aux policiers.

Après avoir croisé vers midi l'autobus de la Coalition avenir Québec (CAQ) dans les rues du centre-ville sans incident, les marcheurs se sont installés devant immeuble abritant le Conseil du patronat du Québec, au coin des rues Sherbrooke et Metcalfe.

À la suite de quelques altercations entre les manifestants et les travailleurs autour du bâtiment, la marche s'est remise en branle sur la rue Metcalfe sud, en empruntant par la suite la rue Sainte-Catherine.

Le Service de police de la ville de Montréal a ensuite donné un avis de dispersion, relatant sur Twitter que des méfaits avaient été commis, à savoir qu'un conteneur à déchets a notamment été renversé et que certains manifestants ont tenté d'occuper un immeuble.

Le SPVM a également remis deux constats d'infraction aux règlements municipaux à des manifestants qui ont jeté des objets sur la voie publique.

Les quatre personnes arrêtées ont été transportées vers le poste de police où elles rencontreront des enquêteurs.

TVANouvelles / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : UQAM : Les cours bloqués par des manifestants cagoulés - Première publication mercredi 29 août 2012 à 12h10 / Publié le: mercredi 29 août 2012, 13H08 | Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 13H35

TVA Nouvelles

La contestation étudiante semblait loin d'être terminée mercredi matin à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Pour une troisième

journée consécutive, les classes ont été perturbées par des «commandos spéciaux» qui ont forcé les étudiants à quitter leurs cours.

Des groupuscules d'une dizaine de manifestants se sont proménés de classe en classe, pour faire pression sur les étudiants et enseignants en discutant avec eux. La façon de procéder est la

même depuis lundi. Les contestataires cagoulés restent dans les classes jusqu'à ce que l'enseignant décide de quitter et que la levée des cours soit décrétée.

Les gardiens de sécurité de l'université sont sur place lorsque les perturbations ont lieu, mais n'interviennent pas. La direction de l'UQAM a également refusé de demander l'intervention du SPVM.

«L'intervention policière massive ne nous intéresse pas au sens où l'on n'est pas en train de provoquer de réactions trop vives chez les étu-

dants et les professeurs. Ce qu'on fait plutôt c'est une surveillance, on fait une documentation de ce qui se passe. Lorsqu'il y a des gestes d'intimidation et de violence qui sont posés, on les documente et à partir de cela j'ai des plaintes directes pour ces personnes-là » explique Diane Demers vice-rectrice à l'UQAM.

Contrairement à l'Université de Montréal qui a choisi de suspendre tous les cours de premier cycle des disciplines qui avaient voté pour la poursuite de la grève, l'UQAM préfère agir en faisant du cas par cas.

Le même scénario de perturbation risque de se reproduire au cours des prochaines journées.

Montrer 1 commentaire (Québec)

asirois 1 commentaire masqué
Quelle belle jeunesse québécoise et masquée!
On a vraiment de quoi être fiers, vivement l'extinction...

08/29/2012 02:05 PM

[Afficher 1-39 de 40 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL : Université de Montréal : Des cours sont annulés jusqu'à vendredi - Publié le: mercredi 29 août 2012, 9H42 | Mise à jour: mercredi 29 août 2012, 10H25



Photo Michel Desbiens / Agence QMI

Marie-Andrée Gosselin / Agence QMI

La direction de l'Université de Montréal (UdeM) a annoncé, mardi soir, la levée de 48 cours pour les programmes dans lesquels les

étudiants ont majoritairement voté pour la grève, afin d'éviter de revivre les affrontements des derniers jours.

Les 1300 étudiants des programmes d'anthropologie, d'études est-asiatiques, de littérature comparée, d'histoire de l'art, d'études cinématographiques et d'études du jeu vidéo ont ainsi vu leurs classes annulées jusqu'à vendredi.

Mathieu Filion, porte-parole de l'Université de Montréal, a indiqué qu'une « rencontre interne » aurait lieu lors de cette journée butoir. Une annonce sera ensuite faite afin d'annoncer si les cours reprendraient pour la session en cours ou s'ils seraient définitivement annulés.

La direction a pris cette décision à la suite des événements des derniers jours. Lundi et mardi, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) était intervenu, à la demande de l'université, dans les locaux de l'établissement afin de disperser des manifestants.

Au total, 36 personnes ont été arrêtées au cours de ces deux journées. Selon le SPVM, certains ont été interpellés pour s'en être pris physiquement aux agents de sécurité de l'institution.

Affirmant que « c'est dans ces classes-là qu'il y avait des problèmes », M. Filion a ajouté que la décision de la direction avait été prise « pour que 90 % de nos étudiants puissent accéder à leurs cours ».

[Afficher 1-75 de 168 commentaires \(Montréal\)](#)

LE DEVOIR : Rentrée universitaire - «Une situation schizophrénique» : Les professeurs de l'UdeM dénoncent l'intervention de policiers - Mercredi 29 août 2012

Nancy Caouette

L'histoire s'est répétée, mardi, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université de Montréal (UdeM), alors que des manifestants exhortaient, pour une deuxième journée, les étudiants de quitter les salles de cours dispensés par des facultés toujours en grève.

Des 70 cours levés sans grabuge ni grand vacarme en matinée à l'UQAM, 50 ont été annulés parce qu'aucun étudiant ne s'y était présenté, selon la direction. À l'UdeM, plusieurs dizaines de policiers ont dispersé les manifestants et procédé à l'arrestation pour voies de fait de 16 personnes.

« C'est une situation schizophrénique ! s'indigne la vice-présidente du Syndicat général des professeurs et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM), Marianne Kempeneers. La liberté académique et même fondamentale des professeurs est atteinte », juge-t-elle, décrivant l'intervention des policiers comme une « réelle agression ».

Accompagnée d'une vingtaine de professeurs rassemblés devant le pavillon de la rue Jean-Brillant où leurs collègues enseignaient en dépit des perturbations, Mme Kempeneers a précisé que son syndicat a demandé à l'administration de ne plus faire entrer les policiers jugés à la source des faux pas de cette rentrée.

Les professeurs de l'UQAM n'ont, pour leur part, pas été contraints d'enseigner en présence d'agents de la paix. Tirant les leçons des interventions policières contre les manifestants opposés aux compressions dans le régime de prêts et bourses en 2005 et au plan de redressement de l'UQAM en 2008, l'administration a préféré garder les policiers en dehors de ses murs.

« Ce sont de mauvaises situations que nous n'avons pas voulu répéter, précise la conseillère en relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers. Nous sommes toutefois constamment en contact avec le service de police de Montréal. »

Présence policière ou non, les préoccupations des chargés de cours de l'UQAM quant aux éventuelles sanctions de la loi 12 sont tangibles. « Les chargés de cours qui décident d'annuler un cours en raison de perturbations sont laissés à eux-mêmes pour le moment, regrette une chargée de cours sous le couvert de l'anonymat. Contrairement aux professeurs, qui sont, en quelque sorte, protégés par le fonds de leur syndicat et de la CSN, nous, notre syndicat a bâillonné le vote sur cette protection la semaine dernière », déplore-t-elle.

L'administration de l'UQAM envoie des rapports journaliers sur la reprise des cours au ministère de l'Éducation, sans toutefois savoir comment s'effectueraient d'éventuelles sanctions.

Par ailleurs, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) et le module de science politique tiendront respectivement une assemblée générale spéciale mercredi et jeudi pour revoter la grève en raison de pétitions signées par des membres exigeant un second vote de grève.

« C'est assez », lance Charest

Le « message » des opposants à la hausse des droits de scolarité a été assez entendu, estime Jean Charest. Il faut que ceux-ci, jusqu'au 4 septembre, arrêtent de manifester et de bloquer les cours. « C'est assez. À une semaine du vote, là, on devrait permettre aux Québécois de s'exprimer et de le faire paisiblement sans verser dans l'intimidation, et j'espère que ce message-là va être accepté », a-t-il déclaré hier après-midi lors d'un point de presse non prévu à l'horaire à Sainte-Marie-de-Beauce.

Il a trouvé « désolant qu'à une semaine d'un vote au Québec il y a des gens qui se prêtent à ce jeu-là ». Mais il compte sur l'élection pour trancher la question : « Ça va être une voix forte qui va s'exprimer le 4 septembre prochain. La majorité silencieuse dont on parle depuis le début de cette campagne-là va s'exprimer. » M. Charest invite les autorités universitaires dans les deux campus à « assumer les responsabilités » en soulignant qu'elles ont « ce qu'il faut pour le faire ».

Antoine Robitaille

[Vos réactions \(21\)](#)



Photo : La Presse canadienne (photo) Paul Chiasson
Comme lundi (notre photo), des étudiants ont arpenté mardi les corridors de l'Université du Québec à Montréal pour prévenir la tenue des cours.

THE GAZETTE : Week's classes cancelled in six departments at the Université de Montréal – Wednesday, August 29, 2012



Photograph by: Pierre Obendrauf, THE GAZETTE
Université de Montréal administrators said they had no choice but to cancel the courses.

By René Bruemmer, The Gazette August 29, 2012

MONTREAL - Following two days of raucous protests and numerous arrests, all was calm at the Université de Montréal Wednesday after administrators cancelled classes for the rest of the week in six departments that voted to continue the boycott.

Meanwhile, dozens of protesters, most wearing masks, paraded through downtown Montreal Wednesday afternoon followed by police, chanting for an end to tuition hikes and capitalism and tossing garbage cans and trash into the streets. Many onlookers helped to clean up the refuse left in their wake. One pedestrian was struck by an orange traffic pylon whose intended target was a TV cameraman. Police eventually arrested four protesters for participating in a march without providing an itinerary beforehand.

At Université du Québec à Montréal, members of the 4,600-member social sciences department voted to end their boycott Wednesday evening and were debating when to return to class in a general assembly that lasted more than seven hours. The political science department votes Thursday.

At the Université de Montréal, administrators said they had no choice but to cancel the courses, despite the fact Law 12 (formerly known as Bill 78) mandates schools must give courses even in departments where student assemblies have voted for a boycott.

"We realized that the protests of those courses were causing problems for students in other departments, where 90 per cent of courses were going well, so we decided to suspend them," university spokesman Mathieu Filion said. "We thought it was best to try and reduce the tension."

More than 30 protesters were arrested by police who came into university buildings Monday and Tuesday, either for allegedly violating Law 12 (formerly known as Bill 78) which outlaws obstructing classes, or for clashing with police, security guards or other students.

The cancellation of the 47 classes for the rest of the week in the departments of East-Asian studies, cinema, anthropology, comparative literature, art history and video gaming touches about 1,300 students out of a total enrolment of 40,000. Some departments are scheduled to hold new votes after the Sept. 4 elections on whether or not to continue their boycotts to protest university tuition costs totaling \$1,778 over seven years.

Classes could resume next week, but Filion said it's possible the semester will have to be cancelled for some students because there is no longer enough time to make up an already shortened semester. Students in departments that voted to strike saw their winter semester suspended as early as Feb. 20. They are attempting to finish that session by Sept. 28, after which the fall semester is slated to begin.

At the Université du Québec à Montréal Wednesday, a small band of protesters wandered from class to class to force cancellations in departments that voted for the boycott by blowing horns and banging drums, as they have all week. Hundreds of courses have been cancelled so far, either by protesters or because students have given up trying to attend.

UQAM spokesperson Jenny Desrochers, noted however, that many classes were still able to continue as planned in departments where student assemblies voted to continue the boycott. The cancellation of classes doesn't mean students will lose their semester, because many professors have made arrangements so students can do their course work without having to attend class, or obtain courses via the Internet.

"As long as they hand in their required materials and write their final exams, they can finish," Desrochers said. Those who do not want to finish have until Sept. 30 to withdraw from their courses, with no record or failure.

The university announced it is also monitoring the protesters, and sending complaints of intimidating behavior or physical violence to the police. UQAM has not called police to intervene on campus to stop protesters from blocking classes, saying they're worried it could exacerbate the problem.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | Grève : Encore du grabuge à l'UdeM - Une quinzaine d'étudiants ont été arrêtés, hier, sur le campus - Publié le: mardi 28 août 2012, 23H17 | Mise à jour: mardi 28 août 2012, 23H28



Photo agence qmi

Les policiers du SPVM ont procédé à l'arrestation de six étudiants en avant-midi, hier. Ils pourraient être accusés de voies de fait contre des policiers et agents de sécurité.

Le dernier bastion de résistance

Les quelque 31 000 étudiants universitaires qui sont toujours en grève sont pratiquement tous affiliés à la CLASSE, et ils sont bien déterminés à « poursuivre la lutte jusqu'au bout ».

Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), tous les étudiants ont voté pour la trêve électorale ou sont retournés sur les bancs d'école.

« On peut dire que la douzaine d'associations qui sont toujours en grève appartient au noyau dur de la CLASSE », explique Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Pas la même stratégie

Cette dernière ne s'en cache pas : les fédérations étudiantes ont adopté une tout autre stratégie que celle de la CLASSE.

« Nous n'avons pas du tout le même plan d'action. De notre côté, nous avons décidé de prendre un moyen démocratique pour se faire entendre, soit les élections », affirme Mme Desjardins.

« La CLASSE a lancé haut et fort qu'elle souhaitait poursuivre la grève et ne pas s'impliquer dans la campagne électorale. Ce n'est pas notre plan de match. »

De son côté, la CLASSE encourage les étudiants à faire respecter coûte que coûte leurs mandats de grève.

« C'est important pour nous de demeurer mobilisés, car les élections ne vont clairement rien régler », dit à ce sujet la coporte-parole Camille Robert.

« Retourner en classe à ce moment-ci, ce serait admettre la défaite. »

► Selon la CLASSE, 43 associations étudiantes regroupant environ 31 000 étudiants sont toujours en grève.

Sarah-Maude Lefebvre

L'Université de Montréal a été à nouveau le théâtre d'affrontements entre les policiers et les manifestants hier, qui ont mené à l'arrestation de 15 personnes. Les associations étudiantes exigent que la direction mette fin à la présence policière sur le campus.

« L'UQAM n'a pas eu besoin de faire venir les policiers pour maintenir le calme. À l'Université de Montréal, on fait venir la police antiémeute pour un petit incident. On fait peur à la peur. Ça suffit », s'insurge Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Hier, 16 arrestations se sont ajoutées à celles qui avaient été effectuées la veille au pavillon Jean-Brillant de l'Université de Montréal. Une manifestante a même été arrêtée en matinée avant d'être interpellée de nouveau en début d'après-midi. Au total, plus d'une trentaine d'étudiants ont été interpellés par la police depuis lundi, dont dix-neuf en vertu de la loi 12.

Voies de fait contre des policiers

Hier matin, les policiers sont intervenus après que des étudiants leur ont fait part d'une bagarre qui se déroulait au 3^e étage du pavillon Jean-Brillant.

Cinq personnes ont été arrêtées par les agents avant d'être relâchées, tandis que six autres pourraient être accusées de voies de fait contre des policiers et des agents de sécurité ainsi que de voies de fait par un intrus.

En après-midi, les policiers sont intervenus à nouveau, cette fois à la demande de l'administration de l'université, pour disperser un groupe de manifestants.

L'opération policière s'est soldée par l'arrestation de cinq autres étudiants pour entrave au travail des policiers, voies de fait et voies de fait par un intrus.

En après-midi, l'université a annulé 11 cours pour tenter de calmer le jeu.

Un climat de peur

Ces arrestations, et le grabuge qui en a découlé, ont semé « l'affolement, la peur et l'inquiétude » au sein du corps professoral, a déclaré hier Jean Portugais, du Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal.

« La présence policière est ressentie comme de la pure provocation, dit-il. C'est à cause de ça que les choses dégènèrent. Ça crée une tension incompatible avec notre mission universitaire. »

Du côté de l'Université de Montréal, on réplique que la décision d'avoir recours aux forces policières était inévitable.

« Nous ne sommes pas heureux de la façon dont les choses se passent, mais on doit absolument donner les cours à ceux qui souhaitent compléter leur session », explique le porte-parole, Mathieu Fillion.

► La deuxième journée de retour en classe s'est déroulée plus pacifiquement du côté de l'UQAM, hier. Au total, plus de 70 cours ont été levés, dont une cinquantaine où les étudiants n'étaient pas présents.

[Afficher 1-78 de 104 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Rentrée universitaire : 16 arrestations à l'UdeM – Mise à jour le mardi 28 août 2012 à 20 h 30 HAE

| Radio-Canada avec La Presse Canadienne

La rentrée a de nouveau été perturbée à l'Université de Montréal (UdeM), où les policiers ont procédé à 16 arrestations lors de deux interventions controversées. Du nombre, 6 personnes ont été relâchées et 10 seront accusées de voies de fait. Aucune arrestation n'a été faite en lien avec la loi 12 (projet de loi 78).

Malgré l'intervention des policiers, 13 cours ont été suspendus en anthropologie, en histoire de l'art et en études cinématographiques, trois départements qui avaient voté en faveur de la grève.

En début de soirée, la direction a publié un communiqué annonçant le maintien de la levée des cours dans ces départements pour les trois prochains jours. Les cours des autres départements n'ont pas été levés.

Une première échauffourée a éclaté en avant-midi dans une classe de psychologie où les étudiants n'étaient plus en grève. Des étudiants militants y seraient entrés par erreur, croyant y trouver des étudiants en cinéma, qui eux avaient bel et bien voté en faveur de la grève.

Une autre altercation aurait opposé des étudiants et des agents de sécurité dans une classe de cinéma où quelques étudiants attendaient de recevoir leur cours. Cet autre incident aurait mené à une intervention musclée de la part des policiers, selon David Lewis du Syndicat des chargés de cours de l'Université de Montréal, présent sur les lieux.

La police dit être intervenue une première fois à la suite d'un appel d'étudiants, des témoins ayant rapporté beaucoup de « chahut et de grabuge ».

« Il y avait des agents de sécurité qui se faisaient pousser, rudoyer par des suspects », a rapporté Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Des étudiants et des professeurs ont quant à eux rapporté avoir été bousculés lors de l'intervention policière.



Photo : Françoise Miquet

responsable de l'information au syndicat des chargés de cours de l'UdeM
Des étudiants et enseignants pris en souricière dans les escaliers du pavillon Jean-Brillant après l'intervention policière en après-midi Photo :

Françoise Miquet, responsable de l'information au syndicat des chargés de cours de l'UdeM

Seconde intervention

En après-midi, les policiers du SPVM ont de nouveau été appelés sur les lieux, cette fois à la demande de la direction de l'université.

Selon Françoise Miquet, porte-parole du Syndicat des chargés de cours, tous les cours visés par la grève avaient pourtant été suspendus par la faculté vers 12 h 30.

Le groupe d'intervention tactique de la police municipale est entré dans un pavillon de la rue Jean-Brillant autour de 13 h 30 pour se rendre au 4e étage, puis au 3e étage du pavillon.

Selon le SPVM, des manifestants bruyants se trouvaient dans les corridors et dérangeaient la tenue des cours, refusant de quitter les lieux. Cinq arrestations ont eu lieu à ce moment.

Des témoins ont affirmé avoir été pris en souricière au 3e étage par deux groupes de policiers alors qu'ils tentaient de quitter les lieux. Ils auraient tenté de sortir par le 4e, où des agents de sécurité bloquaient les portes. L'impasse aurait mené à une courte bousculade, selon ce que rapporte un témoin.

Une source policière a confirmé que des gens se sont effectivement retrouvés bloqués par l'arrivée d'un groupe de policiers venu en renfort, mais qu'aucune des personnes qui s'y trouvaient n'a été interpellée.

Selon des gens qui se trouvaient à l'intérieur, les policiers étaient beaucoup plus nombreux que les étudiants.

Ces informations ne peuvent être confirmées de source indépendante, car les journalistes de Radio-Canada n'ont pas pu pénétrer à l'intérieur du bâtiment lors de cette intervention. Selon le SPVM, la décision de laisser passer ou non les médias revient à l'établissement d'enseignement. Les photos à l'intérieur de l'université ont été prises par des témoins.

Sur les 45 000 étudiants de l'Université de Montréal, seulement 2000 étudiants sont encore en grève, a tenu à souligner Mathieu Filiou, porte-parole de l'institution.



Photo prise par un témoin à l'intérieur de l'Université de Montréal

Une présence policière controversée

Plusieurs personnes présentes sur les lieux ont dénoncé la décision de la direction de l'université de demander une intervention en après-midi, ce qu'elles considèrent comme de la « provocation ».

« À l'UQAM, il n'y a presque pas eu d'intervention policière et il y a cinq fois plus d'étudiants en grève qu'ici. Il y a moyen de gérer ça autrement [...] Est-ce qu'on est dans la Russie de Poutine ou dans un pays soi-disant démocratique? », s'est indigné un enseignant à l'extérieur du pavillon.

Pour les syndicats des professeurs, la présence policière sur le campus rend les conditions de travail inacceptables et leur fait craindre pour la réputation de l'université.

« On a plusieurs collègues très inquiets, affolés même devant le climat qui règne en ce moment pour les cours où il doit y avoir du rattrapage. On ne peut pas enseigner ou apprendre sous la contrainte », affirme Jean Portugais, président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal.

« Moi j'ai un cours cet après-midi. Comment vous pensez que je vais étudier tranquillement la philosophie de la religion alors que mes cama-

rades se font arrêter et séquestrer dans une classe pendant cinq heures? », a déploré un étudiant.

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) a d'ailleurs envoyé un communiqué en début de soirée demandant à la direction « de prendre ses responsabilités pour que cessent les interventions policières sur le campus », dénonçant la « réponse disproportionnée pour la cinquantaine d'étudiants qui tentent de faire respecter leurs votes de grève ».

Les nouvelles échauffourées entre policiers et manifestants étudiants surviennent au [lendemain d'une autre manifestation au pavillon Lionel-Groulx](#) qui s'est soldée par 19 interpellations et une arrestation pour voie de fait, selon le SPVM.

Les policiers étaient d'ailleurs sur place mardi dès l'aube en prévision de nouveaux incidents.

Cours perturbés à l'UQAM

Du côté de l'UQAM, une trentaine de manifestants ont perturbé les cours mardi matin, selon la direction, dans un climat plus calme que lundi. Seuls les cours des facultés ayant reconduit la grève ont été touchés, soit sciences humaines, arts et sciences politiques.

De petits groupes sont entrés dans les classes de ces facultés pour y faire annuler les cours. Dans bien des cas, les classes étaient déjà vides. En général, les étudiants acceptaient de quitter le local dès l'arrivée des manifestants.

La direction de l'UQAM a tout de même déposé une plainte auprès du SPVM contre les auteurs « des actes d'intimidation et des perturbations », a-t-elle annoncé par communiqué.

Hier, une soixantaine de cours ont été levés pour la matinée.

L'UQAM se dit toujours préoccupée avant tout par la sécurité des personnes.

Par ailleurs, l'association des étudiants en sciences humaines a reçu une pétition pour qu'un nouveau vote de grève soit tenu. Les étudiants de la Faculté devront donc retourner en assemblée générale extraordinaire mercredi à 12 h 30 pour se prononcer de nouveau.



Des policiers à l'extérieur de l'Université de Montréal

En complément



Vidéo - [Les explications de Jacques Bissonnet](#)
[Les commentaires \(430\)](#)

TVANOUVELLES : Perturbation de la rentrée : L'UQAM dépose plusieurs plaintes à la police contre des étudiants - Première publication mardi 28 août 2012 à 20h21



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI

La direction de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) entend déposer des plaintes auprès du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) contre certains manifestants qui ont perturbé des cours.

Un communiqué a été diffusé mardi soir afin de spécifier qu'à la suite «des actes d'intimidation et des perturbations» qui ont été commis lundi et mardi, la direction de l'université a déposé des plaintes contre les «auteurs de ces gestes».

Le bureau de la ministre de l'Éducation a été informé de l'évolution de la situation, a spécifié la direction de l'UQAM.

L'Association étudiante du module de science politique, l'Association étudiante de cycle supérieur en science politique, l'Association facultaire en sciences humaines et l'Association facultaire des étudiants en arts sont toujours en grève, ce qui représente un peu moins de 10 000 étudiants.

La situation touche des cours qui se donnent sur plusieurs étages, dans huit pavillons différents, a-t-on fait savoir.

En début de semaine, des groupes d'étudiants ont bloqué l'accès à certaines salles de classe tandis que d'autres ont forcé l'interruption de cours qui avaient déjà commencé.

LE DEVOIR : Rentrée universitaire: arrestations à l'UdeM, levée de cours à l'UQAM – Mardi 28 août 2012, 17h34

La Presse canadienne

La rentrée a été perturbée pour une deuxième journée, mardi, dans les deux universités francophones montréalaises. Et, comme lundi, il y a eu levée de cours à l'Université du Québec à Montréal et, à l'Université de Montréal, la police a encore dû intervenir, en matinée et en après-midi.

À l'Université de Montréal, en matinée, il y a eu échauffourée «entre des suspects, des agents de sécurité et des constables spéciaux», a précisé Ian Lafrenière, responsable des relations avec les médias au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

C'est dans une classe de psychologie que l'échauffourée a éclaté, lorsqu'un groupe de jeunes est venu y ordonner la levée des cours. Il semble d'ailleurs s'agir d'une erreur, puisque les étudiants de psychologie n'avaient pas voté en faveur de la grève. Selon les témoignages recueillis sur place, le groupe visait plutôt la classe d'à côté, celle de cinéma, où les étudiants avaient bel et bien voté en faveur de la grève. Devant le chahut et du «grabuge», les agents de sécurité sont intervenus. «Il y avait des agents de sécurité qui se faisaient pousser, rudoyer par des suspects», a rapporté M. Lafrenière.

Le bilan officiel était de 11 arrestations et de 10 personnes accusées — sept hommes et trois femmes — en vertu d'infractions au Code criminel, a précisé le SPVM en fin d'après-midi.

Cette fois, ce n'est pas la direction de l'université qui a appelé les policiers. M. Lafrenière a expliqué que depuis la semaine dernière, des policiers se tiennent à proximité des établissements, en prévention. À 8h45, «ce sont vraiment des gens qui sont venus nous voir. Il s'agissait d'étudiants qui nous ont dit qu'il y avait une querelle au deuxième étage. Donc, on est montés. Il n'y a pas eu de demande de l'université ce matin», a-t-il précisé.

Un étudiant qui a participé à la levée des cours donne une autre version des faits.

«On a procédé à des levées de cours, mais on s'est fait prendre en souricière par des policiers, a témoigné Charles-Philippe Casgrain. Donc,

même les personnes qui avaient envie de faire leurs besoins étaient bloquées. Ce sont des méthodes sordides, en ce sens qu'ils ont relâché l'accusation et nous ont laissé sortir. Mais ils maintiennent un climat de peur, certains nous font sentir coupables ou usent d'une sorte de violence, pas verbale ni physique, mais psychologique.»

Le jeune étudie d'ailleurs à l'UQAM, mais il était venu à l'UdeM pour «prêter main-forte» à ceux qui voulaient débrayer et faire annuler certains cours. À l'UQAM, «c'est trop facile; il y a un climat bon enfant; les étudiants serrent la main des professeurs», a-t-il rapporté, pour justifier sa présence à l'UdeM.

Une autre intervention

Une seconde intervention policière à l'Université de Montréal est survenue en début d'après-midi, après que des jeunes eurent décidé d'organiser une manifestation, à 13h, pour protester contre la présence policière et les arrestations de la matinée. Là encore, les policiers et le Groupe tactique d'intervention ont dû intervenir pour déloger des manifestants qui se trouvaient à l'intérieur.

Cette fois, il y a eu cinq personnes arrêtées au troisième étage. Des accusations de voies de fait, voies de fait par intrus et entrave au travail d'un policier seront portées, a précisé le SPVM en milieu d'après-midi. L'intervention policière n'était toutefois pas encore terminée.

Un représentant syndical des professeurs, Sylvain Marois, vice-président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), a encore une fois dénoncé la présence policière à l'intérieur de l'université. «On trouve que c'est complètement inadmissible d'avoir la police comme ça qui charge les étudiants», s'est-il exclamé.

Mathieu Filion, porte-parole de l'Université de Montréal, a souligné pour sa part que seulement 2000 étudiants étaient encore en grève à l'UdeM, qui en compte 45 000.

À l'UQAM

À l'Université du Québec à Montréal, il y a eu levée de cours sans trop de problèmes. La police

n'était pas présente dans l'établissement, mais les agents de sécurité y étaient nombreux.

Dès 8h, un groupe s'est réuni devant les bureaux d'une des associations étudiantes en grève et s'est divisé en sous-groupes de dix. Chaque sous-groupe recevait une liste de classes à visiter pour y faire annuler les cours.

Dans bien des cas, ces petits groupes se sont butés à des classes déjà vides; parfois une petite poignée d'étudiants s'y trouvait. Dans un seul cas, le cours était commencé. Et, voyant l'escouade arriver et entrer dans la classe, et affirmer que «le cours est levé», les étudiants ont refermé leur portable, rangé leurs choses et ont quitté.

Les quelques professeurs rencontrés semblaient sympathiques à la cause.

Charest veut de la retenue

Les étudiants qui manifestent dans les facultés montréalaises devraient faire preuve de plus de retenue d'ici le jour du scrutin, estime Jean Charest.

Le chef du Parti libéral du Québec (PLQ) a dit trouver «désolant» qu'à une semaine du vote, des manifestants se «prêtent à ce jeu-là».

Lors d'un bref point de presse à Sainte-Marie en Beauve organisé pour que M. Charest puisse commenter la situation, le chef libéral a soutenu que les Québécois avaient le droit de s'exprimer «paisiblement» sans verser dans «l'intimidation».

La voix la plus forte d'une démocratie est celle des urnes, a rappelé M. Charest.

La crise étudiante, qui avait pourtant été au coeur de l'actualité au moment du déclenchement des élections, avait été mise de côté au cours de la campagne. Elle a fait un retour en force depuis les deux derniers jours avec la rentrée universitaire mouvementée.

Il s'agissait là d'un thème sur lequel M. Charest estimait pouvoir gagner des points. Le chef libéral a néanmoins été catégorique sur le fait qu'il ne se réjouissait aucunement du retour des perturbations.

Vos réactions(17)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée étudiante : Un dérapage inadmissible - Publié le: mardi 28 août 2012, 11H26 | Mise à jour: mardi 28 août 2012, 11H32



Photo Michel Desbiens / Agence QMI

Agence QMI

« L'intervention des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) hier (lundi) matin à l'Université de Montréal est tout simplement inadmissible. N'a-t-on rien appris de ce qui s'est passé ce printemps ? » s'est questionné Sylvain Marois, vice-

président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), qui était sur place.

« Ce que nous avons vu ce matin témoigne d'une incompréhension manifeste de ce qu'est l'enseignement. »

« Nous organisons des rondes sur les campus afin de pouvoir appuyer nos membres qui se trouvent en situation difficile. Nous avons vu ce qui semble être un déploiement démesuré des forces de l'ordre, alors que dans les situations que nous avons observées, les étudiantes et les étudiants, tout en tentant de tenir leurs piquets de grève, demeuraient courtois et pratiquaient le dialogue. La Sécurité de l'Université semblait croire qu'elle avait autorité sur les directeurs de département quant aux décisions à prendre », a déploré Françoise Miquet, responsable de l'information au Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal (SCCUM), affilié à la FNEEQ. « Nous espérons que des directives en haut lieu permettront de remédier à cette situation. »

Pour Francis Lagacé, vice-président du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, la direction de l'Université de Montréal a préféré faire montre d'autoritarisme plutôt que de faciliter la situation. « Était-il nécessaire de faire appel à l'intervention des forces policières si on pouvait éviter la violence en annulant les cours concernés comme certaines directions locales ont eu la sagesse de le faire ? On a l'impression que l'administration de l'Université considère les cours comme une chaîne de montage », s'est-il insurgé.

[Afficher 1-24 de 25 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Université de Montréal : Cinq autres arrestations - Publié le mardi 28 août 2012, 9H50 | Mise à jour: mardi 28 août 2012, 17H42

Vidéo : Voyez nos images prises à l'intérieur de l'Université de Montréal alors que la tension entre les policiers et les étudiants était à son comble, 28 août 2012, Agence QMI

Sarah-Maude Lefebvre

Le grabege se poursuit à l'Université de Montréal: cinq nouvelles arrestations viennent de s'ajouter aux onze autres qui ont été effectuées ce matin.

En début d'après-midi, les policiers sont intervenus à nouveau à la demande de l'Université pour disperser une centaine d'étudiants rassemblés devant un local du troisième étage du Pavillon Jean-Brillant.

Si la plupart des étudiants ont quitté dans le calme, d'autres ont résisté et les agents du SPVM ont procédé à l'arrestation de cinq étudiants par voies de fait, entrave au travail des policiers et voies de fait par intrus.

Ces arrestations ne sont pas en lien avec l'application de la loi 12, a confirmé le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Par mesure de précaution, l'Université avait annulé 11 cours en anthropologie et en histoire de l'art cet après-midi.

Affrontement ce matin

Plus tôt en matinée, un groupe de manifestants aurait tenté de bloquer l'accès à un cours au Pavillon Jean-Brillant, ce qui aurait dégénéré en un affrontement entre les grévistes et les étudiants qui souhaitent retourner en classe.

"Ça s'est passé dans un cours de psychologie. Je suis un peu étonné, car ce groupe avait voté pour un retour en classe", a affirmé le porte-parole de l'université Mathieu Fillion.

Les policiers, qui étaient déjà sur place, sont intervenus rapidement.

"Nous sommes entrés vers 9h00 au Pavillon Jean-Brillant. Des gens sont sortis en courant pour nous dire qu'il y avait une bataille à l'intérieur", explique le porte-parole du SPVM Ian Lafrenière.

Cinq personnes ont finalement été relâchées sans mise en accusation et six autres ont été transportées dans un centre de détention pour enquête sur des voies de faits contre des policiers et des agents de sécurité et voies de fait par intrus.

Levées de cours à l'UQAM

Du côté de l'Université du Québec à Montréal, des cours ont été interrompus ce matin par des manifestants, comme c'était le cas hier.

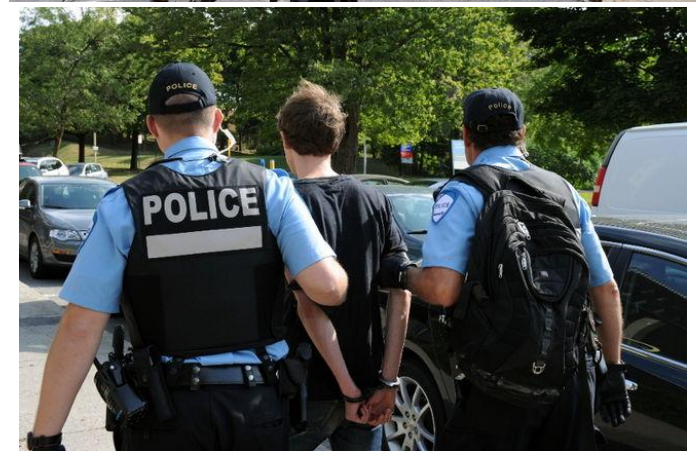
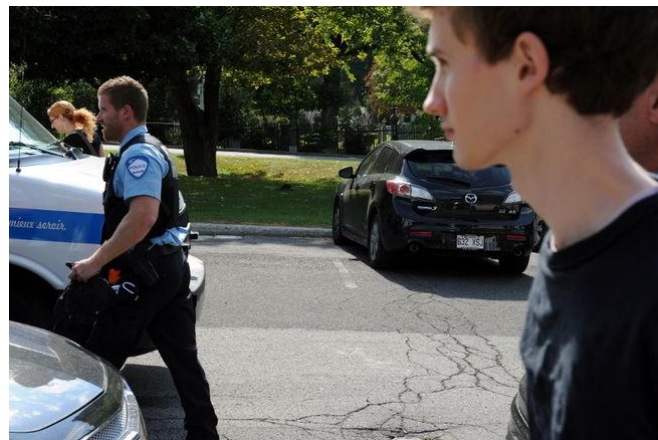
"On parle d'une trentaine de manifestants qui circulent et tenter de faire lever des cours. On sent toutefois que le climat est moins intimidant qu'hier. Notre stratégie est toujours la même: nous ne ferons pas appel aux policiers pour le moment", a indiqué la porte-parole Jenny Desrochers.

Au total, 70 cours ont été levés, dont une cinquantaine où les étudiants n'étaient pas présents.

Hier, la rentrée a été fortement perturbée à l'Université de Montréal où les policiers ont appréhendés 19 individus en lien avec la loi 12 et un autre pour voies de fait sur un policier. Aussi, hier, à l'UQAM, une soixantaine de cours ont été annulés, en raison de la présence de manifestants.

Arrestations UdeM PHOTOS: MICHEL DESBIENS / AGENCEQMI







MICHEL DESBIENS/AGENCEQMI

Le SPVM est intervenu encore ce matin dans un pavillon de l'Université de Montréal, au 3200 Jean Brillant, et ils ont du procéder à des arrestations. Ce mardi matin 28 août 2012 à Montréal. Un important groupe de policiers quitte le pavillon invectivé par les étudiants.



Afficher 7 commentaires (Québec)

trisyoan 1 commentaire masqué
 Non à la violence non à l'intimidation boulchit
[08/28/2012 05:14 PM](#)
 infographix 1 commentaire masqué
 Faire des études est un investissement dans son avenir. Mon épouse et moi avons investi dans nos études dans les années 80. Nous avons chacun une belle carrière, ce qui nous a permis de facilement rembourser nos dettes d'études et de payer entièrement les études de nos 3 enfants qui eux, n'ont aucune dette d'étude. Un investissement à long terme qui rapporte à toute notre société. Pourquoi les jeunes ne veulent-ils pas investir sur leur avenir?
[08/28/2012 03:45 PM](#)
 The_Visitor 1 commentaire masqué

Dans le premier vidéo on entends un fumier crier: "vous ne respecter pas la démocratie". Ils sont une petite gagne a essayé d'imposer leur grève à la majorité. Duquel démocratie parle t-il ???
[08/28/2012 03:35 PM](#)
 Oldnick51 1 commentaire masqué
 la loi c'est la loi...pour tout le monde , pourquoi auraient-ils le droit de faire de la désobéissance civile sans en payer le prix ? la loi c'est la loi , tu passe sur un feu rouge , tu te fait arrêter ,reçois un ticket et la tu n'es pas d'accord ? il n'y a pas d'excuse ou de passe droit les amis. La loi doit être survi par tout le monde, point.
[08/28/2012 12:49 PM](#)
 Rfortin 1 commentaire masqué

Pas un mot de Charest! Que se passe-t-il? Il est vraiment très occupé à sauver sa peau et celle du parti libéral!
[08/28/2012 12:29 PM](#)
 trisyoan 2 commentaires masqués
 Parfois je suis contre.....et parfois je les appuis ils vont hérité d'une ÉNORME dette et ils vont en payer des impôts
[08/28/2012 12:03 PM](#)
 louko 1 commentaire masqué
 Toi et moi,payons la dette ,et payons des impôts,je pense que nous n'avont pas été des enfants ROIS,,,,,,,,,,,,,tu viens au monde endetté,et quand tu meurs ,,tu dois encore..
[08/28/2012 12:39 PM](#)
[Afficher 1-75 de 652 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Quinze étudiants arrêtés à l'Université de Montréal - Publié le mardi 28 août 2012 à 08h59 | Mis à jour le mardi 28 août 2012 à 16h25

David Santerre, La Presse
 La direction de l'Université de Montréal a beau avoir annoncé la levée de la plupart des cours dispensés à ses huit écoles encore touchées par la grève étudiante, l'après-midi a donné lieu à l'affrontement le plus musclé entre policiers et étudiants à survenir depuis lundi matin.
 En début d'après-midi, des policiers sont entrés à la demande de la direction de l'école dans le pavillon Jean-Brillant afin de poursuivre la vague d'arrestations entamée en avant-midi. 11 personnes avaient été arrêtées pour voies de fait contre des agents de sécurité et des policiers, dont cinq relâchées sans accusation.
 Arrivés sur place vers 13h, les policiers du poste de quartier se sont retrouvés, selon le commandant Ian Lafrenière du SPVM, en présence d'une centaine d'étudiants. Quand ils ont procédé aux arrestations de quatre hommes et une femme qui faisait d'ailleurs partie des cinq relâchés ce matin, les esprits se seraient échauffés.
 «On a eu maille à partir avec le groupe et on a fait venir le groupe d'intervention», explique-t-il.

C'est un peloton énorme d'hommes casqués, portant boucliers et matraques, qui a fait son entrée dans l'immeuble.
 Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour repousser la centaine d'étudiants dans une cage d'escalier où ils les ont pris en souricière pour les confiner pendant une dizaine de minutes.
 Ce qui a soulevé l'ire des manifestants.
 «Sommes-nous en état d'arrestation? Vous devez avoir un motif pour nous détenir», criaient certains.
 Quand ils ont annoncé au groupe qu'ils les conduiraient jusqu'à la sortie, une autre leur a lancé «c'est notre université, on le sait où elles sont les calices de portes»!
 Repoussés sur le trottoir, les manifestants ont longtemps fait face à un barrage policier les empêchant de retourner dans leur école. La tension et la haine a atteint un nouveau paroxysme.
 «Nous avons envoyé un gros contingent du groupe d'intervention parce que plus il y a de monde, moins la force utilisée est grande», a

indiqué Ian Lafrenière pour justifier l'intervention impressionnante.
 Comme si la tension n'était pas suffisamment grande, un étudiant en droit de l'Université de Montréal est venu engueuler les manifestants en leur distribuant des affiches du Parti libéral du Québec et du candidat du comté où se trouve l'Université, Raymond Bachand.
 Au départ, on croyait à la mise en scène, mais l'engueulade a dégénéré.
 «Vous entrez dans nos classes masqués, vous manquez de respect», a lancé l'étudiant. Des manifestants lui ont vidé une bouteille d'eau sur la tête et finalement, les policiers l'ont arraché à la foule en lui demandant de ne pas jeter d'huile sur le feu.
 Le calme est revenu petit à petit.
 Peu après midi, la direction avait annoncé la levée de 11 cours en après-midi dans une tentative de calmer les esprits échauffés.
 Les cours visés étaient dispensés notamment par les écoles de cinéma, d'anthropologie et d'histoire de l'art, qui sont au nombre des huit départe-



tements dont les étudiants ont reconduit la grève en assemblée générale.

En avant-midi, le SPVM était de nouveau intervenu pour neutraliser des étudiants dans le pavillon Jean-Brillant.

Les étudiants et les professeurs sont en fureur contre la police, mais surtout contre la direction qui lui fait appel pour forcer la reprise des cours.

«C'est pathétique. On a dans l'université un département de relations industrielles, de psychologie et de travail social. Je ne peux pas croire qu'on ne peut pas trouver des gens qui proposeraient une autre solution pour régler la crise que d'appeler le groupe d'intervention», tempête le professeur au département d'études cinématographiques Germain Lacasse.

«La police à l'université, j'ai déjà vu ça aux nouvelles, dans des dictatures», poursuit-il.

«Donner un cours quand des étudiants chahutent à l'extérieur de la salle n'est pas facile, mais c'est plus facile que quand on entend des étudiants crier parce qu'ils se font pousser par la police. C'est intolérable», renchérit Sonia Gauthier, professeure à l'école de service social, qui n'est pas touchée par la grève.

«Tout ce que fait la police, c'est envenimer les choses», déplore Gabriel Dubé, étudiant en troisième année en anthropologie.

Ce militant pour la grève participait au piquetage ce matin, et affirme que si son département avait voté pour le retour en classe, il se plierait à la décision. Mais il faut respecter selon lui le vote de l'assemblée générale.

«Nous avions le quorum de 20 % des membres et avons tenu un vote secret, qui a reconduit la grève à 57 %», justifie-t-il.

Il affirme avoir vu une enseignante en anthropologie quitter sa salle de cours en pleurs. Il croit que la direction force ses professeurs à travailler dans les pires conditions.

Il ne sait plus trop ce qui adviendra de l'objectif principal du mouvement de contestation étudiante, l'abolition de la hausse des droits de scolarité. Mais il a toutes les raisons de poursuivre la lutte, croit-il.

«La loi impose de terminer en quatre semaines une session de trois mois. C'est une session à rabais, sans valeur. Pour moi, rentrer dans ces conditions, c'est inacceptable. Je ne suis pas ici pour accumuler des points, mais des connaissances», plaide-t-il.

Difficile pour les étudiants de voir comment la crise pourra se résorber dans cette université.

«À l'UQAM, c'est calme, parce que la direction n'a pas appelé la police. Tant que la police interviendra ici, la situation va se reproduire chaque jour», croit une étudiante.

Mathieu Filion, porte-parole de l'Université de Montréal, insiste sur le fait que seuls 2000 étudiants sur les 45 000 ont voté pour le non-retour en classe.

«Appeler la police est une décision très difficile à prendre. Mais pour assurer la sécurité de nos étudiants, nous nous devons de le faire. Il est difficile de dire si l'intervention policière a ramené le calme dans l'université. Mais ce que nous souhaitons, c'est que les étudiants puissent reprendre leurs cours en sécurité», dit-il.

De son côté, la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) déplore l'intervention policière dans une école.

«Il est inadmissible que les policiers chargent des étudiants, et que la sécurité force une ensei-

gnante à donner un cours. Les enseignants désirent respecter les décisions démocratiques prises par les assemblées générales. L'UQAM a décidé de lever les cours plutôt que d'appeler la police, et c'est une excellente décision», opine le vice-président de la FNEEQ, Sylvain Marois.

À l'UQAM, la situation est plus calme même si des manifestants, parfois masqués et bruyants, sont malgré tout actifs dans les couloirs de l'institution. Mais comme la veille, la police n'y mène toujours aucune intervention.

«**Désolant**», déplore Charest

De passage à Sainte-Marie, en Beauce, Jean Charest a dérogé à sa pratique habituelle de tenir un point de presse par jour pour qualifier de «désolants» les accrochages qui ont perturbé la rentrée sur les campus montréalais. Le chef libéral a invité les contestataires au calme, rappelant que l'ensemble de la population se prononcera sur le conflit le 4 septembre.

«Tout le monde a compris qu'ils ne sont pas d'accord avec notre politique sur le financement des universités, sauf que c'est assez, a-t-il dénoncé. À une semaine du vote, ils devraient permettre aux Québécois de s'exprimer et de le faire paisiblement, sans verser dans l'intimidation.»

Dès le jour 1 de la campagne, Jean Charest a fait de l'élection un référendum sur le conflit étudiant. Il a appelé la «majorité silencieuse» à s'exprimer le jour du scrutin, affirmant que «la rue» a déjà parlé.

«La voix la plus forte que je connais dans une démocratie, c'est celle des urnes et c'est celle qui va s'exprimer le 4 septembre», a-t-il déclaré.

- Avec Martin Croteau

LE QUOTIDIEN : Brassard noir à l'honneur - Publié le mardi 28 août 2012 à 08h50



Jeannot Lévêque
Marc Boucher, président du Syndicat des enseignants du Cégep de Jonquière, porte le brassard afin de protester contre le projet de loi 78.

Denis Villeneuve, Le Quotidien (JONQUIÈRE) La rentrée scolaire est marquée par la protestation contre le projet de loi 78, par les 300 enseignants du Cégep de Jonquière, à qui le Syndicat du personnel enseignant, affilié à la CSN, propose le port d'un brassard noir indiquant clairement leur opposition à cette loi.

Selon Marc Boucher, président du syndicat, ce moyen d'action s'inscrit dans la campagne lancée par la CSN sous le thème « Projet de loi 78, parce que le Québec mérite mieux! »

M. Boucher rappelle que cette loi adoptée sous le gouvernement libéral a été dénoncée par l'assemblée générale du syndicat parce qu'elle limite le droit pour tous les citoyens de manifester et de s'associer. Il rappelle que la loi a fait l'objet d'une dénonciation de la part de la Commission des droits de la personne.

« On dénonce le fait qu'avec les protestations sur la hausse des droits de scolarité, on assiste à

une judiciarisation des débats. Pour nous, ce n'est pas une façon de faire », insiste M. Boucher, qui ajoute que dans le cadre de cette loi, le gouvernement a mis en place des sanctions complètement déraisonnables. Ainsi, un syndicat de 400 membres et de six membres siégeant à l'exécutif qui ne respecterait pas la loi pourrait s'exposer à des amendes de 2,3 millions \$ par jour. Le lendemain, le double s'appliquerait.

« Personne ne peut survivre avec des amendes aussi énormes. Ces sanctions sévères sont une façon de détruire les mouvements étudiants. »

Le leader syndical ajoute que les enseignants ne devraient pas être les seuls à protester contre le projet de loi 78 puisqu'il prévoit que les employés de soutien devraient se joindre au mouvement.

LE DEVOIR : Un objectif, deux interventions : L'UdeM fait appel aux forces policières, alors que l'UQAM opte pour ses agents de sécurité pour affronter la rentrée scolaire - Mardi 28 août 2012

Nancy Caouette

Animées par la même préoccupation, celle d'assurer la sécurité des biens et des personnes dont elles sont responsables, l'administration de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et celle de l'Université de Montréal (UdeM) ont adopté lundi des mesures opposées pour contenir le tumulte des salles de classe où se tenaient des cours prodigués par une faculté dont les étudiants ont reporté la grève.

L'UdeM a eu recours aux forces policières pour éloigner les manifestants alors que l'UQAM a préféré envoyer des agents de sécurité aux portes des classes pour limiter d'éventuels débordements.

En vertu de la loi 12, les deux universités devaient organiser lundi la tenue de tous les cours écourtés par la grève générale illimitée, et ce, en dépit des mandats de grève votés par les étudiants. À l'UQAM, où la grande majorité des levées de cours prévues ont eu lieu, selon les associations étudiantes, l'administration a jugé plus sécuritaire de ne pas imposer le retour en classe.

« Nous agissions plutôt en vertu du principe de la réalité : il faut le vivre pour décider. L'usage de la force aurait pu envenimer les choses ; nous

avons jugé que c'était trop risqué », explique la responsable des relations de presse à l'UQAM, Jenny Desrosiers.

À l'UdeM, où les manifestants étaient pourtant moins nombreux et moins masqués qu'à l'UQAM, l'administration a demandé aux forces policières d'intervenir à l'intérieur de ses murs afin que la tenue de cours soit respectée. « Une décision comme celle-là n'est jamais facile à prendre. Mais notre but était de maintenir la tenue des classes », plaide Mathieu Filion, porte-parole à l'UdeM où seulement 4 levées de cours ont eu lieu sur les 200 prévues par les manifestants.

Dans les deux établissements, des individus, parfois cagoulés ou masqués par des foulards, sillonnaient les couloirs afin d'expulser les étudiants qui souhaitaient défier le mandat de grève de leur faculté en assistant coûte que coûte à leur cours. Les qualifiant de « scab », les manifestants ont fait savoir aux étudiants à grand vacarme, en frappant sur les tables et en faisant résonner des sifflets et des trompettes, qu'ils n'étaient pas les bienvenus dans les classes.

À l'UdeM, 20 individus ont été mis en état d'arrestation. Dix-neuf étudiants ont fait l'objet d'une enquête en vertu de la loi 12 avant d'être



relâchés, et un manifestant a été arrêté pour voie de fait sur un agent de la paix. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'a toutefois pas confirmé s'il s'agissait d'étudiants de l'UdeM.

Sept manifestants qui, de l'avis de la direction de l'UdeM, avaient tenté d'interrompre un cours en faisant du « grabuge » ont été gardés en détention dans une classe plus de deux heures sous l'oeil de gardiens de sécurité et de policiers. Pendant ce temps, des policiers de la SPVM empêchaient les manifestants d'entrer dans les classes où se tenaient des cours, alors que des étudiants scandaient « Pas de police à l'UdeM » et « Libérez nos camarades ».

À l'UQAM, des organisateurs des manifestations se sont dits satisfaits de cette première journée de levées de cours tout en émettant un bémol quant à la réponse de l'administration par rapport au respect du mandat de grève. « Nous sommes déçus qu'il n'y ait pas eu de levée de cours unilatérale adoptée par l'administration de l'UQAM. Mais nous avions aujourd'hui environ 250 personnes pour faire les levées de cours », estime Alexandre Poulin de l'Association facultaire étudiante en arts de l'UQAM. Les manifestations comptent poursuivre leurs actions en forçant l'annulation de 1800 cours des facultés dont les associations sont en grève cette semaine. « Nous allons tenir une journée portes ouvertes mercredi afin que les citoyens s'approprient l'UQAM. Bien sûr, nous ne ferons pas une visite guidée. Nous allons plutôt inviter la population à faire des levées de cours avec nous », a spécifié Alexandre Poulin.



Photo : La Presse canadienne (photo) Paul Chiasson
Des étudiants, certains insultant les policiers, ont bloqué l'accès à des pavillons de l'Université de Montréal. Vingt manifestants ont été arrêtés.

THE GAZETTE : Efficacy of Bill 78 depends on the institution students attend – Tuesday, August 28, 2012



Photograph by: Jan Ravensbergen/The Gazette

While some students don't want police in their schools, others who fear their semester will be cancelled are growing increasingly frustrated and wish the police would come in.

By René Bruemmer and Jan Ravensbergen

MONTREAL - On May 17, the Liberal government invoked Bill 78 to ensure students could attend classes. The special law promised harsh fines for protesters or associations found guilty of obstruction.

University students hoping to return to school this week discovered the efficacy of the special law depends on the institution they're attending. At the Université de Montréal, which has been calling in the police to expel disruptive protesters "for the security of its staff and students," administrators said, five classes out of a total of about 450 were cancelled on Monday and Tuesday.

At UQAM, which has not called in the police in fear of inflaming a volatile situation "and risking the security of its students and employees," more than a hundred courses have been cancelled over the last two days, disrupted by noisy protesters or called off because students no longer show up.

Students who fear their semester will be cancelled are growing increasingly frustrated. Some wish the police would come in.

"We feel like we're being taken advantage of," said Pierre Dori, a third-year political science student at UQAM, who transferred from the Université de Montréal last semester to be closer to his apartment. A foreign student from Belgium, he's paying \$7,500 a term.

"We voted against this boycott, we paid our tuition, but each time there is a new obstacle put in our place, a new vote, another blockage," he said. "Some of the protesters, say 'Who cares, we're giving up this semester.' I saved five years for this. I'll lose six months. This is my life."

At the Université de Montréal, police waiting nearby were called onto the campus and into buildings Monday and Tuesday, apprehending a total of

31 protesters. Nineteen were arrested in connection with Bill 78, then released. Police will forward their reports to Quebec's prosecutor office, which will decide if there are grounds to lay charges. On Tuesday, 11 protesters were detained by police just before 9 a.m. following "a physical confrontation" involving students and Université de Montréal security guards inside a classroom, Commander Ian Lafrenière said. Six are expected to face Criminal Code charges of assault and assault on a police officer. The other five were released and have not been charged. Lafrenière said police officers intervened at the request of individuals who rushed out of the building.

University spokesperson Mathieu Filion said it was the sole disruption Tuesday of which the school administration is aware. A total of 247 classes were scheduled Tuesday as part of a push to finish the winter-spring semester, interrupted by a student boycott that began in February.

At UQAM, 60 classes out of 180 in the departments of political science, social sciences and arts that voted to extend their boycott were cancelled Monday morning after noisy protesters made it impossible to teach. On Tuesday morning, 70 courses out of 100 were cancelled, even though the number of protesters roaming the halls had diminished to about 40. Their work had already been done, however: 50 of the classes were cancelled because no one showed up. Administrators did not say how many afternoon classes had to be called off.

The student council for the social sciences department, where roughly 700 students voted 60 per cent last week in favour of boycotting, said they are merely carrying out the wishes voted on by their members. Student council member Benjamin Gingras said their members don't consider Bill 78 a valid law, and are willing to risk fines topping \$125,000 for their student association.

Students in the 600-member political science department noted that after most members voted against the boycott last week, a second vote was scheduled unbeknownst to most members. Only 41 people attended, and the majority voted to continue the boycott.

UQAM spokesperson Jenny Desrochers said the fear is that bringing police in could exacerbate an already volatile situation and endanger the safety of students and employees. It's up to the students, she said, to vote for what they want. Students in the social sciences and political science department have petitioned to hold new votes on Wednesday and Thursday, respectively.

At the Université de Montréal, 2,000 students are in departments that voted to strike out of a total student body of 45,000, spokesman Filion noted. The administration there called police Monday because it was concerned for the security of its students, "and because the protesters represented such a small minority."

Asked whether Bill 78 could be considered a failure given UQAM's experience, the press attaché for Education Minister Michelle Courchesne passed the question on to the department of public security.

"Bill 78 was designed to give universities and police the supplementary tools necessary to permit access to classes," said Mathieu St. Pierre, press attaché for Security Minister Robert Dutil. "It is up to them to use them or not."

THE GAZETTE : U de M protest results in 11 arrests : Classes disrupted at UQAM for 2nd straight day - Tuesday, August 28, 2012



Photograph by: Jan Ravensbergen/The Gazette
Students jeered police at the Université de Montréal campus on Tuesday morning. Among the chants: "SPVM political police" and "No police in our schools!"

By Jan Ravensbergen and René Bruemmer

MONTREAL - A total of 11 protesters were detained by Montreal police just before 9 a.m. Tuesday following "a physical confrontation" involving students and Université de Montréal security guards inside a classroom, Commander Ian Lafrenière said.

Six are expected to face Criminal Code charges of assault and assault on a police officer, he said.

The other five were released and have not been charged.

The fracas took place about 8:45 a.m. in a psychology class being given on the second floor of the Jean Brillant Pavillon at 3200 Jean Brillant St. Lafrenière said police officers stationed immediately outside the building entered and intervened at the request of individuals who rushed out of the building.

University spokesperson Mathieu Fillion said it was the sole disruption Tuesday of which the school administration is aware. A total of 287

classes have been scheduled for Tuesday as part of a push to finish the winter-spring semester, interrupted by a student boycott that began in February. The boycott was a protest against plans to raise university tuition across Quebec.

The catch-up classes are to finish Sept. 28.

At the Université du Québec à Montréal, protesters disrupted several classes for a second day in a row Tuesday, clapping, drumming and singing to forcing teachers to abandon their courses.

On Monday, administrators reported about 100 protesters forced the cancellation of 60 out of a total of 180 morning classes in the social sciences, arts and political science departments where student assemblies had voted for a strike. On Tuesday there were fewer protesters, UQAM administrators said, but they were still able to block several courses.

"I'm fed up and I'm tired - it's been six months of this," said political science student Alia Hassan-Cournol, a third-year political science student who once supported the strike, but no longer. "You have to finish this at some point."

The student council for the social sciences department, where roughly 700 students voted 60 per cent last week in favour of the strike, said they are merely carrying out the wishes voted on by their members.

"Are we scared of Bill 78?" student council member Benjamin Gingras said, in reference to the special law enacted by the Liberal government that threatens fines as high as \$125,000 and the shuttering of student association offices for groups that support class blockages. "Yes and no. But for us, we feel Bill 78 is invalid, and we would contest any fines in court."

Students voted in their general assembly to do whatever necessary to force a cancellation of courses, even at the risk of heavy fines.

Several students interviewed by The Gazette at UQAM said it was time to bring in the police and resolve the issue, even if they, too, don't necessarily agree with Bill 78.

At UQAM, the administration's policy is not to call in the police unless personal security is at risk. Spokesperson Jenny Desrochers said the fear is that bringing police in could exacerbate an already volatile situation and endanger the safety of students and employees.

Over two days at UQAM, more than 100 classes have been cancelled to date because of the acts of protesters. At the U de M, where police have been intervening, authorities there say only four out of approximately 480 courses have been cancelled so far over the last two days.

THE LEADER POST : Montreal police arrest 10 for assaulting officers, security agents at university – Tuesday, August 28, 2012

By Lia Levesque, The Canadian Press August 28, 2012

MONTREAL - Police were laying numerous criminal charges in a second day of confrontation with student protesters following the reopening of Quebec's universities.

Striking students at the Université de Montréal have been attempting to force the cancellation of certain classes to protest back-to-school legislation passed this spring.

As they did on Monday, students clashed with the university's security guards and Montreal police as they reportedly sought to disrupt a film class. Police said they had charged 10 people so far, though the operation was still ongoing Tuesday afternoon.

The student protesters ended up disrupting a psychology class, having mistaken it for the film class they were looking for.

Protesters said they were only disrupting classes in departments where student associations had voted to continue striking over the Liberal government's tuition hike.

Numerous pundits have suggested Premier Jean Charest might take a hard line with the students during the election campaign, as his best hope of reviving the sagging fortunes of his Liberal party. But he was sounding relatively conciliatory Tuesday. He simply expressed the hope that Quebec

voters would reward his government for its toughness and in the next breath repeated a suggestion that he might be willing to negotiate with students after the election.

"The people need to express themselves clearly on this issue on Sept. 4... That's a very strong democratic gesture," Charest told reporters.

"If Quebecers say on Sept. 4, 'You know, what we want is a government that stands up, that does things correctly and can also listen, but stands up to those who use intimidation and violence. And I'm expressing my support for democracy.'

"That's the first step. After that, on Sept. 5, our door's open. It will always stay open."

About five per cent of the university's students — less than 3,000 of its more than 60,000 students — are still on strike.

University officials sought police assistance on Monday, the first day of class following a winter session that was interrupted by the strike.

Police issued notices to 19 students, advising them they were under investigation for violating the back-to-school legislation, better known in the province as Bill 78.

The bill sets out stiff penalties, ranging from \$1,000 to \$35,000, for anyone who blocks access to class.

Police have said they would only intervene if requested by the university. They said it was students, not the university, who called for their presence Tuesday.

"They were students who told us there was a quarrel on the second floor," said Ian Lafrenière, the chief spokesperson for the Montreal police.

"There were security guards who were being pushed, bullied by the suspects."

Students countered that police acted to catch them off-guard as they sought classes to disrupt, cornering them in a hallway.

"Even the people who had to attend to their needs were being blocked," said Charles Philippe Casgrain. "These are sordid methods, given that they dropped the charges (against many of the detained) and let us go."

Meanwhile at Montreal's other major French-language university — the Université du Québec à Montréal — students also continued to seek the cancellation of certain classes, but police were not called to intervene there.

In most instances, the student activists found classes already empty.

Students have been given the option of being able to withdraw without penalty from classes they were enrolled in when the strikes began last winter.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEDÉMONTREAL : Étudiants | grève : Rentrée sous tension - Intervention policière à l'UdeM, 21 manifestants arrêtés et 60 cours annulés - Publié le: lundi 27 août 2012, 20H37 | Mise à jour: mardi 28 août 2012, 10H35





Photo agence qmi , élizabth laplante

Les policiers ont été appelés à intervenir hier, à l'Université de Montréal, après qu'un petit groupe de manifestants se soit barricadé dans un local du pavillon Jean-Brillant.

Sarah-Maude Lefebvre

Alors que la rentrée a été perturbée hier et que des cours ont dû être annulés dans deux universités, la CLASSE appelle les étudiants à continuer à faire respecter les mandats de grève, quitte à déplaire aux « scabs » qui désirent reprendre leur session.

« Les étudiants doivent faire respecter les mandats de grève qui ont été votés en assemblée générale. Une personne qui ne respecte pas la volonté démocratique et qui veut rentrer en classe malgré un mandat de grève, n'ayons pas peur des mots, c'est un scab », a affirmé hier la coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds.

Par ailleurs, cette dernière blâme vivement l'administration de l'Université de Montréal qui a fait appel aux forces policières hier, pour déloger des manifestants qui s'étaient embarrasés dans un local.

« On a fait entrer des forces policières pour la première fois. C'est une réaction démesurée. Je ne suis pas certaine que les professeurs ont aimé enseigner sous la force et dans un tel contexte », dit Mme Reynolds.

La rentrée a été fortement perturbée hier à l'Université de Montréal (UdeM) ainsi qu'à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Hier à l'UQAM, plusieurs militants ont tenté d'empêcher des étudiants de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) de reprendre leurs cours et se sont présentés masqués dans les classes. La semaine dernière, l'AFESH a voté en faveur du prolongement de la grève

et plusieurs de ses membres semblaient déterminés hier à perturber la rentrée des classes.

Au total, une soixantaine de cours ont dû être annulés.

« Je dois sortir de la salle parce que j'en ai reçu l'ordre de la part des agents de sécurité, sinon je resterais », a expliqué un professeur à l'Agence QMI, dérangé par quelques dizaines d'étudiants qui sont entrés dans sa salle en criant et en tapant sur les bureaux, hier après-midi.

Le SPVM intervient

À l'UdeM, malgré la présence policière aux abords du pavillon Jean-Brillant, au moins quatre cours ont été perturbés par des groupes de manifestants.

Un groupe d'étudiants s'est même barricadé dans un local de l'établissement.

Le SPVM a dû intervenir en vertu du Code criminel, puisque des allégations de méfaits ont été rapportées aux autorités. Dix-neuf personnes ont été placées sous surveillance policière.

Vers 13 h 30, le SPVM a libéré les personnes visées par les allégations, sans qu'aucune accusation ne soit portée contre eux. « On leur remet un papier comme quoi on enquête en vertu de la loi 12 », a indiqué le lieutenant du SPVM, Ian Lafrenière.

En début d'après-midi, deux manifestants cagoulés qui transportaient des projectiles dans leur sac à dos ont été arrêtés au sous-sol de l'édifice. L'un d'entre eux pourrait faire face à des accusations de voies de fait sur un agent de la paix.

Appel au calme de la FEUQ

« Ce n'est pas en faisant de l'intimidation que l'on va calmer la situation », a rappelé hier la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Mme Desjardins a notamment invité la CLASSE à publier la liste des cours touchés par le boycott, afin de calmer le jeu.

« Dans certains cours, on peut retrouver des étudiants qui ont voté pour la trêve, et d'autres pour la poursuite de la grève. C'est mélangeant et complexe. En mettant les choses au clair, on va régler les situations problématiques. »

Avec la collaboration de l'Agence QMI

Afficher 2 commentaires (Québec)

Georges_Allaire 1 commentaire masqué

Vous n'auriez pas des nouvelles ?

[08/28/2012 08:11 AM](#)

syviess1 1 commentaire masqué

innocents

[08/28/2012 07:44 AM](#)

Afficher 1-80 de 110 commentaires (Montréal)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée mouvementée à l'UQAM et à l'UdeM – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 18 h 10 HAE



Étudiants masqués à l'UQAM

Des perturbations ont eu lieu à l'Université de Montréal (UdeM) et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en ce jour de rentrée universitaire pour les étudiants qui étaient en grève contre la hausse des droits de scolarité au printemps dernier.

Selon la direction de l'UdeM, des étudiants cagoulés et favorables à la grève se seraient barricadés dans un local de l'établissement afin de perturber la tenue des cours. L'Université aurait alors demandé l'intervention du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM).

En revanche, les étudiants soutiennent qu'ils ont été enfermés dans une classe contre leur gré par des gardiens de sécurité.

Au total, à l'UdeM, 19 étudiants ont été interpellés en vertu de la loi 12 (projet de loi 78), qui interdit notamment d'entraver le retour en classe. Ces étudiants ont été tenus à l'écart avant d'être relâchés avec de la documentation sur cette législation. Leur sort est désormais entre les

mains de la Direction des poursuites criminelles et pénales, qui décidera de donner suite à ces interpellations ou non.

Par ailleurs, un jeune homme de 21 ans a été arrêté en vertu du Code criminel pour voies de fait à l'égard d'un policier.

À l'UQAM, où environ 9000 étudiants sont toujours en grève, des militants en faveur de la poursuite de la grève, dont certains étaient masqués, ont fait irruption dans des classes. Des cours ont dû être annulés.

Il n'y a pas eu d'intervention policière à l'UQAM, mais la direction a publié un communiqué en fin de journée, pour lancer un appel au calme et expliquer pourquoi elle n'a pas demandé l'aide du SPVM.

« Compte tenu de la situation actuelle, la direction juge très risqué de tenter de contraindre, par la force, le retour en classe sans mettre en péril la sécurité des personnes et des biens dont elle est responsable », est-il écrit dans le communiqué. La direction de l'UQAM appelle ainsi « l'ensemble de la communauté universitaire » au « calme et au respect ».

Pour que la police intervienne dans un établissement universitaire, il faut que le recteur ou son représentant en fasse la demande.

[Rentrée scolaire : comment la police de Montréal compte-t-elle appliquer la loi spéciale? \(site du SPVM\)](#)

En assemblée générale la semaine dernière, la majorité des associations étudiantes ont choisi de mettre fin à la grève ou de la suspendre jusqu'aux élections du 4 septembre.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a demandé à ses membres de respecter les mandats votés par les assemblées générales et a assuré que son organisation surveillait avec attention la rentrée des classes prévue par la loi 12. Mais le message ne semble pas être passé partout.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a déploré sur RDI les « actes d'intimidation et de violences qui ont été perpétrés de part et d'autre ».

« Le fait d'avoir par exemple des policiers qui sont à la porte des cours [...], on ne devrait pas excuser ça dans un contexte où l'université est

publique », a estimé Mme Desjardins. « D'un autre côté, aller [insulter] certains professeurs [...] parce qu'ils décident de donner les cours, ça dépasse les bornes. Évidemment de chaque côté, on dénonce clairement les abus », a-t-elle poursuivi.

À l'UdeM, une dizaine d'associations représentant 2811 étudiants ont de leur côté choisi de poursuivre la grève. Les quelque 9000 étudiants en sciences humaines, en arts et en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont également opté pour la reconduction de la grève.

Des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais, de l'Université de Sherbrooke et de l'Université Laval ont eux aussi refusé de mettre fin à la grève.

Les professeurs de l'UQAM menacent de débrayer

« On va offrir les cours aux étudiants qui vont se présenter en classe », avait indiqué en début de journée Daniel Zizian, président-directeur de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) en entrevue à Radio-Canada. « Quant aux étudiants qui décident de ne pas se présenter, ils courent le risque d'obtenir la mention abandon ou échec », a-t-il ajouté.

Au total, 44 associations - représentant environ 30 000 étudiants universitaires - affiliées à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont toujours un mandat de grève générale illimitée et ne retourneront pas en classe lundi.

Les professeurs de l'UQAM pourraient également débrayer s'ils jugent que les conditions optimales d'enseignement ne sont pas réunies. Jeudi dernier, ils ont approuvé à 65 % une résolution avec laquelle ils pourraient refuser de donner des cours.

Le choix pour les enseignants de ne pas donner les cours contreviendrait à leur convention collective et à la loi 12, mais le projet de résolution indique que l'assemblée aura été « informée des conséquences qui peuvent découler » de cette infraction.

Alors qu'une centaine de professeurs de l'UQAM demandent à l'établissement de ne pas appliquer la loi spéciale, la direction tient à rappeler tant aux associations étudiantes qu'aux professeurs les obligations découlant de la loi spéciale adoptée par le gouvernement Charest, les exhortant de « prendre les moyens appropriés pour offrir ces cours ».

« La loi 12 prévoit spécifiquement que toutes les personnes salariées doivent se présenter au travail conformément aux conditions de travail qui leur sont applicables », a-t-elle souligné derechef sur son site Internet, souhaitant que le parachèvement de la session d'hiver puisse se dérouler sans entrave.

Panne informatique à l'UdeM

À l'Université de Montréal, les systèmes informatiques ont été fermés vendredi soir à la suite d'une coupure de courant imprévue dans la salle des serveurs centraux. Le courriel Outlook, le site web et le portail, notamment, n'étaient toujours pas accessibles lundi matin. La direction souligne que tous les cours sont maintenus et que « le premier jour de récupération du trimestre d'hiver » aura bien lieu.



Photo : Dominic Brassard
Des étudiants de l'UdeM bloquent l'entrée du pavillon Jean-Brillant.



Photo : Dominic Brassard
Des policiers à l'Université de Montréal



Photo : Dominic Brassard
Renforts policiers à l'Université de Montréal

En complément



Vidéo - [Le reportage de Mélanie Bourgeois](#)
[Les commentaires \(162\)](#)

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Rentrée dans le calme à l'UQAC – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 16 h 24 HAE

Quelque 6000 étudiants effectuent leur rentrée à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et tout se déroule dans l'ordre depuis lundi matin. Ailleurs au Québec, des perturbations ont eu lieu à l'Université de Montréal (UdeM) et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

L'UQAC accueille un peu plus de 800 nouveaux étudiants. La directrice du service aux étudiants, Gina Gagnon, indique que pour eux, cette première journée est l'occasion de découvrir un

nouvel environnement. « L'objectif, c'est d'informer les nouveaux étudiants sur les services disponibles à l'université et sur leur association étudiante », dit-elle.

Par ailleurs, la direction de l'université assure que le mouvement de protestation du printemps n'aura aucun effet sur la rentrée.

Quoi qu'il en soit, au moins deux associations étudiantes pourraient se prononcer sur une reconduction de la grève cette semaine, selon la

représentante des étudiants en littérature, Miriam Simard. « Comme c'était le statu quo cet été, on veut savoir si les étudiants sont intéressés à poursuivre jusqu'au 5 septembre, le temps de voir le résultat des élections », précise-t-elle. De son côté, le Mouvement des associations générales étudiantes de l'UQAC (MAGE-UQAC) tente de mobiliser les jeunes pour le 4 septembre. La présidente, Claire Gressier,

rappelle qu'une vidéo a été produite et que des bracelets sont distribués.

L'effort est aussi coordonné avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), dont un représentant, Thomas Briand-Gionest, rencontre les jeunes dans la plupart des établissements. « C'est essentiel qu'ils votent, et disent au gouvernement Charest leur insatisfaction à leurs mesures. Ils se prononcent pour un choix de société », mentionne-t-il.

La mobilisation se poursuivra jusqu'au jour des élections.

En complément



Vidéo - [Rentrée dans le calme à l'UQAC](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Sherbrooke : La rentrée collégiale se déroule paisiblement - Publié le: lundi 27 août 2012, 16H13 | Mise à jour: lundi 27 août 2012, 16H22



Photo Agence QMI / Archives

Le 1er mai 2012, des étudiants avaient forcé la fermeture du Cégep de Sherbrooke

Emmanuelle Corriveau / Agence QMI

SHERBROOKE - Après un printemps plutôt mouvementé, les quelque 6200 étudiants du Cégep de Sherbrooke retrouvaient à l'inverse un campus paisible, lundi matin.

Bien qu'aucune perturbation n'ait été rapportée, plusieurs nouveaux étudiants appréhendaient cette première journée de classe. «On se demandait comment ça allait être ce matin. Si des étudiants allaient repartir la grève tout de suite», a dit l'un. Moi j'avais peur de commencer plus tard, mais finalement ça s'est réglé», a dit l'autre.

Quelques militants du carré rouge et du carré vert affichaient leurs couleurs, alors que d'autres préféraient demeurer discrets. «Je le porte fièrement, je l'ai toujours porté et je vais continuer à le faire», a affirmé un étudiant contre la hausse des frais de scolarité. «Moi, ça me fait vraiment peur, parce que je suis carré vert et ça me donne vraiment la frousse quand je vois des carrés rouges partout», a expliqué une étudiante de première année.

Pour d'autres, le conflit étudiant semblait déjà être réglé. «Peu importe qui rentre au gouvernement, on va rentrer à nos cours», a dit un étudiant. Pour l'ex-porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Jonquière Catherine Boudin, les étudiants de deuxième et troisième années ont aussi un rôle important à jouer. «Il y a beaucoup de nouveaux étudiants au cégep qui ne sont pas nécessairement informés de ce qui s'est passé l'an passé. C'est aussi notre rôle de les informer.»

Le personnel enseignant a aussi tenu à rappeler aux étudiants l'importance du prochain scrutin, précise Sonia Leclerc du Cégep de Sherbrooke. «On fait beaucoup d'efforts pour faire valoir aux étudiants de voter sérieusement, d'exprimer leurs intentions réelles et au lendemain des élections, on verra qui sera porté au pouvoir. On va attendre comme tout le monde pour voir ce qui va se passer.»

LE DEVOIR : Rentrée des classes perturbée à l'UQAM et à l'Université de Montréal - Lundi 27 août 2012, 15h55



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

À l'UQAM, dans un brouhaha général, des individus masqués tentent de sortir les étudiants dans les salles dans certains pavillons.

La Presse canadienne

La rentrée dans les universités montréalaises a été perturbée, lundi matin, et s'il y a eu levée des cours sans trop de frictions à l'UQAM, il en a été autrement à l'Université de Montréal, où la police a dû intervenir.

L'intervention s'est toutefois faite sans arrestation, puisque les sept personnes qui avaient été interpellées ont finalement été relâchées sans être mises en accusation, a indiqué le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

À l'Université de Montréal, des étudiants qui étaient entrés pour empêcher la tenue des cours étaient retenus dans une salle de classe par des agents de sécurité.

C'est la direction de l'université qui a demandé au service de police d'intervenir. «Des accès avaient été bloqués», a rapporté Ian Lafrenière, responsable des relations avec les médias au SPVM. Il y avait également «des allégations de méfaits», a-t-il ajouté.

Vers 10h30, un avis d'expulsion en vertu du Code criminel, et non de la loi spéciale, a été donné, a-t-il précisé. La plupart ont quitté, mais un petit groupe est resté. Ces sept personnes ont d'abord été retenues, ou «interpellées» pour que leurs actions soient évaluées, a rapporté M. Lafrenière. Finalement, aucune accusation n'a été portée contre elles.

«À prime abord, les gens ont quitté rapidement; ça s'est très bien déroulé», a résumé le porte-parole policier.

À l'Université du Québec à Montréal, un groupe de quelques dizaines d'étudiants, dont certains masqués, s'est rendu dans les classes dès 8h30, en faisant du tintamarre, pour clamer la levée immédiate des cours et convaincre les étudiants de sortir.

Ils devaient procéder ainsi à 11h et midi et toute la journée, à chaque cours qui reprenait. «Dans les cours qui se donnaient ce matin, il y a une certaine de cours qui étaient supposés se donner et aucun n'a eu lieu. Les levées de cours ont fonctionné», a rapporté Alexandre Poulin, coordonnateur aux affaires externes à l'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM.

Ces levées de cours à l'UQAM auront lieu "toute la semaine", a-t-il prévenu. «Il y a plus de 1000 cours à lever à l'UQAM cette semaine et on sera là à chaque porte de cours.»

M. Poulin a expliqué qu'il trouverait injuste que ceux qui désirent rentrer en classe bénéficient d'un enseignement dont ceux qui désirent rester en grève ne peuvent bénéficier.

Quatre représentants d'associations étudiantes en grève, tant de l'UQAM que de l'UdeM, ont rencontré la presse devant un pavillon de l'UQAM pour commenter cette rentrée perturbée.

Jeanne Reynolds, coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, a avancé sa propre explication au fait que c'est surtout à l'Université de Montréal qu'il y a eu des frictions, et non à l'UQAM, traditionnellement plus militante.

«À l'UQAM, qui est un bastion militant assez important, il y a quand même un certain consensus à travers la communauté de l'université, à travers les étudiants et le personnel. Ils ne souhaitent pas faire entrer la police à l'intérieur. Il y a peut-être moins de support à l'Université de Montréal, parce que ce sont des gens qui ont été moins habitués. En même temps, il

faut reconnaître qu'actuellement, l'Université de Montréal est très, très militante, a voulu poursuivre la grève et tout. À tel titre que les administrations ont respecté le droit des gens de retourner en classe, elles doivent respecter le droit des étudiants de retourner en grève», a dit Mme Reynolds.

Pour M. Poulin, c'est le scrutin du 4 septembre qui sera l'élément déterminant.

«Nous, ce qu'on a vu dans les assemblées générales, c'est qu'il y avait vraiment une volonté de rester en grève pour mettre en garde les partis politiques que c'est seulement l'annulation de la hausse qui va mettre fin

à la grève. Que ça soit le Parti québécois, la CAQ, que ce soit le PLQ qui soit élu, on envoie le message "nous resterons en grève tant et aussi longtemps que la hausse des frais de scolarité sera en place"», a encore prévenu M. Poulin.

«Aujourd'hui Pauline Marois a affirmé que si son gouvernement était majoritaire, elle annulerait la loi 78 et elle annulerait la hausse des frais de scolarité. Bien nous, on demande à Pauline Marois si elle était minoritaire, est-ce que sa promesse électorale tiendrait toujours — celle qu'elle nous a faite quand elle portait le carré rouge, le printemps dernier?» a demandé M. Poulin.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : UQAM et UdeM : Rentrée perturbée à l'UQAM et à l'Université de Montréal - Publié le: lundi 27 août 2012, 11H25 | Mise à jour: lundi 27 août 2012, 12H24

Vidéo : La rentrée scolaire a été perturbée lundi matin à l'UQAM et à l'Université de Montréal. Sept personnes ont été détenues de façon provisoire par les policiers, en vertu de la loi 12. , 27 août 2012, Agence QMI

Sarah-Maude Lefebvre

La rentrée a été perturbée ce matin à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) alors que des manifestants fait irruption dans des classes pour empêcher la reprise des cours. Au total, 20 personnes ont été arrêtées par les policiers du SPVM.

Ce matin, à l'UQAM, plusieurs militants ont tenté d'empêcher des étudiants de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) de reprendre leurs cours et se sont présentés masqués dans les classes, lundi matin. La semaine dernière, l'AFESH a voté en faveur du prolongement de la grève et plusieurs de ses membres semblent déterminés à perturber la rentrée de classes.

Seulement en matinée, une soixantaine de cours auraient été levés en raison de la présence de manifestants, a confirmé l'administration de l'UQAM.

"On parle de quelques dizaines de manifestants qui ont le fait le tour d'un certain nombre de classes. Nous n'avons pas appelé la police, car ce n'est pas dans la pratique de l'UQAM de faire intervenir des policiers à l'intérieur de nos murs", explique la porte-parole Jenny Desrochers.

Intervention policière à l'Université de Montréal

Ce côté de l'Université de Montréal, le Service de police de la Ville de Montréal a dû émettre un avis d'expulsion, après que des étudiants se soient enfermés dans une salle de classe du pavillon Jean-Brillant. Le service de sécurité de l'UdeM a tenté en vain de les faire sortir. Par la suite, une quarantaine de manifestants auraient bloqué l'accès au local.

Dix-neuf personnes ont été interpellées. Les agents du SPVM leur ont remis un avis leur indiquant qu'un rapport serait soumis au Directeur des poursuites criminelles et pénales. Des accusations pourraient être portées en vertu de la loi 12.

En début d'après-midi, un autre manifestant a été arrêté pour voies de faits sur un policier. Au total, quatre cours ont dû être annulés.

Panne majeure

Par ailleurs, une panne majeure survenue vendredi soir a forcé la fermeture des systèmes informatiques de l'Université de Montréal. Les courriels et le site web n'étant plus accessibles, la rentrée scolaire est devenue un véritable casse-tête tant pour les universités que pour les étudiants.

L'administration de l'Université de Montréal espère pouvoir régler la situation d'ici la fin de la semaine. Mercredi, les services devraient commencer à reprendre graduellement. Les systèmes informatiques ont été fermés vendredi soir à la suite d'une coupure imprévue de courant dans la salle des serveurs centraux de l'université.

Le courriel Outlook, le site Web et le portail ne sont plus accessibles. Pour communiquer avec ses étudiants, l'UdeM doit se rabattre sur Facebook et Twitter.

Colère

"Nous travaillons d'arrache-pied pour rétablir la situation. Nous avons bon espoir que cela se règle d'ici la fin de la semaine. En attendant, nous diffusons le plus d'informations possible sur Facebook, comme les numéros de locaux pour le début des cours", explique la porte-parole Sophie Langlois.

Il va sans dire que cette situation a compliqué la rentrée des étudiants, lundi matin, pour la reprise de la session d'hiver.

Sur le site Facebook de l'université, plusieurs étudiants ont fait part de leur colère et de leur découragement.

"J'espère qu'une ou deux têtes tomberont et les bonnes, si possible, pour qu'on en finisse avec les pannes aux pires moments! (...) Je suis pas spécialiste, mais ça fait pas un peu amateur comme histoire?! "coupure de courant"... Honte", a écrit notamment un étudiant.

Afficher 1-74 de 356 commentaires (Montréal)

Afficher 10 commentaires (Québec)

asirois 1 commentaire masqué
Pourquoi y-a-t'il encore des gens qui s'inscrivent dans ces universités?

Retirez vos frais et inscrivez-vous ailleurs tandis qu'il est encore temps!

[08/28/2012 12:59 PM](#)

Apou 1 commentaire masqué

En tout cas ça leur a pas prit grand chose pour faire réagir Legault. finalement y'é pas mal plus mou qu'il le disait...

[08/28/2012 12:57 PM](#)

R_2_D_2 1 commentaire masqué

L'UQAM c'est le fond de la cuve!

[08/28/2012 12:41 PM](#)

dimage 1 commentaire masqué

Tu parle d'une gagne d'invertébrés sans jugement. Es ce que l'on serait en face des prochains membres du FLQ? Vous voyez bien que la Jenny Desrochers est du coté des invertébrés et qu'elle en est une elle aussi.

[08/27/2012 06:59 PM](#)

sylvie1 1 commentaire masqué

gang d,innocents

[08/27/2012 05:41 PM](#)

trisoan 1 commentaire masqué

Une autre année de perdu bof les arts

[08/27/2012 04:46 PM](#)

louko 2 commentaires masqués

Manifester, en pleine élection, prouve que ces étudiants, ne comprennent rien du système, et c'est ça la prochaine génération,,,,,, pas fort

[08/27/2012 03:45 PM](#)

Aletnet 1 commentaire masqué

Non ce sont les radicaux pro Qc Solidaire....

[08/27/2012 04:28 PM](#)

Georges_Allaire 1 commentaire masqué

Prochaine étape: mettre un ou deux manifestants en prison et, subito presto, on a trouvé des martyrs pour relancer les manifs. — C'est classique et manque d'originalité. Mais une méthode éprouvée.

[08/27/2012 03:41 PM](#)

SuiSaBoutE 1 commentaire masqué

Tout ses jeunes qui font irruption comme ça devrait être arrêté pour désordre public .. car je vous jure que si moi je ferai la même chose ds 4 mois aller ds une classe pis faire ça je serai arrêté sur le champ .. alors ARRETER LES TOUS pis POUF en PRISON SES Brigrands INTIMIDATEURS !!

[08/27/2012 02:26 PM](#)

RADIO-CANADA / ESTRIE : Jour de rentrée post-grève à l'Université de Sherbrooke – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 11 h 11 HAE



Après celle des cégeps, c'est ce matin qu'a lieu la rentrée universitaire au Québec pour les étu-

diants qui étaient en grève contre la hausse des droits de scolarité au printemps dernier.

En assemblée générale la semaine dernière, la majorité des associations étudiantes ont choisi de mettre fin à la grève ou de la suspendre jusqu'aux élections du 4 septembre.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a demandé à ses membres de respecter les mandats votés par les assemblées générales et a assuré que son organisation surveillera avec attention la rentrée des classes prévue par la Loi 12 (projet de Loi 78).

« Tout devrait rentrer dans l'ordre tranquillement, mais c'est certain qu'un retour en classe

après six mois d'absence, ça demande une certaine adaptation », affirme Mme Desjardins.

À l'Université de Sherbrooke, une dizaine d'associations représentant 1275 étudiants ont, de leur côté, choisi de poursuivre la grève.

Étudiants en grève à l'Université de Sherbrooke

- Association générale des étudiantes et étudiants en éducation physique et sportive (AGEEP) : 501 membres (depuis le 27 mars)
- Comité des étudiants chercheurs en géographie et télédétection (CECGT) : 70 membres (depuis le 19 mars)

- Regroupement des étudiants de maîtrise en médiation interculturelle de l'Université de Sherbrooke (REMIUS) : 47 membres (depuis le 17 mars)
 - Association des étudiants de maîtrise et de doctorat en histoire de l'Université de Sherbrooke (AEMDHUS) : 88 membres (depuis le 16 mars)
 - Regroupement des étudiants aux cycles supérieurs en études politiques (RECSEP) : 60 membres (depuis le 15 mars)
 - Association générale des étudiantes et des étudiants de maîtrise et de doctorat en lettres et communications de l'Université de Sherbrooke (AGEMDELCUS) : 282 membres (depuis le 2 mars)
 - Association des étudiant-e-s en physique - Université de Sherbrooke (Phys - Uds) : 67 membres (depuis le 1 mars)
 - Association générale des étudiantes et étudiants en service social de l'Université de Sherbrooke (AGESO) : 160 membres (depuis le 1er mars)
- Total : 1275 étudiants en grève**
Source : Bloquons la hausse

À l'Université de Montréal, une dizaine d'associations représentant 2811 étudiants sont toujours en grève. Les quelque 9000 étudiants en sciences humaines, en arts et en sciences politiques de l'Université de Montréal (UQAM) ont également opté pour la reconduction de la grève.

Des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais et de l'Université Laval ont eux aussi refusé de mettre fin à la grève.

Risque d'échec

« On va offrir les cours aux étudiants qui vont se présenter en classe », a indiqué Daniel Zizian, président-directeur de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) en entrevue à Radio-Canada. Quant aux étudiants qui décident de ne pas se présenter, ils courent le risque d'obtenir la mention abandon ou échec, a-t-il ajouté.

Au total, 44 associations - représentant environ 30 000 étudiants universitaires - affiliées à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont toujours un mandat de grève générale illimitée et ne retourneront pas en classe lundi.

À Sherbrooke, environ 75 % de la clientèle étudiante commence leurs cours lundi. Les autres commenceront le lundi 1er octobre et sont majoritairement des diplômés collégiaux qui entament leur première année de baccalauréat. L'Université de Sherbrooke accueille 17 000 étudiants à Sherbrooke et 4000 à son campus de Longueuil cette année.

Les [professeurs de l'UQAM pourraient également débrayer](#) s'ils jugent que les conditions optimales d'enseignement ne sont pas réunies. Jeudi dernier, ils ont approuvé à 65 % une résolution faisant en sorte qu'ils pourraient refuser de donner des cours.

Le choix pour les enseignants de ne pas donner les cours contreviendrait à leur convention collective et à la loi 12, mais le projet de résolution indique que l'assemblée aura été « informée des

conséquences qui peuvent découler » de cette infraction.

Alors qu'une certaine de professeurs de l'UQAM demandent à l'établissement de ne pas appliquer la loi spéciale, la direction tient à rappeler tant aux associations étudiantes qu'aux professeurs les obligations découlant de la loi spéciale adoptée par le gouvernement Charest, les exhortant de « prendre les moyens appropriés pour offrir ces cours ».

« La loi 12 prévoit spécifiquement que toutes les personnes salariées doivent se présenter au travail conformément aux conditions de travail qui leur sont applicables », a-t-elle souligné derechef sur son site Internet, souhaitant que le parachèvement de la session d'hiver puisse se dérouler sans entrave.

La CLASSE et d'autres associations de l'UQAM tiendront un point de presse pour faire le point sur le mouvement de grève générale illimitée à 11 h ce matin.

Panne informatique à l'UdeM

À l'Université de Montréal, les systèmes informatiques ont été fermés vendredi soir à la suite d'une coupure de courant imprévue dans la salle des serveurs centraux. Le courriel Outlook, le site web et le portail, notamment, n'étaient toujours pas accessibles lundi matin. La direction souligne que tous les cours sont maintenus et que « le premier jour de récupération du trimestre d'hiver » aura bien lieu.

LA PRESSE : Rentrée perturbée à l'UQAM et à l'UdeM - Publié le lundi 27 août 2012 à 09h44 | Mis à jour le lundi 27 août 2012 à 15h34

David Santerre et Tommy Chouinard, La Presse La rentrée scolaire a donné lieu ce lundi à des scènes rares et désolantes : des policiers forcés d'investir les couloirs d'université. C'est ce qui s'est produit à l'Université de Montréal où le SPVM est intervenu, en vertu de la loi 12, à la demande de la direction, pour arrêter 18 personnes.

La rentrée a aussi été perturbée à l'UQAM, où la direction n'a toutefois pas réclamé d'aide policière.

À l'Université de Montréal, quelques dizaines d'agents casqués ont joué, toute la journée, au chat et à la souris avec des manifestants, dans le pavillon Jean-Brillant.

Dans cette institution, huit écoles regroupant un peu moins de 2000 élèves, dont cinéma, anthropologie, histoire de l'art et études est-asiatiques, notamment, ont voté pour la poursuite de la grève. Mais les cours reprenaient tout de même pour ces étudiants. En matinée un cours devant normalement rassembler 100 élèves en comptait deux.

Les étudiants en faveur de la grève sont fermement déterminés à faire respecter les décisions de leurs assemblées générales malgré la loi 12. La reprise forcée des cours s'annonçait mouvementée, et la direction de l'Université avait d'ailleurs embauché plus de gardiens de sécurité qu'à l'accoutumée.

Ceux-ci auraient retenu en avant-midi sept manifestants dans une classe où ils étaient entrés pour perturber un cours, au quatrième étage du pavillon Jean-Brillant. La direction rétorque que ce sont plutôt les étudiants qui se sont barricadés dans la salle.

Vers 10h30, une trentaine de policiers casqués sont entrés dans l'école, sous une pluie d'injures de manifestants, pour les arrêter.

«Des policiers, dans une université, c'est du jamais vu», déplorait un étudiant.

Le commandant Ian Lafrenière, du SPVM, a précisé que la police était intervenue à la demande du rectorat de l'université, et vertu de la fameuse loi 12. Après trois heures de détention, les sept manifestants sont montés dans un autobus de la STM pour être relâchés, plus loin, sans accusation.

«Ils ont été informés qu'ils seront l'objet d'une enquête en vertu de la loi 12», a précisé le commandant.

Plus tard dans la journée, 10 autres étudiants ont été arrêtés puis relâchés de la même façon. Un autre sera accusé criminellement de voies de fait sur un policier.

Toute la journée, des manifestants ont tenté de perturber des cours dans le pavillon, ou se sont massés dehors où ont parfois eu lieu des face à face tendus entre jeunes et policiers du groupe d'intervention. Ce qui a parfois donné lieu à des scènes étranges, puisqu'à quelques mètres de là se tenaient les festivités d'initiation des nouveaux étudiants en Droit.Souriants, festifs, ils y allaient de chansons à boire qui contrastaient

drastiquement avec les slogans de manifestation. Plus tard dans la journée, deux étudiants ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de perturber un cours. Selon Ian Lafrenière, ils pourraient être accusés de voies de fait contre des policiers.

Plusieurs professeurs déploraient la situation. «Nos étudiants ne sont pas en grève, mais nos cours ont été perturbés par l'action des agents de sécurité et de la police. L'Universitédevrait lever les cours. C'est de la provocation de la part de la direction», opinait-elle.

D'autres disaient être dans une situation déchirante, étant obligés de donner des cours même à deux ou trois étudiants, sous peine d'être condamnés à une amende en vertu de la loi 12. Au final, trois cours auront été levés.

«Les cours avaient débuté et ont dû être interrompus », indique le porte-parole de l'Université de Montréal, Mathieu Filion.

D'autres cours se sont donnés alors que des policiers et agents de sécurité montaient la garde devant la porte.

Rentrée animée à l'UQAM

Le retour en classe a aussi été perturbé à l'UQAM. Quelques centaines d'étudiants déterminés à empêcher la reprise des cours ont bruyamment perturbé la rentrée.

L'Association facultaire étudiante de sciences humaines (AFESH) de l'UQAM a reconduit la grève lors d'un vote dans une assemblée qui s'est tenue le 23 août, où 703 des 4600 membres de l'association se sont présentés. Et les militants les plus déterminés à livrer bataille jusqu'au bout, quitte à perdre une session, ont tenté d'empêcher leurs confrères désireux de reprendre les cours de le faire.

Peu avant le début des classes, quelques centaines de manifestants, dont plusieurs masqués, équipés de trompettes, tambours et casseroles, se sont présentés dans les salles de classe où se donnaient des cours de l'AFESH.

Ils ont réussi à en perturber un certain nombre et à carrément empêcher la tenue de certains cours.

Cela a donné lieu à des discussions animées, pour ne pas dire agressives dans certains cas, entre ceux qui souhaitent le retour en classe, et ceux qui veulent l'empêcher.

«C'est un grand manque de respect de leur part», a déploré une des étudiantes en sexologie qui a dû quitter son cours.

«S'ils avaient gagné en assemblée et obtenu la fin de la grève, on respecterait le retour en classe», a rétorqué une des protestataires.

«L'association tient ses votes le jour, la semaine. Etjustement, à cause de la grève, la plupart d'entre nous travaillent, le jour, la semaine», a

critiqué une étudiante qui aurait aimé reprendre les cours.
 «On est contre la hausse des frais de scolarité. On était pour la grève au début, mais plus maintenant. Elle met notre avenir en péril. On va laisser le Québec voter le 4 septembre et on en rediscutera après», lance Mélissa, elle aussi étudiante en sexologie.
 «Si on perd la session, on risque de perdre nos stages. Je suis en troisième année en sexo. Si je ne fais pas mes stages, ça va aller à l'an prochain, et je devrai payer une année de frais de plus, ça ne nous avance pas», rageait quant à elle Marie-Pierre Guertin.
 Contrairement à l'Université de Montréal, l'UQAM n'a pas requis la police pour intervenir à l'intérieur de l'UQAM, et ce même si les manifestants

y étaient bien plus tapageurs et parfois même agressifs. La sécurité de l'établissement surveille et invite les étudiants aux cours perturbés à ne pas entrer en conflit verbal avec les manifestants.
Marois réagit et invite à voter
 Pauline Marois a réagi à la perturbation de la rentrée lors d'un passage à Sorel-Tracy. «Je ne peux, comme citoyenne et comme élue, que de demander aux gens de respecter la loi 12 (projet de loi 78) si ignoble soit-elle. Dès que nous serons élus, elle sera abrogée, elle sera annulée», a affirmé la chef péquiste.
 Elle a fait valoir que «la seule façon de solutionner la hausse démesurée des droits de scolarité

et d'abolir la 12 (projet de loi 78), c'est d'aller voter le 4 septembre».
 Juste avant d'être questionnée par les journalistes sur les perturbations, Mme Marois a affirmé que les étudiants ont témoigné «de beaucoup d'intelligence» en retournant en classe paisiblement au lieu de poursuivre la grève. «J'y vois la reconnaissance de leur part que le vote du 4 septembre peut permettre l'élection d'un gouvernement qui va régler la crise», a-t-elle dit.
 Ce printemps, «on a assisté au réveil d'une génération» selon elle. «Sauf quelques exceptions malheureuses, on a pu voir à l'oeuvre une jeunesse éloquente, créative, organisée», a-t-elle ajouté.
Avec Pascale Breton

LA PRESSE: Des profs de l'UQAM demandent de ne pas appliquer la loi 78 - Publié le lundi 27 août 2012 à 08h01



Photo: André Tremblay archives La Presse

En vertu de la loi spéciale, une grève illégale peut entraîner des amendes de 250 000\$ par jour à partir du deuxième jour de débrayage.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse
 Alors que les cours doivent reprendre aujourd'hui, 100 professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) demandent à l'établissement de ne pas appliquer la loi spéciale du gouvernement Charest.
 La «loi 78» ne fera que mettre de l'huile sur le feu, plaident les professeurs dans leur pétition - d'autant plus que deux associations étudiantes facultaires sont encore en grève.
 «Nous exigeons que [la direction] ne participe ni directement ni indirectement à la répression du mouvement étudiant et qu'elle refuse catégoriquement d'instaurer en ses murs un régime de surveillance et de délation», écrivent les professeurs.
 Jeudi, leur syndicat a voté pour des grèves ciblées si certaines salles de cours étaient blo-

quées et que l'université demandait à des professeurs d'enseigner quand même. Il reviendra aux dirigeants de l'organisation de désigner les professeurs qui doivent débrayer.
 Jean-Marie Lafortune, président du Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ), reconnaît qu'un tel «arrêt de prestation d'enseignement» constituerait une grève illégale.
 «À un moment donné, il faut avoir le courage de ses convictions», a-t-il expliqué à La Presse. M. Lafortune ne croit pas, de toute façon, que la loi résistera au test des tribunaux. «Cette loi va sans doute être abrogée», a-t-il affirmé.
 En vertu de la loi spéciale, une grève illégale peut entraîner des amendes de 250 000\$ par jour à partir du deuxième jour de débrayage.

LE DEVOIR: Jour de retour en classe - Imbroglia à l'Université de Montréal : Les chahuteurs pourraient être récompensés - Lundi 27 août 2012

Jessica Nadeau
 Il pourrait s'avérer plus payant pour les étudiants de l'Université de Montréal de perturber les classes lundi matin que de ne pas s'y présenter. C'est du moins ce que laisse entendre une note interne envoyée par le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, à l'intention des cadres.
 La « consigne sur le cadre administratif », qui circule depuis quelques jours sur les réseaux sociaux, précise que s'il n'y a « aucun étudiant en classe », l'enseignant doit avertir le doyen et que le « cours est annulé ».
 Par contre, s'il y a des étudiants en classe, « mais que le climat est impropre à donner un cours (bruits, perturbations, etc.) », l'enseignant doit prévenir la sécurité et la séance sera annulée. Le recteur précise : « Les étudiants ne seront pas remboursés, mais pourront se réinscrire sans frais aux cours annulés à un trimestre ultérieur.
 Contacté par Le Devoir, le président du Syndicat général des professeurs et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM), Jean Portuguais, estime que la lettre contient « des choses étonnantes ».
 « Pour moi, cela signifie que si les étudiants ne se présentaient pas et décidaient d'avoir des classes vides, le cours serait annulé et les étudiants auraient une pénalité directement, sans possibilité de reprise. Alors que s'ils se présentent et font des bruits et des perturbations, ils ne seront pas remboursés, mais ils pourront le reprendre à une date ultérieure. » Selon lui, une telle directive exacerbe « l'incertitude qui plane ». Le « double standard » véhiculé par le recteur lui laisse croire que « l'université se met elle-même en contravention de la loi, car elle envoie le message à ses cadres que s'il y a du bruit, on

va annuler le cours qui sera repris à un autre moment ».
Conséquences
 À l'Université de Montréal, le responsable des communications, Mathieu Filion, ne voit aucune contradiction dans le message envoyé par le recteur et rappelle qu'une note explicative a été envoyée à tous les étudiants pour encadrer la reprise des cours. Il dit être au courant que la consigne adressée aux cadres circule sur les réseaux sociaux, mais répète ad nauseam qu'il n'y voit aucune incitation à la perturbation des classes.
 « Il va y avoir des conséquences si un étudiant vient perturber la classe, précise le porte-parole. Quels seront les résultats de ces actions, ce n'est pas à moi de juger, mais il va y avoir des conséquences. »
 Il laisse également planer la possibilité que la reprise des cours sans frais puisse s'appliquer uniquement aux étudiants qui n'auraient pas participé aux perturbations.
 Les étudiants de l'Université de Montréal doivent rentrer en classe lundi matin, et le syndicat des professeurs entend respecter la loi. « On ne va pas pouvoir aller aussi loin que nos collègues de l'UQAM, affirme Jean Portuguais. On aimerait avoir le même courage, mais on n'a pas les fonds. »
 Il déplore que les professeurs ne soient « pas considérés » et s'attend à avoir un conseil syndical « mouvementé » lundi soir.
Vos réactions
 André Michaud - Inscrit, 27 août 2012 09 h 49
 Retour au sérieux ?
 Il y a eu ces mois de contestations anarchistes dans les rues où chacun avait son lot de revendications avec les résultats connus...
 15 millions en frais policiers directement dû au type de manifs anarchistes, ceux qui ont aban-

donné leurs études, ceux qui doivent faire un gros gros rattrapage, ceux qui ont perdu le droit à certains prêts et bourse en sortant trop longtemps de l'école...
 le temps du retour au sérieux est revenu, un profs ça doit enseigner et un étudiant étudier..
 Denis Boyer - Inscrit, 27 août 2012 10 h 37
 De l'anarchisme? Marcher dans la rue pour revendiquer des droits c'est de l'anarchisme pour vous? Et pour vous la facture de 15 millions revient évidemment à ces jeunes protestataires?
 Vous avez vraiment fait ma journée avec la plus grosse joke que j'ai lu sur internet ces derniers temps!
 André Michaud - Inscrit, 27 août 2012 11 h 12
 @ Denis Boyer
 J'ai pas de problèmes avec ceux qui veulent manifester de façon RESPONSABLE.
 J'ai participé à des dizaines de manifs dans ma vie..mais on collaborait avec les policiers, on donnait notre itinéraire et on avait même notre propre service d'ordre. C'est ça une manif respectueuse de ses concitoyens. Le but est de s'exprimer, pas d'exaspérer ses concitoyens!
 C'est directement le type de manifs anarchistes (aller n'importe où n'importe comment en jouant au chat et à la souris contre les policiers à travers les rues de Montréal) qui ont engendré des frais colossaux de 15 millions.
 Si ces manifs n'avaient pas été des manifs anarchistes de broche à foin, il en auraient coûté moins de 2 millions..et non 15, et les citoyens de Montréal auraient été plus respectés.
 Djosef Bouteu - Inscrit, 27 août 2012 15 h 11
 Les étudiantEs membres d'associations qui ont voté la grève doivent respecter cette décision démocratique s'ils sont sérieux.
 Les revendications des étudiantEs sont des revendications sérieuses. Mais ne vous gênez pas

pour dire que la France, la Suède, la Norvège, la Finlande, ne sont «pas sérieux».

Quand aux manifs «responsables» à la Michaud, les droits des noirs, les droits des francophones, etc n'ont pas été acquis en ne dérangeant personne.

Par exemple, les mères franco-ontariennes faisaient même usage de leurs aiguilles à chapeau contre les inspecteurs venant s'assurer que les enfants étaient bien éduqués dans le monolinguisme anglais.

Agression armée, monsieur Michaud, agression armée. À se tenir tranquille sans jamais déranger personne, une société n'avance plus, elle sclérose, comme sous les années Charest-libérales.

Lila Micelius – Inscrit, 27 août 2012 10 h 19

Rentrée "encadrée"

Ce lundi matin, jour de rentrée, la présence policière est impressionnante devant l'Université de Montréal.

Nombreux, casqués, matraque au flan, ils attendent ...

Jacques Beaudry – Inscrit, 27 août 2012 10 h 41

C'est rien

Si la caq est porté au pouvoir, des perturbations on va en avoir dans plusieurs secteurs pas seulement les étudiants. De la police on va en avoir besoin pas à peu près. Ce sera le prix à payer pour mettre au pouvoir un chef monarchique tel que Legault.

LE DEVOIR : Point chaud - «C'est le début d'une jeunesse politique» : Le mouvement étudiant du printemps va marquer la mémoire collective du Québec, dit le politologue Jean-Herman Guay – Lundi 27 août 2012

Jean-Herman Guay en cinq dates

- 6 juin 1959** : Naissance à Montréal.
- 1987**: Obtention d'un doctorat combinant sciences politiques et psychologie.
- 1990**: Premier professeur de sciences politiques à l'Université de Sherbrooke.
- 1997**: Publication du livre Avant, pendant et après le boom sur les générations politiques au Québec.
- 2003**: Lors du Conseil national du PQ, il provoque la colère de Bernard Landry en prédisant le déclin de la cause de la souveraineté.
- 2006**: Création de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke dont il devient le premier directeur.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
 Manifestation étudiante en mai dernier. « La jeunesse, à nouveau, apparaît », dit Jean-Herman Guay.

Jessica Nadeau
 Elles ont beau avoir un écho plutôt marginal dans la campagne électorale, les revendications étudiantes du printemps érable ont joué un rôle prépondérant dans la politique québécoise, estime le politologue Jean-Herman Guay.

« Cette génération de jeunes ne pourra pas dire qu'elle n'a pas participé ou qu'elle n'a pas eu son mot à dire dans les débats publics, et ce, même s'ils sont peu présents dans la campagne électorale. »

Pour ce professeur de l'Université de Sherbrooke, la politique va bien au-delà du vote. Et ce, quelle que soit l'issue.

« C'est le début d'une jeunesse politique. Au-delà du vote du 4 septembre, il est peut-être plus important de regarder la portée générale de ces mois de lutte sur la jeunesse, l'opinion publique et le Québec. »

Selon lui, la lutte des mouvements étudiants du printemps dernier va marquer « la mémoire collective » du Québec et devenir « un événement référentiel » pour la jeunesse québécoise.

« Au-delà des gains ou des pertes, c'est, symboliquement, une appropriation de la place publique et du discours politique. Maintenant, comme cela va-t-il se traduire politiquement ? Il est encore trop tôt pour le dire. »

Pour Jean-Herman Guay, qui s'est intéressé à la politique dès le plus jeune âge grâce à des parents très militants, cette effervescence étudiante lui rappelle l'époque où il était lui-même étudiant en politique dans

les années 1970, une période où la jeunesse était très présente avec, notamment, la montée du Parti Québécois.

« Lorsque l'on écoutait les jeunes pendant le conflit étudiant, il y avait une volonté de changer les choses, une conviction qu'en prenant la place, en prenant la rue, en prenant la parole... Il y avait cela à mon époque. On n'avait pas vu cela depuis fort longtemps. La jeunesse, à nouveau, apparaît. »

Trêve démocratique

Pour ce spécialiste de la politique, il n'est nullement surprenant de voir que le mouvement n'a pas pris plus d'envergure pendant la campagne électorale, ce qui pouvait néanmoins apparaître comme un thème imposé pour plusieurs.

Il y a, dans un premier temps, le fait que les jeunes ont eux-mêmes relâché la pression. « Quant à moi, ils ont fait le bon choix dans la mesure où, s'il y avait eu des manifestations fortes et violentes, ça aurait pu outiller Jean Charest en ranimant le levier de départ de sa campagne, à savoir la loi et l'ordre. »

Jean-Herman Guay constate également une forme de saturation dans l'opinion publique, les arguments ayant tous été entendus et les partis s'étant solidement positionnés bien avant les élections.

Enfin, il évoque la « trêve démocratique » des étudiants, qui « ont accepté qu'ils avaient un rôle de citoyens à jouer qui les amènent à voter ».

Le politologue rappelle que les partis politiques sont « des machines à gagner des votes » et qu'ils s'intéressent principalement aux enjeux qui concernent leur clientèle cible. Or, les jeunes de 18 à 34 ans ne représentaient, aux dernières élections générales, que 39 % de l'électorat, comparativement aux 75 % de taux de participation des 65 à 74 ans. D'où l'importance des thèmes reliés à la santé.

Pour la suite des choses

Est-ce que la mobilisation du printemps dernier fera augmenter le taux de participation chez les jeunes ? Jean-Herman Guay l'espère, mais il en doute. Une chose dont il est certain, cependant, c'est que, quelle que soit l'issue des élections, le mouvement étudiant ne reprendra jamais la vigueur qu'il a connue au plus fort de la crise, car « ce serait ne pas reconnaître que le peuple s'est prononcé ».

Par ailleurs, la situation politique ne s'y prêtera tout simplement plus. « Au printemps, on était à la fin d'un mandat libéral, et l'augmentation mise de l'avant par le gouvernement n'avait pas fait l'objet d'un débat électoral en 2008. On pouvait donc douter de la légitimité des propositions gouvernementales. »

La continuation du mouvement étudiant passe par Québec solidaire, le parti qui avait le plus à gagner de ce débat. Pourtant, note le politologue, l'effectif du parti ne semble pas augmenter de façon significative. « C'est comme s'il y avait une difficulté de traduire un mouvement social dans son incarnation politique ».

Le politologue s'interroge également sur les conséquences d'une victoire de Léo Bureau-Blouin, qui se présente pour le PQ dans la circonscription de Laval-des-Rapides. « Si Léo Bureau-Blouin l'emporte, ce sera une autre continuation du mouvement. [...] Pour les jeunes, ça va représenter une victoire. Ça va être un beau pont entre une société civile et la représentation politique plus traditionnelle. »

Mais si Jean Charest revient au pouvoir, cela pourrait entraîner une forme de « dépression » politique chez les jeunes, qui ont réussi à mobiliser des centaines de milliers de personnes.

« Si cela devait se produire, à moins que les sondages ne se trompent radicalement, ça voudrait dire que les libéraux l'emporteraient avec 35 % du vote. Ça pourrait relancer les jeunes vers des changements plus fondamentaux en saisissant la portée du système institutionnel et ses effets parfois renversants. »

Vos réactions (9)

France Marcotte – Abonnée, 27 août 2012 08 h 14
 Ça se tient
 D'abord cette photo.

On pense immédiatement au petit livre rouge du parti communiste chinois avec Mao et sa casquette à gauche. Pas vrai?
 Ensuite, les mots «jeunesse politique» évoque «jeunesse communiste».
 Et qui ne sait pas que le politologue Guay est un penseur de la droite?

On n'est pas étonné de l'entendre dire: «Une chose dont il est certain, cependant, c'est que, quelle que soit l'issue des élections, le mouvement étudiant ne reprendra jamais la vigueur qu'il a connue au plus fort de la crise...»



Surtout avec l'aide des grands médias qui, comme au lendemain de la marche du 22 août, en minimiseront toutes les manifestations.

Dominic Lamontagne – Inscrit, 27 août 2012 12 h 51
Les médias ont alimentés ce mouvement de révolte... vous avez la mémoire courte....

Camil Bouchard – Abonné, 27 août 2012 09 h 14
Et Option nationale, elle?

JHGGuay observe que la crise étudiante ne s'est pas traduite par une participation accrue de la jeunesse à la politique partisane en constatant la stagnation du vote chez Québec solidaire. Il oublie, je pense, l'adhésion assez spectaculaire (5000 membres en quelques mois) des jeunes à Option nationale sans laquelle ces jeunes se seraient retrouvés orphelins politiques. Ce nouveau parti, malgré une marginalisation gênante des grands médias à son égard, pourrait bien s'avérer une porte d'entrée privilégiée des jeunes en politique partisane. Ils y retrouvent des valeurs qui leur sont chères comme l'authenticité, l'honnêteté intellectuelle, la ferveur, la clarté et la concision de pensée et la possibilité réelle de changer le monde.

André Michaud – Inscrit, 27 août 2012 09 h 40
Aller voter
C'est par le vote des jeunes que nous verrons le sérieux de cette volonté de changement...la rue ce n'était que du romantisme révolutionnaire ou tout chacun y allait de sa revendication...

Kevin Ouellet – Inscrit, 27 août 2012 11 h 55
La rue, synonyme de romantisme révolutionnaire? J'y vois plutôt un signe encourageant de vitalité. Les marches mensuelles, par leur ampleur, leur esprit de festivité et d'indignation, ponctuent les vies de milliers de Québécois en éveillant la conscience collective. Oui, on s'attend à ce que les bureaux de scrutin débordent cette année. Oui, les jeunes (et les moins jeunes!) iront voter. Mais la vague ne s'arrêtera pas le 4 septembre, n'en déplaise à l'idée que vous semblez vous faire de la démocratie.

La jeunesse, entraînant avec elle une bonne partie de la population restée longtemps silencieuse, grimpe enfin en masse sur les tribunes, elle prend parole et milite en faveur des idées et des convictions qu'elle ose défendre; les partis «alternatifs», tels que Québec Solidaire et Option nationale, voient leurs idées répandues à travers les réseaux sociaux et intelligemment discutées; les débats populaires foisonnent; la jeunesse s'exprime et s'implique quotidiennement, elle s'impose dans la sphère politique qu'elle veut voir évoluer vers le meilleur, et ça, ça vaut infiniment plus que de cocher un nom tous les 4 ans.

Dominic Lamontagne – Inscrit, 27 août 2012 12 h 49
oui les jeunes doivent voter.. surtout a 70% contre la grève...

Philippe Chrétien – Abonné, 27 août 2012 16 h 17
Pour aider tout le monde ... lequel des partis en liste semble les avoir le mieux entendu? Aucun. Comme si rien ne s'était passé. C'est par manque de choix qu'encore une fois les jeunes n'iront pas voter ... et ils auront raison.

Gilbert Talbot – Abonné, 27 août 2012 10 h 18
La jeunesse étudiante a déjà gagné.
En provoquant la tenue d'élections estivales, la jeunesse étudiante a gagné une étape importante dans leur lutte contre la hausse des frais de scolarité. Il reste à confirmer cette victoire par la défaite du gouvernement Charest, ce qui devrait être consommé la semaine prochaine.

Par contre, je ne sais pas encore à quoi servira Léo Bureau-blouin, entre les mains de madame Marois. Pour moi, il a été instrumentalisé par le PQ.

Je préfère l'attitude d'une Martine Desjardins qui a gardé ses distances par rapport à l'appui à quelquel parti que ce soit. Et GND, qui a été le plus brillant et le plus combatif de ces trois jeunes chefs étudiants, il s'est placé en retraite, temporaire je l'espère, pour mieux rebondir dans la formation de la future République québécoise.

Dominic Lamontagne – Inscrit, 27 août 2012 12 h 47
Entièrement d'accord avec vous

LA PRESSE : La FEUQ appelle au respect des mandats des assemblées générales - Publié le dimanche 26 août 2012 à 18h56 | Mis à jour le dimanche 26 août 2012 à 20h30



Photo: Ivanoh Demers, La Presse
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a indiqué que plusieurs plans de match sont prévus selon le parti qui sera porté au pouvoir le 4 septembre.

La Presse Canadienne, Rimouski
À la veille d'une rentrée universitaire pour les membres de plusieurs associations étudiantes, la présidente de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, reconnaît qu'une atmosphère d'incertitude plane sur le retour en classe.

Bien que la majorité devrait bien se passer, ce sera assurément une rentrée avec plus d'effervescence qu'à l'habitude, lance Mme Desjardins, qui surveillera avec attention, lundi, les rentrées scolaires.

S'il devait y avoir des débordements, la FEUQ sera présente et n'hésitera pas à intervenir, assure sa présidente.

Elle rappelle toutefois que la rentrée à l'Université de Sherbrooke s'est déroulée sans trop de problème, mais avec une «certaine amertume et un peu d'appréhension» chez les étudiants.

La FEUQ a demandé à ses membres de respecter les mandats d'assemblées générales qui ont été votés. Mme Desjardins a indiqué que la FEUQ allait vérifier les applications de la Loi 12 (projet de loi 78) empêchant la tenue de piquets de grève à moins de 50 mètres des portes des institutions scolaires.

«Tout devrait rentrer dans l'ordre tranquillement, mais c'est certain qu'un retour en classe après six mois d'absence, ça demande une certaine adaptation», souligne Mme Desjardins.

L'association étudiante continuera cette semaine à explorer les avenues possibles pour

éliminer les irrégularités observées avec l'aide financière aux études.

«Nous pensions que plusieurs éléments allaient être résolus pour le retour en classe, mais force est de constater que même les fonctionnaires ne savent plus où donner de la tête, affirme-t-elle. Visiblement, le parti libéral ne semble pas vouloir régler la situation avant les élections».

Les étudiants ont aussi fait part d'inquiétudes à propos des calendriers scolaires, maintes et maintes fois remaniés par les administrations des établissements, de même qu'avec les plages horaires surchargées. Martine Desjardins affirme que son association sera présente pour exiger un cadre scolaire propice à la réussite.

Quant au rôle de la FEUQ au lendemain du scrutin du 4 septembre, Mme Desjardins assure que son association a plusieurs plans de match selon le parti qui sera porté au pouvoir. Des stratégies ont aussi élaborées dans l'éventualité d'un gouvernement minoritaire.

«Le 4 septembre au soir, nous allons tenir une consultation auprès de nos membres sur les différentes propositions pour être fin prêts à réagir au cours de la semaine», ajoute la leader étudiante.

LA PRESSE : La CLASSE se réunit - Publié le samedi 25 août 2012 à 12h35



Photo: André Pichette, La Presse
Seuls la Faculté des sciences humaines, la Faculté des arts et le département de sciences politiques de l'UQAM ont voté en faveur de la poursuite du mouvement, en plus d'une poignée de

petites associations de l'Université de Montréal.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse
Les représentants des associations étudiantes de la CLASSE sont réunis toute la journée, à Montréal, pour décider de la suite à donner au mouvement de débrayage étudiant.

À la veille de la rentrée universitaire, la plus militante des associations est prise entre deux chaises: elle appelle à la poursuite de la grève étudiante, mais la grande majorité de ses membres ont voté pour un retour en classe les uns après les autres dans les deux dernières semaines.

Seuls la Faculté des sciences humaines, la Faculté des arts et le département de sciences politiques de l'UQAM ont voté en faveur de la poursuite du mouvement, en plus d'une poignée de

petites associations de l'Université de Montréal. Il ne reste aucun cégep en grève dans la province.

Rencontre après les élections
Les délégués devront se prononcer sur une dizaine de propositions au cours de la journée. La réunion se tient à l'Université McGill.

Le leadership de la CLASSE, son conseil exécutif, propose d'exiger «une rencontre avec le gouvernement le plus tôt possible après le 4 septembre», peu importe la formation politique qui prend le pouvoir à Québec.

À cette occasion, l'association devrait revendiquer «le maintien des bonifications promises à l'aide financière aux études en plus de l'annulation de la hausse des frais de scolarité», selon le conseil exécutif.

Une association, celle du cégep Maisonneuve, veut aussi enlever le droit de vote aux associations étudiantes qui ne sont plus en grève.

LA PRESSE : Une rentrée universitaire sous le signe de l'incertitude - Publié le samedi 25 août 2012 à 11h35



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Des milliers de personnes se sont rassemblées le 22 août dernier pour manifester contre la hausse des droits de scolarité, la loi 78 ou la privatisation des services.

Pascale Breton, La Presse

Pendant que des poches de résistance s'organisent en vue de la rentrée universitaire de lundi afin de terminer le trimestre d'hiver, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) ne cache pas son inquiétude.

«Nous avons des préoccupations, c'est certain», affirme le directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian, qui se dit tout de même optimiste.

Environ 20% des étudiants inscrits au trimestre de l'hiver 2012 sont visés par les cours de rattrapage. En assemblée dans les derniers jours, la majorité des associations ont choisi de mettre fin à la grève ou de la suspendre jusqu'aux élections.

À l'Université de Montréal, une dizaine d'associations représentant 2500 étudiants ont toutefois choisi de poursuivre la grève. Même situation pour les étudiants en sciences humaines, en arts et en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Les professeurs de l'UQAM pourraient également débrayer illégalement s'ils jugent que les conditions optimales d'enseignement ne sont pas réunies.

«Nous avons tout fait et nous continuons de travailler de façon à favoriser une rentrée la plus harmonieuse possible dans les circonstances actuelles», a assuré M. Zizian. Il a rappelé que les directions des cégeps et des universités ont rencontré le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au début du mois pour organiser la reprise des cours.

Malgré tout, des piquets de grève pourraient être érigés devant certaines facultés lundi, ce qui contrevient à la loi spéciale (loi 12). Chaque association locale a la responsabilité de décider de ses moyens d'action, explique Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«S'ils décident de tenir des piquets de grève pour faire respecter le mandat, on va encourager les gens à être solidaires et aller les aider», indique Mme Reynolds.

LE DEVOIR : 1ère page : Vers une mobilisation plus politisée : «Il faut que la rue se sente représentée» - Samedi 25 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

«Le mouvement est en train de prendre une autre tournure pour éviter l'élection du Parti libéral ou celle de François Legault», dit le sociologue Jacques Hamel.

Isabelle Porter, Lisa-Marie Gervais

Les étudiants retournent en classe et les rues retrouvent leur quiétude. En cette période électorale, le mouvement des carrés rouges semble avoir pris un nouveau chemin : la voie politique.

À voir l'enthousiasme des manifestants, le 22 août dernier, on se serait cru les deux pieds dans le « printemps érable ». Fidèles comme aux premiers jours de mars, les étudiants et leurs sympathisants ont marché ce jour-là avec une ardeur renouvelée en cette période électorale. Pourtant, les concerts de casseroles sont devenus rarissimes. Les manifestations nocturnes ne comptent plus qu'une poignée de marcheurs. Et la grande majorité des étudiants en grève a choisi de rentrer en classe. Mort le mouvement ?

« Un mouvement, ce n'est pas la grève. Ce n'est pas la manifestation. Ce sont des hommes et des femmes, des citoyens et des citoyennes qui se mobilisent, s'expriment, s'opposent à une décision qui a été prise, peu importe la forme d'expression qu'ils choisissent. Que ce soit voter la grève en assemblée générale, venir à une manif du 22, écrire une lettre ouverte dans le journal ou simplement en parler dans la famille et porter le carré rouge. C'est ça, un mouvement », s'est défendue avec vigueur Éliane Labege, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). « Des étudiants qui sont contre la hausse, il y en a encore plein. Ils ont simplement décidé d'utiliser un autre moyen qui est la trêve pour ensuite aller voter le 4 septembre. On respecte ça. »

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), reconnaît que la mobilisation est moins « éclatante ». « La mobilisation s'est transformée. Elle est peut-être plus souterraine, moins éclatante

tant que les manifestations de nuit, mais on fait du porte-à-porte tous les soirs dans différents quartiers. Ça ne fait peut-être pas de bons clips médiatiques, mais ça permet de faire passer notre message quand même », a dit Mme Desjardins, en précisant que sa fédération, comme celle des cégepiens, s'est montrée très active en entamant une tournée des régions, de l'Abitibi jusqu'au Bas-Saint-Laurent.

Même que c'est une stratégie, avance-t-elle. « C'était important de faire un changement de mobilisation dans le contexte électoral et de s'ajuster à la réalité », souligne Mme Desjardins. Car, selon elle, toute perturbation ou manifestation de la rue détourne la campagne des vrais enjeux et sert le gouvernement libéral. Et le fait que la « rue » se soit calmée enlève un levier à Jean Charest, a dit Mme Desjardins reprenant, ironique, l'expression du chef du Parti libéral.

Vers la politisation du mouvement

Pour le sociologue Jacques Hamel, professeur à l'Université de Montréal et spécialiste de la jeunesse, le mouvement s'est incontestablement politisé. « Je vois des jeunes qui parlent de vote utile et de stratégie pour, par exemple, ne pas diviser le vote et nuire à l'élection de Pauline Marois », observe-t-il. « Le mouvement est en train de prendre une autre tournure pour éviter l'élection du Parti libéral ou celle de François Legault, et ça, c'est en train de s'organiser dans les médias sociaux. Les étudiants échappent à bien des égards à la loi 78. Il n'est plus question de bloquer l'accès, mais de se concentrer sur un vote. Ça aura peut-être une plus grande portée », a-t-il expliqué.

Il se serait opéré un changement chez ces jeunes qui ont participé activement à la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité et même ceux qui se sont contentés d'en être les spectateurs. « Les étudiants ne parlent des débats, ils les ont suivis, ils les commentent et semblent bien connaître les programmes des partis politiques. J'ai l'impression que pour la première fois, on voit un intérêt plus grand envers la politique. Peut-être parce qu'ils comprennent que c'est dans leur intérêt et s'aperçoivent que c'est possible qu'un gouvernement agisse contre eux. »

Voilà qui balaiera le constat, presque un cliché éculé, de l'indifférence des jeunes à l'égard de la politique. « On a l'impression que les jeunes étaient plus militants dans les années soixante. Mais à travers les années, il y a toujours à peu près 10 % de jeunes qui militent dans des partis, par exemple au sein des commissions jeunesse », a rappelé le sociologue.

Si la mobilisation a déserté la place publique, c'est qu'elle a investi les petits partis, croit pour sa part Valérie Guilloteau, candidate de Québec solidaire (QS) dans Lévis. « J'en ai plusieurs à mon local électoral et qui font du porte-à-porte », dit cette enseignante de philosophie au cégep Limoilou, membre du collectif Profs contre la hausse.

Aujourd'hui, plusieurs de ses étudiants donnent du temps à sa campagne. « Il y en a plein qui m'aident. Souvent, c'est des jeunes qui s'impliquent pour la première fois dans un parti. » Au-delà de QS, elle a remarqué l'engouement pour les nouveaux partis politiques. « Les gens ont besoin de renouveau, de changement. Je pense que la percée des petits partis

politiques est aussi une conséquence du mouvement qu'on a eu au printemps. »

Et après le 4 septembre ?

Au lendemain des élections, au lieu de reprendre la rue, la mobilisation sera peut-être ailleurs, pense Mme Guilloteau. Elle dresse un parallèle avec le Sommet des Amériques, un « grand moment mobilisateur » pour sa génération. Après le Sommet, les recrues ne manquaient pas dans bien des organismes. « On les a retrouvés dans des groupes communautaires, environnementaux, des émissions de radio communautaire, de groupes en alphabétisation... »

Pour la comédienne Catherine Dorion, comédienne et jeune candidate pour Option nationale dans le comté de Taschereau, la force du mouvement étudiant après le 4 septembre risque d'être inversement proportionnelle à la place qu'auront les petits partis et idées nouvelles au Parlement.

Vos réactions

Gabriel Lamarre – Abonné, 25 août 2012 03 h 01
Politique =/= partisanerie

Il est désolant de voir que vous confondez politique et partisanerie. Le mouvement a toujours été politique et ce n'est qu'avec les élections qu'il a pris une tendance partisane.

Francois Parent – Inscrit, 25 août 2012 07 h 55
Et qui va payer la dette des babyboomers?

Jean Charest dit ne pas vouloir faire payer l'éducation par les citoyens. Mais qu'elles sont ses plans pour faire payer la dette du Québec de 2 milliards de dollars générés par les babyboomers? A-t-il vraiment l'intention de faire payer les babyboomers de leur rythme de vie effréné?

Ce sont par exemple les jeunes nées dans la classe 1970 et la suivante qui vont payer pour babyboomers qui ont vécu au-dessus de leur moyen. Ce n'est pas un très beau portrait économique le Québec, et nous devrons y faire face un jour. Remettre à plus tard ne fera qu'aggraver la situation économique et faire payer les non bénéficiaires. Pas fini d'en voir des révoltes.

Alain J. Godbout – Inscrit, 25 août 2012 15 h 04
En endettant les jeunes vous reproduisez le même modèle que vous reprochez aux Boomers. Quand allez vous assumer vos responsabilités face à votre propre endettement? C'est ça la vraie question.

Ce que vous cherchez c'est que les autres assument le coût de ce que vous voulez. Vous ne voulez pas être responsable de la dette, mais continuer à rouler sur l'autoroute. Lachez-nous avec votre haine des boomers!

Yves Drapeau – Inscrit, 25 août 2012 08 h 34
Vote stratégique...

La stratégie est bien simple. Avez-vous remarqué les éloges à l'endroit de Françoise David pour sa performance dans le débat des chefs. Je parle des éloges fait par le chef et certains candidats

« Imaginez le scénario très hypothétique où ce serait Québec solidaire majoritaire. Il y aurait sûrement moins d'intérêt à marcher dans les rues. »

Deux scénarios sont possibles après le jour J. « Soit la rue intègre la politique et la change de l'intérieur. Soit elle constate qu'il n'y a rien à faire et elle compose une autre politique à l'extérieur des instances. [...] Mais il faut que la rue se sente représentée. »

Devant la force qu'a connue le mouvement à son paroxysme au printemps, le sociologue Jacques Hamel a l'intuition que la lutte n'est pas terminée. « Comptez sur eux pour rappeler aux politiciens leurs promesses, ils vont être vigilants », lance-t-il. Mais la bonne nouvelle demeure, selon lui, le bond spectaculaire que fera sans aucun doute leur taux de participation.

des caquistes et des libéraux. Il est clair que le parti qui ramasse une grande proportion du vote francophone sera porté au pouvoir. Cette stratégie "flatter dans le sens du poil" appliquée à l'endroit de Françoise David par Legault et Charest a pour but d'enlever des votes au PQ parce que ce dernier constitue la seule menace de prendre le pouvoir. Il faut donc, selon moi, voter pour et stratégiquement pour le PQ. Le risque est grand voulons-nous élire Charest encore pour 5 ans, Legault qui va tout saboter et transformer le Québec en immense PME à la solde de la haute finance? Mon cœur irait à QS mais la raison va au PQ. Pour le PQ dans plusieurs positions qu'il s'est placé, il n'a pas le choix de livrer la marchandise et de se rapprocher du peuple de la classe moyenne sinon cela sera le chant du signe et les nouveaux partis de gauche prendront la relève. PQ, dernière chance...

Jean Jacques Roy – Inscrit, 25 août 2012 13 h 18

Concernant le vote stratégique et la mobilisation de la jeunesse étudiante. Sans doutes qu'une bonne partie de la jeunesse, moins politisée et anti-Charest votera PQ ou CAQ. Par contre, l'autre proportion plus radicale et qui pense à long terme riont vers les partis qui offrent des perspectives d'avenir. Dans la conjoncture actuelle, seul QS offre cette possibilité à la jeunesse qui souhaite aller au-delà des élections, le court terme. Le fameux vote stratégique et utile n'a jamais rien résolu depuis la défaite des référendums. Le PQ s'est malheureusement enlisé dans le néolibéralisme populiste.

Solange Bolduc – Abonné, 25 août 2012 11 h 19
Ne perdons pas de vue la jeunesse ! De belles surprises nous attendent!

La jeunesse québécoise a l'intelligence de ses idées et de ses actions. Il faut absolument lui faire confiance, être à l'écoute de ses demandes

! Elle a des choses à nous apprendre, à démontrer!

Qu'elle vote selon ses aspirations !

Jean Jacques Roy – Inscrit, 25 août 2012 13 h 29

Je partage totalement votre point de vue. J'ai 73 ans et j'ai beaucoup de respect pour ceux de ma génération qui, dans les années 60, au cœur de leur jeunesse, ont eu le courage de cesser de s'agenouiller devant le clergé et l'obscurantisme politique de l'époque pour produire ce que fut la première phase de la révolution tranquille. Je vois avec bonheur, 50 ans plus tard, qu'une nouvelle de génération reprend le combat là où nous l'avons laissé. Oui, il y a de l'espoir dans l'air depuis le printemps érablé!

Daniel Gagnon – Inscrit, 26 août 2012 14 h 38

L'intrépidité sincère et authentique des étudiant(e)s est, par son élan et son enthousiasme, la grande force irrésistible du moment. Il faut se souvenir que la bataille, engagée depuis quarante ans pour garder un accès universel à l'éducation, n'a jamais été tout à fait gagnée. Il faut rester vigilant et nos valeureux étudiant(e)s québécois sont là pour nous le rappeler. Bravo aux étudiant(e)s!

Daniel Bérubé – Abonné, 25 août 2012 12 h 17

Très intéressant...

de voir les jeunes s'intéresser de plus près à la politique, c'est là et avec eux que le changement est possible, car aujourd'hui, curieusement, ce sont les jeunes qui voient "à long terme", contrairement à ce que l'on voyait d'habitude...

Es-ce que la sagesse est quelque chose qui contrairement à auparavant, sera dans la jeunesse et se perdra avec le temps ?

André Michaud – Inscrit, 25 août 2012 15 h 49

Vague Québec Solidaire?

Est-ce que les étudiants sortiront voter et éliront le parti qui leur promet tout gartuitement?

LE DEVOIR : Les étudiants touchés par la grève voient leur aide financière amputée – Samedi 25 août 2012

Lisa-Marie Gervais

Les étudiants qui se sont inquiétés du retard de leurs prestations d'aide financière ne sont pas au bout de leurs peines. Car celle-ci pourrait être sérieusement amputée en raison de la grève, a constaté Le Devoir.

Des étudiants verront en effet leur aide financière retranchée de montants allant jusqu'à 3000 \$, dans certains cas. C'est la mauvaise nouvelle que plusieurs d'entre eux apprennent ces jours-ci.

En allant vérifier son dossier d'étudiant sur le site Internet de l'aide financière aux études, Julien, un étudiant de l'Université Laval qui préfère taire son nom de famille, a été surpris d'apprendre qu'on allait le priver d'une somme de 3072 \$, appelée « supplément ». On l'a informé que cette somme, qui est un coup de pouce additionnel souvent octroyé pendant la période creuse de l'été, ne lui sera pas versée, en vertu du règlement 44 de la Loi sur l'aide financière aux études.

En clair, ce règlement stipule que le « supplément » est accordé à l'étudiant qui n'interrompt pas ses études pendant plus de quatre mois durant une même année. Or, pour le ministère de l'Éducation, la session s'est terminée le 30 avril, malgré la grève, et celle d'automne recommence le 1er octobre, ce qui constitue une interruption de cinq mois.

Dans le cas de Julien, c'est une amputation de 777 \$, un montant qu'il aurait dû recevoir début septembre. Il a également été privé d'un montant de près de 2300 \$ qu'il devait recevoir parce qu'il a suivi des cours d'été.

« Je rage depuis que j'ai appris la nouvelle », a dit Julien, dont la situation précaire lui fait bénéficier du maximum des prêts et bourses. « Je vais

finir encore plus endetté. » Il songe à déposer une plainte à l'ombudsman dans les prochains jours.

Plusieurs seraient dans cette situation, mais le ministère de l'Éducation (MELS) n'a cependant pas été en mesure de confirmer combien d'étudiants sont visés par cette décision en vertu du règlement 44. Même qu'on avait du mal à comprendre la requête du Devoir. « On ne peut pas répondre à savoir pourquoi l'aide financière dans ce cas-là ou dans des cas similaires ne se rend pas. On a de la difficulté à comprendre », a dit la porte-parole du MELS, Esther Chouinard.

Vérification faite au bureau de l'aide financière de l'Université Laval : grève ou pas, la loi a été appliquée à la lettre, tel que décidé par le MELS. Les étudiants perdent leur supplément si l'interruption des études a excédé quatre mois. Plusieurs étudiants ont appelé pour signifier leur mécontentement, confirme-t-on.

« Improvisation »

Pour la présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Martine Desjardins, c'est « de l'improvisation pure et dure ». « On a lancé des bonifications pour faire croire aux gens que ça allait être mieux, alors qu'on leur fait plutôt payer doublement le coût de la grève. Car non seulement les étudiants vont devoir rattraper [leurs cours] dans des conditions difficiles, mais on ne leur donne pas leur aide à temps et on n'a pas adapté le système en fonction de la grève pour qu'ils aient droit à des allocations supplémentaires », a-t-elle lancé. Selon elle, les étudiants continueront d'avoir de mauvaises surprises. « Ceux qui vont avoir travail-



lé pendant la grève vont se voir couper leurs bourses, parce qu'ils auront eu trop de revenus et parce qu'ils auront interrompu leurs études pendant plus de quatre mois », a-t-elle expliqué.

Mme Desjardins déplore le flou entourant l'aide financière. « La façon de calculer les prêts et bourses a été changée et les fonctionnaires sont incapables de nous dire comment ça va s'opérationnaliser. Le nombre d'étudiants qui vont en bénéficier est inconnu », a-t-elle soutenu.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Selon la loi, les étudiants perdent leur supplément si l'interruption des études a excédé quatre mois.

Vos réactions

André Michaud – Inscrit, 24 août 2012 23 h 52
Encore une autre

Après les 15 millions en frais policiers, le report de cours retardant leur fin d'étude, voir l'abandon de certains, une autre conséquence négative du boycott..

Francis Paradis – Inscrit, 25 août 2012 17 h 35
André, vous avez une fixation malades contre les étudiants. Vous êtes encore pire que Legault avec les syndicats.

Céline Philippe – Abonnée, 25 août 2012 08 h 35
Merci au Devoir de parler de cette question! En fait, j'aimerais apporter une petite précision : non seulement le montant global des prestations sera-t-il affecté pour les étudiant(e)s touché(e)s par la grève durant l'année, mais AUCUN versement d'aide financière ne sera accordé pour le mois de septembre. Ce qui signifie donc que nous sommes des milliers à avoir appris au cours des dernières semaines qu'il nous faudrait tenter de trouver un autre moyen de survivre jusqu'au 1er octobre. Très rare sont les étudiant(e)s qui peuvent prévoir un petit « bas de laine » en cas d'intempéries du genre, ce qui signifie donc que nous sommes nombreux à être pris au dépourvu et, étant privés d'une source principale de « revenus », nous devons avoir recours à des prêts, à l'aide des banques alimentaires, ou encore à des heures de travail démultipliées (ce qui se concilie mal avec une session intensive de rattrapage des cours pour ceux et celles qui ont choisi le retour en classe, vous en conviendrez)... À l'Université du Québec à Montréal, un Fonds de solidarité Inter-UQAM sera mis sur pied prochainement par l'entremise des associations étudiantes.

Merci à Charest et à la Loi 12!...

Louis-Simon Racine – Inscrit, 27 août 2012 17 h 20

Il est dommage d'utiliser la cotation des étudiants aux associations pour compenser leur mauvaise gestion financière. Les versements de la session d'hiver ont bel et bien été distribué, donc il fallait garder cette argent pour le retour en classe et non le dépensé durant ce boycott. Et puis, je vois mal comment un étudiant n'est pas parvenu à accumuler des fonds pour ses études durant ce 5 mois de répis. Bref, il n'y a aucun doute que la loi 44 est appliqué de la bonne façon, l'aide financière na pas à distribuer plus d'argent à cause d'absence en classe.

Kate Malone – Inscrit, 27 août 2012 17 h 53

@Louis-Simon En effet, techniquement nous avons reçu notre aide pour la session d'hiver, mais la facture pour la session d'automne est là pareil, et on nous demande de la payer avant la fin septembre! Puis le "5 mois de répis", scuse le grand, mais aucun étudiant en grève ne savait combien de temps allait durer la grève, ni quand la reprise des cours allait arriver, sans compter

que trouver une job à temps plein en février/mars, c'est pas si facile. Puis si c'était appliqué vraiment à la lettre comme ils disent, on devrait recevoir la même allocation que s'il n'y avait pas de grève, c'est à dire le prêt/bourse étudiant en septembre. C'est juste une autre façon qu'a le gouvernement de nous mépriser, car les universités réclament leur dû à temps, eux!

Robert Bernier – Abonné, 25 août 2012 09 h 34
Un peu de compassion, svp

Bien sûr, je comprends la rage de Martine Desjardins. Elle, comme les autres leaders étudiants, avait promis aux étudiants(es) une grève rapide et sans conséquences ("Ce gouvernement a toujours reculé", répétait-on afin de mousser les votes pour la grève). Et là, devant la réalité qui frappe de plein fouet, on préférerait encore renier sa responsabilité et tout mettre sur le compte du méchant loup.

Malgré tout, quitte à, encore une fois, livrer le message qu'on peut tout exiger sans jamais faire face aux conséquences de ses choix, malgré cela, dis-je, je crois qu'un peu de compassion de la part du MELS serait bienvenue. L'heure ne devrait pas être à la "punition".

Robert Bernier, mirabel

Marc Ste-Marie – Inscrit, 25 août 2012 09 h 42
La cigale et la fourmi!

"Des étudiants se trouvaient fort dépourvus quand l'automne fut revenu!"...

Toute grève ou tout débrayage comporte des inconvénients majeurs et incontournables, il me semble!! En plus de générer des mauvaises surprises, comme dans ce cas-ci??...

Le simple fait que les leaders étudiants et leurs commettants n'aient pu prévoir cette éventualité (mais est-ce bien le cas??) fait preuve d'une méconnaissance crasse de la loi régissant l'aide financière apportée aux étudiants et met du même coup en évidence l'irresponsabilité qui anime l'esprit de ces leaders!!

De deux choses l'une: ou ces leaders étudiants ne sont que de piètres improvisateurs ou ils demeurent, dans les faits, que de vils et méprisables imposteurs qui, depuis le début, ont entraîné beaucoup trop d'étudiants dans toute cette folle aventure!!...

La question qui se pose dans les circonstances: est-ce que Mme Desjardins est prête à faire appel au fonds de solidarité généré par les cotisations des étudiants versées à leur association afin de combler ce manque à gagner?! Comme le fait tout « bon syndicat » qui se respecte!...

Il y a des comptes, toujours en souffrance, mais qui devront bientôt être rendus!!...

André Michaud – Inscrit, 25 août 2012 10 h 23

Aide à ceux qui étudient

Évidemment on ne peut à la fois décider de boycotter et d'avoir une aide financière comme si

on étudiait..quand on est rendu à l'université on devrait comprendre cette évidence.

France Martin – Inscrite, 25 août 2012 11 h 23

Qui dit qu'il était pour la grève? Et surtout, pourquoi changer les règles de calculs? Pourquoi vouloir empêcher les jeunes de se former?

Antoine Roussel – Inscrit, 25 août 2012 11 h 30

Tu ne comprends vraisemblablement pas la problématique André. Le règlement 44 est utilisé pour discriminer les étudiants qui étaient en grève. L'aide financière fait preuve de très mauvaise foi en jouant sur les mots d'un règlement dont l'esprit n'était pas, à la base, de pénaliser ceux qui décident d'étudier durant l'été. La réalité, c'est que les étudiants retournent bel et bien à l'école en septembre, à temps double qui plus est, car certaines sessions se chevauchent.

Ne soyez pas simpliste.

Michaël Lessard – Abonné, 27 août 2012 18 h 31
Parlons-en, monsieur Michaud, de responsabilité et d'adultes à l'université ou de jeunes adultes aux cégeps.

Cas A - Un adulte s'inscrit à un cours, mais n'y participe pas vraiment. Qu'il y soit ou non, qu'il passe le cours ou non, il est inscrit et recevra son prêt étudiant.

Cas B - Des gens de toutes sortes perdent ledit supplément parce qu'il y a cinq mois entre le 30 avril et le 1er octobre, même si en réalité ils/elles vont participer intensivement à des cours en septembre.

Sans commentaire.

henri -s garneau – Inscrit, 25 août 2012 11 h 59
ayoye!

(pour le ministère de l'Éducation, la session s'est terminée le 30 avril)

La session d'hiver s'est TOUJOURS finie le 30 avril, c'est le calendrier scolaire normal. L'aide financière aux étudiants a été déposée dans leur compte par leur banque respective jusqu'au 30 avril 2012. et ce même s'il était en grève, trop lourd logistiquement et ça aurait coûté des millions aux contribuables d'arrêter l'AF. Comme ils ont eu leur aide dans leur compte de banque en avril mais n'ont pas été à l'école c'est normal qu'ils se servent de ce montant en septembre ce mois remplace avril, les contribuables n'ont pas à payer 2 fois et les banques en ont marre de tous ces changements informatiques. Quand a Julien s'il n'y a pas droit selon le règlement il n'y a pas droit, POINT! c'est vrai que pour eux un règlement ou une loi ...booooff!! quand ça touche leur portefeuille, les révolutionnaires ne croient plus à leur cause d'une grande noblesse? Pas fort comme révolution!! Nul n'est tenu d'ignorer la loi et les règlements sociaux POINT, c'est son problème, au fait il n'a pas pensé à ÉCONOMISER???

Francis Paradis – Inscrit, 25 août 2012 17 h 34

Vous n'avez pas lu l'article ou vous êtes de mauvaise foi?

L'essence du texte dit qu'un étudiant qui reprend les cours en septembre pour une session intensive sera amputé de ses prêts et bourses pour la session d'automne qui commencera le 1er octobre puisqu'il y a une distance de plus de 4 mois entre le 30 avril et le 1er octobre. Pourtant, les étudiants vont tout de même à l'université durant le mois de septembre.

On pénalise donc uniquement les étudiants qui étaient en grève pour une raison qui est tout à fait illégitime (puisque, évidemment, ils auront eu des cours durant le mois de septembre et donc n'ont jamais «arrêté» l'école). On pénalise aussi d'ailleurs les étudiants qui ne désiraient pas être en grève.

Et je vous souhaite bonne chance pour économiser quand votre revenu annuel est de 11 000\$ et que l'université vous en coûte 4500\$ par an.

Paul-W Parent – Inscrit, 25 août 2012 16 h 09

Quelques-uns viennent d'apprendre la responsabilisation et l'application des lois. On peut éviter une loi (comme la 78) mais les autres sont encore là. Quelques-uns viennent aussi de comprendre qu'un chef "étudiant" c'est moins bon qu'un chef syndical qui lui a appris à faire descendre le chat du poteau. L'école, le Cégep, l'Université ainsi que la RUE et les BOYCOTS ce sont des lieux d'apprentissage mais il est toujours mieux d'avoir appris AVANT la RUE et les BOYCOTS pour ne pas avoir de surprises.

Antoine Roussel – Inscrit, 25 août 2012 22 h 01
Votre discours n'a aucun sens. Vous n'avez vraisemblablement pas lu l'article. L'esprit du règlement 44 de l'AFE n'était pas de punir les étudiants les plus démunis. Or, c'est exactement son effet maintenant.

Avec la polarisation du débat, tout le monde se permet de sortir ses vieux préjugés sur les étudiants. Je vous invite à plus de maturité.

Céline Delorme – Abonné, 26 août 2012 10 h 51
Responsabilité

Mon père était mineur d'amiante, il avait complété une 5e année du primaire. Il savait très bien que s'il votait pour la grève, il n'aurait plus de salaire pour toute sa durée, seulement les maigres allocations par le syndicat. Les leaders étudiants qui encourageaient la grève sont beaucoup plus instruits que mon père: Ont-ils informé leurs membres adéquatement?

Sinon, quelle est leur responsabilité légale pour fausse information?

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation | Grève : Un dur retour en classe - Une rentrée scolaire plutôt tendue pour les « carrés rouges », selon la porte-parole Jeanne Reynolds - Publié le: vendredi 24 août 2012, 19H52 | Mise à jour: vendredi 24 août 2012, 20H44

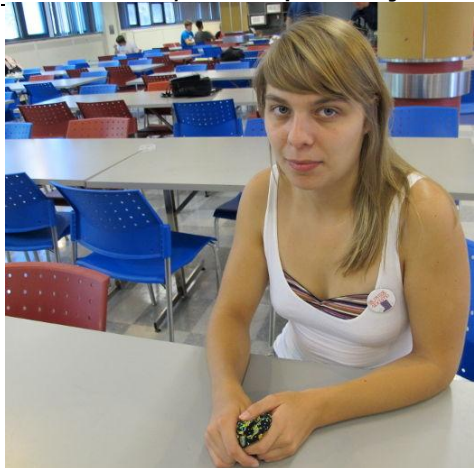


Photo le journal de Montréal Sarah-Maude Lefebvre

À l'instar de milliers d'autres étudiants, Jeanne Reynolds a repris ses cours, la semaine dernière, au Cégep de Valleyfield, après plusieurs mois de grève. La porte-parole croit que le défi est maintenant de trouver un moyen de « raccrocher » les étudiants moins militants, à la lutte contre la hausse des droits de scolarité.

Sont-ils de retour en classe ?

JEANNE REYNOLDS (CLASSE)

Oui, depuis le 14 août. Elle suit un cours qui lui permettra de terminer son DEC en Arts et Lettres (Théâtre).

CAMILLE ROBERT (CLASSE)

Non, son association étudiante, l'Association facultaire étudiante des

sciences humaines de l'UQAM, a reconduit la grève jusqu'aux élections.

ÉLIANE LABERGE (FECQ)

Non, elle suit des cours à distance au Collège de Rosemont, mais elle a abandonné son DEC en Arts et Lettres durant la présente session, en raison d'un manque de temps.

MARTINE DESJARDINS (FEUQ)

Elle rédige à temps partiel son doctorat en Éducation à l'UQAM.

Sarah-Maude Lefebvre

Après six mois de grève générale, le retour en classe ne s'effectue pas sans heurts pour les leaders étudiants.

Jeanne Reynolds, qui est la seule porte-parole du mouvement étudiant à retourner physiquement sur les bancs d'école, admet que le climat était plus que tendu lors du retour en classe, la semaine dernière, au Cégep de Valleyfield.

« La grève a été éprouvante. En assemblée générale, il y a eu des mots qui ont été choquants. Il y a presque eu une bataille. Il y avait donc beaucoup de craintes lors de la rentrée », a confié l'étudiante de 20 ans lorsque le Journal l'a rencontrée, hier, à son cégep.

« Forme de rancune »

Alors que les étudiants qui étaient contre la grève se sont plaints d'avoir été victimes d'intimidation pendant le conflit, ce sont les « carrés rouges » qui étaient les plus nerveux lors de la reprise des cours, selon Mme Reynolds.

« Il y a une forme de rancune. Quand je vais dans mes cours, je sens les regards se poser sur moi. Les militants avaient peur de se faire intimider. Mais finalement tout s'est bien déroulé. Les professeurs ont beaucoup aidé à détendre l'atmosphère. »

Le mouvement étudiant se heurte toutefois à un obstacle de taille depuis la reprise des cours dans les cégeps. Pour plusieurs étudiants, la fin de la grève semble avoir sonné le glas de la lutte contre la hausse des droits de scolarité.

« C'est un peu triste. La première journée de notre retour en classe, à Valleyfield, c'était comme si rien ne s'était passé, comme si l'on n'y avait pas eu de grève », déplore Mme Reynolds.

« J'étais très déçue sur le coup. Après quelques jours, j'ai décidé de changer de mentalité, car le travail est loin d'être terminé. »

Pas une victoire évidente

Jeanne Reynolds croit que le défi est maintenant de trouver un moyen de « raccrocher » les étudiants moins militants, à la lutte contre la hausse des droits de scolarité.

« Il faut prouver que l'on n'a pas fait ça pour rien, dit-elle. Ce n'est peut-être pas une victoire évidente, mais c'est une victoire quand même. On a créé un vent de mobilisation historique. »

« Je ne pense pas que le conflit va tomber dans l'oubli. Mais il faut trouver un moyen d'en parler aux étudiants sans les écœurer. Ils en ont tellement entendu parler pendant six mois. Il faut expliquer que la grève n'a pas été inutile et encourager les étudiants qui le veulent à y retourner. »

► Selon les estimations de la CLASSE, 59 associations étudiantes regroupant environ 35 666 étudiants sont toujours en grève actuellement.

[Afficher 1-78 de 137 commentaires \(Montréal\)](#)

LE DEVOIR : Des employées de l'État suspendues pour port du carré rouge – Vendredi 24 août 2012

Lisa-Marie Gervais

La chasse au carré rouge semble vouloir se poursuivre auprès des employés de la fonction publique. Six correctrices employées par le ministère de l'Éducation, dans ses bureaux montréalais de la rue Fullum, ont été suspendues après avoir porté le symbole lié au mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité, a appris Le Devoir.

Mercredi, deux correctrices ont été averties par la division des ressources humaines qu'elles étaient suspendues et qu'elles ne pouvaient plus revenir travailler si elles portaient le carré rouge. Le lendemain, jeudi, quatre autres correctrices qui l'ont porté par solidarité ont connu le même sort.

L'une d'entre elles, Michèle Tremblay, se dit médusée par ce qui lui arrive. Selon elle, ce sont

des employés d'un autre département du ministère de l'Éducation (MELS) qui les ont dénoncées, elle et ses collègues.

Loyauté et fidélité

Au début du mois de mai dernier, une note de service avait été diffusée à l'interne dans les bureaux du ministère de l'Éducation, rappelant que les fonctionnaires ont une « obligation de loyauté et de fidélité envers [le ministère de l'Éducation] ». Cette note avait été élaborée en réaction au fait que plusieurs employés portaient le carré rouge. Une plainte avait à ce moment été déposée contre le ministère à la Commission des droits de la personne.

Michèle Tremblay, qui travaillait aussi comme contractuelle pour le MELS au mois de mai dernier, a porté le carré rouge pratiquement tous les jours, mais elle n'avait pas été embêtée. « Nos

bureaux étaient au cégep André-Grasset et on était entre collègues correcteurs. Ça a peut-être moins choqué les gens », analyse-t-elle.

Cette fois, Mme Tremblay avait été rappelée dans les bureaux du MELS, rue Fullum, pour travailler toute la semaine. Une note de service a de nouveau été transmise au mois d'août, reprenant les propos de celle du mois de mai et appelant les employés à respecter l'éthique.

« En tant qu'employé du ministère, vous avez l'obligation de faire preuve de réserve, c'est-à-dire d'agir avec neutralité dans l'exercice de vos fonctions et de réserve dans la manifestation publique de vos opinions. Cette obligation s'applique autant dans votre vie privée que professionnelle », peut-on lire. « Également, vous avez l'obligation de loyauté et d'allégeance

à l'autorité constituée qui requiert que vous défendiez les intérêts du ministère. » Mme Tremblay remarque que cette fois, plutôt que de parler de « symboles liés au mouvement étudiant », les directives sont plus claires. « C'est le carré rouge qui est visé. C'est dit dans la lettre », note-t-elle. C'est ce qui explique que personne n'a rechigné sur le fait qu'elle a porté un t-shirt Anarchopanda pendant deux jours, cette semaine.

Contacté jeudi après-midi, le ministère de l'Éducation n'a pas été en mesure de fournir des explications au Devoir.

Vos réactions

Roland Guerre – Inscrit, 24 août 2012 02 h 51
Un modeste fragment

Pourtant, le carré rouge n'est qu'un modeste fragment de la toge pourpre, portée par les magistrats romains. Ce nouvel épisode témoigne de la persistance du malaise, des pratiques liberticides. J'espère que les syndicats obtiendront une sérieuse redéfinition des obligations des personnels : vie professionnelle et vie privée ne doivent pas être soumises aux mêmes "pesanteurs" bureaucratiques. Les personnels doivent bénéficier de la liberté de conscience, ce qui suppose l'abandon de l'allégeance à l'autorité constituée, d'une défense aveugle des intérêts du ministère. Le devoir de conscience est supérieur à l'allégeance réclamée.

Fabien Nadeau – Inscrit, 24 août 2012 08 h 00
Infos incomplètes

J'aurais aimé savoir le nom du ou de la fonctionnaire qui a décidé de sanctionner ces employées. Visiblement, il ne s'agit pas d'une directive venant d'en haut. Probablement une initiative d'un cadre inférieur zélé. On veut des noms!

André Michaud – Inscrit, 24 août 2012 10 h 22
neutralité

Cette neutralité est des deux côtés.

Moi, comme fonctionnaire, je fus blâmé et suspendu une journée pour m'avoir affiché contre les demandes étudiantes (donc pro gouvernement) il y a déjà quelques années (2007)...

J'ai reconnu ma faute à l'Époque...et n'ai pas recommencé, gardant mes critiques en dehors du travail.

Sylvain Auclair – Abonné, 24 août 2012 11 h 54

Il semblerait que, même hors du travail, vous n'ayez pas le droit de critiquer le gouvernement: «En tant qu'employé du ministère, vous avez l'obligation de faire preuve de réserve, c'est-à-dire d'agir avec neutralité dans l'exercice de vos

fonctions et de réserve dans la manifestation publique de vos opinions. Cette obligation s'applique autant dans votre vie privée que professionnelle.»

Marc Davignon – Abonné, 24 août 2012 10 h 29
Bravo!

Imaginé maintenant avec Monsieur Legault qui va foutre dehors tous ceux qui ne sont pas de son avis. Pas pour rien que le monde prend la rue. Assé, c'est ase, il faut que ça change! Et bien, Monsieur Legeaut ne changera pas les façons de faire actuelles, semble-t-il. Son grand courage est de dire tout haut ce que les autres font de façon cachée! Quel courage!

D'une façon ou d'une autre, ce n'est pas une façon très civilisée de faire changer les choses. Imaginer que si le plus haut dirigeant sanctionne ce genre d'attitude : si tu n'es pas de mon avis, tu es dehors. Que feront les gestionnaires qui seront nommées par ce Monsieur? La même chose puisque le geste est sanctionné par la plus haute autorité!

Quel bel exemple de tolérance à montrer à nos jeunes! Nous avons cru que nous avions évolué un peu plus que cela : t'est pas de mon avis, ben je vais t'en sacré une.

Vive les «BULLYS», vive Legault.

Pierre Brassard – Inscrit, 24 août 2012 10 h 43

Le carré rouge: symbole politique obstentatoire ? Il serait intéressant de savoir si les personnes qui portent le carré rouge dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles au gouvernement du Québec sont en faveur... d'une charte de la laïcité !

Si c'est le cas, pourquoi s'offusquer d'un devoir de réserve et de neutralité comme employé de l'État ?

Une charte de la laïcité devrait ultimement obliger les employés de l'État à éviter d'arborer tout symbole ... politique. Y compris le carré rouge qui est un symbole obstensible d'une position ...politique.

Maryse Veilleux – Abonnée, 24 août 2012 14 h 41

... le carre rouge est une opinion politique sur le genre de societe dans lequel on veut se vivre. la religion est un choix personnel, qui n'a rien a voir avec une opinion politique sociale.

Frédéric Cloutier – Inscrit, 24 août 2012 16 h 38

Je n'ai pas le souvenir que ce soit arrivé, mais je suis plutôt d'accord avec M. Brassard.

Je me fait un devoir d'enlever mon carré rouge avant d'entrer au travail et je le repose en sortant. Il reste toujours l'heure du dîner pour

discuter politique. Là où le bât blesse dans la note du MELS, c'est l'obligation de réserve qui s'appliquerait aussi dans la vie privée.

henri -s garneau – Inscrit, 24 août 2012 14 h 37
Quand j'étais petit

..il y a environ 20 ans, mon père disait "même un chien ne mord pas la main de celui qui le nourrit"

Entièrement d'accord avec André Michaud et Pierre Brassard, c'est une question d'intégrité, de valeur, de sens moral. Si t'es pas content où tu travailles, va travailler ailleurs.

Un journaliste se doit de rapporter la nouvelle point! Un employé de l'état fait le travail demandé s'il n'est pas content il peut toujours changer de ministère. Critiquer revient à accepter de s'abaisser à travailler pour un employeur qu'on n'aime pas. Pas fort!

Victoire Selye – Inscrit, 24 août 2012 18 h 16

Pour vous, laisser ses convictions à la porte simplement parce que ces convictions sont en conflit avec ceux de nos employeurs relève de l'intégrité et du sens moral? C'est drôle, j'ai toujours cru que c'était le contraire.

En ce qui concerne la main qui nous nourrit, réfléchissez. Le gouvernement doit-il travailler pour le peuple, ou bien c'est au peuple de travailler pour le gouvernement? Quand le peuple doit cacher ses convictions que l'on ne saurait voir pour ne pas vexer ceux qui sont censés les représenter et les servir, bref, quand les intérêts du gouvernement sont contraires aux intérêts du peuple qui l'a élu, je crois qu'on peut en toute quiétude parler de conflit d'intérêts.

Les individus sont protégés par la Charte. On ne peut en dire autant du gouvernement. Jamais je n'abandonnerai mes droits humains au profit d'un parti politique. Et vous, le feriez-vous?

M Baly – Inscrit, 25 août 2012 12 h 02

Aimer son employeur signifierait donc être en accord avec chacune de ses politiques ? Y être entièrement soumis ?

La comparaison au chien (animal qui représente la soumission) en dit long sur votre vision des choses !

On peut aimer faire un travail pour lequel on se sent compétent sans toutefois donner son aval à toutes les règles édictées par le patronnat !

Ou on peut aussi ne pas aimer son travail et être obligé de le faire parce que nous vivons dans le monde des réalités, où il faut payer pour manger,

se vêtir et se loger !

LE DEVOIR : Une «tentation fasciste» - Jacques Parizeau pourfend le projet de loi 78 du gouvernement Charest – Vendredi 24 août 2012

Jessica Nadeau

Le projet de loi 78 s'apparente à « la tentation fasciste », selon Jacques Parizeau, qui défend les étudiants dans leur volonté de revendiquer la gratuité scolaire, ce qui était, à la base, la volonté des Québécois en matière d'éducation.

Prenant la parole lors du lancement du livre Carré rouge, du photographe Jacques Nadeau, jeudi soir au Lion d'or, Jacques Parizeau a, pour la première fois, pris officiellement position dans le conflit étudiant.

S'il se dit peu surpris par la loi spéciale, lui qui en a vu passer plus d'une dans sa vie, il estime que celle-ci va trop loin en donnant le droit au ministre d'ordonner aux universités de ne pas payer un trimestre de cotisations étudiantes par jour d'infraction.

« Dans mes souvenirs, il faut remonter à l'arbitraire ministériel [de Duplessis]. C'est une mesure que l'on disait autrefois fasciste. »

Jacques Parizeau accuse le gouvernement Charest « d'une irresponsabilité inimaginable » en

ayant « laissé pourrir la crise » pendant trois mois.

Il soutient que Jean Charest et Line Beauchamp ont littéralement « fait de la provocation » en clamant qu'ils avaient gagné, lors du congrès libéral de Victoriaville à l'issue d'une négociation de 22 heures avec les étudiants.

La loi et l'ordre

L'ancien premier ministre du Québec estime que les étudiants ont fait preuve d'une « admirable retenue » et d'un « calme imperturbable » tout au long du conflit avec « un minimum de casse ».

Pourtant, il y a, selon lui, « des gens qui ne demandent que cela, que la bousculade recommence, que les manifestations et le bordel recommencent de façon à ce que la loi et l'ordre puissent enfin prévaloir ». C'est, selon lui, une technique « vieille comme le monde ».

Il se dit heureux de voir que les étudiants ne tombent pas dans ce piège et rappelle que « de 1965 à 1989, la société québécoise avait comme

objectif un enseignement gratuit à tous les niveaux », pourfendant au passage le deuxième gouvernement Bourassa qui augmenté de 250 % les droits de scolarité, gelés à 500 \$ par année depuis plusieurs décennies.

« Que les étudiants disent, aujourd'hui qu'ils veulent remettre en cause le nouveau modèle pour revenir à celui que leurs parents et grands-parents ont connu, il n'y a rien de mal à cela, au contraire. »

Pour Jacques Parizeau, les revendications estudiantines sont d'autant plus intéressantes que « toute cette histoire d'excellence d'enseignement à l'université, c'est de la foutaise », puisque les montants associés à ces objectifs ont diminué dans le dernier budget.

« Le plan budgétaire, c'est épais comme cela et personne ne lit cela, bien sûr. Mais le fait est qu'on est en face d'une tromperie gigantesque. »

Jacques Parizeau a terminé son allocution sous les applaudissements nourris d'une salle comble en lançant des fleurs au photographe du Devoir

Jacques Nadeau, dont il a signé la préface du livre : « Vous sortez de cette aventure comme un héros du printemps érable. »

Vos réactions(24)

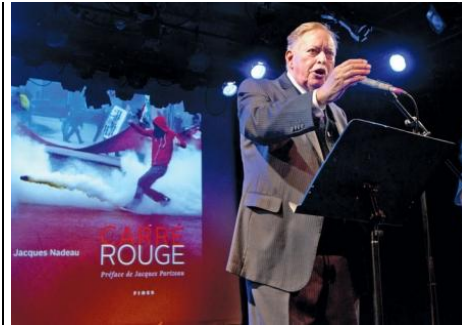


Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Jacques Parizeau au lancement du livre de Jacques Nadeau au Lion d'or.

LE DEVOIR : Les professeurs de l'UQAM sont prêts à défier la loi spéciale : Le syndicat choisit de refuser de donner un cours si les conditions ne le permettent pas – Vendredi 24 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
L'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM aurait laissé entendre au syndicat des professeurs qu'il y aurait une levée de cours lundi.

Lisa-Marie Gervais

La rentrée à l'UQAM lundi s'annonce moins calme que prévu. Les professeurs se sont dotés d'un mandat leur permettant de refuser de donner un cours si les conditions ne le permettent pas, ce qui contrevient à la loi spéciale. Les professeurs réitèrent ainsi leur appui aux associations étudiantes toujours en grève, comme celle de la Faculté des arts et de la Faculté des sciences humaines, comptant 8000 étudiants, qui décideraient de ne pas se présenter en classe ou de perturber la tenue des cours.

Réunis hier en assemblée générale, les membres du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) ont finalement voté à majorité pour un déclenchement « d'un arrêt de prestation », si l'université les obligeait à donner un cours coûte que coûte, comme le prévoit la loi 78. Le syndicat serait alors considéré comme en « grève illégale », passible de 50 000 \$

Vos réactions

Roland Guerre – Inscrit, 24 août 2012 02 h 40

Pour les franchises universitaires L'étude et les observations des professeurs soulignent deux impératifs. L'enseignement ne peut se dispenser que dans le respect des franchises universitaires. La loi 78/12 doit être abrogée.

André Michaud – Inscrit, 24 août 2012 10 h 14

Surpris? Personne ne sera surpris de la position du syndicat de l'Uqam, ni du peu d'empressement de reprendre les cours...peu importe les conséquences sur les études des jeunes qui déjà ont été très perturbées et même entraîné le décrochage sur plusieurs..

Ma fille a étudié à l'Uqam et n'a pas toléré plus d'un semestre l'atmosphère ultra gauchiste de cet établissement, les assemblées d'étudiants "organisées" par une poignée et sans véritable participation démocratique.. Je n'ai aucune confiance au sérieux des profs de cet établissement.

Pierre Brulotte – Inscrit, 24 août 2012 23 h 01

Elle n'a pas tolérée l'atmosphère??? Content de voir que votre fille tenait à ses études...

Lagacé Jean – Inscrit, 24 août 2012 10 h 18

Prof, Classe, un même combat

Le jupon dépasse. Tout le monde soupçonnait que les professeurs avaient encouragé le désordre et voilà qui en est la démonstration évidente.

Pat Lefebvre – Inscrit, 24 août 2012 11 h 21

Pourriture...

Des employés d'une institution publique qui encouragent et supportent le boycott de leur propre institution...

En fait de conflit d'intérêt on ne fait pas mieux.

Le devoir morale et civil des enseignants était de rester neutre.

En supportant publiquement le mouvement étudiants, ils se sont placés contre leurs patrons. Le devoir de l'institution était de punir sévèrement les enseignants qui refusait d'accomplir leur devoir.

On ne parle pas ici de philosophie, d'avenir etc etc... on parle ici simplement d'un rapport employeur/employé à travers un conflit qui ne les regardait même pas...

Dehors... toute la gagne...

Simon Levesque – Inscrit, 24 août 2012 12 h 31

Le devoir de Pat Lefebvre, c'est de ne pas valoriser aveuglément l'antisindicalisme en adoptant une attitude de scab justifiée par un soi-disant devoir de neutralité envers un patron universitaire en invoquant l'ingérence dans un conflit qui,

d'amende par jour de débrayage et de 250 000 \$ par jour à partir du deuxième jour de grève en vertu de la loi spéciale.

« La direction souhaite relayer intégralement le message de la loi et donc forcer le professeur ou chargé de cours à donner des enseignements dans toutes les conditions, sauf s'il y a manifestation tangible de violence », a expliqué Jean-Marie Lafortune, le président du SPUQ. « Nous, ce qu'on dit, c'est qu'il faut que l'enseignant puisse exercer son jugement. Et s'il n'y a qu'une personne pour un séminaire de trois personnes, c'est correct. Mais une personne dans une classe de 80, ce n'est pas normal », a-t-il ajouté.

La décision des professeurs, jeudi, a sans doute été confortée par le fait qu'ils pourront désormais bénéficier du fonds de défense de la CSN pour défrayer les coûts judiciaires en cas de poursuite. Pour ce faire, le syndicat a dû remplir certaines modalités, notamment faire valider le texte de proposition par les services juridiques et mettre un point « vote de grève » à l'ordre du jour.

« On a respecté à toutes les conditions, procédé à un vote secret et 30 % de nos membres sont venus et la proposition a été appuyée à 65 % », a souligné M. Lafortune. « L'idée était de dire aux professeurs : "N'obéissez pas aveuglément et vous aurez l'assurance que vous serez défendus." »

L'Association facultaire des étudiants en arts, qui a reconduit la grève, aurait laissé entendre au président du SPUQ qu'il y aurait une levée de cours lundi, ce qui lui fait dire qu'il y aura certainement du « brasse-camarades ».

Jointe avant de connaître l'issue du vote de l'assemblée, la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers, n'a pas souhaité commenter l'affaire. « On va attendre à lundi pour voir comment ça se passe », a-t-elle dit. Lundi, 27 000 étudiants de l'UQAM prendront le chemin de l'école pour une session de rattrapage. Parmi eux, plus de 8000 étudiants seront toujours en grève.

Le projet de loi 78 adopté en mai par le gouvernement Charest stipule que les enseignants doivent se présenter au travail et accomplir les devoirs attachés à leurs fonctions dès l'entrée en vigueur de la loi. Tous ceux qui ne s'y conforment pas, étudiants comme professeurs, peuvent écoper d'amendes sévères.

non seulement regarde les professeurs, mais l'ensemble de la société.

Mais peut-être, au fond, ne parlons-nous pas du même conflit, puisque vous parlez d'un boycott...

Alexie Doucet – Inscrit, 24 août 2012 20 h 28

Des employés d'une institution publique qui encouragent et supportent le boycott de leur propre institution...

En fait de conflit d'intérêt on ne fait pas mieux. Le devoir moral et civil des enseignants était de rester neutreS.

En supportant publiquement le mouvement Étudiant, ils se sont placés contre leurs patrons. Le devoir de l'institution était de punir sévèrement les enseignants qui refusaiENT d'accomplir leur devoir.

On ne parle pas ici de philosophie, d'avenir etc etc... on parle [ICI] simplement d'un rapport employeur/employés À travers un conflit qui ne les regardait même pas...

Dehors... toute la gaNG...

Distes donc, avez-vous songé à un cours de mise à niveau en français à l'université?

Patrick Bengio – Inscrit, 24 août 2012 21 h 08

Quoi? Évidemment, qu'on parle de philosophie, d'avenir, etc., comme vous dites. En réalité dans ce conflit on se questionne sur ce que l'on veut comme société, certains tenant d'une démocratie

plus participative, d'autres pour une démocratie représentative (à tendance franchement oligarchique, je crois).

Pierre Brulotte - Inscrit, 24 août 2012 23 h 03

Les professeurs sont là pour offrir une éducation de qualité à l'ensemble de leurs étudiants. Enseigner tandis que plus de 50 % des étudiants sont absents avec des risques de débordement (on se rappelle l'épisode de rosement le 14 mai) n'est pas ce que j'appelle une éducation de qualité...

henri -s garneau - Inscrit, 24 août 2012 12 h 29
Le mien aussi

une session à l'UQAM et a transféré aux HEC et a fini tous ses cours. UQAM y était PUS CAPABLE sans parler de la station BERRI-UQAM réputation légendaire cette station!!

Killian Meilleur - Inscrit, 24 août 2012 13 h 30
Déplorable.

Lorsque je lis les derniers commentaires de cet article, une chose m'apparaît très claire : Je n'ai jamais été aussi fier d'être en grève.

C'est comique, on vient de me traiter, gréviste que je suis, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, d'anarchiste, de syndicaliste corrompu, et de pourriture.

Une telle étroitesse d'esprit, une telle ignorance des enjeux sociaux, un tel aveuglement devant la perspective temporelle et politique, me sidèrent, et ne font que justifier à mes yeux l'importance de garder en vie la mouvance sociale.

Les professeurs ne peuvent rester neutres dans une situation où on les menace d'un an de prison avec des amendes de milliers de dollars, si ce n'est directement par la présence d'une milice, s'ils refusent de travailler. On ne peut enseigner,

transmettre du savoir, si on le fait sous des matraques! Comment peut-on se concentrer, être réceptif à la connaissance, dans de telles conditions? Être incapable de comprendre que leur prise de position dépasse le cadre entrepreneurial n'est qu'un symptôme de la mercantilisation rampante qui nous envahit et veut transformer tout ce qui vit et bouge en ce bas monde en entreprise.

En ce qui concerne le terme « boycott », tout le monde a eu plus de 5 mois pour lire le Robert. Survolons la mauvaise foi qui supprime de l'utilisation du mot et passons...

Oui, les professeurs, comme tous les citoyens, et en tant que représentants d'une institution qui doit encourager la pensée critique et la réflexion avant tout, ont fait leur véritable travail en soutenant un mouvement qui veut faire avancer notre société.

En ce qui concerne les associations étudiantes, tous leurs membres connaissent leur existence. S'ils sont insatisfaits de leur utilisation, ils sont libres de venir proposer autre chose. 75% d'absentéisme, c'est 75% de je-m'en-foutisme, c'est des gens qui acceptent une décision ou l'autre, comme dans toutes les sociétés, pas 75% de la mythique « opposition silencieuse ».

Patrice Hildgen - Inscrit, 24 août 2012 18 h 51

Je suis bien d'accord avec vous. La particularité de l'université est qu'elle n'est pas une entreprise donc il n'y a pas de patron-employeur. Elle est à l'origine dirigée par un professeur élu parmi ses pairs. On assiste malheureusement à une dérive néolibérale qui essaye de transformer l'université en entreprise et l'étudiant en con-

sommateur du savoir. D'autre part, la liberté de mener son enseignement et sa recherche comme il l'entend est une prérogative du professeur. Comme vous l'écrivez, le professeur a pour objectif principal de développer l'esprit critique et la réflexion quelque soit le domaine d'étude. La plupart de mes collègues travaillent 60 heures ou plus par semaine et avec un salaire nettement moindre que celui de l'industrie. C'est un choix qui a pour corollaire notre liberté de penser et d'enseigner.

Pierre Brulotte - Inscrit, 24 août 2012 23 h 10

Quand je lis tous ses commentaires...

En voyant tous ses commentaires, je me demande si les gens ont une mémoire?? Ne se rappellent-ils pas de ce qui s'est passé avant l'été? Des gens se sont battus dans les cégeps et il y a eu des blessés. Si le vote de grève n'aurait pas passé, il n'y aurait pas de problème. Cependant, les étudiants ont décidés de continuer cette grève jusqu'aux élections avec une majorité. Un cour se donne difficilement quand la majorité des étudiants se trouvent à la porte et que quelques uns seulement sont présents! Si les profs décidaient de donner les cours, ça pourrait «brasser» car certains étudiants pourraient vouloir rentrer de force, sans parler des éventuelles interventions de la police, ou de l'anti-émeute! Finalement, il faut dire qu'historiquement les profs ont régulièrement eu à faire face aux «lois spéciales» des libéraux. Ces lois étant habituellement la solution facile que ce parti applique dès qu'il ne souhaite plus discuter. Ce n'est donc pas étonnant qu'ils s'y opposent!

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Vote de grève chez les professeurs de l'UQAM - Mise à jour le jeudi 23 août 2012 à 18 h 59 HAE



Manifestation contre une injonction à l'UQAM au printemps dernier.

Les professeurs de l'UQAM ont approuvé jeudi à 65 % une résolution faisant en sorte qu'ils pourraient refuser de donner des cours.

Les enseignants devaient se prononcer sur un projet de résolution qui invite « les membres touchés par des actions ou circonstances perturbant fortement les conditions normales d'ensei-

gnement à exercer leurs libertés politiques et universitaires ».

Environ 30 % des membres étaient présents lors de l'assemblée générale.

L'adoption de cette résolution pourrait mener au déclenchement d'un « arrêt de prestation d'enseignement dans des programmes ou des facultés dans l'éventualité où les conditions normales d'enseignement ne sont pas réunies ».

Cette décision serait prise de concert avec le syndicat.

Le choix pour les enseignants de ne pas donner les cours contreviendrait à leur convention collective et à la loi 12 (projet de loi 78), mais le projet de résolution indique que l'assemblée aura été « informée des conséquences qui peuvent découler » de cette infraction.

Sur son site Internet, le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ) appuie la grève étudiante, ainsi que l'« instauration progressive de la gratuité scolaire ».

Poursuite de la grève

Les étudiants de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM se sont par ailleurs prononcés pour la poursuite de la grève. 409 étudiants ont voté pour reconduire la grève, 276 ont voté contret 18 se sont abstenus.

Depuis lundi, quatre facultés de l'UQAM ont opté pour la fin de la grève ou pour une trêve électorale. Seule la Faculté des arts avait voté pour la poursuite de la grève jusqu'ici.

La plupart des facultés universitaires en grève prévoient un retour en classe le 27 août, selon la CLASSE.

La [loi spéciale](#) adoptée le 18 mai par le gouvernement Charest stipule que les enseignants doivent se présenter au travail et accomplir les devoirs attachés à leurs fonctions dès l'entrée en vigueur de la loi. Les contrevenants pourraient faire face à des amendes.

[Les commentaires \(27\)](#)

LE DEVOIR : La chasse au carré rouge fait des victimes - Jeudi 23 août 2012, 18 h 20



Photo : - Le Devoir

En mai dernier, une note du ministère avait été élaborée parce que plusieurs employés portaient le carré rouge.

Lisa-Marie Gervais

La chasse au carré rouge semble vouloir se poursuivre auprès des employés de la fonction publique. Six correctrices employées par le ministère de l'Éducation, dans ses bureaux montréalais de la rue Fullum, ont été suspendues après avoir porté le symbole lié au mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité, a appris Le Devoir.

Mercredi, deux correctrices ont été averties par la division des ressources humaines qu'elles ne pouvaient plus revenir travailler si elles portaient le carré rouge. Le lendemain, jeudi, quatre autres correctrices qui l'ont porté par solidarité ont connu le même sort.

L'une d'entre elle, Michèle Tremblay, se dit médusée par ce qui lui arrive. Selon elle, ce sont des employés d'un autre département du ministère de l'Éducation (MELS) qui l'ont dénoncée, elle et ses collègues.

Au début du mois de mai dernier, une note de service avait été diffusée à l'interne dans les bureaux du ministère de l'Éducation, rappelant que les fonctionnaires ont une « obligation de loyauté et de fidélité envers [le

ministère de l'Éducation]». Cette note avait été élaborée parce que plusieurs employés portaient le carré rouge. Michèle Tremblay, qui travaillait aussi comme contractuelle pour le MELs au mois de mai dernier, a porté le carré rouge pratiquement tous les jours, mais elle n'avait pas été embêtée. «Nos bureaux étaient au cégep André-Grasset et on était entre collègues correcteurs. Ça a peut-être moins choqué les gens», analyse-t-elle. Cette fois, Mme Tremblay, qui est employée contractuelle, avait été rappelée dans les bureaux du MELs rue Fullum pour travailler toute la semaine. Une note de service a de nouveau été transmise au mois d'août reprenant les propos de celle du mois de mai et appelant les employés à respecter l'éthique.

«En tant qu'employé du ministère, vous avez l'obligation de faire preuve de réserve, c'est-à-dire, d'agir avec neutralité dans l'exercice de vos fonctions et de réserve dans la manifestation publique de vos opinions. Cette obligation s'applique autant dans votre vie privée que professionnelle», peut-on lire. «Egalement, vous avez l'obligation de loyauté et d'allégeance à l'autorité constituée qui requiert que vous défendiez les intérêts du ministère.» Mme Tremblay remarque que cette fois plutôt que de parler de «symboles liés au mouvement étudiant», les directives sont plus claires. «C'est le carré rouge qui est visé. C'est dit dans la lettre», note-t-elle. C'est ce qui explique que personne n'a rechigné sur le fait qu'elle a porté un t-shirt Anarchopanda pendant deux jours cette semaine. Le ministère de l'Éducation n'a pas été en mesure de fournir des explications au Devoir.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Crise étudiante à l'UQAM : Les professeurs pourraient refuser de donner certains cours- Publié le: jeudi 23 août 2012, 13H18 | Mise à jour: jeudi 23 août 2012, 13H33 / Première publication jeudi 23 août 2012 à 13h32 - Mise à jour : jeudi 23 août 2012 à 22h31



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI

Réunis en **assemblée générale extraordinaire**, les membres du **syndicat des professeurs de l'UQAM** (SPUQ) ont voté en faveur d'une **grève partielle**, jeudi.

Pour chaque cours, le professeur pourra décider de ne pas enseigner s'il juge que «les conditions normales d'enseignement ne sont pas réunies». Cette décision au cas par cas sera prise de concert avec un conseiller syndical.

Dans un document du SPUQ soumis à ses membres avant le vote, on pouvait notamment lire qu'«attendu le climat d'incertitude et le contexte extraordinaire de la rentrée», les professeurs «touchés par des actions ou circonstances perturbant fortement les conditions normales d'enseignement» pourront refuser d'enseigner.

La décision de ne pas enseigner contrevient cependant à la loi 12 (projet de loi 78) et à la convention collective des professeurs.

Questionné à savoir si les professeurs s'exposent à des représailles en refusant de donner leur cours, le secrétaire du syndicat, Pierre Lebluis, a dit «ça, on verra».

Afficher 13 commentaires (Montréal)

LaPatateFlambee 1 commentaire masqué

Les profs d'Histoire doivent écrire sur la présente crise "historique" afin de bien situer les intervenants.

Il y a eu tellement de mensonges qu'il est temps de se retrouver dans les faits.

[08/23/2012 08:54 PM](#)

LaPatateFlambee 1 commentaire masqué

Que l'on ferme des départements de l'UQAM.

Lors de l'histoire de l'Îlot Voyageur, les profs n'ont rien dit. C'est pourtant une affaire de 1/2 milliard.

Comme pour l'histoire de la Maison du (bras) prêt d'honneur financé par la Fondation du CEGEP du Vieux-Montréal.

Aux vieilles croutes, DEHORS !

[08/23/2012 08:20 PM](#)

lou2007 1 commentaire masqué

Pourquoi ne pas avoir coupé leur salaire quand ils refusaient d'enseigner aux étudiants qui étaient contre le boycott et en plus de faire des barricades avec les carrés rouges. Et cerise sur le gâteau M.Legault dans ses 94 promesses électorales veut augmenter le salaire des professeurs. Une vraie farce.

[08/23/2012 04:41 PM](#)

hggyhgb434 4 commentaires masqués

attendez un peu, j'essaie de comprendre.... les profs ne veulent pas enseigner à cause d'actions ou circonstances perturbantes provenant des étudiants, c'est ça? (avouez que ce n'est quand-même pas le gouvernement qui perturbe les cours, et de toute façon, il n'y a plus de gouvernement car nous sommes en campagne électorale). De plus, ce sont les profs qui poussaient les étudiants vers la grève, et donc, maintenant ils ne veulent plus enseigner?

Expliquez-moi svp pourquoi je devrais payer un sous noir de plus en impôts pour ça?

[08/23/2012 02:51 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

ils devrait meme nous rembourser

[08/23/2012 04:09 PM](#)

Jacqcote 2 commentaires masqués

Pcq nous, les payeurs de taxes, sommes tous des "suckers".

[08/23/2012 03:37 PM](#)

LaPatateFlambee 1 commentaire masqué

Même plus que cela.

À l'université j'ai connu des (vieux) profs tellement \$%??&&? qu'ils étaient certains d'être la Vérité.

Ils enseignaient le léchage de ?&&&?# \$# #.

[08/23/2012 08:13 PM](#)

apouchkine 2 commentaires masqués

J'espère qu'en sep. on aura un gouvernement(quelqu'il soit)qui aura le courage de mettre de l'ordre dans ce bordel. Tu n'enseignes pas, on ne te paye pas, facile à comprendre les profs. L'université rouge classée à quel rang dans le palmares mondial des Universités. C'est de là qu'on verra sortir des prix NOBEL. Une dernière chose les génies arrêtez de supporter et de manipuler vos étudiants, un peu de dignité si vous voulez qu'on vous respecte.

[08/23/2012 02:47 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

quand on a un gouvernement qui ose mettre un peu ses culottes on crie au scandale

[08/23/2012 04:10 PM](#)

OEILDELOUP 4 commentaires masqués

JE NE SAIS PAS POUR QUI SE PRENNENT LES PROFESSEURS DE L'UQAM ?

"Les maîtres à penser" du monde entier

[08/23/2012 02:06 PM](#)

desgar 1 commentaire masqué

Ce que je sais, après avoir consulté 12 commentaires, c'est qu'ils sont l'oeuvre de gens qui ne font guère preuve de nuance ni d'effort d'analyse. Quant à moi, je soupçonne que les professeurs de l'UQAM, qui connaissent la situation de crise non encore réglée qui va régner jusqu'aux élections et, pire encore, qui pensent au chaos que pourrait produire l'élection d'un gouvernement libéral ou caquiste le 4 septembre, je crois qu'il est responsable de leur part de se questionner à l'avance sur l'attitude à prendre.

[08/26/2012 04:01 PM](#)

eriduculetueapas 1 commentaire masqué

pour les nouveau guide spirituel des carrés rouges

[08/23/2012 11:01 PM](#)

LaPatateFlambee 1 commentaire masqué

Non !

Les profs de l'UQAM croient qu'ils sont les Maîtres de l'univers. Rien de moins.

[08/23/2012 08:15 PM](#)

Montrer 1 commentaire (Québec)

educatedwoman22 1 commentaire masqué

Eille m'essemble que c'est assez la grève la! Calmons-nous le ponpon!

[08/23/2012 04:40 PM](#)

JOURNLMÉTRO : Le conflit étudiant éclipsé par la campagne électorale – Jeudi 23 août 2012 Mise à jour: Jeudi 23 août 2012 | 17:04





Benjamin Nantel

Par Annabelle Blais Métro

Bien que la campagne électorale actuelle ait été déclenchée sur fond de crise étudiante, la question n'est pas devenue un enjeu électoral. La question n'a été qu'effleurée au cours des débats des chefs de la semaine.

Afficher 5 commentaires

[Chantal Fournier](#)

NermerTras, je ne vais plus à l'école et je paye les taxes les plus élevées au Canada. J'aimerais que mes taxes servent aux étudiants et pas juste à donner des contrats aux amis des Libéraux. Je porte le carré rouge et je ne le fait pas pour me plaindre. Je le fait pour que dans 15-20 ans, mon médecin soit la personne la plus compétente possible et non le fils de riche qui pouvait se payer des études. La même chose pour mon pharmacien, le notaire qui va m'aider à faire mon testament, les ingénieurs qui empêcheront les infrastructures de s'effondrer.

[08/25/2012 02:21 PM](#)

aberrant

Les sociaux , ce sont fait tasser par la majorité des autres étudiants . Ils doivent manger leurs croustes présentement .

[08/24/2012 01:15 AM](#)

NermerTras

on est vraiment tanné d'entendre parler que de ces brailleurs. Il me semble qu'il y a d'autres choses de plus intelligent et de plus intéressant à discuter que de bébé qui chialent parce que les coûts d'éducation sont moins chers au Québec qu'ailleurs au Canada !

[08/23/2012 07:52 PM](#)

Jeanfrancois128

Bien sûr mon ami l'éducation c'est inutile, vaut mieux financer un grand prix et un nouvel amphithéâtre cela apportera bien sûr davantage de

À l'image des débats, l'éducation peine à se tailler une place dans la campagne électorale. «On n'a presque pas traité du conflit étudiant, sinon pour parler de la rue et d'intimidation», déplore Martine Desjardins, présidente de la Fédération universitaire étudiante du Québec (FEUQ). Mme Desjardins espérait que le contexte aurait, au moins, mis les projecteurs sur l'éducation en général.

Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE, est également déçue que la richesse des réflexions liées au soulèvement déstabilisant au cours du conflit ait été évacuée des débats. « On n'a jamais parlé de l'économie du savoir ou de marchandisation de l'éducation, et ce sont des enjeux très importants, car c'est le nœud du problème», explique-t-elle. «C'est dommage de constater le peu de vision en éducation dans un contexte où ça a fait les manchettes pendant 6 mois», ajoute Mme Desjardins.

Le fait que les chefs de partis ont évité le sujet traduit, aux yeux de Mme Desjardins, un manque de leadership et une désresponsabilisation de la classe politique. «Je n'ai entendu qu'une fois Mme Marois dire qu'elle réglerait le conflit étudiant», soutient-elle.

Factures à payer

Les étudiants ont commencé à recevoir leurs factures (qui tiennent compte de la hausse annuelle de 254 \$) pour payer leur session d'automne alors qu'elle ne commence que le 1er octobre. La FEUQ se dit inquiète que certaines universités demandent aux étudiants de payer leurs droits de scolarité avant même le début des classes et suggère d'attendre le résultat des élections avant de s'acquitter de leurs factures.

professionnels au Québec dans les années à venir. Le manque de vision flagrant de la part de la plupart des Québécois dans ce dossier m'exaspèrent royalement. Continuez à manger votre poutine tout en rotant votre balloney et en sacrant contre le sort du Canadiens de Montréal, pendant ce temps des gens ont le goût de s'insulturer et d'investir dans leur futur parce que ce ne sera sûrement pas dans l'exploitation minière et les contrats mafieux que l'avenir sera...

[08/27/2012 07:40 PM](#)

[en réponse à NermerTras](#)

Drhebert2

Un tour d'horizon de l'an 2032 R. Hébert

Mon Dieu que le Québec a évolué en vingt ans! Le premier ministre Gabriel Nadeau-Dubois que les intimes appellent « Ché » vient de compléter son dernier remaniement ministériel en moins de deux ans.

La ministre déléguée à l'Éducation, Martine Desjardins, a demandé un ministère à demi-temps puisqu'elle est âgée de 50 ans et qu'elle veut à tout prix finalement compléter son doctorat.

Le nouveau ministre de la Sécurité publique, Amir Khadir, a diminué les effectifs de la Sûreté du Québec alléguant qu'au Québec on ne vit pas dans un état policier. Des 5 400 membres il n'en reste que 1 400. Le surplus budgétaire dégagé sera dorénavant injecté dans l'éducation. Ce même ministre a émis un décret obligeant tous les corps policiers du Québec à se doter de pantouffles afin que tous leurs membres portent cet

équipement vestimentaire lorsqu'ils feront des interventions. La GRC refuse de se plier à cette exigence et ses membres ont déposé un requête devant l'un des trois juges restants de la Cour supérieure. Monsieur le ministre Khadir a répété qu'il ne respecterait jamais une ordonnance de la cour supérieure et M. Nadeau-Dubois a ajouté que cela deviendrait une raison additionnelle de se séparer du Canada.

Le nouveau ministre de la Santé, Léo Bureau-Blouin, a été contraint de couper son budget de 1,3 milliard pour le transférer au ministère de l'Éducation qui aujourd'hui est devenu le plus gros ministère. L'éducation est la priorité de ce gouvernement. La gratuité scolaire à 100 % est maintenant disponible pour tous les étudiants de la prématernelle au post-doctorat.

Aux obsèques de feu Pauline Marois, dont la cérémonie a eu lieu à la mosquée Ala An (autrefois la basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré) située à quelques kilomètres de son ancien comté, M. Nadeau-Dubois a évoqué la possibilité de changer le nom du boulevard René-Lévesque pour celui de boulevard Pauline-Marois ou simplement de le renommer boulevard des casseroles. Ce serait l'occasion d'immortaliser le nom de cette grande politicienne qui a toujours appuyé les causes des jeunes. Au moment d'écrire ces lignes, la décision finale n'est pas encore connue. N'est-il pas vrai que le Québec réussit bien à se démarquer?

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants : L'aide financière retardée - Certains étudiants qui retourneront à l'école en octobre seront dans une situation précaire - Publié le: mercredi 22 août 2012, 21H15 | Mise à jour: mercredi 22 août 2012, 21H20

Vidéo : Pour la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, ce retard dans l'aide financière pourrait obliger certains étudiants à décrocher de leur programme d'études. , 23 août 2012, TVA Nouvelles

L'Aide financière

AFE POUR LES PLUS DÉMUNIS

L'aide financière aux études (AFE) est octroyée aux étudiants en fonction de la contribution parentale et des besoins financiers.

CHANGEMENT À VENIR

Suite aux modifications faites par le gouvernement le printemps dernier, l'aide sera entièrement recalculée pour l'ensemble des étudiants dès octobre.

SOURCE : AFE DU QUÉBEC ET LA FEUQ

Anabel Cossette-Civittella

Les étudiants qui commencent l'école en octobre n'auront pas droit à leurs prêts et bourses du gouvernement avant la rentrée spéciale, une situation qui fait craindre le pire à ceux qui en ont le plus besoin.

Et pour tous ceux qui sont encore en grève, ils ne recevront rien de l'Aide financière aux études du Québec tant qu'ils ne recommenceront pas les cours.

Pour des étudiants qui s'attendaient à recevoir leur prêt dès septembre, la situation est loin d'être facile.

« Je pense que je vais devoir lâcher l'école. Je n'ai pas le choix », diagnostique avec découragement Mari-Line Quirion, une mère monoparentale de 31 ans qui étudie les arts plastiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

En plus, comme tous les étudiants en arts de l'UQAM, Mari-Line Quirion ne sait pas quand aura lieu sa rentrée puisque son association a voté en faveur de la poursuite de la grève le 21 août dernier.

Pour cette mère d'une enfant de 11 ans, reporter l'entrée d'argent promise par l'aide financière aux études remet en question son parcours académique, mais aussi sa tranquillité d'esprit.

Mari-Line Quirion assure qu'elle n'est pas contre les étudiants qui refusent la hausse des frais de scolarité, qu'elle est même solidaire à la cause, mais elle déplore surtout la manière dont l'information a été distribuée par l'association étudiante.

Du côté du bureau d'Aide financière aux études du Québec, on a tranché : « L'aide financière, c'est par session, ce n'est pas par mois », nous

a-t-on répondu. Donc, même si la session commence plus tard que prévu, « il n'y a rien qu'on puisse faire. C'est de l'aide pour étudier, alors on aide lorsque les étudiants sont en classe. »

Fonds d'aide

Pour pallier le manque, des fonds de dépannage commencent donc à s'organiser dans diverses associations étudiantes.

À l'Université de Montréal, par exemple, un fonds d'aide aux étudiants est déjà prévu et

l'association étudiante se dit prête à faire face à la demande.

En fait, dès le mois de mai, lors de la suspension des sessions, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) avait tenté de changer les dates de rentrée d'argent avec l'aide financière du ministère. Sans succès, indique Mireille Mercier-Roy, la secrétaire générale de la fédération.

Pour la rentrée, l'association prévoit donc une somme de 10 000 \$ à 15 000 \$, qui sert généra-

lement à l'amélioration de la vie étudiante, pour répondre aux besoins les plus criants.

Ce sera au département de l'aide financière aux études de déterminer quels sont les étudiants les plus à risque.

« C'est certain qu'on ne sait pas à quoi va ressembler la demande, mais l'Université nous a assurés qu'elle répondrait au besoin », explique Mme Mercier-Roy.

[Afficher 1-80 de 91 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Crise étudiante à l'UQAC : une poignée d'abandons – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 15 h 33 HAE



L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) évalue qu'une trentaine d'étudiants ont abandonné des cours au printemps, à la suite de la crise entourant les droits de scolarité.

Selon le responsable des communications, Jean Wauthier, il ne s'agit pas d'abandons de programmes d'étude. « C'est des abandons de cours et des étudiants qui ont décidé, dans le cadre d'un cours, avec le plan de rattrapage, de ne pas poursuivre ce cours là », dit-il.

L'université permettait d'abandonner un cours sans qu'une mention d'échec apparaisse à leur bulletin.

Quant aux inscriptions pour la rentrée d'automne, elles devraient atteindre près de 6000 étudiants, ce qui est similaire à l'année précédente.

Coût de la crise étudiante

Par ailleurs, l'UQAC évalue que la crise étudiante a coûté 50 000 \$ à l'établissement, principalement pour l'ajout de gardiens de sécurité.

Les dirigeants de l'UQAC vont faire une évaluation des coûts au cours des prochaines semaines.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Les étudiants du Cégep du Vieux Montréal restent en classe – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 6 h 21 HAE

Vidéo : Les explications de Jacques Bissonnet

Les étudiants du Cégep du Vieux Montréal resteront en classe. Après plusieurs rebondissements, les étudiants, réunis mardi après-midi en assemblée générale, ont décidé de ne pas se prononcer de nouveau sur la grève.

Il n'y a donc pas eu de vote sur la poursuite ou non de la grève. Les quelque 1300 étudiants qui participaient à cette assemblée générale ont donc majoritairement décidé de rester en classe, et se prononceront à nouveau sur la poursuite du mouvement à l'issue du scrutin du 4 septembre.

Alors que le vote pour le retour en classe était très clair [vendredi dernier](#), des partisans de la grève avaient fait signer une pétition pour tenir une nouvelle assemblée générale.

La totalité des 14 cégeps qui devaient se prononcer sur la reconduction de la grève ont donc opté pour le retour en classe.

Des assemblées générales doivent encore se tenir dans les cégeps, mais simplement pour la grève de mercredi, comme tous les 22 du mois, jour de la manifestation nationale organisée par la CLASSE.

Les étudiants du Cégep de Valleyfield ont voté en début d'après-midi en faveur de cette grève, suivis en soirée par les étudiants du Collège Marie-Victorin, selon les informations fournies par la CLASSE.



Les étudiants de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke étaient réunis au Centre Culturel pour tenir leur assemblée générale

Votes dans les universités

Maintenant que le cas du Cégep du Vieux Montréal est réglé, reste celui de dizaines de facultés et de départements universitaires du Québec, qui ne l'est toujours pas. Une [semaine décisive s'est amorcée](#) pour les étudiants universitaires, qui sont également appelés à se prononcer sur la reconduction de la grève.

Mardi, les étudiants aux cycles supérieurs en anthropologie de l'Université de Montréal (UdeM) ont voté en faveur de la poursuite de la grève générale illimitée.

Les étudiants du département de littérature langue moderne de l'UdeM ont de leur côté choisi le retour en classe. À l'issue de l'assemblée générale, 32 étudiants ont voté pour la reprise des cours le 27 août, 21 ont voté contre et quatre se sont abstenus. Un nouveau vote sera toutefois organisé dans les trois jours suivant le scrutin du 4 septembre.

Un peu plus tôt, les étudiants de la Faculté des sciences de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont également voté pour la reprise des cours.

Lundi, après 152 jours de grève, les 2000 étudiants de la [Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke](#) ont amorcé cette reprise. Ils ont été les premiers de la semaine à se prononcer pour le retour en classe.

D'autres votes ont suivi dans la journée de lundi, et les résultats ont été hétérogènes. Certaines associations étudiantes ont voté pour le retour en classe, d'autres pour la trêve électorale et d'autres, enfin, pour la poursuite de la grève.

Pour les résultats par facultés, départements et universités, consultez le tableau ci-dessous.

Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE)

Jeudi 16 août

Université de Montréal - Département de littérature comparée (poursuite de la grève)

Université Laval - Département d'histoire (trêve électorale)

Université Laval - Département d'arts plastiques (trêve électorale)

Vendredi 17 août

Université de Montréal - Département de philosophie (poursuite de la grève)

Université Laval - Département de théâtre (trêve électorale)

Samedi 18 août

Université de Sherbrooke - Faculté des lettres et sciences humaines (fin de la grève)

Lundi 20 août

Université de Montréal - Département d'études est-asiatiques (poursuite de la grève)

Université de Montréal - Département de science politique, cycles supérieurs (fin de la grève)

Université de Montréal - Département de cinéma (poursuite de la grève)

Université de Montréal - Département d'informatique et de recherche opérationnelle (fin de la grève)

Université de Montréal - Psychologie et sociologie (poursuite de la grève)

Université Laval - Département de création littéraire (suspension de la grève)

Université Laval - Département d'anthropologie (AÉÉA-UL)

Université Laval - Département de sociologie (poursuite de la grève)

Université Laval - Département de sociologie, cycles supérieurs (poursuite de la grève jusqu'au 6 septembre)

Université de Sherbrooke - Faculté d'éducation (fin de la grève)

UQAM - Faculté de science politique et droit (fin de la grève)

UQAM - Faculté des sciences de l'éducation (trêve électorale)

Mardi 21 août

Université de Montréal - Département de littérature langue moderne (trêve électorale)

Université de Montréal - Département d'études classiques (AECE-CUM)

Université de Montréal - Cycles supérieurs en anthropologie (poursuite de la grève)

UQAM - Faculté de langues et communication (fin de la grève)

UQAM - Secteur des sciences (fin de la grève)

UQAM - Faculté des arts (poursuite de la grève)

Mercredi 22 août

Université de Montréal - Département de sociologie (REESUM)

Jeudi 23 août

Université de Montréal - Département d'histoire (AEHUM)

Université de Montréal - Département de littérature de langue française (AELLFUM)

Université de Montréal - Département d'études internationales, cycles supérieurs (AECSEI)

Université de Montréal - Département d'études internationales et de sciences politiques (AESPEIUM)

Université de Montréal - Département de psychologie (AGEEPUM)

UQAM - Module de science politique (AEMSP)

UQAM - Faculté des sciences humaines (AFESH)

Lundi 27 août

Université de Montréal - Département de sociologie (cycles supérieurs) (AECSSUM)

Université de Montréal - Département de géographie (AEGUM)

En complément



Vidéo - [Les explications de Jacques Bissonnet](#)
[Les commentaires \(72\)](#)

LE DEVOIR : L'impasse reste entière avec les professeurs au sujet du rattrapage – Mercredi 22 août 2012

Lisa-Marie Gervais

À moins d'une semaine de la rentrée, c'est toujours l'impasse entre les professeurs et l'administration de l'Université de Montréal. Le syndicat des professeurs de l'établissement (SGPUM) a maintenant déposé deux griefs ainsi qu'une plainte à la Commission des relations du travail contre son employeur, a appris Le Devoir. Depuis les pourparlers de reprise en juin, les professeurs déplorent que la direction ne les ait pas encore reconnus comme interlocuteurs concernant l'organisation du rattrapage de la session. Ils craignent aussi de subir des préjudices en raison du manque de planification dans le dossier, ce qui a fait l'objet d'un second grief déposé au cours de la dernière semaine. « On a aussi déposé une plainte à la Commission des relations du travail, et là encore, ça concerne le respect de notre convention collective et le monopole de la représentation, qui est bafouée », a expliqué la vice-présidente du SGPUM, Marianne Kempeneers. Une ordonnance de sauvegarde, visant à statuer sur l'urgence de la

requête, a toutefois été rejetée par un arbitre le 9 août dernier.

Elle soutient que les professeurs sont dans le néant quant aux ressources additionnelles qui leur seront accordées. Étant donné qu'il n'y a aucun « battement » entre la session de rattrapage et la nouvelle session d'automne qui commencera, certains auront besoin d'aide notamment pour la correction, souligne Mme Kempeneers. Son impression est que la direction réagira au « cas par cas ».

« À quel moment suis-je censée donner les corrections ? À qui ? On ne sait pas comment va se faire la transition entre les examens, les évaluations et les remises de notes », a-t-elle indiqué. « Il y a un flou total. La direction ne veut pas discuter avec nous et on ne sait pas quoi répondre à nos collègues. On est réduit à faire ce que la loi 12 nous dit de faire. Il y a une situation d'anomie concernant l'encadrement du rattrapage. »

Le fait que la session d'automne se termine en janvier 2013, ce qui risque de décaler la suivante

et de repousser les activités académiques et de recherche des professeurs, en inquiète aussi plusieurs.

La direction de l'Université de Montréal ne croit pas au dialogue de sourds. « Ce sont les profs qui ont soumis les plans de rattrapage et on trouve qu'ils ont fait un travail exceptionnel », a dit Mathieu Fillion, du service des communications de l'UdeM. Les professeurs qui ont demandé une aide précise l'ont reçue, a-t-il ajouté. « Par exemple, les profs qui portaient en sabbatique et demandaient des congés pour la session, ça a été accordé quand c'était possible. »

Vos réactions (1)

André Michaud - Inscrit, 22 août 2012 09 h 25

Les conséquences

15 millions en frais policiers, une désorganisation de l'organisation scolaire, du décrochage, un surplus à payer aux profs...voilà les conséquences du boycott par environ le tiers des étudiants..

THE GAZETTE : Students back in class with a wait-and-see attitude – Wednesday, August 22, 2012



Photograph by: Phil Carpenter, THE GAZETTE
Thousands of College Maisonneuve students about to enter the school in Montreal, Monday August 13, 2012. They were having an assembly to vote on whether to continue the class boycott. Classes were supposed to resume today. School administration said that around 2,500 students attended the assembly.

By René Bruemmer, The Gazette August 22, 2012

MONTREAL - Students at CEGEP du Vieux Montréal turned out in force Tuesday to block the third vote in just over a week aimed at boycotting classes. It was the latest setback for the boycott movement as university

departments also voted this week to go back to class. Last week, students at all 14 CEGEPs that had been boycotting classes voted to resume courses. At Vieux-Montréal, pro-boycott students had called for an assembly general Tuesday to push for a new vote. Last week, students first voted by a slim majority to continue the boycott. A petition was submitted calling for a second vote on Friday, at which students listened to debates in the gym for seven hours before they voted overwhelmingly to return to class. Another petition was then submitted calling for a third general assembly. Almost 1,200 students showed up, and at the opening vote on whether or not to hold a general assembly reopen the issue, they voted no en masse and returned to class.

University departments that had been boycotting classes since last winter did the same. On Monday, students at the departments of political science and law and the department of education at the Université du Québec à Montréal both opted for a suspension of their boycott and a return to class until another vote to be held after the Sept. 4 provincial elections. Students at the Université de Sherbrooke's education department and Université Laval's creative literature department followed suit.

On Tuesday, the faculty of sciences at UQAM and modern languages at UdeM also voted to return to class.

Some smaller groups, including the departments of East-Asian studies and cinema studies at the Université de Montréal, voted to continue their boycotts Monday. More than a dozen university departments are still slated to hold votes in the coming weeks. UQAM's arts faculty, which voted to continue its boycott last week, voted again on Tuesday night to continue the boycott.

Student federation CLASSE, the only association to exhort its members to keep striking, said the votes came as a disappointment, but don't represent the end of the protest movement against increases to university tuition.

"It's certain we had made a different appeal," CLASSE co-spokesperson Jeanne Reynolds said. "But the choice must be respected. What we have always said is we considered the strike an efficient tool that can help us obtain gains, but it has not yet brought us our final goals." The movement will continue in other ways, she said, noting that many student departments have voted to hold another vote after the election, and mass protests are planned for Wednesday. According to CLASSE, 43,000 university students are still boycotting classes, and departments representing 12,000 students have voted to continue the walkouts since the elections started.

5 comments

Tim52, 9:16 AM on 8/22/2012

@ Huge Jazz

I guess they take their lessons from the Party quebécois, where even when we have voted no twice, they want another referendum
anon927883206 , 8:58 AM on 8/22/2012

Classe is like the die-hard Separatists who, despite having lost 2 Referendums want to keep on trying until they get a Yes. If they every get a Yes, then they'll declare 'the people have spoken' and future referendums will not be permitted. Democracy in action.

Huge Jazz, 6:43 AM on 8/22/2012

Apparently CLASSE and whoever else didn't learn math. The students voted no. The student unions apparently can't count. No means no. Luke Skywalker and his buddies bailed out of their sinking ship just in time, like the little rats they are.

montreal guy, 8:52 PM on 8/21/2012

THE KIDS HAVE GROWN UP...FAST...AS FOR 'CLASSE' WHICH IS CLASSLESS, GOOD RIDDANCE TO THEM. THEY ARE A BUNCH CRAZY DUMB KIDS...GOOD RIDDANCE TO THAT NUTTY NADEAU ALSO...

frank101, 8:05 PM on 8/21/2012

The kids are alright. For now

JOURNALDEMONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Fin de la grève - Publié le: mardi 21 août 2012, 20H36 | Mise à jour: mardi 21 août 2012, 20H40



Photo Joël Lemay / Agence QMI

Agence QMI

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont finalement décidé de reporter le vote sur la poursuite du mouvement de grève après les élections à la suite d'une assemblée générale de courte durée, mardi.

Après avoir voté le retour en cours la semaine dernière, certains étudiants ont déposé une pétition réclamant la tenue d'un nouveau vote sur la grève. Ils se sont donc de nouveau réunis pour débattre mardi, alors que selon la direction de l'établissement, la rentrée s'est déroulée normalement lundi.

«On est passés au vote pour savoir si, oui ou non, on allait procéder à l'ouverture de l'assemblée et, en fait, il n'y a jamais eu d'ouverture, donc tout est levé», a expliqué un étudiant, avant d'ajouter qu'il était «satisfait».

Plusieurs étudiants avaient en effet dit craindre le fait d'étudier dans le seul établissement encore en grève, ce qui aurait eu des impacts importants sur la poursuite de leur cheminement scolaire.

«Je suis toujours contre la hausse des frais, toujours carré rouge, mais quand même, je veux aller à l'école, je veux terminer mon programme. Je pense que ce n'est plus le moyen de pression à utiliser, surtout pendant les élections», a confié une étudiante.

«Si les libéraux rentrent au pouvoir, je suis prêt à retourner en grève, mais pour le moment, j'aime ça reprendre le cégep», a dit un jeune homme.

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal seront exceptionnellement en grève mercredi, comme plusieurs autres établissements scolaires, afin de participer à la manifestation du 22 août, comme tous les 22 de chaque mois depuis mars dernier.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

le reel but d etre aux études est justement d en apprendre le plus possible pour mieux etre equipé dans la vie, plus vite tu termine et mieux va se porter ta carriere,

08/22/2012 12:58 AM

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

c'est a peu pres temps qu'il allume, cest bien beau les greves mais sa mets de du beurre sur les toast

08/22/2012 12:57 AM

TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Fin de la grève au cégep du Vieux-Montréal - Première publication mardi 21 août 2012 à 19h11



Crédit photo : Agence QMI

TVA Nouvelles

C'est une assemblée générale de courte durée qui s'est tenue mardi au cégep du Vieux-Montréal, alors que les étudiants ont décidé de reporter le vote sur la poursuite ou non de la grève.

«On est passé au vote pour savoir si oui ou non on allait procéder à l'ouverture de l'assemblée et, en fait, il n'y a jamais eu d'ouverture, donc tout est levé», a expliqué un étudiant, avant d'ajouter qu'il était «satisfait».

Vendredi dernier, l'issue d'un premier vote au cégep du Vieux-Montréal avait été un retour en classe jusqu'à l'élection du 4 septembre, comme tous les cégeps et universités du Québec.

Plusieurs étudiants de l'un des cégeps les plus militants ont dit craindre le fait d'étudier dans le seul établissement encore en grève, ce qui aurait des impacts importants sur la poursuite de leur cheminement scolaire.

«Je suis toujours contre la hausse des frais, toujours carré rouge, mais quand même je veux aller à l'école, je veux terminer mon programme. Je pense que ce n'est plus le moyen de pression à utiliser, surtout pendant les élections», a confié une étudiante.

Mais ce retour en classe ne semble pas être définitif pour tous.

«Si les libéraux rentrent au pouvoir, je suis prêt à retourner en grève, mais pour le moment, j'aime ça reprendre le cégep», a dit un jeune homme.

Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal seront en grève mercredi, comme quelques autres établissements scolaires, afin de participer à la manifestation du 22 août, qui s'inscrit dans la poursuite de celles du 22e jour des mois précédents, depuis mars dernier.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : des initiations dégénèrent – Mise à jour le mardi 21 août 2012 à 14 h 18 HAE

La rentrée des classes au Cégep de Jonquière semble perturber la quiétude des résidents des quartiers autour de l'établissement.

Lundi, des initiations des étudiants ont dégénéré. Deux jeunes ont dû être transportés d'urgence à l'hôpital pour consommation excessive. La direc-

tion du collège précise toutefois que leur état de santé n'est pas préoccupant.

Durant la soirée, les policiers du Service de police de Saguenay ont reçu plus d'une quinzaine d'appels des citoyens.

Huit billets d'infraction ont été remis à des étudiants pour avoir troublé la paix et consommé de

l'alcool sur la voie publique dans les rues avoisinantes.

Les policiers constatent une augmentation des attroupements avec les réseaux sociaux.

En complément





Vidéo - [Cégep de Jonquière : des initiations dégénèrent](#)

Les commentaires (3)

Envoyé par [Ariane Bouchard](#) de Saguenay, 21 août 2012 à 20 h 43 HAE

Soupir Difficile de défendre les participants aux initiations des accusations qu'on leur attribue quand on voit qu'ils sont même pas capables de se contrôler. Évidemment, les événements déplorés sont attribuables à des individus, mais je

pense que les organisateurs devraient faire quelque chose.

Se costumer de manière ridicule pour le premier jour ou la première semaine d'école, aucun problème, mais je trouve ça vraiment nul et immature de leur part de faire déborder ça de la sorte.

Ça a vraiment un effet super sur la crédibilité que les jeunes ont peine à obtenir. Avec des images comme ça, certainement qu'elle va nous croire, le reste de la population, quand on va leur parler de justice sociale et de pauvreté chez les étudiants. (Sarcasme détecté)

Envoyé par [André Pedneault](#) de Montréal-métro, 21 août 2012 à 23 h 12 HAE en réponse à [Ariane Bouchard de Saguenay](#)

Sans vouloir les défendre, je crois que ceux qui "leur attribue des accusations" auraient la mémoire courte. À ma connaissance, il y a eu ce genre de débordements dans un passé pas si récent. Loin de moi l'idée de justifier ces gestes, mais il ne faudrait pas penser que ces jeunes

sont pires que les générations précédentes. Je crois que les générations se suivent et se ressemblent sur ce point. Si ces jeunes ne sont pas "crédibles", alors toutes les "jeunesses" précédentes qui ont agi ainsi ne le seraient pas non plus ?

Envoyé par [Jean-ChristopheC Jean-Christophe](#) de Québec, 22 août 2012 à 08 h 46 HAE en réponse à [Ariane Bouchard de Saguenay](#)

Les initiations sont surtout là pour permettre une meilleure entrée au CEGEP avec les centaines de personnes que les nouveaux ne connaissent pas. Être à l'école en région et sans amis est, d'après moi, une des causes du décrochage scolaire.

De plus, je ne vois pas pourquoi on parle ici de pauvreté des jeunes lors d'initiations dans un CEGEP où la grève (pour un gel des frais de scolarité *vous deviez y faire référence*) n'a pas passée à 2 assemblées générales. Nous sommes 250 000 dans les rues et c'est 2 jeunes qui sont «passed out» dans un CEGEP non-en-grève qui va peser dans la balance?... Vraiment?

LA TRIBUNE: Retour en classe: la faculté d'éducation emboîte le pas - Publié le mardi 21 août 2012 à 10h53



Imacom, René Marquis

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Le nombre d'étudiants en grève a littéralement fondu comme neige au soleil dans la région. Les étudiants de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke ont mis fin à la grève, hier, comme le proposait l'exécutif de leur association.

Selon le président de l'Association générale des étudiantes et des étudiants de la faculté d'éducation (AGEEFUS), Julien Bilodeau, cette proposition a été faite parce que les conditions nécessaires à la poursuite de la grève ne sont plus réunies, soit un seuil de 75 000 étudiants en grève dans la province et cinq campus. C'est sur la base de ces conditions que les étudiants ont joint le mouvement, en mars dernier. L'association en a profité pour honorer ses membres pour leur lutte à la hausse des droits de scolarité lancée ce printemps.

Selon Julien Bilodeau, entre 400 et 600 personnes ont pris part à l'assemblée générale, qui coïncidait avec la reprise des mesures de rattrapage. Sur place, les points de vue sur la question divergeaient.

Finissantes en orientation, Marilyn Bouchard et Mylène Benoit-Lessard n'avaient qu'une chose en tête : obtenir leur diplôme en vue de la collation des grades, prévue en septembre.

Interrogée sur l'influence des votes d'autres associations, où la grève a été soit écartée soit mise en veilleuse, Laurence Lavallée estimait que cela pourrait influencer les gens présents. Mais à ses yeux, si Jean Charest retournait au pouvoir, et que les étudiants ont cessé la grève, c'est un peu comme s'ils s'étaient battus pour rien.

TVANOUVELLES : Votes de grève : Le mouvement étudiant divisé - Première publication mardi 21 août 2012 à 08h05



Crédit photo : Agence QMI

Des étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM se sont prononcés sur un point d'ordre en début d'assemblée générale, hier.

Par Sarah Bélisle | *Journal de Montréal*

Les **étudiants universitaires** ne sont pas sur le même diapason quant à la poursuite ou non de leur **mouvement de grève**, bien au contraire.

Alors que les cégépiens ont choisi de retourner sur les bancs d'école, les premiers étudiants universitaires à se prononcer sur la question hier se sont montrés plutôt divisés. Ils ont adopté des stratégies fort différentes.

Pas moins de 12 associations facultaires à travers la province avaient convoqué leurs membres. Une quinzaine d'autres scrutins sont prévus au courant de la semaine.

Plusieurs ont choisi de mettre un terme à la grève pour de bon. C'est le cas des étudiants de la faculté de sciences politiques et droit de l'UQAM et de ceux en éducation à l'Université de Sherbrooke.

Élections attendues

Solution de compromis, la trêve a aussi la cote auprès des étudiants. Elle permet la reprise des cours le temps de la campagne électorale. Les étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM étaient de cet avis, de même que ceux en création littéraire à l'Université Laval.

C'est qu'ils sont nombreux à placer beaucoup d'espoir dans une défaite libérale aux élections du 4 septembre.

«Je pense qu'il faut reprendre les cours au moins jusqu'aux élections. Avec un changement de parti au pouvoir, on aura peut-être la chance d'avoir plus d'ouverture dans les négociations», laisse tomber Julie Renard, avant d'entrer en assemblée à l'UQAM.

«Et il n'est pas dit qu'il n'y aura pas de poursuite après les élections», ajoute-t-elle.

Reconductions

Julien Labrecque n'est pas du même avis. Il croit plutôt qu'il faut continuer à exercer de la pression, élection ou pas.

«Tant qu'à se battre pour quelque chose, on n'abandonne pas si proche de l'obtenir, s'exclame l'étudiant en enseignement. Un nouveau gouvernement, ça ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de hausse des droits de scolarité.»

Il n'est pas seul à penser ainsi. Quelques associations ont décidé de poursuivre le mouvement de grève coûte que coûte.

Jamais deux sans trois

C'est le cas des étudiants en cinéma de l'UdeM et de leurs collègues en études est-asiatiques, notamment.

La reprise aura été de courte durée au cégep du Vieux-Montréal. Après avoir voté à deux reprises la semaine dernière, les étudiants se réunissent de nouveau cet après-midi pour débattre. Certains ont déposé une pétition réclamant la tenue d'un troisième vote sur la grève.

De son côté, la direction de l'établissement assure que la rentrée s'est déroulée sans anicroche hier.



LA PRESSE : Vers la fin de la grève... jusqu'aux élections - Publié le mardi 21 août 2012 à 06h39



Photo La Presse Canadienne

Un nouveau vote de grève aura lieu aujourd'hui au cégep du Vieux-Montréal.

Pascale Breton, La Presse

Trois importantes associations étudiantes ont voté pour mettre fin à la grève, hier. Le retour en classe le 27 août devrait donc être moins chaotique que prévu, ce qui permettra aux étudiants de terminer leur trimestre d'hiver.

À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les étudiants de l'Association des sciences de l'éducation (ADEESE) se sont prononcés pour une trêve jusqu'au 5 septembre. Dès le lendemain des élections, ils pourraient choisir de reprendre la grève. Les étudiants de l'Association de la faculté de science politique et droit (AFESPED) ont quant à eux décidé de retourner sur les bancs d'école. Les deux organisations, qui se sont prononcées en soirée hier, étaient en grève depuis le début du mouvement.

Plus tôt dans la journée, les étudiants en éducation de l'Université de Sherbrooke ont aussi décidé de reprendre les cours.

Même si la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) reconnaît que le nombre de grévistes diminue, elle soutient que l'appui aux étudiants, lui, ne s'essouffle pas. «On voit que les votes de grève passent un peu moins, mais c'est un contexte qui est difficile. Les étudiants sentent que la loi 12 judiciarise le conflit, et les étudiants ont mis une croix sur leurs études pendant longtemps», dit Camille Robert, co-porte-parole de l'organisation. Elle n'écarte d'ailleurs pas la possibilité que la grève reprenne de la vigueur après les élections.

Au total, une douzaine d'associations universitaires se sont prononcées hier, à l'Université de Montréal, à l'UQAM, à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke.

Les votes se poursuivent toute la semaine. Hier matin, la CLASSE a rapporté que quelque 60 000 étudiants sont toujours en grève. Parmi eux, 11 000 ont reconduit la grève depuis le déclenchement des élections.

L'actuelle campagne électorale et le retour en classe de la totalité des cégeps qui étaient toujours en grève semblent toutefois influencer le résultat des votes. Après avoir voté pour la poursuite de la grève la semaine dernière, les étudiants de la faculté des arts de l'UQAM organisent ainsi un nouveau vote de reconduction aujourd'hui.

Mais le retour en classe demeure fragile. Le cégep du Vieux-Montréal fait de nouveau face à un vote de grève dans une assemblée convoquée aujourd'hui. C'est la troisième fois en une semaine que les cégépiens de cette institution sont invités à se prononcer. Une pétition a d'ailleurs été déposée au ministère de l'Éducation par des élèves qui soutiennent qu'«une portion significative du corps étudiant du cégep du Vieux-Montréal ne se sent plus représentée par l'association générale étudiante».

Lundi dernier, un premier vote a reconduit la grève par 18 voix seulement. Après le dépôt d'une pétition, un nouveau vote a eu lieu vendredi et a été remporté par les tenants du retour en classe. À la suite d'une nouvelle pétition qui dénonce notamment des abus de procédure et de l'intimidation, une nouvelle assemblée est organisée aujourd'hui.

LA PRESSE : Les touristes n'ont pas fui Montréal - Publié le mardi 21 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 21 août 2012 à 09h35

Pierre-André Normandin, La Presse

Loin d'être la catastrophe annoncée, le conflit étudiant n'a pas fait fuir les touristes de Montréal au printemps dernier, selon Tourisme Québec. Au contraire, les plus récentes données sur l'occupation des hôtels permettent de constater que la métropole a connu son meilleur mois de juin en plus de 10 ans.

Le nombre de chambres louées dans la métropole a bondi de 11,6% par rapport à juin 2011. En moyenne, pas moins de 17 265 chambres ont quotidiennement trouvé preneur - de loin la meilleure performance de Montréal en plus d'une décennie.

Cette progression est d'autant plus importante que, à Québec, deuxième destination touristique de la province, le taux d'occupation a connu une augmentation de seulement 2,2% durant la même période.

Les mois de mars, avril et mai ont eux aussi connu des hausses de fréquentation par rapport à 2011, sans toutefois battre de records. L'augmentation, de 3%, est toutefois moins élevée que celle observée en juin. La forte fréquentation des hôtels montréalais au début de l'été s'est également reflétée dans le tarif moyen de location, qui connu une importante augmentation pour s'établir à 162\$ en juin. À la même période l'an dernier, le prix moyen des chambres était de 146\$.

Ces hausses combinées de l'occupation des hôtels et du prix de location ont fait exploser les recettes des hôteliers de 21% en juin. Ils se sont ainsi partagé près de 84 millions, comparativement à 69 millions l'an dernier.

Ces données contrastent avec l'alarmisme de l'industrie touristique au début de la saison estivale, au moment où le conflit étudiant battait son plein. À la fin du mois de mai, lors d'une rencontre avec le ministre des Finances, Raymond Bachand, des membres de la chambre de commerce du Montréal métropolitain avaient évoqué une chute de leur chiffre d'affaires de 25% à 50% en raison du conflit étudiant.

Les hôteliers doutent

L'Association des hôtels du Grand Montréal (AHGM), qui représente plus des trois quarts des hôteliers de la région, met en doute les chiffres de Tourisme Québec. William Brown, vice-président-directeur de l'AHGM, soutient que la hausse de la fréquentation en juin est beaucoup plus modeste -soit d'à peine 0,5%.

M. Brown, qui affirme colliger lui-même les statistiques de ses membres, remet en question la méthodologie utilisée par Tourisme Québec. Pour sa part, le Ministère est sûr de ses données; il se base en effet sur un son-

dage réalisé tous les mois par l'Institut de la statistique du Québec auprès de la moitié de tous les établissements hôteliers de la province.

Au-delà de cette guerre de chiffres, l'AHGM affirme que les hôteliers montréalais ont surtout souffert en juillet. Il évoque pour cette période un recul de l'affluence de plus de 12% par rapport à 2011. Le prix des chambres aurait lui aussi dégringolé.

William Brown explique cette baisse par la force du dollar canadien, qui pourrait décourager les touristes européens et américains. M. Brown estime également que le conflit étudiant, qui sévissait au moment où les touristes planifiaient leurs vacances, a pu en inciter plusieurs à délaisser la métropole. Si les hôteliers n'ont pas trop souffert en juin, c'est que plusieurs congrès sont venus sauver la mise, ajoute l'AHGM.



Photo: David Boily, La Presse

Selon Tourisme Québec, le conflit étudiant n'a pas nui au taux d'occupation des hôtels, en hausse de 11,6% en juin, le meilleur résultat en plus de 10 ans dans ce mois. L'Association des hôtels du Grand Montréal conteste cependant les chiffres.

LE DEVOIR : Les étudiants reçoivent une facture plus élevée : Même si les élections n'ont pas eu lieu, des universités haussent déjà les droits de scolarité – Mardi 21 août 2012



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir
 À McGill, les droits de scolarité pour un semestre au 3e cycle ont bondi à 1201,95 \$.

Lisa-Marie Gervais

La rentrée universitaire approche à grands pas, et certains étudiants ont déjà reçu une facture plus élevée, a constaté Le Devoir. Plusieurs universités ont commencé à envoyer des factures majorées, correspondant à la hausse annuelle imposée par le gouvernement Charest de 254 \$ pendant sept ans.

À l'Université McGill, Jim (nom fictif), étudiant au doctorat, a reçu le 4 août une facture qui fixait, parmi d'autres frais, les droits de scolarité du 3e cycle pour un semestre à 1083,90 \$. Deux jours plus tard, il a reçu une seconde facture, plus élevée, de 1201,95 \$, payable au plus tard le 31 août. À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les factures majorées sont envoyées depuis la mi-juillet, mais les étudiants devront l'acquitter quelques semaines après la rentrée, qui se fera en même temps pour tous les étudiants, soit le 1er octobre.

À l'Université de Montréal, les factures seront envoyées à la mi-septembre. L'Université Laval fera de même pour ses étudiants qui commenceront les cours au lendemain des élections le 5 septembre, mais procédera à un second envoi, décalé, aux étudiants qui commenceront le 1er octobre. À l'Université Concordia, la facture majorée est générée par Internet au moment de l'inscription en ligne.

Si les universités disent ne faire qu'appliquer les directives ministérielles, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) trouve ce choix prématuré étant donné que les élections pourraient changer la donne. « C'est très précipité. On se demande ce que cache cet empressement

à demander aux étudiants de payer alors qu'on est en pleine élection. Rien n'indique que la hausse va être maintenue », a dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle fait remarquer que l'empressement du gouvernement à bonifier l'aide financière n'est toutefois pas le même, puisque les changements promis aux prêts et bourses n'entreront en vigueur que le 1er octobre.

Si le Parti libéral n'est pas réélu, la hausse pourrait effectivement être suspendue pour le semestre d'automne 2012 qui s'amorce. Ce serait le cas avec un gouvernement péquiste, a souligné la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui souhaite néanmoins une indexation du coût des études. Les montants de la hausse déjà perçus seraient ainsi remboursés.

Advenant un gouvernement dirigé par la Coalition avenir Québec, la majoration des droits de scolarité sera suspendue jusqu'en janvier 2013, avait précisé son chef, François Legault. Son parti propose toutefois une augmentation de la facture de 200 \$ par année pendant cinq ans.

La plupart des universités ont déjà planifié leurs budgets en fonction de la hausse des droits de scolarité, qui doit leur rapporter un financement supplémentaire de 160 millions. Elles devront s'adapter si les directives gouvernementales changent. « On n'a pas de scénario pour le lendemain de l'élection. Si le gouvernement nous demande de changer, on va s'ajuster », a indiqué Mathieu Filion, du service des communications de l'Université de Montréal.

Vos réactions

Sylvain Auclair – Abonné, 21 août 2012 07 h 57
 Où est la surprise?

La hausse des frais est une décision qui a déjà été prise par le ministre des Finances et qui n'a jamais été annulée, malgré tous les efforts des étudiants.

François Dugal – Abonné, 21 août 2012 08 h 08
 L'étudiant utilisateur-payeur

L'accès à l'éducation sous le joug du modèle capitaliste de l'utilisateur-payeur: quelle misère. Dominic Cliche – Abonné, 21 août 2012 10 h 43
 Erreur factuelle

La hausse n'est pas de 254\$ sur sept ans, mais de 1778\$ sur sept ans. Une hausse cumulative de 254\$ par année, qui fait augmenter à terme le coût d'études au baccalauréat de 5334\$.

Comme le gouvernement aime utiliser des mesures qui amenuisent l'impression de coût élevé, spécifions que c'est près de 12\$ de plus par jour de cours.

henri -s garneau – Inscrit, 21 août 2012 12 h 23
 C'est encore donné!!!!

Djosef Bouteu – Inscrit, 21 août 2012 14 h 30

@Henri : De toute évidence, vous n'avez pas passé votre première année en mathématiques. C'est dans d'autres nations que les études universitaires sont données. Comme en Finlande, par exemple.

Donné, ça veut dire zéro dollars. Le 12\$ par jour, c'est la hausse seulement, pas les frais totaux. C'est si facile de prendre un néo-libéral en train de mentir ou de déformer les faits. En général, le premier indice qu'il y a anguille sous roche, c'est qu'il ouvre la bouche...

Killian Meilleur – Inscrit, 21 août 2012 14 h 48

M. Henri -s Garneau, j'aimerais que vous daigniez étayer votre déclaration ; on ne peut faire de débat sur des déclarations de cet acabit.

Voici quelques faits pour nous réchauffer :

Dans la mesure où les professionnels formés par l'institution scolaire gratuite ne quittent pas le pays, ils rapportent plus au gouvernement, par leurs taxes et impôts, que ce qu'ils lui ont coûté, simplement en « pompant » l'argent des compagnies vers le Québec.

Qui plus est, on sait déjà que l'apport étatique de l'ex-universitaire moyen dépasse de multiples fois celui d'un non-universitaire.

La gratuité scolaire créant en fait une plus grande population universitaire, composée de gens qui étudient plus longtemps et qui, en bout de ligne, généreront encore plus d'impôts et de taxes, elle s'inscrit, à moyen terme, à l'actif d'un pays...

Tout comme l'ont démontré tous les pays qui ont choisi la gratuité scolaire!

Mais je vous donne raison...

C'est vrai que c'est donné!

C'est vrai que, hausser les frais de scolarité, c'est donner, à cause des prêts étudiants, de l'argent aux banques inutilement, de l'argent qui aurait pu être investi au Québec, mais qui finira dans un paradis fiscal!

Mais je ne vois pas en quoi cela constitue un argument en faveur de la hausse...

Mariette Payeur – Inscrite, 21 août 2012 15 h 36
 Partant du principe que tout ce que vous dites est exact, j'aimerais bien connaître quelles sont les ignobles conditions du plan Charest en ce qui concerne les prêts et bourses?

À vous lire, je serais portée à conclure qu'aucune amélioration, aucun montant supplémentaire, n'y a été apporté en contrepartie des hausses farmineuses! Est-ce le cas?

D'autres personnes, sans doute plongées dans l'erreur, ont laissé entendre que, pour les plus démunis, les nouveaux montants des bourses compensaient les hausses de coûts.

Par contre, les malheureux qui font partie des mieux nantis devraient déboursier davantage. Quelle iniquité!

P.S.: Si vous êtes aussi informé qu'on serait porté à le croire, vous devez savoir que l'expression "c'est donné" se traduit par "it's dirt cheap", i-e "très bon marché". Alors laissez votre mauvaise foi de côté s.v.p.

henri -s garneau – Inscrit, 24 août 2012 12 h 34
 @ Djosef Bouteu

vous dites: "Donné, ça veut dire zéro dollars" , Pour l'étudiant, pour le contribuable c'est entre 15000\$ à 26000\$/année qu'il doit payer pour que le cher petit puisse faire ses études pendant 1 an! Pis arrêtez toujours de comparer le québec avec les pays scandinave, les québécois n'ont pas l'esprit du sacrifice de 2 ans de leur chère vie d'ado au service de l'armée, pendant ces 2 ans le gouv. Finlandais récupère l'argent qui va servir à l'étudiant pour lui payer ses études, arrêtez de grâce de comparer les tempéraments latins d'ici avec ces peuples disciplinés.

LE DEVOIR : La grève prend fin dans des facultés universitaires «baromètres» - Mardi 21 août 2012

Lisa-Marie Gervais

Après les cégépiens, qui sont tous retournés en classe, voilà que les étudiants d'importantes facultés universitaires, bastions de résistance, leur emboîtent le pas. Hier, la Faculté de science politique et droit (AFESPED-UQAM) et la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE-UQAM),

qualifiées de baromètres par la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), ont finalement voté pour la suspension de la grève. Le département de création littéraire de l'Université Laval ainsi que la Faculté d'éducation de l'Université Sherbrooke ont fait de même. Il reste toutefois quelques territoires épars qui ont reconduit la

grève hier, notamment le département de cinéma et celui d'études est-asiatiques de l'Université de Montréal (UdeM).

Alors que d'autres votes se tiennent ce mardi à la Faculté de langues et communication de l'UQAM et au département de littérature langue moderne de l'UdeM, le cégep du Vieux-Montréal



tiendra lui aussi une assemblée générale mardi de la grève ont signé une pétition rendant possible une nouvelle convocation. Toutefois, pour qu'il y ait vote, le quorum de 690 étudiants doit être atteint, ce qui est peu probable, a-t-on expliqué au Devoir. L'assemblée aura lieu à 14 h et devrait servir de plénière pour revenir sur les événements des derniers jours.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée des classes : semaine décisive dans les universités – Mise à jour le mardi 21 août 2012 à 0 h 35 HAE

Vidéo : Le compte rendu de Mélanie Bourgeois

Une semaine décisive s'est amorcée lundi dans des dizaines de facultés et de départements universitaires du Québec, qui sont appelés à se prononcer tour à tour sur la reconduction de la grève.

Les étudiants de la [Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke](#) ont été les premiers à se prononcer lundi matin. Après 152 jours de grève, les 2000 étudiants concernés ont choisi de retourner en classe.

En soirée, les étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) n'ont pas choisi de mettre fin à la grève, mais ont voté massivement en faveur d'une trêve électorale jusqu'au 5 septembre.

Les étudiants en science politique et droit de l'UQAM ont quant à eux choisi de mettre fin à la grève. Au terme de l'assemblée, 331 d'entre eux ont voté pour le retour en classe, 240 ont voté contre et 22 se sont abstenus.

Du côté de l'Association étudiante de création littéraire de l'Université Laval, 51 membres ont voté pour la suspension de la grève, 20 contre et 5 se sont abstenus.

Le Département d'études est-asiatiques de l'Université de Montréal (UdeM) a pour sa part voté à 75 % pour la poursuite de la grève. Les membres de l'Association étudiante d'études cinématographiques de l'UdeM ont également reconduit la grève générale illimitée : 65 ont voté pour, 57 contre et 10 se sont abstenus.

Les étudiants au premier cycle en sociologie de l'Université Laval ont également voté pour la poursuite de la grève. Ceux aux cycles supérieurs ont aussi opté pour la reconduction de la grève, mais ont choisi de tenir une nouvelle assemblée générale le 6 septembre.

Selon une compilation de la CLASSE, 11 296 étudiants sont membres d'associations ayant voté pour la poursuite de la grève depuis le déclenchement des élections générales. Bien que plusieurs associations étudiantes aient choisi de retourner en classe, 107 352 étudiants seront toutefois en grève lors de la manifestation du 22 août, toujours selon les chiffres de la CLASSE.

Les étudiants déçus du débat électoral

Par ailleurs, difficile de dissocier le conflit étudiant de la campagne électorale qui se déroule depuis 20 jours au Québec. Ce groupe des 18-24 ans, qui représente 2 millions d'électeurs, a été particulièrement sollicité au cours des dernières semaines.

Ces derniers étaient donc extrêmement attentifs au [premier débat électoral](#) de dimanche soir, mais on relève beaucoup de déception chez les étudiants, qui ont dû attendre près de 90 minutes avant que le sujet des droits de scolarité ne fasse son apparition dans le débat.

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, s'est dite « extrêmement déçue de voir que l'éducation ait pris si peu de place dans le débat ».

« Déjà que c'est difficile d'en faire un enjeu électoral depuis plusieurs années au Québec, et maintenant de voir que malgré tout ce qu'on a vécu au printemps, ce ne soit pas plus présent dans les débats, je me demande bien quand les partis politiques vont vraiment se préoccuper de l'éducation des générations futures », a-t-elle déploré.

« On a l'impression en fait que les chefs se battent entre eux au lieu de proposer des idées, c'est ce qu'on craignait un peu », a quant à elle affirmé la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, qualifiant tout de même le débat de « très animé ».

Même si l'un a décidé de reprendre les cours et que l'autre est encore indécis, le Cégep de Saint-Laurent et le Cégep du Vieux Montréal attendent de leur côté l'issue du scrutin du 4 septembre pour se prononcer sur la suite du mouvement.

Les étudiants du Vieux Montréal devraient tenir une nouvelle assemblée générale le 7 septembre, trois jours après le scrutin électoral. Et ceux du Cégep de Saint-Laurent se prononceront de nouveau après la session, soit à la fin septembre.

Les étudiants du Cégep de Saint-Laurent ont repris lundi les cours pour terminer leur session d'hiver, au terme de [longues assemblées](#). Ceux du Vieux Montréal seront quant à eux invités à voter sur la poursuite de la grève [pour une troisième fois](#) mardi après-midi.

Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE)

Jeu

Université de Montréal - Département de littérature comparée (poursuite de la grève)

Université Laval - Département d'histoire (trêve électorale)
Université Laval - Département d'arts plastiques (trêve électorale)

Vendredi 17 août

Université de Montréal - Département de philosophie (poursuite de la grève)

Université Laval - Département de théâtre (trêve électorale)

Samedi 18 août

Université de Sherbrooke - Faculté des lettres et sciences humaines (fin de la grève)

Lundi 20 août

Université de Montréal - Département d'études est-asiatiques (poursuite de la grève)

Université de Montréal - Département de science politique, cycles supérieurs (AECSSPUM)

Université de Montréal - Département de cinéma (poursuite de la grève)

Université de Montréal - Département d'informatique et de recherche opérationnelle (AEDIROUM)

Université de Montréal - Psychologie et sociologie (AEPsum)

Université Laval - Département de création littéraire (suspension de la grève)

Université Laval - Département d'anthropologie (AÉÉA-UL)

Université Laval - Département de sociologie (poursuite de la grève)

Université Laval - Département de sociologie, cycles supérieurs (poursuite de la grève jusqu'au 6 septembre)

Université de Sherbrooke - Faculté d'éducation (fin de la grève)

UQAM - Faculté de science politique et droit (fin de la grève)

UQAM - Faculté des sciences de l'éducation (trêve électorale)

Mardi 21 août

Université de Montréal - Département de littérature langue moderne (AEDLLM)

Université de Montréal - Département d'études classiques (AECUM)

Université de Montréal - Cycles supérieurs en Anthropologie (AECsaum)

UQAM - Faculté de langues et communication (AFELC-UQAM)

UQAM - Secteur des sciences (AESSUQAM)

UQAM - Faculté des arts (AFÉA-UQAM)

Mercredi 22 août

Université de Montréal - Département de sociologie (REESUM)

Jeu

Université de Montréal - Département d'histoire (AEHUM)

Université de Montréal - Département de littérature de langue française (AELLFUM)

Université de Montréal - Département d'études internationales, cycles supérieurs (AECSEI)

Université de Montréal - Département d'études internationales et de sciences politiques (AESPEIUM)

Université de Montréal - Département de psychologie (AGEEPUM)

UQAM - Module de science politique (AEMSP)

UQAM - Faculté des sciences humaines (AFESH)

Lundi 27 août

Université de Montréal - Département de sociologie (cycles supérieurs) (AECSSUM)

Université de Montréal - Département de géographie (AEGUM)

En complément



Vidéo - [Le compte rendu de Mélanie Bourgeois](#)



Vidéo - [Azeb Wolde-Ghiorgis dresse un portrait du financement des universités québécoises](#)



Vidéo - [Entrevue avec Armande St-Jean, professeure en communication à l'Université de Sherbrooke, et Roger Noël, ancien doyen de la Faculté d'administration à l'Université de Sherbrooke](#)
[Les commentaires \(64\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Université | Grève : Étudiants divisés - Certains étudiants universitaires retourneront en classe, d'autres refusent - Publié le: lundi 20 août 2012, 23H36 | Mise à jour: lundi 20 août 2012, 23H48

Vidéo : Dominique Fréchette sur le vote de grève à l'UQAM, 20 août 2012, Journal de Montréal

votes aujourd'hui

- Université de Montréal - Département de littérature langue moderne
- Université de Montréal - Département d'études classiques
- Université de Montréal - Cycles supérieurs en Anthropologie
- UQAM - Faculté de langues et communication
- UQAM - Secteur des sciences
- UQAM - Faculté des arts
- Cégep Vieux-Montréal

SOURCE : CLASSE

Sarah Bélisle

Les étudiants universitaires ne sont pas sur le même diapason quant à la poursuite ou non de leur mouvement de grève, bien au contraire.

Alors que les cégepiens ont choisi de retourner sur les bancs d'école, les premiers étudiants universitaires à se prononcer sur la question hier se sont montrés plutôt divisés. Ils ont adopté des stratégies fort différentes.

Pas moins de 12 associations facultaires à travers la province avaient convoqué leurs

membres. Une quinzaine d'autres scrutins sont prévus au courant de la semaine.

Plusieurs ont choisi de mettre un terme à la grève pour de bon. C'est le cas des étudiants de la faculté de sciences politiques et droit de l'UQAM et de ceux en éducation à l'Université de Sherbrooke.

Élections attendues

Solution de compromis, la trêve a aussi la cote auprès des étudiants. Elle permet la reprise des cours le temps de la campagne électorale. Les étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM étaient de cet avis, de même que ceux en création littéraire à l'Université Laval.

C'est qu'ils sont nombreux à placer beaucoup d'espoir dans une défaite libérale aux élections du 4 septembre.

« Je pense qu'il faut reprendre les cours au moins jusqu'aux élections. Avec un changement de parti au pouvoir, on aura peut-être la chance d'avoir plus d'ouverture dans les négociations », laisse tomber Julie Renard, avant d'entrer en assemblée à l'UQAM.

« Et il n'est pas dit qu'il n'y aura pas de poursuite après les élections », ajoute-t-elle.

Reconductions

Julien Labrecque n'est pas du même avis. Il croit plutôt qu'il faut continuer à exercer de la pression, élection ou pas.

« Tant qu'à se battre pour quelque chose, on n'abandonne pas si proche de l'obtenir, s'exclame l'étudiant en enseignement. Un nouveau gouvernement, ça ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de hausse des droits de scolarité. »

Il n'est pas seul à penser ainsi. Quelques associations ont décidé de poursuivre le mouvement de grève coûte que coûte.

Jamais deux sans trois

C'est le cas des étudiants en cinéma de l'UdeM et de leurs collègues en études est-asiatiques, notamment.

La reprise aura été de courte durée au cégep du Vieux-Montréal. Après avoir voté à deux reprises la semaine dernière, les étudiants se réunissent de nouveau cet après-midi pour débattre. Certains ont déposé une pétition réclamant la tenue d'un troisième vote sur la grève.

De son côté, la direction de l'établissement assure que la rentrée s'est déroulée sans anicroche hier.

[Afficher 1-68 de 69 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANouvelles : Après 5 mois de grève : Les étudiants des facultés les plus militantes de l'UdeS de retour en classe - Première publication lundi 20 août 2012 à 20h40

Par Marie-Pier Cornellier | TVA Sherbrooke

La campagne électorale est bel et bien teintée d'une trêve étudiante. Tous les étudiants du premier cycle de l'Université de Sherbrooke retournent en classe après 5 mois de grève.

À la sortie de l'assemblée générale des étudiants en éducation, plusieurs ont poussé un soupir de soulagement: «C'est vraiment le fun! C'est une des plus belles journées depuis les derniers mois!»

Quelque 500 des 2000 étudiants de la Faculté ont exercé leur droit de vote, un taux de participation d'environ 25 %. Dans un vote à main levée, une forte majorité a dit oui pour un retour en classe. «Je suis toujours contre la hausse, mais là, notre devoir est de retourner en classe», a lancé une finissante.

Un autre vote significatif a été tenu: «Les étudiants ont dit non à une proposition qui demandait une assemblée générale dans la semaine qui suit les élections», a indiqué le président de l'association étudiante de la Faculté d'éducation, Julien Bilodeau, et ce, peu importe l'issue du scrutin du 4 septembre. Cependant, a-t-il ajouté, «Les étudiants ont toujours la possibilité de convoquer une assemblée; si on a 100 signatures, les membres de l'exécutif ont aussi ce pouvoir-là.»

La grève est terminée, mais ces étudiants comptent encore se faire entendre. Ils seront présents mercredi prochain, le 22 août, à la grande manifestation nationale à Montréal.

À la Faculté des lettres et sciences humaines, après trois jours de référendum, les étudiants ont choisi à 64 % de suspendre la grève jusqu'à la fin de la campagne électorale. «Pour le moment, ça nous permet de terminer nos cours, a déclaré un étudiant en Lettres, mais il ne faut pas se tirer dans le pied non plus...»



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVANouvelles / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Retour en classe difficile : Étudiants sans le sou - Première publication lundi 20 août 2012 à 18h06 / Publié le: lundi 20 août 2012, 19H41 | Mise à jour: lundi 20 août 2012, 19H51

Par Cindy Royer | TVA Nouvelles

Pour plusieurs cégepiens qui doivent terminer leur formation dans les semaines à venir, grève du printemps oblige, la rentrée prématurée se fera sous le signe de la précarité : ceux qui

bénéficiaient de prêts et bourses ne recevront pas d'aide financière du gouvernement pour la reprise des cours.

La rentrée au cégep est tout un casse-tête cette année pour une étudiante du Collège Édouard-Montpetit, Ingrid Laurent.



«C'est du stress pour payer mon appartement, pour payer mes comptes. Le premier du mois est pareil pour tout le monde», explique-t-elle.

En raison de la grève, cette finissante en gestion de commerce doit revenir sur les bancs d'école jusqu'au 19 septembre pour terminer sa technique. Normalement, elle reçoit 760\$ par mois en prêts et bourses. Mais elle n'aura rien pour les mois d'août et de septembre puisqu'elle a reçu son dernier paiement en mars et qu'aucun autre n'est prévu.

«On ne peut pas demander ça comme ça, sans avertissement. Sors 800\$ de ta poche et trouve-le comme tu veux, puis si tu n'as pas le temps d'aller travailler assez, eh bien, ce n'est pas grave», déplore l'étudiante.

Pour Ingrid qui ne peut compter sur l'appui financier de ses proches, la grève étudiante a un goût amer.

«Il y a des jeunes qui vont être dans la nécessité pour un mois, ça va être critique pour eux. Ils doivent finir leur DEC, s'ils ne veulent pas avoir des échecs.»

Même son de cloche pour Christine Robidoux, qui était de retour en classe lundi, au cégep du Vieux-Montréal, avec beaucoup de stress.

«Je n'étais pas sûre de revenir au mois d'août. Avec 395\$, j'ai un loyer de 345\$. Le calcul est facile à faire, explique-t-elle. Je n'ai pas de passe d'autobus, je n'ai rien, ça a été difficile. J'ai réussi à me trouver un peu de travail», confie-t-elle.

De son côté, le ministère de l'Éducation soutient que l'aide financière est traitée au cas par cas et affirme que toutes les sommes pour la session d'hiver ont été versées dans les délais prévus.

Toutefois, les étudiants qui le désirent sont invités à faire une demande d'aide financière d'urgence à leur cégep.

Afficher 8 commentaires (Montréal)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué
ils auraient pu rammasser des fraises à la place des travailleur étranger pour se faire de l'argent, quoi sont t il devenu trop hautin pour cela ?

[08/21/2012 11:09 AM](#)

liberum_cogitare 1 commentaire masqué

Oh La vrai vie nous rattrape toujours, passez à la caisse le party est terminé

[08/20/2012 11:39 PM](#)

Espritlibre 1 commentaire masqué

Je n'ai aucune pitié pour eux ... ont il démontré de l'empathie pour les gens qu'ils ont vandalisé ou pour les commerçant qu'il ont pris à la george pendant l'été ... qu'il ce tourne vers les syndicat, QS, le PQ et les artiste qui les ont appuyé ...

[08/20/2012 11:10 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

ils ont eu 6 mois pour travailler a temps plein, sa aurait ete plus payant que de marcher avec des chaudron

[08/20/2012 10:28 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

il a un cout a une greve, helas certain l'avais oublier, mais les pret de cet hiver que ce passe t il avec ? s ils les ont gaspiller sans allez a l'ecole et bien c'est plate mais ,,,,

[08/20/2012 10:26 PM](#)

Enigmanie 1 commentaire masqué

Tenez le coup ... Je suis de tout coeur avec vous. Il n'est dit à nulle part que la vie c'est facile, vous êtes créatifs et inventifs vous allez y arriver <3

[08/20/2012 08:48 PM](#)

antipauline 2 commentaires masqués

Ah! bon... fallait y penser avant. Peut-être que vous pouvez faire une marche pour collecter des fonds, ou demander à GND de faire un appel à la population, mais ne venez pas quêter chez moi, vous êtes responsables de vos actions.

[08/20/2012 08:25 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

ce cher Gab a tout depenser dans sa tournée, ils devait pensez a ses compaire quand il les a amener dans cet aventure

[08/20/2012 10:27 PM](#)

Montrer 1 commentaire (Québec)

trisyoan 1 commentaire masqué

Une grève(conflict) à des conséquences

[08/20/2012 08:32 PM](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Rentrée scolaire : Les élections d'abord, la grève ensuite - Publié le: lundi 20 août 2012, 16H54 | Mise à jour: lundi 20 août 2012, 17H03



Photo Agence QMI / Archives

Agence QMI

QUÉBEC – Lundi était jour de rentrée pour 20 000 étudiants de niveau collégial de la région de Québec. Mais cette année, le début des cours avait quelque chose d'un peu différent.

La rentrée s'effectue en effet sur fond de grève étudiante et, surtout, de campagne électorale. Au menu pour les associations étudiantes, la mobilisation. On a laissé de côté les pancartes et les manifestations. On planche désormais sur l'élection générale du 4 septembre. « On essaie de faire ressortir le plus possible le vote des jeunes. On veut les inciter à aller

voter, pour qu'ils prennent conscience que leur vote à un poids » a expliqué Louis Villeneuve, président de l'Association étudiante du Cégep de Sainte-Foy.

Même son de cloche du côté du Cégep de Limoilou et du Collège François-Xavier Garneau, où l'on a organisé des débats et des séances d'information sur les différents partis politiques.

Contrairement à Montréal, la région de Québec a toutefois été relativement épargnée par les grèves étudiantes au niveau collégial. On n'a compté que quelques jours de levée de cours et pas de grève générale illimitée.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

ils devrait faire des université privées, comme au secondaire, nous aurions la paix

[08/21/2012 08:30 AM](#)

liberum_cogitare 1 commentaire masqué

Ils peuvent bien dire ce qu'ils veulent mais tant qu'ils ne votent pas, ils sont seulement des profiteurs du système

[08/20/2012 11:38 PM](#)

LaPateFlambee 2 commentaires masqués

" On essaie de faire ressortir le plus possible le vote des jeunes..."

C'est peut-être l'unique chose qui est bonne dans cette grève du savoir.

C'est un peu comme le gars qui fait la grève de la faim et qui mange un peu pour voter et ensuite continuer sa grève de la faim.

Toutefois, le gréviste de la faim n'empêche les autres de manger ...

(Modifié par l'auteur il y a 3 semaines)

[08/20/2012 06:27 PM](#)

leriduculetueapas 1 commentaire masqué

de vote possible des jeunes excuser moi mais a les voir allez, aussi bien prevoir des elections a chaque mois, c est leur facon de faire, tres mature ses jeunes et dire que Marois veut donner le droit de vote a des jeunes de 16 ans, c est vrai qu'il sont plus manipulable et facile a duper

[08/21/2012 08:28 AM](#)

TVANouvelles : Rentrée scolaire à Québec : Les élections d'abord, la grève ensuite - Première publication lundi 20 août 2012 à 16h41

TVA Nouvelles

C'était jour de rentrée pour 20 000 collégiens de la région de Québec aujourd'hui.

Cette année, le début des cours a quelque chose de différent.

C'est une rentrée qui se fait sur fond de grève étudiante et, surtout, de campagne électorale.

Au menu pour les associations étudiantes : mobilisation.

On laisse de côté les pancartes et les manifestations. On planche maintenant sur l'élection générale du 4 septembre.

« On essaie de faire ressortir le plus possible le vote des jeunes. On veut les inciter à aller voter, pour qu'ils prennent conscience que leur vote à

un poids », explique Louis Villeneuve, président de l'association étudiante du Cégep de Sainte-Foy.

Même son de cloche du côté du Cégep de Limoilou et du Collège François-Xavier Garneau,

où on organise des débats et des séances d'information sur les différents partis politiques.

Un printemps plus calme qu'à Montréal

La région de Québec a été relativement épargnée par les grèves étudiantes au niveau collégial.

Quelques jours de levée de cours, mais pas de grève générale illimitée, comme ont connu plusieurs étudiants montréalais.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Fin de la grève pour les étudiants en éducation de l'Université de Sherbrooke - Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 13 h 29 HAE



Les étudiants en éducation de l'Université de Sherbrooke ont mis fin à la grève, lundi matin.

Les étudiants de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke ont voté pour la fin de la grève, lundi matin.

Les quelque 400 membres de l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEEFÉUS), réunis à la salle Maurice O'Bready de l'Université, ont toutefois voté pour la tenue d'une journée de grève le 22 août afin de permettre aux étudiants de participer à une manifestation nationale à Montréal.

« Maintenant, c'est la mobilisation pour les élections. C'est important d'inciter nos membres à voter. C'est important de rappeler que l'on continue à se battre contre la hausse de droits de scolarité et pour le respect de la démocratie étudiante », explique le président de l'AGEEFÉUS, Julien Bilodeau.

Le retour en classe devrait se faire au cours de la journée. Les étudiants de l'AGEEFÉUS étaient en grève depuis 152 jours.

LA PRESSE.CA / LE NOUVELLISTE : Au tour des universités de se prononcer sur la grève - Publié le lundi 20 août 2012 à 13h19 | Mis à jour le lundi 20 août 2012 à 16h35 - Publié le mardi 21 août 2012 à 10h11 | Mis à jour le mardi 21 août 2012 à 10h11



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Plusieurs associations étudiantes universitaires se réuniront en soirée cette semaine, et les résultats des votes risquent de tomber bien après la nuit, au terme de débats qui s'annoncent musclés.

Marie-Michèle Sioui, La Presse Canadienne, Montréal

Plusieurs facultés universitaires se prononcent cette semaine sur la poursuite ou l'arrêt de la grève étudiante, avec en toile de fond l'abandon de ce moyen de pression par les cégeps et l'évacuation presque totale du thème de l'éducation lors du débat des chefs, dimanche soir.

Si la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, estime que la trêve votée par les cégeps est une bonne chose, car elle «enlève un levier» au gouvernement libéral qui «comptait visiblement sur l'arrêt des cours pour se faire réélire», Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), n'est pas de cet avis.

Elle croit que le retour en classe des cégépiens a permis aux chefs des quatre partis d'évacuer le thème de l'éducation du débat de dimanche. Elle estime que la grève demeure le «meilleur moyen» d'exercer une pression sur le gouvernement et de forcer les discussions sur l'éducation. C'est pourquoi la CLASSE réitère le message qu'elle a déjà lancé aux étudiants: il faut poursuivre la grève pour obliger le gouvernement à

négoier, et il est impératif d'«aller jusqu'au bout» et de faire annuler la hausse des frais de scolarité annoncée dans le budget du gouvernement Charest.

Mme Reynolds dénonce les questions qui ont été abordées pendant le débat des chefs, car elles ne reflétaient pas selon elle «la profondeur des débats» soulevés au printemps.

À son avis, si les partis ont repris les problèmes ciblés par les étudiants lors de leur «printemps érable», c'est justement à cause du mouvement collectif, qui doit à présent se poursuivre jusqu'à gain de cause, et donc possiblement après l'élection.

À la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), toutefois, la présidente, Éliane Laberge, assure que la lutte n'est pas terminée malgré le retour en classe: «Au printemps dernier, le seul moyen de pression dont on disposait, c'était la grève. Mais la campagne électorale a beaucoup pesé dans la balance. Le plan est désormais de se mobiliser pour aller voter le 4 septembre. Les étudiants des cégeps n'ont pas baissé les bras.» Plusieurs associations étudiantes universitaires se réuniront en soirée cette semaine, et les résultats des votes risquent de tomber bien après la nuit, au terme de débats qui s'annoncent musclés.

Déjà, associations et groupes d'étudiants pour le retour en classe envoient, tour à tour, des courriels encourageant la participation aux assemblées générales.

«Peu importe les décisions qui seront prises dans les assemblées générales, on ne sera pas déçus si les étudiants sont nombreux à s'y rendre», assure Martine Desjardins, qui espère également que les jeunes seront nombreux à se rendre aux urnes le 4 septembre prochain.

«L'abstention, quand les élections sont cruciales pour la résolution de conflit, ça nous apparaît comme un non-sens. On peut comprendre que c'est un choix politique mais, à la limite, les jeunes peuvent aller annuler leur vote. C'est un signal politique déjà beaucoup plus fort que de s'abstenir», dit-elle.

En milieu d'après-midi lundi, l'Association générale étudiante du cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) a annoncé la tenue d'une assemblée générale extraordinaire mardi à la suite d'une pétition en ce sens signée par 113 personnes. Le réexamen du mandat de retour en classe voté le 17 août dernier est prévu.

Le quorum requis pour retourner en grève est de 689 personnes.

Cette assemblée générale sera la troisième de l'AGECVM, qui a d'abord choisi de poursuivre la grève le 13 août, pour ensuite voter pour le retour en classe quatre jours plus tard.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Universités : Retour en classe? - Publié le: lundi 20 août 2012, 9H33 | Mise à jour: lundi 20 août 2012, 9H46

Vidéo : Dominique Fréchette sur le vote de grève à l'UQUAM , 20 août 2012 , Journal de Montréal Agence QMI

Des milliers d'étudiants universitaires voteront aujourd'hui sur le prolongement de la grève.

Des assemblées générales auront lieu à la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, au

département de sociologie de l'Université Laval à Québec, ainsi qu'à la Faculté de l'éducation de l'Université de Sherbrooke.

Jusqu'à maintenant, les facultés qui ont déjà voté, notamment à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal, ont choisi de poursuivre la grève.

Selon la Conférence des recteurs du Québec, environ 55 000 étudiants universitaires n'ont pas complété leur session d'hiver 2012.

De plus, c'est jour de rentrée scolaire pour les deux derniers cégeps à s'être prononcés sur la grève étudiante.

Les élèves des cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal reprennent les cours ce lundi.



Après un premier vote en faveur de la grève, les associations étudiantes ont tenu de nouvelles assemblées générales, au cours desquelles

l'option du retour en classe a été celle retenue par une majorité d'étudiants.

[Afficher 53 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANOUVELLES : Les universités se prononcent aujourd'hui : Vers un retour en classe? - Première publication lundi 20 août 2012 à 07h58

TVA Nouvelles
Des milliers d'étudiants universitaires [voteront aujourd'hui sur le prolongement de la grève](#). Des **assemblées générales** auront lieu à la **Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM**, au **département de sociologie de l'Université Laval** à Québec, ainsi qu'à la **Faculté de l'éducation de l'Université de Sherbrooke**.

Jusqu'à maintenant, les facultés qui ont déjà voté, notamment à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal, ont choisi de poursuivre la grève.
Selon la **Conférence des recteurs du Québec**, environ 55 000 étudiants universitaires n'ont pas complété leur session d'hiver 2012.
Rentrée aux Cégeps

C'est jour de rentrée scolaire pour les deux derniers cégeps à s'être prononcés sur la grève étudiante.
Les élèves des **cégeps de Saint-Laurent** et du **Vieux Montréal** reprennent les cours ce lundi.
Après un premier vote en faveur de la grève, les associations étudiantes ont tenu de nouvelles assemblées générales, au cours desquelles [le retour en classe l'a finalement emporté](#).

JOURNALMÉTRO : Après les cégeps, au tour des universités de voter - Lundi 20 août 2012 - Mise à jour: Mercredi 22 août 2012 | 20:14

Par Marie-Michèle Sioui La Presse Canadienne
MONTRÉAL - Plusieurs facultés universitaires se prononcent cette semaine sur la poursuite ou l'arrêt de la grève étudiante, avec en toile de fond l'abandon de ce moyen de pression par les cégeps et l'évacuation presque totale du thème de l'éducation lors du débat des chefs, dimanche soir.
Si la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, estime que la trêve votée par les cégeps est une bonne chose, car elle «enlève un levier» au gouvernement libéral qui «comptait visiblement sur l'arrêt des cours pour se faire réélire», la coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Jeanne Reynolds, n'est pas de cet avis.
Elle croit que le retour en classe des cégépiens a permis aux chefs des quatre partis présents au débat d'évacuer le thème de l'éducation, car c'est la grève qui demeure le «meilleur moyen» d'exercer une pression sur le gouvernement et de forcer les discussions sur l'éducation.
C'est pourquoi la CLASSE réitère le message qu'elle a déjà lancé aux étudiants: il faut poursuivre la grève pour obliger le gouvernement à négocier, et il est impératif d'«aller jusqu'au bout» et de faire annuler la hausse des frais de

scolarité annoncée dans le budget du gouvernement Charest.
Mme Reynolds dénonce les questions qui ont été abordées pendant le débat des chefs, car elles ne reflétaient pas selon elle «la profondeur des débats» soulevés au printemps.
À son avis, si les partis ont repris les problèmes identifiés par les étudiants lors de leur «printemps érable», c'est justement à cause du mouvement collectif, qui doit à présent se poursuivre jusqu'à gain de cause, et donc possiblement après l'élection.
À la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), toutefois, la présidente Éliane Laberge assure que la lutte n'est pas terminée malgré le retour en classe.
«Le printemps dernier, le seul moyen de pression dont on disposait, c'était la grève», observe-t-elle.
«Mais la campagne électorale a beaucoup pesé dans la balance. Le plan est désormais de se mobiliser pour aller voter le 4 septembre. Les étudiants des cégeps n'ont pas baissé les bras.»
Plusieurs associations étudiantes universitaires se réuniront en soirée au cours de la semaine, et les résultats des votes risquent de tomber bien après la nuit, au terme de débats qui s'annoncent musclés.
Déjà, associations et groupes d'étudiants pour le retour en classe envoient, tour à tour, des cour-

riels encourageant la participation aux assemblées générales.
«Peu importe les décisions qui seront prises dans les assemblées générales, on ne sera pas déçus si les étudiants sont nombreux à s'y rendre», assure Martine Desjardins, qui espère également que les jeunes seront nombreux à se rendre aux urnes le 4 septembre prochain.
«L'abstention du vote, quand les élections sont cruciales pour la résolution de conflit, ça nous apparaît comme un non-sens. On peut comprendre que c'est un choix politique, mais à la limite, les jeunes peuvent aller annuler leurs votes. C'est un signal politique qui est déjà beaucoup plus fort que de s'abstenir», dit-elle.
En milieu d'après-midi lundi, l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) a annoncé la tenue d'une assemblée générale spéciale mardi, tel qu'exigé dans une pétition signée par 113 personnes. Le réexamen du mandat de retour en classe voté le 17 août dernier est prévu.
Le quorum requis pour retourner en grève est de 689 personnes.
Cette assemblée générale sera la troisième à être tenue par l'AGECVM, qui a d'abord choisi de poursuivre la grève le 13 août, pour ensuite s'exprimer en faveur d'un retour en classe quatre jours plus tard.

LE SOLEIL: Cégeps de l'Est-du-Québec: rentrée sans vote de grève - Publié le dimanche 19 août 2012 à 05h00



Photo collaboration spéciale Carl Thériault
Les étudiants du Cégep de Rimouski voteront sur une désaffiliation de la FECQ.

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil
La rentrée dans les cinq cégeps de l'Est-du-Québec se fait sous le signe de la stabilité de l'effectif étudiant et du retour à la normale dans les collèges de Rimouski, de Rivière-du-Loup, de La Pocatière, de Matane et de la Gaspésie ainsi qu'au campus de Rimouski de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Certains élèves étaient en grève générale illimitée cet hiver.

Aucune assemblée générale spéciale n'est prévue pour un retour à des moyens de pression. Les élèves du Cégep de Rimouski devraient voter d'ici la fin du mois sur la désaffiliation de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Le délégué aux affaires pédagogiques de l'association étudiante du Cégep de Matane, Jean-Sébastien Caux, déclare qu'il «n'est pas question de moyens de pression pour le moment. On verra comment la situation va évoluer avec le résultat des élections. Pour l'instant, c'est calme».

Au campus de Rimouski de l'UQAR, la session d'hiver s'est terminée au cœur de l'été. «On ne prévoit pas de vote de grève avant le 4 septembre. Si c'est un gouvernement du Parti québécois, il ne sera pas question de faire la grève, puisque ce parti a une position semblable à la nôtre. Si c'est à nouveau un gouvernement libéral, ce sera à nos membres de voir. Notre position est de sortir les libéraux. On est actifs sur les réseaux sociaux pour faire sortir le vote», dit Pierre-André Lalanne, président de l'Association générale des étudiants du campus de Rimouski de l'UQAR. Une manifestation régionale est prévue le 26 août à Rimouski pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Le Cégep de Rimouski, le plus important de l'Est-du-Québec, accueillera 2600 élèves.

Il a été impossible de connaître les admissions d'étudiants en provenance de cégeps montréalais plus perturbés par le conflit, sauf pour le Cégep de la Gaspésie et des Îles qui reçoit 13 étudiants des institutions montréalaises sur ses 1168 élèves.

Au Cégep de La Pocatière (1010 étudiants), on enregistre une augmentation de 23 % sur les chiffres anticipés par le ministère de l'Éducation.

Bac international

La rentrée est tout à fait normale au Cégep de Rivière-du-Loup avec ses 1171 étudiants. Un projet de baccalauréat international devrait se concrétiser d'ici deux ans. «On est positionnés pour le baccalauréat international

qui consiste en la possibilité pour les élèves qui terminent leur DEC d'être admis dans les programmes universitaires français ou suisses. Le DEC serait reconnu comme le Bac, facilitant les demandes d'admission des étudiants québécois dans les universités», selon Françoise Daigle, directrice des communications et des affaires corporatives du Cégep de Rivière-du-Loup.

Au Cégep de Matane, 15 % des 600 étudiants proviennent de l'extérieur du pays. «Nous offrons cette année une nouvelle résidence de propriété privée qui augmente de 48 le nombre de nouvelles places disponibles», souligne Brigitte Lavoie, responsable du service des communications au Cégep de Matane.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : «Carré rouge» : Un livre qui présente la grève étudiante en images - Publié le: samedi 18 août 2012, 14H33 | Mise à jour: samedi 18 août 2012, 14H41

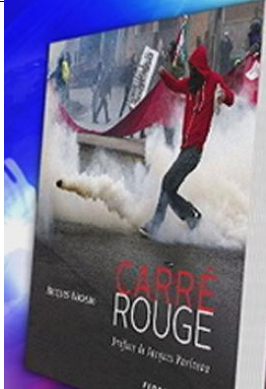


Photo CAPTURE D'ÉCRAN/TVA NOUVELLES
Jacques Nadeau a publié «Carré rouge», un livre rassemblant ses meilleures photos prises pendant la grève.

Agence QMI

Afin de documenter le conflit étudiant, le photographe du journal «Le Devoir», Jacques Nadeau, a publié un livre rassem-

blant ses meilleures photos prises pendant la grève.

Intitulé «Carré rouge», en référence au symbole adopté par les étudiants, son livre sera publié le 23 août.

Depuis quatre mois, il a croqué sur le vif les clichés de centaines d'étudiants, de politiciens, de policiers et de manifestants. Présent dès le début du conflit, il a travaillé lors de toutes les manifestations et moments charnières de la grève. Il a rapidement compris que le mouvement de contestation s'intensifiait.

« Je sentais au début que ça prendrait une ampleur assez considérable », a expliqué Jacques Nadeau en entrevue à TVA Nouvelles. « On ne sentait pas le mouvement comme des moutons, des gens qui suivent, a-t-il précisé. Les gens avaient une idée derrière la tête, ils croyaient en quelque chose. Ça se voyait. »

Il a donc travaillé jour et nuit pour tout photographier, mais aussi pour rassembler les textes d'une centaine de collaborateurs. « Je ne voulais rien manquer, a-t-il ajouté. Je n'ai pas dormi beaucoup pendant ce trois, quatre mois. J'y croyais fortement. »

Jacques Parizeau, Fred Pellerin, Geneviève Rochette et de nombreux citoyens sont parmi les auteurs, chacun racontant le « printemps érable » à sa manière.

Les événements se bouscullaient un après l'autre, laissant peu de temps pour avoir une vue d'ensemble. Le photographe avec une trentaine d'années d'expérience a trouvé qu'il était important de prendre le temps de bien documenter ce moment qu'il juge historique pour le Québec.

« C'était nouveau de voir 20 000 personnes qui marchaient dans la rue le 22 mars, a-t-il souligné. On n'avait jamais vu ça ici. »

Il dit avoir été impressionné par l'ampleur du mouvement et la ténacité des manifestants. M. Nadeau estime que le mouvement a réussi à réveiller beaucoup de gens.

« C'est assez spécial au Québec qu'autant de gens soient en désaccord avec le gouvernement, a-t-il conclu. Les gens se prennent en main. Ce n'est pas le carré rouge, c'est de prendre conscience de savoir si on va dans la bonne direction avec notre système. On peut-tu réfléchir ensemble? »

[Afficher 1-80 de 129 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Les étudiants en théâtre et en philosophie de l'UL votent en faveur d'une trêve - Mise à jour le samedi 18 août 2012 à 10 h 58 HAE

Les étudiants en théâtre et en philosophie de l'Université Laval ont voté en grande majorité, vendredi soir, en faveur d'une suspension de la grève durant la campagne électorale.

En théâtre, environ 20 % des étudiants ont participé au vote alors que cette proportion était de 25 % chez les étudiants en philosophie.

Ces étudiants de la Faculté des lettres rejoignent ainsi la plupart de leurs collègues au Québec qui

ont décidé de ne pas reconduire la grève contre la hausse des droits de scolarité pour le moment. Plus tôt cette semaine, les étudiants en histoire et en arts plastiques de l'Université Laval ont aussi suspendu le vote jusqu'au lendemain des élections provinciales.

Ces votes concernent les étudiants de l'UL dont la session a été suspendue au moment de l'adoption de la loi 78 par le gouvernement Charest.

Les commentaires (2)

Envoyé par [Pierre Gosselin](#) de Ste-foy, 19 août 2012 à 11 h 40 HAE

Est-ce que les sciences molles auraient pris des cours de mathématiques cet été !!!!!

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec, 18 août 2012 à 12 h 54 HAE

les sciences molles qui ramollissent

LA PRESSE : «Il faut passer à autre chose», dit le recteur de l'UdeM - Publié le 18 août 2012 à 09h24



Photo: archives La Presse
Le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, préfère ne pas penser à la loi spéciale, mais n'écarte pas d'y recourir si le besoin s'en fait sentir.

Pascale Breton, La Presse

La reprise du trimestre d'hiver dans les universités s'annonce toujours incertaine. Au moment où plusieurs associations étudiantes doivent se prononcer sur la poursuite ou non de la grève, le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, se montre optimiste.

Le déclenchement de la campagne électorale semble avoir calmé le jeu. «Nous sommes moins

dans une dynamique d'affrontement», a-t-il affirmé en entrevue à La Presse.

Il faut dire que les candidats se gardent de jeter de l'huile sur le feu. Sauf dans les premiers jours de la campagne, le sujet de la grève n'a pas été évoqué.

Les politiciens «voient que c'est une patate chaude, quel que soit le parti», croit M. Breton.

Au collégial, les élèves se sont prononcés pour un retour en classe dans tous les cégeps toujours en grève.

Ce n'est pas le cas dans les universités. À l'Université de Montréal, une dizaine d'associations représentant 2200 étudiants ont reconduit la grève au cours des derniers jours. Les membres seront appelés à se prononcer de nouveau au lendemain des élections.

Une vingtaine d'associations doivent encore voter au cours des prochains jours, alors que la rentrée est prévue pour le 27 août. Environ 20% des étudiants de l'Université de Montréal sont touchés par ce rattrapage pour terminer le trimestre d'hiver.

Tout en disant respecter la décision des étudiants, M. Breton se montre inflexible. «À un moment donné, il faut passer à autre chose», dit-il en rappelant le devoir de l'Université d'offrir

une formation accessible et de qualité à ceux qui le souhaitent. Les étudiants qui ne retourneront pas en classe verront leurs cours annulés.

Avec la loi spéciale (12) qui plane comme une épée de Damoclès au-dessus de leur tête, les étudiants n'ont pas encore discuté de la suite des choses concernant de possibles piquets de grève. Le recteur indique que, loi ou pas, l'Université de Montréal a des règles qu'elle compte faire respecter.

«La loi 12, ce n'est pas mon choix. [...] Je n'en parle pas parce que je veux fonctionner comme s'il n'y avait pas de loi. On va se servir de notre gros bon sens. Si jamais il y a des débordements qui font qu'on est obligés de recourir à la loi 12, on ira là.»

La réaction des professeurs est également imprévisible. Le Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal a déposé un grief contre l'administration, lui reprochant d'avoir conçu son calendrier de rattrapage de façon unilatérale.

Quant aux cégépiens qui doivent commencer leur trimestre le 1er octobre, M. Breton assure qu'aucun ne sera pénalisé. «Aucun ne va perdre un an à cause de ce qui s'est passé.»

LA PRESSE : EXCLUSIF : Conflit étudiant: des milliers d'abandons - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 18 août 2012 à 13h24



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Il aura fallu des heures aux élèves du cégep du Vieux Montréal pour infirmer la décision qu'ils avaient prise plus tôt cette semaine de poursuivre la grève et finalement voter pour le retour en classe.

Gabrielle Duchaine, La Presse

Après plus de six mois, la grève est terminée dans les cégeps. Les derniers bastions de la résistance ont voté hier pour le retour en classe, au grand soulagement des directions d'école. Malgré les craintes, il y aura donc une rentrée dans les 14 collèges touchés par le conflit. Mais les contrecoups se feront sentir encore longtemps dans le réseau scolaire, où des milliers d'élèves découragés ont abandonné les cours.

Plus de 3400 cégépiens ont abandonné leur trimestre à cause de la grève étudiante, révèle une compilation de *La Presse*. Ce nombre record ne tient compte ni de ceux qui n'ont donné aucun signe de vie à leur collège, ni de ceux qui ont laissé tomber une partie de leurs cours de peur d'être surchargés. Les directions des cégeps sont formelles: si beaucoup de ces élèves reprendront les classes au prochain trimestre, d'autres ne remettront jamais les pieds au cégep.

Comme des milliers de collégiens, Antoine Després n'est pas retourné à l'école cette semaine. Pas parce que son cégep est en grève - il ne l'est plus depuis mardi -, mais parce qu'il a décidé d'abandonner le trimestre en cours. Il n'était pourtant qu'à quelques mois d'obtenir son diplôme en langues au collège Édouard-Montpetit de Longueuil lorsque les moyens de pression ont été déclenchés. Mais il a eu peur que ses notes souffrent du conflit. «Je veux de très bons résultats», dit le jeune homme, qui souhaite

devenir professeur de français et d'anglais langues secondes. Avec ses notes actuelles, il pourrait facilement entrer à l'UQAM, mais c'est l'Université McGill qu'il vise. «Et je veux m'assurer d'avoir une moyenne plus élevée que le minimum exigé», indique-t-il. Inquiet des conséquences de la reprise intensive du trimestre sur ses résultats, il a préféré recommencer à zéro. Puisque plusieurs des cours auxquels il était inscrit ne se donnent qu'à l'hiver, il devra attendre le mois de janvier pour retourner à l'école. En comptant la période de grève, il aura perdu un an. «J'ai réfléchi longuement et j'ai conclu que c'était la meilleure solution.»

Les indécis sacrifiés

Dans les 14 cégeps touchés par le conflit, tous dans la grande région de Montréal, de 1 à 12% des élèves ont annoncé, comme Antoine Després, leur intention de ne pas se présenter à la rentrée cette semaine. «Il n'y a jamais autant de départs dans une année normale», dit Ginette Laurin, porte-parole du cégep de Saint-Hyacinthe. Son établissement recense 331 abandons et 189 «disparus» sur les 3800 inscrits. À l'heure actuelle, quelque 200 élèves ont aussi choisi de laisser tomber un ou plusieurs cours et devront allonger leur passage au cégep pour les rattraper. Au collège Ahuntsic, le plus grand au Québec, près de 680 élèves ont abandonné les cours. On en compte plus de 400 à Saint-Laurent et 277 à Rosemont.

«Un élève qui décroche, c'est un de trop», déplore le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, dont l'organisme, en collaboration avec les établissements, entend communiquer avec chacun des décrocheurs. «On ne peut pas les laisser sur le carreau», dit-il.

Deux types d'élèves ont choisi de ne pas terminer leur trimestre: les très performants, inquiets de voir leurs notes baisser, et les indécis. Ces derniers risquent de ne jamais retourner au cégep. «Ce sont des gens qui sont en transition, qui ne savent pas trop ce qu'ils veulent faire et qui sont venus au cégep pour essayer», explique Ginette Laurin. Ceux-là, on ne les reverra sûrement pas. Un des impacts du conflit...»

Grâce à la loi 12 (ex-projet de loi 78), ceux qui auront averti à temps la direction de leur école n'auront pas de mention d'échec à leur bulletin. «Et tous ceux qui ont laissé tomber des cours ont dû consulter une aide pédagogique pour bien comprendre les conséquences d'une telle décision», indique la directrice des communications du collège de Maisonnette, Brigitte Desjardins. La plupart des cégeps accepteront les élèves qui n'ont pas donné signe de vie au cours de l'été ou qui ont changé d'idée, même s'ils n'ont pas confirmé leur intention de reprendre les cours comme l'exigeaient les collèges. «On va faire tout ce qu'il faut pour les accommoder. Le but est d'éviter le décrochage», dit la directrice des communications du collège Montmorency, Johanne Morrissette.

LE SOLEIL: Grève étudiante en suspens - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00



Photo La Presse Canadienne

Au Cégep du Vieux-Montréal, une trêve électorale a été votée, alors qu'à l'Université Laval, de nombreux étudiants ont opté pour une suspension de la grève en attendant les élections.

David Rémillard, Le Soleil

(Québec) Réunis en assemblée générale vendredi soir, les étudiants de premier cycle en théâtre et en philosophie de l'Université Laval ont voté pour une suspension de la grève pour la période électorale.

En théâtre, 18 étudiants ont voté pour la suspension de la grève, trois ont voté pour sa poursuite et quatre se sont abstenus. Seuls 25 des 115 membres en grève depuis le 23 février se sont déplacés.

Dans leur libellé, les étudiants en théâtre ont refusé d'inclure le mot «trêve» au profit de «suspension». Selon eux, seuls les étudiants accep-

tent de suspendre le conflit alors que le terme «trêve» signifie un accord des deux partis à poser les armes.

Du côté des prégradués en philosophie, en grève depuis le 20 février, 44 étudiants ont voté pour une trêve du 20 août au 7 septembre, contre 23. Hind Fazazi, porte-parole de l'association étudiante des prégradués en philosophie, a déploré un taux de participation de seulement 25 %. «Je sais pas trop où sont les autres», a-t-elle lancé peu après le vote. «Aux votes de grève [cet hiver], les taux étaient autour de 75 %.» L'association de premier cycle de philosophie représente 240 étudiants.

Les étudiants en théâtre et en philosophie se réuniront à nouveau en assemblée générale dans les jours suivant le scrutin décisif du 4 septembre.

Vendredi, les étudiants en arts plastiques et en histoire ont également voté pour une suspension de la grève en attendant les élections.

À l'Université Laval, seuls les étudiants des cycles supérieurs en philosophie ont voté pour une reconduction de la grève générale illimitée jeudi, sans condition.

À Montréal

Par ailleurs, au Cégep de Saint-Laurent, les étudiants retourneront en classe lundi. Ils feront toutefois la grève le mercredi 22 août ainsi que les 22 de chaque mois jusqu'à ce que la hausse des droits de scolarité soit annulée.

Il s'agit d'un revirement, alors que les membres de l'association étudiante s'étaient prononcés en faveur de la grève moyennant un plancher de 20 000 grévistes, samedi dernier.

Au Cégep du Vieux-Montréal, les étudiants ont également mis fin à leur débrayage au terme d'une assemblée générale qui aura duré plus de six heures. Dans leur cas, il s'agit toutefois d'une trêve électorale: un autre vote sur la question est prévu après les élections provinciales du 4 septembre.

Jusqu'à maintenant, toutes les associations étudiantes collégiales consultées depuis une semaine ont choisi de mettre fin à leur débrayage.

Avec La Presse Canadienne

LE DEVOIR : La grève prend fin dans le réseau collégial : Les cégeps du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent votent pour le retour en classe – Samedi 18 août 2012



Photo : François Pesant - Le Devoir
Un « carré vert » et un « carré rouge » se tenaient vendredi à l'entrée du cégep du Vieux-Montréal.

Lisa-Marie Gervais

Le vote pour un retour en classe au cégep du Vieux-Montréal (CVM) et au cégep de Saint-Laurent, deux bastions parmi les plus militants, a signifié la fin de la grève générale illimitée dans tout le réseau collégial. Ce n'est pas sans porter un dur coup au mouvement des étudiants contre la hausse des droits de scolarité, qui n'est désormais représenté que par des universitaires.

Pour ceux qui croyaient encore au pouvoir du débrayage pour faire reculer le gouvernement, cette défection est accueillie avec une certaine déception. Mais c'est un soulagement pour les directions des établissements collégiaux. « C'est une excellente nouvelle ! a déclaré Jean Beauchesne, le président-directeur général de la Fédération des cégeps. Comme je l'ai mentionné sur toutes les tribunes, on n'avait plus de marge de manœuvre. Ce n'était pas du bluff. »

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) déplore la perte de la base militante collégiale, mais refuse de parler de « défaite ». « C'est dommage de perdre les cégeps, mais peut-être qu'il y aura d'autres votes après les élections, et si les étudiants estiment que leurs revendications ne sont pas atteintes, peut-être que la grève va se poursuivre, a soutenu Camille Robert, co-porte-parole de la CLASSE. Ce n'est pas une défaite. »

Pour la CLASSE, c'est le contexte dans lequel les votes de reconduction se sont tenus qui a davantage nui à la mobilisation. « Les étudiants des cégeps sont dans des conditions extrêmement difficiles. La suspension de la session pendant l'été a rendu la mobilisation beaucoup moins évidente

Vos réactions

André Michaud – Inscrit, 18 août 2012 09 h 58
Fini l'acharnement

Tous ces jeunes , à moins de venir de familles riches, ont compris qu'ils perdaient temps et argent, et possiblement allaient vers un décrochage..

Qu'ils sortent voter, car c'est là que ça se décidera. mais déjà dans tous les sondages, les citoyens ne veulent plus entendre parler de financer encore plus les études des jeunes. Ils ont raison, car ils sont déjà les plus généreux en Amérique du nord, et il n'y a pas que les étudiants dans la société..

Martin Chenier – Abonné, 18 août 2012 13 h 39

Je ne crois pas que l'enquête "tout les sondages" constitue une source d'intervention valable. Il n'y a pas que des penseurs chevronnés dans la société.

Pour ce qui est des étudiants, je crois que nous avons la maturité nécessaire pour désirer des choses en faveur de l'intérêt général de notre belle société et d'agir conformément aux normes démocratiques et morales pour les obtenir.

Comptant parmi les groupes de population les plus pauvres, les étudiants n'ont présentement rien à retirer d'une grève prolongée, sinon l'abrogation d'une hausse idéologique et d'une oie spéciale.

Marc Collin – Inscrit, 19 août 2012 08 h 57
@Martin Chenier

et aussi les dispositions de la loi 12, des mesures mises en place par le gouvernement Charest pour casser le mouvement. Ça a forcé le retour en classe de certains cégeps, c'est ce qu'on constate, a dit Mme Robert. C'est plus le fait que [le gouvernement] a laissé le conflit traîner aussi longtemps qui a nui à la mobilisation plutôt que nos revendications. » Elle trouve injuste que des administrations de cégeps aient brandi la menace de l'échec pour inciter les étudiants à voter contre la grève.

Ce retour en classe de tous les cégépiens ne signifie que la fin d'un chapitre et non de l'histoire, estime pour sa part la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge. « C'est comme quand on finit un chapitre ou une histoire d'amour, c'est une période difficile à vivre, mais c'est pas la fin de l'histoire. On va être vaincu quand on va s'avouer vaincu. Et les étudiants ne se sont pas avoués vaincus, a-t-elle noté. On peut être fier et on doit continuer à se battre. Je ne veux pas que les gens pensent qu'ils ont donné raison au gouvernement. » Même si, selon elle, il n'est plus question de grève générale illimitée.

La démobilitation des cégépiens aura-t-elle un impact sur les universitaires ? Possible, reconnaît Mme Laberge en ne voulant présumer de rien. « Ils prendront la décision qu'ils jugent la meilleure. C'est quand même exceptionnel. D'habitude, une grève ne se termine pas de la façon dont elle vient de se terminer. »

Au terme d'assemblées très populaires qui se sont étirées en longueur, les étudiants des cégeps du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent ont finalement voté vendredi pour un retour en classe dès le 20 août. Avec la promesse d'une levée de cours les 22 de chaque mois, et de tenir une assemblée générale après les élections du 4 septembre. Ces deux établissements rejoignent ainsi les 12 autres cégeps qui avaient à se prononcer sur la question ces derniers jours.

Début du rattrapage

Dès lundi, tous les étudiants seront de retour sur les bancs d'école pour rattrapper le reste de leur session. Mais cela ne signifie pas nécessairement la fin des difficultés, rappelle M. Beauchesne. « Au contraire. C'est trois semaines à rattraper à vitesse grand V parce qu'on fait une session de 15 semaines en 12. C'est comme si on enlevait trois semaines à la session et que les étudiants allaient devoir les rattraper par des laboratoires et des travaux à la maison supplémentaires, par exemple », a-t-il dit en rappelant que des ressources allaient être ajoutées pour aider à la réussite de ce défi, qu'il juge néanmoins « faisable ».

Pourtant, avant le vote vendredi matin, des enseignants se montraient sceptiques. « C'est sûr que les plus faibles vont écopé », a dit une enseignante au Département de psychologie du CVM. « C'est impossible qu'ils aient une formation à la hauteur de ce qu'ils auraient eu », a renchéri son collègue en littérature.

Il y a actuellement 60 000 personnes en grève. Une vingtaine de départements et de facultés auront à se prononcer au cours des prochains jours.

c'est clair qu'il faut être très mature pour lancer des pierres, briser des vitres, lancer des javelots.....

RONALD LESAGE – Inscrit, 18 août 2012 10 h 19
Une leçon de vie pour les étudiants .

Au départ quand tu es seul à calculer avoir le bon pas et que dans la parade , tous ont le mauvais , tu dois briser le pas et ainsi la cadence est préservée . C'est le principe fondamental de la démocratie .

François Dugal – Abonné, 18 août 2012 11 h 41
«La rue»
«La rue» va être libre pour se rendre aux bureaux de votation.

LE DEVOIR : Bouchées doubles pour les cégeps – Samedi 18 août 2012

Caroline Rodgers

Pendant que les étudiants du collégial concernés par la grève printanière se prononçaient pour ou contre un retour en classe cette semaine, les 14 cégeps touchés se préparaient à une rentrée scolaire et à un automne sur un mode intensif jamais vécu auparavant. Deux sessions compressées où les jours de classe allongés et les travaux supplémentaires seront de mise pour environ 40 000 étudiants.

Selon le régime d'études collégiales, une session normale compte quinze semaines d'activités pédagogiques, ce qui inclut les cours, les travaux personnels et les travaux pratiques. Pour être valide selon les dispositions de la loi 78, la session doit avoir un minimum de douze semaines. « En considérant les semaines déjà complétées dans les collèges avant le début de la grève, nous allons atteindre ces douze semaines pour la session d'hiver 2012 en ajoutant cette période de récupération qui s'étendra jusqu'à la fin de sep-

tembre, explique Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps. Pour y arriver, des journées plus longues et davantage de travaux personnels pour les étudiants sont prévus, ainsi que des activités additionnelles d'apprentissage concret de type laboratoire. Dans certains collèges, des samedis de cours sont également prévus au calendrier. Les modalités varient d'un cégep à l'autre. »

La session de récupération, ayant commencé cette semaine, se terminera à la fin de sep-



tembre, sans semaine de lecture. Au début d'octobre, ce sera le début de la session d'automne, dont le calendrier débordera jusqu'en janvier, ce qui décalera le début de la prochaine session d'hiver. « Nous allons nous rapprocher davantage de quinze semaines pour la session d'automne, mais en continuant à avoir des mesures de journées allongées », ajoute M. Beauchesne.

Le 7 août dernier, une entente de principe a été conclue par le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) pour l'embauche de l'équivalent de 180 enseignants supplémentaires, question de s'assurer que la qualité de l'apprentissage soit la même que pendant une session normale. Chaque collège déterminera les modalités de redistribution des ressources en accord avec son syndicat, et les formules utilisées pourront varier en fonction des besoins, explique M. Beauchesne.

« Cela peut prendre la forme d'un encadrement individualisé pour aider les étudiants dont le cheminement scolaire est plus difficile et qui, on ne se le cache pas, auront une pression addition-

nelle, dit-il. Mais cela peut aussi vouloir dire des groupes moins nombreux. »

Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ-CSN, s'est dite satisfaite de l'entente. « Les conditions d'enseignement et d'apprentissage ne seront pas idéales, mais l'entente va aider à être moins stressé en ce qui concerne la rentrée, car nous disposerons de ressources suffisantes pour permettre l'encadrement adéquat des étudiants, dit-elle. Une des grandes inquiétudes des professeurs concerne les nouveaux étudiants qui arrivent du secondaire, car ce sont eux qui ont le taux d'abandon le plus élevé. Ils ont une grande adaptation à vivre en arrivant au cégep et, cette fois-ci, ils devront le faire dans une session intensive. Il faudra bien les soutenir pour qu'ils commencent du bon pied. »

Car tous devront mettre les bouchées doubles : professeurs, étudiants et même le personnel de soutien. « Il n'y a pas de solution de rechange, dit Jean Beauchesne. Il n'y a pas de possibilité de report, c'est la dernière chance. Si les étudiants veulent achever une session afin de ne pas nuire à moyen terme à leur cheminement pour terminer une technique ou aller à

l'université par la suite, c'est maintenant que ça se passe, autrement, on devra annuler la session. On partage certaines inquiétudes, mais, si tout le monde met la main à la pâte, ce n'est pas parfait, mais on va y arriver. »

Éliane Laberge, présidente de la FECQ, déplore que la décision du gouvernement de débloquer 18,3 millions pour l'embauche de nouveaux enseignants soit survenue aussi tard. « Nous sommes restés dans l'incertitude pendant tout l'été, comme si ce gouvernement n'accordait pas suffisamment d'importance à la rentrée scolaire et à la bonne reprise des cours, et, à notre avis, cela est dû au fait que ces étudiants ont une opinion politique différente, dit-elle. Ils ont pris des décisions politiques et fait des sacrifices pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité. Nous sommes contents qu'on en soit enfin arrivé à une entente, mais nous nous attendons à ce que cela soit extrêmement difficile pour les étudiants d'abattre beaucoup de travail en très peu de temps. On invite les administrations des collèges à augmenter les services aux étudiants, comme les heures de garderie et les services en psychologie, pour s'assurer que la reprise se fasse le mieux possible. »

LE DEVOIR : Le dynamisme des enseignants permet à l'école de demeurer ce qu'elle doit être : «L'école secondaire éprouve des problèmes à se forger une identité culturelle claire» - Samedi 18 août 2012



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir

« Les professeurs de philosophie au collégial sont très dynamiques, et pas seulement en classe avec leurs étudiants. Plusieurs participent à des revues sociales en collaborant à des revues générales de réflexion », remarque Claude Lessard.

Pierre Vallée

L'éducation collégiale au Québec s'est-elle éloignée du modèle d'éducation humaniste dont elle est en partie issue ? A-t-elle troqué ce modèle contre celui d'une éducation plus pragmatique et davantage collée aux besoins du marché du travail ? Claude Lessard, président du Conseil supérieur de l'éducation, répond à cette interrogation en tant que chercheur.

« Je ne vois aucun signe m'indiquant que l'éducation au collégial a connu un tel glissement », répond Claude Lessard, professeur émérite à la Faculté d'éducation de l'Université de Montréal et spécialiste de la sociologie de l'éducation, lorsqu'il a été interrogé sur l'éventualité que l'école serait devenue plus pragmatique.

Récemment nommé à la présidence du Conseil supérieur de l'éducation, M. Lessard s'exprime ici en tant que chercheur.

« Il faut se rappeler que, à leur création, les cégeps ont hérité à la fois du mandat des anciens collèges classiques comme du mandat des anciennes écoles professionnelles. Ils doivent donc tenir compte de ces deux rôles et ils sont en quelque sorte prisonniers de cette structure, ce qui empêche tout glissement d'un côté comme de l'autre. »

Ce que vient confirmer l'état des effectifs étudiants, car, aujourd'hui, autant d'étudiants s'inscrivent à l'enseignement général qu'à l'enseignement professionnel. « Depuis quelques années, on sait au Québec qu'il faudra bientôt combler de nombreux emplois et que beaucoup de ces emplois exigeront surtout une formation collégiale technique. Mais, malgré ce discours ambiant, plusieurs programmes techniques collégiaux ont de la difficulté à recruter des candidats. Cela m'apparaît comme une autre indication que l'éducation collégiale n'a pas abandonné l'éducation

humaniste au profit de formations axées uniquement sur les besoins du marché du travail. »

Il avance qu'il y a peut-être, dans la perception qu'ont certains qu'il y a eu ce glissement au collégial, une confusion dans les termes. « Il ne faut pas confondre l'arrivée au cégep de nouveaux modes de gestion inspirés du secteur privé et davantage axés sur des résultats avec un déclin de l'éducation humaniste. De toute façon, si ces modes de gestion cherchaient à introduire une logique comptable dans l'éducation des élèves, les professeurs du secteur général se rebifferaient. »

L'évolution du collégial

Non seulement ne voit-il pas un déclin dans l'éducation humaniste au collégial, mais il constate au contraire un certain dynamisme. « On dirait même qu'il y a une certaine renaissance de l'éducation humaniste au collégial. » Il donne en exemple l'enseignement de la philosophie. « Les professeurs de philosophie au collégial sont très dynamiques, et pas seulement en classe avec leurs étudiants. Plusieurs participent à des discours sociaux en collaborant à des revues générales de réflexion. Certains ont même une présence dans les médias écrits comme électroniques. Ce n'était pas le cas il n'y a pas si longtemps. »

Ce regain de l'éducation humaniste au cégep, Claude Lessard l'attribue évidemment au dynamisme des professeurs, mais il croit aussi qu'il est l'aboutissement de l'évolution des cégeps. « Ce n'est plus le cas maintenant, mais, pendant plusieurs années, le rapport entre les cégeps et les universités n'était pas clair et les territoires scolaires étaient mal définis. Qui donnait quel cours ? Tel cours devait-il faire partie de la formation générale au collège ou bien devait-il relever de la première année universitaire ? Il y a eu des redondances. Mais les cégeps ont réussi à définir leur territoire scolaire et à se donner une identité culturelle propre. Aujourd'hui, ce rapport n'est plus conflictuel, il est même devenu complémentaire, comme en témoignent les passerelles dec-bac. Cette identité culturelle propre a consolidé la présence de l'éducation humaniste au collégial. »

Le secondaire et l'université

Cette identité culturelle propre fait défaut, selon lui, quand on se penche sur le secteur de l'enseignement secondaire. « À la différence du collégial, l'école secondaire éprouve des problèmes à se forger une identité culturelle claire. Plusieurs personnes se demandent même ce qu'on y enseigne.

Ce manque de clarté nuit à la présence de l'éducation humaniste au sein du secondaire. S'il y a eu ce glissement dans l'éducation humaniste au Québec, ce glissement se trouve plutôt du secondaire vers le collégial. »

De plus, cette difficulté à se forger une identité culturelle claire nuit aussi à l'enseignement professionnel et technique au niveau collégial. « La formation professionnelle au secondaire est méconnue des étudiants comme des parents. Si certains y voient un accès rapide au marché du travail, plusieurs ont l'impression que cette voie bloque ensuite l'accès aux études supérieures. Mais c'est faux. Un élève du secondaire qui a en poche son diplôme d'études professionnelles peut ensuite, s'il le désire, s'inscrire au cégep. Si on favorisait davantage l'enseignement professionnel au secondaire, on viendrait du même coup alimenter la formation technique au collégial. »

Quant au secteur universitaire, l'éducation humaniste y est toujours bien présente. « Il y a toujours eu à l'université des formations plus pratiques que d'autres. Je pense ici à la médecine, au génie, au droit. Mais cela n'a jamais nui à l'enseignement des disciplines humanistes. On enseigne toujours la philosophie, la littérature et les sciences humaines à l'université et les formations plus pratiques ne se sont pas multipliées au détriment des formations humanistes. Par contre, ce qu'on remarque maintenant, c'est une forme de professionnalisation des formations humanistes. Au fond, l'université doit chercher à faire en sorte que les di-

plômés des formations humanistes puissent se retrouver sur le marché du travail. Ce constat a fait évoluer l'approche. À mon époque, quand j'ai fait mes études en sociologie, il n'y avait pas de stages pratiques. Aujourd'hui, un étudiant en sociologie fera un stage en entreprise, dans une boîte de sondages, par exemple, ce qui lui donne de meilleures perspectives d'embauche. Mais cette approche, plus près de la réalité du marché du travail, ne remet aucunement en question la pertinence et la présence de l'éducation humaniste. »

LE DEVOIR : A-t-on les ressources nécessaires? – Samedi 18 août 2012

Etienne Plamondon-Emond

Les étudiants en difficultés au cégep, dont ceux atteints d'un trouble d'apprentissage ou d'une maladie mentale, auront-ils accès à des services suffisants durant leurs sessions compressées de cet automne ? Alors que, dans certains cégeps, les étudiants retournent en classe après une grève de près de six mois, la situation inquiète Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC)-CSQ.

Au vu des calendriers intensifs et surchargés qui se dessinent, Bernard Bérubé manifeste ses craintes de voir les psychologues, conseillers en orientation et aides pédagogiques individuels ne pas être en mesure de suffire à la tâche.

Ces professionnels soutiennent « une population étudiante qui a déjà besoin de services en temps régulier », précise M. Bérubé. Il redoute une montée en flèche du taux d'abandon chez les étudiants atteints d'un trouble d'apprentissage ou d'un problème de santé mentale, jugeant la situation à l'aune de l'expérience des cégeps, où la reprise intensive de la session d'hiver s'est bouclée à la fin juin. « Ce qu'on a constaté le printemps dernier, dans les cégeps où il y a eu des reprises, c'est qu'il y a eu une augmentation des besoins. Cette population-là est particulièrement touchée par les reprises intensives des cours et elle nécessite un plus grand suivi [...]. Il a fallu qu'il y ait une réorganisation des services. »

Comme certains professionnels ont vécu l'expérience au printemps, M. Bérubé se demande s'il y a des expertises qui peuvent être partagées ou transférées. Est-ce qu'on peut réunir les équipes de professionnels pour envisager un plan B ?

Car, si l'ajout d'enseignants dans certains établissements collégiaux a fait l'objet d'une entente avec les syndicats de professeurs, Bernard Bérubé déplore qu'aucun plan d'intervention au sujet des autres professionnels n'ait encore été envisagé. « Est-ce qu'on peut s'asseoir et regarder l'offre de services ? Voir ce qu'on peut offrir et ce qu'on ne peut pas offrir ? Y a-t-il des solutions ? Nous, on est prêt à faire preuve de souplesse dans l'organisation du travail. On n'est pas en train de demander d'avoir trois conseillers en orientation de plus. De toute façon, ça peut varier d'un collège à l'autre. Mais, ce qu'on demande au minimum, c'est d'écouter les professionnels, implorer M. Bérubé. Les collègues n'ont même pas eu la décence d'asseoir les professionnels entre eux et d'essayer de voir comment on pourrait organiser les services professionnels en vue de la reprise des cours. »

Il persiste et signe. « Ce qui me choque particulièrement, c'est qu'en ce moment on nous dit : " Écoutez, les services professionnels vont être déployés, vont être en place. " Mais c'est un leurre, parce qu'il n'y a pas de stratégie. »

Des enseignants en renfort

Jean Beauchesne, président de la Fédération des cégeps, assure que « les collèges ont discuté avec les syndicats locaux. On ne l'a pas fait au niveau national. » Il se défend : « J'ai eu à discuter de ça avec l'ensemble des directeurs généraux concernés. Il y a une stratégie pour les autres personnels. Les autres personnels, ce sont non seulement les professionnels, ce sont aussi les techniciens de laboratoire, les techniciens en éducation spécialisée, etc. Avec eux, on a jugé que c'est une question d'approche : la priorité, ce sont ceux qui sont au premier chef avec nos étudiants dans nos classes, donc, les enseignants. On a jugé que, avec le personnel en place, on pouvait soit réaménager l'horaire, soit mettre des priorités ailleurs, soit, avec des heures supplémentaires, combler les manques. »

Si les professeurs appelés en renfort n'effectueront pas les tâches des professionnels, ils auront la responsabilité de faire le suivi nécessaire auprès des étudiants en difficulté. « Leur cheminement scolaire, ce n'est pas a priori une responsabilité des professionnels. C'est une responsabilité des enseignants, considère Jean Beauchesne. La CSN [représentant la majorité des professeurs touchés par la grève étudiante] nous disait : " Nous, on en a plein nos bottines avec les groupes réguliers, on n'a pas les ressources qu'il faut pour soutenir ces étudiants. " Mais, précisément, avec [les professeurs] qu'on embauche, les ajouts de tâches pour ceux qui étaient à temps partiel, ça tombe dans le champ des enseignants de suivre l'encadrement de ces étudiants-là. »

Bernard Bérubé n'apprécie pas cet argument. « On nous dit qu'il va y avoir plus d'enseignants. Mais, plus d'enseignants, ça ne règle aucun problème. Les étudiants qui ont un trouble mental, ils vont être chez le psychologue, ils vont être chez l'orienteur, etc. », se désole M. Bérubé.

À la FNEEQ-CSN, on souligne que, dans son entente, c'est l'encadrement pour les élèves arrivant du secondaire qui est privilégié. « Les enseignants vont continuer d'encadrer les élèves handicapés comme ils le faisaient », assure Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ-CSN. « Évidemment, s'il n'y a pas, pour la rentrée, de ressources supplémentaires chez les professionnels et le personnel de soutien, c'est plus inquiétant, parce que ce sont plus eux qui les suivent au quotidien s'ils ont besoin de plus de soutien », dit-elle en évoquant, entre autres, le cas des étudiants touchés par le syndrome d'Asperger. Elle précise que ce sont les professionnels qui sont aptes à identifier les étudiants qui ont besoin de services plus particuliers lors de leur entrée au cégep. Or, dans une session compressée, les professeurs doivent être rapidement renseignés lorsque l'un de leurs étudiants est aux prises avec un handicap.

Pourtant, l'inclusion et l'acommodement des étudiants en situation de handicap constituaient un dossier prioritaire avant que n'éclate la grève. Ce sujet, un peu mis sur la glace pendant la crise étudiante, a d'ailleurs fait l'objet d'un rapport déposé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en mars dernier. « Pour ceux qu'on appelle les EHDA [élèves handicapés en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage], les mesures qu'on a mises en place et les professionnels qu'on a engagés au primaire ou au secondaire leur ont permis de mieux réussir. Donc, là, ils arrivent en masse dans le réseau collégial. Et puis, il n'y a pas de budget vraiment pour ça. Il n'y a pas de professionnels pour les soutenir », note Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants et enseignants de cégeps, affilié à la CSQ.

« Quand ce budget n'est pas à la hauteur, bien, habituellement, ce sont les professeurs qui écopent, dit Micheline Thibodeau. Nous, on n'est pas formé pour ça. On n'a pas de diplôme en psychopédagogie. On est des spécialistes de disciplines en enseignement supérieur », rappelle-t-elle.

« Il y a eu une augmentation de plus de 300 % de ces étudiants [en situation d'handicap] dans les cinq dernières années, admet Jean Beauchesne. Il nuance que le bond s'explique aussi par le fait que les personnes atteintes d'un certain trouble d'apprentissage ou d'une maladie mentale, qui ne le déclaraient pas auparavant, sont dorénavant plus informées des services auxquels elles ont droit et s'identifient en conséquence auprès des établissements. « Donc, oui, ça nous préoccupe beaucoup », ajoute-t-il, assurant que la Fédération des cégeps fait de leur intégration l'une de ses cinq grandes priorités pour le réseau collégial.



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir
Les professeurs s'inquiètent entre autres pour les nouveaux étudiants qui arrivent du secondaire et qui devront composer avec une session intensive, en plus de s'adapter au rythme collégial.

LE DEVOIR : Grève à l'université - Deux étudiants sur dix seront placés en situation de rattrapage – Samedi 18 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Environ 80 % des étudiants universitaires ont complété leur session avant les vacances.

Réginald Harvey

Les universités ont mis en place les moyens appropriés pour sauvegarder une session d'hiver mise en péril pour certains; ces jeunes ont délaissé les salles de cours pour animer le printemps érable et ils doivent rattraper les cours laissés en plan durant ces heures agitées. La marge de manœuvre est mince pour y arriver et il leur revient de décider s'ils retourneront en classe sous peu.

Cette rentrée plutôt spéciale s'avère exigeante pour tout le monde : « Tel est le cas autant pour les directions universitaires que pour les professeurs, les personnels de soutien ou les étudiants eux-mêmes. Mais il n'en demeure pas moins que 80 % de ceux-ci ont terminé leur session d'hiver 2012 », estime Daniel Zizian, président et directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Il analyse les impacts du mouvement sur l'ensemble du réseau universitaire : « Au plus fort des manifestations, le 22 mars, par exemple, il y a eu un pic durant lequel un grand nombre d'étudiants ont boycotté leurs cours à l'occasion de cette journée-là. De façon générale, on peut quand même dire encore une fois que 80 % des étudiants universitaires ont terminé leur session ; en contrepartie, il y en a 20 % qui ne l'ont pas fait. » Il cible les établissements les plus touchés : « Il y a principalement l'UQAM, l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec en Outaouais. » Les clientèles les plus militantes provenaient en grand nombre des départements ou des facultés dans les domaines des sciences politiques et sociales.

En quête du temps perdu...

Les universités se sont mises à la tâche pour aménager un plan de sauvetage ; il importait d'arrimer la présente session avec les retards causés en mettant en place différentes mesures pour la rentrée d'automne : « Les commissions des études, qui sont responsables des divers aspects pédagogiques, aménagent le calendrier universitaire ; elles se sont penchées sur la question et ont proposé des modifications à ce dernier, qui ont été entérinées par les conseils d'administration des universités. Parmi les moyens retenus, il y a des variables d'un établissement à l'autre, d'un département ou d'une faculté à l'autre, selon la situation ; c'est à géométrie variable, mais on peut affirmer que la plupart des universités ont convenu de reprendre la session d'hiver perdue en 2012 à compter du 27 août, pour la terminer à la fin de septembre. »

La logistique mise en place devait également prendre en compte l'arrivée des étudiants du collégial, ce que confirme M. Zizian : « La majorité d'entre eux ont également achevé leur formation préuniversitaire et ils pourront entamer leurs cours à l'université à compter de la fin d'août ; pour ceux qui n'ont pas terminé leurs cours collégiaux et qui le feront à la

fin de septembre, la session universitaire d'automne s'amorcera pour eux, de façon générale, au début d'octobre, pour prendre fin en décembre à certains endroits et en janvier dans d'autres lieux, pour ce qui est du déroulement des examens. » Tous et chacun seront appelés à s'adapter à un calendrier hors de l'ordinaire : « Dans la plupart des cas, les semaines de relâche ou de lecture ont été abandonnées. Il y a aussi eu des ajouts de plages horaires et de journées complètes, par exemple le samedi, pendant lesquelles se dérouleront les cours ; dans d'autres cas, des cours seront allongés de trois à six heures, ce qui occasionnera un prolongement des journées de formation. »

Il résume la situation : « Il y a donc une série de mesures de cet ordre qui ont été retenues à l'intérieur des divers départements ou facultés ; dans les circonstances, on poursuit toujours l'objectif d'obtenir les meilleures conditions possibles pour respecter les paramètres pédagogiques de chacun des cours. » L'ensemble de la communauté universitaire subit les répercussions de telles mesures : « Tout le monde est affecté d'une façon ou d'une autre par des circonstances aussi exceptionnelles que celles que nous vivons actuellement ; pour ce qui est des chargés de cours, des contrats ont été signés et, du côté des professeurs, la situation peut varier d'un établissement à l'autre ; à certains endroits, les profs ne sont pas à l'aise avec la façon dont les décisions ont été prises, mais elles l'ont été. Tout cela est régi par une convention collective dans chacun des cas et, quand les gens croient que le tout ne s'est pas fait selon les normes ou les règles en vigueur, ils peuvent le contester et procéder en vertu de la convention. » Il apporte cet éclairage : « Il faut bien comprendre que la loi prescrit que les universités ont l'obligation de faire en sorte que les cours soient offerts, que les étudiants qui arrivent en retard ne soient pas pénalisés et que les mesures appropriées doivent être prises pour que les cours puissent être données. »

Les directions universitaires s'en tiendront aux prescriptions prévues par la loi, peu importe la tournure des événements de la part des associations étudiantes, ce que confirme Daniel Zizian : « On agit en fonction de ce qui est prévu par la loi, donc d'une reprise qui est fixée à l'intérieur d'un calendrier très serré pour tous et chacun ; on œuvre dans ce cadre-là et on a travaillé très fort dans les universités afin qu'on puisse procéder de la façon la plus harmonieuse possible, dans le contexte, pour assurer la réussite des étudiants. »

À l'heure actuelle, les universités disposent d'une marge de manœuvre qui est très mince pour certaines d'entre elles : « On regarde les choses aller et notre responsabilité consiste à mettre les mesures en place, tout en espérant que le tout va se dérouler normalement. On pense qu'il est important que les étudiants achèvent leur session d'hiver afin de poursuivre normalement leur parcours ; dans le fond, c'est pour eux que les universités sont là, pour offrir les meilleurs enseignements, formations et recherches possibles. »

Et il tire cette conclusion : « Dans ce dossier-là, tous les intervenants ont leurs obligations et doivent assumer leurs responsabilités ; on a assumé les nôtres et il revient à chacun de faire de même. On recherche la collaboration de l'ensemble des composantes de la communauté universitaire pour que le tout puisse se dérouler correctement. »

Vos réactions

Denis Paquette – Abonné, 19 août 2012 10 h 34

Recommencer l'année

Je n'en reviens pas que ce soit des institutions d'enseignement qui proposent la compression du temps d'apprentissage. Est-ce que les cerveaux n'ont pas leurs propres temps de digestion. Comment des éducateurs d'expérience peuvent-ils en venir à la conclusion de tout simplement compresser le temps. Si pour pour certains élèves il n'y a pas de problèmes ce qui est plutôt rare, Quand il s'agit de plusieurs milliers d'élèves, c'est autre chose. Selon mon expérience, c'est la meilleur façon de faire hair les études, le temps d'assimilation étant un facteur déterminant, Selon moi la seul façon aurait été de recommencer cette année, c'est d'ailleurs ce que feront les élèves les mieux conseillés

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La grève est terminée dans les cégeps – Mise à jour le vendredi 17 août 2012 à 22 h 10 HAE

Vidéo : Le reportage de Pascal Robidas

Les étudiants des derniers cégeps encore en grève ont décidé de troquer leurs pancartes pour leurs livres. Les étudiants des cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal ont voté pour un retour en classe lundi.

Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal tiendront une nouvelle assemblée générale le 7 septembre, trois jours après le scrutin électoral.

Les étudiants du cégep de Saint-Laurent se prononceront de nouveau après la session, soit à la fin septembre.

Les étudiants des deux cégeps seront toutefois en grève tous les 22 du mois jusqu'à l'annulation de la hausse des droits de scolarité.

Les deux cégeps montréalais constituaient le dernier bastion de grévistes puisque, depuis une semaine, 12 autres cégeps ont opté pour le retour en classe.

Les étudiants des cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal avaient voté en début de semaine pour reconduire la grève, mais par de faibles majorités. Des pétitions ont été déposées pour forcer la tenue de nouvelles assemblées générales.

Grève d'une journée le 22 août Bien qu'ils aient choisi de retourner en classe, les étudiants de huit cégeps et ceux de l'INRS ont voté pour être en grève lors de la manifestation du 22 août, selon la compilation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).



Semaine décisive dans les universités

Contrairement aux cégeps qui se prononcent en bloc, les universités votent par département ou par faculté.

Les étudiants du département d'histoire de l'Université Laval ont ainsi opté pour une trêve électorale. Les étudiants en littérature comparée de l'Université de Montréal ont choisi de poursuivre la grève ainsi que les étudiants du département de philosophie par 42 votes contre 26 et 6 abstentions.

En tout, 24 départements ou facultés doivent se prononcer d'ici une semaine.

Dates des rentrées et des votes de grève dans les cégeps

Rentrée le 13 août :

Cégep André-Laurendeau (fin de la grève)

Rentrée le 14 août :

Collège de Maisonneuve (fin de grève)

Cégep Marie-Victorin (fin de la grève)

Collège de Valleyfield (fin de la grève)

Rentrée le 15 août :

Cégep de Saint-Hyacinthe (trêve électorale)

Collège Édouard-Montpetit (fin de la grève)

Rentrée le 16 août :

Collège Lionel-Groulx (fin de la grève)

Collège Montmorency (fin de la grève)

Cégep de Saint-Jérôme (trêve électorale)

Rentrée le 17 août :

Collège Ahuntsic (fin de la grève)

Collège de Bois-de-Boulogne (fin de la grève)

Collège de Rosemont (fin de la grève)

Rentrée le 20 août :

Cégep de Saint-Laurent (fin de la grève)

Cégep du Vieux Montréal (fin de la grève)

Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE)

Jeudi 16 août

Université de Montréal - Département de littérature comparée (poursuite de la grève)

Université Laval - Département d'histoire (trêve électorale)

Vendredi 17 août

Université de Montréal - Département de philosophie (ADEPUM) (poursuite de la grève)

Université Laval - Département d'arts plastiques (AsÉTAP)

Université Laval - Département de théâtre (AGÉÉTUL)

Samedi 18 août

Université de Sherbrooke - Faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) - résultat du référendum dévoilé (bureaux de vote ouverts : mardi 14, jeudi 16 et samedi 18)

Lundi 20 août

Université de Montréal - Département d'études est-asiatiques (ASO-CETASE)

Université de Montréal - Département de science politique, cycles supérieurs (AECSSPUM)

Université de Montréal - Département de cinéma (AEECUM)

Université de Montréal - Département d'informatique et de recherche opérationnelle (AEDIROUM)

Université de Montréal - Psychologie et sociologie (AEPsum)

Université Laval - Département de création littéraire (ACELUL)

UQAM - Faculté de science politique et droit (AFESPED-UQAM)

UQAM - Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE-UQAM)

Mardi 21 août

Université de Montréal - Département de littérature langue moderne (AEDLLM)

Université de Montréal - Département d'études classiques (AECE-CUM)

Université de Montréal - Cycles supérieurs en Anthropologie (AECSAUM)

UQAM - Faculté de langues et communication (AFELC-UQAM)

UQAM - Secteur des sciences (AESSUQAM)

Mercredi 22 août

Université de Montréal - Département de sociologie (REESUM)

Jeudi 23 août

Université de Montréal - Département d'histoire (AEHUM)

Université de Montréal - Département de littérature de langue française (AELLFUM)

Université de Montréal - Département d'études internationales, cycles supérieurs (AECSEI)

Université de Montréal - Département d'études internationales et de sciences politiques (AESPEIUM)

Université de Montréal - Département de psychologie (AGEEPUM)

UQAM - Module de science politique (AEMSP)

Lundi 27 août

Université de Montréal - Département de sociologie (cycles supérieurs) (AECSSUM)

Université de Montréal - Département de géographie (AEGUM)

En complément



Vidéo - [Le reportage de Pascal Robidas](#)
[Les commentaires \(233\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | cégeps : Semaine décisive pour les universités -

Publié le: vendredi 17 août 2012, 20H58 | Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 21H07



Photo michel desbiens, agence qmi
Près de 3 000 étudiants se sont présentés hier pour voter sur le prolongement de la grève, au Cégep du Vieux-Montréal. Après de longs débats, les étudiants ont voté en faveur de la reprise des cours.

Sarah-Maude Lefebvre

Les universités sont sur le qui-vive alors que des milliers d'étudiants se prononceront la semaine prochaine sur le prolongement de la grève.

Jusqu'à maintenant, les quelques facultés à avoir voté, notamment à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ont toutes choisi de continuer le boycottage des cours.

Seuls les 150 membres de l'association des étudiants de l'INRS ont opté pour la trêve électorale.

Pas de compromis

Selon la Conférence des recteurs du Québec, environ 55 000 étudiants universitaires n'ont pas complété leur session d'hiver 2012.

À l'Université de Montréal, près de 20 % des étudiants boycottent toujours leurs cours, soit 10 519 personnes.

Le parachèvement de la session d'hiver 2012 débutera le 27 août pour se terminer le 28 septembre. Pour le recteur Guy Breton, il est hors de question d'apporter des modifications à cet horaire qui a pris des semaines à bâtir.

« On ne peut pas aller en bas de ça si on veut garantir une éducation de qualité. L'élastique est étiré au maximum. Si des étudiants veulent encore boycotter l'université, nous devons annuler leurs cours », prévient-il.

Coup de sonde lundi

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) dit attendre avec impatience les résultats du vote à la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, lundi.

« C'est une grosse faculté. C'est le meilleur coup de sonde qu'on pourra avoir. Pour le moment, il est difficile de déterminer si les étudiants universitaires voudront continuer la grève », explique la présidente Martine Desjardins.

La FEUQ n'encouragera pas les étudiants à voter dans un sens ou dans l'autre.

«On laisse ça entre les mains des étudiants, dit Mme Desjardins. C'est à eux de décider comment ils veulent poursuivre la lutte contre la hausse des frais de scolarité.»

Afficher 3 commentaires (Montréal)

dumontier 1 commentaire masqué

Finis le zigonage. Il faut annuler la session de ceux qui maintiennent la greve.

08/18/2012 02:05 PM

Chexwhiz 2 commentaires masqués

Ça va être très difficile de faire entendre le bon sens aux étudiants en arts, théâtre.... ainsi que plusieurs autres dans les sciences humaines!! Pourquoi? Parce qu'ils aspirent tous à des métiers ou professions qui

dépendent de l'état et de ses subventions! Peut-on espérer autre chose de ce groupe que de ne pas vouloir payer? Ils ne le voudront pas d'ailleurs pour toute leur vie en ce qui me concerne

08/18/2012 05:11 AM

Pierre Shefford 1 commentaire masqué

C'est un préjugé qui n'a pas sa place à mon point de vue. Nous aurons toujours besoin d'humanistes; bon nombre de finissants en sciences humaines ont réussi de très belles carrières au sein de l'état ou non. N'oublions pas que bien des scientifiques sont employés par l'état et se nourrissent également de subventions.

08/18/2012 01:33 PM

24HEURES : Conflit étudiant : Tous les cégeps retournent en classe – Vendredi 17 août 2012, à 18h47



Photo Joël Lemay / Agence QMI

Des centaines d'étudiants ont participé à la rencontre.

MONTRÉAL – Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal et du Cégep de Saint-Laurent, les deux derniers établissements collégiaux qui étaient

toujours en grève parmi les 14 ayant participé au mouvement, ont choisi vendredi de rentrer en classe.

À la suite de pétitions déposées par des étudiants inquiets de perdre leur session, les associations étudiantes des deux institutions collégiales ont accepté de tenir un nouveau vote.

Au Cégep de Saint-Laurent, 1370 étudiants se sont prononcés pour un retour en classe, contre 230. L'appel à la participation massive au vote semble donc avoir été entendu par les membres de l'association étudiante. Lors du premier vote, plus tôt cette semaine, 1748 étudiants s'étaient déplacés et 50,28 % d'entre eux avaient opté pour la poursuite de la grève.

Même s'ils retournent en classe lundi, les étudiants n'abandonneront pas pour autant leur mobilisation contre la hausse des frais de scolarité. On prévoit dans plusieurs cégeps la tenue d'un nouveau vote de grève après l'élection du 4 septembre prochain.

Au Cégep de Saint-Laurent, les étudiants tiendront une journée de grève à tous les 22 du mois, comme dans plusieurs autres établissements, afin de prendre part aux manifestations nationales traditionnellement organisées par la CLASSE depuis quelques mois. Ils comptent y participer jusqu'à l'annulation complète de la hausse des droits de scolarité.

Le vote de reconduction de la grève dans les 12 autres établissements collégiaux qui avaient interrompu la session d'hiver s'est amorcé la semaine dernière et s'est poursuivi cette semaine. Du côté des universités, les associations doivent tenir des votes sur la reconduction de la grève dès la semaine prochaine.

Avec la collaboration de Sarah-Maude Lefebvre

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Frais de scolarité : Les francos paient pour les anglos - Publié le: vendredi 17 août 2012, 18H28 | Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 18H42

Simon Lord / Agence QMI

Les francophones du Québec paient en partie pour l'enseignement universitaire des anglophones, pourtant plus fortunés, selon une étude, qui propose de hausser les frais de scolarité pour s'attaquer à la situation. Des associations étudiantes sont en désaccord.

«Après leurs études, les anglophones quittent la province plus souvent que les francophones, indiquent les auteurs de l'étude, François Vaillancourt et Véronique Laramée. Ceux-là ne paient donc pas leur scolarité par leurs impôts. À cause de cela, chaque étudiant qui parle le français comme langue première paie une surtaxe de 1000\$.»

Selon les auteurs, si 1000 anglophones quittent la province chaque année, c'est donc que les francophones les subventionnent à la hauteur de 1 million \$.

Détenir un baccalauréat permettrait de gagner 600 000 \$ de plus au cours de sa vie. Les militants pour le gel ou la baisse des frais de scolarité mettent de l'avant l'idée que les universitaires financent leurs propres études avec le supplément d'impôts qu'ils paient au cours de leur vie professionnelle, ont souligné les chercheurs.

Toutefois, selon l'étude, seulement 68 % des anglophones diplômés dans une université québécoise y résident après cinq ans, contre 98 % pour les francophones. En excluant les étudiants étrangers, les chercheurs évaluent que ce premier nombre passe à 80 %.

«Nous ne pouvons pas empêcher les anglophones de partir, a admis François Vaillancourt. Ce ne sont pas des bandits et ce qu'ils font est

parfaitement légal. De leur point de vue, c'est même très rentable.»



Photo Agence QMI / Archives

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Le taux de rendement privé est environ 50 % plus élevé pour quelqu'un qui quitte la province pour s'établir en Ontario. Cette mesure compare, grosso modo, le salaire net après impôts aux coûts des études.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a toutefois rejeté du revers de la main les conclusions des chercheurs, qu'elle a qualifiées de hâtives.

«Il me semble qu'on sous-estime le nombre d'étudiants étrangers et internationaux parmi les anglophones, a précisé Mme Desjardins. Il faut aussi rappeler qu'il en coûte parfois plus cher pour étudier dans une université comme McGill ou Concordia.»

Subventions aux riches

L'économiste François Vaillancourt se dit particulièrement interpellé par le fait que le groupe social le moins fortuné paie pour le plus riche.

Au Québec, le revenu annuel moyen des anglophones est de 37 200 \$ contre 32 400 \$ pour les francophones, selon les données de l'étude. C'est une différence de près de 15 %.

«J'ai souvent illustré ce phénomène en disant que l'étudiant de Chicoutimi, qui va travailler dans une aluminerie, subventionne l'anglais de Westmount, qui planifie son départ pour Toronto», a ajouté M. Vaillancourt.

En faveur de la hausse

Une des solutions possibles est d'augmenter les frais de scolarité, estime François Vaillancourt. De cette façon, si les anglophones quittent la province, ils auront payé la « juste part » de leur éducation.

«Les étudiants doivent, de toute façon, payer maintenant ou plus tard, a-t-il dit. Nous devrions, par exemple, hausser les frais jusqu'à la moyenne nationale.»

La FEUQ s'oppose aussi à la solution présentée. «C'est une mauvaise compréhension de la réalité, a ajouté la présidente. Ce qu'on propose, c'est une solution qui causera des problèmes, puisqu'il en coûtera plus cher à un francophone pour étudier.»

[Afficher 69 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 4 commentaires \(Québec\)](#)

rodal 1 commentaire masqué

Merde.....Le retour des carres rouges.

08/17/2012 08:59 PM

lognom 1 commentaire masqué [Réduire](#) [Afficher](#)

Faut pas être un génie pour savoir cela martine ! tes jeune encore t as juste 30 ans !!!! les anglos sont plus int.....gent que les francos
08/17/2012 08:36 PM

Inc. 1 commentaire masqué [Réduire](#) [Afficher](#)
Une vraie péquiste.
08/17/2012 08:00 PM
zse354 1 commentaire masqué [Réduire](#) [Afficher](#)

Tres, très intéressant on savait pas ça. Faudrait le dire haut et fort.
08/17/2012 07:01 PM

JOURNALMÉTRO : La grève prend fin dans deux autres cégeps - Mise à jour: Vendredi 17 août 2012 | 18:14



Archives Métrô

Par Rédaction La Presse Canadienne

MONTREAL - La grève est officiellement terminée aux cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal.

Au cégep St-Laurent, les étudiants retourneront en classe lundi. Ils feront toutefois la grève le mercredi 22 août ainsi que les 22 de chaque mois jusqu'à ce que la hausse des frais de scolarité soit annulée.

Il s'agit d'un revirement, alors que les membres de l'association étudiante s'étaient prononcés en faveur de la grève moyennant un plancher de 20 000 grévistes, samedi dernier.

Au cégep du Vieux-Montréal, les étudiants ont également mis fin à leur débrayage au terme d'une assemblée générale qui aura duré plus de six heures. Dans leur cas, il s'agit toutefois d'une trêve électorale: un autre vote sur la question est prévu après les élections provinciales du 4 septembre.

Jusqu'à maintenant, toutes les associations étudiantes collégiales consultées depuis une semaine ont choisi de mettre fin à leur débrayage.

De son côté, la Fédération des cégeps a été claire : si les grèves se poursuivent au-delà du retour en classe prévu par la loi 12 — anciennement connu comme le projet de loi 78 — la session d'hiver 2012 sera annulée, ce qui mènera à une mention d'échec pour tous les étudiants impliqués.

JOURNALDEMONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : La grève est suspendue - Publié le: vendredi 17 août 2012, 17H59 | Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 18H08



Photo Joël Lemay / Agence QMI

Plusieurs centaines d'étudiants lors de la deuxième rencontre afin de déterminer s'il y a reconduction de la grève au cégep du Vieux-Montréal
Agence QMI

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont choisi vendredi après-midi de suspendre la grève étudiante qu'ils avaient entamée le printemps dernier.

LA PRESSE: Fin de la grève dans les cégeps - Publié le vendredi 17 août 2012 à 16h06 | Mis à jour le vendredi 17 août 2012 à 17h06

Gabrielle Duchaine, La Presse

C'est la fin de la grève dans les cégeps. Les derniers bastions de la résistance viennent de voter pour la reprise des classes lundi.

Réunis en assemblée générale pour la deuxième fois cette semaine, les élèves du cégep Saint-

Laurent ont toutefois décidé de faire la grève tous les 22 du mois, jusqu'à l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Ceux du Vieux-Montréal débattent actuellement de la question.

Dans les deux collèges, derniers à avoir opté pour la reprise des cours, les assemblées ont

duré plusieurs heures. Les élèves avaient voté pour la poursuite de la grève générale illimitée plus tôt cette semaine, mais des pétitions ont forcé la tenue de nouvelles assemblées.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Cégep Saint-Laurent : La grève est suspendue - Publié le: vendredi 17 août 2012, 16H04 | Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 16H21



Photo Joel Lemay / Agence QMI

Les étudiants du Cégep de Saint-Laurent ont choisi vendredi après-midi de suspendre la grève étudiante.

Agence QMI

Les étudiants du Cégep de Saint-Laurent ont choisi vendredi après-midi de suspendre la grève étudiante qu'ils avaient entamée le printemps dernier.

Dans le cas du Cégep de Saint-Laurent, il s'agirait d'une «trêve» en raison de la campagne électorale. Les étudiants seront appelés à voter après l'élection du 4 septembre prochain, pour une annulation ou une poursuite de la grève étudiante.

Le retour en classe est prévu lundi le 20 août, soit la semaine prochaine.

Les cégépiens souhaitent ainsi terminer leur session d'hiver, mais comptent tout de même continuer à se faire entendre.

Ainsi, la manifestation nationale qui se tient à tous les 22 du mois fait partie de l'agenda des étudiants de ce cégep reconnu pour son militantisme.

Au Cégep du Vieux-Montréal, les délibérations se poursuivaient toujours vendredi après-midi.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit Étudiant : Fin du boycottage - Publié le: vendredi 17 août 2012, 15H41 | Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 20H58



Sarah-Maude Lefebvre

Les étudiants des deux derniers cégeps en grève ont finalement décidé de rentrer en classe hier, mettant ainsi un point final au boycottage des cours dans les établissements d'enseignement collégial.

Après plusieurs heures de débats musclés, les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal et du Cégep de Saint-Laurent ont voté en faveur de la reprise des cours.

Plus tôt cette semaine, à la suite de pétitions déposées par des étudiants inquiets de perdre leur session, les associations étudiantes des deux

institutions collégiales avaient accepté de tenir un nouveau vote de grève. Les administrations des deux cégeps menaçaient d'annuler la session si le boycottage des cours se poursuivait.

Trêve électorale

Même s'ils retourneront en classe lundi, les étudiants du cégep Saint-Laurent ainsi que ceux du Vieux-Montréal n'abandonneront pas pour autant leur mobilisation contre la hausse des frais de scolarité.

Ils tiendront une journée de grève à tous les 22 du mois, à l'instar d'autres cégeps, et entendent tenir un nouveau vote de grève après l'élection du 4 septembre prochain.

Sur les réseaux sociaux, plusieurs militants se sont dits amèrement déçus par le résultat des votes, hier.

« Six mois de mouvement pour rentrer à genoux en classe », s'est notamment désolé un internaute sur la page Facebook de l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal.

Déception

« Après six de mois de grève, c'est sûr qu'il y a de la déception parmi les militants », a commenté

hier la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

« Il faut saluer tous les étudiants qui ont été en grève si longtemps et qui ont changé en profondeur le Québec. Mais la campagne contre la hausse des frais de scolarité n'est pas terminée avec la fin de la grève. Il va encore y avoir des manifestations et des carrés rouges », a promis cette dernière.

C'est également un dur revers pour la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) qui avait appelé les étudiants à poursuivre la grève.

« C'est dommage, mais la grève n'est pas terminée. Il y a encore 60 000 étudiants universitaires en grève », a rappelé la co-porte-parole Camille Robert.

► Plus de 10 000 personnes ont confirmé leur présence sur Facebook à la manifestation nationale organisée par la CLASSE, qui aura lieu le 22 août prochain à Montréal.

[Afficher 12 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-80 de 161 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANouvelles : Conflit étudiant : Tous les cégépiens retournent en classe - Première publication vendredi 17 août 2012 à 15h30 - Mise à jour : vendredi 17 août 2012 à 18h35

Agence QMI

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal et du Cégep de Saint-Laurent, les deux derniers établissements collégiaux qui étaient toujours en grève parmi les 14 ayant participé au mouvement, ont choisi vendredi de rentrer en classe.

À la suite de pétitions déposées par des étudiants inquiets de perdre leur session, les associations étudiantes des deux institutions collégiales ont accepté de tenir un nouveau vote.

Au Cégep du Vieux-Montréal, 1370 étudiants se sont prononcés pour un retour en classe, contre 230. L'appel à la participation massive au vote semble donc avoir été entendu par les membres

de l'association étudiante. Lors du premier vote, plus tôt cette semaine, 1748 étudiants s'étaient déplacés et 50,28% d'entre eux avaient opté pour la poursuite de la grève.

Même s'ils retourneront en classe lundi, les étudiants n'abandonneront pas pour autant leur mobilisation contre la hausse des frais de scolarité. On prévoit dans plusieurs cégeps la tenue d'un nouveau vote de grève après l'élection du 4 septembre prochain.

Au Cégep de Saint-Laurent, les étudiants tiendront une journée de grève à tous les 22 du mois, comme dans plusieurs autres établissements, afin de prendre part aux manifestations

nationales traditionnellement organisées par la CLASSE depuis quelques mois. Ils comptent y participer jusqu'à l'annulation complète de la hausse des droits de scolarité.

Le vote de reconduction de la grève dans les 12 autres établissements collégiaux qui avaient interrompu la session d'hiver s'est amorcé la semaine dernière et s'est poursuivi cette semaine.

Du côté des universités, les associations doivent tenir des votes sur la reconduction de la grève dès la semaine prochaine.

- Avec la collaboration de Sarah-Maude Lefebvre

LE DEVOIR : Vote de grève - Deux cégeps mettent les étudiants en garde - Vendredi 17 août 2012

Nancy Caouette

Appelés à se prononcer derechef sur la grève générale illimitée ce vendredi, les étudiants du cégep Saint-Laurent et du cégep du Vieux-Montréal ont reçu, dans leur boîte de courrier électronique, un message clair de la direction de leur établissement : une reconduction de la grève entraînera « une mention d'échec à tous les cours qui n'auront pas été suivis à la session d'hiver 2012 ».

La direction des deux seuls cégeps ayant reconduit la grève s'était, jusqu'à maintenant, conten-

tée d'inviter les étudiants à voter en grand nombre aux assemblées générales. Elles ont saisi au vol l'occasion que leur offrait ce retour en assemblée générale pour mettre en exergue la conséquence qu'aurait la poursuite de la grève générale illimitée sur les résultats scolaires des étudiants. Bien que les deux établissements aient refusé de commenter les propos de leur communiqué, d'aucuns croient qu'elles ont voulu divulguer des informations qu'elles jugeaient absentes du discours des associations étudiantes.

« C'est de la propagande »

En réaction à ce qu'il croit être « une ingérence de la direction dans la vie démocratique des étudiants », le co-porte-parole de l'Association étudiante du cégep Saint-Laurent (AECSL), Maxence L. Valade, ne mâche pas ses mots. « C'est de la propagande. Ils agissent selon leurs intérêts. Ils ne veulent plus perdre d'argent, car ils en ont déjà beaucoup perdu avec la grève », conclut, une pointe d'indignation dans la voix, Maxence L. Valade. Selon le militant, l'échec scolaire, principal élément du rapport de force entre les étudiants et la direction, est largement



exposé et discuté en assemblée. « Nous, on ne cache rien à nos membres. On rappelle, lors des discussions en assemblée, que l'échec scolaire est de plus en plus une situation inévitable. Mais en même temps, on sait que 4000 annulations de cours, ce serait une situation ingérable pour la direction. Et il est clair, pour nous, que l'administration ne le ferait pas sans d'abord en discuter avec les étudiants », avance le co-porte-parole de l'AECESL.

Par ailleurs, la vague de retour en classe dans les établissements collégiaux a continué de déferler jeudi, alors que les membres des associations étudiantes du cégep Bois de Boulogne, du cégep Ahuntsic et du cégep Rosemont ont mis fin à la grève générale illimitée, avec des pourcentages

oscillant entre 66 % et 87 %. Le cégep Rosemont a toutefois voté une journée de grève chaque 22e jour du mois, jusqu'à l'abolition de la hausse des droits de scolarité. Les membres de l'Association étudiante de littérature comparée de l'Université de Montréal ont, pour leur part, reconduit la grève.

Vos réactions

André Michaud – Inscrit, 17 août 2012 10 h 31

Ridicule

Il serait ridicule de voir ces 2 CEGEP avec des étudiants privés de cours et prenant un retard considérable sur les autres, et augmentant ainsi leurs dettes...

Que les jeunes sortent voter et s'expriment sans se tirer dans le pied..

Killian Meilleur – Inscrit, 17 août 2012 11 h 57

Il n'y a que cela, n'est-ce pas?

La dette, la session, le travail, les cours... Et défense de regarder au-delà!

Tout le reste...

La vie à long terme, les projets de société, le renouveau économique

La mouvance sociale sans précédent

Le regain d'intérêt pour la politique

Tout cela n'a aucune importance

Parce que ce n'est pas comptable.

Bienvenue, mes amis, au pays des Tueurs de rêves!

THE GAZETTE : U de M promises fall classes : Rector says even if some students boycott, newcomers will be able to start their terms – Friday, August 17, 2012



Photograph by: Vincenzo D'Alto , The Gazette

A supporters of the student boycott rests on the steps of CEGEP du Vieux Montreal as students voted Friday, Aug. 17.

By Rene Bruemmer, The Gazette August 17, 2012

MONTREAL - The rector of the university that is home to some of the province's most militant tuition-hike protesters sent a message of reassurance Friday to students scheduled to begin their university careers there. His statement came as the last of the CEGEP students boycotting classes voted to return to school at general assemblies that dragged on for as long as seven hours. Students at CEGEP de St. Laurent and CEGEP du Vieux Montréal became the last of 14 colleges to return to class, bringing an end to the CEGEP boycotts that helped spur support for the student movement and massive demonstrations during the 'maple spring.'

Université de Montréal Rector Guy Breton said his university is ready to receive the students headed his way.

"We're sending a message to CEGEP students who might be worried if they'll be able to start their classes in, say, pharmacology or physics," Guy Breton told The Gazette Friday. "We want it to be clear we are waiting for you and we are taking care of our own makeup courses between now and Oct. 1."

With CEGEP students back in class, the focus on student boycotts is shifting to universities, whose departments have been some of the most supportive of the walkout. According to student federation CLASSE, 65,000 students at 100 university departments are still observing unlimited general strikes. Since the provincial election began, 10 departments numbering 10,000 students have voted to continue their boycotts — seven of them at U de M. Dozens of votes are still set to take place. University students who didn't finish their winter semesters are slated to return to class Aug. 27. Now that CEGEP students have voted to return, it's uncertain whether they will vote for a boycott and risk losing their semesters.

Whether they do, Université de Montréal has its plan in place to allow students to finish their truncated winter sessions between Aug. 27 and Sept. 28. Students are free to boycott classes, Breton said, but the classes will go on without them. Those who don't attend will have their courses marked as cancelled in their permanent records, but not as failed. Some CEGEPs warned boycotting students they would fail their courses if they did not return, threatening to lower their overall marks and chances of attending university. Administrators have said they will ask police to enforce Bill 78, which imposes hefty fines on those protesters who attempt to block access to courses, if necessary.

Students who choose to boycott will not be refunded the money for their cancelled session, Breton said. But if they choose to return, that money will be credited to the new semester.

About 5,000 students at U de M, slightly less than 20 per cent of the total student population, have to complete their winter session this fall.

"The important message is that all is in place for a semester that will work well, finish on time and be of quality, for those who want it," Breton said.

"For those who don't, I can't do anything."

Meanwhile, the students at the two CEGEPs who voted to continue the boycott this week returned to school Friday to vote again after students demanded a revote. General assemblies at both schools lasted more than five hours, leading some students to accuse the pro-strike movement of dragging out the process to try and wear down those who wanted a return.

Students at St. Laurent voted overwhelmingly to suspend their boycott and return to class Monday, but also to hold strike days on the 22nd of every month until the tuition hike is eliminated.

At Vieux Montréal, 1,370 students voted in favour of ending the boycott with 231 opposed.

While many students were relieved to return, for many the battle isn't over, and the bitterness has deepened.

"We can see the effect Charest's campaign of terror had on the vote," said Alexandre Lévesque, a former student of political science at UQAM who came to Vieux Montréal to watch the vote. "Telling students that you have to return or you will fail your courses is not showing respect for the will of their assemblies."

THE GAZETTE : Three more CEGEPs vote to resume studies - Université de Montréal's history and comparative literature departments vote to continue boycott – Friday, August 17, 2012

By Rene Bruemmer,

MONTREAL - The steady wave of CEGEP students opting to end their boycotts continued Thursday as students at Ahuntsic, Bois de Boulogne and Rosemont voted by a large majority to resume their studies.

Students at the Université de Montréal's history and comparative literature departments, however, voted to continue their boycotts. That brings to 10 the number of university associations who

decided to continue their boycotts, numbering 10,000 students, according to student federation CLASSE.

To date, students at 12 of the 14 CEGEPs who were boycotting classes when the Liberal government ordered their terms suspended in May, and were facing the cancellation of their semesters if their boycotts continued, have opted for a return. The only two who voted to maintain their boycotts — Vieux Montréal and St. Laurent — did

so by a slim margin, and have since organized new votes, to be held Friday.

At Bois-de-Boulogne, the vote was 493 to 64 for a return to class, with 23 abstentions. Students at Rosemont voted to return by a margin of roughly 70 per cent, but also voted to boycott classes on the 22nd of each month until the government agrees to cancel tuition increases.



At Ahuntsic, students voted to return to class, but for a one-day strike on Aug. 22, when a mass protest is planned.

Students at Lionel Groulx, Montmorency and St. Jérôme returned to class Thursday. No incidents were reported.

[9 comments](#)

THE GAZETTE: Future of student movement on table – Friday, August 17, 2012

By Laura Beeston

MONTREAL - The three most prominent faces of the tuition battle last spring came together again on Thursday evening to discuss the student movement's future — after the Sept. 4 election. While many student associations have already voted to go back to class, the tuition battle is far from over, suggested student leaders at "Summer School," a conference hosted by the Université du Québec à Montréal.

It was attended by spokesperson Martine Desjardins; former college spokesperson and current Parti Québécois candidate Léo Bureau-Blouin; and Gabriel Nadeau-Dubois, former spokesperson of Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante, known as CLASSE. The moderator's burning questions were the following: Will the fall be as intense on the streets of Quebec as the "Maple Spring?" And does this depend on who is elected?

"I feel like this movement has surprised us for months," said former CLASSE frontman Nadeau-Dubois, adding that Quebecers shouldn't rule out protests after the election.

"What we can say with certainty is this: The end of the strike mandates is not the end of the student mobilization," Nadeau-Dubois said, referring to student faculties and CEGEPS. Since the Liberal government proposed tuition hikes in 2010, the movement had "evolved enormously," Desjardins said, adding that the boycott votes were used as "a strategic tool" in March to apply pressure during negotiations. This move, she said, was what put education funding at the heart of a debate about provincial oversight of public institutions. "And it was one of the best ways to reach this objective."

With the outcome of the provincial election still ahead, the student leaders mused on any number of possibilities for the future but were unanimous in the hopes that whoever ends up in the National Assembly this fall will be "more open

than the Liberals to negotiation and to their youth."

"My hope is that students and citizens continue to mobilize around decisions that are being made for us that we don't agree with," Desjardins said, adding she didn't think Quebecers would roll over for another four years under the Liberals.

"While the government is billing this election as a referendum on the tuition issue, it isn't so black and white," she said. "There are a lot of other issues that deeply concern not only students, but many Québécois," from taxes to social services.

"We should not underestimate youth, or the power of these elections," Nadeau-Dubois added. "The discussions, questions and profound criticisms of institutions and government that came from this movement will not go away on Sept. 5."

4 comments

anon632954676, 3:41 PM on 8/17/2012

The students could still protest at night. The strikes have proven to be more hurtful to themselves than anyone else.

selectohhh, 10:27 AM on 8/17/2012

Keith:

1) because if a good number of students don't go to class, the threat is a) there will be a lack of new workers graduating into the economy, and more importantly b) if the session is cancelled, all the high school students will have no spaces in CEGEPS since the striking students will still all be in the system.

Protesting on weekends accomplishes nothing, and puts no pressure on anyone. Protesting is mostly useless unless accompanied by action, or at least the threat of action (action being a strike, disruptions, obstructing day to day capitalism).

2) some departments of mcgill and concordia did strike. why less than french people, is due to a number of things, one being that english people have less history of contesting things, another

being that english people are more likely to vote liberal (liberals are implementing the hikes), english people weren't part of la revolution tranquille, and as such don't really care about its goals (like free education)

Keith Kravitz, 10:05 AM on 8/17/2012

okey dokey, two main things have puzzled me about this student boycott:

1) why boycott classes to protest tuition increases. Why not go to class and protest on the weekends? It made no sense to stop their education to protest.

2) why do only the French CEGEPS and French Universities have the boycotts. This has never been explained. Even the press seems to go to great lengths not to even try to explain why the English education system kept on functioning while the French ground to a halt.

okey dokey, 8:49 AM on 8/17/2012

I guess it's not so fun anymore. Well, they felt like they were in a movie for a while. Why don't they raise hell about the high school dropout rate here in QC! Now that's a travesty that deserves some attention, highest in Canada.

Another point; it seems the most vehement protesters are Political Science, Journalism or some other USELESS program that doesn't result in a job. They're basically studying to be revolutionaries.

What the province should do is train more tradesmen. There always seems to be a shortage. Maybe adopt an apprenticeship system like Germany. Why are we wasting resources on these current and future deadbeats?

This idea is far too practical for this province so we have to import better trained foreigners. Then the Separatists complain that they're stealing jobs and they're not one of them. They're the ones always playing the "Somebody Done Me Wrong" song.....

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Trois nouveaux cégeps mettent fin à la grève étudiante – Mise à jour le vendredi 17 août 2012 à 0 h 24 HAE

Vidéo : Le compte rendu d'Émilie Dubreuil

La vague de retour en classe se poursuit au Québec. Les étudiants des collèges de Bois-de-Boulogne, de Rosemont et d'Ahuntsic, tous trois situés à Montréal, ont choisi de mettre fin à la grève par une forte majorité.

À Bois-de-Boulogne, 493 ont voté contre la reconduction de la grève, alors que 61 ont voté pour et 23 se sont abstenus. Le quorum de 15 % n'ayant pas été atteint, les règles de la réunion ont dû être changées pour qu'un quorum de 10 % soit accepté.

À Rosemont, les étudiants ont eux aussi voté pour la fin de la grève par une écrasante majorité, jeudi.

Du côté des cégépiens du Collège Ahuntsic, ils ont eux aussi voté pour le retour en classe, dans une proportion de 87 %.

Pendant ce temps, les étudiants des collèges Lionel-Groulx et Montmorency retournaient sur les bancs d'école jeudi matin, deux jours après s'être prononcés massivement contre la poursuite de la grève. Ceux du Cégep Saint-Jérôme étaient également de retour en classe.

Les votes de grève reprennent également du côté universitaire. Affiliés à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), les étudiants du département de littérature comparée de l'Université de Montréal (UdeM) et ceux du département d'histoire de l'Université Laval, à Québec, ont tenu des assemblées jeudi pour se prononcer sur la question.

Les premiers ont voté en faveur de la reconduction de la grève, tandis que les étudiants en histoire ont opté en majorité pour une trêve électorale.

Près de 150 associations de 12 institutions universitaires avaient toujours des mandats de grève générale illimitée après l'adoption de la loi 12 (projet de loi 78) en mai dernier, selon la compilation de la CLASSE.

Les associations étudiantes de 10 facultés de trois institutions ont déjà tranché en faveur de la [poursuite de la grève générale illimitée](#), dont les étudiants en service social de l'Université de Montréal et ceux aux cycles

supérieurs en lettres et communications de l'Université de Sherbrooke (sauf ceux du campus de Longueuil).

Près de 10 000 étudiants d'associations universitaires affiliées à la CLASSE ont voté pour la poursuite de la grève depuis le déclenchement des élections il y a deux semaines. La rentrée universitaire est prévue le 27 août, mais des dizaines d'assemblées générales doivent encore se tenir d'ici là.

En grève le 22 août

Bien qu'ils aient choisi de retourner en classe, les étudiants du Collège de Rosemont ont aussi décidé de retourner en grève le 22 de chaque mois, a informé le président de l'association.

Les étudiants du Collège de Valleyfield voteront aussi mardi prochain pour savoir s'ils organisent une levée de cours à l'occasion de la manifestation du 22 août. Les étudiants du Collège Ahuntsic pourraient aussi se prononcer sur cette question.

La majorité des cégépiens de retour en classe

Parmi les 11 associations collégiales s'étant jusqu'à présent prononcées sur la question, seules celles du [Cégep du Vieux Montréal](#) et du [Cégep de Saint-Laurent](#) ont opté pour la poursuite de la grève, mais les [nouveaux votes](#) pourraient maintenant changer la donne, car de nouvelles assemblées générales se tiendront dans ces deux cégeps.

Au Cégep de Saint-Laurent, les étudiants sont convoqués à deux « assemblées générales extraordinaires visant la reconsidération du mandat de grève ». La première a eu lieu jeudi soir et la seconde doit se tenir vendredi à 10 h. La direction a d'ailleurs décidé de suspendre les cours pour la journée de vendredi, espérant favoriser la participation à l'assemblée et ainsi, le retour en classe.

Le [Cégep André-Laurendeau](#), le Collège de Maisonneuve, le Cégep Marie-Victorin, le Collège de Valleyfield, le Collège Édouard-Montpetit, le Collège Lionel-Groulx et le Collège Montmorency ont de leur côté choisi de mettre fin à la grève.



Les étudiants du [Cégep de Saint-Jérôme](#) et ceux du Cégep de Saint-Hyacinthe ont quant à eux voté pour une trêve jusqu'aux élections générales du 4 septembre.

Dates des rentrées et des votes de grève dans les cégeps

Rentrée le 13 août :

Cégep André-Laurendeau (fin de la grève)

Rentrée le 14 août :

Collège de Maisonneuve (fin de grève)

Cégep Marie-Victorin (fin de la grève)

Collège de Valleyfield (fin de la grève)

Rentrée le 15 août :

Cégep de Saint-Hyacinthe (trêve électorale)

Collège Édouard-Montpetit (fin de la grève)

Rentrée le 16 août :

Collège Lionel-Groulx (fin de la grève)

Collège Montmorency (fin de la grève)

Cégep de Saint-Jérôme (trêve électorale)

Rentrée le 17 août :

Collège Ahuntsic (fin de la grève)

Collège de Bois-de-Boulogne (fin de la grève)

Collège de Rosemont (fin de la grève)

Rentrée le 20 août :

Cégep de Saint-Laurent (poursuite de la grève/**nouvelle assemblée le 17**)

Cégep du Vieux Montréal (poursuite de la grève/**nouvelle assemblée le 17**)

Dates des votes de grève dans les universités (CLASSE)

Jeudi 16 août

Université de Montréal - Département de littérature comparée (poursuite de la grève)

Université Laval - Département d'histoire (trêve électorale)

Vendredi 17 août

Université de Montréal - Département de philosophie (ADEPUM)

Université Laval - Département d'arts plastiques (AsÉTAP)

Université Laval - Département de théâtre (AGÉÉTUL)

Samedi 18 août

Université de Sherbrooke - Faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) - résultat du référendum dévoilé (bureaux de vote ouverts : mardi 14, jeudi 16 et samedi 18)

Lundi 20 août

Université de Montréal - Département d'études est-asiatiques (Asso-CETASE)

Université de Montréal - Département de science politique, cycles supérieurs (AECSSPUM)

Université de Montréal - Département de cinéma (AEECUM)

Université de Montréal - Département d'informatique et de recherche opérationnelle (AEDIROUM)

Université de Montréal - Psychologie et sociologie (AEPSUM)

Université Laval - Département de création littéraire (ACELUL)

UQAM - Faculté de science politique et droit (AFESPED-UQAM)

UQAM - Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE-UQAM)

Mardi 21 août

Université de Montréal - Département de littérature langue moderne (AEDLLM)

Université de Montréal - Département d'études classiques (AECECUM)

Université de Montréal - Cycles supérieurs en Anthropologie (AECSAUM)

UQAM - Faculté de langues et communication (AFELC-UQAM)

UQAM - Secteur des sciences (AESSUQAM)

Mercredi 22 août

Université de Montréal - Département de sociologie (REESUM)

Jeudi 23 août

Université de Montréal - Département d'histoire (AEHUM)

Université de Montréal - Département de littérature de langue française (AELLFUM)

Université de Montréal - Département d'études internationales, cycles supérieurs (AECSEI)

Université de Montréal - Département d'études internationales et de sciences politiques (AESPEIUM)

Université de Montréal - Département de psychologie (AGEEPUM)

UQAM - Module de science politique (AEMSP)

Lundi 27 août

Université de Montréal - Département de sociologie (cycles supérieurs) (AECSSUM)

Université de Montréal - Département de géographie (AEGUM)

En complément



Vidéo - [Le compte rendu d'Émilie Dubreuil](#)

[Les commentaires \(109\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL : Grève : « C'est terminé » : Les étudiants de 12 des 14 cégeps en grève retournent en classe - Publié le: jeudi 16 août 2012, 20H58 | Mise à jour: jeudi 16 août 2012, 21H07

Les votes sur la grève

Hier, le Collège Ahuntsic, le Collège Rosemont et le Collège de Bois-de-Boulogne ont mis fin au boycott des cours.

Les étudiants du Collège Rosemont ont toutefois décidé de boycotter leurs cours tous les 22 du mois, en soutien à la cause étudiante.

Seuls le Cégep du Vieux-Montréal et le Cégep de Saint-Laurent sont toujours en grève, mais un nouveau vote est prévu aujourd'hui.

VOTES AUJOURD'HUI:

Département de philosophie (Université de Montréal) et Département de théâtre (Université Laval).

Sarah-Maude Lefebvre

La grève étudiante est bel et bien « terminée », selon la FECQ alors que seuls les étudiants de deux cégeps boycottent toujours leurs cours.

Le Cégep du Vieux-Montréal et le Cégep de Saint-Laurent retournent aux urnes aujourd'hui.

À la suite de pétitions déposées par des étudiants inquiets de perdre leur session, les associations étudiantes des deux institutions collégiales ont accepté de tenir un nouveau vote de grève.

Les étudiants qui désirent en finir avec le boycott des cours ont été très actifs sur les réseaux sociaux hier et promettent d'être nombreux à voter aujourd'hui.

Les directions du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent ont respectivement fixé leurs dates butoirs pour l'annulation de la session à aujourd'hui et lundi.

C'est terminé

Mais peu importe les résultats de ces deux votes, la grève est bel et bien « finie », croit la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

Hier, les trois dernières associations étudiantes à se prononcer sur le prolongement de la grève ont décidé de retourner sur les bancs d'école. La fin de la grève a été votée à forte majorité tant au Collège Ahuntsic qu'au Collège Rosemont et au Collège de Bois-de-Boulogne.

« La grève est terminée dans les cégeps, mais le mouvement étudiant ne s'essouffle pas, assure Mme Laberge. Les étudiants ont hâte d'aller aux urnes et de choisir le gouvernement qui les représentera pour les quatre prochaines années. La mobilisation est toujours là. »

Le PDG de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, se dit quant à lui « soulagé » de la tournure des événements.

« Nous sommes très satisfaits. C'était l'occasion de la dernière chance. La majorité silencieuse s'est enfin prononcée. »

Au tour des universités

Les yeux des étudiants se tournent maintenant vers les universités. Plusieurs facultés se prononceront à leur tour au cours des prochains jours.

Les votes pourraient être plus divisés que dans les cégeps où pratiquement toutes les associations étudiantes ont voté en grande majorité en faveur de la fin de la grève.

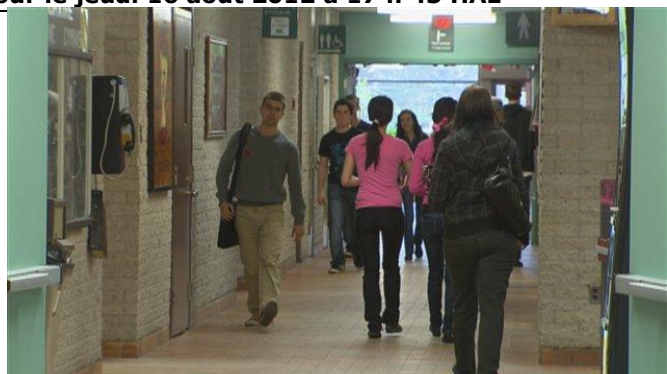
► Avec la collaboration de l'Agence QMI

[Afficher 34 commentaires \(Montréal\)](#)



Photo Agence QMI
Les étudiants du Collège Montmorency, à Laval, sont retournés en classe hier, après avoir mis fin au boycottage des cours mardi.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Saint-Félicien : la rentrée, le 5 septembre – Mise à jour le jeudi 16 août 2012 à 17 h 43 HAE



Les huit semaines de grève des étudiants du Cégep de Saint-Félicien, au printemps, retardent la rentrée scolaire au 5 septembre.

Les cours seront prolongés de sept minutes et la mi-session a été éliminée pour reprendre le rythme des autres collèges. Toutefois, le nombre d'abandons et d'échecs n'a pas nécessairement augmenté en raison du conflit étudiant, selon le directeur des études du Cégep de Saint-Félicien, Gilles Lapointe. « C'est qu'on n'observe pas plus de dossiers d'étudiants présentant 50 % ou plus d'échecs que lors des années antérieures », précise M. Lapointe. Dans certains cas, les élèves peuvent abandonner leur cours sans avoir de mention d'échec à leur bulletin. « D'avoir boycotté ses cours n'est pas une raison valable pour obtenir une mention de cours incomplet sans échec, ajoute le directeur des études. On analyse chaque cas. » De son côté, le président du syndicat des enseignants du Cégep de Saint-Félicien, Jacques Gagnon, explique qu'il surveille de près la tenue d'un nouveau vote de grève. « C'est toujours une possibilité advenant l'issue des élections et le mécontentement des étudiants, croit-il. Il se peut qu'un mot d'ordre se donne dans tous les cégeps. Mais personnellement, je trouverais ça surprenant que ça se produise. »

JOURNALMÉTRO : Trois autres cégeps mettent fin à la grève - Mise à jour: Jeudi 16 août 2012 | 17:34



Archives Métro
Les cours doivent reprendre aux collèges Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse; Montmorency, à Laval; ainsi qu'à Saint-Jérôme, dans les Laurentides. Des votes doivent également avoir lieu aux collèges Ahuntsic, Bois-de-Boulogne et à Rosemont.

Par Rédaction La Presse Canadienne
MONTRÉAL – Trois autres établissements collégiaux ont voté jeudi pour le retour en classe: les étudiants des collèges Bois-de-Boulogne, Rosemont et Ahuntsic ont en effet choisi de reprendre le chemin de l'école dès vendredi. À Bois-de-Boulogne, ils ont été 493 à s'opposer à la reconduction de la grève, alors que 64 souhaitaient la poursuivre et que 23 se sont abstenus, a indiqué la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). La proposition adoptée à Bois-de-Boulogne inclut une levée de cours le 22 août, date à laquelle doit avoir lieu une manifestation dans les rues de la métropole, comme c'est le cas à tous les 22 du mois depuis mars.

Au Collège de Rosemont, où la reconduction de la grève a également été mise en échec, les étudiants ont aussi voté pour une levée de cours le 22 août. Du côté du cégep Rosemont, les étudiants ont voté pour le retour en classe dans une proportion d'environ 65 à 75 pour cent. Les voix n'ont pas été comptabilisées puisque le résultat était évident, a-t-on indiqué à la Fédération étudiante collégiale du Québec. Les étudiants de l'établissement montréalais ont eux aussi opté pour une levée de cours le 22 août, mais en plus, ils ont choisi d'en faire une tradition mensuelle, et ce, jusqu'à ce que le gouvernement décide d'annuler la hausse des frais de scolarité. Pendant que les votes se tenaient dans ces établissements, la rentrée se poursuivait dans d'autres cégeps, alors que de plus en plus d'associations étudiantes se prononcent en faveur d'un retour sur les bancs d'école. Les cours ont ainsi repris aux collèges Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, Montmorency, à Laval, ainsi qu'à Saint-Jérôme, dans les Laurentides. De nouvelles assemblées doivent par ailleurs se tenir aux cégeps de Saint-Laurent ainsi que du Vieux-Montréal, où la grève avait été pourtant été reconduite, mais par une faible majorité. Dans le cas de l'établissement du Vieux-Montréal, c'est une pétition qui est à l'origine du nouveau vote, qui doit avoir lieu vendredi matin. Du côté du cégep de Saint-Laurent, un avis de motion serait déposé lors d'une assemblée générale qui se tiendrait jeudi soir, et le vote sur ladite motion aurait lieu vendredi. Les collèges Édouard-Montpetit, à Longueuil, Marie-Victorin, Maisonneuve ainsi que Saint-Hyacinthe se sont déjà prononcés en faveur d'un retour en classe. À l'université, la rentrée est prévue le 27 août. Des dizaines d'assemblées générales doivent se tenir dans plusieurs établissements avant cette date.

Montrer 1 commentaire
Max en fait, à saint-jérôme, c'est une trêve qui a été votée, après les élections, une nouvelle assemblée générale aura lieu pour décider de ce que nous faisons avec ce peut-être nouveau chef comme interlocuteur

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL : Conflit | Cégeps : Deux autres cégeps mettent fin à la grève - Publié le: jeudi 16 août 2012, 11H24 | Mise à jour: vendredi 17 août 2012, 6H33

Video : Alors que la plupart des établissements de niveau collégial ont voté pour un retour en classe, deux cégeps, le Cégep du Vieux-Montréal et le Cégep de Saint-Laurent, reprenaient le vote vendredi, à la suite de pétitions d'étudiants. , 17 août 2012 , Agence QMI Sarah-Maude Lefebvre
Les étudiants du Cégep de Bois-de-Boulogne, du Cégep d'Ahuntsic ainsi que ceux du Cégep de Rosemont ont mis fin aux boycott des cours cet après-midi.

Au Cégep de Bois-de-Boulogne, 493 étudiants ont voté en faveur du retour en classe, contre 64 de leurs collègues qui souhaitaient poursuivre le boycott des cours. En tenant compte des 23 abstentions, le taux de participation a été d'environ 18%.
Du côté de Cégep de Rosemont et du Cégep d'Ahuntsic, les cégépiens ont choisi massivement de ne pas reconduire la grève, a confirmé la Fédération des cégeps. Les détails des votes ne sont pas encore connus.

Tous les cégépiens du Québec ont donc choisi de retourner en classe ou d'opter pour une trêve électorale, à l'exception du Cégep du Vieux-Montréal et du Cégep de Saint-Laurent.
À la suite du dépôt de pétitions d'étudiants, un nouveau vote de grève aura toutefois lieu dans les deux établissements demain.

[Afficher 1-80 de 140 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANOUVELLES / 24HEURES : Rentrée scolaire et autres votes : Les irréductibles pourraient retourner en classe - Première publication jeudi 16 août 2012 à 11h17 / Jeudi 16 août 2012 11h30

Par Marie-Andrée Gosselin | Agence QMI
D'autres **cégépiens** reprenaient calmement le chemin des **classes**, jeudi matin, alors que d'autres **votes** sur la poursuite de la **grève** se préparaient.
Les élèves du **Collège Montmorency**, à Laval, et ceux du **Cégep Lionel-Groulx**, à Sainte-Thérèse retournaient jeudi sur les bancs d'école, après avoir mis fin, mardi, au boycottage de leurs cours. Les étudiants du **Cégep de Saint-Jérôme** effectuaient eux aussi leur rentrée en classe, jeudi matin.
Du côté des cégeps qui avaient voté pour la poursuite de la grève, le vent a tourné. Au **Cégep de Saint-Laurent** et au **Cégep du Vieux-Montréal**, une pétition en faveur de la reprise des cours a été déposée. De nouvelles assemblées générales, où les étudiants voteront à nouveau, y auront lieu jeudi et vendredi.
Les directions du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent ont d'ailleurs avisé qu'une poursuite de la grève entraînerait «un processus d'annulation de session menant à une mention d'échec pour

tous les cours qui n'auront pas été suivis à la session d'hiver 2012». Les établissements ont respectivement fixé leurs dates butoir au 17 et 20 août.
Malgré le retour en classe d'une majorité d'étudiants, le combat contre la hausse des frais de scolarité n'est pas nécessairement terminé. Plusieurs institutions ont voté une trêve électorale, c'est-à-dire de suspendre le boycottage des cours jusqu'à l'issue des élections provinciales. Les **cégeps de Saint-Hyacinthe, Édouard-Montpetit, Saint-Jérôme** ainsi que l'**Université de Sherbrooke** tiendront donc d'autres assemblées générales à la suite du scrutin du 4 septembre.
Les associations étudiantes ne voyaient pas non plus la fin de la grève comme la fin de la lutte. «Cela ne signifie en rien qu'on est rendu à la fin de la grève, a dit la co-porte-parole de la **CLASSE**, Jeanne Reynolds. Ça fait partie du droit des étudiants de demander un nouveau vote. On verra ce que ça va donner.»

«À mon sens, ce n'est pas une défaite. On va s'avouer vaincu quand on sera vaincu. Je pense simplement que la grève n'est plus un moyen que les étudiants veulent utiliser», croyait pour sa part, la présidente de la **FECQ**, Éliane Lamberge.
Par ailleurs, le Syndicat des enseignantes et des enseignants du cégep Montmorency a marqué la rentrée par le port de brassards noirs et par la lecture publique d'une adresse aux étudiants. Les professeurs tenaient ainsi à réitérer leur «opposition à la hausse des droits de scolarité» et «à dénoncer la loi 12 pour son caractère abusif, antidémocratique et parce qu'elle brime de façon grave la liberté d'expression, de manifestation et d'association».
Jeudi, le **Collège de Bois-de-Boulogne**, le **Collège de Rosemont**, le **Collège Ahuntsic**, le département de littérature comparée de l'**Université de Montréal** et le département d'histoire de l'**Université Laval** devaient se prononcer sur le prolongement de la grève.
Avec la collaboration de Sarah-Maude Lefebvre

JOURNALMÉTRO : Un conflit aux suites positives – Jeudi 16 août 2012 - Mise à jour: Vendredi 17 août 2012 | 8:57



Yves provencher/Métronews

Martine Desjardins, Léo Bureau-Blouin et Gabriel Nadeau-Dubois ont participé au 5 à 7 «Retour sur l'effervescence étudiante» organisé par l'Institut du Nouveau Monde.

Par Karl-Philip Vallée Métronews

Martine Desjardins, Léo Bureau-Blouin et Gabriel Nadeau-Dubois ont livré des réflexions optimistes sur le conflit étudiant jeudi, lors d'un débat animé par Simon Durivage dans le cadre de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde.

Karl-Philip Vallée participe au profil média de l'École d'été de l'INM. Il couvre l'événement en tant que journaliste stagiaire pour Métronews.
Le public, nombreux et conquis d'avance, a échangé avec le trio, qui a offert des réponses optimistes aux questions que soulèvent les élections et la mobilisation étudiante.
Le ton a été donné avant même le début du débat par la présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Louise Chabot. Cette dernière a écorché le Parti libéral du Québec «qui a répondu à la combativité des étudiants par la répression», avant d'être chaudement applaudie par les spectateurs.
Les récents votes favorables à la rentrée des classes dans plusieurs cégeps ont retenu l'attention de Simon Durivage, et les débatteurs ont semblé d'accord sur une chose : la mobilisation se transforme, mais elle ne s'apaise pas. «Cet hiver, la grève était notre moyen ultime pour mettre de la pression sur le gouvernement, mais le moyen ne doit pas devenir une fin», estime Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Son ex-homologue de la Fédération étudiante collégiale du Québec et candidat pour le Parti québécois dans Laval-des-Rapides, Léo Bureau-Blouin, abonde dans le même sens. «Le retour en classe n'est pas une défaite. Le contexte électoral provoqué par le conflit étudiant en est la preuve.»
Gabriel Nadeau-Dubois, qui a récemment démissionné de son poste de porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), croit pour sa part que la mobilisation va et doit se poursuivre après les élections. «Le gel et la loi spéciale peuvent être réglés par des élections, mais les autres critiques soulevées par le mouvement ne doivent pas s'éteindre le 4 septembre.»
Qu'arrivera-t-il en cas de réélection des libéraux? Martine Desjardins est optimiste. «C'est une excellente question. Ce sera aux étudiants de décider, mais je fais la tournée du Québec depuis quelques semaines et, d'après moi, ça n'arrivera pas. Même messieurs Charest et Legault semblent menacés dans leurs circonscriptions respectives.»

JOURNALMÉTRO : Carré rouge en 153 photos – Jeudi 16 août 2012 - Mise à jour: Jeudi 23 août 2012 | 9:43



Jacques Nadeau/Collaboration spéciale
La policière 728 est devenue «célèbre» quand elle a été filmée poivrante des manifestants. La scène n'a pas échappé à l'œil de Jacques Nadeau, qui n'a rien manqué du conflit étudiant.

Par Annabelle Blais Métro

Très tôt au début du conflit étudiant, Jacques Nadeau, photographe au quotidien Le Devoir, a eu le sentiment que les étudiants ne quitteraient pas la rue de sitôt. Six mois et près de 40 000 photos plus tard, le photographe publie le livre Carré rouge.

L'ouvrage rassemble quelque 153 photos retraçant la crise des derniers mois sur fond de foules, de casseroles, de carrés rouges, de matraques et de gaz lacrymogènes. «J'ai fait près de 500 km à pied, à la course avec les kodaks parce que je ne voulais rien manquer», explique le photographe. L'énergie qu'il y avait chez ces jeunes... Ils croyaient en quelque chose.»

Jacques Nadeau n'a pratiquement pas manqué une manifestation depuis février. Pendant trois mois, il n'a pas pris une seule journée de congé,

Afficher 9 commentaires

pagerry3

Jacques Nadeau n'est qu'un exploiteur et profiteur d'un chaos social dont les coûts sont fara- mineux et dont les autres retombées sont cata- strophiques. Pour Nadeau, une occasion en or de faire de l'argent. Pour Parizeau, Pellerin et autres, une occasion ratée de se la boucler. Par ailleurs, un gouvernement libéral reporté majori- tairement au pouvoir devra réactiver et renforcer l'application de la loi 78. Les leaders anarchistes et putschistes des collèges et universités conjointement avec leurs commanditaires syndicaux et autres, doivent se retrouver au centre d'une poursuite blindée, les tenant responsables des conséquences incommensurables de leurs gué- rillas innommables. Ce ne sont pas les honnêtes étudiants et les honnêtes citoyens qui doivent subir ce que le PQ des carrés rouges a si basse- ment encouragé et que QS a si lâchement activé et réactif au point que son seul élu fut menotté sur la place publique. Avec sa démission, GND ne s'en sauvera pas. Le candidat péquiste LBB ne s'en sauvera pas non plus. La population a son chr.... de voyage de ce bordel du printemps érablé 2012 et il faudra que ça paraisse, au jour venu du 4 septembre prochain, ce jour des urnes et non pas des cruches.

[08/19/2012 08:57 AM](#)

pagerry3

Avant que je ne procède à l'inscription de mon opinion, je souhaite que "LilasP" adepte du JdeM se soit finalement endormie. Voilà une attitude d'exploiteur et de profiteur qui n'a eu d'idée que celle de faire de l'argent. C'est plutôt bizarre que ce Jacques Nadeau ne soit pas allé photographier le «sang rouge» qui a coulé à flot au Rwanda, lors du génocide. Même si l'opportu- niste "belle-mère" séparatiste Jacques Parizeau et le blasé Fred Pellerin tentent de donner du poids à ce volumineux archivage du désordre et du saccage de la sécurité publique, c'est assuré que ce ramassis de clichés ne passera pas à l'histoire d'un Québec qui est si fier de ses bâtis- seurs et non pas de ses démolisseurs et qui condamne ce honteux et exaspérant phénomène

envahisseur du crânage, du cassage, du cassero- lage et des enfantillages estudiantins qui a coûté une fortune (plus de 1 Milliard) aux contri- buables. Nadeau peut ainsi faire feu de tout bois, par contre le bois qu'il a choisi de consumer ne fait que de la boucane et ne propage que d'épaisses et toxiques fumées qui n'intéressent aucunement la mémoire vive des Québécois.

[08/18/2012 11:52 PM](#)

Karine

Ce n'est pas "avoir compris", mais plutôt "ne pas avoir le choix".

Ce printemps va faire parti de l'histoire qué- becoise.

Merci Monsieur Nadeau.

[08/18/2012 08:56 AM](#)

Sylvie Brodeur

Moi aussi, j'en veux un. J'espère que les évène- ments photographiés seront datés. Merci et bravo Monsieur Nadeau.

[08/17/2012 09:01 PM](#)

Charlot

Les étudiants francophones ont maintenant compris (FINALEMENT !) qu'il en coûte pas mal moins cher d'étudier au Québec qu'ailleurs au Canada, augmentation incluse ! Les étudiants francophones viennent tout juste de comprendre ce que les anglos ont compris depuis bien long- temps !!! Trouvez l'erreur ! Pendant ce temps, des milliers d'étudiants honnêtes ont été privés d'étudier en toute liberté par des groupes anar- chistes financés par les syndicats corrompus. profiteurs et magouilleurs ! Qui va dédommager ces étudiants victimes de la racaille syndicale ? Ils devraient entamer un vaste recours collectif contre les anarchistes et leurs syndicats de corruption qui appuient le désordre civil !

[08/17/2012 04:05 PM](#)

DLS

Wow! Quel beau sophisme de la double faute vous commettez-là! C'est plus cher ailleurs, alors pourquoi pas ici? Votre argumentaire ressemble à celui d'un enfant de six ans qui veut convaincre sa mère de faire comme le voisin, je répondrai donc comme une maman : et si le voisin se jetait en bas du pont, est-ce qu'il faudrait le suivre? On

carburant à l'adrénaline. Il ne compte plus les fois où il s'est fait poivrer. Et il n'est pas près d'oublier la fois où il s'est fait renverser par une poli- cière à cheval. Il s'en est tiré avec une belle frayeur. Sa caméra n'a pas eu la même chance.

«Je suis tombé d'un coup, j'ai eu peur pendant une seconde... Je ne suis jamais tombé aussi vite, je me suis pris mon kodak dans le ventre et il s'est brisé», raconte-t-il. Ce n'est pas la perte d'une caméra – même à 10 000 \$ – qui ralentira l'homme.

«Si tu veux faire ton job seulement quand c'est facile, change de job!, ajoute ce passionné de politique. Ce n'est pas un travail de fonctionnaire.»

Et c'est parce qu'il croit avoir été le témoin d'un événement historique qu'il a senti le besoin de rassembler ses photos dans un ouvrage. «Dans un livre, ça reste, alors que dans les journaux ou Facebook, ça disparaît aussitôt, explique M. Nadeau. J'avais aussi beaucoup de photos inédites, et il y avait beaucoup de jeunes qui avaient quelque chose à dire.»

Il n'y a rien de pire qu'un journaliste ou un photographe qui couvre un événement et qui est indifférent. On n'en a pas le droit. – Jacques Nadeau Il a ainsi laissé la parole aux autres en ajoutant à ces images les textes d'étudiants, de professeurs, de poètes et de personnalités connues telles que Fred Pellerin, Jean-René Dufort et Gabriel Nadeau-Dubois. Jacques Parizeau se prononce d'ailleurs pour la première fois sur le conflit en signant la préface du livre. Jean Charest n'a pas retourné l'invitation.

Carré rouge aux éditions Fides

Lancement le 23 août au Cabaret du Lion d'or

La bonne photo de manif selon Jacques Nadeau

- «Je n'aime pas la belle photo, j'aime mieux une bonne photo. La bonne photo touche les gens, ils vont s'identifier. Le plus important est l'impact visuel, le contenu et après l'esthétisme»

- «Prendre moins de photo des pancartes. Laissons le texte pour les journalistes. Si tu mets une pancarte et qu'il faut lire pour com- prendre, c'est que ta photo n'est pas bonne.»

- «Ne pas avoir peur d'aller au front. Il faut être partout.»

s'en fout que les anglos paient plus cher, c'est leur problème! D'ailleurs, le modèle américain de l'éducation postsecondaire, vers lequel tendent les grandes universités canadiennes, est un échec cuisant au niveau de l'accessibilité aux études (premier moteur de la mobilité de classe pour- tant partie prenante du rêve américain). Et la dette privée contractée par les étudiants améri- cains devient aussi inquiétante que la dette dans le secteur immobilier. L'économiste Paul Krug- man (prix Nobel) soutient même que ce sera la cause ultime du déclin de l'économie US si une réforme des frais de scolarité n'est pas entre- prise.

[08/22/2012 12:07 PM](#)

[en réponse à Charlot](#)

Richbo

C'est plutôt contre vous et vos propos incen- diaires et démagogiques que la population québé- coise francophone devrait tenter une poursuite pour diffamation. Je vous invite à lire le livre "Petit cours d'autodéfense intellectuelle". Ce remède vous guérira de vos préjugés plutôt défavorables. Je souhaite qu'il puisse même vous éveiller.

[08/17/2012 08:59 PM](#)

[en réponse à Charlot](#)

aberrant

Les vrais étudiants autres que social , ont fini par reprendre le contrôle et sa ce voit

Il était temps , non .

Maintenant , je comprend , la décision de l'ancien représentant de la classe , de présenter sa dé- mission .Il a fini par comprendre , l'or de ses rencontres externe ou a l'extérieur de la région de Montréal .

Dire qu'il nous disait , qu'il représentait la majori- té des étudiants , faut le faire et prétendre .

Maintenant , ces sociaux , vont nous refiler la facture de leurs promenades quotidienne sur de faux prétextes .Ils ont utilisé leurs droits et liberté , et brimé les droits et liberté de leur cocitoyens .

Ce n'est pas que leurs demandes , ne sont pas acceptable au contraire , non , c'est les moyens

LE DEVOIR : Chevez dans les cégeps - Les étudiants vulnérables ont écopé : Les taux d'échec et d'abandon sont plus élevés chez les plus faibles - Jeudi 16 août 2012

Amélie Daoust-Boisvert

Dans les quelques cégeps grévistes où la reprise de la session d'hiver 2012 s'est achevée en juin plutôt qu'en août, les taux de réussite, quoiqu'en baisse, sont moins alarmants qu'appréhendés. Mais les échecs et les abandons touchent particulièrement les étudiants les plus vulnérables. Certains se voient carrément montrer la porte.

Les étudiants de quelques cégeps ont décidé, démocratiquement, de rentrer en classe un peu avant que tombe le projet de loi 78, devenu loi 12. À Saint-Jean-sur-Richelieu, Joliette, Sherbrooke et en Outaouais, par exemple, où les étudiants ont dû reprendre le fil de leur session en accéléré après 8, 9, 10 ou même 11 semaines de grève. Ils ont complété leurs derniers examens à la fin de juin. La tendance, selon ce qu'a pu constater Le Devoir ? Un taux de réussite légèrement en baisse, mais des échecs inquiétants chez les élèves déjà désignés comme à risque à l'automne 2011.

Au campus de Joliette du cégep régional de Lanaudière, la grève a duré 11 semaines. Puis les étudiants ont réintégré les cours de façon démocratique. De la mi-mai au 28 juin, ils ont dû « mettre toutes leurs énergies » à finir la session, raconte la directrice du cégep, Chantale Perreault. Résultat ? Un taux de réussite de 85 %, soit une baisse de 2 % par rapport à l'hiver 2011. Même si elle est fière du résultat, Mme Perreault s'inquiète pour ceux qui ne sont pas revenus et ont donc essuyé un échec dans plus de quatre cours. Plusieurs d'entre eux, ayant connu d'autres échecs aux sessions précédentes, auraient dû être exclus. Mais la direction a décidé de faire preuve de « souplesse » dans l'application du règlement. Dix étudiants seulement, sur 2500, se sont vu montrer la porte. Aux autres, on a laissé une chance, sous condition de réussir à l'automne.

À Saint-Jean-sur-Richelieu, on a été moins « souple ». Ce sont 224 étudiants en échec qui se font exclure à l'issue de cette session pas comme les autres, une hausse de 50 % par rapport à 2011. Soit ils ont été incapables de suivre le rythme, avec neuf semaines de cours reprises en six, des journées allongées et une cadence accélérée de remise des travaux. Soit on ne les a plus jamais revus en classe après la grève. « Ils ont le droit d'en appeler de la décision », explique Lucie Lahaie, la directrice des études par intérim. « On va décider au cas par cas, mais si la seule raison évoquée est la grève, ça ne sera pas suffisant » pour casser la décision, avertit celle qui doit composer avec un cégep qui a pratiquement atteint sa pleine capacité. Les étudiants exclus pourront présenter une nouvelle demande d'admission dans six mois. D'autres choisiront plutôt une autre voie, comme un diplôme d'études professionnelles (DEP).

Le taux de réussite des cours à cet établissement enregistre une baisse pareille à celle du cégep de Joliette, passant de 83 à 81 %. « Ça s'est somme toute bien passé. On peut noter que l'écart de réussite est heureusement plus faible que ce à quoi nous pouvions nous attendre, ce qui nous réjouit beaucoup d'ailleurs », dit Mme Lahaie. « Même si ça a été dur pour les plus faibles » concède-t-elle.

Conseiller pédagogique au même cégep, Réjean Montpetit dit qu'« on ne peut pas nier que le mouvement étudiant a eu un impact. Les plus faibles ont payé le prix. Ils n'ont pas nécessairement eu l'encadrement nécessaire pour réussir, même si de notre côté on a fait tout ce qu'on pouvait avec

les ressources disponibles ». Les étudiants plus faibles au secondaire admis tout de même au cégep ont pu trouver la marche trop haute, de même que des étudiants composant avec des difficultés d'apprentissage, par exemple. Bref, la clientèle la plus vulnérable à qui il manquait parfois quelques points pour atteindre la note de passage, malgré tous les efforts consentis. « En juin, il y en a qui ont craqué », selon la conseillère en orientation Hélène Trudeau. Stress et découragement additionnés parfois de problèmes financiers ont mené certains à « choisir » les cours à sacrifier, raconte-t-elle.

Soirs, fins de semaine : les étudiants du cégep de l'Outaouais aussi ont ramé pour finir la session d'hiver 2012 après la grève, explique la directrice des études JoAnne Paradis. Même si les données sur les échecs sont indisponibles, on sait que 14 % des étudiants ont déclaré, par sondage, qu'ils ne reviendraient pas. Pour eux, c'est l'échec assuré. « Nous, on était contents ! On avait peur que ce soit le quart ou le tiers qui ne reviendraient pas ! », dit Mme Paradis. Selon cette dernière, le cégep n'enverra pas davantage de lettres de renvoi cette année, malgré tout.

Au cégep de Sherbrooke, on dit ne pas avoir calculé non plus les taux de réussite. Mais les taux d'abandon varient d'un programme à l'autre, selon la directrice générale Marie-France Bélanger, passant de moins de 5 % à plus de 10 % selon les disciplines. Là aussi, on a décidé d'appliquer avec souplesse le règlement qui mène les étudiants en situation d'échecs répétés au renvoi. « On fait du cas par cas, mais on ne veut pas les pénaliser indûment pour la grève, explique Mme Bélanger. On veut être équitable et souple ».



Photo : François Pesant - Le Devoir
Le taux de réussite est légèrement en baisse dans les cégeps grévistes, mais il y a des échecs inquiétants chez les élèves à risque.

Vos réactions

Camille JURIE-JOLY - Inscrit, 16 août 2012 06 h 00

La clientèle

"Bref, la clientèle la plus vulnérable" On peut par cette petite phrase se rendre compte que le discours de Charest (le terrain avait déjà été bien aplani par son prédécesseur) pendant 8 ans a porté ses fruits et a été parfaitement intégré, les bénéficiaires de services publics sont devenus une clientèle à part entière. Quand un dispensaire de services publics endosse le rôle d'un entrepreneur en toute légitimité, c'est que la société québécoise est en voie ultralibéralisation avancée. Les enjeux de la grève étudiante n'en déplaise à certain étaient beaucoup plus complexes que la simple augmentation des frais de scolarité, le problème majeur était de déterminer si oui ou non des établissements dispensant l'éducation pouvaient être gérés et considérés comme de simples entreprises dont le but étaient sans cesse d'augmenter leur clientèle et leur taille sur le marché, plus généralement est ce que l'éducation pouvait être considérée comme un marché?

Les élections du 4 septembre donneront un aperçu de l'état idéologique de la population Québécoise, enfin si celle-ci se déplace en masse pour voter.

Il serait quand même paradoxal de voir le Québec continuer dans la voie de l'ultralibéralisme quand le voisin états-uniens essaye (à pas de fourmis c'est sur) de renouer avec des concepts sociaux enfouis profondément depuis l'ère Reagan.

François Robitaille - Inscrit, 16 août 2012 13 h 55

Le parti Démocrate est quand même plus à droite économiquement et socialement que tous nos partis politique. Faut quand même pas exagérer. Ici au Québec, je trouve qu'on s'en va vers un système tellement socialiste que j'ai peur qu'il nous arrive la même chose qu'en Russie: L'effondrement, comme toute sociétés socialistes.

Maxime Charron - Inscrite, 16 août 2012 16 h 36

@ François Robitaille, c'est vrai que je suis terriblement inquiète pour la Norvège, la Suède et le

Danemark, qui sont, bien sûr, au bord de l'effondrement.

Philippe Fortin - Inscrit, 16 août 2012 08 h 13

Réforme

C'est bien beau mettre tout ça sur le mouvement étudiant, mais alors que je quittais le CEGEP et que les premiers arrivants de la réforme scolaire au secondaire arrivaient, les professeurs se disaient déjà inquiets des pertes de niveau d'enseignement pour ces étudiants, disant qu'ils ne seraient probablement pas prêts à faire le saut et qu'il faudrait faciliter les examens pour s'assurer que tous le monde pouvait le réussir.

Personnellement, j'appelle ça du nivellement par le bas. Oui le mouvement étudiant en a fait arracher à plusieurs, on ne le niera pas, mais ces étudiants qui auraient passés sur la peau des fesses ont probablement manqué d'encadrement, de pédagogie et de techniques d'apprentissage et d'études de la part de ses parents et des professeurs au secondaire.

Il aurait été bien de la part du Devoir d'aller pousser un peu plus loin et voir de quel façon ces étudiants s'en sont sortis au secondaire et dans quel milieu de vie ils se trouvent. Ça pourrait

faire toute la différence plutôt que d'attribuer ça à un seul mouvement social et balayer les autres problèmes d'un seul coup.

André Michaud – Inscrit, 16 août 2012 09 h 54
Conséquences graves

Je suis d'accord avec Philippe Fortin que la réforme des bureaucrates du ministère y est pour beaucoup. On nivèle vers le bas pour éviter un haut taux d'échec ..je l'ai vu dans mes 45 ans au ministère.

Raison de plus pour ne pas ajouter aux problèmes par le boycott et en empêchant d'aller étudier les étudiants qui en avaient besoin..

Mais pour les associations ce doit être évidemment la faute de M.Charest...eux s'estiment blanc comme neige!

Killian Meilleur – Inscrit, 16 août 2012 12 h 02
Les étudiants « à problèmes » sont ceux pour qui la gratuité scolaire serait la plus bénéfique, et ceux aussi qui auraient été frappé le plus durement par une augmentation des frais de scolarité.

En effet, la nécessité de travailler plus pour se payer son éducation (dont le prix ne cessera pas d'augmenter avec la présente hausse, voir tous les autres pays optant pour la solution néolibérale) leur enlève encore plus du temps dont ils ont un besoin plus important pour étudier.

Cette grève a été instaurée entre autres pour protéger leurs chances de réussite. Sauf que, pour en voir les bénéfiques, il faut pouvoir étendre sa conscience sur le moyen, ou même le long terme.

Et effectivement, c'est la faute à Charest. Pourquoi?

En premier lieu, parce qu'il a toujours refusé d'aller en médiation, parce qu'un arbitre neutre, non choisi par son parti n'aurait pu que proposer des solutions acceptables, que Charest aurait dû refuser sous l'indignation générale pour continuer à utiliser la grève par électoralisme.

Toutes les catastrophes qui ont et auront lieu sont « préférables » à une médiation aux yeux de Charest.

Dailleurs :

Lors des dernières négociations, le gouvernement a proposé de puiser dans le crédit d'impôt pour faire baisser la hausse de 34\$ par session.

Les étudiants ont proposé que, puisqu'on peut puiser dans ledit crédit, il était possible d'annuler la hausse de cette façon.

Cette mesure aurait pu permettre au gouvernement de se délester de la somme pour la première année, tout en permettant aux étudiants de ne pas payer plus en attendant le « forum » promis.

La réaction de Courchesne:
«c'est un principe impossible à faire passer pour son équipe [...] la population et son gouvernement ne comprendra pas ce cheminement logique là.* Ensuite, le gouvernement quitte la table avant d'entendre les dizaines d'autres propositions. Qui refuse de négocier?
*Le point de vue des étudiants:
http://www.ledevoir.com/documents/pdf/CLASSE_Enegopr

Julien Prud'Homme – Abonné, 16 août 2012 11 h 35
Et l'effet de la hausse ?
Si la hausse massive de frais de scolarité proposée par le PLQ entre en vigueur, elle augmentera considérablement la pression financière sur les étudiants et en contraindra plusieurs à consacrer encore plus d'heures à un travail rémunéré (alors que les jeunes d'aujourd'hui travaillent déjà plus que leurs prédécesseurs). Ces facteurs sont des causes directes et connues d'échec et d'abandon scolaire. Et quels sont ceux, croyez-vous, qui "écoperont" le plus ?

François Robitaille – Inscrit, 16 août 2012 13 h 42
Il y a juste un détail qui manque dans votre argumentation. Que faites-vous des augmentations des prêts et abaissement du seuil pour les bourses qui accompagnent le programme. Il n'y a que les étudiants des familles les plus fortunés qui auront à payer plus.

Annik Cayouette-Brousseau – Inscrite, 16 août 2012 12 h 22
Craquer sous la pression
Bien que la plupart des universitaires n'aient pas encore repris le chemin des bancs d'école, il est à prévoir que certains auront maintes difficultés à endosser la charge de travail supplémentaire qu'on leur demande... Entre un boulot, des études à temps plein et une semi-vie personnelle, il est parfois difficile d'y rajouter des travaux et des heures de cours supplémentaires. L'idée n'est pas de faire pitié, mais de dresser un portrait de situation.

Alors lorsqu'on écrit que le mouvement étudiant a plongé certains étudiants dans la détresse psychologique et que certains ont abandonnés ou échoués, j'ai certains doutes sur le sujet... Certes, oui, plusieurs établissements, facultés ou programmes ont été ou sont en grève depuis le début février, mais il est à rappeler que tout cela aurait pu se terminer bien avant cet automne.

Loin de moi la pensée de rejeter les échecs de ces étudiants sur le dos du gouvernement; le message a déjà été passé. Cependant, lorsqu'on évolue dans un climat d'études incertain, dans un établissement mal géré, dans une société qui vous méprise parce que vous êtes jeunes ou qui vous considère peu, dans une mentalité qui valorise la productivité et la rentabilité, il arrive qu'on craque sous la pression.

Je nous souhaite donc à tous, étudiants et étudiantes, de garder espoir afin de passer au travers de ces mesures de reprises et d'en sortir avec une belle victoire : notre diplôme...

André Bilodeau – Abonné, 16 août 2012 16 h 50
Si cela est un effet de la grève, il faut donc se demander pourquoi grève il y a eu...
Le refus du gouvernement de régler cette crise sociale et son désir d'instaurer un système d'utilisateur-payeur est une cause tout autant pertinente à cette situation dramatique pour plusieurs élèves vivant des difficultés. Et l'article sous-entend bien le manque de ressources des institutions scolaires pour faire face à ce problème.

D'où la grève en vue d'élargir l'accessibilité aux études et visant un réinvestissement en éducation. Un réinvestissement pas juste économique, mais social et philosophique, que l'éducation redevienne une priorité citoyenne.

Je termine en signalant que l'utilisation du vocabulaire "clientèle" dans l'article me rend mal à l'aise, car il valide cette vision clientéliste du système d'éducation.

Jean Corneille – Inscrit, 16 août 2012 20 h 25
Crise à l'éducation!...
Ouf! l'état québécois est devenue un centre de service! nous sommes passés de pays exportateur à pays importateur ,ou un pays de service!
Ouf Maître chez-nous mon oeil!...

LE DEVOIR : Le portefeuille des étudiants aminci par la grève – Jeudi 16 août 2012

Raphaël Dallaire Ferland

Des étudiants en grève n'auront pas à attendre l'éventuelle hausse des droits de scolarité pour se serrer la ceinture. La grève générale illimitée et la rentrée scolaire extraordinaire du mois d'août risquent de causer des répercussions sérieuses sur les finances des grévistes.

Ceux qui doivent absolument travailler pour financer leurs études devront coupler leur emploi à une fin de session hiver 2012 condensée par la loi 12. Éliane Laberge, la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), s'inquiète du sort des cégépiens qui doivent encaisser une charge de travail de « douze semaines en sept ».

Quant à l'aide financière, elle sera carrément coupée pour plusieurs étudiants qui ont travaillé davantage durant les six mois de grève.

Si les premiers versements des prêts et bourses doivent être octroyés au début de l'année scolaire 2012-2013, les bonifications promises par le gouvernement Charest se feront attendre jusqu'au 1er octobre, si elles sont maintenues après les élections.

Or Martine Desjardins, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), doute que ce délai puisse être respecté : « Les hauts fonctionnaires du gouvernement à qui nous avons parlé ne savaient plus sur quel pied danser. On doit changer tous les modes de calcul, réinvestir l'argent, réadapter les tests de crédit, et au milieu de tout cela, on déclenche des élections. Pourtant, la hausse, elle, n'arrivera pas en retard. Le gouvernement nie clairement ses responsabilités au profit de la campagne électorale. »

Enfin, l'aide financière n'a pas été reconduite depuis la fin avril (période marquant habituellement la fin de session) pour plusieurs bénéficiaires en débrayage. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) « dénonce cet arrêt de versements problématiques pour les étudiants et les parents », aux dires de la co-porte-parole Jeanne Reynolds, qui y voit une « mesure cachée » visant à « mettre fin à la grève en resserrant la corde autour du cou des gens qui en ont le plus besoin ».

Fonds d'entraide
Pour pallier les lacunes dans l'aide financière gouvernementale, des associations étudiantes telles que celle du cégep de Saint-Laurent rassemblent des fonds d'entraide qui fournissent notamment une aide alimentaire aux étudiants dans le besoin. Au cours du printemps, la FEUQ a organisé plusieurs spectacles-bénéfices ayant permis d'offrir des bourses alimentaires et du matériel scolaire aux étudiants et parents dans le besoin. La CLASSE a institué samedi un comité d'action qui devrait faire connaître d'ici les prochains jours sa stratégie de réponse aux besoins financiers extraordinaires des étudiants qui ont fait la grève ce printemps.

Votes de grève
Le cégep de Saint-Hyacinthe s'est joint hier aux huit autres cégeps qui ont décidé de rentrer en classe depuis la semaine dernière. Les 1300 membres présents ont voté une trêve de la grève pour une durée indéterminée, avec un taux de participation d'environ 35 %.

Du côté de l'Association des étudiants en musique de l'Université de Montréal, qui compte 634 membres, la grève a été reconduite jusqu'au 6 septembre, avec un faible taux de participation de 14 %.

Vos réactions
Charles F. Labrecque – Abonné, 16 août 2012 09 h 27
Responsable
Il n'a pas lieu de s'alarmer de voir des étudiants en difficultés puisque cela leur enseignera que dans la vie nous devons être responsables des gestes que nous posons. C'est eux qui ont choisis cette situation et ils devront en porter les conséquences. Ils apprendront que ce n'est jamais facile dans le monde que l'on vie. Se sera peut-

<p>être mieux au paradis malheureusement personne n'est revenu pour nous en informer. Marc Davignon - Abonné 16 août 2012 10 h 57 WOW!</p> <p>Si EUX avaient vraiment le choix, la gratuité des études serait chose faite et depuis longtemps. Ce n'est pas leur choix. Cela est la réaction provoquée par des choix imposés par d'autres pour attendre des objectifs qui ne sont pas élaborés ceux qui les subissent, mais pour ceux qui en tireront profits. Et ceux qui en tirent profits ce ne sont pas EUX. Donc, qui en tire profits?</p>	<p>Personne n'en est revenu, parce que le Paradis, ça n'existe pas! Killian Meilleur - Inscrit, 16 août 2012 13 h 03 Peut-être M. Labrecque devrait-il envisager que les étudiants qui ont voté pour la grève, n'étant plus des enfants, étaient en fait déjà conscients de ces possibles répercussions, et donc que son intervention d'un paternalisme difficilement tolérable s'avère un effort perdu, sauf si M. Labrecque avait pour intention de provoquer la totalité des étudiants ayant subi la grève. En effet, si les pro-grève y verraient simplement un écho échappé d'une vieille tête qui a oublié sa</p>	<p>jeunesse - et donc le fait qu'elle possédait des ressources intellectuelles en ce temps aussi -, les « carrés verts » ne pourront que s'insurger devant une telle condamnation, supposant que ceux parmi eux qui se trouvent en difficulté mériteraient - comment, nul ne le sait - leur sort. Franchement, monsieur, vous auriez pu ouvertement déclarer que vous méprisez la jeunesse, cela aurait été plus facile. Et je parle ici de Mépris, dans son sens le plus profond, celui qui - le mot le dit - nécessite qu'il y ait méprise sur le sujet.</p>
--	--	---

LE DEVOIR : Les étudiants étrangers, une manne pour le pays : Un comité fédéral recommande d'ouvrir les portes des écoles et universités canadiennes – Jeudi 16 août 2012

<p>Nancy Caouette Afin de s'imposer dans le lucratif marché des étudiants internationaux, le Canada devrait accueillir deux fois plus d'étudiants étrangers d'ici 10 ans. C'est la principale recommandation d'un récent rapport commandé par le ministre du Commerce international, Ed Fast, dans le cadre des consultations sur la prochaine étape du plan commercial du Canada, prévu pour 2013. Selon le comité consultatif qui a rendu son rapport public mardi à Halifax, le Canada aurait avantage à augmenter le nombre d'étudiants internationaux, de 239 000 candidats à l'heure actuelle à 450 000 en 2022, dans l'ensemble de ses établissements scolaires, de la maternelle au niveau universitaire. « Nous considérons qu'il s'agit là d'un objectif réaliste [...] Le système canadien de l'éducation est en mesure d'accueillir de nouveaux étudiants internationaux sans qu'ils supplantent pour autant les étudiants canadiens », soutient le comité consultatif dans son rapport intitulé «</p>	<p>L'éducation internationale : un moteur-clé de la prospérité future du Canada ». Une mine d'or En 2010, les étudiants internationaux ont rapporté plus de 8 milliards de dollars au Canada. Le comité consultatif, présidé par le recteur de l'Université de Western Ontario, Amit Chakma, perçoit toutefois le Canada comme un joueur timide dans le marché mondial des étudiants internationaux. Les candidats étrangers représentent 7,5 % des étudiants universitaires au pays, contre 12 % en France et 23,5 % en Australie. Le rapport souligne également que les étudiants de haute qualité qui effectuent des études au Canada constituent, par la suite, des candidats privilégiés pour l'immigration. S'ils décident de rentrer dans leur pays d'origine, ces étudiants seront tout de même plus enclins à établir des liens commerciaux et politiques avec des Canadiens.</p>	<p>Pour convaincre cette manne estudiantine de préférer le Canada à un autre pays, le comité consultatif recommande au ministre Fast d'octroyer, en partenariat avec des donateurs privés, 8000 nouvelles bourses d'études universitaires à l'international et de faciliter le processus d'obtention de visa et de résidence permanente. Irréaliste au Québec ? À l'Université de Montréal, on vise une augmentation de 20 % d'ici 2015 plutôt qu'une augmentation de 50 % sur 10 ans. « Dans notre cas, nous risquerions de désavantager des étudiants québécois si nous offrions autant de place aux étrangers », estime Mathieu Filion, porte-parole de l'université francophone qui accueille le plus d'étudiants internationaux au pays. « On ne peut pas vraiment dire que les étudiants étrangers apportent véritablement plus de revenus à notre université, même si les frais de scolarité sont plus élevés. Pour nous, la véritable richesse vient des échanges culturels qu'entraîne la venue d'étudiants étrangers. »</p>
---	--	--

RABBLE.CA : The strike is ending, but the movement will continue – Thursday, August 16, 2012



Ethan Cox
 Over the past few days students at eight of fourteen CEGEPs (junior colleges which provide both pre-university and professional degrees) have voted in general assemblies to end their strike and return to class. Students at the two CEGEPs who did vote to continue the strike, Vieux-Montreal and St. Laurent, will reconvene general assemblies on Friday morning to reconsider their decision.
 It appears as if the strike is winding down, or at least going dormant, with many schools promising to revisit the issue after the election. It would, however, be a mistake to assume that the resumption of classes means an end to the broader social movement born out of the longest student strike in Quebec history.
 Anecdotal evidence from students voting this week seems to show that while most continue to support the aims of the strike, and remain committed to the goal of broad social change, they fear the power of Quebec's Bill 78, now known as Law 12, to erase their semester and impose hefty fines on individuals and student associations who support the strike.
 In fact, in the mother of all poison pills, Bill 78 allows the government to prevent a student union from collecting dues from its members if it sup-

ports a strike which impedes the return to classes, at a rate of one semester for each day that the strike continues.
 This controversial clause, one of many in a law condemned as a violation of basic human rights by everyone from the UN High Commissioner on Human Rights to the Quebec Bar Association, would allow Jean Charest's Liberal government to simply eliminate pesky student unions who continue to strike, and leave students at affected schools without representation for a decade or longer.
 Bill 78 also mandated the early return to classes, with striking schools set to complete the interrupted spring semester over the next few weeks. The threat that a continued strike could simply eradicate that semester, and leave students as much as a year behind in their education, was also clearly a factor as students voted this week.
 Add to these concerns the oft-repeated, but only somewhat accurate, idea that a continued strike would play into Jean Charest's hands as he seeks another mandate in the provincial election set for September 4th, and it's not hard to understand why students chose to put at least a temporary end to their strike.
 In lieu of a continued strike, many student associations are focusing on ramping up their political presence in the election campaign, and in the streets. Many schools will hold a one day strike on August 22nd, the latest in a series of monthly demonstrations on that date which have attracted hundreds of thousands of Quebecers. Organizers have called for a half million people to take to the streets in defiance of Premier Charest and his Liberal government, a number they last flirted with on May 22nd, when an estimated three to four hundred thousand took to the streets.
 The three main student groups are also targeting vulnerable Liberal ridings, where student volunteers will use traditional electoral tactics like door knocking to convince voters to turn their back on the government.
 FEUQ President Martine Desjardins told *rabble.ca* that an appeal for election volunteers posted on their website received over a thousand sign-ups in its first twenty-four hours. In a close race like this one, a strong student campaign could tip the balance in enough ridings to determine the victor.
 On this note, it will be fascinating to see the campaign unfold in Sherbrooke, the home riding of embattled Premier Charest, and a riding the student federations have confirmed they will target. A rare riding level poll was released over the weekend showing Charest trailing his Parti Québécois challenger by fifteen points. It would be foolhardy to write off an experienced campaigner like Charest, but his seeming vulnerability has already forced him to take a break from the provincial campaign to pound

the pavement in his own riding. The question of what happens if voters return his government to power, but he is defeated, will no doubt continue to hang over him as this campaign progresses.

In addition to a targeted riding level campaign, student federations will be pushing their members to vote, and increase an abysmal youth participation rate in Quebec elections. While many students rightly point out that replacing Charest with PQ leader Pauline Marois will not bring about the type of broad social change they are seeking, and that democracy does not mean simply voting every four years, students would be foolhardy not to exercise their power to bring down a government which has essentially accused them of being terrorists for exercising their right to strike and demonstrate.

So as the strike hits the pause button, and students focus on defeating the Liberals and mobilizing their supporters for a series of demonstrations which will culminate on the 22nd, don't be fooled into thinking the broader movement they represent has been defeated.

The issue of governmental priorities, and how a government which has reduced its revenue by over ten billion dollars in the past decade, mostly

in tax cuts to corporations and the wealthy, can claim poverty when it comes to funding social priorities like education and healthcare, has never been more prominent on the political scene.

The students put it there. They moved close to forty percent of Quebecers to support the cause of accessible education, and forced many more to question why we can't follow the European model of free, or nearly free, post-secondary education.

They have already taken down two education ministers, and seem likely to be able to claim credit for taking down a premier, and perhaps even his entire government. As the strike winds down students have much to feel proud about, not least their ability to mobilize global sentiment around the now universally relevant issue of austerity and neo-liberalism.

In Egypt they have a saying I find particularly appropriate now. "The people know the way back to the square".

If the next government, regardless of political stripe, continues Charest's contemptuous and dismissive treatment of our society's youth, the students will return to the streets with a vengeance.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rien n'est encore perdu - Publié le: mercredi 15 août 2012, 21H56 | Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 22H27

Sarah-Maude Lefebvre

Même si les deux seuls cégeps toujours en grève votent à nouveau sur la poursuite du boycottage des cours, les associations étudiantes jurent que « rien n'est perdu ».

À la suite des pétitions d'étudiants mécontents, un vote de grève se tiendra de nouveau au Cégep du Vieux-Montréal et au Cégep de Saint-Laurent ce vendredi.

La possibilité de l'annulation de la session aurait poussé plusieurs étudiants à demander un nouveau vote de grève.

Pas une défaite

« Cela ne signifie en rien qu'on est rendu à la fin de la grève, croit la co-porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Ça fait partie du droit des étudiants de demander un nouveau vote. On verra ce que ça va donner. »

« À mon sens, ce n'est pas une défaite. On va s'avouer vaincu quand on sera vaincu. Je pense

simplement que la grève n'est plus un moyen que les étudiants veulent utiliser. », croit, pour sa part, la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

Trêve

Par ailleurs, les étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe ont opté pour une trêve électorale lors d'un vote tenu hier après-midi.

Environ 1 500 étudiants étaient présents lors de l'assemblée générale et l'option de la trêve électorale a été adoptée par une forte majorité.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit : Une rentrée scolaire difficile : Des cours sont offerts le soir et la fin de semaine aux étudiants qui rentrent en classe - Publié le: mercredi 15 août 2012, 21H48 | Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 21H59



Photo Le Journal de Montréal
Sarah-Maude Lefebvre

Stéphanie Tremblay sait qu'elle devra mettre les bouchées doubles pour rattraper sa session d'hiver. Elle a toujours voté en faveur de la grève et dit maintenant prête à assumer ses choix.

Résultat des votes

Fin de la grève :

Cégep de Saint-Hyacinthe (voté hier, trêve électorale), Collège Montmorency, Collège Lionel-Groulx, Collège Édouard-Montpetit, Cégep Marie-Victorin, Collège de Maison-neuve, Collège de Valleyfield, Cégep André-Laurendeau, Cégep de Saint-Jérôme (trêve électorale)

Nouveau vote vendredi
Cégep du Vieux-Montréal
Cégep de Saint-Laurent
Les votes aujourd'hui
Cégep de Bois-de-Boulogne
Cégep Rosemont
Cégep Ahuntsic

Université de Montréal - Département de littérature comparée
Université Laval - Département d'histoire

Rien n'est encore perdu

Même si les deux seuls cégeps toujours en grève votent à nouveau sur la poursuite du boycottage des cours, les associations étudiantes jurent que « rien n'est perdu ».

À la suite des pétitions d'étudiants mécontents, un vote de grève se tiendra de nouveau au Cégep du Vieux-Montréal et au Cégep de Saint-Laurent ce vendredi.

La possibilité de l'annulation de la session aurait poussé plusieurs étudiants à demander un nouveau vote de grève.

Pas une défaite

« Cela ne signifie en rien qu'on est rendu à la fin de la grève, croit la co-porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Ça fait partie du droit des étudiants de demander un nouveau vote. On verra ce que ça va donner. »

« À mon sens, ce n'est pas une défaite. On va s'avouer vaincu quand on sera vaincu. Je pense simplement que la grève n'est plus un moyen que les étudiants veulent utiliser. », croit, pour sa part, la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

Trêve

Par ailleurs, les étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe ont opté pour une trêve électorale lors d'un vote tenu hier après-midi.

Environ 1 500 étudiants étaient présents lors de l'assemblée générale et l'option de la trêve électorale a été adoptée par une forte majorité.

Sarah-Maude Lefebvre

Alors qu'ils sont des milliers à rentrer en classe ces jours-ci après des mois de grève, les étudiants devront retrousser leurs manches pour rattraper leur session d'hiver 2012. Cours le soir et la fin de semaine,

enseignement condensé... Le retour en classe s'annonce essoufflant.

« Je savais dans quoi je m'embarquais avec la grève étudiante. Mais là, je recommence mes cours et je rushe. Je vis quand même bien avec ça. Mais on s'en reparlera à la fin de la session ! », lance Stéphanie Tremblay en riant.

L'étudiante de 23 ans est de retour depuis lundi sur les bancs du Cégep André-Laurendeau, après plusieurs mois de boycottage des cours.

Elle aura, comme ses collègues, 10 semaines de cours à reprendre en un peu moins de sept semaines.

« L'horaire est tellement serré qu'on devra aller au cégep deux fois le samedi afin de rattraper le temps perdu lors de la journée de l'élection et de la Fête du travail. J'ai déjà deux gros travaux à remettre la semaine prochaine. Ça va être fou, », confie Mme Tremblay.

Inquiétude et stress

Les administrations des cégeps ont fait des pieds et des mains au cours des dernières semaines pour préparer le retour en classe des étudiants.

« On est prêt, mais beaucoup de professeurs ressentent de l'inquiétude. Ils ont hâte de voir comment les choses vont se dérouler », explique Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep.

« Dans certains collèges, il y aura des cours le soir et la fin de semaine. Ça va être une session assez intensive. Dans le pire des cas, il y aura de 10 à 12 semaines à rattraper. »

Assumer ses choix

« Ça va être extrêmement difficile pour les étudiants, convient la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge. Mais ils savaient qu'il y aurait des conséquences à leur choix lorsqu'ils ont voté au printemps dernier. Ils étaient prêts à faire les sacrifices nécessaires. »

Néanmoins, certains étudiants ont préféré abandonner leurs cours plutôt que de vivre une session trop stressante. Par exemple, au Cégep

André-Laurendeau, 4 % des étudiants ont décidé de ne pas revenir terminer leur session. « J'ai dû annuler un cours par manque de temps. Je sais que de longues journées m'attendent et que je devrai étudier sans arrêt, lance Stéphanie Tremblay. Mais chaque fois que j'ai voté en faveur de la grève, je savais ce que je faisais. J'assume mon choix. »

Afficher 2 commentaires (Québec)
lydya

Ils (étudiants manifestants) n'obtiendront "aucune sympathie" de ma part; ils récoltent ce qu'ils ont eux-mêmes semés alors, ils doivent maintenant "assumer" entièrement et sans aucunes larmes (lire plaintes) quelconques...

(Modifié par l'auteur il y a 4 jours)
[08/16/2012 06:52 AM](#)
didi2007

Tu as raison, moi non plus je n'éprouve aucune sympathie...ils ont fait des choix et ils doivent en

assumer les conséquences. Je suis totalement écoeurée d'entendre ces enfants roi se plaindre. Dommage que dans les cas de vote (hiver dernier) que les gens contre n'aient pas pris le temps d'y aller car ils en paient le prix aujourd'hui.

[08/18/2012 01:09 PM](#)

Afficher 1-80 de 133 commentaires (Montréal)

[JOURNALDEMONTRÉAL](#) / [JOURNALDEQUÉBEC](#) : Retour en classe : Trêve électorale à Saint-Hyacinthe - Publié le: mercredi 15 août 2012, 14H34 | Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 14H41



Photo les archives

Sarah-Maude Lefebvre

Les étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe ont opté pour une trêve électorale, lors d'un vote tenu cet après-midi.

Environ 1500 étudiants étaient présents lors de l'assemblée générale et l'option de la trêve électorale a été adoptée par une forte majorité.

Jusqu'à maintenant, tous les établissements d'enseignement collégial à avoir voté sur le prolongement du boycott des cours ont choisi de retourner en classe, à l'exception du Cégep du Vieux-Montréal et du Cégep de Saint-Laurent qui voteront tous deux à nouveau sur la question vendredi.

Afficher 1-9 de 10 commentaires (Montréal)

MFortin 1 commentaire masqué

GND et LBB n'étant plus là, le troupeau ne sait pas trop où aller. Deux moutons se sont perdus (Cégep du Vieux-Montréal et Cégep de Saint-Laurent). Vendredi, ils reprendront les rangs.

Comme c'est triste. Les étudiants se sont laissés entraîner pas des leaders (avec l'aide des syndicats) qui les laissent maintenant tomber.

P M les a encouragés. (Quel manque de jugement!)

Les professeurs se sont joints au mouvement. (Pathétique)

Les médias leur ont donné du crédit.

Le gouvernement n'a pas exercé le leadership voulu.

Le déroulement des événements nous montre que les leaders sont beaucoup plus forts que la cause, cause qui n'a jamais justifié un tel dérapage.

Y a-t-il une leçon à tirer de ce fiasco?

Je vous laisse y répondre.

[08/15/2012 09:25 PM](#)

Guest 2 commentaires masqués

Commentaire supprimé.

[08/15/2012 07:57 PM](#)

Real_nado 1 commentaire masqué

Intelligents, à n'en pas douter. Ils ont évité le PIÈGE de Charest: prolonger le conflit, avec accrochages avec la police, SE DISCRÉDITER et ainsi faire du capital politique pour le PM

[08/15/2012 10:58 PM](#)

ArkPat 2 commentaires masqués

Quelqu'un connaît la définition du mot "Rerour" ? Je ne connais pas ce mot..

[08/15/2012 05:42 PM](#)

Tipolo84 1 commentaire masqué

Belle observation. Je crois qu'on peut mettre cela dans le dossier des fautes de frappe, comme il y en a "de temps à autres" dans certains commentaires. Cela peut nous divertir, comme les réelles fautes d'orthographe et de grammaire qu'on retrouve dans certains commentaires. Tu dois t'amuser beaucoup, comme moi. Bonne journée. ;-)

[08/15/2012 10:10 PM](#)

Alibabaorhum 4 commentaires masqués

Donc, s'ils ne sont pas contents du résultat ils retournerons en boycott des cours? Ça c'est vraiment la démocratie!!!!

[08/15/2012 05:30 PM](#)

Samuel4 3 commentaires masqués

La démocratie c'est pas juste de voter une fois par 4 ans. La démocratie c'est aussi le droit de s'exprimer, de s'opposer, de ne pas être d'accord et de manifester entre les élections. Peu importe qui est élu, n'importe quel individu et n'importe quel groupe conserve le droit de faire valoir ses revendications. Qu'on soit d'accord ou pas avec le parti qui sera au pouvoir après le 4 septembre, on devra tous vivre avec, ça ne veut pas dire qu'on va devoir se taire devant tout ce qu'il va faire.

[08/15/2012 06:02 PM](#)

yugnom 1 commentaire masqué

Oui c'est vrai mais il y a des conséquences. Si St-Hyacinthe sont les seuls à poursuivre le boycott et que leur session est annulée ils devront recommencer une année complète.

[08/15/2012 06:42 PM](#)

mon_avis 1 commentaire masqué

non mais un jour, il faut retourner à l'école et finir sa session!!!

[08/15/2012 06:28 PM](#)

silverfox99 1 commentaire masqué [Réduire](#) [Afficher](#)

C'est d'un ridicule consommée!!!!!!!!!!!!!!!

[08/15/2012 04:13 PM](#)

[RADJO-CANADA](#) / [SOCIÉTÉ](#) : Nouvelles assemblées générales dans deux cégeps ayant choisi la grève - Mise à jour le mercredi 15 août 2012 à 13 h 47 HAE

Vidéo : Le compte rendu de Caroline Belley

De nouvelles assemblées générales se tiendront dans les cégeps du Vieux Montréal et de Saint-Laurent après que des étudiants eurent déposé des pétitions pour reprendre le vote dans ces établissements où la grève a été reconduite par de faibles majorités.

À l'issue de l'assemblée générale de lundi soir au [Cégep du Vieux-Montréal](#), 18 voix séparaient les étudiants qui souhaitaient poursuivre la grève (879) de ceux qui espéraient un retour en classe (861).

Une pétition de 421 noms demandant la tenue d'une nouvelle assemblée générale a été déposée mercredi matin au bureau de l'association étudiante, qui a répondu favorablement à l'appel. Cette assemblée spéciale se tiendra vendredi à 9 h 30.



Julien Sirois, l'étudiant du Cégep du Vieux-Montréal à l'origine de la pétition

Julien Sirois a lancé cette pétition pour que la grève soit reconduite ou non avec une nette majorité. Il craint que le mouvement se marginalise et donne des munitions au chef du Parti libéral en campagne électorale.

« Là, les gens sont, je pense, très réveillés, et il faut passer à une autre étape. Ce n'est pas en restant un groupe marginal comme le nôtre qu'on va vraiment pouvoir continuer à faire changer les choses. On risque plus, en fait, je pense, de donner des armes à Jean Charest en restant en grève comme ça parce qu'on va devenir un groupe marginal et ça risque de faire peur à la population plus qu'autre chose », fait valoir l'étudiant en génie mécanique.

La tenue d'une nouvelle assemblée générale a également été convoquée au Cégep Saint-Laurent après qu'une pétition réclamant une nouvelle rencontre eut circulé au sein de l'établissement. Les étudiants avaient opté samedi pour la reconduction de la grève, mais là aussi, le vote avait été serré : 261 pour, 243 contre et 14 abstentions.

Un avis de motion sera déposé lors d'une assemblée générale jeudi soir, et le vote sur cette motion aura lieu le lendemain à 10 h.

Dans les deux cégeps, les cours seront levés vendredi pour que les étudiants puissent se prononcer.

Tendance lourde au retour en classe

Parmi les 10 associations collégiales s'étant jusqu'à présent prononcées sur cette question, seules celles du Cégep du Vieux Montréal et du Cégep de Saint-Laurent ont opté pour la poursuite de la grève, mais les nouveaux votes pourraient maintenant changer la donne.

Contrairement à eux, les collèges Lionel-Groulx et Montmorency se sont prononcés mardi massivement en faveur du retour en classe. Au terme d'une réunion marquée par de longs débats et une importante participation, 1250 étudiants du Collège Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, ont choisi de mettre fin à la grève, tandis que 343 ont voté contre le retour en classe. Quant aux étudiants du Collège Montmorency, à Laval, ils ont été 1019 à s'opposer à la reconduction de la grève, alors que 105 souhaitaient poursuivre le boycottage des cours.

Trois des quatre cégeps qui devaient se prononcer sur la poursuite de la grève étudiante lundi ont choisi d'y mettre fin : le Collège Édouard-Montpetit, le Cégep Marie-Victorin et le Collège de Maisonneuve.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont quant à eux voté pour une trêve jusqu'aux élections générales du 4 septembre et rentreront en classe jeudi. En tout, 14 établissements doivent accueillir les cégépiens d'ici lundi.

Le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, rappelle que les étudiants n'ont aucune marge de manoeuvre s'ils ne veulent pas perdre leur session. « Ce n'est pas une menace, c'est une réalité implacable qui nous rattrape », dit-il.

Du côté des universités, les associations étudiantes de cinq facultés de trois institutions ont déjà tranché en faveur de la poursuite de la grève générale illimitée. La rentrée universitaire est prévue le 27 août. De nombreuses assemblées générales doivent se tenir à compter du 16 août.

Dates des rentrées et des votes de grève

Rentrée le 13 août :

Cégep André-Laurendeau (fin de la grève)

Rentrée le 14 août :

Collège de Maisonneuve (fin de grève)

Cégep Marie-Victorin (fin de la grève)

Collège de Valleyfield (fin de la grève)

Rentrée le 15 août :

Cégep de Saint-Hyacinthe (trêve électorale)

Collège Édouard-Montpetit (fin de la grève)

Rentrée le 16 août :

Collège Lionel-Groulx (fin de la grève)

Collège Montmorency (fin de la grève)

Cégep de Saint-Jérôme (trêve électorale)

Rentrée le 17 août :

Collège Ahuntsic (**vote le 16 août**)

Collège de Bois-de-Boulogne (**vote le 16 août**)

Collège de Rosemont (**vote le 16 août**)

Rentrée le 20 août :

Cégep de Saint-Laurent (poursuite de la grève/**nouvelle assemblée le 17**)

Cégep du Vieux Montréal (poursuite de la grève/**nouvelle assemblée le 17**)

En complément



Vidéo - [Le compte rendu de Caroline Belley](#)
[Les commentaires \(362\)](#)

TVANOUVELLES : Cégeps : Tout pour éviter de perdre la session - Première publication mercredi 15 août 2012 à 05h09



Crédit photo : Agence QMI

Les étudiants du Cégep Montmorency ont mis fin à la grève mardi, par une forte majorité, jusqu'au 28 septembre, date à laquelle ils tiendront une nouvelle assemblée générale.

Par Sarah-Maude Lefebvre | Agence QMI

Craignant de perdre leur session, des étudiants de cégeps qui sont toujours en **grève** multiplient les **initiatives** pour pouvoir **reprendre leurs cours**. Au cégep de **Saint-Laurent**, ils ont même réussi à obtenir un **nouveau vote** sur la grève.



Agence QMI

Vote sur la reprise des cours au Collège Montmorency

À la suite d'une pétition lancée par des étudiants mécontents, l'association étudiante, de concert avec la direction du cégep de Saint-Laurent, a décidé de tenir une assemblée générale jeudi afin de demander aux étudiants s'ils désirent reconsidérer leur mandat de grève.

Si c'est le cas, un nouveau vote de grève aura lieu le lendemain, vendredi, date prévue de la reprise de la session d'hiver 2012.



Agence QMI

Débats et discussions entre les étudiants du Collège Montmorency, quelques minutes avant le vote.

Les étudiants du cégep de Saint-Laurent avaient reconduit la grève samedi dernier, à condition qu'au moins 20000 autres étudiants à travers la province continuent le boycottage.

Même scénario au Vieux-Montréal

Le même scénario se dessine au cégep du Vieux-Montréal. La direction du cégep a confirmé qu'une pétition comportant le nombre de signatures requises pour la tenue d'une nouvelle assemblée générale a été déposée. Le vote de grève pourrait ainsi être reconsidéré ce vendredi.

Une levée des cours a donc été décrétée afin de permettre aux étudiants de tenir le scrutin, même si le vote n'a toujours pas été officiellement annoncé. La direction de l'établissement a aussi témoigné son inquiétude face à une possible poursuite du mouvement de grève.

« Si cette suspension (des cours) devait se prolonger, le Collège sera rapidement dans l'impossibilité de modifier le calendrier scolaire prévu pour terminer la session d'hiver 2012 et devra considérer de demander l'annulation de la session », peut-on lire dans un communiqué.

Lundi soir dernier, 50,28% des étudiants ont voté en faveur de la poursuite de la grève générale illimitée, jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Reconnus pour être parmi les militants les plus acharnés du mouvement étudiant, les cégépiens ont également adopté une résolution stipulant qu'ils prendraient « les moyens appropriés pour faire respecter les mandats de grève, notamment par un piquetage dur ».

Fin de grève à Laval et Sainte-Thérèse

Par ailleurs, les étudiants du Cégep Montmorency ont mis fin à la grève mardi, par une forte majorité, jusqu'au 28 septembre, date à laquelle ils tiendront une nouvelle assemblée générale.

Du côté du cégep Lionel-Groulx, les étudiants de Sainte-Thérèse étaient réunis en assemblée mardi soir. Ils ont voté massivement pour reprendre leurs cours puisque 1259 ont approuvé ce choix contre 343 qui désiraient poursuivre la grève entamée en février.

Les jours sont comptés



Ce n'est qu'une question de quelques jours avant que la session des étudiants qui boycottent leurs cours ne soit annulée, prévient la Fédération des cégeps.

«Nous avons moins d'une semaine devant nous. D'ici quelques jours, la session devra être annulée, avec mention d'échec», soutient le PDG Jean Beauchesne.

Ce dernier affirme en avoir discuté avec le ministre de l'Éducation et qu'ils sont tous deux «sur la même longueur d'onde».

Place aux autres

M. Beauchesne met donc en garde les étudiants qui ont décidé de poursuivre le boycottage des cours, notamment au Cégep du Vieux-Montréal.

«Nous sommes très sérieux. Pas question de boucler la session en trois semaines et de donner des diplômes.»

«Je le répète: notre marge de manoeuvre est limitée. On ne peut pas faire attendre indéfiniment les élèves finissants du secondaire. Les cégepiens qui veulent continuer à boycotter leurs cours doivent faire une croix sur leur session.»

Pour le moment, aucune date-butoir marquant l'annulation de la session pour les grévistes n'a été établie.

LE SOLEIL : Conflit étudiant: les associations refusent de rendre les armes - Publié le mercredi 15 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 15 août 2012 à 07h33



Photo: Olivier PontBriand, La Presse

«Oui, on aurait aimé que la grève se poursuive, admet la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Mais on voit une volonté de poursuivre la mobilisation pour la marche du 22 août, et des votes de grève seront repris après le scrutin.»

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) Même si plusieurs cégepiens ont décidé de reprendre le chemin des classes, les associations étudiantes refusent de s'avouer vaincues. Plutôt que d'y voir un essoufflement du mouvement, les leaders étudiants parlent plutôt d'un changement de stratégie en vue de l'élection du 4 septembre.

Jusqu'à maintenant, les étudiants de 8 des 14 cégeps en grève ce printemps se sont prononcés pour un retour en classe. Seulement deux collèges ont voté pour la poursuite de la grève. Dans les rangs de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui a appelé à la poursuite de la grève, la déception est palpable.

«Oui, on aurait aimé que la grève se poursuive, admet sa porte-parole, Jeanne Reynolds. Mais on voit une volonté de poursuivre la mobilisation pour la marche du 22 août, et des votes de grève seront repris après le scrutin.»

La CLASSE refuse toutefois d'y voir une démobilitation étudiante. «Oui, plusieurs cégeps retournent en classe, mais il y a encore plusieurs dizaines de milliers d'étudiants qui doivent se prononcer. Il est trop tôt pour juger», affirme

Mme Reynolds. Selon la porte-parole, la crainte de perdre la session est la principale raison qui explique le retour en classe jusqu'à maintenant.

Menaces d'annulation

«Les menaces de la Fédération des cégeps ont eu un impact», lance-t-elle. Au cours des derniers jours, le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, a affirmé que la session pourrait être annulée si les étudiants ne retournaient pas en classe.

Du côté de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), on refuse aussi de s'avouer vaincu. «On n'a pas perdu, parce qu'il reste encore un moyen de faire cesser la hausse. Il faut aller voter le 4 septembre», lance sa présidente, Éliane Laberge.

Cette dernière ne voit pas non plus d'essoufflement. «Il ne faut pas confondre moyen et objectif. En mars, le seul moyen était la grève, on avait tout essayé avant ça. Maintenant, les élections générales représentent un nouveau moyen pour arriver à nos fins. On voit plein de jeunes qui s'impliquent dans la campagne», dit-elle.

Le discours est semblable du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Contrairement à la CLASSE, la FECQ et la FEUQ n'ont pas donné de mot d'ordre à leurs membres concernant la poursuite ou non du débrayage.

Contexte différent

«La grève a été très efficace cet hiver, mais c'a toujours été un moyen et non une fin. Dans le contexte d'une campagne électorale, la grève n'a plus la même raison d'être. Les étudiants considèrent que le contexte actuel mène à d'autres actions», affirme sa présidente, Martine Desjardins.

Les sanctions prévues dans la loi 12 (projet de loi 78) ont certainement fait peur à plusieurs étudiants, ajoute Mme Desjardins. «On ne se le cachera pas, les amendes prévues sont très salées, à la fois pour les personnes et les associations», souligne-t-elle. Vaut mieux concentrer ses efforts sur l'élection du 4 septembre, estime

la FEUQ, qui mène conjointement avec la FECQ une campagne visant à faire sortir le vote des jeunes.

Et que devrait-il arriver au lendemain du scrutin, si les libéraux étaient réélus? Refusant de se prononcer, les trois leaders étudiantes s'entendent sur une chose : le conflit serait loin d'être réglé.

Un choix difficile

«J'appuie ceux qui décident de continuer la grève. Mais personnellement, je trouverais difficile de me resacrifier une deuxième fois.»

Anne-Florence Bisson est étudiante à la maîtrise en ethnologie à l'Université Laval. Elle porte toujours le carré rouge et reste fermement opposée à la hausse des droits de scolarité.

Mais entre la poursuite de la grève et le retour en classe, son coeur balance.

D'ici la rentrée prévue le 5 septembre, plusieurs étudiants de Laval devront se prononcer sur la poursuite ou non de la grève. Les votes qui se sont déroulés dans les cégeps de la région de Montréal, lundi, ont été suivis attentivement par les étudiants de la région de Québec. Les choix s'annoncent difficiles. Pourquoi risquer de perdre une session alors que le gouvernement de Jean Charest pourrait ne pas être réélu le 4 septembre? se demandent plusieurs.

Rosalie Readman, étudiante à la maîtrise en sciences politiques, hésite entre la trêve électorale et la poursuite de la grève. «Ce n'est peut-être pas stratégique de continuer la grève pendant les élections. Il faut que l'attention soit portée sur le bilan du gouvernement libéral» en matière de corruption et de collusion plutôt que sur la crise étudiante, affirme-t-elle.

Assis à la même table, Benjamin Ducol votera de son côté pour la poursuite de la grève «en attendant» le scrutin, convaincu qu'il serait trop difficile de reprendre la mobilisation par la suite, si le gouvernement de Jean Charest était réélu. «Mais ça va prendre un deuxième vote après les élections», lance-t-il.

TVANOUVELLES : Fin des grèves étudiantes : Retour en classe au Collège Montmorency et au Cégep Lionel-Groulx - Première publication mercredi 15 août 2012 à 00h09



Crédit photo : archives, Agence QMI
Grève au printemps dernier au Cégep Lionel-Groulx.

Agence QMI

Les étudiants du Collège Montmorency de Laval et ceux du Cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse ont voté pour retourner en classe. Les étudiants de Sainte-Thérèse se sont prononcés tard en soirée, mardi. Ils ont voté massivement pour reprendre leurs cours puisque 1259 ont approuvé ce choix contre 343 qui désiraient poursuivre la grève entamée en février.

Au Collège Montmorency de Laval, en grève depuis le 13 mars, les cours reprendront dès jeudi puisque les étudiants ont voté mardi à 70 % pour un retour en classe.

Les étudiants de ce cégep de Laval rencontrés à l'issue du vote ont tous insisté pour dire que le combat contre la hausse des frais de scolarité n'était pas terminé.

«On n'arrête pas la grève parce qu'on a perdu ou à cause de la loi 78, mais bien parce que nous sommes en élections», a indiqué Alexandre St-Onge-Perron, un étudiant qui appuie ouvertement le candidat péquiste Léo Bureau-Blouin.

M. St-Onge-Perron espère maintenant que la mobilisation se poursuivra en vue des élections du 4 septembre. «J'espère que le mouvement va se transformer, a-t-il soutenu. Je n'ai jamais autant entendu les gens de mon

âge parler de politique. J'espère que la mobilisation va se rendre jusque dans les partis politiques et les bureaux de vote.»

La directrice générale du Collège Montmorency a pour sa part affirmé être soulagée par les résultats du vote. La poursuite de la grève aurait pu provoquer des affrontements lors de la reprise des cours prévue jeudi.

«On savait que ce serait un choix déchirant pour nos étudiants puisque la question de fond n'est pas réglée, a indiqué Denyse Blanchet. Mais quand nous disions que nous n'avions pas de marge de manœuvre pour finir la session, c'est vraiment vrai. Nous n'avons pas les moyens de contrecarrer une loi.»

LA PRESSE : Des élèves réclament une reprise du vote - Publié le mercredi 15 août 2012 à 00h00 | Mis à jour le mercredi 15 août 2012 à 09h22



Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse

Les élèves du cégep Marie-Victorin sont retournés en classe, mardi, après plus de six mois de grève.

Gabrielle Duchaine, La Presse

Découragés par les votes qui ont reconduit la grève aux cégeps de Saint-Laurent et du Vieux Montréal, des centaines d'élèves misent maintenant sur des pétitions pour renverser les résultats, a appris *La Presse*. Sous la pression, l'association étudiante du cégep de Saint-Laurent tiendra un nouveau vote cette semaine. Celle du Vieux Montréal, réputée comme étant l'une des plus militantes de la province, n'exclut pas de faire la même chose.

Au cégep de Saint-Laurent, depuis samedi, alors que 261 élèves ont voté pour la poursuite de la grève contre 243 opposants, les noms s'accumulent sur une pétition en ligne qui invite les signataires à «montrer leur désir de retourner en classe le 17 août 2012», date prévue de la rentrée.

«La pétition contient beaucoup d'irrégularités, mais on ne veut pas coincer les gens pour des questions de procédures, alors on tiendra une autre

assemblée», explique Maxence Valade, porte-parole de l'association étudiante.

En tout, quelque 650 élèves ont apposé leur signature électronique sur le document en ligne. C'est presque trois fois plus que le nombre de cégépiens qui se sont prononcés pour la grève durant le week-end, et une centaine de plus que le nombre d'élèves qui se sont présentés à la dernière assemblée. «Selon le vote, seuls 7,5% des élèves du cégep souhaitent la grève», dit le libellé du document.

Des rumeurs d'annulation

Plutôt que de répondre aux absents qu'ils n'avaient qu'à venir voter, la direction de l'association étudiante accepte de leur donner une autre chance de se faire entendre. «Beaucoup de gens étaient encore à l'extérieur de Montréal samedi. On prévoit être plus nombreux cette fois-ci», affirme Maxence Valade.

Une pétition circule aussi pour forcer la rentrée au cégep du Vieux Montréal, où 1700 élèves ont voté lundi soir dans une proportion de 50,5% pour la poursuite de la grève générale illimitée. Dans les minutes qui ont suivi l'annonce des résultats, des rumeurs annonçant l'annulation du trimestre se sont répandues sur les réseaux sociaux. Vingt-quatre heures plus tard, au moment de mettre sous presse, la pétition avait récolté près de 250 noms. Selon un porte-parole de la CLASSE, il est «possible» que le vote soit repris. La direction de l'école croise les doigts. «Si un tel scénario se produit, on va favoriser la participation du plus grand nombre de gens possible», affirme la porte-parole Anne-Louise Savary.

À la Fédération des cégeps, on rappelle qu'il est important que la rentrée se concrétise dans tous les collèges. «On a très peu de marge de manœuvre. On ne peut plus retarder. Chaque journée compte», martèle le PDG Jean Beauchesne.

Hier, le retour en classe s'est encore une fois déroulé sans heurts dans quelques cégeps. «Ça s'est très bien fait, tout doucement», s'est réjoui Line Légaré, directrice des communications du collège de Maisonneuve. La veille, les élèves, nombreux à leur assemblée générale, s'étaient prononcés à 62% contre la poursuite de la grève.

Les élèves de deux autres cégeps ont opté pour un retour en classe hier, soit le collège Montmorency, à Laval, et le cégep Lionel-Groulx, sur la Rive-Nord. Les élèves du collège Montmorency ont voté à 85% pour un retour en classe temporaire, soit jusqu'au 28 septembre 2012.

LE DEVOIR : Le mouvement étudiant en introspection : Deux cégeps en grève se prononceront de nouveau sur la reconduction de la grève - Mercredi 15 août 2012

Nancy Caouette, Raphaël Dallaire Ferland

À l'heure où le mouvement étudiant remet en question ses stratégies de contestation, les deux seuls cégeps qui ont récemment reconduit la grève générale illimitée à l'issue d'un vote serré pourraient se prononcer de nouveau.

Des pétitions réclamant la tenue d'un second vote sur le retour en classe ont circulé au cégep du Vieux-Montréal et au cégep de Saint-Laurent cette semaine. La direction des deux institutions a fait savoir que ces deux demandes avaient été acceptées et que nouvelles assemblées générales auront lieu vendredi. Pour voter de nouveau sur la grève, des membres contestant les derniers résultats devront être présents selon un nombre préétabli par les chartes des associations respectives.

Marc Paquin, l'auteur de la pétition pour le cégep du Vieux-Montréal, explique ce qui a motivé sa démarche : « Les signataires veulent procéder à une reconduction du vote le plus rapidement possible. Nous croyons que le début tardif de l'assemblée générale et l'arrivée de manifestants nocturnes ont cristallisé le vote de certaines personnes qui auraient voulu s'exprimer contre la grève ». Rappelons qu'au terme de cinq heures de délibérations, le retour en classe prévu vendredi avait été rejeté par 879 étudiants contre 861 favorables à la reprise des cours.

Par ailleurs, après les votes de grève de mardi, l'Association générale des étudiantes et étudiants de Montmorency (6800 membres), l'Association générale des étudiantes et étudiants du Collège Lionel-Groulx (5500 membres) et l'Association des étudiants en urbanisme, culture et société de l'Institut national de recherche scientifique (130 membres) ont approuvé le retour en classe.

Repenser le mouvement

La vague de votes antigrevé cette semaine pousse les fédérations étudiantes à revoir leur stratégie de contestation de la hausse des droits de scolarité.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) augmente la fréquence de ses congrès à un rythme rarement vu même au moment des négociations avec le gouvernement Charest. Après avoir déterminé lors du congrès du 11 août qu'elle encourageait toutes les associations étudiantes à voter pour la poursuite de la grève, elle se réunira de nouveau le 18 août.

« On va orienter le plan d'action en fonction des nouvelles qu'on a eues cette semaine », a indiqué la co-porte-parole Jeanne Reynolds dans un entretien avec *Le Devoir*. « On va concentrer beaucoup de force sur la manifestation nationale du 22 août. L'objectif reste de briser la loi 12, mais il y a de la nouveauté et il va aussi falloir se préparer pour accueillir la mobilisation internationale », explique-t-elle en référence aux autobus qui seront nolisés pour faire converger des manifestants de l'Ontario et des États-Unis vers les lignes de piquetage.

La nouvelle stratégie de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) sera déterminée après les élections, lors du congrès du 13 septembre.

Pour la présidente Éliane Laberge, « il ne faut pas confondre objectif et moyen : la grève est un moyen qui a été utilisé jusqu'à maintenant avec plus ou moins d'efficacité. Elle a certes permis les négociations avec le gouvernement », mais celles-ci sont demeurées infructueuses.

D'après la leader étudiante, « beaucoup d'étudiants se disent maintenant prêts à adopter un nouveau moyen » passant par les élections, « parce que sur les cinq partis [principaux], seulement deux [Option nationale et Québec solidaire] sont clairement contre la hausse ».

Dans l'immédiat, la FECQ prône le maintien du « combat pour l'accessibilité aux études ». Une mobilisation permanente — également endossée par la CLASSE — permettrait de rappeler aux élus, quels qu'ils soient, les priorités des étudiants du Québec.

La 113e manifestation nocturne s'est conclue vers 22 h 30. Le Service de police de la Ville de Montréal a procédé à trois arrestations.

Ce n'est qu'une question de quelques jours avant que la session des étudiants qui boycottent leurs cours ne soit annulée, prévient la Fédération des cégeps.

« Nous avons moins d'une semaine devant nous. D'ici quelques jours, la session devra être annulée, avec mention d'échec », soutient le pdg Jean Beauchesne.

Ce dernier affirme en avoir discuté avec la ministre de l'Éducation et qu'ils sont tous deux « sur la même longueur d'onde ».

Place aux autres

M. Beauchesne met donc en garde les étudiants qui ont décidé de poursuivre le boycott des cours, notamment au Cégep du Vieux-Montréal.

« Nous sommes très sérieux. Pas question de boucler la session en trois semaines et de donner des diplômes. »

« Je le répète: notre marge de manœuvre est limitée. On ne peut pas faire attendre indéfiniment les élèves finissants du secondaire. Les cégépiens qui veulent continuer à boycotter leurs cours doivent faire une croix sur leur session. »

► Pour le moment, aucune date-butoir marquant l'annulation de la session pour les grévistes n'a été établie.

Montrer 1 commentaire (Montréal)

JayLester 1 commentaire masqué

Tellement logique: et après le cégep du vieux fait une levée de cours le jour de la rentrée. Pour accommoder l'AG, ok, mais quand même. Allez-y, faites-la donc respecter cette fameuse loi qui ne sert à rien jusqu'à maintenant. On attend. C'est clair qu'ils ne feront rien le jour de la rentrée. Faut voter dans les AG.

08/14/2012 11:30 PM

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | Conflit : Nouvelles assemblées en vue : Nouveau vote à Saint-Laurent et le Vieux-Montréal en réflexion - Publié le: mardi 14 août 2012, 22H47 | Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 7H24



Photo Agence QMI, JACQUES PHARAND

Des étudiants du Collège Montmorency à Laval se prononcent en assemblée générale sur la poursuite du leur mouvement de grève, hier.

Les résultats des votes

Les votes hier

Collège Montmorency : Fin de la grève

Cégep Lionel-Groulx : À venir

Les votes jusqu'à maintenant

Poursuite de la grève : Cégep du Vieux-Montréal et Cégep de Saint-Laurent. La situation est toutefois incertaine puisque d'autres votes pourraient y être tenus

Grève terminée: Cégep Édouard-Montpetit, Cégep Marie-Victorin, Collège de Maisonneuve, Collège de Valleyfield, Cégep André-Laurendeau, Cégep de St-Jérôme (trêve électorale)

Votes à venir

Aujourd'hui : Université de Montréal – Département de musique et Cégep de Saint-Hyacinthe

Demain : Cégep Bois-de-Boulogne, Cégep Rosemont, Cégep Ahuntsic, Département de littérature comparée de l'Université de Montréal et Département d'histoire de l'Université Laval

Les jours sont comptés

Ce n'est qu'une question de quelques jours avant que la session des étudiants qui boycottent leurs cours ne soit annulée, prévient la Fédération des cégeps.

« Nous avons moins d'une semaine devant nous. D'ici quelques jours, la session devra être annulée, avec mention d'échec », soutient le pdg Jean Beauchesne.

Ce dernier affirme en avoir discuté avec la ministre de l'Éducation et qu'ils sont tous deux « sur la même longueur d'onde ».

Place aux autres

M. Beauchesne met donc en garde les étudiants qui ont décidé de poursuivre le boycott des cours, notamment au Cégep du Vieux-Montréal.

« Nous sommes très sérieux. Pas question de boucler la session en trois semaines et de donner des diplômes. »

« Je le répète: notre marge de manœuvre est limitée. On ne peut pas faire attendre indéfiniment les élèves finissants du secondaire. Les cégépiens qui veulent continuer à boycotter leurs cours doivent faire une croix sur leur session. »

► Pour le moment, aucune date-butoir marquant l'annulation de la session pour les grévistes n'a été établie.

Sarah-Maude Lefebvre

Craignant de perdre leur session, des étudiants de cégeps qui sont toujours en grève multiplient les initiatives pour pouvoir reprendre leurs cours. Au cégep de Saint-Laurent, ils ont même réussi à obtenir un nouveau vote sur la grève.

À la suite d'une pétition lancée par des étudiants mécontents, l'association étudiante, de concert avec la direction du cégep de Saint-Laurent, a décidé de tenir une assemblée générale demain afin de demander aux étudiants s'ils désirent reconsidérer leur mandat de grève.

Si c'est le cas, un nouveau vote de grève aura lieu le lendemain, vendredi, date prévue de la reprise de la session d'hiver 2012.

Les étudiants du cégep de Saint-Laurent avaient reconduit la grève samedi dernier, à condition qu'au moins 20 000 autres étudiants à travers la province continuent le boycottage.

Même scénario au Vieux-Montréal

Le même scénario se dessine au cégep du Vieux-Montréal. La direction du cégep a confirmé qu'une pétition comportant le nombre de signatures requises pour la tenue d'une nouvelle assemblée générale a été déposée. Le vote de grève pourrait ainsi être reconsidéré ce vendredi.

Une levée des cours a donc été décrétée afin de permettre aux étudiants de tenir le scrutin, même si le vote n'a toujours pas été officiellement annoncé. La direction de l'établissement a aussi témoigné son inquiétude face à une possible poursuite du mouvement de grève.

« Si cette suspension (des cours) devait se prolonger, le Collège sera rapidement dans l'impossibilité de modifier le calendrier scolaire prévu pour terminer la session d'hiver 2012 et devra considérer de demander l'annulation de la session », peut-on lire dans un communiqué.

Lundi soir dernier, 50,28% des étudiants ont voté en faveur de la poursuite de la grève générale illimitée, jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Reconnus pour être parmi les militants les plus acharnés du mouvement étudiant, les cégépiens ont également adopté une résolution stipulant qu'ils prendraient « les moyens appropriés pour faire respecter les mandats de grève, notamment par un piquetage dur ».

Fin de grève à Laval

Par ailleurs, les étudiants du Cégep Montmorency ont mis fin à la grève hier, par une forte majorité, jusqu'au 28 septembre, date à laquelle ils tiendront une nouvelle assemblée générale.

Du côté du cégep Lionel-Groulx, les étudiants étaient réunis en assemblée hier soir. Le résultat du vote quant à la poursuite ou non de la grève n'était pas disponible au moment d'écrire ces lignes.

Afficher 1-80 de 88 commentaires (Montréal)

Afficher 21 commentaires (Québec)

TVANOUVELLES : Grève ou trêve?: Référendum sur 3 jours pour les membres de l'AGEFLESH - Première publication mardi 14 août 2012 à 19h07





Crédit photo : TVA Nouvelles

Par Marie-Pier Cornellier | TVA Sherbrooke

La session d'automne n'est pas commencée que déjà les votes de grève se prennent sur la colline universitaire.

Cet après-midi, les étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont été peu nombreux à se pointer à l'assemblée générale. Quelque 150 des 2000 étudiants de cette faculté se sont déplacés.

C'est par voie de référendum qu'ils vont se positionner sur la poursuite ou non de leurs moyens de pression. «On va tenir sur trois jours un référendum pour décider si on veut renouveler ou non notre mandat de grève», a indiqué Nicolas Lachance-Barbeau, porte-parole de l'Association des lettres et sciences humaines (AGEFLESH).

Mardi, jeudi et samedi, les étudiants se prononceront. Une façon de faire bien accueillie : «Je pense qu'au niveau du taux de représentativité, c'est une bonne solution. J'espère que ça va donner des résultats concluants avec la meilleure des participations», souhaite l'un d'eux.

Aux cycles supérieurs de l'Université de Sherbrooke, plus de 1000 étudiants ont décidé de suspendre la grève pendant la campagne électorale, ceux en Science et en Éducation. D'autres, plus militants, la poursuivront. C'est le cas des étudiants en Histoire et en Lettres et communications.

Au Cégep de Sherbrooke, le retour en classe aura lieu dans moins de deux semaines. «On n'entrevoit pas de problèmes, estime la directrice générale, Marie-France Bélanger, puisque les étudiants se sont côtoyés aux mois de mai et juin alors qu'ils ont terminé la session dans un sprint.»

La sécurité ne sera pas accrue, aucun encadrement spécial n'est prévu. Toutefois, on ne peut mettre de côté les événements du printemps dernier, où le Cégep a été le théâtre de rudes confrontations. «Je ne vous cacherai pas qu'on a des souvenirs, concède la directrice, et que ça a été une période difficile. On souhaite que ça ne se passe plus comme ça!»

[Voir le reportage de Marie-Pier Cornellier](#)

LA PRESSE: Rentrée progressive dans les cégeps - Publié le mardi 14 août 2012 à 17h35

Lia Lévesque et Mélanie Marquis, La Presse Canadienne, Montréal

Les étudiants de quelques cégeps ont tenu des assemblées, mardi, afin de décider s'ils allaient poursuivre la grève déclenchée le printemps dernier ou s'ils opteraient plutôt pour la reprise des cours en espérant que le scrutin du 4 septembre changera la donne.

Au cégep Montmorency, à Laval, les élèves ont opté en très forte majorité pour la reprise des classes. Ils ont été 1019 à s'opposer à la reconduction de la grève, alors que 105 souhaitaient poursuivre le boycott des cours. Quatre abstentions sont à signaler.

Le libellé de la proposition précise que le retour en classe est prévu jusqu'au 28 septembre, date de la fin de la session hivernale. Les étudiants ne souhaitent pas que cette rentrée soit qualifiée de «trêve», stipule le libellé.

Du côté du cégep Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, dans les Laurentides, l'assemblée générale doit débuter vers 19h.

Par ailleurs, un rebondissement est à signaler du côté du cégep Saint-Laurent, où les cours seront levés vendredi après-midi pour la tenue d'une nouvelle assemblée générale après qu'une pétition réclamant une nouvelle rencontre eut circulé au sein de l'établissement. Les étudiants de ce cégep avaient d'abord voté pour la reconduction de la grève.

Conformément à la procédure en place au cégep Saint-Laurent, un avis de motion serait déposé lors d'une assemblée générale qui se tiendrait jeudi soir, et le vote sur ladite motion aurait lieu le lendemain, a indiqué le porte-parole de la

Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Ludvic Moquin-Beaudry.

«Je crois que certaines personnes, après avoir reconduit la grève, veulent maintenant l'arrêter», a suggéré M. Moquin-Beaudry.

Les étudiants du cégep de Saint-Laurent avaient voté samedi soir pour la reconduction de la grève, à condition qu'au moins 20 000 autres étudiants du Québec les imitent. Le vote avait été extrêmement serré: 261 étudiants avaient voté pour, 243 contre et 14 s'étaient abstenus.

Rentrée à Maisonneuve

Au Collège Maisonneuve, un établissement de 5800 étudiants dans l'est de Montréal, la rentrée s'est déroulée paisiblement, mardi matin, après le vote tenu la veille.

Les policiers, peu nombreux, étaient tout de même présents. Et la direction du cégep avait prévu la présence d'animateurs dans les corridors, notamment des employés qui distribuaient des boîtes de jus à l'entrée du cégep, en souhaitant «bonne rentrée» aux étudiants.

Brigitte Desjardins, directrice des communications et des affaires corporatives du cégep, croit que l'ambiance est «la meilleure» possible, compte tenu du contexte. «Les gens ont décidé de revenir. S'ils étaient revenus contraints, on aurait pu imaginer que le climat aurait été plus difficile, mais ils ont décidé de revenir. Les enseignants sont contents, les attendaient, ils se sont tous vus en juin, les enseignants et les étudiants. C'était le moment de rentrer et c'est ce qu'ils ont décidé.»

Les étudiants interrogés sur place n'étaient effectivement pas amers.

«L'école, veut, veut pas, ça finit par nous manquer. Malgré ça, je crois qu'il y a des choses qui ont changé. La lutte va continuer malgré le retour en classe. J'ai voté pour la grève à plusieurs reprises, mais je pense que rendu à ce point-ci, ça va beaucoup se jouer aux élections, alors ce n'est plus ce qui nous rendait service, au fond», a conclu Naomi Léonard, une étudiante de 19 ans.

Un étudiant de sciences pures qui n'a pas voulu se nommer misait également sur le scrutin du 4 septembre pour changer la donne dans le dossier de la hausse des droits de scolarité. «Hier aux assemblées, c'était clair. Du côté des étudiants, il va y avoir une grosse partie des étudiants qui vont aller voter cette année. C'est important pour nous, en ce moment, avec les enjeux. Ça va comme «booster» le taux de participation.»

Lundi, trois collèges - Édouard-Montpetit, à Longueuil, Marie-Victorin et Maisonneuve - se sont prononcés en faveur d'un retour en classe. Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal, toutefois, ont voté en faveur de la reconduction de la grève générale illimitée.

Ces votes s'ajoutent à ceux tenus la semaine dernière où les étudiants ont soit opté pour une trêve, soit décidé de mettre fin à la grève.

Les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire n'ont pas donné de mot d'ordre à leurs associations membres, mais la CLASSE a incité ses membres à reconduire les votes de grève.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : À Montmorency et Lionel-Groulx : Fin de la grève - Publié le: mardi 14 août 2012, 16H54 | Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 9H51

Vidéo : Réactions d'étudiants lors de l'assemblée générale qui se tenait à la salle André-Mathieu au Collège Montmorency à Laval.

Sarah-Maude Lefebvre

Les étudiants du Collège Montmorency, à Laval, ainsi que ceux du Cégep Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, ont choisi de retourner en classe, lors d'un vote tenu mardi.

Au terme d'une assemblée générale houleuse et de plusieurs heures de débat, 1019 étudiants du Collège Montmorency ont opté pour le retour en classe contre 165 de leurs collègues qui désiraient poursuivre la grève.

Du côté du Cégep Lionel-Groulx, la grève a également pris fin mardi soir; 1250 étudiants ont

choisi de retourner sur les bancs d'école contre 343 qui souhaitaient continuer à boycotter leurs cours.

Fin de la grève dans trois cégeps

Plus tôt cette semaine, les étudiants de trois cégeps ont choisi de mettre fin au boycottage des cours et de rentrer en classe. Tour à tour, les étudiants du Cégep Édouard-Montpetit, du Cégep Marie-Victorin ainsi que du Collège de Maisonneuve ont choisi de mettre un terme à la grève étudiante. Contrairement aux votes tenus la semaine dernière, les taux de participation ont été relativement élevés aux trois scrutins et le retour en classe a été adopté par une forte majorité dans chacun des cégeps.

Seul le Cégep du Vieux-Montréal a opté pour la poursuite de la grève, à l'instar du Cégep de Saint-Laurent la semaine dernière. Dans les deux cas, des étudiants ont déposé des pétitions afin de pouvoir voter à nouveau. Au Cégep de Saint-Laurent, le nouveau vote de grève aura lieu vendredi.

Aujourd'hui, ce sera au tour du Cégep de Saint-Hyacinthe de se prononcer sur le boycott des cours.

[Afficher 36 commentaires \(Montréal\)](#)

[Montrer 1 commentaire \(Québec\)](#)

Daniel_Boi

bon enfin le gros bon sens qui l'emporte, les études c'est très important

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Trois cégeps mettent fin à la grève; celui du Vieux-Montréal garde le cap – Mise à jour le mardi 14 août 2012 à 13 h 53 HAE



Étudiants devant le Cégep du Vieux-Montréal.

Manifestation nocturne

En marge du vote qui se déroulait lundi soir au Cégep du Vieux-Montréal, quelques centaines de personnes se sont rassemblées à la place Émilie-Gamelin vers 20 h 30, point de départ des manifestations nocturnes contre la hausse des droits de scolarité. La manifestation a été déclarée illégale d'entrée de jeu par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), mais elle était tolérée si aucun acte répréhensible n'était commis. Des projectiles, dont des roches et des pièces pyrotechniques, ont toutefois été lancés et des vitrines d'institutions financières ont été fracassées. Des boîtes aux lettres ont aussi été renversées et des affiches électorales ont été vandalisées. Le SPVM a émis un avis de dispersion vers 23 h et plusieurs personnes ont quitté les lieux. La manifestation s'est terminée dans le calme peu avant minuit et une seule personne a été arrêtée.



Manifestation nocturne à Montréal le 13 août 2012

Trois des quatre cégeps qui devaient se prononcer lundi sur la poursuite de la grève étudiante ont choisi d'y mettre fin, alors que les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal poursuivent la grève générale illimitée. Le résultat n'a été connu qu'au terme d'une assemblée de plusieurs heures tenue à huis clos.

En avant-midi, les quelque 1500 étudiants du Cégep Édouard-Montpetit réunis en assemblée générale, à Longueuil, ont quant à eux voté à 80 % pour la fin de la grève. Ils ont toutefois fait le choix d'une grève d'une journée le 22 août afin de participer à la manifestation organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Au Cégep Marie-Victorin, à Montréal, 961 des 1575 étudiants présents en assemblée générale ont voté pour la fin de la grève. Au Collège de Maisonneuve, la majorité des étudiants ont également voté en faveur d'un retour en classe.

« Le cœur était plus du côté de la grève, mais la tête disait de retourner à l'école », a expliqué une étudiante qui s'est abstenue, mais se dit contente de reprendre ses études.

C'est aussi lundi que s'amorçait le retour forcé en classe pour plusieurs cégeps touchés par la loi spéciale adoptée au printemps. En tout, 14 établissements doivent accueillir les cégépiens d'ici vendredi. Afin d'éviter les possibles débordements, les directions du Cégep Marie-Victorin et du Collège de Maisonneuve avaient décidé d'attendre le verdict des étudiants et de reporter la rentrée à mardi.

Parmi les huit associations collégiales s'étant jusqu'à présent prononcées sur cette question, seules celles du Cégep du Vieux-Montréal et du [Cégep de Saint-Laurent](#) ont donc voté pour la poursuite de la grève. Cette der-

nière a tout de même précisé qu'elle resterait hors des classes si au moins 20 000 autres étudiants font de même au Québec.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont quant à eux [opté pour une trêve](#) jusqu'aux élections générales du 4 septembre.

Du côté des universités, les associations étudiantes de cinq facultés de trois institutions ont déjà tranché en faveur de la poursuite de la grève générale illimitée. La rentrée universitaire est prévue le 27 août. De nombreuses assemblées générales doivent se tenir à compter du 16 août

Miser sur le vote des jeunes

Si la CLASSE a appelé les associations étudiantes à poursuivre la grève, lors de son congrès tenu en fin de semaine, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) n'a quant à elle pas donné de mot d'ordre à ses associations.

« Auparavant, on avait un seul et unique moyen de faire pression directement sur le gouvernement avec la grève. J'imagine que les étudiants ont jugé qu'ils avaient un nouveau moyen et que ce moyen c'étaient les élections générales et qu'en allant voter le 4 septembre ils pouvaient décider du gouvernement des quatre prochaines années. Il y a deux partis qui proposent une hausse des frais de scolarité et les autres n'en proposent pas. À ce moment-là c'est un moyen concret pour bloquer la hausse des frais de scolarité et ainsi atteindre notre objectif », analyse la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

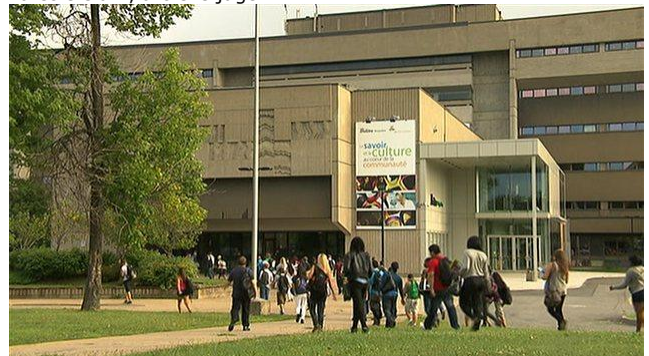


Les manifestants devant le Collège de Maisonneuve

Rentrée dans le calme au Cégep André-Laurendeau

Le Cégep André-Laurendeau a été le premier à accueillir ses étudiants lundi matin, quelques jours après que les grévistes eurent opté [pour le retour en classe](#). Les cours, qui étaient suspendus dans ce cégep depuis le 18 mai, ont donc repris à 8 h dans le calme le plus complet. Les policiers, qui ont été déployés en grand nombre aux abords de l'édifice, n'ont pas eu à intervenir.

Une étudiante s'est dite « soulagée » de poursuivre ses études. « Après cinq mois de grève, je suis vraiment contente de pouvoir retourner à l'école, de reprendre mes cours où je les avais laissés », a-t-elle dit. Une autre élève restait prudente, estimant que la grève pourrait reprendre après le scrutin provincial du 4 septembre. « On est conscient que ce n'est pas terminé. Ça va dépendre peut-être aussi des élections, vraiment, de qui va être élu », a-t-elle jugé.



Retour en classe au Cégep André-Laurendeau.

Dates des rentrées et des votes de grève

Lundi 13 août :

Cégep André-Laurendeau (fin de la grève)

Mardi 14 août :

Collège de Maisonneuve (fin de grève)

Cégep Marie-Victorin (fin de la grève)

Collège de Valleyfield (fin de la grève)
Mercredi 15 août :
 Cégep de Saint-Hyacinthe (vote le 15 août)
 Collège Édouard-Montpetit (fin de la grève)
Jeudi 16 août :
 Collège Lionel-Groulx (vote le 14 août)
 Collège Montmorency (vote le 14 août)
 Cégep de Saint-Jérôme (trêve électorale)

Vendredi 17 août :
 Collège Ahuntsic (vote le 16 août)
 Collège de Bois-de-Boulogne (vote le 16 août)
 Collège de Rosemont (vote le 16 août)
 Cégep de Saint-Laurent (poursuite de la grève)
 Cégep du Vieux-Montréal (poursuite de la grève)

[Les commentaires \(410\)](#)

LA PRESSE : La rentrée se déroule dans le calme - Publié le mardi 14 août 2012 à 09h54



Photo: Ivanoh Demers, La Presse
 La rentrée se déroule dans le calme.
 Catherine Handfield, La Presse

La rentrée s'est déroulée dans le calme, mardi matin, dans les deux cégeps montréalais où les étudiants ont voté pour la reprise des cours. «Tout se passe bien jusqu'à présent, a indiqué le sergent Laurent Gingras, porte-parole de la police de Montréal. C'est le calme plat.»
 Lundi, les étudiants du collège de Maisonneuve et du cégep Marie-Victorin s'étaient prononcés pour la reprise des cours. La rentrée a donc eu lieu ce matin, au terme de plusieurs mois de grève.
 Au collège de Maisonneuve, deux policiers assuraient discrètement la garde au fond du stationnement. Devant la porte d'entrée, deux élèves en technique d'intervention en délinquance prenaient l'air pendant leur pause du matin.

«J'avais un peu peur qu'il y ait des débordements, mais ça s'est bien passé», a dit Mélissa Valiquette. «C'est comme si on était partis hier, a ajouté sa collègue, Marie-Pascale Beauchemin. C'est une décision qui a été prise par la majorité et tout le monde la respecte.»
 Les élèves du collège Édouard-Montpetit, qui ont également voté lundi pour la reprise des classes, rentreront demain mercredi. Leurs collègues du cégep du Vieux-Montréal et du cégep de Saint-Laurent ont pour leur part choisi de reconduire la grève.
 Des votes ont lieu aujourd'hui mardi au collège Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, et au collège Montmorency, à Laval.

TVANOUVELLES : Malgré des retours en classe : La crise étudiante toujours vivante - Première publication mardi 14 août 2012 à 08h00 / Mise à jour : mardi 14 août 2012 à 18h44

Par Marie-Andrée Gosselin | Agence QMI
 Pendant que plusieurs cégepiens reprenaient mardi matin le chemin des classes après avoir voté en faveur d'un retour sur les bancs d'école, la **crise étudiante** et ses conséquences ne semblaient toutefois pas sur le point de se dissiper.
 Mardi, alors que les élèves du **Cégep Marie-Victorin** et du **Collège de Maisonneuve**, à Montréal, reprenaient dans le calme leur session d'hiver, certains de leurs représentants s'affairaient de leur côté à lever le voile sur les problèmes créés par la grève étudiante.
 En effet, la Société générale des étudiants et étudiantes du Collège de Maisonneuve (Sogéecom) et le Syndicat des professeures et professeurs du Collège de Maisonneuve (SPPCM) devaient rencontrer les médias, mardi midi, afin d'expliquer «en quoi la situation créée par la reprise pose problème».
 Accompagnés par les autres syndicats du collège et par les représentants d'une coalition de

groupes communautaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve, la Sogéecom et le SPPCM devraient pointer, entre autres, «les conditions de travail et d'enseignement [qui] ne sont pas optimales pour la rentrée».
 Par ailleurs, d'autres étudiants ne devaient pas retourner de sitôt sur les bancs d'école. Au **Cégep du Vieux-Montréal**, lundi, les élèves ont voté pour la poursuite de la **grève**, après plusieurs heures de discussion en assemblée générale dans le gymnase de l'institution scolaire.
 Toutefois, au **Cégep du Vieux-Montréal**, la rentrée des classes pourrait avoir lieu dès le vendredi 17 août. C'est du moins ce que plusieurs informations laissent présager. Ainsi, les cours pourraient reprendre, malgré le vote de reconduction de la grève.
 Le **président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne**, a déclaré en entrevue à LCN que le «premier objectif c'est ça [que les cours se donnent] et en toutes circonstances, on va

déployer tous les efforts qu'on peut déployer pour que ça se fasse».
 Dimanche, le **Cégep de Saint-Laurent** avait lui aussi reconduit la grève, par une très faible marge. Du côté du **Collège Édouard-Montpetit**, la rentrée scolaire aura lieu mercredi, mais une nouvelle assemblée générale devrait se tenir le 12 septembre, à l'issue des élections provinciales.
 Le **Cégep de Saint-Jérôme**, dans les Laurentides, et le **Collège de Valleyfield**, en Montérégie, avaient, pour leur part, voté en faveur d'un retour en classe la semaine dernière.
 M. Beauchesne s'est dit bien inquiet pour ceux qui décident de poursuivre la grève. «Si on met un "X" sur une session dans un parcours scolaire, c'est catastrophique. Juste de dire qu'on ne peut pas compléter une session, ça a un impact direct pour ceux qui vont à l'université, pour ceux qui terminent un DEC technique», a-t-il expliqué.

LE NOUVELLISTE: Noëlla Champagne veut que les étudiants reprennent leurs cours - Publié le mardi 14 août 2012 à 07h38



Photo: Émilie O'Connor
 Noëlla Champagne
 Robert Martin, Le Nouvelliste
 (Trois-Rivières) Noëlla Champagne, députée sortante de Champlain à l'Assemblée nationale et candidate pour le Parti québécois, était en verve, hier, devant la presse locale. Traitant de dossiers comme l'éducation, la santé, la culture et l'identité du Québec, elle a dit qu'elle voyait déjà sa chef, Pauline Marois, comme première ministre du Québec.
 «Cette fois, ce sont les libéraux qui poseront des questions, à la différence que nous aurons des réponses. Nous allons travailler à replacer les

choses, à corriger les erreurs des libéraux, à donner leur chance aux jeunes de se développer, de s'exprimer et de prendre leur place dans notre société», disait-elle.
 Elle a recommandé aux étudiants et étudiantes de ne pas boycotter la rentrée scolaire, d'entreprendre leur session et d'éviter de perdre une année d'études et qu'une fois au pouvoir, le Parti québécois allait les rencontrer et régler cette affaire des frais de scolarité.
 Elle a dit que son parti allait vraiment tenir un sommet sur l'éducation, comme le demandent les étudiants. «L'avenir s'annonce sombre pour les étudiants et les entreprises demandent une main-d'oeuvre spécialisée. Les libéraux et les caquistes proposent une importante hausse des frais de scolarité et ces derniers proposent même l'abolition des commissions scolaires. Le Parti québécois place plutôt la réussite et la persévérance scolaires au premier plan de toute action touchant le système scolaire», a confié Mme Champagne.
 Elle ajoute que son parti réévaluera le financement des droits de scolarité.
 «Il y a des jeunes qui ne peuvent compter sur leurs parents pour les aider à payer leurs études.

S'ils travaillent et qu'ils gagnent de l'argent, on leur retire les prêts et les bourses. Et nos jeunes, plus pauvres, sont encore contraints à manger des brochettes de macaroni», imaginait-elle.
Santé
 Sur le plan de la santé elle a parlé de ces longues attentes à l'urgence. «Un problème que les libéraux avaient promis de régler et qu'ils ont empiré. Et ce ne sont pas les belles promesses du docteur Gaétan Barette, candidat de la CAQ, qui vont régler les problèmes. Avec sa promesse de voir à ce que tous les citoyens aient leur médecin de famille, il est comme bon nombre de «sirènes qui chantent» et qui disparaîtront lorsque sera venu le moment de remplir ces promesses. Leurs auteurs ne les tiendront pas», disait-elle.
 Elle a également prôné un Québec français avec une ouverture envers les autres ethnies et un accueil bien senti envers les immigrants.
 «Devant l'inertie totale du gouvernement et le refus des caquistes de renforcer la Charte de la langue française, il est indispensable que nous adoptions une nouvelle charte afin de faire du français la langue officielle du travail et de l'enseignement. Nous avons pourtant une loi, la loi



101, qui devrait voir au respect du français. Mais elle n'est pas appliquée», a conclu la députée de Champlain.

JOURNALMÉTRO : Rentrée calme au collège de Maisonneuve – Mardi 14 août 2012 - Mise à jour: Jeudi 16 août 2012 | 13:10



Yves Provencher/Métronews
Jean-Félix Chénier, responsable de l'information pour le Syndicat des professeurs du collège par Roxane Léouzon Métro

Au Collège de Maisonneuve, les étudiants sont rentrés en classe et ont voté lundi pour mettre fin à la grève. Mais le conflit n'est pas réglé, selon les étudiants, les professeurs, les employés professionnels et le personnel de soutien du collège, qui ont tenu un point de presse, mardi. La rentrée s'est faite dans le calme. «On peut dire que la situation est désamorcée, croit Jean-Félix Chénier, responsable de l'information pour le Syndicat des professeurs du collège. Si on écoute les étudiants en ce moment dans le collège, on constate qu'ils ne sont pas enjoués, mais qu'ils sont prêts à rentrer en classe.» Cependant, la rentrée ne réglerait pas le fond du problème. M. Chénier croit que la réélection du Parti libéral pourrait réactiver le mouvement étudiant et engendrer un nouveau chaos. Le représentant de l'association étudiante du col-

lège, la Sogéecom, a par ailleurs indiqué que les revendications de l'association restaient les mêmes et qu'elle n'abandonnait pas ses objectifs.

Conditions de travail: la session comprimée était inévitable

Les professeurs du collège de Maisonneuve ne se plaignent pas de leurs conditions de travail, a tenu à souligner Jean-Félix Chénier, responsable de l'information pour le syndicat. Et ce, malgré la surcharge de travail causée par une reprise de cours comprimée. «On a appuyé la démocratie étudiante, estime M. Chénier. À mesure que la grève était reconduite, on a su que, même si le conflit se soldait par une victoire des étudiants, la reprise de la session serait intense».

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit | Cégeps : Loin d'être fini - Publié le: mardi 14 août 2012, 8H03 | Mise à jour: mercredi 15 août 2012, 12H50

Vidéo : Brigitte Desjardins, directrice des communications et des affaires corporatives du Collège de Maisonneuve s'est réjoui de ce retour en classe décidé démocratiquement. , 14 août 2012, TVA Nouvelles

Marie-Andrée Gosselin / Agence QMI

Les étudiants du Collège Montmorency de Laval, en grève depuis le 13 mars, doivent reprendre les cours dès jeudi alors qu'ils ont voté mardi à 70 % pour un retour en classe.

Les étudiants rencontrés à l'issue du vote ont tous insisté pour dire que le combat contre la hausse des frais de scolarité n'était pas terminé.

« On n'arrête pas la grève parce qu'on a perdu ou à cause de la loi 78, mais bien parce que nous sommes en élections », a indiqué Alexandre St-Onge-Perron, un étudiant qui appuie ouvertement le candidat péquiste Léo Bureau-Blouin.

M. St-Onge-Perron espère maintenant que la mobilisation se poursuivra en vue des élections du 4 septembre. « J'espère que le mouvement va se transformer, a-t-il soutenu. Je n'ai jamais autant entendu les gens de mon âge parler de politique. J'espère que la mobilisation va se rendre jusque dans les partis politiques et les bureaux de vote. »

Soulagement

La directrice générale du Collège Montmorency a pour sa part affirmé être soulagée par les résultats du vote. La poursuite de la grève aurait pu provoquer des affrontements lors de la reprise des cours prévue jeudi.

« On savait que ce serait un choix déchirant pour nos étudiants puisque la question de fond n'est pas réglée, a indiqué Denyse Blanchet. Mais quand nous disions que nous n'avions pas de marge de manœuvre pour finir la session, c'est vraiment vrai. Nous n'avons pas les moyens de contrecarrer une loi. »

Plusieurs retours en classe

Les étudiants du Collège Montmorency s'ajoutent à ceux du Cégep de Saint-Jérôme, dans les Laurentides, et du Collège de Valleyfield, en Montérégie, qui, dès la semaine dernière, avaient voté en défaveur de la grève.

Du côté du Collège Édouard-Montpetit, la rentrée scolaire doit avoir lieu mercredi, mais une nouvelle assemblée générale devrait se tenir le 12 septembre, à l'issue des élections provinciales.

Les étudiants du Cégep Marie-Victorin et du Collège de Maisonneuve, à Montréal, ont quant à eux amorcé leur retour en classe dans un calme plat mardi.

Mettre un « X » sur une session

Par ailleurs, d'autres étudiants ne retourneront pas de si tôt sur les bancs d'école. Au Cégep du Vieux-Montréal, lundi, les élèves ont voté pour la poursuite de la grève, après plusieurs heures de discussion en assemblée générale dans le gymnase de l'institution scolaire. Dimanche, le Cégep de Saint-Laurent a lui aussi reconduit la grève, par une très faible marge.

Le président de la Fédération des cégeps du Québec s'est dit bien inquiet pour ceux qui décident de poursuivre la grève. « Si on met un "X" »

sur une session dans un parcours scolaire, c'est catastrophique. Juste de dire qu'on ne peut pas compléter une session, ça a un impact direct pour ceux qui vont à l'université, pour ceux qui terminent un DEC technique », a expliqué Jean Beauséne.

Référendum

À l'Université de Sherbrooke, les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines ont décidé de se prononcer plus tard par un référendum de trois jours sur la poursuite de la grève.

Aux cycles supérieurs, plus de 1000 étudiants ont décidé de suspendre la grève pendant la campagne électorale; ceux en science et en éducation. Ceux en histoire ainsi qu'en lettres et communications ont choisi de poursuivre les moyens de pression.

Afficher 1-79 de 113 commentaires (Montréal)

Afficher 2 commentaires (Québec)

Oldnick51 1 commentaire masqué

Arrêter de dire une grève...ce n'est pas une grève mais un boycott, ils ne sont pas des travailleurs salariés mais des clients qui payent pour un service , vous les médias vous savez comment attiré un feu de paille...

08/14/2012 01:29 PM

asiros1 1 commentaire masqué

Quelle crise?

Elles se marièrent et eurent beaucoup d'enfants...

08/14/2012 12:35 PM

LE DEVOIR: Dur coup pour la grève générale illimitée: Trois cégeps ont voté hier pour le retour en classe ; la grève se poursuit au Cégep du Vieux-Montréal – Mardi 14 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Près de 1500 étudiants se sont rendus au Collège de Maisonneuve hier pour se prononcer sur la reconduction de la grève. Les étudiants de ce collège, ainsi que ceux du Cégep Marie-Victorin et du Collège Édouard-Montpetit, ont voté pour la rentrée scolaire. Au Cégep du Vieux-Montréal,

un vote serré pour la reconduction de la grève a été confirmé après un recomptage.

Le vote dans les quatre cégeps

Collège Édouard-Montpetit : 1763 étudiants sur 6000 ont voté la reprise des cours à main levée, par une majorité d'environ 80 %.

Cégep Marie-Victorin : 961 étudiants se sont prononcés contre la grève, 590 ont voté pour, 21 se sont abstenus, pour un taux de participation d'environ 27 %.

Collège de Maisonneuve : 1480 membres ont voté contre la grève et 854 ont voté pour. Le taux de participation était d'environ 42%.

Cégep du Vieux-Montréal : 879 étudiants ont voté pour la grève, 861 ont vo-

té contre, pour un taux de participation de 25%.

Raphaël Dallaire Ferland

Les mandats de grève générale illimitée tombent un à un dans les cégeps. Le Collège Édouard-Montpetit, le Cégep Marie-Victorin et le Collège de Maisonneuve ont voté lundi le retour en classe, s'ajoutant aux trois cégeps qui ont ratifié la fin de la grève la semaine dernière.

Au terme d'une assemblée générale qui a duré plus de cinq heures et qui a été infiltrée par plusieurs dizaines de militants de la manifestation nocturne, les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont réitéré leur mandat de grève jusqu'à l'obtention de la gratuité scolaire. Le vote était si serré qu'il a nécessité un recomptage.

En décidant du sort de 22 500 cégépiens, ces quatre assemblées ont marqué un moment

décisif pour le mouvement. Des quelque 160 000 étudiants qui boycottaient leurs cours au plus fort de la grève ce printemps, il en reste environ 110 000. Si ce nombre venait à tomber sous la barre des 100 000, plusieurs associations universitaires et collégiales mettraient automatiquement fin à leur mandat de grève.

Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, a accusé le coup : « Il y a une tendance qui est en train de s'implanter. Il y a six cégeps qui ont décidé de retourner en classe sur quatorze. C'est presque la majorité » des cégeps qui avaient un mandat de grève, a-t-elle concédé en entrevue téléphonique au Devoir.

Mobilisation tranquille

Tôt lundi matin, des militants brandissant banderoles et casseroles étaient aux portes des quatre cégeps qui votaient la reconduction de la grève. L'action de solidarité s'est déroulée sans heurts ; les forces policières n'ont procédé à aucune arrestation et à aucun avis de dispersion.

Le seul accroc s'est produit au Collège de Maisonneuve - où une centaine de personnes sont parvenues à bloquer l'accès aux enseignants et aux administrateurs - lorsqu'un jeune homme arborant le carré vert s'en est pris à une banderole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). L'agitateur ainsi que l'étudiant au carré rouge qui a tenté de l'en empêcher ont été placés à l'écart par les policiers sans qu'aucune accusation soit déposée contre eux.

La première rentrée scolaire s'est effectuée dans le calme lundi matin au Cégep André-Laurendeau, sous l'oeil vigilant des policiers.

Ce retour en classe pacifique contredit les appels nationaux et même internationaux au renforcement des lignes de piquetages qu'avaient lancés des associations affiliées à la CLASSE (Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM, Association étudiante du Cégep Saint-Laurent) et des groupuscules indépendants (Les Réseaux, Les Théoriciens et l'Ordre du Carré Noir).

Selon Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE, l'absence de lignes de piquetage lundi montre l'efficacité de la mobilisation étudiante plutôt que d'une perte d'élan : « Au début, il devait y avoir des cours à Marie-Victorin et à Maisonneuve. Mais suite à la pression exercée par ces groupes, la direction de ces deux cégeps a décidé de retarder la rentrée d'une journée » afin que les votes de reconduction de grève s'opèrent dans l'ordre.

Votes sous influence

Éliane Laberge est catégorique : depuis le début du mouvement étudiant, le ministère de l'Éducation, la Fédération des cégeps et des administrateurs des institutions collégiales et universitaires « tentent d'influencer la décision des étudiants en assemblée générale » par le mensonge et la menace. Cette salve de votes de grève ne fait pas exception.

Le 10 août, le directeur général du Collège Édouard-Montpetit Serge Brassat envoyait à la

communauté étudiante un communiqué intitulé *Le mercredi 15 août, c'est votre retour en classe !*, dans lequel il assurait que « tout est en place pour le retour en classe [...] Et vous serez nombreux, croyez-moi ! ». Il rappelait aussi que « le Collège a l'obligation de faire respecter l'article 14 de la Loi 12 » qui interdit d'entraver l'accès aux établissements publics.

« Tout au long de la grève, il était fréquent de voir des administrateurs envoyer des courriels sans prévenir les associations étudiantes. Oui, il faut les informer sur le calendrier scolaire [...], mais c'est autre chose de chercher à les influencer par la peur », déplore Éliane Laberge.

Importante manif de soir

Si la grève s'essouffle, la mobilisation continue. La 112e manifestation nocturne de lundi soir a réuni plusieurs centaines de personnes au centre-ville de Montréal. Les protestataires ont d'abord marché de manière plutôt festive non loin du Cégep du Vieux-Montréal. Par la suite, les manifestants s'en sont pris notamment à la plupart des pancartes électorales sur les rues Sherbrooke et Maisonneuve. Des graffitis ont été peints et 4 vitres de commerces ont été fracassées. La marche a été dispersée vers 23h30 après que le Service de police de la ville de Montréal l'eut qualifiée d'attroupement illégal.

Vos réactions (21)

THE GAZETTE : Time, money key issues for student voters : most favour return to classes; Little commotion evident at many CEGEPs where students returned to school – Tuesday, August 14, 2012

By RENÉ BRUEMMER, The Gazette August 14, 2012

In the parking lot outside Collège Maisonneuve, Shanie Goyer found herself torn between youthful idealism and practicality Monday.

The 19-year-old social sciences major was an early advocate of the protests against the Liberal government's university tuition increases, picketing with her peers who had boycotted classes since Feb. 22. But after nearly six months out of school and facing the spectre of missing her university year, the ardour was waning.

"I'm really divided," she said. "I still believe in a lot of the ideals that we stood for with the strike. But I also want to finish my term."

In the end, the decision would come down to a question of time and money, she said.

"If I have to miss my university year, it will cost me more than the tuition increases would have," she said.

On Monday, similar struggles between practicality and fleeting time caught up with the student movement at several of the 14 CEGEPs that had been boycotting classes when the Liberal government invoked Bill 78 on May 18, putting their spring session on hold and ordering them back to class this week.

Students turned out en masse and voted for a return to class after nearly six months of boycotts. At Collège de Maisonneuve, 2,200 of the school's 5,800 students showed up after a concerted effort by administrators to get out the vote, and 1,400 opted to return to class. At CEGEP Édouard-Montpetit in Longueuil, more than 600 students voted 90 per cent against continuing the boycott, the Fédération collégiale étudiante du Québec reported. At Marie-Victorin

in Montreal North, the vote was 900 to 500 in a favour of a return.

Of eight CEGEPs to hold general assemblies so far, six have voted for a return. The relatively hardline CEGEP St. Laurent voted narrowly on Sunday to continue its boycott, but under the provision at least 20,000 students join them in the strike. If the trend continues, they will not obtain the support they were seeking.

Students who continued the strike would likely lose their semester, the government and Fédération des Cégeps warned, and protesters or organizations who blocked access to schools could face crippling fines.

CEGEP de Vieux Montréal students apparently voted to maintain the boycott by a small margin and a recount was being held at press time. Protesters from the nightly march briefly invaded their general assembly and this promised to prolong talks. The remaining six CEGEPs are slated to vote this week.

Monday's votes were disappointing, representatives of CLASSE, the province's largest and most militant student federation, admitted Monday. On Sunday, they had called on their members to continue the boycotts. But the results were not surprising given the pressure put on students.

"It's a very hard context, the students are tired after five months of strike, and of course with the repressive bill (the Liberal government's anti-protest Bill 78) and elections, it's a hard context for the renewal of the movement," said Jérémie Bédard-Wien, spokesperson for the Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. But the fire still burns, he said, evidenced by the fact some schools have voted for a one-day strike to be held for the Aug. 22

mass demonstration, and others voted to have another vote after the elections. A handful of university associations representing more than 5,000 students have voted to continue their strikes, Bédard-Wien said, and more votes are coming. And a protest march was immediately scheduled by another group for Monday night.

"It's definitely not a decline of the movement," he said. "I think we're entering a new chapter - these are not votes for tuition hikes or against the principal of striking as a very effective means of action - these are votes of tiredness."

The vote results don't represent a loss, said Fédération collégiale étudiante du Québec (FECQ) president Éliane Laberge, but a change in tactics - the provincial elections.

"On Sept. 5, if another government is elected, maybe we won't have a tuition increase anymore," she said.

Meanwhile on Monday, Montreal Mayor Gérald Tremblay said the city has a commitment from the Quebec government to reimburse it for all the expenses that were caused by student demonstrations, including extra pay for police officers and blue-collar workers.

There was little commotion at many CEGEPs as students returned to school Monday at CEGEP André-Laurendeau in LaSalle, or voted to return at other schools, under the watchful eye of discreet police.

At André-Laurendeau, the first CEGEP to return to classes after their boycott, teachers handed apples to their 2,900 returning students

Christopher Curtis and Roberto Rocha of The Gazette contributed to this report



Philippe Bourdon et Sarah-Maude Lefebvre

Au terme d'un vote extrêmement serré, les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont finalement reconduit la grève, tard hier soir.

Après cinq heures de débat et un recomptage, le vote s'est conclu par un score de 879 étudiants en faveur de la grève contre 861 contre, avec un taux de participation d'environ 25 %.

Il s'agit du deuxième établissement collégial qui choisit de reconduire la grève depuis le début des votes sur le prolongement du boycottage des cours.

Samedi dernier, le Cégep Saint-Laurent a aussi opté pour la poursuite de la grève, à condition qu'au moins 20 000 autres étudiants à travers la province continuent le boycottage.

Continuer jusqu'au bout

Les positions étaient nombreuses et contradictoires parmi les étudiants de l'établissement rencontrés par le Journal juste avant la tenue du vote.

Stéphanie distribuait des tracts de la CLASSE devant le cégep. Pour elle, le combat devait continuer. « La grève n'arrête pas, on continue jusqu'à la gratuité scolaire. C'est notre seul moyen de pression, on ne peut l'abandonner aussi facilement. Pour moi, c'est simple. L'éducation est un droit et non un luxe ».

Un carré vert

Un seul étudiant arborant un carré vert a été aperçu. Marc Paquin effectue un retour aux études après de longues années de service dans la marine canadienne.

Pour lui, le combat social contre la hausse est juste, mais son impact est trop large : « Je suis d'accord au point de vue social qu'une hausse n'a pas sa place, mais ce n'est pas intègre que cela se fasse sur le dos des autres ».

« Confus »

Entre les convaincus du clan des carrés rouges et ceux du carré vert se tenaient les étudiants ne sachant trop quoi penser.

Éric est étudiant en design intérieur. « J'étais clairement pour la grève au début, je suis contre le néo-libéralisme. Mais maintenant, je ne sais plus trop quoi penser, je m'inquiète pour mon sort personnel aussi. »

Les 6900 étudiants du Cégep du Vieux-Montréal boycottent leurs cours depuis le 16 février.

[Afficher 1-76 de 81 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 6 commentaires \(Québec\)](#)

SuiSaBoutE

Taux de participation de 25% .. sa fait juste prouver combien les Étudiants se foute de leur Avenir ... On voit que sa leur tiens a Coeur !!

[08/14/2012 10:29 AM](#)

trisyoan

Individuellement et collectivement c'est eux qui vont payer.....

horaire chargé carrière reporté salaire perdu il n'y à que des inconvénient

[08/14/2012 08:53 AM](#)

Maki550

Cessez de nous faire suer avec les étudiants. S'ils ne veulent pas retourner en classe c'est leur choix. Ceux qui sont contre n'ont qu'à se présenter et voter quand c'est le temps.

De toute façon, selon le Robert, une grève c'est : Une cessation volontaire et collective décidée par des SALARIEE. Alors...

Cessez de donner autant de visibilité à ces jeunes et peut-être que s'ils ne se voient pas toute la journée à la télé, s'ils ne sont par poursuivis par les journalistes ils cesseront de se prendre pour des personnalités médiatiques et finalement, nous ficheront la paix.

[08/14/2012 08:40 AM](#)

Voici_quoi

Le risque d'arrêt de la session grandit à mesure que les votes pour la grève augmentent, et une mention d'échec avec cet arrêt. Ne rêvez pas à la gratuité, rien n'est gratuit dans la vie, il y a des choix déchirants à faire et c'est ce qui crée les classes sociales. On ne peut pas vivre sans ses différentes classes sociales. C'est comme pour l'achat d'un bien de consommation, on achète ce qu'on peut avec nos moyens, sinon on s'endette et on creve....

[08/14/2012 07:46 AM](#)

lawry222

Un grand merci au jeune de la classe pour ce vote qui va faire réélire Jean Charest

[08/14/2012 07:21 AM](#)

cloeangie

Un étudiant QUI NE SAVAIT PAS S'IL DEVAIT VOTER POUR OU CONTRE LA POURSUITE mentionne. « J'étais clairement pour la grève au début, je suis contre le néo-libéralisme. Mais maintenant, je ne sais plus trop quoi penser, ****JE M'INQUIÈTE POUR MON SORT PERSONNE AUSSI**** . Je m'excuse mais si cet étudiant et plusieurs autres parmi les 879 autres qui ont voté pour la poursuite ont été indécis comme ça. Laissez moi vous dire les p'tits PITS que vous n'êtes pas ENCORE ASSEZ INQUIÈTE DE VOTRE SORT ET QUÉ VOTRE RÉVEIL SERA TRÈS BRUTAL. La gratuité n'y compté pas..... Je ne peux pas croire que rendu au CEGEP vous croyez encore au Père Noël.

[08/14/2012 06:37 AM](#)

[JOURNALMONTREAL / JOURNALQUEBEC : Retour confirmé dans 3 cégeps - Publié le: lundi 13 août 2012, 23H07 | Mise à jour: lundi 13 août 2012, 23H23](#)

Vidéo : Notre journaliste, Philippe Bourdon-Tremblay, rencontre des étudiants juste avant le vote au cégep du Vieux-Montréal, 13 août 2012, Journal de Montréal Sarah-Maude Lefebvre

Dur coup hier pour le mouvement étudiant. Les étudiants de trois cégeps ont choisi de mettre fin au boycottage des cours et de rentrer en classe, abaissant à un peu plus de 100 000 le nombre de grévistes.

Tour à tour hier, les étudiants du Cégep Édouard-Monpetit, du Cégep Marie-Victorin ainsi que du Collège de Maisonneuve ont choisi de mettre un terme à la grève étudiante.

Contrairement aux votes tenus la semaine dernière, les taux de participation ont été relativement élevés aux trois scrutins et le retour en classe a été adopté par une forte majorité dans chacun des cégeps.

Au Cégep Édouard-Monpetit, environ 1 500 étudiants se sont présentés aux urnes. Même

s'ils ont mis fin à la grève, les étudiants ont toutefois décidé de boycotter leurs cours le 22 août prochain, à l'occasion d'une manifestation organisée par la CLASSE, au centre-ville de Montréal. Aussi, une assemblée générale se tiendra le 12 septembre, après les élections.

Déception

Ces résultats n'ont pas manqué de décevoir les associations étudiantes, notamment la CLASSE qui avait lancé au cours des derniers jours un appel au prolongement du boycottage des cours. « C'est sûr qu'on aurait préféré que la grève se poursuive, car c'est selon nous le moyen le plus efficace d'obtenir un gain », a commenté la porte-parole, Jeanne Reynolds.

« Nous n'avons pas perdu, a affirmé pour sa part la présidente de la FECQ, Éliane Laberge. On dispose d'un autre moyen pour se faire entendre, ce sont les élections. C'est sans doute ce qui a pesé dans la balance pour bien des étudiants. »

« L'enfer »

Tant du côté des associations étudiantes que de la Fédération des cégeps, on s'attend à un retour en classe serein au cours des prochains jours, à l'image de celui effectué hier matin au Cégep André-Laurendeau où les étudiants ont mis fin au boycottage des cours la semaine dernière.

Un travail « énorme » attend toutefois les cégepiens, prévient Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep.

« Il va falloir mettre les bouchées doubles pour terminer la session. Ça va être assez l'enfer, avec des cours la fin de semaine dans certains cas », affirme le président Mario Beauchemin.

► Aujourd'hui : votes au Cégep Montmorency et au Cégep Lionel-Groulx.

[Afficher 22 commentaires \(Montréal\)](#)

[JOURNALMÉTRO : Début du retour forcé en classe ce lundi - Mise à jour: lundi 13 août 2012 | 22:42](#)





Archives Métro

Par Marie-Michèle Sioui La Presse Canadienne
MONTREAL – Le carré rouge ne rime peut-être pas avec la contestation et la rue après tout, car les cégépiens québécois, qu'ils portent le désormais célèbre calicot ou non, semblent opter pour un retour en classe.

Tandis que le retour forcé en classe s'est amorcé lundi pour plusieurs cégeps touchés par la loi spéciale votée par le gouvernement libéral de Jean Charest au printemps, jusqu'à présent, la majorité des étudiants qui ont dû s'exprimer lors d'un vote ont choisi de retourner sur les bancs d'école.

Les quelque 1500 étudiants réunis au collège Édouard-Montpetit, à Longueuil, ont voté lundi pour un retour en classe jusqu'au 19 septembre. À vue de nez, 80 pour cent des membres présents ont pris cette décision, non sans faire le choix d'une grève d'une journée le 22 août prochain afin de participer à la manifestation organisée par la CLASSE.

La grève a également été arrêtée au cégep Marie-Victorin, où 961 des 1575 étudiants présents en assemblée générale ont voté contre sa poursuite.

Même résultat au collège de Maisonneuve, où 854 étudiants ont voté pour la poursuite de la grève et 1480 s'y sont opposés.

Ces votes s'ajoutent à ceux tenus la semaine dernière et qui ont officialisé le retour en classe dans trois autres institutions. Au cégep de Saint-

Jérôme, on a opté pour une trêve, tandis qu'au collège de Valleyfield et au cégep André-Laurendeau, les étudiants ont décidé de mettre fin à leur grève.

Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal ont décidé, quant à eux, de continuer la grève. Le vote a été si serré qu'il y a eu un recomptage. Finalement 879 personnes ont voté en faveur de la grève et 861 s'y sont opposées. Avant ce vote, seuls les cégépiens du collège de Saint-Laurent s'étaient prononcés en faveur de la poursuite de la grève.

Mais ceux qui retournent en classe promettent de ne pas abandonner la lutte, comme l'a remarqué Élodie Trudeau, 18 ans, qui étudie en sciences humaines au collège Édouard-Montpetit.

«Plusieurs carrés rouges disaient qu'il était mieux de faire valoir notre opinion en allant voter en septembre», a-t-elle relaté au terme d'une assemblée générale ponctuée d'applaudissements, mais également de huées.

«Certains disaient qu'on serait plus fort dans la rue, mais d'autres martelaient que, peu importe ce qu'on allait faire, Jean Charest allait le prendre contre nous.»

D'autres votes doivent avoir lieu au cours de la semaine dans plusieurs établissements.

Voulant encourager un retour en classe dans tous les établissements, le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, n'a quant à lui pas caché que la session pourrait être annulée sans un retour rapide des étudiants.

Selon M. Beauchesne, s'il est impossible de terminer la dernière session d'hiver, il vaut mieux se concentrer à accueillir dans les cégeps les élèves qui ont terminé le secondaire et aller de l'avant avec la session d'automne.

Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire ont indiqué au cours de la fin de semaine qu'elles n'avaient pas donné de mot d'ordre à leurs associations membres, laissant le soin à chacune d'elles de décider de reconduire la grève ou de reprendre les cours.

Cependant, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

incite plutôt les associations étudiantes à reconduire les votes de grève.

Certains groupes anarchistes répètent par ailleurs que les votes de grève des étudiants sont plus démocratiques que les élections générales et estiment que leur système de démocratie directe ne devrait pas être assujéti aux stratégies électorales des partis provinciaux et du «système de démocratie représentative».

Anarchiste fort connu et acteur de divers mouvements sociaux et contestataires, Jaggi Singh a envoyé de nombreux «tweets» dans lesquels il précise que les étudiants en grève ne s'en prennent pas à un parti ou un gouvernement en particulier, mais plutôt à un «système destructif» dans son ensemble. Il appelle ainsi au maintien des grèves pendant la campagne électorale.

Montrer 1 commentaire

pagery3 Réduire

Il est plus que probable que les esprits chauffés du printemps 2012 passent d'ors et déjà de réchauffés en mode surchauffés, compte tenu du vide de gouvernance provinciale causé par la campagne électorale dont l'auteur, Jean Charest, a pris le risque aveuglement calculé de son retour majoritaire au pouvoir. À sa face même et à son incontestable évidence, la situation des étudiants qui sont pilotés par les forces actives et explosives des tenanciers du pouvoir parallèle, risque d'atteindre un point de non-retour. Pour les étudiants qui vivent dans le pathos de l'immersion négationniste totale, l'asphalte de la rue sera la seule issue les menant tout droit dans les culs-de-sacs du chaos collectif et de la catastrophe individuelle, puisque la gratuité scolaire est une utopie et que l'augmentation des frais de scolarité est un sine qua non de la survie d'un système qui, par ailleurs, doit subir un dégraissage et une cure de survie, avant qu'il ne pourrisse de l'intérieur, en raison du laxisme quasi démentiel que s'autorisent les autorités rectores des Universités et les directions générales des Collèges qui agissent tels des pontifes dont les ex cathedra doivent être sanctionnés.

LA PRESSE: Les fédérations étudiantes divisées - Publié le lundi 13 août 2012 à 08h06

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Le mouvement étudiant ne s'entend pas sur la position à adopter pour l'automne: la CLASSE appelle à poursuivre la grève, alors que les fédérations étudiantes misent sur le scrutin pour annuler la hausse des droits de scolarité.

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), s'est d'ailleurs dite «surprise» par l'appel de la CLASSE et a ajouté que l'organisation aurait peut-être dû donner l'occasion à ses membres de se réunir avant de lancer un mot d'ordre. «Lorsqu'on prône les débats en assemblées générales, il faudrait laisser la chance aux étudiants de se prononcer», a-t-elle critiqué.

Appel au débrayage

Sans surprise, la plus radicale des associations étudiantes nationales a voté samedi en faveur d'un appel au débrayage.

«C'est un moyen d'action qui a fait ses preuves et qui a réussi à apporter beaucoup d'acquis sociaux», a affirmé la co-porte-parole Jeanne Reynolds, en point de presse. «On s'est dit que oui, c'est toujours pertinent la grève.»

Pourtant, l'accueil réservé à la grève dans les assemblées générales tenues depuis une semaine est plutôt froid. Deux cégeps (Valleyfield et Saint-Jérôme) retourneront en classe cette semaine, alors que la poursuite de la grève a été appuyée par une très mince majorité au cégep de Saint-Laurent. L'établissement est pourtant reconnu comme l'un des plus combatifs au Québec.

Selon la CLASSE, une «majorité importante» des associations membres a appuyé l'idée.

L'appel de l'organisation contre une trêve électorale était prévisible. Depuis une dizaine de jours, l'organisation diffuse des affiches clamant que

«le 13 août, la grève continue». Son journal officiel appelait aussi à poursuivre la grève.

Stratégie de la FEUQ

L'organisation dirigée par Martine Desjardins a préféré se tourner vers les urnes pour tenter de bloquer la hausse décrétée par les libéraux de Jean Charest.

Ainsi, la FEUQ a acheté du temps d'antenne afin de diffuser une publicité radio appelant les jeunes à voter. Une capsule vidéo a aussi été réalisée. De plus, l'organisation s'est officiellement positionnée contre les libéraux et les caquistes. «On veut défavoriser l'élection des partis qui proposent une hausse des droits de scolarité», a-t-elle affirmé.

TVANOUVELLES : Grève contre la hausse des frais de scolarité : Trois cégeps votent pour la reprise des cours - Première publication lundi 13 août 2012 à 07h19 / Mise à jour : lundi 13 août 2012 à 14h35

Agence QMI et TVA Nouvelles

Les étudiants du **Cégep Marie-Victorin** et du **Collège de Maisonneuve**, à Montréal, ainsi que ceux du **Collège Édouard-Montpetit**, à Longueuil, ont voté lundi pour un **retour en classe**. La reprise des cours au Collège de Maisonneuve a été votée par 1480 votants contre 854 qui souhaitaient poursuivre le mouvement de grève contre la hausse des frais de scolarité.

Au Cégep Marie-Victorin, les débats avaient commencé vers 10 h lundi et ont duré jusqu'à

15h. Sur les 1501 étudiants qui se sont prononcés, 961 ont souhaité reprendre les cours.

Enfin au Collège Édouard-Montpetit, environ 1500 étudiants, soit environ 25 % des étudiants, se sont présentés aux urnes. Le vote s'est effectué à main levée et l'option du retour en classe a été adoptée par une forte majorité, avec une exception le 22 août, jour de la prochaine grande manifestation organisée par la CLASSE contre la hausse des frais de scolarité. Par ailleurs, une

nouvelle assemblée générale se tiendra le 12 septembre, à l'issue des élections provinciales.

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal devaient également se prononcer lundi soir sur la poursuite de la grève. Le vote n'avait pas encore eu lieu peu avant 18h30.

Rentrée scolaire

Lundi matin, la première rentrée étudiante, au Cégep André-Laurendeau, dans l'arrondissement de LaSalle, à Montréal, s'est déroulée sans encombre. Les étudiants qui fréquentent ce cégep



avaient voté pour un retour en classe la semaine dernière.

Au Collège de Maisonneuve et au Cégep Marie-Victorin, la direction avait décidé de reporter la rentrée, initialement fixée ce lundi, à mardi, préférant attendre le résultat du vote des étu-

dants. Au Collège Édouard-Montpetit, la rentrée scolaire aura lieu mercredi.

D'une manière générale, la rentrée scolaire doit se dérouler cette semaine dans les collèges où les cours avaient été suspendus au début de l'été.

Le Cégep de Saint-Jérôme, dans les Laurentides, et le Collège de Valleyfield, en Montérégie, avaient voté, la semaine dernière, en faveur d'un retour en classe tandis que, dimanche, le Cégep de Saint-Laurent avait reconduit la grève par une très faible marge.

JOURNALDEMONTRÉAL : Édouard-Montpetit | Marie-Victorin | Maisonneuve : La grève se poursuit au Cégep du Vieux-Montréal - Publié le: lundi 13 août 2012, 7H08 | Mise à jour: lundi 13 août 2012, 22H58

VIDÉO : La rentrée s'est faite sous haute surveillance ce matin au cégep André-Laurendeau. Des policiers étaient installés aux entrées pour assurer le bon déroulement du retour des étudiants en classe. , 13 août 2012 , TVA Nouvelles

Sarah-Maude Lefebvre

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont voté pour la poursuite de la grève lundi en fin de soirée après plusieurs heures de discussion en assemblée générale dans le gymnase de l'institution scolaire.

Les résultats très serrés ont mené à un recomptage qui a confirmé la poursuite de la grève. Parmi les étudiants présents, 879 ont voté pour la poursuite de la grève alors que 861 ont voté contre.

Plus tôt lundi, les étudiants du Cégep Édouard-Montpetit, du Cégep Marie-Victorin et du Cégep de Maisonneuve ont choisi de mettre fin au boycottage des cours.

Le vote en faveur du retour en classe a été remporté par une forte majorité. Environ 1480 étudiants ont décidé de rentrer en classe contre 854 qui souhaitent poursuivre la grève.

Au Cégep Édouard-Montpetit, environ 1500 étudiants se sont présentés aux urnes, pour un taux de participation d'environ 25%. Le vote s'est effectué à main levée et l'option du retour en classe a été adopté par une forte majorité.

Les étudiants ont toutefois décidé de boycotter leurs cours le 22 août prochain, à l'occasion d'une manifestation organisée par la CLASSE, au centre-ville de Montréal. Aussi, une assemblée générale se tiendra le 12 septembre, après les élections.

Du côté du Cégep Marie-Victorin, 590 étudiants ont voté en faveur de la poursuite de la grève contre 961 qui souhaitaient retourner sur les bancs d'école, pour un taux de participation d'environ 27%

Journée décisive

Il s'agit d'une journée décisive pour le mouvement étudiant. Les trois cégeps ayant voté jusqu'à maintenant ont opté pour un retour en classe. En fin de journée aujourd'hui, ce sera enfin au tour des étudiants du Vieux-Montréal de se prononcer.

En raison de la forte affluence des étudiants et l'importance de la question à débattre, on prévoit que l'assemblée générale pourrait durer plusieurs heures.

Craignant des débordements, les directions du Collège de Maisonneuve et du Cégep Marie-Victorin ont repoussé le retour en classe à demain, alors qu'il devait initialement avoir lieu aujourd'hui. Seul le Cégep André-Laurendeau a ouvert ses portes ce matin. Les étudiants avaient voté en faveur d'un retour en classe la semaine dernière. La rentrée s'est déroulée paisiblement, ce qui a "soulagé" le directeur de l'établissement, Hervé Pilon.

Présence policière

Les agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) seront présents toute la journée sur les campus des cégeps où se déroulera un vote de grève. Jusqu'à maintenant, aucune intervention n'a été effectuée et tout se déroulerait dans le calme.

Au Collège de Maisonneuve, une centaine de manifestants munis de casseroles ont fait le pied

de grue ce matin devant l'entrée de l'établissement en attendant le début du vote, sous l'œil attentif de plusieurs policiers.

Le SPVM a annoncé la semaine dernière par voie de communiqué qu'aucune intervention en lien avec la loi 78 n'aurait lieu sans la requête des dirigeants d'établissement d'enseignement. En cas d'intervention, le SPVM transmettra le nom du contrevenant au Directeur des poursuites criminelles et pénales qui décidera si une amende s'impose, plutôt que de remettre une contravention sur-le-champ.

Rappelons que les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme et du Collège de Valleyfield ont choisi de retourner en classe la semaine dernière, tandis que ceux du Cégep de Saint-Laurent ont décidé de continuer le boycott des cours.

Les quelques facultés universitaires qui ont voté jusqu'à maintenant, notamment à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ont décidé de continuer la grève. À l'Université Laval, la plupart des facultés ont plutôt opté pour la grève électorale.

Votes aujourd'hui

Cégep Marie-Victorin

Cégep Édouard-Montpetit:

Collège de Maisonneuve:

Cégep du Vieux-Montréal: 17h00

Avec la collaboration de l'Agence QMI

[Afficher 1-80 de 292 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Plusieurs cégeps votent pour le retour en classe - Publié le lundi 13 août 2012 à 06h43 | Mis à jour le mardi 14 août 2012 à 14h23



Photo: Ivanoh Demers, La Presse

Au cégep Marie-Victorin, ils étaient environ 1600 étudiants réunis pour voter, après des débats longs et houleux. Finalement, 971 personnes ont opté pour un retour en classe et 590 contre.

Gabrielle Duchaine, La Presse

Quatre des cégeps les plus militants de la province ont été le théâtre de débats longs et houleux, lundi, lorsque des milliers d'élèves se sont réunis afin de décider de poursuivre ou non la grève. Les résultats, serrés, témoignent d'une véritable déchirure dans le mouvement étudiant. Mais pour la première fois depuis six mois, ceux qui souhaitaient retourner en classe ont parlé plus fort.

La journée, première d'une rentrée forcée étalée sur une semaine, s'annonçait mouvementée. Si les débordements craints n'ont pas eu lieu, les élèves se sont livrés à une véritable guerre de mots.

Dès les premières minutes, l'assemblée générale des élèves du cégep Marie-Victorin a dérapé. «Moi, je me câlisse de tous les points d'information à l'ordre du jour. Personne ne vit dans une grotte. Tout le monde sait ce qui se passe avec la grève. Tout ce que je veux, c'est retourner à l'école», a lancé un élève. La remarque a donné le ton. Les huées n'ont pas tardé. Les répliques acides non plus. «T'avais juste à être présent lors des dernières assemblées si tu voulais ton mot à dire», lui a répondu une jeune femme. «Je travaille, moi. Je n'ai pas juste ça à faire», a rétorqué l'autre.

Ils étaient environ 1600, entassés dans plus de quatre salles à l'ambiance explosive, tous inquiets à l'idée que l'autre camp se salue avec la victoire. Dans les minutes précédant la rencontre, certains élèves ont distribué des carrés rouges devant l'établissement, mais assez peu ont trouvé preneur. À l'intérieur, les opposants au mouvement de grève ont tenté de couper court à la discussion afin de passer plus rapidement au vote - sans succès. Il aura finalement fallu cinq heures d'échanges intenses avant que les membres ne soient finalement invités à lever leurs cartons pour se prononcer pour ou contre la poursuite de la grève. Lorsque les partisans du retour en classe ont compris qu'ils avaient gagné, des cris de joie ont éclaté partout dans l'établissement, où les cours avaient été suspendus pour éviter des débordements qui ne sont pas venus. En tout, 971 personnes ont voté pour le retour en classe et 590 contre.

Des militants dévastés

À la sortie, de jeunes militants étaient complètement dévastés, convaincus d'avoir fait la grève pour rien. «Je suis fâché. Beaucoup plus que je ne l'aurais cru», a confié Thomas Gauthier, élève de deuxième trimestre en musique classique. À fleur de peau, le jeune homme ne trouvait pas les mots justes pour décrire ses sentiments. «C'est très émotif comme situa-

tion, a-t-il dit. Il fallait tenir notre bout. Ce n'était pas le temps de lâcher.»

Derrière lui, trois élèves en technique d'éducation spécialisée, toutes mères de famille, partageaient leur déception. «J'ai quatre enfants et je suis monoparentale. Je ne vois pas comment je pourrai tous les envoyer à l'université», a dit en soupirant Line Caouette. «Pour nous, c'est une véritable perte de temps de faire la grève, mais on l'a fait pour nos enfants», a expliqué Andrée Beaudet. Son amie Patricia Barsalou a renchéri: «Si mon enfant veut être médecin, je ne veux pas qu'un manque d'argent brise son rêve.»

Même des élèves qui ont voté contre la grève ont dit ressentir un certain malaise. «Je croyais en la lutte, mais l'école est plus importante», a dit Célia Robicheau. D'autres cégépiens ont plutôt poussé un long soupir de soulagement.

Retour en classe

Au même moment, les élèves du cégep André-Laurendeau étaient les premiers à retourner en classe, sans les heurts appréhendés. Ceux du cégep du Vieux Montréal ont débattu pendant cinq heures avant de reconduire la grève, tard lundi soir, par une infime minorité (879 pour, 861 contre). Les élèves des collèges Édouard-Montpetit et de Maisonneuve ont quant à eux opté pour la fin des moyens de pression. L'association étudiante d'Édouard-Montpetit n'a pas révélé les résultats précis, alors que celle du Collège de Maisonneuve avance le chiffre de 62% des votes pour le retour en classe.

Les «pro-grèves» avaient pourtant été particulièrement bruyants dans les heures précédant la rencontre. Dès 8h, ils étaient quelques centaines devant les portes de l'établissement du quartier Rosemont, bannières et casseroles en main - un mélange d'élèves et de citoyens qui souhaitaient manifester leur appui. Ils avaient bon espoir que le mouvement ne s'essoufflerait pas. «La loi 78 n'a pas fonctionné, les élections non plus, dit-il. On a plus à gagner en continuant la lutte», martelait Saul Provençal, inscrit en technique informatique. Selon lui, le rapport de force des étudiants n'a jamais été meilleur qu'en ce moment. Ses camarades n'ont toutefois pas adhéré à cet argument.

Au Collège Édouard-Montpetit, l'assemblée a même refusé le droit de parole à un représentant de la CLASSE, qui souhaitait faire un état des lieux. Dans les autres cégeps, on a accepté d'entendre les représentants de la coalition, mais l'appel à poursuivre la grève malgré la période électorale, lancé dimanche, n'a pas été écouté.

Pour le moment, 8 des 14 cégeps touchés par la grève ont tenu un vote. Outre le cégep du Vieux-Montréal, seul le cégep de Saint-Laurent a choisi de reconduire la grève, à condition qu'au moins 20 000 élèves et étudiants fassent de même au Québec. Certaines facultés universitaires se sont aussi prononcées pour la grève.

Qui rentre quand?

Lundi 13 août

Cégep André-Laurendeau

Les élèves ont voté à 80% pour la fin de la grève. Ils sont rentrés en classe dans le calme.

Mardi 14 août

Collège de Valleyfield

Les élèves ont voté à 61% pour la fin de la grève.

Collège de Maisonneuve

Les élèves ont voté à 62% pour la fin de la grève.

Cégep Marie-Victorin

Les élèves ont voté à 61% pour la fin de la grève.

Mercredi 15 août

Collège Édouard-Montpetit

Les élèves ont voté à forte majorité pour la fin de la grève.

Cégep de Saint-Hyacinthe

Les élèves votent aujourd'hui.

Jeudi 16 août

Collège Lionel-Groulx

Les élèves votent aujourd'hui.

Collège Montmorency

Date de l'assemblée générale à déterminer.

Cégep de Saint-Jérôme

Les élèves ont voté à forte majorité pour une trêve électorale.

Vendredi 17 août

Collège Ahuntsic

Les élèves votent jeudi.

Collège de Bois-de-Boulogne

Les élèves votent jeudi.

Collège de Rosemont

Les élèves votent jeudi.

Cégep de Saint-Laurent

Les élèves ont voté à 52% pour la poursuite de la grève.

Cégep du Vieux Montréal

Les élèves ont voté à 50,5% pour la poursuite de la grève.

Lundi 27 août

Université du Québec à Montréal

L'Association facultaire étudiante des sciences humaines a voté pour la grève. D'autres assemblées sont à venir.

Université de Montréal

Deux associations départementales ont voté pour la grève. D'autres assemblées sont à venir.

Université Laval

Assemblées générales à venir.

Université de Sherbrooke

L'Association générale des étudiants en lettres et communication (cycles supérieurs) a voté pour la grève. D'autres assemblées sont à venir.

LE DEVOIR: La rentrée inquiète certains groupes de soutien – Lundi 13 août 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Lucille Plourde, membre du groupe Têtes blanches, carré rouge: «C'est la jeunesse qui m'a réveillée.»

Karl Rettino-Parazelli

Des groupes créés en soutien à la lutte étudiante du printemps se sont réunis hier à Montréal pour manifester leur inquiétude à la veille d'une rentrée scolaire « sous la contrainte de la loi 12 ».

Mères en colère et solidaires, Parents contre la hausse, Profs contre la hausse et Têtes blanches, carré rouge ont uni leurs voix pour interpeller les élus, les directions générales des collèges et les doyens des facultés universitaires.

Au maire de Montréal, Gérald Tremblay, et au ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, ils demandent notamment d'envoyer un message aux forces policières pour « mettre fin à la répression brutale ».

Ces groupes ont réitéré leur appui aux étudiants en insistant sur le fait qu'ils les soutiendront peu importent leurs choix. « Nous sommes pour le respect des décisions démocratiques des étudiants », a affirmé une des Mères en colère et solidaires, Carole Gélinas. « Le printemps nous a appris qu'on ne peut pas enseigner sous la contrainte, a ajouté Isabelle Baez, membre des Profs contre la hausse qui enseigne à l'UQAM. Peu importe le résultat des votes de grève, on est tous mal à l'aise. Ce n'est pas avec joie qu'on va rentrer au travail. »

Rappelons que la loi 12 (projet de loi 78) stipule que « tout établissement, ses dirigeants et ses représentants doivent prendre les moyens appropriés pour que soient dispensés, ou continuent de l'être, les services d'enseignement à l'ensemble des étudiants qui y ont droit ».

Toujours en vertu de la loi, la reprise des cours dans les collèges doit avoir lieu au plus tard ce vendredi.

La rentrée était prévue aujourd'hui pour les cégeps André-Laurendeau (qui n'est plus en grève), de Maisonneuve et Marie-Victorin. Puisque le vote de grève dans ces deux derniers établissements est également organisé aujourd'hui, la direction de chaque cégep a décidé de suspendre les cours pour la journée afin de permettre à tous de se prononcer.

Vos réactions

Roland Guerre - Inscrit, 13 août 2012 03 h 17

Pour les franchises universitaires

Oublions la détestable loi 78 / 12. Partons du principe que le respect des franchises universitaires est la meilleure voie pour restaurer l'harmonie, troublée par l'intervention intempestive d'un gouvernement mal inspiré, par une législation absurde, définir la part de chaque membre de la communauté, rendre ses lettres de noblesse à l'enseignement.

Les universitaires, les étudiants, pourront adopter de pressantes Adresses afin que le prochain législateur abroge cette funeste loi d'exception, rétablisse l'exercice des libertés universitaires.

LE DEVOIR: Conflit étudiant - La CLASSE appelle à la poursuite de la grève: Pas de mot d'ordre des fédérations étudiantes universitaire et collégiale – Lundi 13 août 2012

Un premier cégep décide de poursuivre la grève

Les membres de l'Association étudiante du Cégep Saint-Laurent (AECSL), affiliée à la CLASSE, ont décidé par une faible majorité de poursuivre la grève, mais à condition qu'un plancher de 20 000 grévistes au Québec soit respecté. Sur les quelque 3500 membres que compte l'association, 261 ont voté pour, 243 contre et 14 se sont abstenus. Plusieurs cégeps doivent également se prononcer sur la grève cette semaine. Les cégeps Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Marie-Victorin et Vieux-Montréal le feront aujourd'hui, Lionel-Groulx et Montmorency demain et Bois-de-Boulogne, Rosemont, Ahuntsic et Saint-Hyacinthe jeudi.

Karl Rettino-Parazelli

À l'aube d'une semaine ponctuée de votes de grève et de retours en classe, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) incite désormais clairement les associations étudiantes à poursuivre la grève, tandis que les fédérations étudiantes universitaires et collégiales excluent l'idée d'un mot d'ordre. Selon elles, mieux vaut laisser les étudiants choisir et se concentrer sur l'élection à venir en décourageant le vote pour les partis politiques qui favorisent une hausse des droits de scolarité.

« On n'a pas encore atteint la victoire ultime, qui est de combattre la hausse, donc on incite les associations étudiantes qui sont actuellement en train de réfléchir à la poursuite ou non de la grève de poursuivre cette grève-là », a expliqué la coporte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds à sa sortie du congrès de la coalition, tout en

précisant que les associations sont souveraines dans leur décision. Il y a un peu plus d'une semaine, la CLASSE avait refusé de donner un mot d'ordre en prévision des votes de grève à venir.

Celle-ci appelle par ailleurs les étudiants qui ont choisi de retourner en classe et la population en général à poursuivre la mobilisation. « On demande à toutes les personnes qui sont solidaires [des étudiants qui choisissent de poursuivre la grève] de les aider à faire respecter leur mandat de grève sur les campus. Si ça veut dire de tenir des lignes de piquetage pour ces associations-là, on convie les gens à aller aider et à être solidaires », a poursuivi Mme Reynolds.

Elle a également tenu à préciser que l'élection « n'est pas un référendum sur la question de la hausse des frais de scolarité » et que leur « lutte est légitime et sera toujours légitime face aux gens qui seront au pouvoir ». « On n'a pas fait six mois de grève pour avoir une élection, [...] pour se tourner les pouces et attendre de voir le nouveau visage de notre adversaire. »



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Jeanne Reynolds, coporte-parole de la CLASSE, hier: « On n'a pas encore atteint la victoire ultime. »

Emprunter le terrain électoral

La FECQ et la FEUQ tenaient également cette fin de semaine leur congrès respectif. Elles ont pour leur part répété qu'elles laissent le soin à leurs associations membres de reconduire la grève ou non et affirmé qu'elles veulent emprunter le terrain électoral pour poursuivre leur lutte.

« Il faut faire attention à ne pas confondre notre objectif, qui est l'accessibilité aux études, avec nos moyens, a prévenu la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. La grève a été un moyen efficace durant l'hiver, et les étudiants doivent maintenant déterminer si c'est toujours le cas. S'ils optent pour le retour en classe, ce ne sera pas un signe qu'ils sont moins mobilisés, mais qu'ils ont décidé que le vote démocratique était désormais le meilleur moyen pour atteindre notre but. »

Les deux fédérations ont annoncé hier lors d'une conférence de presse conjointe qu'elles espèrent convaincre les jeunes électeurs de voter en grand nombre, et de préférence pour un parti qui prône l'accessibilité aux études, ce qui exclut le Parti libéral et la Coalition avenir Québec.

Elles ont profité de l'occasion pour dévoiler une vidéo destinée aux réseaux sociaux et quatre publicités radio reprenant le slogan « le 4 septembre, je fais la différence ».

« Ce que nous invitons surtout les gens à faire, c'est d'avoir un regard critique sur les différents partis politiques et de choisir en fonction de leurs valeurs et de ce qu'ils veulent comme avenir pour le Québec », a ajouté la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

Vos réactions (17)

THE GAZETTE : More CEGEP students vote to return to class – Monday, August 13, 2012



Photograph by: Phil Carpenter/THE GAZETTE

Protesters gather at the entrance to Collège de Maisonneuve in Montreal on Monday, Aug. 13, 2012. Students at the CEGEP voted to extend the boycott of classes even though school was supposed to resume Monday.

By Rene Bruemmer

MONTREAL – In the parking lot outside Collège Maisonneuve, Shanie Goyer found herself torn between youthful idealism and practicality Monday.

The 19-year-old social sciences major was an early advocate of the protests against the Liberal government's university tuition increases, picketing with her peers who had boycotted classes since Feb. 22. But after nearly six months out of school and facing the spectre of missing her university year, the ardour was waning.

"I'm really divided," she said. "I still believe in a lot of the ideals that we stood for with the strike. But I also want to finish my term."

In the end, the decision would come down to a question of time and money, she said.

"If I have to miss my university year, it will cost me more than the tuition increases would have," she said.

On Monday, similar struggles between practicality and fleeting time caught up with the student movement at several of the 14 CEGEPs that had been boycotting classes when the Liberal government invoked Bill 78 on May 18, putting their spring session on hold and ordering them back to class this week.

Students turned out en masse and voted for a return to class after nearly six months of boycotts. At Collège de Maisonneuve, 2,200 of the school's 5,800 students showed up after a concerted effort by administrators to get out the vote, and 1,400 opted to return to class. At CEGEP Édouard-Montpetit in Longueuil, more than 600 students voted 90 per cent against continuing the boycott, the Fédération collégiale étudiante du Québec reported. At Marie-Victorin in Montreal North, the vote was 900 to 500 in a favour of a return.

Of eight CEGEPs to hold general assemblies so far, six have voted for a return. The relatively hardline CEGEP St. Laurent voted narrowly on Sunday to continue its boycott, but under the provision at least 20,000 students join them in the strike. If the trend continues, they will not obtain the support they were seeking.

Students who continued the strike would likely lose their semester, the government and Fédération des Cégeps warned, and protesters or organizations who blocked access to schools could face crippling fines.

CEGEP de Vieux Montréal students voted to maintain the boycott by a small margin of 878 to 861, after the final count was subjected to a recount. Protesters from the nightly march briefly invaded their general assembly and this promised to prolong talks. The remaining six CEGEPs are slated to vote this week.

Monday's votes were disappointing, representatives of CLASSE, the province's largest and most militant student federation, admitted Monday. On Sunday, they had called on their members to continue the boycotts. But the results were not surprising given the pressure put on students.

"It's a very hard context, the students are tired after five months of strike, and of course with the repressive bill (the Liberal government's anti-protest Bill 78) and elections, it's a hard context for the renewal of the movement," said Jérémie Bédard-Wien, spokesperson for the Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. But the fire still burns, he said, evidenced by the fact some schools have voted for a one-day strike to be held for the Aug. 22 mass demonstration, and others voted to have another vote after the elections. A handful of university associations representing more than 5,000 students have voted to continue their strikes, Bédard-Wien said, and more votes are coming. And a

protest march was immediately scheduled by another group for Monday night.

"It's definitely not a decline of the movement," he said. "I think we're entering a new chapter — these are not votes for tuition hikes or against the principal of striking as a very effective means of action — these are votes of tiredness."

The vote results don't represent a loss, said Fédération collégiale étudiante du Québec (FECQ) president Éliane Laberge, but a change in tactics — the provincial elections.

"On Sept. 5, if another government is elected, maybe we won't have a tuition increase anymore," she said.

Meanwhile on Monday, Montreal Mayor Gérald Tremblay said the city has a commitment from the Quebec government to reimburse it for all the expenses that were caused by student demonstrations, including extra pay for police officers and blue-collar workers.

There was little commotion at many CEGEPs as students returned to school Monday at CEGEP André-Laurendeau in LaSalle, or voted to return at other schools, under the watchful eye of discreet police.

At André-Laurendeau, the first CEGEP to return to classes after their boycott, teachers handed apples to their 2,900 returning students

Christopher Curtis and Roberto Rocha of The Gazette contributed to this report.

[10 comments](#)

JOURNALMÉTRO : Profs, parents et aînés soutiendront la décision des étudiants - Mise à jour: Dimanche 12 août 2012 | 22:37



Yves Provencher/métro

Par Philippe Boisvert Métro

Les regroupements Parents contre la hausse, Profs contre la hausse, Mères en colère et solidaires, ainsi que Têtes blanches carré rouge, appuieront la décision des étudiants, qu'il s'agisse d'un retour en classe ou d'une poursuite de la grève.

«En cette veille de rentrée, rien n'est réglé et la lutte se poursuit. Nous avons été impressionnés par les étudiants, par leur intelligence, leur rigueur, leur créativité, leur courage et leurs pratiques profondément démocratiques. À ces jeunes, nous voulons dire que peu importe le choix qu'ils feront, nous serons à leurs côtés et nous les appuierons», a lancé Gérard Talbot, représentant de Têtes blanches carré rouge, devant une centaine de personnes réunies à la place Émilie-Gamelin.

Plusieurs doutent cependant qu'un retour en classe se fasse sans heurt dans l'ensemble des établissements d'enseignement. «Nous appuierons les étudiants, peu importe la décision qu'ils prendront. Mais oui, nous sommes inquiets», a avoué Caroline Gélinas, porte-parole de Mères en colère.

Pour Isabelle Baez, enseignante au département de communications de l'UQAM, c'est le gouvernement sortant qui est à pointer du doigt. «On est tous (les professeurs) très mal à l'aise face à une éventuelle rentrée, car nous devons faire face à des élèves divisés. Le climat ne sera pas adéquat, parce que le gouvernement Charest n'a pas voulu véritablement négocier. Il a laissé pourrir la situation», a indiqué l'enseignante universitaire.

La semaine dernière, quelque 2000 professeurs de cégeps et d'universités ont signé un manifeste pour se montrer solidaire aux décisions des associations étudiantes.

Les étudiants de plusieurs établissements d'enseignement ont, au cours des derniers jours, voté en faveur d'une trêve électorale.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES / 24HEURES : CLASSE : La poursuite de la grève étudiante prônée - Publié le: dimanche 12 août 2012, 20H07 | Mise à jour: dimanche 12 août 2012, 20H17 / Première publication dimanche 12 août 2012 à 20h24 - Mise à jour : dimanche 12 août 2012 à 22h34 / Dimanche 12 août 2012, à 21h57



Photo Philippe-Olivier Contant
Camille Robert et Jeanne Reynolds, toutes deux porte-parole de la CLASSE

Agence QMI

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) demande à ses membres de poursuivre la grève étudiante et en appelle à une mobilisation citoyenne.

Dimanche, à l'issue de son congrès qui se tenait à Montréal, la CLASSE a dit espérer que les mandats de grève générale illimitée seront reconduits à l'occasion des nombreux votes de cette semaine qui auront lieu dans plusieurs établissements scolaires.

Le Cégep de Saint-Jérôme et le Collège de Valleyfield ont voté, la semaine dernière, en faveur d'un retour en classe tandis que, dimanche, le cégep de Saint-Laurent a reconduit la grève par une très faible marge.

«La lutte continue, plusieurs dizaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants sont toujours en grève générale illimitée, a déclaré Jeanne Reynolds, coporte-parole de la CLASSE. Plus encore, nous appelons l'ensemble de la population à nos côtés pour revendiquer une éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non discriminatoire.»

Pas d'appel au vote

Questionné sur les ondes de LCN à savoir si la CLASSE allait appeler à voter pour un parti en particulier le 4 septembre, la coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, a affirmé que «du côté de la CLASSE, on a préféré se retirer de ce débat-là dans la mesure où on ne croit pas que ce soit notre rôle d'appeler les gens à se prononcer sur ça, d'autant plus que les gens se sont assez politisés d'eux-mêmes pendant le printemps pour être capable de faire la réflexion par eux-mêmes et d'aller voter ou non, s'ils le considèrent important».

Mme Reynolds a ajouté que «pour nous (la CLASSE), les élections ce n'est pas quelque chose qui va régler tout le problème [...]».

Cette position de la CLASSE diffère largement de celle adoptée par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui appellent au vote des jeunes en grand nombre et au boycottage du Parti libéral du Québec (PLQ) et de la Coalition avenir Québec (CAQ).

Manifestation du 22 août

Par ailleurs, la CLASSE en appelle à une mobilisation sans précédent à l'occasion de la manifestation nationale du 22 août prochain, qui, selon

Mme Reynolds, «risque d'être la seule manifestation de la campagne électorale».

Sur la page Facebook de la CLASSE, on peut lire l'invitation suivante : «le 22 août, marchons pour une éducation libre de frais de scolarité, pour des services sociaux accessibles à tous et toutes. Marchons pour renverser la vapeur néolibérale. Marchons pour un Québec juste et égalitaire. Marchons vers un monde nouveau».

L'organisation souhaite qu'il s'agisse de «la plus grande marche de l'histoire du Québec» et qu'elle attire entre 200 000 et 500 000 manifestants.

«L'éveil politique de ce printemps a donné corps à une nouvelle vision de la démocratie : une démocratie populaire, la démocratie de la rue [...] Avec cette marche, nous annonçons nos couleurs, et elles ne sont pas partisans. Nous nous dresserons contre tout gouvernement qui proposera des mesures antisociales», a indiqué la CLASSE sur le réseau social.

Afficher 13 commentaires (Montréal)

[Tammy](#)

a déclaré Jeanne Reynolds, coporte-parole de la CLASSE.

Y a pas une erreur là?

me semblait qu'elle portai la parole des membres, pas qu'elle leur disait quoi penser...

Natifs, Yo93, si vous avez une explication.....

[08/13/2012 06:35 PM](#)

bigouuu

je me demande quel lutte parle t il ? excuser moi mais s il sont pas content qu'il cessent l école et qu il fassent comme nous ' qu'ils travaillent. c est bien beau la bonté, la dites société les

<p>beau discours mais je paie déjà assez, je fais déjà ma part pour cette dite société, c'est assez. mon gars attend pour entrer à l'université pour sa deuxième année mais il est pris à attendre pourquoi ?????? une gang de pogneux de beigne qui veillent tout avoir gratuitement. C'est étrange ma maison, ma voiture et tout ce que j'ai je travail pour l'avoir. Je rencontre des gens qui gagnent beaucoup plus que moi et je les jalouse pas, j'ai changé d'emploi pour devenir consultant dans un champ d'expertise, oui au lieu de brailler comme un veau je me suis pris en main, je n'étais pas satisfait de mon salaire et bien je me suis organisé pour augmenter ma qualité de vie par moi-même. faites donc pareil.</p>	<p>Ce désastre étudiant est commandité par le parti libéral du Québec et par ce fait les contribuables qui ont élu un gars les deux mains sur le volant qui envoie sa grosse police à coût de millions, pour imposer une augmentation de "juste 50 sous" par jour</p>	<p>I. Robillard Non seulement la CLASSE n'encourage pas à voter, elle encourage À NE PAS VOTER!! À côté des pancartes de la CLASSE dans Villeray qui appellent à la mobilisation du 22 août, il y a des pancartes qui expliquent pourquoi aller aux urnes ne sert à rien!! Ils ne croient pas à la démocratie: ce sont des anarchistes. À ce compte là, c'est à se demander pourquoi ils tiennent des votes pour ou contre la grève!! Un sinistre farce que ce mouvement.</p>
<p>08/13/2012 02:17 PM bigouuu sa me rappelle la chanson de la poupée qui disait non non non nonnonnonnon</p>	<p>08/12/2012 11:30 PM Yfabeau Y en a marre! Mme Reynolds, le 22 août, tant qu'à moi, vous pouvez bien sécher! Aux études, tu dois étudier! Pas faire de la politique.</p>	<p>08/12/2012 09:32 PM Mimmic Habituellement, gratuité ne va pas avec qualité et accessibilité. On parle toujours de gratuité, mais on parle jamais de qui va payer???</p>
<p>08/13/2012 02:10 PM Yfabeau Une question fondamentale. Dans un pays tel que plusieurs voudraient avoir (ou rêver avoir), quelle constitution, quelle charte () nous aurions? Nous la présenter s'il-vous-plaît ! Et ça urge !</p>	<p>Après vos études, allez vous porter candidate pour votre parti préféré. Comme députée. Entre temps, les gens matures se concentrent à savoir qui élire pour les quatre prochaines années. Vu?</p>	<p>08/12/2012 09:32 PM nelson jean roch Réduire bonjour la police 08/12/2012 09:07 PM Afficher 6 commentaires (Québec) Guy7500</p>
<p>Et où, dans quel domaine, quel secteur spécifique, les choses seraient gratuites? (Carré rouge). Accès gratuit pour l'ensemble des habitants de ce nouveau pays, lesquels? Car, ici, la marche des étudiants a soulevé ce que l'on sait en matière d'indépendance. Avis à la dirigeante d'un parti. Dans sa campagne électorale, s.v.p. ! Vos propositions claires, directes, sans aucunes embagages. Les gens seraient peut-être intéressés une bonne fois pour toute. En campagne électorale, plus nécessaire de cacher ses pions, ses projets. Me fais-je bien comprendre? N'est-elle pas un parti (représentante) séparatiste-indépendantiste? Oui ou non ! (That is the question).</p>	<p>De plus, quasiment plus besoin de campagne électorale! Nous en avons déjà tous fait les frais. Nous en avons déjà tous la méchante facture à défrayer les coûts. Et pour quel parti politique au juste vos boycottages pour la gratuité () et faire sortir un parti? Grattons-nous! On ne l'a pas encore compris peut-être?</p>	<p>08/12/2012 11:12 PM Yfabeau Ce que je déplore le plus, c'est que certains enflamés pour l'indépendance du Québec, sont en train de saborder tout le système de l'éducation, à tous les niveaux. Et d'empêcher le droit des étudiants qui veulent ÉTUDIER et en finir avec le caprice des autres, de faire leur année scolaire. Ce qui risque de coûter cher aux étudiants qui voudraient terminer en paix leurs études. Et pensons aussi aux professeurs qui vont tantôt s'arracher les cheveux de la tête. Utiliser des jeunes pour un idéal politique? Pensez-y!</p>
<p>Car, on ne fait pas l'indépendance à la vas-comme-ça-vient. Ah et puis! Ce serait à son tour de voir à régler, éliminer, toute la coruptoin dans ce tout nouveau beau pays. Sortez-moi donc les mafiosos? Les mafieux? S.v.p.! Et contrôler les fuites d'argent (affaires fiscales), le blanchiment d'argent - le trafic de la drogue! S'ti ! Que j'ai donc hâte moi, à du sang neuf! J'en jubule d'avance. Le Nirvana!</p>	<p>08/12/2012 10:33 PM Yfabeau J'ai assez hâte moi, qu'il nous sacre leur fameuse convention collective de travail en plainte face, pour justifier leur soi-disant GRÈVE! En revendications de gratuités pour leur éducation! Mais pour avoir fait marcher des gens pour la souveraineté du Québec. Ce qui nous coûte à tous et à toutes déjà des millions de dollars en campagne PRÉ-ÉLECTORALE!</p>	<p>08/12/2012 11:01 PM was65 Quand ils seront aux études encore à 30 ans, il regretteront leurs choix et ils seront sans doute encore plus endettés pour ne pas avoir accepté un minime contribution des frais de session. 08/12/2012 09:16 PM Youstami_Taidois "Marchons pour renverser la vapeur néolibérale." Le Québec est tellement néolibariste ! Nommez moi les sociétés d'état qui ont été vendu au privé. Nommez moi les organismes gouvernementales qui ont été vendu au privé. Tellement néolibéraliste que la taille du gouvernement ne cesse d'augmenter. Mais bon, il y a quelqu'un quelque part qui a lu ce mot dans un livre, et a décidé de commencer à dire aux étudiants et aux membres du mouvement Occupy que les partis politiques du Québec (lire ici PLQ et CAQ) était des partis néolibéraux.</p>
<p>08/13/2012 12:10 AM Yfabeau legouriadeck, qu'est-ce qui vous fait dire que le désastre étudiant serait commandité par le parti libéral? Pour ma part, j'en douterai pas mal. Ce serait un peu contradictoire. Ce sont des jeunes qui soulèvent les polémiques pour critiquer justement le PLQ, et parler contre ceux qui seraient néo-libéraux. Relisez ce que déclare Mme Reynolds elle-même porte parole du mouvement la CLASSE.</p>	<p>08/12/2012 10:27 PM legouriadeck Ça ressemble à un mouvement créditiste moderne cette affaire là, de plus en plus, ça ressemble au groupe groupe musical "stereo Total", En plus, d'encourager par la bande l'infâme parti libéral</p>	<p>08/12/2012 09:07 PM asirois Ça reflète bien le niveau d'ignorance et de sottise ambiant. 08/13/2012 12:22 PM lydya Les pòvres ne savent même pas faire les différences! Excellent commentaire, pour ne pas dire "commentaire très lucide donc, très intelligent" (àma) soit dit en passant. :-) 08/13/2012 08:10 AM trisyoan Ben oui les tapons vers un monde nouveau.....perte de salaire.....un conflit c'est juste des pertes à long terme même dans un monde nouveau 08/12/2012 08:49 PM</p>

LA PRESSE : La CLASSE appelle à la poursuite de la grève - Publié le dimanche 12 août 2012 à 16h05





Photo: PC
Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse (Montréal) Sans surprise, la CLASSE a appelé ses membres à poursuivre la grève malgré la période électorale, dimanche, à Montréal. La décision a été appuyée par une «majorité importante» des délégués étudiants de partout dans la province réunis à Montréal pour la fin de semaine, a annoncé l'association. «C'est un moyen d'action qui a fait ses preuves et qui a réussi à apporter beaucoup d'acquis sociaux», a affirmé la porte-parole Jeanne Reynolds, en point de presse. «On s'est dit que oui, c'est toujours pertinent la grève.» Les dernières nouvelles n'étaient pourtant pas très bonnes pour les partisans de la poursuite du

mouvement de débrayage: les cégeps de Saint-Jérôme et de Valleyfield ont voté en faveur d'un retour en classe la semaine dernière. Les étudiants du cégep Saint-Laurent, reconnus pour leur combativité, ont appuyé la poursuite de la grève par une très faible marge, dimanche après-midi. L'appel de la CLASSE contre une trêve électorale était prévisible. Depuis une dizaine de jours, l'organisation diffuse des affiches clamant que «Le 13 août, la grève continue». Son journal officiel appelait aussi à la poursuite de la grève.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Les étudiants du cégep de Saint-Laurent votent pour la poursuite de la grève - Mise à jour le samedi 11 août 2012 à 21 h 33 HAE

Radio-Canada avec La Presse Canadienne
Vidéo : Le reportage de Pascal Robidas
L'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (AECSL), affiliée à la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a voté samedi en faveur de la poursuite de la grève, mais à une condition. L'AECSL s'est en effet prononcée pour la poursuite de la grève contre la hausse des droits de scolarité à condition qu'au moins 20 000 étudiants fassent de même à travers le Québec. Quelque 518 étudiants de l'AECSL se sont prononcés : 261 ont voté pour, 243 contre et 14 se sont abstenus. Il s'agit de la première association étudiante collégiale à décider de poursuivre la grève malgré la campagne électorale. Jusqu'à maintenant, seules des associations universitaires issues de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université de Montréal et de l'Université de Sherbrooke [avaient choisi de poursuivre leur débrayage](#).

De leur côté, les étudiants de l'Université Laval, à Québec, ont opté pour la [trêve électorale](#), de même que les [étudiants du cégep de Saint-Jérôme](#). C'est donc dire qu'un autre vote devrait avoir lieu après le scrutin du 4 septembre. Quant au Collège de Valleyfield [et au Cégep André-Laurendeau](#), ils ont décidé de mettre fin à leur grève. Six autres cégeps affiliés à la CLASSE doivent se prononcer sur la grève la semaine prochaine : Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Marie-Victorin et Vieux-Montréal lundi, Lionel-Groulx mardi et Bois-de-Boulogne jeudi. Les cégeps de Rosemont, Ahuntsic et St-Hyacinthe, affiliés à la FECQ, doivent également voter jeudi. Par ailleurs, les trois principales fédérations d'associations étudiantes [sont réunies en congrès](#) cette fin de semaine pour déterminer la marche à suivre au cours des prochains jours et semaines. Les militants de la CLASSE sont réunis à l'Université Concordia, au lendemain d'un rassemblement à l'Olympia de Montréal, où Gabriel Na-

deau-Dubois a livré son dernier discours en tant que porte-parole. De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est au Cégep Ahuntsic, alors que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est rassemblée à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) de Montréal. Les deux fédérations devraient tenir une conférence de presse conjointe dimanche.

En complément



Vidéo - [Le reportage de Pascal Robidas](#)
[Les commentaires \(167\)](#)

JOURNALMÉTRO : La grève se poursuit au Cégep Saint-Laurent - Mise à jour: Samedi 11 août 2012 | 20:03

Par Jérôme Labbé La Presse Canadienne
MONTRÉAL – Une première association étudiante collégiale décide de poursuivre la grève malgré la campagne électorale. L'Association étudiante du Cégep Saint-Laurent (AECSL), affiliée à la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), continuera sa croisade contre la hausse des frais de scolarité malgré la Loi 12 – anciennement connue comme le projet de loi 78 –, et la reprise théorique des cours vendredi prochain à condition toutefois qu'au moins 20 000 étudiants fassent de même à travers le Québec. Quelque 518 étudiants de l'AECSL se sont prononcés : 261 ont voté pour, 243 contre et 14 se sont abstenus. Jusqu'à maintenant, seules des associations universitaires issues de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université de Montréal et de l'Université de Sherbrooke avaient choisi de poursuivre leur débrayage. En revanche, les étudiants de l'Université Laval, à Québec, ont opté pour la trêve électorale, de même que le Cégep de Saint-Jérôme. C'est donc

dire qu'un autre vote devrait avoir lieu après le scrutin du 4 septembre. Quant au Collège de Valleyfield et au Cégep André-Laurendeau, ils ont décidé de mettre fin à leur grève. Six autres cégeps affiliés à la CLASSE doivent se prononcer sur la grève la semaine prochaine : Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Marie-Victorin et Vieux-Montréal lundi, Lionel-Groulx mardi et Bois-de-Boulogne jeudi. Les cégeps de Rosemont, Ahuntsic et St-Hyacinthe, affiliés à la FECQ, doivent également voter jeudi. À la Fédération des cégeps, on assure que les cours seront donnés dès la rentrée et que ceux qui n'y assisteront pas risquent de se retrouver avec des mentions d'échecs à leur bulletin. Des professeurs de cégeps et d'universités ont toutefois fait savoir qu'ils entendaient respecter les votes de grève. Par ailleurs, les trois principales fédérations d'associations étudiantes sont réunies en congrès cette fin de semaine pour déterminer la suite des événements. Les militants de la CLASSE se sont donné rendez-vous à l'Université Concordia, au lendemain

d'un rassemblement à l'Olympia de Montréal, où Gabriel Nadeau-Dubois a livré son dernier discours en tant que porte-parole. La Coalition a d'ailleurs levé le voile sur l'état de ses coffres, vendredi, appelant les associations membres qui en ont la possibilité à verser une deuxième cotisation financière. De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est au Cégep Ahuntsic, alors que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est rassemblée à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) de Montréal. Les deux fédérations devraient tenir une conférence de presse conjointe dimanche.

Montrer 1 commentaire

RiberroCer
Qu'est-ce que le gouvernement attend pour me mettre tout ça en lock-out pour 1 an ? Ça leur donnerait assez de temps pour réfléchir à leur "grève" stupide et débile. C'est ça que ça donne une société trop lâche pour mettre au pas les profiteurs et les magouilleurs qui abuse de la stupidité du système.

LE DEVOIR: Les étudiants du Cégep Saint-Laurent choisissent de poursuivre la grève - Samedi 11 août 2012, 16 h 39

La Presse canadienne
Une première association étudiante collégiale décide de poursuivre la grève, malgré la campagne électorale. L'Association étudiante du Cégep Saint-Laurent (AECSL), affiliée à la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), continuera sa croisade contre la hausse des frais de scolarité malgré la loi 12 (projet de loi 78), et la reprise théorique des

cours vendredi prochain à condition toutefois qu'au moins 20 000 étudiants fassent de même à travers le Québec. Quelque 518 étudiants de l'AECSL se sont prononcés : 261 ont voté pour, 243 contre et 14 se sont abstenus. Jusqu'à maintenant, seules des associations universitaires issues de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université de Montréal et

de l'Université de Sherbrooke avaient choisi de poursuivre leur débrayage. En revanche, les étudiants de l'Université Laval, à Québec, ont opté pour la trêve électorale, de même que le Cégep de Saint-Jérôme. C'est donc dire qu'un autre vote devrait avoir lieu après le scrutin du 4 septembre. Quant au Collège de Valleyfield et au Cégep André-Laurendeau, ils ont décidé de mettre fin à leur grève.



<p>Six autres cégeps affiliés à la CLASSE doivent se prononcer sur la grève la semaine prochaine : Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Marie-Victorin et Vieux-Montréal lundi, Lionel-Groulx mardi et Bois-de-Boulogne jeudi. Les cégeps de Rosemont, Ahuntsic et St-Hyacinthe, affiliés à la FECQ, doivent également voter jeudi.</p> <p>À la Fédération des cégeps, on assure que les cours seront donnés dès la rentrée et que ceux qui n'y assisteront pas risquent de se retrouver avec des mentions d'échecs à leur bulletin. Des professeurs de cégeps et d'universités ont toute-</p>	<p>fois fait savoir qu'ils entendaient respecter les votes de grève.</p> <p>Par ailleurs, les trois principales fédérations d'associations étudiantes sont réunies en congrès cette fin de semaine pour déterminer la suite des événements.</p> <p>Les militants de la CLASSE se sont donné rendez-vous à l'Université Concordia, au lendemain d'un rassemblement à l'Olympia de Montréal, où Gabriel Nadeau-Dubois a livré son dernier discours en tant que porte-parole. La Coalition a d'ailleurs levé le voile sur l'état de ses coffres,</p>	<p>vendredi, appelant les associations membres qui en ont la possibilité à verser une deuxième cotisation financière.</p> <p>De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est au Cégep Ahuntsic, alors que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est rassemblée à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) de Montréal. Les deux fédérations devraient tenir une conférence de presse conjointe dimanche.</p> <p><i>Par Jérôme Labbé</i></p>
---	---	--

LA PRESSE : Le cégep Saint-Laurent en grève conditionnelle - Publié le samedi 11 août 2012 à 12h48 | Mis à jour le samedi 11 août 2012 à 16h21

<p>Philippe Teisceira-Lessard, La Presse</p> <p>Les délégués des associations membres de la CLASSE sont réunis à Montréal pour la fin de semaine, afin de décider de l'appel à envoyer aux étudiants québécois: grève ou trêve?</p> <p>Tous ont surveillé de très près l'issue de l'assemblée générale au cégep Saint-Laurent, qui s'est prononcée en faveur de la poursuite du débrayage, à condition qu'au moins 20 000 étudiants à travers la province les imitent.</p> <p>La position a été adoptée par un vote serré de 261 votes en faveur, 243 contre et 14 abstentions.</p> <p>Le cégep Saint-Laurent est un établissement connu pour son militantisme: un échec des partisans d'une grève automnale à Saint-Laurent aurait pu sonner le glas du mouvement, selon les impressions recueillies par <i>La Presse</i>.</p>	<p>Le congrès de la CLASSE se prononcera ensuite sur des propositions apportées par des associations membres.</p> <p>«Que la CLASSE appelle l'ensemble des étudiant-e-s à poursuivre la grève, qu'elle apporte son soutien aux campus en grève et qu'elle se considère solidairement responsable des levées de cours et piquetage qui auront lieu», propose par exemple l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM.</p> <p>Le même regroupement met aussi de l'avant une autre proposition, beaucoup plus dure, demandant à toutes les «personnes favorables à la poursuite de la grève» à se «préparer, de façon autonome et affinitaire, à empêcher le retour en classe».</p> <p>Situation financière «nébuleuse»</p>	<p>Par ailleurs, les documents de préparation au congrès de la CLASSE lèvent le voile sur l'état des coffres de l'association étudiante.</p> <p>Ainsi, son conseil exécutif admet que «la situation financière de la CLASSE est assez nébuleuse», au point de mettre en danger la contestation de la loi spéciale. Celle-ci est «directement liée à la quantité de dons extérieurs reçus». L'organisation prévoit d'ailleurs recevoir 80 000\$ en «dons», dont 65 000\$ d'«organisations non étudiantes».</p> <p>«Outre cet élément, la situation financière générale de la CLASSE est satisfaisante; nous avons tout de même dû limiter nos dépenses. Nous appelons donc aux associations étudiantes qui ont la possibilité de le faire de verser une deuxième cotisation, vu la durée de notre grève», demande le conseil exécutif.</p>
---	--	---

TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Cégep Saint-Laurent : On vote pour poursuivre la grève - Première publication samedi 11 août 2012 à 12h10 - Mise à jour : samedi 11 août 2012 à 17h06 / Publié le: samedi 11 août 2012, 12H38 | Mise à jour: samedi 11 août 2012, 17H57

<p>Elizabeth Laplante / Agence QMI</p> <p>Plusieurs centaines d'étudiants du Cégep Saint-Laurent, réunis en assemblée, samedi, à l'Olympia de Montréal, ont voté par une faible majorité en faveur de la poursuite de la grève étudiante.</p> <p>Par contre, le vote sera effectif seulement si 20 000 étudiants à travers la province poursuivent la grève à la rentrée. Si ce chiffre n'est pas atteint, les cégépiens rentreront en classe.</p> <p>Une très faible majorité d'étudiants a voté en faveur de la motion, soit 261 pour et 243 contre. Le taux de participation a été de près de 15%.</p> <p>Au cours des derniers jours, les associations étudiantes de trois cégeps ont voté pour la fin de la grève ou pour une trêve.</p> <p>Afficher 1-76 de 92 commentaires (Montréal) Afficher 10 commentaires (Québec)</p> <p>pagerry3</p> <p>Il est plus que probable que les esprits chauffés du printemps 2012 passent d'ors et déjà de réchauffés en mode surchauffés, compte tenu du vide de gouvernance provinciale causé par la campagne électorale dont l'auteur, Jean Charest, a pris le risque aveuglément calculé de son retour majoritaire au pouvoir. À sa face même et à son incontestable évidence, la situation des étudiants qui sont pilotés par les forces actives et explosives des tenants du pouvoir parallèle, risque d'atteindre un point de non-retour. Pour les étudiants qui vivent dans le pathos de l'immersion négationniste totale, l'asphalte de la rue sera la seule issue les menant tout droit dans les culs-de-sacs du chaos collectif et de la catastrophe individuelle, puisque la gratuité scolaire est une utopie et que l'augmentation des frais de scolarité est un sine qua non de la survie d'un système qui, par ailleurs, doit subir un dégraissage et une cure de survie, avant qu'il ne pourrisse de l'intérieur, en raison du laxisme quasi démentiel que s'autorisent les autorités rectores des Universités et les directions générales des Collèges qui agissent tels des pontifes dont les ex cathedra doivent être sanctionnés.</p> <p>08/13/2012 10:20 AM Voici_quoi</p> <p>Et LBB veut qu'ils aillent voter au provincial, on dirait qu'ils sont allergiques aux votes mais pas aux chiâlages. Si tu veux chiâler, va voter, ce sera ta plus belle manifestation et elle aura servi à quelque chose de sain pour la société</p> <p>08/12/2012 08:12 AM mortimai</p> <p>15% des gens ont voté, honte aux étudiants.</p> <p>08/11/2012 10:37 PM Gilles B</p>	<p>S'ils votent pour ce qu'ils appellent la "grève" alors il faudra couper les bourses d'études et prêts en fonction du nombre de demi-journée sans accès aux locaux. Les bourses aux étudiants ne sont pas des fonds de "grève".</p> <p>08/11/2012 05:35 PM Guy7500</p> <p>Ils ont informé seulement leurs amis qui votent non.</p> <p>EH! Les tis copains, nous sommes en élections.</p> <p>08/11/2012 04:47 PM Youstami_Taidois</p> <p>Il y a environ 3 500 étudiants qui sont inscrit à ce Cégep.</p> <p>La nouvelle nous informe qu'il y aurait plusieurs centaines d'étudiants.</p> <p>Pour que la CLASSE reconnaisse le vote comme étant démocratique, j'imagine que ça doit prendre au moins 50 % + 1 , soit 1 751 vote en faveur de la grève.</p> <p>Heu... ouin, j'ai oublié que la démocratie du mouvement étudiants varie en fonction de qui vote ! Si les électeurs élisent un parti politique avec 32% des votes, c'est pas démocratique, mais si on vote de grève passe avec 10 % des votes, c'est signe que la démocratie fonctionne et il faut donc accepter le vote des étudiants.</p> <p>08/11/2012 03:28 PM trisyaoan</p> <p>Conflit étudiant conventions collective à échéance Mme Marois à choisi la rue excellent choix Pauline la rue sera très prisé</p> <p>08/11/2012 02:31 PM was65</p> <p>Le terme "grève" est utilisé par ou pour des travailleurs, alors que ce sont des étudiants qui manifestent le droit de ne pas entrer à leurs cours ! (Modifié par l'auteur il y a 1 semaine)</p> <p>08/11/2012 02:26 PM Inc.</p> <p>Exact. Mais qu'ils assument les conséquences.</p> <p>08/11/2012 04:22 PM was65</p> <p>Ce sont eux qui écotent, s'ils veulent jouer leur avenir sur un coup de tête ! Et s'ils ne sont pas content qu'ils forment un parti politique et ils changeront les règles à leurs guises !</p> <p>08/12/2012 09:11 PM</p>
---	--





LA PRESSE : Sous la pression, des cégeps retardent la rentrée - Publié le samedi 11 août 2012 à 09h59



Photo: archives La Presse

Le collège de Maisonneuve et le cégep Marie-Victorin ont décidé de lever les cours prévus lundi et de remettre la rentrée au lendemain, afin de permettre la tenue sans encombre des votes sur la poursuite de la grève.
Gabrielle Duchaine, La Presse

La grève étudiante a eu le dessus sur la rentrée scolaire de lundi. Menacés par des piquets de grève et d'autres perturbations, deux des trois premiers cégeps qui devaient ouvrir leurs portes aux élèves retardent le retour en classe pour «éviter les débordements».

Le collège de Maisonneuve et le cégep Marie-Victorin, dont les élèves tiennent des assemblées générales sur la grève lundi, en même temps que la reprise prévue des classes, ont décidé de lever les cours pour la journée et de remettre la rentrée à mardi. «On voulait s'assurer que tout se passe bien et que le maximum de gens puisse aller voter librement», explique Isabelle Bussière, conseillère en communications au collège de Maisonneuve. L'association étudiante avait été claire. Ses membres feraient tout pour empêcher la tenue des cours jusqu'à ce que passe un vote en faveur de la fin de la grève. L'assemblée étant fixée à midi, les élèves prévoient du piquetage le matin du 13 pour «empêcher le retour en classe forcé et faire respecter la grève» jusqu'à la rencontre, indique l'association sur son site web.

Désamorcer une situation

Inquiet d'être le théâtre d'affrontements entre ceux qui souhaitent retourner à l'école et les autres, l'établissement a finalement décidé d'attendre le verdict des élèves. «Il fallait désamorcer une situation qui aurait pu dégénérer. On ne voulait pas que les esprits s'échauffent trop avant la rencontre et que les jeunes retournent chez eux plutôt que de se prononcer, explique la directrice des communications, Brigitte Desjardins. Mais une chose est claire: on va reprendre cette journée perdue d'une manière ou d'une autre.»

Même scénario à Marie-Victorin, où la communauté étudiante prévoit se rencontrer deux heures après le début officiel des cours, lundi, afin de voter sur l'avenir du trimestre. Malgré un horaire bouclé au quart de tour pour rattraper trois mois de cours perdus en un mois et demi, la rentrée sera, là aussi, reportée à mardi. «On souhaite que ça se déroule dans un climat de calme, explique la porte-parole Nathalie Baumgartner. On veut que nos élèves puissent aller voter sans être stressés de manquer des

cours. C'est sûr que chaque journée d'enseignement compte, mais on va s'organiser.»

Il n'y aura donc qu'une rentrée au lieu de trois dans les cégeps québécois, lundi. Le cégep André-Laurendeau de Montréal maintient la date prévue, car ses élèves ont opté cette semaine pour un retour en classe.

Le sort de la rentrée dans les autres cégeps touchés par la grève, qui s'échelonne de mardi à vendredi, est encore incertain, car la plupart des associations étudiantes ne se sont toujours pas prononcées. L'issue des rencontres, prévues au cours de la semaine, est difficile à prévoir. Alors que les élèves des trois cégeps qui ont tenu un vote ont penché pour une trêve ou un retour sur les bancs, les membres de l'association étudiante du cégep de Saint-Laurent, qui votent aujourd'hui, ont appelé leurs camarades, jeudi en point de presse, à continuer le combat. Sans compter que cinq facultés de trois universités différentes ont tranché au cours des derniers jours en faveur de la poursuite de la «grève générale illimitée».

Le SPVM attendra les requêtes

À quelques jours de la reprise des cours, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) promet qu'aucune intervention en lien avec la loi spéciale (78) ne se fera sans la requête des dirigeants des établissements d'enseignement. Plutôt que de distribuer des contraventions à tous les contrevenants, comme il le fait dans le cadre des arrestations de masse dans les manifestations, le SPVM a décidé de transmettre leur nom au Directeur des poursuites criminelles et pénales, qui décidera si une amende (de 1000\$ à 5000\$) s'impose. «Si un policier est témoin d'actes criminels, ce dernier pourra intervenir en tout temps selon le Code criminel. Les contrevenants s'exposeront alors à une poursuite au criminel», a précisé hier la police par voie de communiqué.

Qui doit rentrer quand?

Lundi 13 août

Cégep André-Laurendeau > Les élèves ont voté pour la fin de la grève

Mardi 14 août

Cégep de Valleyfield > Les élèves ont voté pour la fin de la grève

Collège de Maisonneuve > Les élèves votent le lundi 13

Cégep Marie-Victorin > Les élèves votent le lundi 13

Mercredi 15 août

Cégep Édouard-Montpetit > Les élèves votent le lundi 13

Cégep de Saint-Hyacinthe > Date de l'assemblée générale à déterminer

Jeudi 16 août

Collège Lionel-Groulx > Les élèves votent le mardi 14

Collège Montmorency > Date de l'assemblée générale à déterminer

Cégep de Saint-Jérôme > Les élèves ont voté pour une trêve électorale

Vendredi 17 août

Cégep d'Ahuñtsic > Les élèves votent le jeudi 16

Collège de Bois-de-Boulogne > Les élèves votent le jeudi 16

Collège de Rosemont > Les élèves votent le jeudi 16

Cégep de Saint-Laurent > Les élèves votent aujourd'hui

Cégep du Vieux Montréal > Les élèves votent le lundi 13

Lundi 27 août

Université du Québec à Montréal > L'association facultaire de sciences humaines a voté pour la grève. D'autres assemblées à prévoir.

Université de Montréal > Deux associations départementales ont voté pour la grève. D'autres assemblées à prévoir.

Université Laval > Assemblées générales à prévoir.

Université de Sherbrooke > L'association générale des étudiants en lettres et communication (cycles supérieurs) a voté pour la grève. D'autres assemblées à prévoir.

LE DEVOIR: CLASSE: la fin de la tournée, mais pas de la lutte – Samedi 11 août 2012





Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Jeanne Reynolds et Keena Grégoire

Karl Rettino-Parazelli

L'événement soulignant la clôture de la « tournée de mobilisation » de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), organisé hier soir à l'Olympia, a pris la forme d'un hommage à la lutte étudiante du printemps, d'un appel à la poursuite de la mobilisation et d'un dernier tour de piste pour l'ex-coporte-parole Gabriel Nadeau-Dubois.

En début de soirée, la salle de l'Olympia était quasi pleine lorsque la projection d'une série de vidéos évoquant le « printemps étudiant » a débuté. On y a vu les manifestations, les actions artistiques et les confrontations avec les policiers.

Galerie Photos Pedro Ruiz



Camille Robert, coporte-parole de la CLASSE



Maxence Valade



Dominic Champagne



Maxence Valade



Dominic Champagne



Les hommes rapaillés

Après la lecture de manifeste de la CLASSE, le groupe humoristique les Zapartistes a envahi la scène éclairée de rouge pour se livrer à une série de discours mordants. « Bonsoir, les radicaux ! Et particulièrement ceux et celles qui ont de l'idéologie et de l'anarchisme », ont-ils ironisé.

Les coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds et Camille Robert, ont ensuite tour à tour fait leur apparition sur les planches. La première a clamé le succès de la tournée qui a mené les membres de la coalition dans une dizaine de villes, dont Rimouski, Val-d'Or, Québec ou Chicoutimi. « Nous avons envie d'aller à la rencontre de toutes les voix qui se sont élevées au printemps dernier », a expliqué Mme Reynolds. « On a prouvé qu'on ne peut pas faire taire une société qui se réveille », a lancé quelques instants plus tard sa collègue, dans un discours à saveur féministe.

Le metteur en scène et militant Dominic Champagne a alors pris le relais au micro en qualifiant les militants rassemblés devant lui de « géants ». « Vous avez été et vous êtes encore une force colossale [...] Faites sortir le vote comme vous avez fait sortir le monde ! », a-t-il lancé sous les huées de quelques militants semblant vouloir boycotter le prochain scrutin.

Maxence Valade, ce manifestant qui a perdu l'usage d'un oeil lors de la manifestation à Victoriaville, le 4 mai dernier, a quant à lui reçu un accueil plus chaleureux, la foule se levant en bloc lorsqu'il s'est avancé pour lui adresser un mot. « Le bras armé de l'État s'est mis le doigt dans l'oeil », a-t-il glissé, sourire en coin.

Les discours ont momentanément laissé place à la musique lorsque Yann Perreau a fait son entrée, rapidement rejoint par d'autres membres des « Douze hommes rapaillés », dont Michel Rivard ainsi que Louis-Jean Cormier, du groupe Karkwa.

Celui que tout le monde attendait, l'ex-coporte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois, a pris la parole à 22 h. Accueilli par un tonnerre d'applaudissements, il a répété qu'il ne quitte pas la lutte, mais seulement ses fonctions. « La démocratie existe encore, on l'a vu ce printemps. [...] Nous sommes arrivés à ce qui commence », a-t-il conclu en citant Gaston Miron, acclamé une dernière fois par les militants.



Les hommes rapaillés



Les hommes rapaillés



Gabriel Nadeau-Dubois



Les hommes rapaillés



Les hommes rapaillés



Gabriel Nadeau-Dubois



Les hommes rapaillés



Les Zapartistes



L'ex-coporte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois, en coulisse avec le philosophe Christian Nadeau. En arrière-plan, Maxence Valade et Dominic Champagne.



Les hommes rapaillés



Keena Grégoire et Jeanne Reynolds

Vos réactions

Jean St-Jacques – Abonné, 11 août 2012 06 h 20

Invités absents: Legault/Charest

Ils ne pouvaient être là car ils ne comprennent pas ce qui se passe au Québec. Ils s'intéressent seulement à l'économie. L'argent est plus important que ce qui se passe dans la R U E. Le 4 septembre, le vote indiquera à ces deux "argentiers" que le peuple ne veut plus de ce système et que les belles paroles électorales ne valent rien. Duchesneau et Barrette ont beau parler fort, leur message n'est que de la poudre aux yeux. Le vrai ménage est commencé par les étudiants et grâce à eux, la propreté viendra.

André Michaud – Inscrit, 11 août 2012 10 h 51

Sortir le vote pour les libéraux?

Plus la Classe va s'impliquer dans la campagne et prendra la rue et plus ça fera sortir le vote...pour les libéraux. Ils jouent totalement le jeu de M.Charest. Si la Classe ne prend pas la rue le 22 et se tient tranquille, l'attention sera déviée vers la corruption et ce sera la meilleure façon de se "venger" de M.Charest

Les citoyens n'aiment M.Charest tant que ça , mais encore moins la Classe et ses manifs anarchistes, et son jeu du chat et de la souris contre les policiers qui coûtent des millions aux contribuables..et ne créent absolument rien de positif , seulement des rêves révolutionnaires très flous (pensée magique) et vidés de contenu économique réaliste.

Raymond Saint-Arnaud – Abonné, 11 août 2012 12 h 33

M Michaud

Si Charest est réélu,les gens vont redescendre dans la rue.

Bernard Chalifoux – Inscrit, 11 août 2012 12 h 44

pensée magique très flous?Il semble que vous n'écoutez pas les discours des étudiants.

Les étudiants demandent a ce que le gouvernement demande des redevances raisonnable sur les ressources naturelles que nous sommes pratiquement en train de donner a des entreprises américaines.Ca, c'est un rêve et une pensée magique donnée de notre premier ministre aux entreprises.

Comme il en as plusieurs fois été mention dans les médias, a la seconde évidemment ou tu t'intéresse sérieusement a l'histoire de la politique

fédérale, il fut un temps où les grandes banques du Québec étaient taxées d'un peu moins d'1%..cette taxe, qui rendrait plusieurs million(milliard, je n'ai pas la somme exacte, paie le coût de la gratuité que demande la Classe.

Et pour le reste; que vous pourriez jugé idéologique ou de rêve très flous...Je pense que vous vous tromper et ne vous informer pas suffisamment.Les étudiants demandent une meilleure gestion des ressources naturelles comme des université, une accessibilité optimale de l'éducation, un droit égal, autant pour les femmes que pour les hommes(d'étudiant!) car la hausse privera surtout des femmes des bancs d'école.Ensuite, la Classe rejoint également les syndicat comme ceux d'Aveos puisqu'elle même les représentent.Rappelons que le nom complet de la classe est Coalition Large des Associations pour une Solidarité Syndicale Étudiante.

Chantal Mino – Abonnée, 11 août 2012 12 h 44

Cher M. André Michaud,

Le 22 de chaque mois, c'est une manifestation nationale et non pas juste étudiante. C'est un geste de solidarité pour le bien commun de l'ensemble des Québécoi(se)s et vous y êtes bienvenu afin de vous ouvrir à d'autres vécu et perceptions humaines que les vôtres.

Vos jugements téméraires n'ont égal que votre propre perception teintée de votre vécu et de vos valeurs, ce qui ne vous avantagent aucunement publiquement.

De plus, je crois que vous avez omis d'écrire :

«.. et [mes commentaires] ne créent absolument rien de positif , seulement des rêves révolutionnaires très flous (pensée magique) et vidés de contenu économique réaliste.»

André Michaud – Inscrit, 11 août 2012 15 h 00

@ Bernard Chalifoux

Toutes ce revendications et demandes vont au-delà du mandat des associations, les intéressés doivent joindre Québec Solidaire ou se fonder un parti.

Contester la forte hausse était dans leur mandat, le reste c'est de la politique, et la place de la politique c'est un parti politique, pas de se servir d'argent pour défendre les étudiants et promouvoir l'idéologie gauchiste voir anarchiste.

Qu'ils se fassent un parti Anarchiste et se présentent, on verra combien de jeunes pensent vraiment comme eux...

Chantal Mino – Abonnée, 11 août 2012 11 h 21

Bravo à notre jeunesse représentée par la CLASSE et merci à ceux qui les appuient ouvertement !

J'ai de la musique et des souvenirs dans le coeur que je ne saurais mieux exprimer que par cette belle chanson et vidéo de la manifestation du 22 mars 2012 que voici : <http://www.youtube.com/watch?v=9CgD442YFRQ> , gracieuseté de JF Coutu.

Georges Paquet – Abonné, 12 août 2012 07 h 11

La CLASSE ne peut pas et ne veut pas "faire sortir le vote"...

La CLASSE a clairement dit qu'elle ne reconnaît pas la légitimité du prochain gouvernement issu des urnes. Elle ne croit qu'en la "démocratie directe". Comment pourrait-elle inviter ses membres ou les autres citoyens à aller voter pour un gouvernement illégitime?

C'est pour cela que le journaliste écrit naïvement: Dominic Champagne

aurait dit:«Vous avez été et vous êtes encore une force colossale [...]

Faites sortir le vote comme vous avez fait sortir le monde!», a-t-il lancé sous les huées de quelques militants semblant vouloir boycotter le prochain scrutin."

TVANouvelles : Montréal : Gabriel Nadeau-Dubois livre son «dernier» discours - Première publication 10 août 2012 à 22h03 / Mise à jour : 10 août 2012 à 23h22

Par Elizabeth Laplante | Agence QMI

Le désormais ex-coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a livré son «dernier» discours vendredi soir, à l'Olympia de Montréal, après avoir été ovationné par la foule dès son arrivée sur scène.

D'entrée de jeu, Gabriel Nadeau-Dubois a tenu une virulente critique à l'endroit du système économique actuel qu'il juge directement responsable de la corruption qui sévit au sein des diverses institutions publiques.



Camille Robert (Joel Lemay, Agence QMI)

«Ce qui arrive avec nos universités, c'est ce qui arrive partout, c'est ce qui arrive avec le Québec», a-t-il soutenu.

Ses propos ont rapidement suscité de vives réactions au sein de la foule, estimée par les organisateurs à près de 1000 personnes. Des slogans anticapitalistes ont entre autres entrecoupé le discours de l'ex-coporte-parole.



Maxence Valade (Joel Lemay, Agence QMI)

Ce dernier a ensuite enchaîné sur le thème de la démocratie et de la pertinence de la lutte étudiante menée au printemps dernier contre la hausse des droits de scolarité. «La démocratie existe encore, on l'a vu ce printemps [...] Les gens du public sont en train de reprendre goût en la chose publique et ça, c'est grâce à nous», a-t-il dit.

En conclusion, Gabriel Nadeau-Dubois a tenu à rappeler qu'il ne quittait pas la lutte, mais plutôt ses fonctions.

Selon lui, «le mouvement (étudiant) ne faiblit pas, mais il change [...] Il s'agit plus que d'une simple grève, les choses sont en train de changer»,

a-t-il conclu, avant de quitter, sous les applaudissements vigoureux du public.



Dan Bigras (Joel Lemay, Agence QMI)

La fin de la tournée

Le discours de Gabriel Nadeau-Dubois était très attendu depuis le début de ce rassemblement à l'Olympia, qui visait à souligner la fin de la tournée régionale de la CLASSE en plus de « redynamiser » le mouvement étudiant, aux dires des organisateurs.



Les Zapartistes (Joel Lemay, Agence QMI)

Dès 19h, discours engagés, numéros d'humour à saveur politique et performances musicales se sont succédé sur scène.

Le manifeste de la CLASSE, lu en partie par la coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, a donné le ton à la soirée. Le groupe humoristique les Zapartistes a ensuite fait un passage remarqué sur scène, écorchant au passage le Parti libéral. Le groupe a également parodié diverses personnalités publiques telles que Jean Charest, Richard Martineau et Gilbert Rozon qui ont, chacun à leur façon, été impliqués dans le conflit étudiant.



Dominic Champagne (Joel Lemay, Agence QMI)

L'auteur et metteur en scène Dominic Champagne, des membres du collectif Douze hommes rapaillés (Yann Perreau, Louis-Jean Cormier, Michel Rivard), Dan Bigras, le groupe Mise en Demeure ainsi que plusieurs enseignants, dont un certain professeur de philosophie mieux connu sous le nom d'Anarchopanda, ont tour à tour foulé les planches de l'Olympia.

La plupart d'entre eux ont profité de l'occasion pour saluer les étudiants qui ont pris part à la lutte contre la hausse des frais de scolarité.



Gabriel Nadeau-Dubois (Agence QMI)

L'un des moments forts de la soirée aura sans doute été l'arrivée de Maxence Valade, cet étudiant de 20 ans qui a perdu l'usage d'un œil lors des émeutes à Victoriaville. Le jeune homme, qui a également eu droit à une ovation, a vigoureusement dénoncé la brutalité policière.

Ce rassemblement public avait lieu à la veille du congrès de la CLASSE qui se tiendra samedi et dimanche, à Montréal.

LA PRESSE / RADIO-CANADA / MONTRÉAL / LE DEVOIR : Rentrée scolaire : le SPVM n'interviendra qu'à la demande des établissements – Publié le 10 août 2012 à 18h01 / Mise à jour le vendredi 10 août 2012 à 18 h 19 HAE / vendredi 10 août 2012 18h19



Des policiers du SPVM prêts à intervenir lors d'une manifestation nocturne à Montréal.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ne compte pas intervenir systématiquement auprès des étudiants au cours de la rentrée scolaire des étudiants de cégep et d'université qui devrait débiter pendant la semaine du 13 août.

Dans un communiqué transmis en fin d'après-midi, vendredi, le SPVM a indiqué qu'il comptait faire appliquer la Loi 12 (projet de loi 78) avec discernement et professionnalisme, en adaptant ses interventions à chaque situation.

La police a également tenu à préciser qu'aucune intervention policière ne se ferait sans la requête des dirigeants des établissements d'enseignement, sauf si un agent est témoin d'actes criminels. Il pourra alors intervenir en tout temps selon le Code criminel. Les contrevenants s'exposent alors à une poursuite au criminel.

La Loi 12 visant à permettre aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire a été adoptée le 18 mai dernier en fin de session parlementaire à Québec.

Lors d'une intervention policière, les contrevenants se verront remettre une note dans laquelle on leur expliquera que le SPVM soumettra un rapport au Directeur des poursuites criminelles et pénales du gouvernement du Québec pour une suite appropriée. Les contrevenants pourraient être passibles d'amendes pouvant aller de 1000 \$ à 5000 \$.

LA PRESSE CANADIENNE
Les commentaires RC (34)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Conflit | Collège Montmorency : Les étudiants se prononcent mardi - Publié le: vendredi 10 août 2012, 15H39 | Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 15H44 / Première publication vendredredi 10 août 2012 à 16h01



Photo MATHIEU COURCHESNE/L'ÉCHO DE LAVAL/AGENCE QMI

Mathieu Courchesne / Agence QMI

LAVAL – Les étudiants du Collège Montmorency de Laval se prononceront mardi en assemblée générale sur l'avenir de leur mouvement de grève alors que la session d'hiver doit reprendre jeudi.

L'association étudiante confirme qu'elle ne donnera aucun mot d'ordre aux étudiants concernant la poursuite de la grève ou la rentrée en classe.

« Nous n'avons pas de position, a souligné Alexandre St-Onge-Perron, de l'AGEM. C'est l'assemblée qui va décider de la suite des choses. »

De son côté, la direction du cégep se prépare toujours à un retour en classe le 16 août comme le prévoit le nouveau calendrier remanié après l'adoption du projet de loi 78.

Dans un message envoyé aux étudiants jeudi, la direction rappelle que le Collège Montmorency a l'obligation légale de donner les cours prévus à l'horaire. « Aucune marge de manœuvre n'est maintenant possible », a-t-on indiqué.

Les relations entre la direction et l'association étudiante seraient excellentes, a par ailleurs souligné Johanne Morissette, porte-parole du Collège Montmorency.

« Tout le personnel a été confirmé, a-t-elle dit. Nous allons appuyer nos professeurs afin qu'ils puissent emprunter différentes avenues et utiliser de nouvelles méthodes qui faciliteront leur enseignement. »

Parmi ces « avenues », on compterait notamment l'utilisation de plateformes web.

Des ressources supplémentaires devraient être embauchées au cours des prochaines semaines pour venir en aide aux enseignants qui devront rendre toute leur matière de façon accélérée.

Toujours en grève

Les quelque 5000 élèves du cégep lavallois sont techniquement toujours en grève.

Lors de la dernière assemblée avant le dépôt du projet de loi 78, en mai, les étudiants avaient voté en faveur de la poursuite de la grève jusqu'à ce qu'il y ait une entente entre le gouvernement et les trois grandes associations étudiantes.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Grève étudiante : incertitudes à l'approche de la rentrée – Mise à jour le vendredi 10 août 2012 à 15 h 19 HAE





Photo : Paul Chiasson

Même si le nombre d'étudiants en grève diminue de jour en jour au Québec, des associations étudiantes des universités montréalaises gardent le cap. Les plus militantes ne se sont d'ailleurs pas encore formellement prononcées sur l'adoption d'une trêve ou la poursuite de la grève.

Les étudiants de la faculté des arts de l'UQAM étaient toujours en grève au lendemain de leur assemblée générale de jeudi. Sans avoir voté sur la reconduction de la grève en tant que telle, deux des motions adoptées à majorité stipulent qu'il est « attendu que les exigences de la CLASSE pour accepter un retour en classe n'ont pas été satisfaites » et « qu'une trêve électorale marquerait à coup sûr la fin de la grève et de notre rapport de force », selon le procès-verbal de la réunion.

La situation est la même pour les étudiants de la faculté des sciences humaines de l'UQAM, qui se sont réunis le 7 août dernier. À l'Université de Montréal, seuls les étudiants du département de service social se sont prononcés, choisissant de poursuivre la grève.

En revanche, les étudiants de l'Université Laval ont opté pour la trêve électorale et retournent progressivement en classe pour terminer leur session d'hiver.

C'est aussi le choix qu'ont fait les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme, mercredi. Quant au Collège de Valleyfield et au Cégep André-Laurendeau, les étudiants ont décidé de mettre fin à leur grève.

Il n'est cependant pas exclu que certains se prononcent à nouveau après la tenue des élections, selon les résultats du scrutin provincial. Ces trois cégeps comptent ensemble plus de 9000 étudiants.

Bien qu'un portrait semble se dessiner avec des universités montréalaises toujours en grève et des collèges qui votent pour un retour en classe, il est encore trop tôt pour statuer sur le sort du mouvement étudiant.

En effet, quatre cégeps, dont certains particulièrement militants, doivent se prononcer lundi prochain, soit la journée même de la rentrée prévue : Marie-Victorin, Maisonneuve, Édouard-Montpetit et Vieux-Montréal.

Le Cégep de Saint-Laurent doit se prononcer samedi prochain.

La CLASSE tiendra vendredi soir une « Grande conférence nationale » à l'Olympia, pour faire suite à sa tournée estivale à travers le Québec.

Les commentaires (35)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DANS LES CÉGEPS EN GRÈVE

Cégep	Date de l'assemblée
Saint-Jérôme	8 août, 11 h
Valleyfield	8 août, 18 h
André-Laurendeau	9 août, 10 h
Saint-Laurent	11 août, 11 h
Marie-Victorin	13 août, 10 h
Maisonneuve	13 août, 12 h
Édouard-Montpetit	13 août, 12 h
Vieux-Montréal	13 août, 17 h
Lionel-Groulx	14 août, 19h
Bois-de-Boulogne	16 août, 10 h
Ahuntsic	À déterminer
Montmorency	À déterminer
Rosemont	À déterminer
Saint-Hyacinthe	À déterminer

JOURNALMÉTRO : Grève: les étudiants auraient des appuis extérieur - Mise à jour: Vendredi 10 août 2012 | 8:50

Par Pierre Saint-Arnaud La Presse Canadienne
MONTRÉAL – Des étudiants de partout au Québec, de l'Ontario et même des États-Unis seraient déjà mobilisés et prêts à venir aider leurs collègues à bloquer l'accès aux institutions où les votes de grève seraient reconduits en dépit de la loi spéciale.

«Le mouvement a rayonné à travers le monde entier», a indiqué jeudi Frank Lévesque-Nicol, de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM).

«En Amérique du Nord, il y a des gens qui commencent sérieusement à songer à faire une grève générale. Donc les gens sont très très intéressés par ce qui s'est passé au Québec. Il faut savoir aussi qu'ils paient des frais de scolarité énormes parce qu'ils n'ont pas réussi auparavant à se battre pour les faire baisser.»

Il a expliqué que des camps de formation pour futurs manifestants ont été tenus à Toronto.

«Il y a des intentions très fermes, des autobus organisés pour venir nous aider à piquer. Il y en a de l'université York, l'université de Toronto, des universités à Guelph, London, à Kingston et d'autres qui vont venir même d'aussi loin que Thunder Bay.»

«Aux États-Unis, il y a le National Student Power Convention en Ohio qui va se regrouper», a-t-il poursuivi. «C'est à cause de tout le brassage de la grève étudiante au Québec (...) Il y a même un projet de grève étudiante internationale simultanée pour montrer notre solidarité avec les autres mouvements de grève.»

Les représentants de l'AFESH-UQAM et de l'Association étudiante du cégep Saint-Laurent (AECSL) avaient convoqué les médias jeudi pour appeler les étudiants qui étaient en grève au

printemps dernier à reconduire ces mandats malgré l'élection à venir.

«On appelle fermement toutes les associations étudiantes à poursuivre la grève en dépit des élections, en dépit de la loi spéciale qui est appliquée», a lancé Caroline Tanguay, également de l'AFESH-UQAM. «On invite à défier cette loi par la désobéissance civile et la résistance.»

Cet appel survient alors que le mouvement semble perdre de la vigueur: jeudi, les étudiants du cégep André-Laurendeau ont voté à 75 pour cent pour mettre un terme définitif à la grève. Encore une fois, cependant, le taux de participation était plutôt faible puisque seulement quelque 350 étudiants sur environ 3000, soit 11,7 pour cent, se sont présentés à l'assemblée générale.

Plus tôt cette semaine, les étudiants du cégep de Valleyfield ont décidé de retourner en classe, ceux du cégep de Saint-Jérôme ont choisi de retourner temporairement en classe et de tenir un autre vote après l'élection du 4 septembre alors que les étudiants de Marie-Victorin voteront lundi, 13 août.

Les représentants des deux associations étudiantes estiment toutefois que la grève doit se poursuivre et restent de marbre devant la possibilité d'une victoire du Parti québécois, qui a promis d'abroger la Loi 12 et d'annuler la hausse des droits de scolarité.

D'une part, certaines associations — comme l'AFESH-UQAM — ont un mandat de grève générale illimitée jusqu'à l'obtention de la gratuité scolaire, une revendication qui ne pourrait être satisfaite que par l'élection de Québec solidaire. D'autre part, les porte-parole ont dit ne pas faire confiance au PQ

«Le Parti québécois ne propose pas d'abroger la hausse des frais de scolarité en tant que telle», a nuancé Maxence L. Valade, de l'AECSL. «Il propose de l'abroger pour un certain temps, de faire des états généraux à l'intérieur desquels il va lui-même proposer l'indexation à l'inflation des frais de scolarité. Nous avons des mandats qui divergent de ça.»

«Le Parti québécois promet en ce moment des choses et ces choses-là n'arriveront peut-être pas», a renchéri Caroline Tanguay. «Et il faut peut-être rappeler, ça fait quand même 15 ans de ça, qu'en 1996 le parti politique qui était au pouvoir et qui a imposé la hausse des frais de scolarité c'était le Parti québécois.»

La CLASSE a indiqué depuis le début qu'elle ne donnerait pas de mot d'ordre en ce sens mais les deux associations étudiantes, qui y sont affiliées, disent avoir obtenu des mandats de leurs propres assemblées générales pour le faire.

De son côté, la Fédération des cégeps appelle les étudiants à participer en grand nombre aux assemblées générales de leurs associations dans les cégeps affectés mais pour les raisons contraires.

La fédération dit ne plus avoir aucune marge de manœuvre pour le réaménagement du calendrier, ce qui signifie que les sessions devront être annulées si elles devaient être perturbées à nouveau.

Quatorze des 48 collèges québécois sont dans cette situation. Les autres entameront une session normale aux dates habituelles du calendrier scolaire.

[Afficher 21 commentaires](#)

TVANOUVELLES : Retour en classe : Vers la fin de la grève étudiante? - Première publication vendredi 10 août 2012 à 04h36

Par Sarah-Maude Lefebvre | Agence QMI

Le mouvement de grève pourrait être en train de s'essouffler, croient les associations étudiantes alors que les étudiants de trois cégeps ont choisi de retourner en classe cette semaine.

La motivation des troupes demeure toutefois intacte, assure la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.



Éliane Laberge, présidente de la FECQ

Agence QMI

«Mais la grève n'est peut-être plus le moyen que les étudiants veulent mettre de l'avant pour atteindre leur objectif», avoue cette dernière.

«Je ne pense pas que les étudiants sentent que leur cause est perdue ou terminée, mais ils accordent de l'importance à la période électorale», poursuit-elle.

Aussi, la menace de perdre leur session motive plusieurs étudiants à retourner en classe, croit Mme Laberge.

Changement de stratégie

Les trois premiers cégeps à voter sur le prolongement de la grève ont décidé de retourner en classe, cette semaine. Du côté des universités, la grève se poursuit dans deux facultés de l'Université de Montréal (UdeM) et de l'UQAM, tandis qu'une trêve électorale a été adoptée à l'Université Laval.

Pour Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, on assiste présentement à un changement de stratégie des étudiants.

«La tendance semble de vouloir faire sortir le vote, plutôt que d'accentuer la mobilisation sur la grève et les actions de perturbation», affirme-t-elle.

Le départ de Gabriel Nadeau-Dubois, qui a quitté hier ses fonctions de porte-parole de la CLASSE, n'affectera pas la mobilisation des étudiants, selon elle.



Agence QMI

Gabriel-Nadeau Dubois, coporte-parole démissionnaire de la CLASSE

«Cela vient seulement enlever une carte au jeu des libéraux qui ne pourront plus faire porter tous les problèmes du Québec sur les épaules d'une seule personne.»

Faible taux de participation

Tant la FECQ que la FEUQ refusent de voir dans les faibles taux de participation aux votes de grève une tendance à la démobilité des troupes.

«Les étudiants sont encore en vacances ou travaillent, dit à ce sujet Éliane Laberge. Mais on sera fixé réellement à ce sujet lors de la manifestation du 22 août prochain où nous pourrons voir combien d'étudiants descendront dans la rue.»

«Pas sans conséquences»

Les étudiants qui décideront de boycotter à nouveau leurs cours ne s'en tireront pas sans conséquence, mettent en garde les recteurs d'université.

«À l'impossible, nul n'est tenu. On ne pourra pas vivre une situation de boycott des cours à long terme sans que cela n'ait de conséquences sur les étudiants», avertit Daniel Zizian, pdg de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

À quelques jours du retour en classe, déjà deux facultés universitaires ont décidé de boycotter leurs cours lors de la reprise de la session d'hiver. D'autres votes de grève sont prévus au cours des prochains jours.

Les universités inquiètes

Le Journal révélait hier que la Fédération des cégeps du Québec menace d'annuler la session, avec mention d'échec, des étudiants qui poursuivront la grève étudiante.

La Fédération affirme ne plus avoir de marge de manœuvre pour modifier l'horaire de la reprise des cours, puisque la session d'automne doit impérativement débuter en octobre.

De son côté, les universités se font plus prudentes. La CREPUQ refuse pour le moment de discuter d'un scénario d'annulation de la session dans les universités où les cours seront boycottés.

Néanmoins, l'organisation se dit «inquiète» et avertit les étudiants qu'elle possède peu de «marge de manœuvre».

«En plus de la reprise de la session d'hiver, on doit accueillir les étudiants du cégep qui ont terminé leur formation à la mi-août puis, en octobre, ceux qui termineront leur session. Nous sommes à la limite de ce que le réseau universitaire peut faire», affirme M. Zizian.

«Nous travaillons en fonction de la reprise des cours, mais on ne peut pas se cacher la tête dans le sable. Il y a de l'inquiétude».

LE DEVOIR: Des étudiants organisent la résistance hors frontières – Vendredi 10 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Ève-Claudette Valade fait partie des quatre représentants étudiants qui ont dévoilé un plan d'action visant à contrer la loi spéciale et à maintenir la grève.

Raphaël Dallaire Ferland

Les premiers jours de la rentrée scolaire ne mettront pas un terme à la grève étudiante, et ce, malgré la loi spéciale qui ordonne la reprise

des cours la semaine prochaine. Deux associations étudiantes ont dévoilé hier un plan d'action devant rallier des militants du Québec, de l'Ontario et des États-Unis, qui convergeront vers les piquets de grève pour rendre inexécutable la loi 12.

« Notre mandat sur la loi spéciale est clair : nous la contestons et nous la défions », a affirmé d'emblée Ève-Claudette Valade, de l'Association étudiante de Saint-Laurent (AECSL). « Il est très important de la contester afin qu'elle ne soit jamais effective », a renchéri son frère et coporte-parole Maxence Valade, qui a perdu un œil à la suite de l'émeute de Victoriaville du 4 mai.

Le pilier central du plan d'action consiste à consolider le blocage de tous les cégeps et universités du Québec. « Nous sommes solidairement responsables des lignes de piquetage », a déclaré Frank Lévesque-Nicol, secrétaire à la coordination de l'Association facultaire des étudiants en sciences humaines (AFESH).

Aux militants québécois se joindraient des troupes venues de l'Université York, de l'Université de Toronto, de Guelph, de London et de Thunder Bay. Des États-Unis, on attend la National Student Power Convention de l'Ohio.

« Le mouvement [étudiant du Québec] a rayonné à travers le monde entier. En Amérique du Nord, il y a des gens qui commencent sérieusement à songer à faire une grève générale », selon Nicol-Lévesque.

En plus d'annoncer des renforts internationaux et de réaffirmer la détermination de leurs groupes de soutien (Profs contre la hausse et Mères en colère et solidaires, par exemple) à contester la loi 12, les représentants ont lancé un appel national. « On appelle toute la population à participer [...] car on ne le fait pas que pour nous, mais pour tous ceux qui ne sont pas encore en âge d'aller à l'école et de voter », a déclaré Caroline Tanguay, de l'AFESH.

Les deux associations affiliées à la CLASSE consolideront les blocages en prodiguant un soutien humain, logistique et financier. À ce titre, M. Nicol-Lévesque dit qu'il serait heureux que les associations étudiantes, appauvries par six mois de grève, reçoivent davantage d'aide financière de la part des centrales syndicales.

S'ils respectent la souveraineté des associations ayant voté le retour en classe, les quatre représentants ont souligné à grands traits leur refus d'acquiescer à une trêve électorale. « Une trêve se

joue à deux, et le gouvernement Charest ne fait pas de trêve. Il continue de négocier avec les profs et il détient encore les pouvoirs exécutifs », a martelé Frank Nicol-Lévesque. « Jean Charest mène une campagne sur l'ordre ; si on lui donnait raison en acceptant une trêve électorale, on lui donnerait des points », d'ajouter Maxence Valade.

L'initiative de l'AFESH et de l'AECSL vise à maintenir le mouvement de grève, qui a perdu ses premières plumes lorsque trois cégeps ont voté le retour en classe cette semaine.

Vos réactions

Solange Bolduc – Abonnée, 10 août 2012 09 h 59
Une résistance percutante !

"« Notre mandat sur la loi spéciale est clair : nous la contestons et nous la défions », a affirmé d'emblée Ève-Claudél Valade, de l'Association étudiante de Saint-Laurent (AECSL). « Il est très

important de la contester afin qu'elle ne soit jamais effective », a renchéri son frère et co-porte-parole Maxence Valade, qui a perdu un œil à la suite de l'émeute de Victoriaville du 4 mai." Je souhaite de tout coeur que l'idée d'inviter des gens de l'extérieure se concrétise ! Il est clair que les jeunes n'ont pas dit leur dernier mot ! Le réveil sera lourd pour Charest qui n'a pas su se mettre à l'écoute des étudiants alors qu'il l'a fait pour les professeurs durant la campagne. Je comprends pourquoi en cette circonstance, les jeunes refusent la trêve électorale.

Il y a du caractère dans cette jeune Ève-Claudél Valade. Beau à voir !

Et son frère qui a perdu un oeil dans l'émeute de Victoriaville, alors que Charest semblait au-dessus de tout, "jasant" imperturbable à l'intérieur avec ses membres et qu'à l'extérieur les policiers matraquaient ...et qu'ils y avait des

blessés que tentaient de soigner tant bien que mal des infirmières faisant partie des manifestants!

Je l'ai déjà dit : Les jeunes ne pourront jamais oublier que la matraque ou la force policière ait pu tenir lieu de "dialogue" chez le premier ministre du Québec. C'est désastreux quand on y pense !

Roland Guerre – Inscrit, 10 août 2012 15 h 13
Une dimension précieuse

La solidarité d'autres universités, en particulier aux Etats-Unis, est un apport précieux pour donner une dimension internationale à la lutte engagée contre la marchandisation du savoir. J'espère qu'après la campagne électorale, le scrutin, la gratuité sera inscrite dans les faits, conformément à l'engagement international souscrit, il y a...

LE DEVOIR: Retour en classe au cégep André-Laurendeau – vendredi 10 août 2012

Karl Rettino-Parazelli

Après les cégeps de Saint-Jérôme et de Valleyfield mercredi, ce fut au tour des étudiants du cégep André-Laurendeau de se prononcer hier en faveur d'un retour en classe. Environ 250 des 4000 membres de l'Association générale des étudiants du cégep André-Laurendeau (AGECAL) ont participé à un vote à main levée, 80 % des étudiants s'opposant à la poursuite de la grève.

L'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie de l'Université de Montréal (AEEAUM) et celle des étudiants des cycles supé-

rieurs en anthropologie de l'Université de Montréal (AECSAUM) devaient également passer au vote hier. Au moment de mettre sous presse, aucune confirmation des résultats n'avait toutefois pu être obtenue. Pour ce qui est de l'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM (AFAEA), le vote de reconduction de la grève a été remis à une assemblée générale ultérieure.

Les prochains étudiants appelés à se prononcer sur la poursuite ou non de la grève sont ceux du

cégep Saint-Laurent. Ils se réuniront samedi à 11 h.

Par ailleurs, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) conclut aujourd'hui la tournée qu'elle a menée à travers le Québec pour rencontrer la population et discuter de politique. Le rassemblement aura lieu à 18 h à l'Olympia et réunira plusieurs artistes. Le co-porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois devrait y faire une dernière apparition publique.

THE GAZETTE: New groups take up mantle of active protest – Friday, August 10, 2012

By René Bruemmer, The Gazette August 10, 2012

MONTREAL - On St. Viateur St. in the Mile End district, neighbourhood protest groups borne of the student movement cordoned off the road Friday and did their best to rekindle the flame of social revolution that ebbed over the summer.

A cappella groups sang "La vie est belle — pour les riches." Mothers with babies in strollers drew chalk peace signs on the sidewalk, or slogans like "You're sexy. You're cute. Take off your riot suit." People sat on the pavement in groups of 10 or 20 for workshops on neo-liberalism and media propaganda. Protest stalwarts like Anarchopanda and Jaggi Singh joined the roughly 150 in attendance.

Contrary to popular belief, the fervour didn't die over the summer, said Alia Al-Saji, a member of the Mile End Autonomous Neighbourhood Assembly. As the protest against the Liberal government's plan to raise tuition fees by \$1,778 over seven years morphed into anger over a host of social issues, groups like hers sprouted across the island over the summer, in places like the Plateau, Côte des Neiges, Outremont and St. Henri, and even off-island. They got organized, held weekly meetings to debate the issues, and started committees tasked with getting out the vote or planning events.

"Among the regular populace, I would say mobilization has grown," Al-Saji said. "We don't have the same numbers when we do casseroles (pot banging protests that still occur in some neighbourhoods), but we have these assemblies, and they are much more organized."

With many CEGEP students opting to return to class next week and student federations urging their members to focus on voting the Liberals out of power instead of antagonizing voters with disruptive actions, it's the outside groups and the more radical fringe that are taking up the mantle of active protest.

A renegade group calling itself Les Réseaux has been organizing online to try and convince groups of protesters to block access to CEGEPs when students are set to return to class. However, they said they will only hit schools whose assemblies have voted to strike, and so far, there aren't any.

Of the three CEGEPs to vote this week on whether or not to continue their boycotts, all voted to return to class. The other 11 of the province's 48 public CEGEPs that had been boycotting classes are slated to vote next week.

"There are three CEGEPs that have voted to return, so in principle, there shouldn't be a blockage," said Dominique Arnaud, assistant to the executive director at the Fédération des cégeps. "If there were, it would be a contradiction of what they've been saying about democracy."

Any attempts to blockade classes will be dealt with on a case-by-case basis by police and the targeted institution, Arnaud said.

Premier Jean Charest said this week the province's protest law, Bill 78, is in place if needed to prevent blockades.

"Let's give everyone a chance to go back to school, and if there are specific cases, we'll face them," Charest said.

"We'll let police use their own judgment (in applying the law). Every establishment should make the decisions that are best for them."

Some of the more strident student groups in university faculties that voted to continue their boycott said Thursday they will be getting help from protesters outside of the province from places like Toronto and the United States to form picket lines and block access. That could violate Bill 78, which can penalize individuals or organizations that block access to classes anywhere from \$1,000 to \$125,000. University departments like the Université de Montréal's social service's department and UQAM's social sciences faculty, have voted to continue their boycotts.

But with dissension among and within student federations over the best way to deal with the strike in light of the provincial election, it's uncertain whether any blockades will be held. Even Gabriel Nadeau-Dubois, the firebrand spokesman for the Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale (CLASSE), intimated in his resignation letter this week that differences of opinion in his student federation were part of the reason he was stepping down.

A mass demonstration is planned for August 22 in Montreal. Whatever format the student protests take as students start filtering back to school, members of the neighbourhood assemblies say they are here to stay to promote the message that democracy shouldn't be an exercise practised only every four years during elections.

"If things get sorted out in one way or another with elections or some sort of agreement, we're not just going to go away," Al-Saji said. "There are other problems and other things that need to be addressed in society, and we want to bring that up."

With files from Canadian Press

[**8 comments**](#)





Photograph by: Graham Hughes , Canadian Press
With many CEGEP students opting to return to class next week and student federations urging their members to focus on voting the Liberals out of power instead of antagonizing voters with disruptive actions, it's the outside groups and the more radical fringe that are taking up the mantle of active protest.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Éducation | Grève: Vers la fin de la grève? - Publié le: jeudi 09 août 2012, 22H34 | Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 9H48

Moins de 24 heures après la démission-surprise de Gabriel Nadeau-Dubois au poste de porte-parole de la CLASSE, Françoise David lui a publiquement ouvert les portes de Québec solidaire. « Je suis certaine que c'est quelqu'un qui reviendra dans l'espace public un jour ou l'autre. Et si jamais un jour, il lui prenait l'envie d'être candidat pour Québec solidaire, il sera le bienvenu », a-t-elle affirmé hier en marge de l'inauguration de son propre local électoral dans Gouin.

Résultats des votes de grève

- Département du Service social (UdeM) : poursuite de la grève
- Faculté des Sciences humaines (UQAM) : poursuite de la grève
- Association facultaire des étudiants en Arts de l'UQAM : poursuite de la grève
- Université Laval : trêve électorale jusqu'au 4 septembre
- Collège de Valleyfield : grève terminée
- Cégep André-Laurendeau : grève terminée
- Cégep de St-Jérôme : trêve électorale jusqu'au 4 septembre
- DEMAIN : Vote au cégep de Saint-Laurent

Sarah-Maude Lefebvre

Le mouvement de grève pourrait être en train de s'essouffler, croient les associations étudiantes alors que les étudiants de trois cégeps ont choisi de retourner en classe cette semaine.

La motivation des troupes demeure toutefois intacte, assure la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

« Mais la grève n'est peut-être plus le moyen que les étudiants veulent mettre de l'avant pour atteindre leur objectif », avoue cette dernière.

« Je ne pense pas que les étudiants sentent que leur cause est perdue ou terminée, mais ils accordent de l'importance à la période électorale », poursuit-elle.

Aussi, la menace de perdre leur session motive plusieurs étudiants à retourner en classe, croit Mme Laberge.

Changement de stratégie

Les trois premiers cégeps à voter sur le prolongement de la grève ont décidé de retourner en classe, cette semaine.

Du côté des universités, la grève se poursuit dans deux facultés de l'Université de Montréal (UdeM) et de l'UQAM, tandis qu'une trêve électorale a été adoptée à l'Université Laval.

Pour Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, on assiste présentement à un changement de stratégie des étudiants.

« La tendance semble de vouloir faire sortir le vote, plutôt que d'accentuer la mobilisation sur la grève et les actions de perturbation », affirme-t-elle.

Le départ de Gabriel Nadeau-Dubois, qui a quitté hier ses fonctions de porte-parole de la CLASSE, n'affectera pas la mobilisation des étudiants, selon elle.

« Cela vient seulement enlever une carte au jeu des libéraux qui ne pourront plus faire porter tous les problèmes du Québec sur les épaules d'une seule personne. »



Photo d'Archives

Faible taux de participation

Tant la FECQ que la FEUQ refusent de voir dans les faibles taux de participation aux votes de grève une tendance à la démobilisation des troupes.

« Les étudiants sont encore en vacances ou travaillent, dit à ce sujet Éliane Laberge. Mais on sera fixé réellement à ce sujet lors de la manifestation du 22 août prochain où nous pourrions voir combien d'étudiants descendront dans la rue. »

« **Pas sans conséquences** »

Les étudiants qui décideront de boycotter à nouveau leurs cours ne s'en tireront pas sans conséquence, mettent en garde les recteurs d'université.

« À l'impossible, nul n'est tenu. On ne pourra pas vivre une situation de boycott des cours à long terme sans que cela n'ait de conséquences sur les étudiants », avertit Daniel Zizian, pdg de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

À quelques jours du retour en classe, déjà deux facultés universitaires ont décidé de boycotter leurs cours lors de la reprise de la session d'hiver. D'autres votes de grève sont prévus au cours des prochains jours.

Les universités inquiètes

Le Journal révélait hier que la Fédération des cégeps du Québec menace d'annuler la session, avec mention d'échec, des étudiants qui poursuivront la grève étudiante.

La Fédération affirme ne plus avoir de marge de manœuvre pour modifier l'horaire de la reprise des cours, puisque la session d'automne doit impérativement débuter en octobre.

De son côté, les universités se font plus prudentes. La CREPUQ refuse pour le moment de discuter d'un scénario d'annulation de la session dans les universités où les cours seront boycottés.

Néanmoins, l'organisation se dit « inquiète » et avertit les étudiants qu'elle possède peu de « marge de manœuvre ».

« En plus de la reprise de la session d'hiver, on doit accueillir les étudiants du cégep qui ont terminé leur formation à la mi-août puis, en octobre, ceux qui termineront leur session. Nous sommes à la limite de ce que le réseau universitaire peut faire », affirme M. Zizian.

« Nous travaillons en fonction de la reprise des cours, mais on ne peut pas se cacher la tête dans le sable. Il y a de l'inquiétude ».

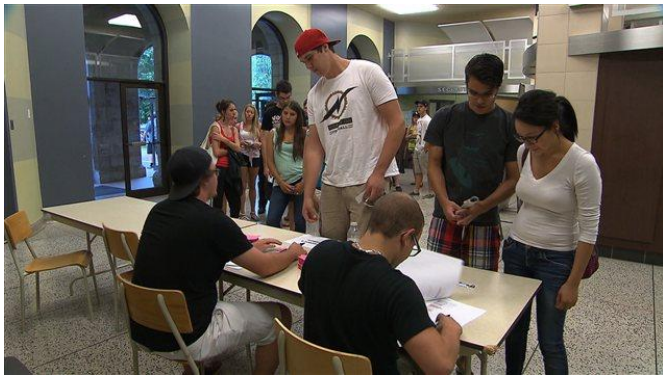
Selon la CREPUQ, 20 % des étudiants universitaires n'ont pas complété leur session à l'hiver 2012.

[Afficher 1-78 de 82 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 23 commentaires \(Québec\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Un troisième cégep se prononce pour le retour en classe – Mise à jour le jeudi 9 août 2012 à 15 h 44 HAE





Les étudiants du Collège de Valleyfield ont décidé mercredi de reprendre les cours

Radio-Canada avec La Presse Canadienne
 Une majorité d'étudiants du Cégep André-Laurendeau ont voté à leur tour pour un retour en classe au terme d'une assemblée générale jeudi. Les étudiants de la faculté des arts de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) doivent aussi se prononcer jeudi sur la possible annulation du trimestre d'hiver 2012. L'ordre du jour de l'assemblée ne prévoit pas de discussion sur la possibilité d'un retour en classe.

Le mouvement étudiant a [perdu ses premiers grévistes](#) mercredi lorsque deux établissements collégiaux ont choisi de ne pas reconduire, du moins temporairement, leur grève contre la hausse des droits de scolarité. Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont voté en faveur d'une trêve jusqu'aux élections, tandis que ceux du Collège de Valleyfield retourneront en classe dès mardi pour terminer leur session d'hiver.

Ces trois associations sont affiliées à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), dont le porte-parole [Gabriel Nadeau-Dubois a annoncé sa démission](#) tard mercredi soir.

Les cégeps de Maisonneuve et de Marie-Victorin tiendront quant à eux leur prochaine assemblée générale le lundi 13 août, soit le jour même de la rentrée prévue.

Votes à l'université

Du côté universitaire, les étudiants en sciences humaines de l'UQAM se sont prononcés mardi soir pour la grève jusqu'à l'abolition complète des frais de scolarité.

La poursuite de la grève a également été choisie lundi par les étudiants en [service social de l'Université de Montréal](#) et les étudiants aux cycles supérieurs en lettres et communications de l'Université de Sherbrooke (sauf ceux du campus de Longueuil).

Les représentants de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM ainsi que ceux des étudiants du Cégep de Saint-Laurent appellent leurs collègues à reconduire leur mandat de grève du printemps dernier.

Ils affirment que des appuis de l'extérieur, de partout au Québec, de l'Ontario et des États-Unis viendront en renfort en cas de blocus devant leurs établissements d'enseignement.

La Fédération des cégeps demande pour sa part aux étudiants de participer aux assemblées générales, et rappelle que le calendrier scolaire n'offre aucune marge de manoeuvre pour le réaménagement du calendrier.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DANS LES CÉGEPS EN GRÈVE

Cégep	Date de l'assemblée
Saint-Jérôme	8 août, 11 h
Valleyfield	8 août, 18 h
André-Laurendeau	9 août, 10 h
Saint-Laurent	11 août, 11 h
Marie-Victorin	13 août, 10 h
Maisonneuve	13 août, 12 h
Édouard-Montpetit	13 août, 12 h
Vieux-Montréal	13 août, 17 h
Lionel-Groulx	14 août, 19h
Bois-de-Boulogne	16 août, 10 h
Ahuntsic	À déterminer
Montmorency	À déterminer
Rosemont	À déterminer
Saint-Hyacinthe	À déterminer

Près de 150 associations de 12 institutions universitaires avaient toujours des mandats de grève générale illimitée après l'adoption de la loi 12 (projet de loi 78) en mai dernier, selon la compilation de la CLASSE.

Rappelons que le premier ministre Jean Charest a annoncé mardi la conclusion d'une [entente de principe](#) avec les représentants des professeurs de cégeps afin d'ajouter des professeurs pour aider le personnel enseignant à la rentrée.

Les commentaires (39)

LE SOLEIL : De l'aide de l'extérieur du Québec pour les étudiants en grève - Publié le jeudi 09 août 2012 à 16h44

Pierre Saint-Arnaud, La Presse Canadienne, Montréal
 Des étudiants de partout au Québec, de l'Ontario et même des États-Unis seraient déjà mobilisés et prêts à venir aider leurs collègues à bloquer l'accès aux institutions où les votes de grève seraient reconduits en dépit de la loi spéciale.

«Le mouvement a rayonné à travers le monde entier», a indiqué jeudi Frank Lévesque-Nicol, de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM).

«En Amérique du Nord, il y a des gens qui commencent sérieusement à songer à faire une grève générale. Donc les gens sont très très intéressés par ce qui s'est passé au Québec. Il faut savoir aussi qu'ils paient des frais de scolarité énormes parce qu'ils n'ont pas réussi auparavant à se battre pour les faire baisser.»

Il a expliqué que des camps de formation pour futurs manifestants ont été tenus à Toronto.

«Il y a des intentions très fermes, des autobus organisés pour venir nous aider à piqueter. Il y en a de l'université York, l'université de Toronto, des universités à Guelph, London, à Kingston et d'autres qui vont venir même d'aussi loin que Thunder Bay.»

«Aux États-Unis, il y a le National Student Power Convention en Ohio qui va se regrouper», a-t-il poursuivi. «C'est à cause de tout le brassage de la grève étudiante au Québec (...) Il y a même un projet de grève étudiante internationale simultanée pour montrer notre solidarité avec les autres mouvements de grève.»

Les représentants de l'AFESH-UQAM et de l'Association étudiante du cégep Saint-Laurent (AECSL) avaient convoqué les médias jeudi pour appeler les étudiants qui étaient en grève au printemps dernier à reconduire ces mandats malgré l'élection à venir.

«On appelle fermement toutes les associations étudiantes à poursuivre la grève en dépit des élections, en dépit de la loi spéciale qui est appliquée», a lancé Caroline Tanguay, également de l'AFESH-UQAM. «On invite à défier cette loi par la désobéissance civile et la résistance.»

Cet appel survient alors que le mouvement semble perdre de la vigueur: jeudi, les étudiants du cégep André-Laurendeau ont voté à 75 pour cent pour mettre un terme définitif à la grève. Encore une fois, cependant, le

taux de participation était plutôt faible puisque seulement quelque 350 étudiants sur environ 3000, soit 11,7 pour cent, se sont présentés à l'assemblée générale.

Plus tôt cette semaine, les étudiants des cégeps de Valleyfield et Marie-Victorin ont choisi de retourner temporairement en classe et de tenir un autre vote après l'élection du 4 septembre.

Les représentants des deux associations étudiantes estiment toutefois que la grève doit se poursuivre et restent de marbre devant la possibilité d'une victoire du Parti québécois, qui a promis d'abroger la Loi 12 et d'annuler la hausse des droits de scolarité.

D'une part, certaines associations - comme l'AFESH-UQAM - ont un mandat de grève générale illimitée jusqu'à l'obtention de la gratuité scolaire, une revendication qui ne pourrait être satisfaite que par l'élection de Québec solidaire. D'autre part, les porte-parole ont dit ne pas faire confiance au PQ.

«Le Parti québécois ne propose pas d'abroger la hausse des frais de scolarité en tant que telle», a nuancé Maxence L. Valade, de l'AECSL. «Il propose de l'abroger pour un certain temps, de faire des états généraux à l'intérieur desquels il va lui-même proposer l'indexation à l'inflation des frais de scolarité. Nous avons des mandats qui divergent de ça.»

«Le Parti québécois promet en ce moment des choses et ces choses-là n'arriveront peut-être pas», a renchéri Caroline Tanguay. «Et il faut peut-être rappeler, ça fait quand même 15 ans de ça, qu'en 1996 le parti politique qui était au pouvoir et qui a imposé la hausse des frais de scolarité c'était le Parti québécois.»

La CLASSE a indiqué depuis le début qu'elle ne donnerait pas de mot d'ordre en ce sens, mais les deux associations étudiantes, qui y sont affiliées, disent avoir obtenu des mandats de leurs propres assemblées générales pour le faire.

De son côté, la Fédération des cégeps appelle les étudiants à participer en grand nombre aux assemblées générales de leurs associations dans les cégeps affectés, mais pour les raisons contraires.

La fédération dit ne plus avoir aucune marge de manoeuvre pour le réaménagement du calendrier, ce qui signifie que les sessions devront être annulées si elles devaient être perturbées à nouveau.

Quatorze des 48 collèves québécois sont dans cette situation. Les autres entameront une session normale aux dates habituelles du calendrier scolaire.



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes

Manifestation étudiante au parc de la Francophonie, à Québec, le 4 avril

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Reprise de la session d'hiver: Pas assez de services professionnels? - Publié le: jeudi 09 août 2012, 14H45 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 14H57 / Première publication jeudi 9 août 2012 à 15h40



Photo Maxime Landry / Agence QMI
Collège Lionel-Groulx

Agence QMI

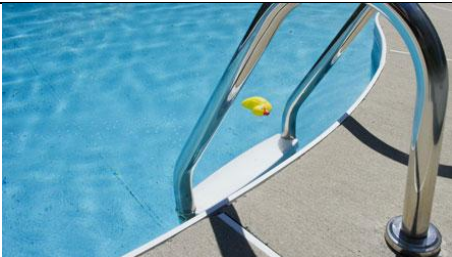
Le retour sur les bancs d'école de milliers d'étudiants du collégial la semaine prochaine pour compléter la session d'hiver se fera sans aucun plan de services professionnels dans les CÉGEPs, a dénoncé jeudi la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSN).

«On sait très bien que la réussite scolaire des étudiants est directement liée à la qualité des services professionnels, d'autant plus qu'ils auront à fournir des efforts supplémentaires afin de compléter leur session d'hiver, a dit Bernard Bérubé, président de la FPPC-CSQ. Les services de psychologie, d'orientation, de gestion pédagogique seront à plus forte raison indispensables aux étudiants.»

Selon la FPPC-CSN, une majorité d'établissements collégiaux n'ajoutera pas de services professionnels et s'en remettra aux heures supplémentaires au besoin. L'organisation affirme que le personnel professionnel est «déjà débordé faute d'effectifs».

«La réussite de la première session est capitale pour l'obtention d'un diplôme collégial, a poursuivi M. Bérubé. Les services professionnels doivent donc être disponibles pour soutenir efficacement les étudiants, considérant une fin de session compressée. Nous demandons que chaque collège mette en place, dans les plus brefs délais, un plan de services professionnels, si nous voulons véritablement favoriser la réussite scolaire de nos jeunes.»

TVANOUVELLES : Reprise de la session d'hiver : Des arrondissements ferment leurs piscines plus tôt - Première publication jeudi 9 août 2012 à 14h26 / Mise à jour : jeudi 9 août 2012 à 17h04



Crédit photo : archives Agence QMI

Le retour aux études de sauveteurs force des arrondissements montréalais à fermer plus tôt leurs piscines et pataugeoires.

Par Guillaume Picard | Agence QMI

Le retour aux études de sauveteurs force des arrondissements montréalais à fermer plus tôt leurs piscines et pataugeoires. C'est le cas à l'arrondissement de Montréal-Nord, où une quinzaine de sauveteurs reprennent le chemin des classes dans les prochains jours, forçant la fermeture, dès vendredi à 17h, d'une dizaine de pataugeoires. Quatre piscines et

pataugeoires extérieures de l'arrondissement (Saint-Laurent, Charleroi, Primeau et Ottawa) poursuivront toutefois leurs activités pour une autre semaine en raison du temps chaud attendu.

«Cette année il y a la rentrée scolaire qui entre en ligne de compte», a dit Céline Pelletier, chargée de communication à l'arrondissement de Montréal-Nord, pour expliquer la fermeture avant la mi-août des piscines.

À l'arrondissement de LaSalle, même son de cloche, deux piscines ne seront plus accessibles la semaine prochaine aux baigneurs en raison de l'indisponibilité de sauveteurs qui retournent sur les bancs d'école pour reprendre la session d'hiver, qui a été perturbée en raison de la grève étudiante du printemps.

«Sur les sept piscines extérieures de LaSalle, on doit en fermer deux - celles du parc Ménard et du parc Raymond - à partir du 13 août, a dit Marc Morin, directeur des affaires publiques de l'arrondissement. On va rediriger les citoyens vers les piscines où il y a plus d'achalandage.

Normalement, nous fermons toujours les piscines vers le 20 août et on en garde trois en activité.»

«L'impact est relativement minime puisque les gens vont pouvoir se rediriger vers d'autres piscines», a ajouté M. Morin, qui a précisé que 14 sauveteurs de LaSalle retournent à l'école.

Horaires normaux

Dans Rosemont-La-Petite-Patrie, il n'était pas question de changement au plan de match, jeudi, lequel prévoit la fermeture des piscines extérieures le 26 août.

«C'est sûr qu'y a des votes des étudiants en début de semaine, a dit France Lebrun, chargée de communication. On verra à remanier l'horaire des employés au besoin, en fonction des résultats des votes. Certains feront plus d'heures s'il le faut, car nos piscines, pour l'instant, doivent fermer comme prévu le 26 août.»

Les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Saint-Laurent et du Sud-Ouest ont aussi décidé de maintenir leurs horaires normaux.

TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Conflit étudiant: Des associations étudiantes s'opposent à la rentrée forcée - Première publication jeudi 9 août 2012 à 12h14 - Mise à jour : jeudi 9 août 2012 à 15h14 / Publié le: jeudi 09 août 2012, 14H06 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 16H36

VIDÉO: Images du point presse des associations étudiantes qui appellent les étudiants à ne pas retourner en classe et à «s'opposer fermement à la loi 12». 9 août 2012, TVA Nouvelles

Eve Lévesque / Agence QMI



Des associations étudiantes appellent les étudiants à ne pas retourner en classe et à «s'opposer fermement à la loi 12».

Le retour en classe des étudiants signifierait pour eux la perte du « momentum » de grève et le risque que certaines associations se retrouvent seules face à la hausse des droits de scolarité.

«C'est important de maintenir la grève, même en période électorale et même sous le joug de la loi 12, a spécifié Frank Lévesque-Nicol, porte-parole de l'Association facultaire étudiante des Sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH). Ce n'est pas vrai qu'on va arrêter (notre lutte) à cause d'une loi qui semble beaucoup plus être sortie de l'époque de Duplessis, à la loi du cadenas, qu'à une loi qui devrait encadrer la vie en société.»

«La loi 12 s'inscrit dans un contexte de loi spéciale qui vise à mater tous mouvements sociaux et à brimer la liberté d'expression, a poursuivi un porte-parole de l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent, Maxence L. Valade. On la conteste parce qu'on souhaite le bien commun.» Celui-ci a d'ailleurs évoqué qu'une rentrée forcée mettrait «les étudiants et les professeurs dans des positions extrêmement embarrassantes, ce ne sont pas des conditions d'éducation qui favorise l'apprentissage», affirmant que des étu-

dants, pour et contre la grève, pourraient s'affronter en classe.

«Les conditions de retour en classe seront ignobles, a ajouté Caroline Tanguay, porte-parole de l'AFESH. Imaginez-vous avoir trente heures de cours, en plus de devoir travailler une trentaine d'heures pour pouvoir payer l'école parce que les prêts et bourses seront retardés par l'Aide financière aux études. Ces conditions de retour en classe méritent à elles seules qu'on défie la loi.»

Venir d'ailleurs pour bloquer les campus

Les porte-parole des associations étudiantes du Cégep Saint-Laurent et de la faculté des Sciences humaines de l'UQAM ont affirmé que des gens de l'Ontario et des États-Unis avaient déjà signifié leur volonté de venir soutenir les étudiants québécois à bloquer l'accès aux différents campus.

«Le mouvement a rayonné internationalement, a rappelé M. Lévesque-Nicol. Les gens sont très intéressés par ce qui s'est passé au Québec. En Ontario, il y a des autobus organisés pour venir nous aider à piqueter, de l'Université York, de Toronto, de Guelph, de London, de Kingston et peut-être d'aussi loin que Thunder Bay.»

Pour expliquer leur sortie médiatique tardive, tandis que des associations étudiantes ont déjà

voté pour une trêve électorale, les porte-parole ont rappelé leur affiliation à la CLASSE ainsi que le principe de démocratie directe qui les régit et qui exige qu'ils aient un mandat pour tenir une conférence de presse.

[Afficher 20 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 4 commentaires \(Québec\)](#)

asirois

Respectons leur droit de ne pas rentrer, et celui des autres de le faire.

[08/09/2012 04:38 PM](#)

Trotski40

Continuez comme ça...Les élections seront en faveur de Charest...

[08/09/2012 04:29 PM](#)

rodal

"Les conditions de retour en classe sont ignobles" Avez vous pensé aux travailleurs prient dans le trafic a cause des étudiants qui bloquent les routes. Leurs retours du travail est ignoble pour eux aussi et vous en souciez meme pas.

[08/09/2012 04:04 PM](#)

trisyooan

Les étudiants ne sont pas obligé de retourner en classe.....seulement ceux qui le veulent

[08/09/2012 03:00 PM](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Cégep André-Laurendeau: Fin de la grève - Publié le: jeudi 09 août 2012, 13H39 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 13H49

Sarah-Maude Lefebvre

Les étudiants du cégep André-Laurendeau ont voté en faveur d'un retour en classe, jeudi matin.

Contrairement au cégep de Saint-Jérôme, où les étudiants ont opté hier pour une trêve électorale, la grève est bel et bien terminée à André-Laurendeau.

La proposition de poursuivre la grève pendant la semaine du 13 août a été rejetée, tout comme la possibilité de boycotter les cours le 22 août prochain à l'occasion d'une manifestation organisée par la CLASSE.

Au total, 469 étudiants se sont prévalus de leur droit de vote sur les 2800 membres de l'Association Générale des Étudiant(e)s du Cégep André-Laurendeau, ce qui équivaut à un taux de participation de 16,8%.

C'est le taux de participation le plus élevé obtenu par une association étudiante depuis le début des votes sur le prolongement de la grève.

Hier, au cégep de Saint-Jérôme, à peine 6 % des étudiants ont voté pour une trêve électorale jusqu'à 4 septembre. Les étudiants en service social de l'Université de Montréal ont reconduit la grève lundi soir, même si à peine 10 % des

étudiants étaient présents pour voter. Les étudiants en sciences humaines de l'UQAM ont également décidé de continuer à boycotter leurs cours, mardi.

Enfin, le Collège de Valleyfield a également mis fin à la grève hier.

[Montrer 1 commentaire \(Montréal\)](#)

[Réduire](#)

Bravo a tout ceux qui ont voté pour le retour en classe. Les adeptes du che sont de plus en plus isolés...LOL!!!!

[08/09/2012 03:30 PM](#)

LA PRESSE : Plaidoyer pour une poursuite de la grève - Publié le jeudi 09 août 2012 à 13h15

La Presse Canadienne, Montréal

Les représentants de deux associations étudiantes, celle du cégep Saint-Laurent et celle de la faculté des sciences humaines de l'UQAM, appellent leurs collègues qui étaient en grève au printemps dernier à reconduire ces mandats malgré l'élection et leur promettent des appuis de l'extérieur.

Ils affirment que des supporters de partout au Québec, mais aussi de l'Ontario et même des États-Unis se promettent de venir leur prêter main-forte si des blocus doivent être érigés devant les établissements en question.

Les étudiants de sciences humaines de l'UQAM ont voté en faveur de la grève jusqu'à l'obtention de la gratuité scolaire et leur association estime que rien ne laisse entrevoir une réponse positive à cette revendication de demeurer en grève.

Quant à la possibilité d'une victoire du Parti québécois, qui a promis d'abroger la Loi 78 et d'annuler la hausse des droits de scolarité, ils font valoir que ce n'est pas parce qu'un parti promet quelque chose qu'il va le faire.

Les porte-parole de la CLASSE ont indiqué depuis le début qu'ils ne donneraient pas de mot d'ordre en ce sens mais les deux associations étudiantes, qui sont membres de la CLASSE, disent avoir obtenu des mandats de leurs propres assemblées générales pour le faire.

De son côté, la Fédération des cégeps appelle les étudiants à participer en grand nombre aux assemblées générales de leurs associations dans les cégeps affectés mais pour les raisons contraires.

La fédération dit ne plus avoir aucune marge de manoeuvre pour le réaménagement du calen-

drier, ce qui signifie que les sessions devront être annulées si elles devaient être perturbées à nouveau.



Photo Ninon Pednault, La Presse
Maxence L.-Valade de l'AECSL, Caroline Tanguay de l'AFESH et Frank Lévesque-Nicol de l'AFESH.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Conflit étudiant: Les associations étudiantes s'opposent à la rentrée forcée - Publié le: jeudi 09 août 2012, 11H58 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 12H15



Photo d'archives / Agence QMI
Les étudiants semblent divisés sur l'éventuel retour en classe.

Ève Lévesques / Agence QMI

MONTRÉAL - L'Association facultaire des étudiants en sciences humaines (AFESH) de l'Université de Québec à Montréal et l'Asso-

ciation étudiante du Cégep Saint-Laurent (AECSL) s'allient pour appeler les autres associations étudiantes à ne pas retourner en classe et à « s'opposer fermement à la loi 12 ».

Le retour en classe des étudiants signifierait pour eux la perte du « momentum » de grève et le risque que certaines associations se retrouvent seules face à la hausse.

« Les étudiants qui sont déjà en situation financière précaire s'exposent à des amendes astronomiques », a spécifié Frank Lévesque-Nicol, porte-parole de l'AFESH.

« On la conteste parce qu'on souhaite le bien commun », a poursuivi le porte-parole de l'AECSL, Maxence L. Valade.

Pour expliquer leur sortie médiatique tardive, tandis que des associations étudiantes ont déjà voté pour une trêve électorale, les porte-parole ont rappelé leur affiliation à la CLASSE ainsi que le principe de démocratie directe qui les régit.

Montrer 1 commentaire (Québec)

trisyoan

Ce n'est pas forcer ils ne sont pas obligés de suivre leurs cours.....ceux qui le veulent seulement

[08/09/2012 01:35 PM](#)

Montrer 1 commentaire (Montréal)

jaba1947

Même votre porte parole vous laisse tomber. Vous êtes les perdants dans tout cela. Il n'y a pas de logique dans vos revendications car vous ne voulez pas de hausse mais depuis le printemps calculer tout ce que vous avez perdu et vous n'êtes pas certains de gagner en plus. Mme Marois est la seule qui vous fait de belles promesses par opportunité tout le monde le sait mais une fois au pouvoir elle va faire comme quand elle était ministre de l'éducation et la vous réaliserez que tout ce que vos leaders étudiants vous ont dit n'était que du rêve.

[08/09/2012 01:48 PM](#)

LE SOLEIL : Cycles supérieurs de l'Université Laval: invitation au respect de la loi 78 - Publié le jeudi 09 août 2012 à 09h49

David Rémillard, Le Soleil

(Québec) Pour éviter de « signer son arrêt de mort », l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES) invite ses 11 000 membres en grève à respecter la loi 78 à la rentrée scolaire.

Son président, Patrice Vachon, préfère jouer de prudence considérant les amendes salées prévues dans la loi spéciale.

« Nous avons préféré suspendre les piquets de grève hermétiques », explique-t-il au *Soleil*.

Les associations étudiantes, une association de salariés, un établissement ou un organisme qui organise une manifestation s'expose à une amende entre 25 000 \$ et 125 000 \$, peut-on lire dans le projet de loi adopté le 18 mai dernier et en vigueur jusqu'au 1er juillet 2013. Les montants sont doublés en cas de récidive. Malgré quelques affrontements à l'entrée des salles de

classe au début de la grève l'hiver dernier, M. Vachon s'attend à une rentrée calme.

« Ce qui nous fait vraiment peur, ce sont les amendes [pas les affrontements physiques]. »

Les 11 000 membres de l'AELIES sont actuellement en grève générale illimitée depuis le 23 avril. Le résultat des élections provinciales du 4 septembre marquera toutefois un tournant. Un vote de reconduction de la grève est prévu au lendemain du scrutin, a fait savoir M. Vachon.

Advenant la victoire d'un parti en faveur du maintien de la hausse des droits de scolarité, ce dernier ne cache pas que la situation pourrait se compliquer. Des étudiants en grève à l'hiver doivent déjà reprendre leur session à compter du 15 août pour ensuite démarrer la session d'automne au mois d'octobre, explique-t-il. Si la grève devait se poursuivre, le calendrier deviendrait encore plus serré.

« On essaie de prévoir tous les scénarios », dit-il. Mais selon lui, ce sera au vice-rectorat aux études de se pencher sur cette question et d'entrer en contact avec les associations étudiantes par la suite.

Quelques votes au premier cycle

Des votes de grève sont prévus pour certaines associations étudiantes de premier cycle. Les 230 membres de l'Association générale des étudiants et étudiantes prégradués en philosophie se positionneront le 16 août, et les étudiants en études théâtrales le feront le 17.

D'autres votes de grève pourraient s'ajouter au calendrier à l'Université Laval, a par ailleurs confirmé un porte-parole de la CADEUL. Des étudiants en histoire et en sociologie, notamment, ont été les premiers à entrer en grève il y a de cela six mois, le 14 février.

INFONORD.COM : Lionel-Groulx: assemblée étudiante et rentrée scolaire - Publié le jeudi 9 Août 2012



Photo Michel Chartrand
Lionel-Groulx fait partie des 14 cégeps qui ont dû interrompre leur session d'hiver en raison du conflit étudiant.

Valérie Maynard

Trois mois après l'intervention de la Sûreté du Québec au collège Lionel-Groulx et l'interruption de la session d'hiver, tous se préparent en vue de la rentrée scolaire prévue, le jeudi 16 août.

« Les membres de la direction générale se rencontreront lundi pour établir un plan de match », a révélé Yves Marcotte, à la direction des affaires corporatives et des communications du Collège. Mais tout juste avant, soit le mardi 14 août, à 19 h, au gymnase du collège, se tiendra une assemblée générale étudiante, la première depuis celle du 9 mai dernier, à laquelle quelque 2 000 étudiants avaient pris part.

Mentionnons toutefois qu'aucun vote n'est prévu à l'ordre du jour. L'assemblée servira plutôt à faire une mise à jour de la situation et à expliquer la loi 12 (anciennement projet de loi 78). Une plénière suivra.

Rappelons qu'au-delà de 5 000 étudiants ont confirmé leur inscription en vue de la rentrée du 16 août.

Entente de principe

Enfin, du côté des enseignants, on apprenait récemment, qu'une entente de principe avait été conclue, en date du 6 août, entre le Conseil patronal de négociation des collèges (CPNC) et la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) au sujet de la reprise des cours de la session Hiver 2012. Cette entente concerne 13 des 14 cégeps, dont Lionel-Groulx, qui ont dû interrompre leur session d'hiver en raison du conflit étudiant.

L'entente traite, en substance, des ressources enseignantes qui s'ajouteront à l'enseignement régulier pour l'année scolaire 2012-2013, en appui aux enseignants à temps complet. Selon le CPNC, l'entente intervenue permettra notamment d'assurer un meilleur encadrement des nouveaux étudiants en provenance du secondaire

RADIO-CANADA / ESTRIE : Rentrée étudiante : trêve à Saint-Jérôme, retour en classe à Valleyfield - Mise à jour le jeudi 9 août 2012 à 3 h 10 HAE

Les cégeps de Saint-Jérôme et de Valleyfield se sont prononcés mercredi sur leur rentrée. Les étudiants de Saint-Jérôme ont voté en faveur d'une trêve jusqu'aux élections, tandis que ceux de Valleyfield retourneront en classe mardi prochain.

L'association étudiante du Cégep de Saint-Jérôme a choisi de faire une trêve jusqu'au 4 septembre, le jour des élections générales au

Québec. Ce ne sont toutefois que 250 étudiants sur 3700 qui ont voté mercredi après-midi. Malgré le faible taux de participation, la direction de l'établissement ne remet pas le vote en question, estimant qu'il est le reflet de la volonté générale.

« Ce qui nous donne confiance, c'est que suite à la suspension de la session au printemps dernier, nous avons procédé à une grande opération de

confirmation de retour des étudiants en août prochain. Plus de 90 % avaient répondu et 87 % avaient signifié leur intérêt à reprendre la session le 16 août », a expliqué la porte-parole du cégep, Guylaine Gagner.

En soirée, les étudiants du Cégep de Valleyfield se sont prononcés largement en faveur d'un retour en classe le 14 août. À l'issue d'un vote secret, 246 étudiants se sont prononcés pour la



reconduction de la grève jusqu'au 20 août, tandis que 426 ont voté contre, 19 se sont abstenus et 2 autres ont annulé leur vote.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) s'est engagée à respecter la volonté des membres de l'association étudiante, qui étaient en grève depuis le 20 février dernier.

La porte-parole de l'organisation, Jeanne Reynolds, s'est tout de même dite déçue du résultat au Cégep de Valleyfield, l'établissement qu'elle fréquente. « Il est certain que nous ne pouvons pas sauter de joie; il s'agit de mon cégep, et je connais donc les militants. Cependant, il n'y a pas de tradition de lutte étudiante, et il s'agit ainsi d'une victoire qu'il faut souligner », a-t-elle déclaré.

« Nous avons quand même été 160 000 [étudiants en grève] lorsque la loi 12 a suspendu le conflit étudiant, et il y a donc de bonnes chances pour que nous continuions la grève », a-t-elle indiqué, appelant ses membres « à poursuivre la mobilisation ».

Les votes de grève se poursuivent

Les cégeps de Maisonneuve et de Marie-Victorin tiendront quant à eux leur prochaine assemblée générale le lundi 13 août, soit le jour même de la rentrée prévue.

Du côté universitaire, les étudiants en sciences humaines de l'UQAM se sont prononcés mardi soir pour la poursuite de la grève illimitée, tout comme les étudiants en [service social de l'Université de Montréal](#) lundi. Les étudiants aux cycles supérieurs en lettres et communications de l'Université de Sherbrooke (sauf ceux du campus de Longueuil) ont aussi voté pour la poursuite de la grève lundi.

Près de 150 associations de 12 institutions universitaires avaient toujours des mandats de grève générale illimitée après l'adoption de la loi 12 (projet de loi 78) en mai dernier, selon la compilation de la CLASSE.

Par ailleurs, Jean Charest a annoncé mardi la conclusion d'une [entente de principe](#) avec les représentants des professeurs de cégeps afin d'ajouter des professeurs pour aider le personnel enseignant à la rentrée.

En complément



Vidéo - [Le reportage d'Yvan Côté](#)



Vidéo - [Le reportage de Mélanie Bourgeois](#)
[Les commentaires \(180\)](#)

THE GAZETTE : Protest showdown looming in Quebec: students headed there from outside province? – Thursday, August 09, 2012

By The Canadian Press August 9, 2012

MONTREAL - The more hardcore Quebec student activists say they will receive help from outside the province as they form picket lines to block the return to school.

They say that at schools where student assemblies vote to remain on strike, they plan to enforce those votes outside classrooms as they start to reopen next week.

Such a move would violate the province's controversial protest law, Bill 78, which sets penalties between \$1,000 and \$125,000 for people or organizations that block access to schools.

It could also force a showdown in the midst of a provincial election campaign and spark unknown political consequences.

"People will be coming from Ontario and the United States to help students block their campus," Caroline Tanguay, part of a student group at the Université du Québec à Montréal, told a news conference Thursday.

That announcement was meant to stress the stamina of the protest movement amid a fast-changing political climate.

While one-third of the province's post-secondary students have been on strike, the number is dropping following votes at assemblies leading up to the scheduled resumption of the long-suspended spring semester. Classes at some schools begin next week.

The results of the votes have been mixed — with some assemblies voting to return to school and others wanting to continue their strikes.

Students have been grappling with dilemmas about their own personal future and also with a more strategic question: Will these continued protests backfire and help re-elect their movement's political nemesis, the Charest Liberals?

Another major development Thursday was news that the best-known face of the student movement had resigned.

Gabriel Nadeau-Dubois, a spokesman for the more militant CLASSE group and who is now a household name in Quebec, said he was tired of being demonized as a quasi-terrorist.

In a letter announcing his departure, an angry Nadeau-Dubois accused the government of tarnishing his reputation. In an example of how polarizing the outgoing student leader had become, the mayor of a small town in northeastern Quebec recently threatened to cancel a summer festival after hearing the young activist might attend.

But people like Nadeau-Dubois have also won admiration — inside and outside Quebec.

One student at Thursday's news conference said he expected help from two Toronto universities — York and the U of T — as well as from Guelph, London, Kingston and Thunder Bay. He said he also expected participants from New York University.

"There are very firm intentions to come, with organized buses, to come and help us picket," said Frank Levesque-Nicol, of the UQAM social-science students' faculty.

He added that solidarity works both ways, and Quebec students will help others with protest actions in the future.

"The movement has become known around the world," Levesque-Nicol said. "In North America, there are people seriously thinking about having general strikes so people are very, very interested in what's happened in Quebec."

"They pay huge tuition rates (outside Quebec) because they never managed to fight before to make them drop."

In Quebec, the government is hiking tuition by \$1,778 over seven years. That would represent an increase of 84 per cent — which would still leave Quebec with lower rates than most other provinces.

The protesters say their struggle is a matter of principle. They say they oppose such austerity measures for regular people while subsidies to large companies would more than pay for the hike.

Some also describe it as a question of generational fairness, and wonder why young people should be squeezed to help pay down debts racked up by older Quebecers.

The government and its supporters describe the higher fees as part of a necessary culture shift in the province, where a user-pay model will help ensure quality services in the long run. The government has also increased hydroelectricity rates, which are comparably low in the province. With files from Pierre Saint-Arnaud

THE GAZETTE : Three CEGEPS vote to return to class – Thursday, August 09, 2012

By René Bruemmer

MONTREAL - For the third time this week, a small number of CEGEP students turned out and voted to return to class.

About 250 of CEGEP André Laurendeau's 3,000 students voted 85 per cent in favour of a return to classes at their LaSalle institution next week.

They join the roughly 200 students at CEGEP de St. Jérôme who also opted to return next week.

The St. Jérôme students, however, decided to vote for a truce on the issue of the tuition hike until after the Sept. 4 provincial election, at which point, depending on who is elected, they may vote to boycott classes.

On Wednesday, Collège de Valleyfield students voted for a return to class as well. They are the first three schools to hold votes out of 14 CEGEPs that were still boycotting classes when the gov-

ernment ordered the spring session be put on hold and restarted the week of Aug. 13. The remaining CEGEPS are scheduled to vote this weekend.

Student leaders said the votes were more a reflection of a change in tactics than a decline in support for the student protest.

"Can we talk about a trend? I don't know yet," said Éliane Laberge, president of the Fédération étudiante collégiale du Québec. "I don't think the students have given up the fight — I think they see the election as another way to achieve their goal. I don't think they feel completely defeated."

Student groups have focused their efforts on getting out the youth vote and ousting the Liberals. Laberge said the low turnouts were disappointing, but were probably a result of students

being on summer holidays, out of the habit of attending general assemblies to vote on a regular basis.

Earlier this week, students at the Université de Montréal's social services faculty and the Université du Québec à Montréal's social sciences department voted to continue the boycott.

The three main student organizations are holding strategy meetings this weekend to discuss their next moves.

2 comments

anon550167050, 10:42 PM on 8/9/2012

@AJM1972

Actually the majority of the world supported the students. But then again, FACTS aren't something you believe in, are they?

AJM1972, 10:34 PM on 8/9/2012



I'm sure the majority of the world can agree on their next move: shut up and go back to class!!

THE GAZETTE : Some students declare tuition truce – Thursday, August 09, 2012



Photograph by: Karen Seidman/The Gazette
Protesters at Phillips Square in Montreal on Wednesday lounge in front of a banner whose message translates as: "Out with the neoliberals."

By KAREN SEIDMAN

MONTREAL - Despite a protest through the streets of downtown on Wednesday and a clash with riot police, at least some students in Quebec have declared a truce until election day.

Students at the CEGEP de St. Jérôme voted for a truce on the issue of the tuition conflict until Sept. 4, when they will see the results of the provincial election, although, like many of these early student votes, attendance was very poor. Only about 150 to 200 of the school's 4,000 students turned up for the vote.

Also, students at CEGEP Valleyfield have decided not to participate in the class boycott. The results of the vote, which were released on Wednesday night, showed 426 students against the boycott, 246 for it.

But about 200 demonstrators in Montreal who briefly blocked access to the Hydro-Quebec Building on René Lévesque Blvd. — and prompted riot police to fire some tear gas as they quickly dispersed the crowd — showed that the summer lull in the tuition conflict may be coming to an end.

Certainly, things were heating up on the election trail, where Parti Québécois leader Pauline Marois annoyed some students by urging them to go back to class, while pledging not to interfere with their student democracy.

"Madame Marois has no authority over the student movement, she doesn't represent the student movement," said Camille Robert, a spokesperson for the Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), which organized Wednesday's demonstration.

And concerns loomed about a renegade group, called Les Réseaux, which is trying to urge students to block access to CEGEPs next week, when students are set to return to class. Called Opération "Maginot" — a reference to a line of concrete fortifications which France constructed along its borders with Germany and Italy in the run-up to the Second World War — the group is encouraging students to come out en masse beginning on Monday.

"They have weapons, but we have conviction," reads the group's Facebook page. "The battle doesn't stop at the polls." The group does not think that the event should only proceed if the targeted CEGEPs have continued their mandate to boycott classes.

Éliane Laberge, president of the Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), said the group is "worrysome," and that she hoped it wouldn't lead to campus clashes, but that it was a natural outcome of the Liberals' Bill 78, which aims to restrict protests and stop picketing students from blocking access to classes.

"I don't know who is behind this group but I hope they don't block the doors of CEGEPs without strike mandates," she said.

She seemed pleased about the truce at St. Jérôme, saying she thought people might vote that way, but wasn't sure. She said it makes some sense for students to be in school during the campaign.

"We've noticed that (Premier Jean) Charest is scoring electoral points on our backs," Laberge said.

The early voting at student general assemblies continued on its path of poor turnouts on Wednesday. The biochemistry department at the Université de Montréal didn't have enough students for quorum and postponed its vote on the boycotts for a week or two.

On Tuesday, the social sciences department at the Université du Québec à Montréal got only about 400 of 4,600 students at its general assembly. They will continue the boycott but will vote again later in August.

But as masked students marched through the streets of downtown Montreal again on Wednesday and faced off with about 50 riot police, it's clear that the election has not necessarily calmed tensions on the issue of tuition hikes, which has expanded into a debate about neoliberalism and the privatization of public services.

"We have to keep fighting because the election won't change anything," said Louis Pérot, a student at Collège Mont St. Louis in Ahuntsic.

[8 comments](#)

THE GAZETTE : Collège de Valleyfield votes against boycott – Thursday, August 09, 2012

The Gazette August 9, 2012

The Collège de Valleyfield will not be participating in the class boycott.

The results of the voting, which were released on Wednesday night, showed 246 students were for

the boycott, 426 were against it, 19 abstentions and 2 null votes.

[3 comments](#)

JOURNALMÉTRO : Deux cégeps ne reconduisent pas la grève - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 | 23:22

Par Rédaction La Presse Canadienne

MONTREAL - Deux associations d'étudiants ont choisi mercredi de mettre fin, du moins temporairement, à leur grève contre la hausse des frais de scolarité.

Les étudiants du cégep de Saint-Jérôme et ceux du Collège de Valleyfield se sont prononcés en faveur d'un retour en classe la semaine prochaine pour terminer leur session d'hiver. Ces deux associations sont affiliées à la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

L'Association étudiante du cégep de Saint-Jérôme (AGES) a été la première à se prononcer en vue du retour en classe prévu le 16 juillet. Un vote à main levée en présence d'environ 250 membres s'est soldé par une majorité d'au moins 60 pour cent en faveur d'une trêve électorale. Un autre vote de grève se tiendra après les élections provinciales du 4 septembre.

De son côté, le Collège de Valleyfield a tenu un vote secret mercredi soir. Ici aussi, le résultat a été sans équivoque: 61 pour cent des 700 étudiants à s'être prononcés ont choisi de mettre fin à leur débrayage.

Ces associations ont opté pour une avenue différente de celle préférée par les étudiants en

sciences humaines de l'UQAM et en service social de l'Université de Montréal, qui ont choisi plus tôt cette semaine de poursuivre leur action et de faire fi de la loi spéciale adoptée par le gouvernement Charest le printemps dernier.

La porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds s'est dite déçue du résultat du scrutin au Collège de Valleyfield, l'établissement qu'elle fréquente, mais affirme que la mobilisation n'est pas terminée.

«Il est certain que nous ne pouvons pas sauter de joie; il s'agit de mon cégep, et je connais donc les militants. Cependant, il n'y a pas de tradition de lutte étudiante, et il s'agit ainsi d'une victoire qu'il faut souligner», a-t-elle déclaré.

Selon elle, le résultat du vote au Collège de Valleyfield n'aura pas nécessairement d'influence sur ceux qui sont à prévoir au cours des prochains jours dans les différents établissements et programmes qui ont déclenché la grève.

«Nous avons quand même été 160 000 (étudiants en grève) lorsque la loi 12 a suspendu le conflit étudiant, et il y a donc de bonnes chances pour que nous continuions la grève.»

Mme Reynolds a plaidé qu'il y avait «toujours une hausse des droits de scolarité» et «toujours une loi qui pèse sur nos épaules».

«Nous appelons bien sûr à poursuivre la mobilisation», a-t-elle ajouté.

D'autres assemblées générales dans les cégeps du Québec sont prévues au cours de prochains jours. Historiquement très militants, les étudiants du cégep Marie-Victorin et du Collège de Maisonneuve, à Montréal, doivent notamment se prononcer lundi.

À la Fédération des cégeps, on assure que les cours seront donnés dès la rentrée et que ceux qui n'y assisteront pas risquent de se retrouver avec des mentions d'échecs à leur bulletin.

[Afficher 4 commentaires](#)

fuckangelil

j'espère que la grève va arrêter! anyway, la hausse se fera un jour, c'est certain; maintenant ou plus tard... puisque rien n'est gratuit en ce bas monde. ainsi, étudiants: préférez-vous payer directement pour vos études, ou payer à travers des impôts ridiculement élevés ?

rentrez donc chez vous! Ne vous laissez pas instrumentaliser par des Dubois et Bureau, qui ne pensent qu'à leur future carrière politique... isaquintin

Je souhaite bonne chance aux étudiants qui retournent en classe, ils devront travailler très fort car même si le plan de cours est réduit, les

travaux et les examens le pourcentage va être beaucoup augmenter à mon cégep nous avions pas la chance de rien reprendre faute de temps pour la correction pour les profs. Encore une fois bonne chance aux étudiants et un conseil concentrer -vous seulement aux cours que vous penser passer et lâcher les cours qui sont trop dur pour vous ça vous donner plus temps pour vous préparer aux examens et aux T.P. isaquintin

Je suis très contente que les étudiants retournent en classe, moi-même étudiante au cégep de st-jean , nous avons eu un taux d'échec élevé et

certain profs nous on donner quelques points dont nous avions pour passer. Le retour en classe pour certains étudiants va couter très cher et il va y avoir un d'échec élever . Je crois que ça sert rien de continuer la session ca coute cher pour rien pour le peu d'étudiants qui vont passer leur cours, il voudrait mieux reprendre la session depuis le début pour une meilleure de réussite ce qui serait plus économique finalement visiteur357

Je suis d'accord avec toi. Si le gouvernement s'était mêlé de ses affaires et avait laissé les profs gérer la situation, on aurait pu s'en sortir

par la peau des fesses. Là ils nous interrompent notre session et nous disent de recommencer 2-3 mois plus tard et s'attendre à ce qu'on se souviennent de toute notre matière? La majorité des gens, au bout des vacances d'été, ont de la misère à se souvenir de ce qu'ils ont appris la session passée. Là on se fait couper la session en plein milieu, on se la fait reporter, et il faut qu'on recommence où on avait laissé? Ils sont barjo!

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Conflit étudiant: Le Collège de Valleyfield dit non à la grève - Publié le: mercredi 08 août 2012, 23H18 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 13H34 / Première publication mercredi 8 août 2012 à 23h54

VIDÉO: Les étudiants du Collège de Valleyfield, premier cégep a opté pour la grève le 20 février ont opté massivement pour un retour en classe le 14 août., 9 août 2012, Le Soleil

Éric Tremblay / Agence QMI

VALLEYFIELD – Les étudiants du Collège de Valleyfield, premier cégep à opter pour la grève l'hiver dernier, ont voté mercredi soir pour un retour en classe, prévu pour le 14 août.

L'assemblée générale a réuni 693 étudiants mercredi et dans une proportion de 61,4 % (426 votes), la proposition de reconduire la grève pour une semaine a été battue.

«La stratégie du gouvernement libéral avec sa loi spéciale est une stratégie qui a fonctionné», a déploré Justin Arcand, président de l'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield (AGÉCoV).

Avec les sessions en accéléré qui vont se succéder, il concède que le gouvernement Charest va ainsi offrir des diplômes au rabais.

L'assemblée ne semblait toutefois pas pencher vers l'option d'un retour en classe, puisque les

gens en faveur de la grève ont majoritairement monopolisé le temps de parole.

«Le retour en classe impliquerait un bris du mouvement social, a témoigné Jeanne Reynolds, étudiante au Collège de Valleyfield et porte-parole de la CLASSE. Si la grève se prolonge, ce serait le chaos total. D'une manière ou d'une autre, Jean Charest va utiliser notre décision à des fins électoralistes.»

Une étudiante en faveur de la reprise des cours, une des rares à prendre la parole, a cependant fait réagir avec dynamisme la foule. «La session se déroulera sur 13 semaines comme celle d'hiver, il y aura des cours de 8 h à 20 h avec deux samedis et l'épreuve uniforme de français qui aura aussi lieu un samedi, a-t-elle noté. Il faudrait peut-être penser à ce qu'on veut faire de notre avenir. Les universités ne nous attendront pas éternellement.»

Justin Arcand a d'ailleurs fait remarquer que le contexte du vote de mercredi soir était différent et que des partisans de la grève avaient peut-être été motivés à changer leur appui pour une éventuelle admission à l'université.

Le président de l'AGÉCoV n'encaissait pas le résultat comme une défaite. «La grève qu'on a faite a été un succès à plusieurs égards, a-t-il signalé. Le déclenchement des élections en est une démonstration. Les étudiants sont davantage politisés. La grève n'était qu'un moyen d'action, il nous reste toujours le mandat pour contester la loi. On aurait aimé une poursuite de la grève pour forcer le gouvernement à reculer sur la hausse des droits de scolarité. Mais le débat va continuer et s'élargir.»

Retour en classe au Cégep André-Laurendeau

Les étudiants du cégep André-Laurendeau ont voté en faveur d'un retour en classe, jeudi matin. Contrairement au cégep de Saint-Jérôme, où les étudiants ont opté hier pour une trêve électorale, la grève est bel et bien terminée à André-Laurendeau.

[Afficher 33 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 10 commentaires \(Québec\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Éducation | Grève: Boycott = échec: Si la grève se poursuit, la Fédération des cégeps annulera leur session - Publié le: mercredi 08 août 2012, 22H54 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 5H52



Photo Agence QMI, PHILIPPE-OLIVIER CONTANT

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) souhaitait insuffler un nouvel élan à la mobilisation du printemps dernier en organisant une manifestation dans les rues de Montréal, hier. Quelques centaines de personnes ont répondu à l'appel. Le rassemblement a été déclaré illégal lorsque le groupe a occupé le stationnement de l'immeuble d'Hydro-Québec. Les forces policières ont procédé à des manœuvres de dispersion, mais à aucune arrestation.

Sarah-Maude Lefebvre

Que les étudiants se le tiennent pour dit, la Fédération des cégeps compte annuler la session en cas de poursuite de la grève, même si elle ne dure que quelques jours.

« Nous avons joué notre dernière carte. Il n'y a plus d'autre alternative possible », martèle Jean Beaudesne, PDG de la Fédération des cégeps du Québec.

Alors que les votes sur la poursuite de la grève débutent dans les cégeps un peu partout au Québec, ce dernier tient à mettre en garde les étu-

dants sur les « conséquences » qui les attendent s'ils décident de poursuivre le boycottage de cours.

« Nous devons annuler la session et les étudiants se retrouveront avec une mention d'échec sur leur relevé de notes. Nous n'avons pas le choix », insiste M. Beaudesne.

Marge de manœuvre

La Fédération des cégeps affirme n'avoir aucune marge de manœuvre.

« Même si des étudiants votent pour une seule semaine de grève, nous devons annuler leur session. Le constat est implacable : les étudiants qui décideront de ne pas retourner en classe auront fait du même coup le choix de perdre leur session », explique M. Beaudesne.

L'annulation de la session pourrait avoir des impacts importants sur l'avenir de certains étudiants, puisqu'elle affectera leur cote R, qui est prise en considération par les universités lors de l'admission.

Votes décisifs

Les assemblées générales prévues dans les cégeps au cours des prochains jours seront donc décisives.

Lourdement affectée en raison de la grève étudiante, la session d'hiver 2012 sera reprise dans les prochains jours dans les 14 cégeps et les facultés de 11 universités qui sont toujours en grève.

La session d'automne débutera ensuite en octobre. Selon la Fédération des cégeps, la reprise des cours a été minutée à la journée près et ne peut souffrir d'aucun retard.

« Le message a été envoyé deux fois plutôt qu'une. J'espère que les votes se tiendront à la rentrée plutôt qu'au cours des prochains jours alors que plusieurs étudiants travaillent toujours. Selon moi, des votes tôt comme ceux-là n'ont aucune légitimité », affirme M. Beaudesne.

Faible participation

Les quelques votes qui ont lieu cette semaine ont présenté des taux de participation anémiques.

Hier, au cégep de Saint-Jérôme, à peine 6 % des étudiants ont voté pour une trêve électorale jusqu'à 4 septembre. Un autre vote aura ensuite lieu pour déterminer si la grève se poursuivra.

Rappelons aussi que les étudiants en service social de l'Université de Montréal ont reconduit la grève lundi soir, même si à peine 10 % des étudiants étaient présents pour voter.

À l'UQAM, mardi, environ 350 des 4 623 membres des étudiants en sciences humaines se sont présentés aux urnes.

[Afficher 1-80 de 160 commentaires \(Montréal\)](#)

► Des assemblées générales auront lieu aujourd'hui au Cégep André-Laurendeau ainsi qu'à la Faculté des arts de l'UQAM.

► Au cours des sept prochains jours, les étudiants de sept autres établissements collégiaux se réuniront à leur tour.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Rentrée scolaire: Les enseignants se sont réunis avant le marathon - Publié le: mercredi 08 août 2012, 20H02 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 20H14



Photo Archives / Agence QMI
Le CÉGEP du Vieux-Montréal

Agence QMI

Les enseignants du Québec se sont réunis, mercredi, en vue de la rentrée de la semaine prochaine dans les cégeps, et l'inquiétude était palpable dans leurs rangs.

L'assemblée à laquelle une centaine d'entre eux assistaient doit durer trois jours, et vise tant à

préparer la rentrée qu'à discuter du règlement intervenu au sujet de leurs conditions de travail. Le prochain trimestre s'annonce comme un marathon puisqu'il ne doit durer qu'un mois et demi, ce qui provoque bon nombre d'interrogations chez les enseignants.

«On fait du deux dans un, ça va être très difficile. Pédagogiquement, on devra tourner les coins ronds un peu. On n'est pas sûr que tous les élèves vont être capables de réussir à ce marathon-là. À un moment donné, tu ne peux plus raccourcir», a déploré Caroline Senneville de la Fédération nationale des enseignants de la CSN.

Une inconnue majeure

La majorité des cégeps doivent ouvrir leurs portes la semaine prochaine et on ne sait pas si les étudiants vont accepter de retourner en classe. Certaines assemblées générales au terme desquelles s'est tenu un vote de grève ont eu lieu plus tôt cette semaine, mais aucune tendance ne peut être identifiée quant au choix que feront les étudiants.

«Le principal problème en ce moment, c'est que c'est des inconnues partout. Nous autres, on est dépendants des étudiants», a expliqué Jean-Marc

Petit, du Syndicat des professeurs du Cégep du Vieux-Montréal.

Les directions d'établissements d'enseignement n'ont pas non plus arrêté leurs stratégies en vue de la rentrée, puisqu'elles doivent attendre les décisions des étudiants.

«Si les étudiants poursuivent leur mandat de grève, et que leur mandat est fort, ça va être difficile pour nous de donner les cours. On ne pourra pas les donner, a affirmé Johanne Fraser, du Syndicat des professeurs du Cégep Saint-Laurent. Nous on a vécu cinq injonctions au printemps, et ça a été une situation très difficile.»

La Fédération des cégeps rencontrait le Service de police de la Ville de Montréal, mercredi matin, pour voir quel genre d'interventions pourraient être faites pour respecter la loi 78 tout comme la sécurité des professeurs et des étudiants. «Ça nous permet de nous préparer à agir en toutes circonstances», a mentionné le président de la fédération.

La majorité des établissements ont toutefois déjà embauché des agents de sécurité.

TVANouvelles : Rentrée scolaire : Les étudiants invités à voter - Première publication mercredi 8 août 2012 à 19h54



Crédit photo : TVA Nouvelles
Félix-Antoine Huard, vice-président au développement durable de la FEUS

Par Marie-Pier Cornellier | TVA Sherbrooke

Un printemps étudiant très mouvementé, un été plus tranquille, qu'est-ce que nous réserve l'automne avec la rentrée scolaire?

Mercredi matin à l'Université de Sherbrooke: le calme plat. L'ambiance contrastait avec le prin-

temps dernier, où ce campus a été le théâtre de plusieurs rassemblements étudiants.

À quelques jours de la rentrée scolaire, manifestations et actions de mobilisation pourraient reprendre de plus belle!

À l'Université de Sherbrooke, trois facultés sont toujours en grève, celles des Lettres et sciences humaines, d'Éducation et d'Éducation physique et sportive. Elles représentent 5000 étudiants.

En Lettres et sciences humaines, les étudiants se prononceront mardi prochain sur cette question: «Poursuivre ou non la grève?»

Les deux autres facultés seront conviées en assemblée générale d'ici le 27 août.

«Je pense qu'on devrait laisser aller la campagne électorale. On ne sait même pas quel parti sera au pouvoir, si c'est libéral ou... On ne sait même pas contre qui on milite!», a dit Élise Nault, étudiante en histoire à l'Université de Sherbrooke. Une étudiante en géomatique n'est pas du même avis: «La grève devrait poursuivre

pour régler le conflit, peu importe quel gouvernement sera en place le 4 septembre prochain.»

Peu importent les résultats des assemblées générales, le plan d'action de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) est clair pendant la campagne électorale: «Jusqu'à maintenant, on vise une campagne où notre message est vraiment de faire sortir le vote des étudiant», a expliqué Félix-Antoine Huard, vice-président au développement durable de la FEUS. Les étudiants abondaient dans le même sens: «Voter, c'est le seul moyen pour que tous se fassent entendre. Ce n'est pas tout le monde qui est à l'aise de descendre dans la rue», a ajouté Élise.

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont mis fin à la grève le printemps dernier. La rentrée se fera donc le 27 août. On verra à ce moment-là si l'association étudiante convoquera ses 6000 membres à voter sur la reconduction de la grève.

[Voir le reportage de Marie-Pier Cornellier](#)

TVANouvelles / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Étudiants étrangers: La rentrée scolaire est teintée d'incertitude - Première publication mercredi 8 août 2012 à 18h21 / Publié le: mercredi 08 août 2012, 19H02 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 19H07

Charles Faribault / Agence QMI

Des milliers d'étudiants étrangers vivent la rentrée scolaire québécoise dans l'incertitude. La confusion entourant le conflit avec le gouvernement ne fait qu'empirer leur insécurité.

Isabelle Stref et son fils Victor habitent Tunis. Le jeune homme s'est inscrit à la faculté des sciences humaines de l'Université de Montréal avant le déclenchement des hostilités entre les étudiants et le gouvernement.

Comme des milliers d'autres étudiants venant de l'étranger, Victor doit subir les contres coups du report de sa session au 1er octobre. Il est actuellement à Montréal pour régler les derniers détails de sa rentrée scolaire: logement, visas, inscriptions.

Non seulement entre-temps doit-il retourner à Tunis, mais, si jamais le conflit venait à persister, tout ce fragile équilibre pourrait basculer.

Du côté des universités, on tente par tous les moyens de venir en aide aux étudiants. À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), il a même fallu trouver des arrangements pour remettre leurs diplômes aux finissants de la session du printemps qui ne pouvaient pas revenir au pays. On estime qu'il y a près de 20 000 étudiants étrangers se trouvant à Montréal et chacun d'entre eux a un cas particulier.



Photo Courtoisie / TVA NOUVELLES

Victor Stref fait partie des milliers d'étudiants étrangers qui vivent la rentrée scolaire dans l'incertitude.

Afficher 6 commentaires (Montréal)

[Supercorm](#)

Domage. Les étudiants étrangers sont souvent de très bons "diplomates" pour le Québec quand ils retournent dans leur pays. Ils payent plus que nous, donc finance nos études en même temps. Il y en a qui aime ça se tirer une balle dans le pied, soit par jalousie, soit qu'ils sont incapable de bien fonctionner dans un système organisé.

Bien que je ne sois pas pour la hausse des frais de scolarité, du moins celle proposée, faire de la casse ne vous donne aucune crédibilité et nuit à votre cause.

Il y a une différence entre être contre la hausse des frais de scolarité et pointer du doigt un gouvernement corrompu, et tomber dans le piège des syndicalistes et autres mouvements de gauche pour vous faire tomber dans le panneau et vous utiliser comme chaire à canons ...

[08/08/2012 10:56 PM](#)

[Jean-Louis Caron](#)

Les boursiers de sport, étudiants, joueurs de football et hockey et autres sports devraient se réunir avec les sérieux de compléter leurs études, les carrés verts et bruns pour tasser et déstabiliser les carrés rouges; pas besoin de policiers pour ça et le message passerait mieux.

[08/08/2012 10:16 PM](#)

minos1429

J'ai une de mes ami(es) qui a décidé de fuir le conflit étudiant pour poursuivre ces études dans une illustre université à Toronto, elle a pensé à sa carrière avant tout.

Donc les étudiants du Québec seraient peut-être temps de penser à votre futur...

[08/08/2012 07:49 PM](#)

Yulpik

Domage pour vous !

C'est très triste car ces étudiants iront étudier ailleurs qu'au Québec.

Non mais, on fait dur pas à peu près !

[08/08/2012 07:22 PM](#)

Propagan

"... il a même fallu trouver des arrangements pour remettre leurs diplômes aux finissants de la session du printemps qui ne pouvaient pas revenir au pays."

J'espère qu'ils ont payés le plein prix de leurs études avant de quitter le Québec pour ne plus jamais (vouloir?) y revenir et qu'on ait financé leurs études pendant quelques années.

(Modifié par l'auteur il y a 2 jours)

[08/08/2012 07:21 PM](#)

GrosBonSens

C'est pas clair, précisez?

[08/08/2012 08:41 PM](#)

Afficher 4 commentaires (Québec)

lognom

J'ai beaucoup d'empathie pour les étudiants étrangers c'est dur pour eux faut les aider

[08/08/2012 09:26 PM](#)

f_racine

Ils n'ont qu'à poursuivre les associations étudiantes qui les empêchent de jouir du bien pour lesquels ils ont payés. Et pour leurs années de vie perdues pour ce boycott.

Dans la vie, il faut être responsable des actes que l'on commet. C'est ça devenir adulte.

[08/08/2012 08:26 PM](#)

f_racine

Je me demande même si ils ne pourraient pas poursuivre Québec solidaire avec Amir Khadir qui encourage à défier les lois qui sont selon lui injustes.

Si j'étais un jeune diplômé en droit, j'aurais du plaisir présentement à tester le système juridique.

[08/08/2012 08:48 PM](#)

asirois

Ne perdez plus votre temps et votre argent au Québec les amis, inscrivez-vous dans une université ontarienne ou américaine et sauvez-vous d'ici. Vous obtiendrez au moins une vraie formation, au lieu d'un diplôme bidon traficoté pour laisser passer les étudiants qui n'auront rien appris à cause des manifs.

[08/08/2012 08:09 PM](#)

LA PRESSE : Valleyfield et Saint-Jérôme reprennent les cours - Publié le mercredi 08 août 2012 à 16h06 | Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 23h00



Photo: PC

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE et élève au Collège de Valleyfield, n'a pas caché sa déception.

Émilie Bilodeau, La Presse

Les élèves du Collège de Valleyfield et ceux du cégep de Saint-Jérôme ont tous deux voté pour un retour en classe, mercredi.

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE et élève au Collège de Valleyfield, n'a pas caché sa déception. Entre 600 et 700 personnes ont participé à l'assemblée générale. Parmi eux, 426 ont voté contre la grève, 246 pour, 19 se sont abstenus et 2 ont annulé leur vote. L'établissement compte 1965 élèves. Ils étaient en grève depuis le 20 février, au tout début du mouvement.

«C'est quand même une victoire d'avoir été en grève pendant toutes ces semaines. Peut-être que des gens ont eu peur que leur trimestre soit annulé. Il y a plusieurs facteurs qui entrent en ligne de compte. Mais le combat n'est pas terminé», a dit Mme Reynolds assurant que le vote allait être respecté. La reprise du trimestre est prévue le 14 août à Valleyfield.

Trêve électorale

Au cégep de Saint-Jérôme, les élèves ont plutôt voté pour une trêve électorale. Les 4200 collégiens retourneront en classe le 16 août prochain,

mais ils promettent de tenir une autre assemblée générale au lendemain des élections. Ils n'écartent pas la possibilité de retourner en grève si le prochain gouvernement n'annule pas la hausse des droits de scolarité. D'ailleurs, une levée de cours a été votée le 22 août pour la manifestation nationale.

Environ 250 membres ont participé au vote à main levée à Saint-Jérôme. La trêve électorale a passé par une forte majorité.

Les 3600 élèves au cégep de Saint-Jérôme étaient en grève depuis le 5 mars.

Depuis le début de la semaine, les étudiants en service social à l'Université de Montréal et ceux en sciences humaines à l'UQAM avaient quant à eux choisi de poursuivre la grève, malgré la loi 78. D'autres assemblées se tiendront dans les prochains jours.

LE DEVOIR: Legault imposerait des sanctions aux professeurs qui refusent de rentrer en classe - Mercredi 08 août 2012, 15h48



Photo : La Presse canadienne

Graham Hughes

François Legault ne s'est pas avancé sur ces sanctions qui suivraient un éventuel refus de retourner au travail, mais son conseiller principal, Martin Koskinen, a précisé que cela pourrait commencer avec des suspensions ou des pénalités salariales.

Jessica Nadeau

Coteau-du-Lac – François Legault imposerait des sanctions aux professeurs qui refusent de rentrer en classe pour supporter la grève des étudiants. C'est ce qu'il a soutenu lors d'un point de presse en matinée mercredi, alors que la rentrée imminente ramène la crise étudiante en premier plan dans la campagne des chefs.

«C'est inacceptable qu'un enseignant, qui est payé pour enseigner, refuse d'enseigner pour appuyer un mouvement de grève ou de boycott, appelez-le comme vous voulez. Je pense que c'est important, au Québec, qu'on ait la pleine collaboration des enseignants pour le retour à l'école.»

Il répète depuis plusieurs jours qu'il s'attend à la pleine collaboration des enseignants et des directions d'école pour une rentrée paisible. «Ce sont des employés de l'État qui ont un devoir. Ils doivent donner leurs cours. Là-dessus, il faut être ferme.» Mais aujourd'hui, François Legault

est allé plus loin, affirmant qu'il faudrait imposer des «conséquences» aux professeurs récalcitrants. «C'est inacceptable, ils devraient au moins ne pas être payés.»

François Legault ne s'est pas avancé sur ces sanctions qui suivraient un éventuel refus de retourner au travail, mais son conseiller principal, Martin Koskinen, a précisé que cela pourrait commencer avec des suspensions ou des pénalités salariales.

«On ne retournera pas en arrière, affirme François Legault. Il y a toutes sortes de circonstances où ça a vraiment été mal géré par le gouvernement Charest qui a mis de l'huile sur le feu [...] mais ce que je dis, c'est que les enseignants doivent enseigner.»

Idem pour les policiers, qui refuseraient de faire appliquer la loi. «Parce que la situation est explosive, est délicate, il faut avoir la pleine collaboration des enseignants et des policiers. Et je m'attends à l'avoir.»

«Il faut agir de façon responsable. On ne peut pas accepter que des personnes bloquent l'entrée du cégep. Ça, pour moi, c'est inacceptable.»

Il demande la collaboration de tous, dans un contexte de plus en plus explosif, et invite les étudiants à «respecter la démocratie» qui va

parler le 4 septembre prochain. «C'est l'élection qui va permettre de trancher ce débat-là.»

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : Grève étudiante à l'UL : l'élection du 4 septembre dictera la suite des choses – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 15 h 34 HAE



Noémie de la Sablonnière, étudiante au doctorat en psychologie.

Contrairement à Montréal, la plupart des associations étudiantes de l'Université Laval (UL) vont attendre le résultat de l'élection du 4 septembre avant de tenir des assemblées générales pour déterminer la suite des choses au sujet de la grève contre la hausse des droits de scolarité.

C'est le cas de l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES), qui représente 11 400 des 13 700 étudiants en grève de l'UL.

« C'est sûr que nous, on va essayer de faire sortir le vote étudiant. Je pense que si le vote étudiant sort, on a de bonnes chances que Charest ne repasse pas. C'est comme ça qu'on se prépare pour l'instant. On verra le résultat le 4 septembre », indique le président de l'AELIES, Patrice Vachon.

Par ailleurs, les étudiants de l'UL rentrent progressivement en classe pour terminer leur session d'hiver qui a été écourtée en raison de la grève et de l'adoption de la loi 78.

Plusieurs de ceux qui ont voté pour la grève au printemps croient que le mouvement n'a pas diminué en intensité pendant la saison estivale et

que l'élection du 4 septembre sera déterminante pour la suite.

« On avait nos raisons d'être contre la hausse des frais de scolarité [...] Je ne crois pas que le mouvement se soit essouffé pour autant, même si on est moins ensemble et qu'on a moins l'occasion d'en discuter », dit Jamie McArthur, étudiante à la Faculté de musique.

« Moi, je pense sincèrement qu'il faut continuer à manifester surtout si Jean Charest est réélu. Ça serait catastrophique, à mon avis », lance quant à elle Noémie de la Sablonnière, étudiante au doctorat en psychologie.

Les commentaires (15)

Envoyé par [Zoé Carboneau](#) de Québec, 9 août 2012 à 09 h 11 HAE

« Moi, je pense sincèrement qu'il faut continuer à manifester surtout si Jean Charest est réélu. Ça serait catastrophique, à mon avis »
Wow, juste wow.

Si Jean Charest est réélu, ça prouvera que la majorité de la population n'est pas du même avis que les étudiants. Le peuple aura fait passer son message : nous ne sommes pas d'accord avec vos revendications ! D'habitude, on appelle ça la démocratie. Et eux, ils prévoient continuer de revendiquer au nom du "peuple", même si ce peuple leur a clairement dit qu'ils sont contre leur revendications ?

Belle mentalité

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 8 août 2012 à 22 h 05 HAE

Il vas y avoir des flammèches entre les étudiants.

Les votes de grèves ne seront pas une panacée, sauf pour certain derrière la Grosse manipulative et la CLASSE.

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 8 août 2012 à 21 h 59 HAE

«« si Jean Charest est réélu. Ça serait catastrophique, à mon avis », lance quant à elle Noémie de la Sablonnière, étudiante au doctorat en psychologie.»

Sa prouve que ce n'est pas par ce que t'es rendu aux doctorat que en psychologie en plus que tu n'es pas toujours capable de faire la part de chose et de se fié aux fait avant de porté des accusations.

Envoyé par [Peuplus 55 Jean](#) de Québec, 8 août 2012 à 20 h 01 HAE

a Quebec le monde réfléchisse avant d'agir mais a Montreal c'est le contraire vous méritez ce que vous avez et bien tant pis pour vous car vous serz encore dans le trouble

Envoyé par [Sylvie Marchand](#) de Québec, 8 août 2012 à 18 h 16 HAE

Envoyé par Hasde Mastias de quebec, 8 août 2012 à 18 h 04 HAE en réponse à Sylvie Marchand de Québec

le même discoure pourrais être utiliser pour le gouvernement actuelle. Mais bon quand sa nous arrange.

Je ne vote pas mains levées têtes baissées, moi.
Envoyé par [Sylvie Marchand](#) de Québec, 8 août 2012 à 16 h 50 HAE

Commencez donc par faire voter la majorité de vos membres avant de parler de grève.

Envoyé par [Jeff Lafleur](#) de Bas du Fleuve, 8 août 2012 à 16 h 43 HAE

Les étudiants se préparent à la politique de la terre brûlée. Tout détruire, peu importe ce qui arrivera, on s'en balance et ce sont eux qui vont nous diriger un jour. On n'est pas sorti du bois.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Conflit étudiant: Trêve électorale au Cégep de Saint-Jérôme - Publié le: mercredi 08 août 2012, 15H09 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 18H07 / Première publication mercredi 8 août 2012 à 16h39



Photo CDM par Éleine Nicol
Laurence Côté de la CLASSE s'est adressée aux étudiants avant qu'ils ne passent au vote.
Sarah-Maude Lefebvre

Le tout premier cégep à voter sur le prolongement de la grève a opté pour la trêve électorale, mercredi après-midi. Les étudiants du cégep de Saint-Jérôme seront donc de retour sur les bancs d'école le 16 août prochain.

En assemblée générale aujourd'hui, les étudiants ont choisi de reprendre leurs cours au moins jusqu'au 4 septembre prochain, date des élections provinciales. Par la suite, ils voteront à nouveau sur la possibilité de poursuivre la grève. Il a déjà été décidé que les cours seront boycottés

le 22 août à l'occasion d'une grande manifestation organisée par la CLASSE.

Aucun comptage du vote, qui s'est fait à main levée, n'a été effectué, mais l'option de la trêve électorale aurait rapporté la forte majorité des voix, a confié l'attaché de presse de la CLASSE au Journal.

Faible taux de participation

Environ 250 étudiants ont participé à l'assemblée générale. L'association étudiante comportant 4200 membres, le taux de participation a atteint à peine 6%. Il a d'ailleurs été suggéré en début d'assemblée de reporter le vote à une date ultérieure en raison du faible taux de participation, une proposition qui a été rejetée.

Rappelons que les étudiants en service social de l'Université de Montréal ont reconduit la grève dans une proportion de 9,6% lundi soir. À l'UQAM, hier, environ 350 des 4623 membres des étudiants en sciences humaines se sont présentés aux urnes.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme étaient en grève depuis le 5 mars dernier.

Avec la collaboration de l'Agence QMI

Afficher 5 commentaires (Québec)

asirois

Les écoles devraient ne pas encaisser les montants reçus pour le paiement des frais de scolarité

jusqu'à la rentrée, et les retourner en annulant leur session aux étudiants qui ne se présenteront pas aux cours.

[08/08/2012 08:26 PM](#)

Pilote

6% - 9% de participation aux votes ? Mais où sont donc les étudiants ? Comme dans les assemblées syndicales, auxquelles participent très peu de syndiqués, une minorité décide pour la majorité ...

[08/08/2012 07:49 PM](#)

Voici quoi

Encore comme avant, 350 sur 4623 et on parle de majorité. Pourtant ils vont à l'école mais ne savent pas compter!!!!!!

[08/08/2012 07:04 PM](#)

Guy7500

Les autres sont occupés à travailler pour payer leurs études et tout le reste.

[08/08/2012 05:46 PM](#)

alainang

Pas de chiffres ?? un problème d'informatique ?? 250 de participation??? quel bordel!! c'est bien triste....

[08/08/2012 05:35 PM](#)

[Afficher 28 commentaires \(Montréal\)](#)

LE DEVOIR: Rentrée scolaire: Charest refuse d'envisager le pire: Il accepte cependant que les cégeps s'y préparent – Mercredi 08 août, 14h33



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
«Les gens veulent prendre toutes les précautions possibles», a fait valoir le premier ministre dans un point de presse en matinée. «Chaque établissement doit prendre ses décisions en fonction de ses besoins.»

Robert Dutrisac

Jean Charest approuve les directions de cégeps qui se préparent à la rentrée de la semaine prochaine en engageant des agents de sécurité et en consultant les services de police. Mais il refuse d'envisager que la rentrée dans les 14 cégeps touchés par les grèves étudiantes se passe mal.

Le chef libéral ne voit rien d'anormal dans le fait que les directions des cégeps montréalais rencontrent des représentants du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) ou qu'ils procèdent à l'embauche d'agents de sécurité en vue de la rentrée. «Les gens veulent prendre toutes

les précautions possibles», a-t-il fait valoir dans un point de presse en matinée. «Chaque établissement doit prendre ses décisions en fonction de ses besoins.»

Pour l'heure, Jean Charest refuse d'envisager que la rentrée de la semaine prochaine, en raison des votes que plusieurs associations étudiantes s'appêtent à reconduire, pourrait être le théâtre de débordements. «Il n'y a pas de raison pour que ça se passe autrement que dans le calme», croit-il.

«Ce n'est pas le temps de commencer à évoquer toutes sortes de scénarios. C'est le temps de rappeler chacun à ses responsabilités et à ses devoirs», a-t-il plaidé. «Plutôt que de faire des hypothèses sur ce qui n'ira pas bien parce que, possiblement, il y aura des perturbations, essayons donc ensemble de favoriser la rentrée.»

Sanctionner les professeurs?

Contrairement au chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, Jean Charest ne veut pas menacer de sanctions les professeurs qui choisiraient de ne pas franchir les piquets des manifestants et de ne pas donner leurs cours. «On n'est pas dans les sanctions, on est dans la rentrée», a-t-il dit.

Le chef libéral s'est défendu de laisser planer une épée de Damoclès au-dessus de la tête des enseignants. «S'il y a un épée de Damoclès, ce n'est pas moi qui la tient dans les mains», a-t-il dit, pointant du doigt ceux qui songent à employer des moyens de pression. **C'est la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui «demande aux étudiants de continuer leurs moyens de**

pression», a-t-il dénoncé. «Je n'ai pas trouvé ça très édifiant de la part d'une chef de parti politique qui demande la confiance de la population.»

«C'est François Legault qui, après avoir appuyé la loi 78 [maintenant la loi 12], change son capot de bord», a-t-il ajouté.

Selon lui, l'entente signée entre le gouvernement et la Fédération des enseignants et des enseignants du Québec (FEEQ-CSN) est «un grand pas dans la bonne direction» vers une rentrée paisible.

«Sil y a des situations particulières, à ce moment-là, on y fera face», a poursuivi Jean Charest. Il n'a pu préciser comment la loi 12 (le projet de loi 78) sera appliqué aux abords des cégeps. Il s'attend toutefois à ce que les policiers usent de leur jugement dans l'application de la loi. «Ils doivent, dans chaque situation particulière, faire preuve de jugement. C'est ce qu'ils ont fait, c'est ce qu'ils font», a-t-il soutenu.

Par ailleurs, le Parti libéral a tenu à réfuter l'affirmation de Pauline Marois qui veut que jamais le PQ n'a vu son financement doubler lorsqu'il était au pouvoir, comme c'est le cas pour le PLQ. La chef péquiste a cité des chiffres provenant des années 2000, mais les libéraux ont déterré ceux des années 90. Les dons au PQ sont passés de 2,57 millions en 1993, avant l'élection, à 5,54 millions l'année de l'élection en 1994 et à plus de 6 millions en 1995, l'année du référendum.

TVANOUVELLES : Québec 2012 : La loi 78 doit être appliquée, mais pas à tout prix, dit Charest - Première publication mercredi 08 août 2012 à 13h19

Par Geneviève Lajoie | Agence QMI

Jean Charest met de l'eau dans son vin. Il veut que la **loi 78** soit appliquée, mais pas à tout prix. Le premier ministre sortant ne souhaite pas non plus pour le moment sanctionner les enseignants qui refuseront de traverser les piquets de grève. «Dans l'application des lois, ils (policiers) doivent dans chaque situation particulière faire preuve de jugement. C'est ce qu'ils ont fait, c'est ce qu'ils feront», a déclaré le chef libéral mercredi.

Des votes sur la reconduction ou non de la grève ont commencé cette semaine et se poursuivront dans les prochains jours. Les étudiants en service social de l'Université de Montréal ont déjà

voté en faveur de la poursuite de la grève, ce qui laisse présager des perturbations pour la rentrée des classes.

Mardi, Jean Charest avait été plus catégorique: la loi 78, qui prévoit que les tous les étudiants qui le souhaitent puissent suivre leurs cours, devra être respectée, avait-il dit.

C'est le chef de la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui a pris le flambeau de la loi et l'ordre mercredi. François Legault a promis qu'un gouvernement caquiste sanctionnerait les enseignants qui ne se présenteront pas au travail dans les cégeps et les universités où la grève étudiante se poursuivra.

«Non, on n'est pas dans les sanctions, on est dans la rentrée, on veut faire ça dans le calme, a-t-il dit, durant une conférence de presse au Centre des sciences de Montréal. On leur demande de collaborer, on leur demande de le faire parce que c'est dans l'intérêt des étudiants de leur permettre de finir leur session d'hiver».

Jean Charest veut laisser la chance à la rentrée de se faire. «Au moment où la rentrée se prépare, il faut poser tous les gestes possibles pour favoriser la rentrée. Ce n'est pas le temps de commencer à évoquer toutes sortes de scénarios», a-t-il insisté.

LE SOLEIL : Conflit étudiant: Marois se mouille... à peine - Publié le mercredi 08 août 2012 à 12h08



La Presse Canadienne

«Je ne veux pas m'immiscer dans ce processus qui est propre aux associations étudiantes. Ce que je vous dis cependant c'est qu'un jour, il faudra discuter avec les associations pour voir comment on pourrait encadrer sans doute cet exercice démocratique», a répondu la chef péquiste Pauline Marois, lorsque pressée par les journalistes qui lui demandaient de clarifier ses propos.

Annie Mathieu, Le Soleil

(Saint-Siméon) S'avançant une nouvelle fois sur un terrain glissant, la chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, a dit ce matin vouloir faire le point avec les associations étudiantes sur les

outils démocratiques dont ils se sont prémunis. Mais comme la veille, elle n'a pas voulu préciser sa pensée au sujet de la légitimité des votes de grèves qui ont présentement cours.

«Il est apparu, suite à la crise que nous avons vécu, que les associations étudiantes avaient différentes modalités de fonctionnement. On pourrait discuter ensemble, entre autres au sommet, de la façon que l'on pourrait organiser cela, entre autres des règles qui pourraient encadrer le tout», a d'abord laissé tomber Mme Marois, de Saint-Siméon, dans sa circonscription de Charlevoix-Côte-de-Beaupré.

«Je ne veux pas m'immiscer dans ce processus qui est propre aux associations étudiantes. Ce que je vous dis cependant c'est qu'un jour, il faudra discuter avec les associations pour voir comment on pourrait encadrer sans doute cet exercice démocratique», a répondu la chef péquiste, lorsque pressée par les journalistes qui lui demandaient de clarifier ses propos.

Croit-elle que les votes tenus dans les associations étudiantes au cours des derniers jours, où le taux de participation a été très bas, sont légitimes? «Je ne répondrai pas à cette question», a-t-elle tranché.

Puis, réitérant ses propos de la veille, Pauline Marois a dit tout simplement souhaiter le retour de tous les étudiants en classe tout en leur demandant de respecter la loi 78, aussi «ignoble» soit-elle. La leader du PQ a également répété que c'était au premier ministre Jean Charest de trouver des solutions à la crise qu'il a fabriquée de toutes pièces.

«La seule augmentation, c'est l'indexation des frais de scolarité qui correspond à toutes fins pratiques à un gel. C'est ce que nous allons faire lorsque nous serons au gouvernement, c'est ce que nous allons débattre au moment d'un sommet sur l'éducation», a-t-elle par la suite ajouté. Rappatriement de l'assurance emploi

Après avoir effectué la traversée entre Rivière-du-Loup et Saint-Siméon, Pauline Marois, en terres connues, a répété les engagements de son parti au sujet du rapatriement de l'assurance-emploi, un dossier qui touche les régions comme celle de Charlevoix en raison de la prédominance de ses industries saisonnières.

En vertu des modifications apportées ce printemps par le gouvernement de Stephen Harper, des chômeurs devront accepter tout emploi situé à moins d'une heure de route de chez eux s'ils veulent demeurer admissibles aux prestations.



Mme Marois a dit vouloir mettre fin à cette injustice de manière prioritaire si sa formation était portée au pouvoir.

LE DEVOIR: Marois se défend d'être confuse sur l'application de la loi 12 – Mercredi 08 août 2012, 11h50



Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot

Aux yeux de Pauline Marois, la loi spéciale (12) est «ignoble» et doit être abrogée, mais 100 % des étudiants doivent retourner en classe.

Antoine Robitaille

Saint-Siméon – «C'est pas du tout confus», s'est exclamé Pauline Marois ce matin, au sujet de sa position sur la loi spéciale pour mettre fin à la grève étudiante. Alors que des votes de reconduction de la grève se prennent dans les cégeps

et les universités, la chef péquiste a refusé de dire s'il fallait sanctionner les professeurs qui respectent les piquets de grève. Elle a toutefois redit qu'à son sens, la loi devait être respectée.

«Je ne veux inciter personne à défier la loi», a-t-elle répété à plusieurs reprises, soutenant que c'était au premier ministre Jean Charest de trouver une solution à un «gâchis» dont il était responsable. Aux yeux de Pauline Marois, la loi spéciale (12) est «ignoble» et doit être abrogée, mais 100 % des étudiants doivent retourner en classe.

Pour solutionner la crise, Mme Marois a incité les étudiants à aller voter en masse le 4 septembre. Son gouvernement proposera sa solution: tenir un sommet sur la question du financement de l'éducation post-secondaire. À ce sommet, un gouvernement Marois proposera l'indexation des frais de scolarité, ce qui signifie «pratiquement» un gel, a-t-elle précisé. Dans le passé, la chef

péquiste avait soutenu que l'indexation des frais serait une des formules discutées au sommet, mais n'avait pas affirmé que ce serait la position de son éventuel gouvernement.

Au sujet des votes de reconduction de grève qui se tiennent actuellement, la chef péquiste s'est encore abstenu de prendre position. «Je ne veux pas m'immiscer dans ce processus, qui est propre aux associations étudiantes.»

Une fois au pouvoir, un gouvernement Marois rencontrerait toutefois les associations étudiantes pour améliorer les règles en la matière: «Un jour il faudra discuter avec [elles] pour voir comment encadrer sans doute cet exercice démocratique.» La chef péquiste n'a toutefois pas précisé si elle souhaitait fixer un seuil de participation en deça duquel un vote de grève serait nul et non avenu.

TVANOUVELLES : Le retour en classe selon Marois : La loi spéciale doit être respectée - Première publication mercredi 8 août 2012 à 11h47

Par Marianne White | Agence QMI

Pauline Marois souhaite que tous les étudiants retournent en classe et que la **loi spéciale** soit respectée même si elle est «ignoble».

Mais la chef du PQ a affirmé du même souffle qu'elle n'enjoindrait pas les étudiants à cesser la grève ou les professeurs à franchir les piquets de grève.

Contrairement à François Legault, elle n'a cependant pas l'intention de sanctionner les professeurs qui ne respecteraient pas la loi.

«J'ai une façon différente de gouverner (...) Je peux vous assurer que ça ne se passera pas comme ça», a dit Mme Marois lors d'un point de presse dans sa circonscription de Charlevoix-Côte-de-Beaupré.

Elle a également invité les étudiants à aller voter le 4 septembre s'ils veulent que la loi spéciale

soit abrogée et que la hausse des droits de scolarité soit annulée.

Mme Marois a rappelé que le PQ entend toutefois présenter une proposition d'indexation des droits de scolarité à l'inflation lors d'un sommet qui se tiendra sur la question.

Elle a défendu sa position qui alimente une certaine confusion sur la façon dont le conflit pourrait être résolu.

«Ce n'est pas du tout confus», a dit la chef du PQ. «Je souhaite que tous les étudiants puissent terminer leurs cours, mais je ne peux pas empêcher des étudiants de prendre des votes de grève.»

Mme Marois a également dit que c'était à Jean Charest de mettre fin au conflit.

«Il y a devant nous un premier ministre, c'est lui qui détient les clés et la solution. Moi c'est le plus loin que je peux aller», a-t-elle dit.

Associations étudiantes

Pauline Marois a par ailleurs ouvert la porte mercredi à une révision de règles régissant le fonctionnement des associations étudiantes.

La chef du Parti québécois a indiqué qu'il fallait «encadrer» l'exercice démocratique des associations étudiantes, sans toutefois préciser ce qu'elle voulait revoir.

Elle a expliqué que le PQ avait constitué les structures des associations étudiantes et qu'il était temps de «refaire le point».

«S'il y a lieu de revoir certaines règles concernant leur fonctionnement, moi je pense que ça va être beaucoup plus intéressant que de décider aujourd'hui de la façon dont on devrait agir dans un contexte que je ne contrôle pas et qui est tout à fait malsain», a dit Mme Marois.

LA PRESSE : Démocratie étudiante: Pauline Marois corrige le tir - Publié le mercredi 08 août 2012 à 11h35 | Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 16h40



Photo PC

«Il est apparu, suite à cette crise que nous avons vécue, que les associations étudiantes avaient différentes modalités de fonctionnement. On pourrait discuter ensemble, entre autres au sommet, de la façon dont on pourrait organiser les règles qui pourraient encadrer le tout», a affirmé Pauline Marois ce matin, avant de clarifier ses propos cet après-midi.

Paul Journet, La Presse

(Baie-Saint-Paul) Pauline Marois précise ses propos sur la démocratie étudiante. Elle ne propose plus de l'«encadrer» comme plus tôt aujourd'hui, mais affirme que ceux qui veulent proposer des réformes à la démocratie étudiante pourront le faire lors d'un futur sommet sur la gestion et le financement des universités.

L'élection du Parti québécois ramènerait le calme dans les rues, a soutenu sa chef. «Si les Québécois nous font confiance, nous connaissons un retour au calme dans nos institutions.» La raison, selon elle: dès son élection, elle abrogera la loi spéciale et annulera la hausse des droits de scolarité, deux «gestes excessifs» du gouvernement Charest.

Ce matin, en conférence de presse à Saint-Siméon, Mme Marois avait proposé pour la première fois d'«encadrer» la démocratie étudiante. «Je ne veux pas m'immiscer dans le processus qui est propre aux associations étudiantes, avait-elle dit. Mais un jour, il faudra discuter avec les associations pour voir comment on pourrait, sans doute, encadrer cet exercice démocratique. Pour l'instant, je vais leur laisser cette responsabilité.»

Au département de service social de l'Université de Montréal, la grève a été reconduite hier. Le taux de participation était de 9%. Mme Marois n'a pas voulu dire ce matin s'il faudrait imposer un seuil minimal ou exiger des votes secrets. «Il est apparu, suite à cette crise que nous avons vécue, que les associations étudiantes avaient différentes modalités de fonctionnement. On pourrait discuter ensemble, entre autres au sommet, de la façon dont on pourrait organiser les règles qui pourraient encadrer le tout. Il y a des droits démocratiques qui doivent pouvoir s'exercer, que ce soit par des étudiants, des travailleurs ou des citoyens. Le cadre pourrait

encore être meilleur pour le faire», avait-elle simplement indiqué.

Elle a corrigé le tir cet après-midi. «Ce que je dis, c'est que c'est un thème qui pourrait être abordé au sommet. Je n'ai absolument pas l'intention de remettre en question la démocratie étudiante», a-t-elle assuré. «Si ce thème devait venir, il pourrait être abordé au sommet. Mais je n'ai pas l'intention de définir des règles nouvelles (sur) les associations étudiantes », a-t-elle ajouté.

Sanctionner les professeurs ?

La Coalition avenir Québec souhaiterait sanctionner les professeurs qui refusent d'enseigner si la grève reprend. «On ne peut pas payer un enseignant qui refuse d'enseigner», a déclaré son chef François Legault ce matin.

Mme Marois indique que le problème se réglera si elle est élue le 4 septembre. Comme elle abrogera la loi spéciale, les sanctions ne s'appliqueront plus.

Que faut-il faire d'ici le 4 septembre ? Mme Marois n'a pas voulu se prononcer directement. Elle demande aux enseignants et aux étudiants de se conformer à la loi spéciale. «Je ne peux pas inciter à la désobéissance», dit-elle. Mais en même temps, elle refuse d'affirmer clairement qu'il faudrait appliquer la loi 78 et sanctionner les professeurs. Elle renvoie la balle à Jean Charest. «Il est le premier ministre du Québec, c'est à lui

de régler la crise qu'il a créée et qu'il a envenimée », a-t-elle répondu. Hier, Mme Marois a souhaité que «100% des étudiants retournent en classe». Cela implique qu'ils devraient voter contre la reconduction de la grève lors des votes qui ont commencé cette semaine et qui se poursuivront en août. Elle répète par contre qu'elle ne veut pas «s'ingérer dans la démocratie étudiante».

La semaine dernière, la CLASSE avait rejeté l'appel à la trêve du PQ et de son candidat vedette dans Laval-des-Rapides, Léo Bureau-Blouin. La CLASSE a lancé aujourd'hui son «action de perturbation nationale». Le PQ veut annuler la hausse des droits de scolarité et la loi spéciale. Il convoquerait ensuite un sommet sur la gestion et le financement des universités. Le gouvernement formerait le tiers

des membres. Même chose pour les leaders étudiants. Le dernier tiers serait composé de membres de la «société civile», comme les syndicats et le patronat. Cet hiver, Mme Marois affirmait que toutes les options seraient envisagées. Durant le conflit, elle a révisé sa position. Elle plafonne désormais la hausse maximale à l'indexation.

24HEURES / TVANouvelles : Élections : «Les enseignants doivent enseigner» - Legault - Mercredi 08 août 2012, à 11h21 / Première publication mercredi 8 août 2012 à 12h38



Photo Didier Debusschere / Agence QMI
Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

Jean-Luc Lavallée

COTEAU-DU-LAC - Si la Coalition avenir Québec était au pouvoir, elle sanctionnerait les enseignants qui ne se présenteront pas au travail dans les cégeps et les universités où la grève étudiante se poursuivra.

Quoiqu'il adienne avec les votes de grèves, les professeurs doivent être à leur poste. Entente ou

pas, «les enseignants doivent enseigner». «On ne peut pas payer un enseignant qui refuse d'enseigner», a martelé François Legault, lors d'un point de presse en Montérégie, mercredi matin.

Pressé de questions à ce sujet, M. Legault a expliqué sa position. «C'est inacceptable qu'un enseignant qui est payé pour enseigner refuse d'enseigner pour appuyer un mouvement de grève ou de boycottage. C'est important, au Québec, qu'on ait la pleine collaboration des enseignants pour le retour à l'école», a-t-il déclaré.

«Ce sont des employés de l'État qui ont un devoir. Ils doivent donner leurs cours. Là-dessus, il faut être ferme. Je ne peux pas croire qu'en 2012, on n'est pas capables d'ouvrir les portes d'un établissement. On est capable de le faire et on va le faire. J'espère que ça va se faire en douceur», a ajouté le chef caquiste, tentant d'évacuer rapidement le thème des sanctions. Son conseiller principal a ensuite précisé la position de François Legault aux journalistes qui ont insisté pour obtenir des clarifications à la fin du point de presse. Non seulement les ensei-

gnants pourraient être privés de salaire sous un gouvernement caquiste, mais ils s'exposeraient ultimement à des sanctions disciplinaires comme une suspension.

Appel aux étudiants

Le chef de la CAQ a invité une fois de plus les étudiants à rentrer en classe. «Les gens vont voter et c'est démocratique. J'invite les étudiants qui souhaitent qu'on respecte leur démocratie d'accepter le vote du 4 septembre. C'est l'élection qui va permettre de trancher ce débat-là.»

«Le 4 septembre, c'est la démocratie qui va parler. Et là il y a trois options : on a le Parti libéral qui augmente les frais de scolarité de 1700 \$, la Coalition avenir Québec qui propose d'augmenter les frais de 200 \$ par année pendant cinq ans, puis il y a le Parti québécois qui offre seulement une indexation.»

Ceux qui veulent pouvoir retourner en classe «doivent pouvoir le faire», a-t-il insisté. «On ne peut pas accepter que des personnes bloquent l'entrée de cégeps. Pour moi, c'est non négociable.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Rentrée scolaire : Les libéraux entretiennent le «chaos» - Publié le: mercredi 08 août 2012, 11H10 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 17H16

VIDÉO : Pauline Marois affirme qu'un gouvernement du PQ abrogerait la controversée loi 78, 8 août 2012, Journal de Québec

Marianne White

Le Parti Québécois va ramener le calme sur les campus des cégeps et des universités contrairement aux Libéraux qui nourrissent le «chaos», affirme Pauline Marois.

S'il prend le pouvoir, le PQ va abroger la loi spéciale et annuler la hausse des droits de scolarité, ce qui devrait régler la crise, selon la chef.

«Avec la position du Parti Québécois nous retrouverons une sérénité et un calme dans l'ensemble de nos institutions», a dit Mme Marois, qui a passé une bonne partie de la journée dans sa circonscription de Charlevoix.

«Si on veut choisir le chaos, on peut choisir M. Charest», a-t-elle dit mercredi après-midi. «Si on veut choisir une autre forme de crise qui n'en finira plus, on peut choisir la CAQ.»

Retour en classe

Pauline Marois souhaite que tous les étudiants retournent en classe et que la loi spéciale soit respectée même si elle est «ignoble».

Mais la chef du PQ a affirmé du même souffle qu'elle n'enjoindrait pas les étudiants à cesser la grève ou les professeurs à franchir les lignes de piquetage.

Contrairement à François Legault, elle n'a cependant pas l'intention de sanctionner les professeurs qui ne respecteraient pas la loi.

«J'ai une façon différente de gouverner (...) Je peux vous assurer que ça ne se passera pas comme ça», a dit Mme Marois plus tôt en journée.

Elle a également pressé les étudiants d'aller voter le 4 septembre s'ils veulent que le conflit se règle.

Mme Marois a rappelé que le PQ entend toutefois présenter une proposition d'indexation les droits

de scolarité à l'inflation lors d'un sommet qui se tiendra sur la question.

Elle a défendu sa position qui alimente une certaine confusion sur la façon dont le conflit pourrait être solutionné.

«Ce n'est pas du tout confus», a dit la chef du PQ. «Je souhaite que tous les étudiants puissent terminer leurs cours, mais je ne peux pas empêcher des étudiants de prendre des votes de grève.»

Mme Marois a également dit que c'était à Jean Charest de mettre fin au conflit.

«Il y a devant nous un premier ministre, c'est lui qui détient les clés et la solution. Moi c'est le plus loin que je peux aller», a-t-elle dit.

[Afficher 39 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-79 de 87 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Grève étudiante: Legault veut sanctionner les profs - Publié le mercredi 08 août 2012 à 10h57 | Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 16h30



Photo: PC

François Legault
Martin Croteau, La Presse

(Vaudreuil-Dorion) Un gouvernement de la Coalition avenir Québec imposera des sanctions aux professeurs qui refusent de travailler pour appuyer des étudiants en grève, a affirmé mercredi le chef François Legault.

«Dans un premier temps, on ne devrait pas payer des enseignants qui refusent d'aller enseigner, ça c'est la première chose, a affirmé M. Legault lors d'un point de presse, mercredi après-midi. Si ça se poursuit, je pense qu'il ne faut pas exclure d'autres sanctions.»

Au moment où une «action de perturbation nationale» organisée par la CLASSE au centre-ville de Montréal était déclarée illégale, le chef caquiste a une fois de plus appelé les étudiants à reprendre leurs cours dans l'ordre. Il souhaite

que l'ensemble des Québécois se prononcent sur le conflit.

«La décision va se prendre le 4 septembre», a-t-il résumé.

Or, pour que la rentrée se déroule dans le calme, M. Legault estime que les enseignants ont un rôle à jouer. À ses yeux, les professeurs doivent faire leur travail, peu importe si certains étudiants décident d'ériger des lignes de piquetage à l'extérieur des établissements.

Des enseignants ont protesté contre les injonctions qui les forçaient à franchir ces piquets étudiants, au printemps, affirmant que la tension ne leur permettait pas de travailler sereinement.

M. Legault qualifie cette position d'«inacceptable». À ses yeux, le droit d'aller à

l'école doit primer sur le «soit-disant droit de grève» des associations étudiantes. La CAQ ne précise pas quelles sanctions elle imposera aux enseignants qui refusent de rentrer dans le rang si elle est élue. Elle prévient toutefois qu'il y aura des «conséquences» pour les professeurs qui ne se présentent pas en classe. L'approche musclée de M. Legault contraste avec celle de Jean Charest. Le premier ministre sortant s'en remet aux policiers pour assurer l'application de la loi 78, [et n'envisage pas des sanctions contre les professeurs](#). Pauline Marois estime pour sa part qu'aucune sanction ne sera

nécessaire si elle est élue, [puisque'elle compte abroger la loi 78](#).

Le syndicat sursaute

La Fédération nationale des enseignants du Québec affiliée à la CSN (FNEEQ) a sursauté en entendant les propos de François Legault. «Monsieur Legault aurait intérêt à revoir le Code du travail et ce qui existe lorsqu'il y a une convention collective. Il y a tout un chapitre qui porte sur les mesures disciplinaires et les cadres des cégeps sont habilités à s'en servir. En d'autres mots, ce n'est pas à un politicien à prendre des mesures disciplinaires. Il y a un contrat de travail

alors le contrat de travail s'applique», a dit Caroline Senneville, la présidente de la FNEEQ. Le gouvernement s'est entendu avec la FNEEQ mercredi et embauchera des ressources supplémentaires pour les 14 cégeps qui sont touchés par une grève. Mme Senneville a d'ailleurs assuré que les enseignants seraient en poste dans les établissements où les élèves décideront de retourner en classe. Pour les endroits où la grève se poursuivra, les enseignants jugeront au cas par cas.
-Avec *Émilie Bilodeau*

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Appui aux étudiants : La CAQ sanctionnerait les profs - Publié le: mercredi 08 août 2012, 10H19 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 20H41

VIDÉO : Conflit étudiant: le chef de la CAQ, François Legault, sanctionnerait les profs délinquants, 8 août 2012, Journal de Québec

Jean-Luc Lavallée

VAUDREUIL-DORION - Si la Coalition Avenir Québec était au pouvoir, elle sanctionnerait les enseignants qui ne se présenteront pas dans leur salle de classe afin d'appuyer les étudiants.

Quoi qu'il advienne avec les votes de grève, les professeurs devraient être à leur poste. Entente ou pas avec la Fédération nationale des enseignants du Québec (CSN), ils « doivent enseigner », a martelé François Legault, lors d'un point de presse en Montérégie mercredi.

Il a précisé que les enseignants s'exposeraient à des sanctions disciplinaires sous un gouvernement caquiste. « Dans un premier temps, on ne devrait pas payer les enseignants qui refusent d'aller enseigner. Si ça se poursuit, je pense qu'il ne faut pas exclure d'autres sanctions », a-t-il ajouté.

François Legault soutient qu'il « faut être ferme » avec les profs, des « employés de l'État », s'ils refusent d'enseigner « pour appuyer un mouvement de grève ou de boycott ». Déplorant les

incidents au Collège Lionel-Groulx, en mai, il n'a aucune pitié pour ceux qui refusaient de travailler, invoquant l'absence d'un climat serein. « C'est inacceptable. Un enseignant qui est payé pour enseigner doit être dans sa classe et doit donner son cours. »

Application de la loi 78

Disant espérer un retour en classe « en douceur », il n'hésiterait pas à demander aux policiers d'intervenir, s'il le faut, pour permettre à ceux qui veulent étudier de retourner en classe.

« Je pense qu'on a réussi, quand il y a eu des sommets ou des activités beaucoup plus difficiles, à permettre à des gens de rentrer. Je ne peux pas croire, au Québec, qu'on n'est pas capables d'ouvrir nos cégeps et nos universités. Je pense que les policiers sont capables de faire le travail. »

Plus ferme que Charest

L'attitude de François Legault contrastait mercredi avec celle de Jean Charest, qui a mis de l'eau dans son vin. Le chef libéral souhaite que la loi 78 soit appliquée, mais pas à tout prix. Il n'envisage pas non plus de sanctionner les enseignants qui refuseront de traverser les piquets de grève.

« Non, on n'est pas dans les sanctions, on est dans la rentrée. On veut faire ça dans le calme », a-t-il dit, durant une conférence de presse à Montréal. « On leur demande de collaborer, on leur demande de le faire parce que c'est dans l'intérêt des étudiants de leur permettre de finir leur session d'hiver. » Quant aux policiers, ils doivent faire preuve de jugement. « C'est ce qu'ils ont fait, c'est ce qu'ils feront », a déclaré M. Charest.

Ces questions ne se poseraient pas avec un gouvernement péquiste, puisque la position sur les frais de scolarité favoriserait le retour au calme « dans l'ensemble de nos institutions », a assuré Mme Marois, qui a passé une bonne partie de la journée dans sa circonscription de Charlevoix.

« Si on veut choisir le chaos, on peut choisir M. Charest. Si on veut choisir une autre forme de crise qui n'en finira plus, on peut choisir la CAQ. »

[Afficher 13 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-79 de 129 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Exclusif : Rentrée: les cégeps sont sur le qui-vive - Publié le mercredi 08 août 2012 à 07h03



Photo Robert Skinner, La Presse
Des agents de l'agence Garda devant l'UQAM mardi soir.

Gabrielle Duchaine, La Presse

À moins d'une semaine de ce que plusieurs élèves qualifient de «réentrée forcée», les cégeps font tout pour prévenir les débordements. Plusieurs établissements ont embauché des agents de sécurité, et une rencontre au sommet est même prévue ce matin avec le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) afin de discuter des opérations encadrant le retour en classe, a appris *La Presse*.

«Nous voulons voir de quelle façon les policiers voient leurs obligations par rapport à la loi spéciale», explique Dominique Arnaud, de la Fédération des cégeps. Celle-ci regroupe 48 établissements, dont les 14 qui sont encore touchés par le conflit étudiant. Des représentants de la Fédération et des membres du SPVM tiennent donc une réunion ce matin, dès 10h.

Loi spéciale oblige, les cégeps devront «prendre les moyens appropriés pour que soient dispensés les services d'enseignement» dès la rentrée. Un véritable casse-tête pour les établissements - sans compter que des piquets de grève et d'autres perturbations sont déjà annoncés. Pour éviter des heurts comme ceux du collège Lionel-Groulx, où des agents de la Sûreté du Québec ont aspergé de gaz des élèves qui tentaient d'empêcher des camarades détenteurs d'une injonction de passer, les directions ont le mandat de faire rapport au ministère de l'Éducation si certains articles de la loi ne sont pas respectés sur leur terrain. C'est l'instance qui déterminera ensuite si les policiers doivent être appelés sur les lieux.

«On est des éducateurs, on ne veut pas voir de scènes de violence, affirme Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des

cégeps. Mais on veut que ceux qui désirent assister à leurs cours puissent le faire.»

C'est d'ailleurs pour cette raison que les cégeps sont nombreux à avoir renforcé la sécurité entre leurs murs.

«La majorité a gonflé ses effectifs pour que la rentrée se déroule dans le calme et que ceux qui veulent retourner en classe puissent y aller», indique Mme Arnaud. Elle précise toutefois que les agents de sécurité ont leurs limites. «Ils ne peuvent pas défaire un piquet de grève ou faire des interventions policières», explique-t-elle.

Au cégep de Saint-Jérôme, où plusieurs nouveaux gardiens ont été embauchés «pour que tout se passe bien» au retour en classe, le 16 août, on prévient que les dispositions de la loi spéciale seront mises en oeuvre coûte que coûte - notamment celles de respecter une distance de 50 mètres pour manifester et de ne pas bloquer l'accès à ceux qui souhaitent entrer. «Si ça arrive, nous allons en faire rapport», dit Guylaine Gagné, coordonnatrice du Service des communications. La direction a rencontré la police locale pour discuter des interventions qu'elle pourrait être appelée à faire.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : Entente de principe avec les professeurs de cégeps - Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 6 h 54 HAE



Entouré du ministre des Finances, Raymond Bachand, et de la candidate libérale dans Saint-François, Nathalie Goguen, Jean Charest a voulu distinguer l'approche de sa formation et celle du Parti québécois et de la Coalition avenir Québec dans le conflit étudiant.

Le chef du Parti libéral, Jean Charest, a mis son chapeau de premier ministre mardi matin pour annoncer la conclusion d'une entente de principe avec les représentants des professeurs de cégeps, tandis que se tiennent plusieurs votes importants sur la reconduction de la grève contre la hausse des droits de scolarité.

Alors qu'il venait d'annoncer un [crédit d'impôt pour la rénovation écologique](#), le chef libéral a plutôt été pressé de questions par les journalistes sur le conflit étudiant, dont il fait d'ailleurs un important thème de campagne.

L'entente prévoit l'ajout temporaire de 180 enseignants additionnels pour aider le personnel enseignant lors de la rentrée. En tout, 14 des 48 cégeps de la province ont dû interrompre la session d'hiver 2012.

Un calendrier modifié par la loi spéciale

En mai dernier, la loi 12 (qui était le projet de loi 78 avant son adoption) a suspendu la session, qui reprendra, dans la grande majorité des établissements, le 17 août pour se terminer au plus tard le 30 septembre. Le projet a en outre soustrait les établissements à l'obligation légale de dispenser une session de 82 jours. Ces dispositions ne touchent pas les cégeps et les universités qui avaient déjà terminé leur session.

La loi interdit aussi les rassemblements entravant l'accès aux étudiants à leurs cours à l'intérieur d'un établissement d'enseignement, sur son terrain et dans un rayon de 50 mètres.

Le ministère de l'Éducation a précisé que l'entente était conditionnelle à la reprise des cours. On ignore pour le moment où en sont les pourparlers avec les enseignants de niveau universitaire.

Si le terrain se prépare pour la reprise des cours, rien n'assure toutefois que les étudiants décideront d'emprunter cette voie.

Les associations étudiantes des cégeps et universités [reprennent en effet cette semaine leurs assemblées générales](#) pour déterminer s'ils reconduiront ou non leur grève contre la hausse des droits de scolarité.

Le chef libéral les a d'ailleurs invités à retourner en classe, martelant que les étudiants qui choisissaient de ne pas assister à leurs cours étaient en situation de « boycott » et non de grève. Ils ont le droit de ne pas se présenter en classe, a déclaré un Jean Charest intraitable, ajoutant cependant qu'ils devaient respecter les droits des autres étudiants. Il a en outre répété que 70 % des étudiants avaient terminé leur session.

« La loi est là. On s'attend qu'elle soit respectée. »

— Jean Charest

« Je me bats pendant la campagne électorale pour défendre le Québécois et l'étudiant qui veut aller à ses cours, parce qu'il a le droit d'aller à ses cours. C'est la différence entre Pauline Marois et François Legault, et moi », a-t-il soutenu.

Lundi soir, les étudiants en service social de l'Université de Montréal se sont déjà prononcés en faveur de la poursuite de la grève, avec un taux de participation inférieur à 10 %.

Une entente évaluée à 18 millions de dollars

Selon la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), qui représente 13 des 14 cégeps touchés par le conflit, l'entente est évaluée à 18,3 millions de dollars. Une porte-parole de la fédération a fourni les détails budgétaires de l'accord à Radio-Canada : 13,3 millions de dollars pour le salaire des 180 enseignants dépêchés en renfort.

4 millions pour l'embauche d'enseignants à statut précaire dont le contrat se terminait en juin; 1 million pour le paiement des salaires des enseignants actuels qui devront travailler le samedi (rémunération à temps simple).

La FNEEQ a par ailleurs précisé qu'elle soumettrait l'entente de principe aux représentants des syndicats d'enseignants de niveau collégial au cours de la semaine.

Par voie de communiqué, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est réjouie de l'entente survenue entre le Comité patronal de négociation des collèges et la FNEEQ. Ce développement témoigne selon elle de la volonté du gouvernement « de mettre en place toutes les mesures nécessaires pour assurer une rentrée scolaire dans les meilleures conditions pour les étudiantes et étudiants ».

De l'argent mal investi, selon le PQ

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, dit trouver normal qu'on accorde cette somme aux enseignants, puisqu'on leur demandera de travailler davantage que lors d'une session normale. Il s'agit toutefois d'« argent mal investi », a-t-elle déploré, ajoutant que ces sommes s'ajoutaient aux millions de dollars déjà consacrés à la sécurité publique pour l'encadrement des manifestations étudiantes tenues ces derniers mois.

Ça coûtera plus cher à la société québécoise que ce que rapporterait la hausse des droits de scolarité prévue par les libéraux, a-t-elle ironisé au cours d'un point de presse donné à Sainte-Anne-des-Monts, en Gaspésie, accusant à nouveau Jean Charest d'avoir provoqué la crise étudiante. Qualifiant d'« ignoble » la loi spéciale, qui prévoit des amendes pour les enseignants qui refusent de se présenter au travail, elle a néanmoins enjoint à ceux-ci d'obéir à la loi 12.

« Je souhaite évidemment que tous les étudiants puissent retourner à leurs cours, parce que, évidemment, ils doivent pouvoir terminer leurs études, les universités doivent pouvoir fonctionner normalement », a-t-elle en outre déclaré. À un journaliste qui lui demandait si elle souhaitait que les étudiants mettent fin à la grève, elle s'en est défendue. « Non, je n'ai pas dit ça », a-t-elle répondu.

La semaine dernière, le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel-Nadeau Dubois, a [invité le candidat péquiste Léo Bureau-Blouin à ne pas dicter aux étudiants la marche à suivre](#). L'ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) avait dit souhaiter que les étudiants fassent une trêve

électorale, afin de ne pas donner de munitions au Parti libéral.

Mme Marois a en outre refusé de commenter le faible taux de participation à certaines assemblées générales, soutenant ne pas vouloir s'« immiscer dans la démocratie étudiante ».

Le PDG de la Fédération des cégeps confiant

Évoquant des « signaux extrêmement positifs » et un « appel de la majorité silencieuse », le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, s'est pour sa part montré convaincu de la reprise des cours.

« On pense que la très grande majorité des étudiants veut compléter, finalement, la session d'hiver 2012. »

— Jean Beauchesne
PDG de la Fédération des cégeps

« Plus de 96 % des étudiants se sont inscrits à l'un ou l'autre des 14 cégeps » où la session a été interrompue, a-t-il soutenu en entrevue à Radio-Canada.

Établissements visés par l'entente de principe :

- Collège Ahuntsic
- Cégep André-Laurendeau
- Collège Édouard-Montpetit
- Collège Lionel-Groulx
- Collège de Maisonneuve
- Cégep Marie-Victorin
- Collège Montmorency
- Collège de Rosemont
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Cégep de Saint-Jérôme
- Cégep de Saint-Laurent
- Collège de Valleyfield
- Cégep du Vieux-Montréal
- Collège de Bois-de-Boulogne (entente distincte)

Précision sur le reportage de Martine Biron que vous trouverez en complément

La rémunération annuelle moyenne des professeurs de cégep est de 74 000 \$. Elle inclut le salaire et les bénéfices marginaux. C'est le chiffre donné par la Fédération des cégeps pour expliquer le coût de l'embauche de nouveaux professeurs pour la rentrée. Le salaire moyen des professeurs est, lui, de 47 000 \$, selon la FNEEQ.

En complément

- hyperlien - [Conflit étudiant : la loi spéciale en résumé](#)
- dossier - [Droits de scolarité au Québec](#) Le mouvement de débrayage des étudiants pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité s'est transformé en secousse sociale majeure au Québec.



video - [L'analyse de Sébastien Bove](#)



video - [Le compte rendu de Martine Biron](#)
[Les commentaires \(188\)](#)

LE DEVOIR: Les professeurs seront au poste: Quelque 180 enseignants de plus devront être embauchés – Mercredi 08 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Un des morceaux du casse-tête de la rentrée est tombé en place hier : les enseignants du collégial ont obtenu les ressources supplémentaires qu'ils exigeaient pour la reprise de la session d'hiver et la session d'automne condensée.

Amélie Daoust-Boisvert

La Fédération des cégeps et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ CSN) ont convenu de retenir les services de 180 enseignants supplémentaires pour terminer la session d'hiver et assurer le bon déroulement de la session d'automne en mode accéléré. C'est Québec qui assumera la facture, qui s'élève à 18 millions de dollars, selon le syndicat. Les enseignants de 13 des 14 cégeps en grève sont membres de la FNEEQ.

Cette entente doit être soumise aux enseignants cette semaine. Ils pourraient encore la rejeter.

Obtenu « à l'arraché », selon la vice-présidente de la FNEEQ, Micheline Thibodeau, cette entente de principe est « satisfaisante », affirme-t-elle.

« On va être en mesure de soutenir le travail additionnel des profs et de soutenir nos étudiants, surtout les plus faibles », se félicite Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Une entente a également été conclue avec les représentants des enseignantes du 14e établissement touché, le collège de Bois-de-Boulogne. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'en est réjoui, car si retour en classe il y a, « on veut que ça se fasse dans le meilleur climat possible », dit sa présidente Éliane La-berge.

Si les étudiants reconduisent la grève, cette entente devient caduque.

Votes de grève : la variable inconnue

Une pièce manquante pourrait venir brouiller les cartes : et si les étudiants refusaient de retourner en classe, malgré la loi spéciale qui interdit le piquetage devant les cégeps et les universités ?

Plusieurs associations étudiantes doivent statuer sur la poursuite de la grève dans les semaines à venir. « Ce n'est pas parce qu'on est en élection que le conflit est terminé, avertit la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. Mais peut-être que, dans le cadre d'une campagne électorale, le meilleur moyen pour se faire entendre, ce n'est pas la grève, mais aller voter. » La FEUQ et la FECQ font d'ailleurs de nombreux efforts pour encourager les 18-34 ans à exercer leur droit de vote.

Jean Beauchesne croit que les étudiants rentreront en classe. « La vaste majorité veut finir sa session. Ils se sont d'ailleurs réinscrits à 96 % », dit-il, ajoutant que c'est leur dernière chance avant de recevoir la mention « échec » à leur bulletin.

Alors que lundi plus de 1000 professeurs québécois ont donné leur appui à un manifeste dénonçant la loi 12 qui force le retour en classe, certains ont soutenu qu'ils respecteraient les décisions démocratiques des étudiants avant de se soumettre à une loi qu'ils trouvent injuste. À la FNEEQ, on débattait hier de la position à adopter dans ce cadre. « On reconnaît les votes des associations, dit Micheline Thibodeau, mais il faut regarder comment se comporter, car la loi 12 prévoit des amendes importantes. C'est certain que, si ça prend les forces policières pour donner nos cours, c'est non. Mais il y a toutes sortes de situations plus nuancées qui peuvent survenir sur lesquelles on doit statuer. »

Jean Beauchesne précise d'ailleurs qu'il discute activement avec les forces policières de la rentrée, prévue la semaine prochaine dans plusieurs cégeps. « On ne veut pas revivre ce qui s'est passé à Lionel-Groulx au printemps, dit-il. Si ça devient dangereux, les cours ne se donneront pas. »

La FEUQ encourage les étudiants à respecter la loi, alors que la CLASSE appuiera les associations étudiantes en grève qui décideront de faire du piquetage illégal. « On va les appuyer et subir les conséquences », dit son porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois.

Vos réactions

François Ricard – Abonné, 8 août 2012 05 h 16

Les coûts de cette crise

Les coûts ne sont pas seulement et surtout en argent.

À la session spéciale du mois d'août et à la session d'automne, les professeurs et les élèves devront couvrir toute la matière du cours en deux tiers seulement du temps prévu.

Pour chaque heure de cours, un étudiant doit passer trois heures à la recherche et à l'apprentissage personnel. En un laps de temps aussi court, l'étudiant, surtout celui qui doit aussi travailler pour payer son logis et sa nourriture, devra possiblement passer au moins 20 heures par jour à l'étude et au travail. Est-ce vraiment raisonnable d'imposer pareil horaire? Combien d'étudiants vont réussir? Va-t-on donner des diplômes à rabais?

Ce sont des centaines de milliers d'étudiants qui sont affectés de cette façon. Même ceux qui viennent de finir leur secondaire et qui commencent au CEGEP. Tout ça à cause de l'incurie d'un gouvernement entêté et obtus qui a refusé d'agir.

Killian Meilleur – Inscrit, 8 août 2012 08 h 36
Rappelons, en effet, que la dégradation de la situation à laquelle nous assistons était préférable, dans l'optique du gouvernement, à un recours à l'arbitrage par médiation!

Kavin Hébert – Inscrit, 8 août 2012 10 h 24

Mauvaise cible

Ce n'est pas avec les professeurs que le gouvernement doit s'entendre, mais avec les étudiants.

Robert Dufresne – Abonné, 8 août 2012 13 h 49
Le gouvernement doit s'entendre avec tout le monde.

Dans ce cas-ci l'entente avec les prof pourrait sauver la session des dits étudiants. Quel mal y a-t-il à ça ?

LE DEVOIR: Pauline Marois souhaite que tous les étudiants retournent en classe – Mercredi 08 août 2012

Antoine Robitaille

Même si elle la juge « ignoble », Pauline Marois souhaite qu'étudiants et professeurs respectent la loi spéciale (la loi 12) visant à mettre fin à la grève.

« Ce que je souhaite, c'est que 100 % des étudiants puissent retourner en classe », a déclaré, prudente, la chef péquiste. Cette dernière arborait jusqu'au mois de juin le carré rouge, symbole de la grève étudiante (qualifiée de « boycott » par le gouvernement et ceux qui s'y opposent). Alors que nombre d'étudiants s'apprennent à voter sur la reconduction ou non de la grève, laquelle, dans plusieurs cas, a commencé en février, la chef péquiste s'est refusé à donner quelque directive : « Je ne veux pas m'immiscer dans la démocratie étudiante. Ils ont leurs propres règles. D'ailleurs, nous [les gouvernements péquistes passés] avons encadré et permis la constitution d'associations étudiantes. C'est évident que ce que je souhaite, c'est qu'il y ait la plus grande participation possible [aux votes de grève]. Mais ça leur appartient. » Au contraire, hier matin, le chef libéral Jean Charest a soutenu que certains votes de grève n'étaient pas légitimes, notamment ceux qui se tiennent sans une grande participation des étudiants concernés.

Les étudiants en travail social de l'Université de Montréal ont voté pour la reconduction de la grève lundi. Ils ne rentreront donc pas en classe

comme prévu le 27 août. Le taux de participation fut très bas, 9,6 %.

Marois énigmatique

Si la chef péquiste souhaite un retour massif en classe, elle en appelle donc à la fin de la grève ? « Non, je n'ai pas dit ça », a-t-elle répondu, énigmatique, ajoutant tout de suite : « C'est parce qu'évidemment, ils doivent pouvoir terminer leurs études. Les universités doivent continuer à fonctionner normalement. »

Quant à l'entente intervenue entre le gouvernement et les syndicats de professeurs de cégep pour indemniser ces derniers, Mme Marois a déploré qu'une telle chose soit devenue inévitable. À ses yeux, Jean Charest « doit assumer les conséquences de cette crise en versant ces 18 millions aux professeurs. Je crois que c'est normal qu'on le fasse parce qu'on leur en demande plus que ce qui était prévu », a-t-elle déclaré. Pour Mme Marois, le chef libéral a « provoqué » sciemment cette crise à des fins électorales.

Votes de grève

Lundi, l'Association des étudiants en service social de l'Université de Montréal a été la première à reconduire la grève jusqu'au 7 septembre, à condition que 50 000 autres étudiants du réseau suivent le mouvement. Les 59 membres présents représentent un taux de participation de 9,6%.

Le même jour, 21 des 117 membres de l'Association des étudiantes et étudiants de maîtrise et de doctorat en lettres et communication de l'Université de Sherbrooke ont voté la reconduction de la grève à 14 contre 1.

Les étudiants du cégep Marie-Victorin sont toujours en grève. Hier, ils ont entériné une semaine de perturbation lors du retour en classe, lundi prochain. Un vote de grève pourrait avoir lieu lundi.

L'Association facultaire des étudiants en sciences humaines de l'UQAM reste en grève jusqu'à la gratuité scolaire. À la suite de l'assemblée d'hier, elle encourage ses membres à aller faire respecter les lignes de piquetage dans les cégeps.

Vos réactions

Marie Rheault – Inscrite, 8 août 2012 12 h 13

Non intervention

C'est sur que si on respecte l'intelligence et la maturité des étudiants on ne peut pas leur dire quoi faire, mais on peut clairement dire ce que l'on veut. C'est exactement ce qu'a fait Mme Marois

sylvain chartrand – Inscrit, 8 août 2012 14 h 48

Moi je m'en souviendrai...

Moi je m'en souviendrai madame marois

Par votre laxisme et votre soif du pouvoir, vous avez démontré à la population du Québec que vous manquez outrageusement de jugement. En appuyant les jeunes en boycott, vous qui êtes représentants du gouvernement, vous avez

ironiquement encouragé les associations étudiantes, dont la CLASSE, à bafouer la démocratie et à se moquer de la justice. C'est bête comme stratégie de défendre l'indéfendable. C'est irresponsable de rester vague sur des sujets aussi importants que l'intimidation et la violence. C'est un grand manque de responsabilité de votre part de ne pas montrer l'exemple à la jeunesse. C'est

un privilège de représenter les citoyens au Parlement et vous auriez du faire fi de votre parti-sannerie.

Et maintenant a un mois des élections vous parlez dans deux directions différentes.

Roland Guerre - Inscrit, 8 août 2012 15 h 44

Pour le respect des libertés universitaires

Le jeu biaisé, qui accompagne la loi 78/12, conduit les politiques dans une nouvelle impasse. Le respect des libertés universitaires, l'abrogation de la loi 78/12 sont des étapes préalables à la recherche d'une solution à la crise étudiante et universitaire, simple volet de la crise qui secoue le Québec.

LA PRESSE : Des milliers d'étudiants en grève pour la rentrée - Publié le mercredi 08 août 2012 à 00h00 | Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 07h19



Photo: André Pichette, La Presse

Gabrielle Duchaine et Émilie Bilodeau, La Presse

Des milliers d'élèves et d'étudiants ne se présenteront pas en classe à la rentrée. Certains d'entre eux ont voté cette semaine pour la poursuite de la grève, alors que d'autres tiendront des assemblées générales seulement après la rentrée. Entre-temps, ils prévoient dresser des piquets de grève ou boycotter leurs cours.

> Conflit étudiant: la police devrait-elle intervenir?

«C'est très inquiétant. On n'a pas de marge de manœuvre. L'horaire est extrêmement serré, alors si les étudiants manquent quelques journées de classe, on ne pourra pas garantir la session», prévient Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

La même menace plane à l'université, mais elle n'a pas refroidi les étudiants en sciences humaines de l'UQAM. Mardi en soirée, ils ont en effet décidé de poursuivre le mouvement de grève et de faire fi de la loi spéciale (78). Environ 350 membres sur les 4623 de l'association se sont prévalus de leur droit de vote.

«Tout ne va pas se régler avec les élections. Qu'on vote pour un retour en classe ou pour continuer la grève, Jean Charest va retourner ça à son avantage. Donc les gens devraient voter selon leurs valeurs», a affirmé Laurent Sioui, étudiant à la maîtrise en histoire, en marge de l'assemblée générale de son association étudiante. D'autres membres craignaient par contre de perdre leur trimestre s'ils poursuivaient la grève. «On est tous contre la hausse des droits de scolarité. Mais il y a un enjeu stratégique. Voter pour un retour en grève veut peut-être dire voter pour l'annulation du trimestre», a déclaré Shady Rahayel, étudiant au doctorat en psychologie.

Lundi, les 600 étudiants en service social de l'Université de Montréal ont été les premiers à voter: ils ont choisi de poursuivre la grève au moins pendant les 10 premiers jours du trimestre, qui n'en compte que 45 en tout.

Au collégial aussi

Du côté collégial, les élèves du cégep Marie-Victorin étaient les premiers à se prononcer sur le retour en classe, mardi matin. Leur verdict était attendu, puisqu'il risque d'influencer celui des autres. Ils ont plutôt convenu de se revoir lundi prochain, à 10h, pour décider s'ils poursuivront ou non leurs moyens de pression. Les cours doivent en principe reprendre la même journée. Mais l'association étudiante, qui refuse de parler aux médias, voit les choses autrement. «Le mandat de grève n'a jamais cessé d'être valide, c'est-à-dire qu'il le sera toujours le 13 août», écrit-elle sur sa page Facebook. Si l'assemblée vote de ne pas reconduire la grève, nous retournons en classe le lendemain. Si l'assemblée générale reconduit la grève, nous restons en grève.»

Au collège de Maisonneuve, l'assemblée est également prévue pour lundi, jour de la rentrée. La réunion aura lieu à midi, soit quatre heures après le début des premiers cours. «Nous sommes donc toujours en grève jusqu'à 12h», affirme l'association étudiante sur son site web. Des piquets de grève sont prévus en matinée devant le cégep «pour empêcher le retour en classe forcé et faire respecter la grève jusqu'à l'assemblée».

D'ici là, certains élèves du collège de Maisonneuve, très militants, se sont donné pour mission de faire passer les votes de grève dans les autres établissements. Ils étaient au cégep Marie-Victorin, mardi matin, pour distribuer des tracts appelant à poursuivre la lutte. «Continuer la grève malgré les élections, [c'est] forcer la classe politique à prendre et respecter ses engagements», dit le document, remis en mains propres à ceux qui se rendaient à l'assemblée générale.

À la Fédération des cégeps, on assure que les cours seront donnés dès la rentrée. «Les enseignants seront dans leurs classes et les cours seront donnés à ceux qui le veulent, quoi qu'il adienne, affirme Jean Beauchesne. Ceux qui veulent des échecs à leur bulletin, c'est leur choix. Mais on espère que la majorité silencieuse va reprendre le trimestre en main.» Un espoir partagé par le premier ministre Jean Charest, qui nie compter sur les votes de grève et d'éventuels affrontements pour marquer des points. «Je ne souhaite pas qu'il y ait de perturbation, a affirmé le chef du Parti libéral. Je souhaite que la rentrée se fasse dans l'ordre et dans le respect du droit des étudiants d'aller dans les classes.»

- Avec Tommy Chouinard

Les positions des partis

> **Parti libéral du Québec: «la loi est là»**

«La loi spéciale est là, on s'attend à ce qu'elle soit respectée. On a voté la loi pour ça», a répondu Jean Charest. Le chef libéral a laissé entendre que si la rentrée est perturbée, la loi spéciale serait bel et bien mise en application. «Il y a des dispositions qui sont très claires sur le fait qu'on doit respecter le droit d'avoir accès à ses salles de cours. Et on s'attend à ce que la loi soit respectée», a-t-il affirmé. Rappelons que la loi interdit d'entraver l'accès aux salles de cours et de manifester à moins de 50 mètres d'un établissement d'enseignement. Elle prévoit des amendes salées.

- Tommy Chouinard

> **Parti québécois: tous en classe**

Même si elle répète qu'elle ne veut pas «s'immiscer dans la démocratie étudiante», Pauline Marois n'est pas partisane de la reconduction de la grève. Elle veut que les cours reprennent en août et que tous les cégépiens et universitaires y assistent. «Ce que je souhaite, c'est que 100% des étudiants puissent retourner en classe», a-t-elle déclaré hier en Gaspésie. Mme Marois ne croit pas que les enseignants devraient désobéir à la loi spéciale, une loi «ignoble» qu'elle promet néanmoins d'abroger dès son élection. «Évidemment, on ne peut jamais dire à quelqu'un de ne pas respecter la loi», a-t-elle expliqué. La semaine dernière, Mme Marois et son candidat-vedette Léo Bureau-Blouin avaient laissé entendre que la reconduction de la grève avantagerait les libéraux.

- Paul Journet

> **Coalition avenir Québec: la loi et l'ordre**

Les autorités doivent faire «tout ce qui est nécessaire» pour assurer que la rentrée se fasse dans l'ordre, y compris recourir à la police, a affirmé le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, hier. «La loi 78 pose des balises pour s'assurer que les cégeps ne seront pas bloqués, a-t-il affirmé. Je m'attends à ce que tout ce qui est nécessaire de faire... et qu'on utilise les policiers pour le faire.» Le chef caquiste avait appelé les étudiants à rentrer en classe avant le début de la campagne, le temps que les électeurs décident du prochain gouvernement. Il souhaite que ceux qui ne sont pas favorables au débrayage puissent assister à leurs cours, particulièrement ceux qui ont obtenu des injonctions des tribunaux.

- Martin Croteau

> **Québec solidaire: aux étudiants de trancher**

Québec solidaire n'appelle pas au «blocage des portes» à la rentrée la semaine prochaine, mais ne demande pas non plus aux étudiants de respecter la loi spéciale. «Je ne veux pas faire de leçon ou donner des instructions, dit Françoise David, co-chef de Québec solidaire. Je laisse à chaque association étudiante le soin de décider par elle-même. Je fais confiance à leur jugement. Je n'appelle pas au blocage des portes ni au non-respect de la loi, mais je suis pour le principe de la démocratie étudiante. En démocratie, c'est la minorité qui doit se rallier à la majorité. M. Charest a créé le problème en voulant que la majorité se rallie à la minorité.»

- Vincent Brousseau-Pouliot

> Option nationale: le «gros bon sens»

Même si l'option nationale croit qu'il «faut respecter les injonctions dans un système de droit», la formation politique dirigée par Jean-Martin Aussant espère que les établissements scolaires s'en remettront «au gros bon sens» pour gérer la rentrée la semaine prochaine. «Si 97% des étudiants vont voter et que la grève passe à 88%, ce vote devrait être respecté, dit

M. Aussant. Il faut juger au cas par cas. Quand il n'y a pas de loi [pour le droit de grève aux associations étudiantes], on s'en remet au gros bon sens.» L'option nationale a un «préjugé favorable» au droit de grève des associations étudiantes, tout en rappelant qu'une telle loi n'est pas en vigueur au Québec.

- Vincent Brousseau-Pouliot

TVANouvelles : Tournée provinciale de la CLASSE : Gabriel Nadeau-Dubois n'attire pas les foules à Jonquière - Première publication mardi 07 août 2012 à 22h02



Crédit photo : archives, Agence QMI
Par Valérie Fortin | TVA Nouvelles

La CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante) n'a pas attiré les foules mardi soir à Saguenay. Seulement une quinzaine de personnes se sont rassemblées dans l'arrondissement de Jonquière pour entendre le discours de Gabriel Nadeau-Dubois. Les organisateurs avaient donné rendez-vous à la population devant l'église Saint-Dominique. Les participants, de tous les âges, se sont par la suite déplacés dans un café situé à proximité afin d'écouter le porte-parole de la CLASSE, dans le cadre d'une tournée provinciale.

L'association souhaite rencontrer la population pour parler de sa vision et des valeurs du mouvement. Le thème des frais de scolarité a évidemment été au cœur des discussions, mais également l'exploitation des ressources naturelles au Québec. Des étudiants, des enseignants, mais aussi de simples citoyens étaient sur place. Gabriel Nadeau-Dubois avoue que la rencontre a mobilisé peu de gens, mais il explique qu'il s'est rendu à Jonquière parce qu'il a été invité. La CLASSE termine sa tournée au Saguenay-Lac-Saint-Jean demain avec une assemblée prévue à Chicoutimi à 19 h.

JOURNLMÉTRO : CHAREST souhaite une rentrée «dans l'ordre» - Mise à jour: mardi 07 août 2012 | 21:14

Par Alexandre Robillard La Presse Canadienne
SHERBROOKE, Qc - Jean Charest a déclaré mardi qu'il ne souhaite pas le retour des perturbations du conflit étudiant, même si des documents de son parti montrent que sa stratégie électorale visait à associer ses adversaires péquistes aux manifestations de la rue.

Alors que des associations étudiantes doivent décider dans les prochains jours avec leurs membres si la grève doit reprendre, M. Charest n'a pas voulu dire s'il avait envisagé, parmi les hypothèses, la possibilité que les hostilités reprennent avec les étudiants.

Le chef libéral a affirmé lors d'une conférence de presse que les dispositions limitant les manifestations, inscrites dans la loi 12, visaient aussi à faciliter la rentrée.

«Je n'ai pas souhaité ce qui est arrivé au printemps, a-t-il dit. Je ne souhaite pas qu'il y ait de perturbations, je veux que ça se fasse dans l'ordre, et je demande aux Québécois de respecter les lois et surtout de respecter les droits d'un citoyen de pouvoir étudier.»

M. Charest a rappelé mardi que la chef péquiste Pauline Marois avait appuyé les étudiants en grève, au printemps dernier.

En juin, les péquistes avaient obtenu un document des libéraux montrant que la stratégie électorale de M. Charest s'articulerait autour du conflit étudiant pour associer Mme Marois aux désordres de la rue.

Une première association étudiante, regroupant les 638 étudiants en service social à l'Université de Montréal, a voté lundi en faveur de la reprise de la grève. Seulement 61 personnes se sont toutefois prononcées lors du scrutin, valide puisqu'il y avait quorum. Plusieurs étudiants de cégeps vont aussi se prononcer au cours des prochains jours.

Par ailleurs, M. Charest a annoncé mardi que les libéraux offriront un crédit d'impôt pour la rénovation verte s'ils sont élus.

M. Charest a déclaré que 20 pour cent des dépenses seront admissibles, et que le remboursement maximal sera de 3000 \$.

Les propriétaires devront toutefois effectuer au minimum 1000 \$ de travaux sur leur résidence principale pour bénéficier du crédit, qui s'appliquera sur le montant excédant ce seuil. Par exemple, si un propriétaire engage 1500 \$ de travaux, le crédit sera calculé sur 500 \$.

Ce programme sera disponible durant un an seulement et son coût total est évalué à 50 millions \$.

Les rénovations visées doivent améliorer le bilan environnemental, en réduisant la consommation d'énergie. Le programme inclut les travaux sur l'isolation, l'étanchéité, la climatisation et la consommation d'eau.

Sur le plan fiscal, M. Charest a déclaré mardi qu'il n'a pas l'intention de baisser les impôts, contrairement à son adversaire de la Coalition avenir Québec, (CAQ) François Legault.

Le chef libéral a affirmé que son objectif est plutôt de rétablir l'équilibre budgétaire, prévu lors du prochain exercice.

«Nous devons revenir à l'équilibre budgétaire, la crédibilité des finances publiques en dépend et nous devons le faire dans les délais qu'on s'est donnés», a-t-il dit.

M. Charest a jugé que M. Legault faisait preuve d'irresponsabilité et d'improvisation en promettant des baisses d'impôt de 1000 \$, mardi.

«Je comprends qu'il est incapable de dire où il va prendre tout l'argent pour faire ça, a-t-il dit. Je vois là-dedans une marque de commerce de la campagne de M. Legault, on a vu ça avec M. Duchesneau, c'est de l'improvisation.»

Durant la campagne électorale de 2007, M. Charest avait promis des baisses d'impôts de 950 millions \$ grâce à une somme de 700 millions \$ obtenue d'Ottawa à titre de règlement du déséquilibre fiscal.

«On l'a fait, c'est reconnu, on a fait la baisse d'impôt, a-t-il dit. Maintenant, on va livrer

l'équilibre budgétaire, parce que c'est ça, la priorité, pas d'aller jouer dans les finances publiques.»

La caravane libérale a fait campagne mardi dans deux circonscriptions où des ministres libéraux de longue date ont choisi de ne pas se représenter.

M. Charest a annoncé son crédit d'impôt à Sherbrooke, dans la circonscription de Saint-François, en présence de la candidate Nathalie Goguen qui tentera de succéder à la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay.

Mme Gagnon-Tremblay, élue depuis 1989, avait gagné il y a quatre ans la dernière élection avec une avance de 1346 voix sur le candidat péquiste Réjean Hébert, qui est de retour pour cette campagne.

À Richmond, M. Charest a visité une usine d'équipement destiné à l'industrie de l'asphaltage avec sa candidate Karine Vallières. Mme Vallières est la fille du ministre Yvon Vallières, qui a remporté sa première élection dans Richmond en 1973.

En 2008, M. Vallières avait obtenu une avance de 5123 votes sur son adversaire péquiste.

En soirée, M. Charest a participé à un rassemblement militant dans Drummond-Bois-Francs, une nouvelle circonscription.



Graham Hughes
Jean Charest

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Grève étudiante : votes importants mardi - Mise à jour le mardi 7 août 2012 à 21 h 09 HAE



Cégep Marie-Victorin

À quelques jours de la rentrée scolaire imposée par la loi 78, les étudiants des cégeps et des universités du Québec ont commencé à se prononcer sur la reconduction de la grève contre la hausse des droits de scolarité.

Les étudiants en service social de l'Université de Montréal (UdeM) se sont d'ailleurs déjà prononcés à majorité lundi soir en faveur de la poursuite de la grève, avec un taux de participation inférieur à 10 %.

La rentrée universitaire, qui devait se faire le 27 août, n'aura donc pas lieu pour ces étudiants. Les membres de l'association étudiante (AÉSSUM) se prononceront de nouveau le 7 septembre prochain.

Au Cégep de Saint-Laurent, un vote a aussi eu lieu lundi. Les étudiants ont adopté une motion qui leur permettra de se prononcer samedi prochain sur la reconduction de la grève.

Un vote semblable a eu lieu mardi au Cégep Marie-Victorin. Ils se réuniront à nouveau le 13 août pour voter sur la reconduction de la grève en tant que telle.

La faculté de sciences humaines (AFESH) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) tenait elle aussi une assemblée générale mardi.

D'ici lundi prochain, sept autres cégeps de Montréal et de la région métropolitaine devront se prononcer sur la reconduction ou non de la grève générale illimitée.

Près de 2000 enseignants de cégeps et d'universités ont de leur côté [signé un manifeste](#) pour se montrer solidaires des associations étudiantes. Ils préviennent qu'ils respecteront le vote de grève des étudiants et affirment qu'ils seront des milliers à refuser de forcer le retour en classe.

Du côté des universités, près de 150 associations de 12 institutions universitaires avaient toujours des mandats de grève générale illimitée après l'adoption de la loi 12 (projet de loi 78) en mai dernier, selon la compilation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Depuis, certaines ont dit non à la poursuite de la grève. D'autres l'ont reconduite. Plusieurs autres devraient se prononcer au cours des prochains jours.

Entre détermination et résignation

Les étudiants interrogés à l'entrée du cégep Marie-Victorin se sont en général montrés résignés ou découragés.

« Ça fait six mois que je suis en grève. Je suis fatigué de tout ça. J'ai envie de revenir et de finir mes cours, » a soupiré un étudiant du cégep Marie-Victorin.

Plusieurs voudraient en finir avec la grève, sans toutefois accepter la hausse imposée par le gouvernement libéral.

« Je n'ai rien contre les hausses de frais, mais j'ai définitivement quelque chose contre [le fait] de charger les étudiants pour des problèmes de financement que [les universités] ont déjà. Je ne donnerais pas d'argent à quelqu'un qui n'est pas capable de gérer son loyer, donc je ne donnerais pas de l'argent à un gouvernement qui n'est pas capable de la gérer proprement », a confié un autre étudiant.

Malgré ces divergences, il y a une chose qui semblait faire l'unanimité parmi les commentaires recueillis mardi matin : les étudiants qui prévoient se rendre aux urnes n'ont pas l'intention de voter pour le Parti libéral.

Comme tous les 22 du mois depuis le début du conflit étudiant, la CLASSE convie les étudiants à une grande manifestation le 22 août prochain, soit 9 jours après la date de retour en classe prévue pour le cégep Marie-Victorin.

Les commentaires (397)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DANS LES CÉGEPs EN GRÈVE

Cégep	Date de l'assemblée
Saint-Jérôme	8 août, 11 h
Valleyfield	8 août, 18 h
André-Laurendeau	9 août, 10 h
Saint-Laurent	11 août, 11 h
Marie-Victorin	13 août, 10 h
Maisonneuve	13 août, 12 h
Édouard-Montpetit	13 août, 12 h
Vieux-Montréal	13 août, 17 h
Lionel-Groulx	14 août, 19h
Bois-de-Boulogne	16 août, 10 h
Ahuntsic	À déterminer
Montmorency	À déterminer
Rosemont	À déterminer
Saint-Hyacinthe	À déterminer

JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Les étudiants sont déçus - Pas question, toutefois, d'imposer un quorum lors des assemblées générales - Publié le: mardi 07 août 2012, 20H57 | Mise à jour: mardi 07 août 2012, 21H38

VIDÉO : Les étudiants du Cégep Marie-Victorin sont réunis en assemblée générale, de même que les étudiants en sciences humaines de l'UQAM, 7 août 2012, TVA Nouvelles

Assemblées générales à venir

Aujourd'hui : Cégep de Saint-Jérôme et Collège de Valleyfield

Demain : Cégep André-Laurendeau et Faculté des arts de l'UQAM

Samedi : Cégep de Saint-Laurent

Lundi (13 août) : Cégep Marie-Victorin, Cégep de Maisonneuve, Cégep Édouard-Montpetit, Cégep du Vieux Montréal

source: Source : BLOQUONSLAHAUSSE.COM Sarah-Maude Lefebvre

Les associations étudiantes rejettent en bloc l'idée de modifier les règles des assemblées générales, malgré un taux de participation anémique de 9 % lors du premier vote de reconduction de grève, lundi.

L'idée du candidat du Parti québécois et ex-président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, d'augmenter les quorums lors des assemblées générales n'a guère trouvé d'échos hier auprès des associations étudiantes.

Lundi soir, les étudiants en service social de l'Université de Montréal ont reconduit la grève, avec un taux de participation au vote de 9,6 %. Seulement 33 étudiants ont voté, alors que l'association compte quelque 600 membres.

Conserver la crédibilité

Réagissant hier, M. Bureau-Blouin a suggéré que les associations augmentent le quorum requis pour la tenue d'une assemblée.

« Les quorums relèvent de la responsabilité de chaque association étudiante. À certains endroits, les quorums sont de 30 % ou 40 %. Ça pourrait être intéressant de débattre pour augmenter ce seuil dans certaines associations ».

« Il faut aussi tout mettre en œuvre pour améliorer les moyens de communication avec les étudiants. Quand les étudiants sont au courant de ce qui se passe, ils se présentent. De hauts taux de participation conservent une certaine crédibilité dans le processus », a-t-il aussi affirmé.

De leur côté, les associations étudiantes affirment que les assemblées sont « souveraines » et que c'est aux membres de déterminer le taux de participation requis.

« C'est un débat qui doit avoir lieu à l'interne, mais on ne peut certainement rien imposer aux associations, croit le porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois. Si les membres d'une assemblée fixent un quorum, il doit être respecté. »

Déception

Le faible taux de participation à l'Université de Montréal a toutefois porté un dur coup au moral des troupes étudiantes. Celles-ci ont avoué ouvertement être déçues de la tournure des événements lundi soir.

« C'est dommage, surtout dans le contexte où l'on est en campagne électorale et que l'on cherche à donner l'exemple en matière de vote », s'est désolée la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

« C'est un peu décevant, surtout qu'on pensait avoir réussi à mobiliser largement les étudiants. » Selon cette dernière, les avis sont « mitigés » quant au prolongement de la grève.

« Beaucoup d'étudiants souhaitent retourner en classe. D'autres pensent que la grève n'est pas terminée. Il y a beaucoup d'incertitude. Chose

certaine, les débats à venir seront longs, très longs.»

L'ASSÉ, un syndicat ? : Le Registraire des entreprises enquête

Bien que les étudiants ne soient pas des travailleurs, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) s'est enregistrée comme étant un syndicat au Registraire des entreprises du Québec.

Ce cas particulier met quelque peu dans l'embarras le Registraire à qui cette anomalie a été signalée au début de l'été par un citoyen.

« C'est un cas complexe et rare. Il est clair que nous refuserions aujourd'hui une telle demande. Cependant, l'ASSÉ a une sorte de droit acquis et c'est pourquoi nous analysons actuellement ce dossier », affirme le porte-parole Stéphane Dion. L'ASSÉ a été constituée en 2001, en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels. Selon M. Dion, la demande de constitution répondait aux critères et aux façons de faire de l'époque.

Selon le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, il ne s'agit pas d'une « erreur », mais bien d'une « prise de position politique » de l'organisation, à l'époque.

« Notre philosophie politique est proche des syndicats. On essaie d'ailleurs de développer le syndicalisme étudiant. C'est pourquoi le congrès de l'ASSÉ a décidé en 2001 de se constituer sous la Loi sur le syndicat professionnel ».

Pas des travailleurs

La loi sur les syndicats professionnels exige pourtant que les personnes qui désirent y adhérer « doivent exercer la même profession, le même emploi, des métiers similaires ou se livrer à des travaux connexes ». Or, les étudiants ne sont pas a priori des travailleurs.

« On en est conscients, dit à ce sujet M. Nadeau-Dubois. Mais nous n'avons jamais eu de problèmes avec ça à ce jour. Pour nous, c'est un détail bureaucratique. »

Ce dernier affirme par ailleurs que l'ASSÉ n'en retire « aucun avantage », comparativement aux autres associations étudiantes qui sont elles enregistrées à titre d'association personnalisée.

Conséquences ?

Pour le moment, le Registraire des entreprises refuse d'indiquer ce qu'il entend faire pour corriger la situation.

Toutefois, on n'envisage pas de radier l'immatriculation de l'ASSÉ, puisqu'elle est « en règle avec le Registraire ».

« L'ASSÉ ne reçoit aucun privilège indu de sa constitution, assure M. Dion. Nous poursuivrons toutefois notre analyse. »



Photo Joel Lemay / Agence QMI
Gabriel Nadeau-Dubois

[Afficher 59 commentaires \(Montréal\)](#)

LE DEVOIR: Entente avec les profs de cégep: la preuve que la crise n'est pas une stratégie, selon Charest – Mardi 07 août 2012, 17h25

Robert Dutrisac

Sherbrooke — Jean Charest a nié que les votes de grève à venir dans les collèges et les universités puissent représenter un avantage stratégique pour son parti lors de la campagne électorale.

« Je ne souhaite pas qu'il y ait des perturbations. Je veux que ça se fasse dans l'ordre. Et je demande aux Québécois de respecter les lois et surtout de respecter le droit d'un autre citoyen de pouvoir étudier », a affirmé Jean Charest en parlant de la reprise, à la mi-août, de la session du printemps dans les 14 cégeps qui étaient en grève et dans certains départements et facultés universitaires.

Lors d'un point de presse, le chef libéral a sorti de sa manche l'entente qui venait tout juste d'intervenir entre le gouvernement et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN). Cette entente est une preuve de la volonté du gouvernement que la rentrée se fasse paisiblement, a soutenu le chef libéral. « La démonstration des efforts que nous faisons pour que tout se passe bien, c'est la conclusion de l'entente avec les syndicats sur la rentrée », a-t-il indiqué.

« Il me semble qu'il y a un signal d'envoyé. Si on est capables de s'entendre avec les représentants syndicaux, on doit être capable de s'entendre avec tout le monde normalement. Ça n'a pas été le cas le printemps dernier », estime le chef libéral.

Tombé entre les mains du PQ au début du mois de juin, un document ayant servi à une réunion pré-électorale — qui réunissait députés et personnel politique libéraux — décrivait la stratégie électorale du parti, qui reposait sur l'association de Pauline Marois et du PQ à la rue et à la violence. Les libéraux s'y posaient en défenseurs de la loi et de l'ordre et en champion de l'économie et du Plan Nord.

La loi 12 devra être respectée, dit Charest

Concrètement, Jean Charest s'attend à ce que la loi 12 (le projet de loi 78 adopté en juin) assure que les étudiants qui veulent suivre leurs cours puissent le faire sans entrave. Il dit souhaiter que la loi 12 soit respectée et qu'aucun étudiant gréviste n'empêche quiconque de suivre ses cours. « Je me bats durant cette campagne électorale pour défendre l'étudiant qui veut aller à ses cours parce qu'il en a le droit. Et ça, c'est la différence entre Pauline Marois, François Legault et moi », a-t-il fait valoir.

Dans cet ordre d'idées, son gouvernement refusera de se conformer à l'avis de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). Dans cet avis rendu public à la mi-juillet, la CDPDJ estime que 19 articles de la loi spéciale « portent atteinte directement ou indirectement aux libertés de conscience, d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association garanties par la Charte ». C'est aux tribunaux de trancher, a soutenu Jean Charest.

Déjà, en juin, une première décision signée par le juge François Rolland de la Cour supérieure avait débouté les avocats des étudiants, qui arguaient que la loi 12 brimait le droit de manifester.

« Boycott » ?

Lors du point de presse, le chef libéral a par ailleurs livré une petite bataille sémantique avec un journaliste autour du mot « grève ». Le chef libéral a insisté pour que le mot « boycott » soit employé pour désigner la grève étudiante.

S'il défend le droit à l'éducation, Jean Charest considère que le droit de gagner sa vie est d'un autre ordre. Ainsi, au Québec, en vertu des dispositions anti-briseurs de grève du Code du travail, un travailleur qui n'a pas voté pour la

grève doit suivre le mot d'ordre de son syndicat et cesser de travailler, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs provinces canadiennes.

« Il y a des gens qui veulent imposer dans l'éducation le régime de relations de travail que nous connaissons ici ou ailleurs. Ce n'est pas la réalité du monde de l'éducation », juge Jean Charest.



Photo : La Presse canadienne
Clément Allard

« La démonstration des efforts que nous faisons pour que tout se passe bien, c'est la conclusion de l'entente avec les syndicats sur la rentrée », a soutenu le chef libéral.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Grève étudiante : l'UQAR doit assumer des coûts supplémentaires – Mise à jour le mardi 7 août 2012 à 16 h 58 HAE



Université du Québec à Rimouski

La grève étudiante de ce printemps aura de lourdes répercussions sur la session d'automne à l'UQAR. L'université devra déboursier plus de 35 000 \$ pour encadrer les nouveaux étudiants qui entreprendront leur session tardivement.

À l'UQAR, une quinzaine de nouveaux étudiants commenceront leurs cours en octobre, avec un mois de retard. Ils doivent d'abord terminer leurs études collégiales, interrompues par la grève.

« Les professeurs et les chargés de cours vont fournir un encadrement individualisé et s'assurer que les étudiants vont être intégrés dans les groupes le plus rapidement possible. » — Jean Brousseau, Le doyen aux études de premier cycle

Le doyen aux études de premier cycle, Jean Brousseau, assure que l'UQAR fera tout pour assurer leur réussite. Les étudiants seront invités à suivre 4 cours au lieu de 5, pour la session.

« Avec leur directeur des programmes, ils vont adapter leur formation. Chaque étudiant va rencontrer ses professeurs, chaque professeur va offrir à l'étudiant un encadrement individualisé afin de lui permettre de réussir sa session le mieux possible », explique Jean Brousseau.

Cet encadrement suppose une surcharge de travail et une entente avec les syndicats d'enseignants. « Les discussions sont en cours. Il reste à finaliser l'entente », affirme le doyen aux études de premier cycle.

Ces mesures exceptionnelles coûteront entre 35 et 40 000 dollars, selon la direction. L'UQAR a l'intention de réclamer une aide financière additionnelle au gouvernement du Québec.

LE SOLEIL : Conflit étudiant: entente de principe avec les profs de cégeps - Publié le mardi 07 août 2012 à 15h50 | Mis à jour le mardi 07 août 2012 à 20h00



La Presse Canadienne

La ministre de l'Éducation Michelle Courchesne - qui ne sollicite pas un renouvellement de mandat - a précisé la nature de l'aide: un «ajout temporaire de ressources qui travailleront exclusivement auprès des jeunes et «viendront appuyer directement» les professeurs.

Michel CorbeilLe Soleil

(Sherbrooke) L'entente est tombée on ne peut plus à point, mardi matin, pour Jean Charest. Pendant que le chef libéral plaidait que «l'intransigeance» des leaders étudiants a empêché tout règlement de la crise sur les droits de scolarité, il a révélé qu'un accord de principe était intervenu entre ses négociateurs et ceux représentant les syndiqués et les patrons des cégeps en conflit.

Dans un communiqué de presse, la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec s'est montrée satisfaite «d'obtenir les renforts nécessaires pour offrir les cours et

pourvoir à l'encadrement nécessaire à la réussite des étudiantes et des étudiants».

La Fédération, qui est affiliée à la CSN, a insisté plus particulièrement sur le soutien aux jeunes «en provenance du secondaire, comme nous l'avons ardemment défendu depuis le début».

L'accord n'est cependant pas encore ratifié, a fait savoir l'organisation défendant les intérêts de 85 % des professeurs, au niveau collégial. Son approbation se jouera d'ici deux semaines.

Le Comité patronal de négociations des collèges fait partie de l'entente de principe. Quatorze cégeps, tous dans la région de Montréal, ont été touchés par le mouvement de contestation dirigé contre la décision du gouvernement Charest de hausser la facture pour s'inscrire à l'université.

«La grève étudiante, signale la Fédération, a entraîné la réorganisation du calendrier scolaire dans de nombreux cégeps.» Les cégépiens «seront ainsi appelés à terminer la session de l'hiver en plus d'avoir à réaliser la nouvelle année dans le cadre de la durée habituelle d'une année scolaire. C'est dans ce contexte qu'il fallait revoir les conditions d'enseignement et d'apprentissage.»

La ministre de l'Éducation Michelle Courchesne - qui ne sollicite pas un renouvellement de mandat, le 4 septembre - a précisé la nature de l'aide : un «ajout temporaire de ressources qui travailleront exclusivement auprès des jeunes et «viendront appuyer directement» les professeurs. Elle ne dévoile pas le coût de l'opération.

Argent mérité

De son côté, le chef du Parti québécois Pauline Marois a estimé que les professeurs méritent l'argent qui leur est attribué en vertu de l'entente. Elle a déploré que le gouvernement ait déboursé une telle somme.

«Le premier ministre voulait augmenter la contribution des étudiants aux universités, mais actuellement, c'est l'inverse qui est en train de se produire», a-t-elle soutenu. Elle a expliqué que le conflit coûte cher à la société québécoise en raison des montants qui ont été versés à la Sécurité publique pour le déploiement de policiers.

Quant à lui, le chef caquiste François Legault a réagi en déclarant que «nous, contrairement au PQ, on a voté pour que les injonctions soient respectées et pour le retour aux études. C'est important, le droit aux études, et chaque étudiant qui veut retourner aux études doit pouvoir le faire. [...] Une injonction, c'est un ordre de la cour. Les injonctions doivent être respectées. Là, maintenant, on a une loi 78, on a voté pour, elle pose des balises pour s'assurer que les cégeps soient pas bloqués. Moi, je m'attends à ce que tout ce qui est nécessaire de faire, et qu'on utilise des policiers pour le faire [soit fait pour] que les étudiants, qui ont le droit d'étudier, puissent retourner aux études. Et je m'attends aussi à avoir toute la collaboration des enseignants.»

Questionné spécifiquement sur le recours à la force, M. Legault a précisé que le «tout ce qui est nécessaire» dont il parlait pouvait aller jusque-là. Avec Annie Mathieu et Jean-François Cliche

LEDEVOIR: Marois veut 100 % des étudiants en classe - Mardi 07 août 2012, 15h12

Antoine Robitaille

Sainte-Anne-des-Monts - Même si elle la juge «ignoble», Pauline Marois souhaite qu'étudiants et professeurs respectent la loi spéciale (la loi 12) visant à mettre fin à la grève.

«Ce que je souhaite, c'est que 100 % des étudiants puissent retourner en classe», a déclaré, prudente, la chef péquiste. Cette dernière arborait jusqu'à juin le carré rouge, symbole de la grève étudiante (qualifiée de «boycott» par ceux qui s'y opposent).

Alors que nombre d'étudiants s'apprentent à voter sur la reconduction ou non de la grève, laquelle, dans plusieurs cas, a commencé en février, la chef péquiste s'est refusée de donner quelque directive : «Je ne veux pas m'immiscer dans la démocratie étudiante. Ils ont leurs propres règles. D'ailleurs nous [les gouvernements péquistes

passés] avons encadré et permis la constitution d'associations étudiantes. C'est évident que ce que je souhaite, c'est qu'il y ait la plus grande participation possible [aux votes de grève]. Mais ça leur appartient.» Au contraire mardi matin, le chef libéral Jean Charest a soutenu que certains votes de grève n'étaient pas légitimes, notamment ceux qui se tiennent sans une grande participation des étudiants concernés.

Marois énigmatique

Si la chef péquiste souhaite un retour massif en classe, elle en appelle donc à la fin de la grève? «Non, je n'ai pas dit ça», a-t-elle répondu, énigmatique, ajoutant tout de suite : «C'est parce qu'évidemment, ils doivent pouvoir continuer terminer leurs études. Les universités doivent continuer à fonctionner normalement.»

Quant à l'entente intervenue entre le gouvernement et les syndicats de professeurs pour compenser ces derniers, Mme Marois a soutenu que

les 18 millions étaient inévitables. À ses yeux, Jean Charest «doit assumer les conséquences de cette crise en versant ce 18 millions aux professeurs. Je crois que c'est normal qu'on le fasse parce qu'on leur en demande plus que ce qui était prévu», a-t-elle déclaré. Pour Mme Marois, le chef libéral a «provoqué» sciemment cette crise à des fins électorales.





Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot

Si Pauline Marois souhaite un retour massif en classe, elle en appelle donc à la fin de la grève? «Non, je n'ai pas dit ça», a-t-elle répondu, énigmatique, ajoutant tout de suite : «C'est parce

qu'évidemment, ils doivent pouvoir continuer terminer leurs études. Les universités doivent continuer à fonctionner normalement.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / 24HEURES : Marois veut 100% des étudiants en classe - Publié le: mardi 07 août 2012, 15H05 | Mise à jour: mardi 07 août 2012, 23H15 / Mardi 07 août 2012, à 22h22



Photo ANNIE T ROUSSEL / AGENCE QMI
Pauline Marois

Marianne White
SAINTE-ANNE-DES-MONTS - Pauline Marois - souhaite un retour en classe de tous les étudiants des cégeps et des universités. La chef du PQ, qui a été très sympathique à la cause des étudiants jusqu'ici et qui a porté le carré rouge pendant plusieurs mois, a laissé entendre qu'elle veut que les étudiants et les professeurs respectent la loi spéciale même si elle la juge «ignoble».
«Ce que je souhaite, c'est que 100% des étudiants puissent retourner en classe», a-t-elle dit.

Elle a cependant refusé d'enjoindre les étudiants à voter contre la grève. «Je ne veux pas m'immiscer dans la vie démocratique étudiante (...) Je ne vais pas décider à leur place», a-t-elle dit. La chef du PQ a refusé de remettre en question la légalité de certains votes de grève qui ont été pris à Montréal avec de faible taux de participation.

[Afficher 13 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 1-80 de 209 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALMÉTRO / LE SOLEIL : Conflit étudiant: entente de principe avec les profs de cégeps - Mise à jour: mardi 7 août 2012 | 14:42 / Publié le mardi 07 août 2012 à 15h05



Photo: Patrick Sanfaçon, archives La Presse
La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, reconnaît que la prochaine année scolaire présentera des défis particuliers pour tout le réseau collégial. Elle mise sur cette entente pour assurer la délivrance des services éducatifs.

Lise Millette, La Presse Canadienne, Montréal
Une entente de principe est intervenue entre les directions des collèges québécois touchés par le conflit étudiant et les professeurs qui y travaillent.
L'entente dévoilée mardi prévoit que près de 200 nouveaux professeurs seront embauchés de façon ponctuelle à compter du 13 août, juste à temps pour la reprise hâtive des cours. Ces ressources enseignantes s'ajouteront à l'enseignement régulier pour l'année scolaire 2012-2013 et ne travailleront qu'auprès des étudiants. Une rémunération pour les samedis de disponibilité et les jours de correction leur sera accordée.
La majorité des effectifs entrera toutefois en poste en octobre seulement, pour le début de la session d'automne.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, reconnaît que la prochaine année scolaire présentera des défis particuliers pour tout le réseau collégial. Elle mise sur cette entente pour assurer la délivrance des services éducatifs.

«L'appui additionnel que nous allons donner aux enseignantes et enseignants permettra d'assurer un meilleur encadrement aux étudiantes et étudiants», a déclaré la ministre.
Les enseignants seront répartis entre les collèges, puis, entre les disciplines enseignées dans chacun des établissements, alors que se chevaucheront de très près les sessions incomplètes de l'hiver et les nouvelles sessions de la rentrée 2012.

La Fédération nationale des enseignantes et enseignantes du Québec (FNEEQ) estime pour sa part que l'objectif est d'accroître l'encadrement des étudiants afin de maximiser la réussite scolaire et éviter des diplômés à rabais.

La réussite est une question abordée de front par Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ. Selon elle, si la réussite d'un étudiant est fixée entre 60 et 100 %, elle favorise un scénario qui ferait en sorte de permettre des notes supérieures afin d'éviter un taux de «réussite minimale».

Cette entente concerne 13 des 14 cégeps qui ont dû interrompre la session d'hiver 2012. Le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et la Fédération nationale des enseignantes et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN) du Collège de Bois-de-Boulogne ont conclu une entente distincte.

Les votes étudiants ont commencé

Pendant que la FNEEQ et le gouvernement se disent satisfaits de l'entente conclue avec les

professeurs, les étudiants ont amorcé leurs consultations afin de sonder leurs membres sur le maintien, ou non, des moyens de pression.

Le moment de célébration pourrait donc être de courte durée et sera tributaire de ce que décideront les étudiants en assemblées générales.

«Cette entente n'a rien à voir et est tout à fait différente de ce que les étudiants vont décider. L'entente s'applique si les étudiants entrent au collège. Oui, les enseignants sont inquiets», précise Mme Thibodeau.

La première association à se prononcer a été celle des étudiants en service social de l'Université de Montréal. Lundi soir, 61 personnes se sont présentées sur les 638 membres que compte l'association, ce qui représente un taux de participation de 9,6 %. Des votants présents, 33 étaient en faveur de la grève contre 26 membres opposés. Il y a eu deux abstentions.

Questionnée sur la représentativité d'un tel taux de participation, Mme Thibodeau de la FNEEQ a précisé n'avoir pas de malaise avec une telle situation, dans la mesure où les règles étudiantes ont été respectées.

«Pour moi, ce qui est important, c'est que les règles que se donnent les associations soient respectées. Syndicalement nous avons aussi nos règles de fonctionnement et de quorum. En autant que tout ça est respecté, on n'a pas à juger de leurs règles de fonctionnement», a affirmé Mme Thibodeau.

Des votes se dérouleront de manière intensive dans les prochains jours, y compris le samedi. Le calendrier des votes des étudiants affiliés à la CLASSE est détaillé sur le site Bloquonslahausse. L'entête du site indique en grosses lettres «La lutte continue».

LA PRESSE : Marois veut que «100% des étudiants» retournent en classe - Publié le mardi 07 août 2012 à 14h42 | Mis à jour le mardi 07 août 2012 à 22h15





Photo: Robert Skinner, La Presse
Techniquement, les étudiants qui étaient en grève lors de l'adoption de la loi spéciale le restent encore.

Paul Journet et Martin Croteau, La Presse (Sainte-Anne-des-Monts) Pauline Marois veut que les cours reprennent en août et que tous les cégepiens et universitaires y assistent. «Je souhaite évidemment que tous les étudiants puissent retourner à leurs cours», a déclaré le chef du Parti québécois cet après-midi de passage dans le nord de la Gaspésie.

Mme Marois a prudemment répété qu'elle ne voulait pas «s'immiscer dans la démocratie étudiante» et elle a refusé d'appeler clairement les étudiants à voter contre la grève. Mais elle affirme malgré tout qu'elle souhaite tous les voir dans leurs classes.

Techniquement, les étudiants qui étaient en grève lors de l'adoption de la loi spéciale le restent encore. Ces mandats demeurent actifs.

Leurs cours ont simplement été suspendus. Ils doivent reprendre en août. Des votes pour reconduire la grève se tiendront d'ici la fin du mois. La grève [a déjà été reconduite au département de service social](#) de l'Université de Montréal, qui n'est pas particulièrement réputé pour être militant.

En vertu de la loi spéciale, même si la grève est reconduite, les enseignants devront donner des cours aux étudiants qui le demandent. Or, plusieurs enseignants ont avancé qu'ils refuseraient de le faire. Mme Marois ne croit pas qu'ils devraient désobéir à cette loi «ignoble» qu'elle promet d'abroger dès son élection. «Évidemment, on ne peut jamais dire à quelqu'un de ne pas respecter la loi. Ce que je souhaite, c'est que 100% des étudiants puissent retourner en classe.»

Elle a répété que ces difficultés ont été «créées par M. Charest lui-même».

Le taux de participation au département de service social n'était que de 9%. Mme Marois n'a pas voulu commenter ce seuil. «C'est évident que ce que je souhaite c'est qu'il y ait la plus grande participation possible, mais ça leur appartient. Je ne vais pas décider à leur place», a-t-elle répondu.

[Une entente vient d'être conclue](#) entre les directions des cégeps et les enseignants. On paiera 18 millions \$ pour engager des 180 professeurs de façon ponctuelle durant les cours intensifs. Mme Marois n'est pas contre cette entente. Mais elle trouve que cet argent est «mal investi». «On doit assumer le résultat de cette crise en versant le 18 millions \$ aux professeurs. C'est normal

qu'on le fasse, parce qu'on leur en demande plus que ce qui était prévu.»

Elle avance que les coûts en sécurité et le temps supplémentaire pour les policiers et les enseignants seront supérieurs au montant obtenu avec la hausse des droits de scolarité. «Le premier ministre Charest voulait augmenter la contribution des étudiants aux universités, mais (...) on voit que ça va coûter plus cher à la société québécoise que ce que ça va rapporter», a-t-elle dénoncé.

Faire «tout ce qui est nécessaire», souhaite Legault

Les autorités doivent faire «tout ce qui est nécessaire» pour assurer que la rentrée se fasse dans l'ordre, y compris recourir à la police, a pour sa part affirmé le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault.

«La loi 78 pose des balises pour s'assurer que les cégeps ne seront pas bloqués, a-t-il affirmé. Je m'attends à ce que tout ce qui est nécessaire de faire... et qu'on utilise les policiers pour le faire.» Le chef caquiste avait appelé les étudiants à rentrer en classe avant le début de la campagne, le temps que les électeurs décident de l'identité du prochain gouvernement. Il souhaite que ceux qui ne sont pas favorables au débrayage puissent assister à leurs cours, particulièrement ceux qui ont obtenu des injonctions des tribunaux.

«Je pense qu'on devrait être capable, dans une société civilisée, de faire entrer les étudiants qui veulent aller à l'école», a-t-il affirmé.

TVANouvelles : Rentrée scolaire : La direction des cégeps et les enseignants s'entendent - Première publication 7 août 2012 à 14h17



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI

Une **entente de principe** est intervenue entre la **Fédération nationale des enseignantes et**

des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et le **Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)** sur les conditions dans lesquelles se déroulera la prochaine **rentrée scolaire**.

Cette entente sera soumise cette semaine aux représentantes et aux représentants des syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep affiliés à la FNEEQ.

Le calendrier scolaire a dû être réorganisé dans de nombreux cégeps en raison de la grève étudiante. La fin de la session d'hiver se terminera en simultané avec le début de la nouvelle session d'automne, ce qui a occasionné une révision des conditions d'enseignement.

«Cette entente nous assure d'obtenir les renforts nécessaires pour offrir les cours et pourvoir à

l'encadrement essentiel à la réussite des étudiants, plus particulièrement ceux en provenance du secondaire, comme nous l'avons ardemment défendu depuis le début des négociations», a déclaré Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ-CSN.

La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur. Elle représente, entre autres, 85% des enseignantes et des enseignants de cégep et la vaste majorité des chargés de cours des universités québécoises.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / 24HEURES : Rentrée scolaire : La direction des cégeps et les enseignants s'entendent - Publié le: mardi 07 août 2012, 12H06 | Mise à jour: mardi 07 août 2012, 17H55 / Mardi 07 août 2012, à 13h11 - Mise à jour mardi 07 août 2012, à 17h58



Photo Agence QMI / Archives
Michelle Courchesne

Charles Lecavalier

MONTRÉAL – À la veille de la rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation a accepté de gonfler les effectifs professoraux dans les 14 institutions collégiales les plus touchés par le conflit étu-

diant, mais pas à n'importe quelles conditions. Si le conflit se prolonge, les nouveaux professeurs ne seront pas payés.

Le ministère de l'Éducation a annoncé mardi qu'il compenserait les Cégeps pour l'embauche de l'équivalent de 180 postes de professeur à temps plein, à la suite d'une entente de principe entre la Fédération nationale des enseignants du Québec, affiliée à la CSN (FNEEQ-CSN), et le Comité patronal de négociation des collèges.

L'entente sera soumise cette semaine aux représentantes et aux représentants des syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep affiliés à la FNEEQ, qui représente 85 % des enseignantes et des enseignants de cégep.

Les établissements concernés par l'entente sont le Collège Ahuntsic, le Collège André-Laurendeau, le Collège Édouard-Montpetit, le Collège Lionel-Groulx, le Collège de Maisonneuve, le Collège Marie-Victorin, le Collège Montmorency, le Collège de Rosemont, le Collège de Saint-Hyacinthe, le Collège de Saint-Jérôme, le Collège de Saint-

Laurent, le Collège de Valleyfield et le Collège du Vieux-Montréal.

Une entente a également été conclue avec les représentants des enseignants du Collège de Bois-de-Boulogne.

Le syndicat réclamait depuis longtemps une augmentation des ressources pour compléter la session d'hiver, mais surtout pour la session intensive d'automne, qui ne commencera pas avant octobre. Il a obtenu gain de cause.

En contrepartie, si les étudiants choisissent de prolonger leur grève, ou de relancer le mouvement de contestation plus tard, les professeurs nouvellement embauchés ne seront pas rémunérés. Leur paie est conditionnelle au travail accompli en classe.

«C'est conditionnel à la reprise des cours», a expliqué Jean Beauchesne, président et directeur général de la Fédération des cégeps. Ce dernier garde toutefois bon espoir d'une rentrée tranquille. «Je pense que la majorité silencieuse des

étudiants veut finir sa session», estime ce dernier.

Reprise le 13 août

La reprise des cours dans les collèges touchés par le conflit étudiant aura lieu le 13 août. Ce sont les mêmes professeurs qui enseignaient à l'hiver qui reprendront les cours. «On veut éviter le décrochage et il est important de maintenir une relation maître étudiant», a expliqué Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ-CSN.

Selon cette dernière, la majorité de ces ressources ira à la rentrée d'automne, pour soutenir la nouvelle cohorte d'étudiants provenant du secondaire, «qui sont plus sujets au décrochage».

Décrochage

Les étudiants des cégeps touchés par la grève étudiante sont appelés à terminer la session d'hiver en plus du cycle d'études normal dans le cadre de la durée d'une année scolaire. Des cours seront donnés le soir et parfois même le samedi.

À la Fédération étudiante collégiale du Québec, on reconnaît l'incidence de la grève sur le décrochage, mais on soutient qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, et qu'il «y a des conséquences à faire la grève».

«Les étudiants ont choisi ensemble, démocratiquement de faire la grève», a soutenu Éliane Laberge, présidente de la FECQ, qui se dit toutefois contente de l'entente.

L'Institut du Nouveau Monde : vote des jeunes

À la fois surpris et déçus par les statistiques dévoilées mardi par l'Institut du Nouveau Monde (INM) qui indiquent qu'à peine plus du tiers des jeunes âgés entre 18 et 24 ans se rendent aux urnes pour exercer leur droit de vote, plusieurs jeunes croient que le contexte de la crise étudiante les incitera à participer au scrutin.

«Je vais probablement aller voter, a dit d'une voix hésitante Audrey Lemay, 20 ans, étudiante en techniques policières. Dans le contexte du conflit étudiant, je pense que c'est important de prendre son pouvoir de vote et essayer de changer quelque chose. Si on rendait le processus moins compliqué, on inciterait plus les jeunes à aller voter. Soit on est mal informés, soit on a trop d'informations, alors on abandonne.»

L'INM a de plus proposé la création d'un cours obligatoire d'éducation à la ci-

toyenneté à la fin du secondaire et au cégep.

«Il devrait au moins y avoir un reflet de sciences politiques à l'intérieur du cours d'histoire en secondaire 4 ou 5, ne serait-ce que pour faire la différence entre la fibre libérale ou conservatrice, entre autres, a spécifié Mathieu Gallant, 23 ans. Faudrait que tous les jeunes se demandent quel est le dossier qui les touche le plus, avant même de se demander pour qui voter. Il faudrait qu'ils puissent déterminer ce qu'ils veulent pour le Québec de demain. Là, ils seraient plus intéressés à voter.»

Pour leur part, Gustavo Flores et Anthony Gazemar ont 16 ans et attendent avec impatience leurs 18 ans pour participer au scrutin.

«Je me considère comme un jeune très concerné par la politique, a souligné Gustavo. Un cours de plus sur le système électoral ou sur l'éducation à la citoyenneté ça pourrait être bien, mais il ne faudrait pas que ce soit obligatoire, parce qu'il y a des jeunes que ça n'intéresse vraiment pas», a poursuivi Anthony.

Tous deux croient que la crise étudiante incitera les jeunes à aller voter. «Pour les intéresser, il faudrait que la politique ait des liens directs avec les jeunes en considérant leur âge. Je crois que la crise étudiante va beaucoup faire augmenter le taux de participation au vote parce que ça les implique beaucoup plus. Parce que d'habitude, la politique ne touche pas beaucoup les jeunes. Par exemple, quand on parle d'économie, c'est un enjeu qui touche les plus vieux», ont-ils conclu.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

Bordeleau

Aussi, le recours au mot "boycott" suppose que l'éducation est une marchandise et le terme grève s'applique très bien au mouvement étudiant qui cessent collectivement une activité qui profite aux gens qu'ils cherchent à faire reculer (on dit grève de la faim même si les mangeurs ne sont pas salariés).

Il n'y a pas de vent favorable à celui qui ne sait ou il va.

Le mouvement étudiant est légal car la ministre chaque jour de loin elle parle avec les leaders étudiants

L'histoire fait figure de jurisprudence et ce n'est pas à négliger.

Il y a une raison pour laquelle la "judiciarisation" du conflit est actuellement dénoncé, une société

sans mouvements sociaux aptes à réagir à de mauvaises décisions est particulièrement dangereuse et le mouvement étudiant est un bijou qu'il faut chérir puisqu'il est un des rares mouvements qui est apte à se mobiliser rapidement et à déranger réellement et ce même si on n'est pas d'accord avec ce qu'il défend actuellement.

Je vous invite donc à être plus nuancée dans vos sophismes et à regarder ce que le mouvement étudiant a permis de changer à travers le monde avant de présenter comme aussi évident son manque de légitimité et son caractère "injuste" pour les étudiants qui veulent leur cours. . La sagesse populaire nous enseigne que << Quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage >>.

Plusieurs professeurs universitaires défendent ardemment ce mouvement et l'autonomie qu'il se doit de garder face au système judiciaire et à l'état en général.

Charest prend un grand risque de perdre le contrôle avec les étudiants, car de toute façon il n'a pas d'autres choix. Il va aller jusqu'au bout. Mais il aura toujours des carrés rouges sur ses talons jusqu'à la fin de son mandat grâce à sa loi Matraque 78.

La répression actuelle est excessive comme le démontre les actions policières envers le simple manifestant. La loi laisse beaucoup d'arbitraire entre les mains de la police par son pouvoir discrétionnaire. Bizarre depuis une semaine, il y a moins de casse avec les policiers. Il semble que le politique a demandé de mettre la pédale douce.

08/07/2012 11:07 PM

miche55

les enseignants qui n'enseignent pas lors d'une grève ne doit pas retirer leurs salaires comme dans le privé les sous-traitants ne reçoivent aucun salaire quand la cie mère est en grève c'est malheureux mais c'est comme ça et ce n'est pas parce que c'est les contribuables qui payent que cela doit être autrement

08/07/2012 05:23 PM

bbobbo2025

j'ai l'impression que cette histoire là va nous coûter très chère

08/07/2012 04:41 PM

Darius_1er

Ils sont pris dans leur propre mêlée avec syndicats, patronats et leur structure d'enseignement qui tend à tout contrôler dans les choix étudiants et la stratégie à appliquer pour faire ses études.

08/07/2012 01:52 PM

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / CANOE.CA / 24HEURES / TVANOUVELLES : Rentrée des classes : Jean Charest prévient que la loi 78 devra être respectée – Publié le: mardi 07 août 2012, 12H02 | Mise à jour: mardi 07 août 2012, 12H09 / mardi 07 août 2012, à 13h09 - Mise à jour mardi 07 août 2012, à 16h26 / Mardi 07 août 2012, à 13h14 / Première publication mardi 07 août 2012 à 14h12



Photo Maxime Deland / Agence QMI
Jean Charest était de passage dans son compté, à Sherbrooke, le 7 août 2012.

Geneviève Lajoie, Agence QMI
SHERBROOKE – Au moment où les votes reprennent sur la reconduction de la grève dans différents cégeps et universités de la province, Jean Charest prévient que tout devra se dérouler dans l'ordre et que la loi 78 devra être respectée.

«La loi est là, on s'attend à ce qu'elle soit respectée, on a voté la loi pour ça», a-t-il déclaré mardi matin.

Les étudiants en travail social de l'Université de Montréal ont été les premiers à se prononcer. Lundi soir, ils ont voté en faveur de la grève pour la reprise des classes le 27 août. D'autres établissements doivent aussi se prononcer sur la reconduction ou non de la grève au cours des prochains jours.

Pour le premier ministre sortant, il n'y a pas de raison que la rentrée ne se déroule pas dans l'ordre. Si des étudiants votent pour un boycottage, les autres qui veulent suivre leurs cours devront pouvoir le faire, a-t-il insisté.

«Nous voulons que la rentrée se fasse correctement, nous demandons à chacun de faire une rentrée qui est dans le respect des uns et des autres. Sincèrement, personne ne veut des perturbations», a-t-il lancé, lors d'une conférence de presse à Sherbrooke.

Le chef libéral en a d'ailleurs profité pour annoncer que son gouvernement s'était justement entendu avec les représentants syndicaux au cours des dernières heures en ce qui concerne les conditions de travail des enseignants collégiaux en vue de la rentrée scolaire.

Une entente de principe est ainsi survenue entre la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC), qui sera soumise cette semaine aux représentantes et aux représentants des syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep affiliés à la FNEEQ.

«Il me semble qu'il y a là un signal d'envoyé: si on est capable de s'entendre avec les représentants syndicaux, on doit être capable de s'entendre avec tout le monde normalement», a-t-il soutenu.

Jean Charest, plutôt dans l'ombre de François Legault ces derniers jours à cause de l'annonce de la candidature vedette de Jacques Duchesneau, a repris son discours sur le carré rouge.

«Je me bats dans cette campagne pour défendre l'étudiant qui veut aller à ses cours parce qu'il le droit d'aller à ses cours et ça, c'est la différence entre Pauline Marois, François Legault et moi, a-t-il clamé. Pauline Marois et François Legault croient qu'un étudiant qui est dans une classe qui a fait l'objet d'un boycottage peut se faire barrer la route à sa salle de classe, moi je pense le contraire.»

[Afficher 1-77 de 277 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 9 commentaires \(Québec\)](#)

JacquesLet

Je suis d'accord que ce boycott a assez duré, mais c'est beau dire il faut que ça cesse, la loi

devra être respectée, mais jusqu'à présent la loi n'a pas été respectée et rien n'a été fait, j'aimerais que les journalistes demandent à chaque Parti, si ça ne cesse pas comment allez-vous mettre fin à l'anarchie ? Je crois qu'aucun d'entre eux n'a une réponse...

[08/08/2012 08:43 AM](#)

[Leonce Hamelin](#)

oui j espere qu il va garder sa loi et faire payer ceux qui ne la respecte pas assez c est assez

[08/08/2012 08:33 AM](#)

[Lequebecois](#)

John James ne respecte personne, ils les utilisent!

[08/07/2012 10:33 PM](#)

[lognom](#)

La démocratie cest aussi le respect des autres.

[08/07/2012 07:52 PM](#)

[trisyaoan](#)

On est toujours en DÉMOCRATIE

[08/07/2012 05:24 PM](#)

[Nicole43](#)

Les étudiants en travail social de l'Université de Montréal ont voté pour la grève mais ils n'étaient que 70 et seulement 30 d'entre eux ont voté pour la grève, semble-t-il. Je pense que cette méthode de votation est complètement inacceptable; il devrait y avoir au moins 50% des étudiants pour que le vote soit tenu.

[08/07/2012 04:43 PM](#)

[Physics42](#)

Et, évidemment, plus aucune décision ne sera prise aux séances normales de l'association étudiante... Imaginez si on devait reprendre les élections à chaque fois que la proportion de ceux qui n'ont pas voté était plus élevée que celle du parti au pouvoir...

[08/07/2012 04:50 PM](#)

[Caqlicker](#)

Les juges post-it ne respectent pas eux-même l'esprit de justice qui devrait normalement habiter les employés du ministère de la justice.

[08/07/2012 01:11 PM](#)

[Caqlicker](#)

Moi j'aimerais savoir à quel moment Jean Charest à juré de défendre les droits de tous les québécois et à quel moment il va dénoncer l'absence de constitution du gouvernement qu'il dirige...

C'est vrai quoi les fonctionnaires devraient être protégés par mieux que leur syndicat lorsqu'ils constatent qu'il y a de la corruption et que les intérêts des québécois sont bafoués. Que des fonds supposés publics sont dilapidés auprès d'amis de politiciens. Que des fond sont encore empruntés à des taux d'intérêts usuraire.

Je pense que Jacques Antoine Normandin du PI est mieux placé que ces personnes pour nous défendre et nous représenter souverainement. Pas comme des manguex de hot-dogs juste bons à payer les factures pis se laisser acheter.

[08/07/2012 01:10 PM](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ / LA PRESSE : Publié le mardi 07 août 2012 à 11h04: Conflit étudiant : entente avec les professeurs des cégeps touchés – Mise à jour le mardi 7 août 2012 à 11 h 01 HAE / Publié le mardi 07 août 2012 à 11h04



(archives) Photo : Karine Bastien
Des étudiants réunis devant le Cégep de Saint-Laurent

Une entente de principe est intervenue entre les directions des collèges québécois touchés par le conflit étudiant et les professeurs qui y travaillent.

Cette entente concerne 13 des 14 cégeps qui ont dû interrompre la session d'hiver 2012.

L'entente prévoit que des ressources enseignantes s'ajouteront à l'enseignement régulier pour l'année scolaire 2012-2013. Ces enseignants seront répartis entre les collèges, puis entre les disciplines enseignées dans chacun des établissements.

Ils seront embauchés de façon ponctuelle et ne travailleront qu'auprès des étudiants.

L'entente prévoit aussi une rémunération des enseignants pour les samedis de disponibilité et les jours de correction faits à la demande du collège.

Le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) du Collège de Bois-de-Boulogne ont conclu une entente distincte. Ce collège, situé à Montréal, est le 14e établissement où une reprise des cours est nécessaire.

LA PRESSE CANADIENNE

Les commentaires (11)

Envoyé par [Arnaud Daoust](#) de Sherbrooke, 7 août 2012 à 12 h 23 HAE

[@Marc Trudel](#)

Vous dites: "Conséquences du boycott puéril des cours par une minorité d'étudiants activistes"

Il aurait fallu que la majorité "sérieuse" mais "apathique" se présente aux votes de grèves pour éviter ce boycott. La faute ne revient donc pas à cette minorité comme vous dites, mais bien à cette fameuse majorité qui préfère laisser les autres décider pour eux...tient ça me fait penser aux abstentionnistes des dernières élections provincial...

Envoyé par [Pierre-Yves St-Onge](#) de St-Constant, 7 août 2012 à 12 h 17 HAE

Bravo aux enseignants! 4 mois de congés payés supplémentaires, et de la paye de rattrapage. Et ils ont gagné un nouvel allié pour leur prochaine convention collective. C'est rare qu'une cause aussi noble est aussi payante. Désolé, j'en parlerais plus, mais je dois aller travailler pour payer tout ça.

Envoyé par [Gilles Hervieux](#) de Cornwall, 7 août 2012 à 12 h 15 HAE

Excellent conflit.

- Et je vous en dis quoi:

C'est l'ouvrier qui paie la note.

L'homme le moins cultivé et le nez dans la sueur.

Ma façon de voir enfin!..

Envoyé par [Jules Fournier](#) de Montréal

7 août 2012 à 12 h 08 HAE

Jean Charest, ce matin, a été encore arrogant et a encore fermé la porte au dialogue avec les étudiants.

Il faut en finir avec ce dialogue de sourd qui met le Québec à l'envers.

Mettons le gouvernement Charest dehors pour de bon.

Envoyé par [Daniel Guay](#) de Montréal, 7 août 2012 à 12 h 08 HAE

J'espère que les enseignants obtiendront tout ce qu'ils souhaitent. Ce sont des victimes de ce conflit.

Ce n'est pas comme si les enseignants avaient délibérément ommis de donner leurs cours.... oh non.

Envoyé par [Yvon Boileau](#) de Ile Perrot, 7 août 2012 à 12 h 07 HAE

à ce que je constate le conflit des étudiants peut être pénible(évidemment)pour les étudiants,la population,les gestionnaires,les élus,etc,et même pour les chaudrons,mais pas vraiment pour les professeurs,qui en plus d'avoir des vacances à n'en plus finir,ils auront une meilleure paye;tout ça à cause qu'ils ont de profonds et nobles "principes"!(enfin l'honnêteté est récompensée???)

Envoyé par [Marc Trudel](#) de Laval, 7 août 2012 à 12 h 03 HAE

Conséquences du boycott puéril des cours par une minorité d'étudiants activistes:

-coût en heures supplémentaires des policiers: 10 à 12 millions

-entente avec les profs (dont plusieurs ont bloqué l'accès aux portes des cégeps): min. 15 à 20 millions

- augmentation du taux d'abandon chez les cégépiens

-augmentation des inscriptions dans les cégeps privés

-augmentation des inscriptions dans les universités hors-QC dont Moncton

Un gros succès quoi!!

Envoyé par [Jean Poitras](#) de Montréal, 7 août 2012 à 11 h 53 HAE

Enfin, une bonne nouvelle!

TVANouvelles / JournaldeMontréal / JournaldeQuébec / 24Heures : Conflit étudiant : La semaine sera cruciale – Première publication mardi 07 août 2012 à 07h48 / Publié le: mardi 07 août 2012, 8H59 | Mise à jour: mardi 07 août 2012, 13H04 / Mardi 07 août 2012, à 09h12





Photo Emmanuel Delacour / Agence QMI
Martine Desjardins, présidente de la FEUQ et
Éliane Laberge, présidente de la FECQ.

Agence QMI

Cette semaine s'annonce cruciale pour plusieurs établissements d'enseignement, où des étudiants devront décider de maintenir ou non le boycottage amorcé il y a plus de six mois.

Selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), 14 cégeps sont toujours en grève actuellement. Les étudiants de ces collèges seront appelés à se prononcer sur un possible retour en classe au cours des prochaines semaines.

Selon Éliane Laberge, présidente de la FECQ, les associations étudiantes devront redoubler d'ardeur pour mobiliser leurs membres et les inciter à participer aux processus de vote. «On est dans une situation particulière, en plein milieu de l'été. Voter maintenant, c'est différent qu'en mars ou en avril», a-t-elle fait valoir.

Pour mousser la participation des étudiants, la leader étudiante a suggéré plusieurs mesures. La tenue d'assemblées générales à une date proche

de la rentrée permettrait entre autres d'attirer davantage d'étudiants.

Mme Laberge a soutenu que l'administration des établissements d'enseignement devrait aussi informer les étudiants de la date et de l'heure des votes.

Mardi, les étudiants du Cégep Marie-Victorin sont réunis en assemblée générale, de même que les étudiants en sciences humaines de l'UQAM.

Lundi soir, les étudiants en service social de l'Université de Montréal s'étaient prononcés à majorité en faveur de la reconduction de la grève. Cependant, le taux de participation était de moins de 10 %.

Les professeurs s'en mêlent

Les professeurs des cégeps et des universités de la province ont promis de respecter le vote des étudiants et refuseront de rentrer en classe si les étudiants reconduisent leur boycottage des cours. Ils préviennent qu'ils seront des milliers à refuser de forcer un retour sur les bancs d'école.

Par ailleurs, un groupe de 200 professeurs s'est réuni lundi à l'UQAM pour présenter un manifeste signé par 2000 professionnels de l'enseignement d'un peu partout dans le monde.

Ce manifeste dénonce notamment le projet de loi 78, qualifié de féroce.

Au cours des derniers jours, les fédérations étudiantes ont précisé que la réélection d'un gouvernement libéral ne mettrait en aucun cas un terme au conflit.

Afficher 48 commentaires (Montréal)

Afficher 6 commentaires (Québec)

asirois

Flushons les jeunes québécois qui ne veulent pas étudier, et engageons des travailleurs mexicains et asiatiques: il aime travailler, sont studieux et motivés, infiniment plus polis que la plupart de nos "beaux jeunes" et en plus ils sourient la

plupart du temps et n'ont pas ces airs bêtes et ces trognes boudeuses d'enfants gâtés que l'on voit dans la rue et à la télévision depuis 6 mois. Vive les immigrants! Il n'y a de l'espoir que par eux!

[08/08/2012 08:32 PM](#)

ClaudetteT

Que les politiciens nous disent: Si les étudiants ne retournent pas en classe, qu'ils soient mis à la porte de l'institution scolaire pour un an ou deux. Qu'ils aillent sur le marché du travail et ils vont voir ce que c'est que de gagner sa vie. Je voterais sans hésiter pour ce parti.

[08/07/2012 03:58 PM](#)

Jean-Louis Caron

Ceux qui n'acceptent pas les décisions, si le vote est franc, n'ont qu'eux à blâmer. Si la peur les figent, ils vont trouver la vie longue et terne, ils feront comme une bonne majorité, ils sauteront dans le pillule, la drug, la boisson pour se geler et juger ceux qui réussissent.

[08/07/2012 10:04 AM](#)

curieuxb

Je ne veux surtout pas vous dénigrer mais à vous lire, l'apprentissage du français devrait être une priorité dans votre cas. Normalement, on apprend celui-ci à l'école et/ou en lisant des livres. Lâchez la rue et prenez votre carte de bibliothèque s'il vous plaît. La crédibilité passe avant tout par la qualité de notre présentation.

Merci !

[08/07/2012 11:21 AM](#)

grandhan

Vous auriez dû dire ceci au vert le printemps dernier

[08/07/2012 11:03 AM](#)

sylvie1

et ça recommence,,,
[08/07/2012 09:41 AM](#)

LE DEVOIR : Les étudiants d'abord : Des professeurs entendent respecter le vote des assemblées plutôt que la loi 12 - Mardi 07 août 2012

Amélie Daoust-Boisvert

Des professeurs de cégep et d'université respectent d'abord les décisions démocratiques des étudiants avant de se soumettre à la loi 12 (l'ancien projet de loi 78) lors de la rentrée scolaire. Quelques centaines d'entre eux ont dénoncé la loi d'exception lors d'une conférence de presse à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) hier.

Les enseignants ont rendu public un manifeste signé par 1162 enseignants québécois et par des centaines de collègues à travers le monde, pour un total de près de 2000 appuis.

« Nous refusons que le respect du contrat conclu entre un établissement d'enseignement et un étudiant serve à légitimer la violence que l'État exerce à l'endroit des droits collectifs de nature politique - droit de s'associer, d'exprimer librement son opinion, de décider collectivement, de faire grève, de manifester », écrivent-ils.

Alors que plusieurs associations étudiantes statueront sur la poursuite de la grève cette semaine, le professeur de philosophie à l'Université de Montréal Michel Seymour croit « qu'il ne faut pas faire comme s'il n'y avait pas de conflit, mais plutôt mettre en évidence le côté manipulateur du premier ministre » qui déclenche le scrutin dans un contexte de crise. « C'est faire le jeu du gouvernement que de rentrer en classe », ajoute-t-il.

Si les étudiants décident démocratiquement de retourner sur les bancs d'école, le professeur de mathématique au collège de Rosemont Paul Dumais explique que les enseignants donneront « les meilleurs cours possibles », car ils sont là pour accompagner leurs décisions.

Selon lui, de nombreux professeurs n'ont pas signé le manifeste par peur de représailles dans le cadre de l'application de la loi 12.

« La logique policière ne doit pas prévaloir sur la logique éducative », dit la professeure en science politique à l'Université Laval Diane Lamoureux. « Ce n'est pas à coups de revolver symbolique sur la tempe qu'on permettra aux enseignants de dispenser un enseignement de qualité et aux étudiants d'acquiescer des savoirs. »



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Martine Desjardins (FEUQ) et Éliane Laberge (FECQ) ont présenté une plateforme de revendications visant à s'assurer que les jeunes exerceront leur droit de vote.

Déception des fédérations

Les partis politiques n'ont fait que peu, voire pas de propositions à la jeunesse québécoise, ont déploré de leur côté la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

En point de presse hier matin, les fédérations étudiantes ont dévoilé une vaste plateforme de

revendications pour s'assurer que les jeunes exerceront leur droit de vote. Cette plateforme, qui aborde tout un éventail de dossiers, des droits de scolarité à l'éthique chez les partis politiques, en passant par le développement durable, se veut un outil pour aider les jeunes électeurs à faire leur choix le jour du scrutin venu.

Les jeunes doivent avoir voix au chapitre et les partis politiques devraient, en se remémorant les événements de l'hiver et du printemps dernier, savoir que leur poids comptera dans la balance au moment du vote, selon la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Et pas question de perdre de vue le cheval de bataille central des fédérations étudiantes, soit les droits de scolarité, parmi ce large bassin de revendications. Mais comme un gouvernement est élu pour quatre ans, il faut s'assurer d'en élire un qui soit « complet » et à l'écoute des étudiants, a-t-elle poursuivi.

Avec La Presse canadienne

Vos réactions

André Michaud - Inscrit, 7 août 2012 00 h 07

Et la session? Et les victimes?

Déjà il y aura un décalage de au minimum un mois et demi dans la session au CEGEP...

Si il y a encore boycott, les conséquences deviendront catastrophiques pour plusieurs pour qui ça sonnera le glas de leurs études..le premier semestre au CEGEP étant décisif..

Clément Doyer - Inscrit, 7 août 2012 07 h 04

Si c'était des ouvriers qui débattaient pour décider d'aller ou non en grève, personne d'autre qu'eux ne s'en mêlerait. Pourtant, tout le monde se sent le droit de dicter aux étudiants ce qu'ils



devraient faire. J'y vois une attitude paternaliste sans aucun respect, ce sont des adultes, autant que des ouvriers, ou des retraités, et on a vu qu'ils sont capables de se tenir debout pour défendre leurs idées.

Les jeunes représentent notre avenir, et cet avenir s'est soudainement teinté d'espoir et de vitalité avec leurs actions, alors qu'il était drabe et amorphe l'automne dernier. Je les remercie de me redonner mon espérance d'un avenir meilleur pour le Québec. Je pense maintenant qu'il reste dans ses coffres du courage, de l'intelligence et de la ténacité, des forces de notre culture que nous avons délaissées ces dernières décennies.

Le 4 septembre, votez pour qui vous voudrez, mais ne faites pas l'erreur de penser que nos jeunes vont disparaître dans un placard et qu'ils vont vous fichier la paix.

Albert Descôteaux – Abonné, 7 août 2012 09 h 02
 Briser des vies
 Un étudiant désirant accéder à un programme universitaire fortement contingenté doit exceller durant ses 4 sessions au CEGEP. Ce qui se passe actuellement dans les 14 CEGEP en grève risque de ruiner les espoirs de centaines d'étudiants d'étudier dans le domaine de leur choix à l'université. Ils partiront perdants derrière les étudiants des CEGEP où il n'y a pas de grève et surtout derrière ceux provenant des collèges privés. Triste...

André Michaud – Inscrit, 7 août 2012 11 h 17
 Très triste que les associations détruisent les chances de bien des étudiants. Et n'ont aucun respect pour les 60% des étudiants qui osent penser différemment ..

Léandre Joannette Léandre – Inscrit, 7 août 2012 11 h 40
 Le soi-même
 Vois vous mal entre-vous et la société en générale en retirer quoi ? Une aventure, ambitions personnelles ou objectif politique....
 Avec les moyens modernes et une approche intelligente, vous aurez la satisfaction de démontrer votre niveau de supporté à défendre adéquatement vos positions.... mais c'est plus long et plus ardue. MAIS vous croyez que le désordre est plus productif. Regardez l'histoire des peuples, il y en a qui ont essayés ça et rien en est resté..... rien...rien....

THE GAZETTE : U de M students vote to renew boycott of classes – Tuesday, August 07, 2012

By Laura Beeston, The Gazette August 7, 2012
 MONTREAL - The first of many rounds of votes on whether or not to go back to class were counted Monday evening, with students in social work from the University of Montreal approving the renewal of a strike against increasing tuition fees.

Of 638 members in their department, nearly 10 per cent voted in the general assembly. In total, 33 students voted for the continued strike, 26 voted against and two abstained in a meeting that lasted nearly three hours. The department will vote again on Sept. 7.

This week, many other CEGEP and University departments will also hold general assemblies. Many students have vowed the strike will continue, despite the Liberal government imploring them to head back to class on Aug. 13 and resume the classes that have been disrupted since the government adopted Law 78 (now Act 12) and terminated the school semester last March.

This U de M faculty vote comes on the heels of a statement signed by over 2,000 professors and teachers from around the world denouncing provisions of the controversial Bill 78 and over

200 Quebec educational professionals vowing to respect the impending student referendums on the strike renewal.

At a news conference Monday at the Université du Québec à Montréal, teachers maintained that Bill 78 "created a climate of war" between students and teachers, and refused to violate the "democratic decisions" of students in their general assemblies.

[21 comments](#)

THE GAZETTE : UQÀM letter gives students an ultimatum – Tuesday, August 07, 2012



Photograph by: Dario Ayala , The Gazette
"We need university directors who support education," said Léonie Gagné, a UQÀM law student who didn't support the boycott but lost her semester. "We need a university that's willing to say we're going to teach."

By KAREN SEIDMAN, GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER August 7, 2012
 MONTREAL - As university and CEGEP students throughout the province are preparing to start retaking votes to boycott classes over the tuition dispute, some students have been told if they miss the planned make-up sessions starting this month they will be out of options.

A letter that went out to students at the Université du Québec à Montréal says it took four weeks of planning to put together the make-up sessions and it would be impossible to organize anything like that again.

So the make-up sessions for the winter 2012 semester end on Sept. 30 and the new fall semester begins on Oct. 1, concludes the letter, signed by Diane Demers, vice-rector of academic support and student life. Students will have the opportunity to drop classes, without failing the

course, right up until Sept. 30. But there are no refunds for students who opt out of classes.

So is UQÀM, the university that probably had the greatest number of students supporting the boycott, finally getting tough with protesting students?

Law student Léonie Gagné hopes so.

As someone who didn't support the boycott, but lost her semester, she is more than a little angry with UQÀM officials. She believes the university failed students who tried to attend classes and were blocked by masked students.

So she is hoping Demers's letter is an indication that that type of situation will no longer be tolerated.

"We need university directors who support education," she said. "We need a university that's willing to say we're going to teach."

Even if the make-up session, to begin Aug. 27, isn't impeded by protesting students, it promises to be a gruelling semester, compressing 10 weeks of classes into five intensive weeks of going to school six days a week. Gagné has no idea when she will have time to study or how she will keep up her grades.

Jenny Desrochers, interim communications director at UQÀM, said the university is trying to accommodate students as best it can by giving them as long as possible to drop classes. That way, she said, if a student is finding the make-up session too difficult and is worried about failing, they can drop the course without having any failure on their transcript.

"We are trying to improve student services during that time to help students succeed," she said.

Despite all this intricate planning on the part of universities and CEGEPs, there's one thing no one knows for certain: whether or not students

will show up for the make-up sessions. Certainly, letters like the one UQÀM sent may scare some students into abandoning the battle against tuition hikes, but even student leaders seem to be in the dark about how much support there will be to continue the protests after a relatively calm summer break.

"We know students will be debating these issues in their general assemblies, but it's really hard to say which way it will go," said Gabriel Nadeau-Dubois, spokesperson for the Coalition large de l'association pour une solidarité étudiante (CLASSE).

At the Université de Montréal, spokesperson Mathieu Filion said they are really hoping for a return to class on Aug. 27 for the make-up sessions as there are 1,641 classes that have to be made up.

"For us, the priority is to have students complete the winter 2012 semester," he said.

There is no question the situation will be tense as the first votes start this week. There is a lot on the line, both for students who want to save their semester and for those who don't want to see six months of protests fall by the wayside.

Students like Gagné are hoping that emotions have cooled off despite the heat of the last two months.

"I'm hoping that with Ms. Demers' letter, Bill 78 and the last six months that the strikers will finally come to the conclusion that we, the students who don't want to strike, have been penalized enough," she said. And she hopes universities finally start to recognize that "no one has the right to force someone out of a class they want to attend."

[26 comments](#)

THE GAZETTE : Students bar media from tuition debate – Tuesday, August 07, 2012





Photograph by: Phil Carpenter
Montreal Gazette

Eliane Laberge, new head of the association of college students known as FECQ, says students will be made aware of the consequences of continuing the strike.

The Canadian Press

MONTREAL — A group of students voting on whether to return to school, a decision that could

hold far-reaching political consequences, is limiting media coverage of their event. The debate and vote were taking place Tuesday evening during an election campaign in which student protests are among the central themes. A number of such votes will be held by different student associations over the coming days. The student association representing social science students at the Université du Québec à Montréal elected to bar mainstream media, including newspapers, TV and magazines, from their debate Tuesday at the university's downtown campus.

They did allow student broadcaster Concordia University TV, which has been a proud supporter of the protests, to film excerpts of the meeting that attracted a few hundred students.

Students are voting across Quebec on whether to continue their boycott, which has been under way since February and included massive protest marches, some of which have seen vandalism and interventions by riot police.

The dispute focuses on plans by the Charest government to raise tuition fees by \$1,778 over seven years — which is a hike of about 84 per cent, although it would still leave tuition in Quebec at among the lowest rates in Canada.

Students have been considering suspending their protest before the Sept. 4 election because there is concern it might push public support to the governing Liberals.

Attendance at the UQAM debate was so large it had to be moved from an auditorium to a large gymnasium.

When some media tried to enter the gym, they were told it was closed. The motion to bar the mainstream media was passed before the meeting was moved.

It is not the first time media have been barred from meetings by the students, who have been critical of mainstream coverage of their protests. The association voting Tuesday night at UQAM belongs to the more militant of the umbrella organizations in the province's student movement, the CLASSE.

THE GAZETTE : CEGEPs, teachers agree on back-to-class protocol – Tuesday, August 07, 2012

By Karen Seidman

MONTREAL - Just days before classes resume at some colleges, CEGEPs and their teachers have come to an agreement in principle about their back-to-work protocol as colleges scramble to help students make up 10 weeks of classes lost during the tuition conflict.

The agreement didn't come too soon for Jean Beauchesne, president of the Fédération des cégeps, who noted three schools start classes on Aug. 13.

"We are very, very happy," he said. "Bravo."

But the deal with teachers has a cost and Beauchesne said the government will have to spend about \$10 million to compensate for the missed classes by providing about 180 additional

teachers and supplementary pay to teachers who work on Saturdays.

The back-to-school working conditions will certainly be more complicated this year, with teachers having to finish up the winter semester and then begin the new fall semester over a month late, on Oct. 1. It will mean full schedules for both students and teachers.

There are 14 CEGEPs that were affected by the boycotts; only one of them doesn't belong to the Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) and already had an agreement.

The FNEEQ-CSN agreement affects about 4,000 teachers in 13 colleges. Micheline Thibodeau, vice-president of the FNEEQ-CSN, said teachers

were particularly concerned about the new students coming from high school and believe the new agreement will help address that issue.

"It will be an intensive semester for them, so hiring teachers will ensure these students succeed," she said. And she said the agreement will allow teachers to have the necessary reinforcements to help students succeed in completing their semester.

Teachers will be put with the same students they had last winter as much as possible, she said, to ensure a smooth transition.

"There is no question it will be a challenge," she said.

The union executive recommended the agreement and now it is up to members to accept it.

JOURNALMÉTRO : Les professeurs respecteront la démocratie étudiante – Lundi 6 août 2012 | 21:12



Claude Lapiere

Des professeurs ont dénoncé la Loi 12, lundi, à l'Université du Québec à Montréal.

Par Roxane Léouzon Métro

Des professeurs de cégep et d'université refusent d'être obligés d'enseigner. Plus de 2 000 d'entre eux, du Québec et de l'étranger, ont signé un manifeste qui dénonce la Loi 12 (anciennement projet de loi 78) et la rentrée forcée qu'elle implique.

Ils ont dévoilé lundi cette position, alors que les associations étudiantes commencent à tenir des votes de reconduction de grève qui se poursuivront tout au long du mois d'août. Ce faisant, les professeurs offrent un appui total à la démocratie étudiante. «Nous allons nous conformer aux décisions des étudiants», a affirmé Michel Seymour, professeur de philosophie à l'Université de Montréal.

Les enseignants ont dénoncé le climat de tous contre tous dans lequel se trouverait la communauté collégiale et universitaire. La Loi 12 spécifie que

«nul ne doit «ralentir, altérer ou retarder» la reprise ou le maintien des services d'enseignement. Les professeurs devraient donc donner leurs cours, peu importe les décisions prises par les étudiants en assemblées générales.

Cela les forcerait à «pénaliser ceux et celles qui respecteraient leur vote de grève», selon le manifeste. «Nous ne souhaitons pas être des instruments de répression contre un mouvement légitime», a déclaré Martin Jalbert, enseignant en littérature au Cégep Marie-Victorin.

Les professeurs ont avancé que plusieurs de leurs collègues avaient refusé de signer le manifeste par peur de représailles, malgré leur appui à son contenu. «C'est le cas des professeurs de l'Université du Québec en Outaouais, a indiqué Mathieu Teasdale, enseignant en littérature au Cégep de Saint-Laurent. Ce qu'on dit, c'est qu'il faut être plus forts que cette peur-là.»

Un professeur venu de France, Stéphane Enjalran, était présent à l'UQAM lundi pour la lecture publique du manifeste. Il a souligné que la lutte des étudiants avait une portée universelle. Des centaines de professeurs de divers pays ont d'ailleurs signé le manifeste. Il s'agit notamment d'enseignants de la France, de la Belgique, de l'Afrique du Sud, des États-Unis et de la Grèce.

Ce serait faire le jeu du gouvernement que de rentrer en classe. – Michel Seymour, professeur de philosophie à l'Université de Montréal

Les étudiants rassurés

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est dit très touché du respect que les professeurs démontrent envers leurs décisions. «Ça va rassurer les étudiants qui se demandaient quelle serait l'attitude des profs si jamais la grève se poursuivait», a-t-il affirmé.

De son côté, la FEUQ croit que cet appui pourrait avoir un impact dans les assemblées générales. «Quand on sent qu'on est soutenu, ça donne un coup de pouce au débat. On a moins peur d'aller s'exprimer», a indiqué sa présidente, Martine Desjardins.

[Afficher 17 de 18 commentaires](#)

LA PRESSE : Grève: les étudiants passent au vote - Publié le lundi 06 août 2012 à 22h40 | Mis à jour le mardi 07 août 2012 à 10h58

Émilie Bilodeau et Gabrielle Duchaine, La Presse



Les étudiants en service social de l'Université de Montréal (UdeM) étaient les premiers, lundi soir, à se prononcer sur la reconduction de la grève. Au lieu de rentrer en classe le 27 août prochain, les membres de l'association étudiante (AÉSSUM) ont décidé de poursuivre leur grève. Après deux heures et demi d'assemblée, 33 étudiants ont voté pour la reconduction, 26 ont voté contre et 2 se sont abstenus. Le taux de participation a ainsi atteint 9,6%. Pour Blandine Parchemal, représentante du comité média de la Table de grève de l'UdeM, ce premier vote est de bon augure pour le mouvement étudiant. «Ils ont la réputation d'être plus modérés. À l'UdeM, les votes ne passent pas tous avec de fortes majorités», a-t-elle souligné.

Comme dans les votes précédents, les stages ne sont toujours pas perturbés par la grève. L'Association étudiante, qui compte 638 membres, se prononcera à nouveau sur la poursuite de la grève le 7 septembre prochain. Des assemblées générales sont prévues tout au long de la semaine. Mardi, les 3600 élèves du Cégep Marie-Victorin et les 4623 étudiants de la faculté de ces humaines de l'UQAM se prononcèrent à leur tour.

Profs contre la hausse

Par ailleurs, des professeurs de plusieurs établissements scolaires ont promis de respecter le vote de grève des étudiants et préviennent qu'ils seront des milliers à refuser de forcer un retour

sur les bancs d'école. Quelque 200 professeurs et enseignants de cégeps et d'universités réunis lundi matin à l'UQAM ont présenté un manifeste signé par 2000 professionnels de l'enseignement d'un peu partout dans le monde. Ils y dénoncent le projet de loi 78 (aujourd'hui loi 12), qu'ils qualifient de «féroce» et de «liberticide». Les signataires refusent d'être contraints à appliquer une loi qu'ils désapprouvent. «Nous ne nous concevons pas comme de simples agents de reproduction de l'ordre social, et surtout pas comme des officiers de la répression avec laquelle le pouvoir d'État québécois a décidé d'attaquer la collectivité étudiante.»

JOURNALMÉTRO : Les enseignants de cégeps prêts pour les sessions intensives - Mise à jour: lundi 6 août 2012 | 21:00



Archives Métro

Par Roxane Léouzon Métro

Les horaires sont fixés, les agendas, réorganisés. Si tout se déroule comme prévu, les enseignants devraient rentrer travailler la semaine prochaine. «Nous sommes encore en blitz de négociations avec les enseignants par rapport à l'ajout de professeurs pour la session intensive», a indiqué Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps. La fédération est en contact avec les services policiers afin que tout soit mis en place pour assurer la sécurité des établissements scolaires à la rentrée.

Le taux de réinscription des étudiants de cégep, qui devaient confirmer s'ils comptaient terminer leur session selon le plan de reprise des cours prévu, est de 96 %. Cela est encourageant, selon M. Beauchesne. Il restera 6 semaines aux étu-

dants pour terminer leur session d'hiver 2012, ce qui la portera à 12 au total, au lieu de la durée normale de 15 semaines. Les sessions d'automne et d'hiver seront toutes deux légèrement décalées.

Mathieu Teasdale, professeur de littérature au Cégep de Saint-Laurent, a des craintes quant au succès d'une telle compression de la session d'un point de vue pédagogique. «Est-ce qu'on aura le temps de montrer toute la matière?» s'est-il questionné.

13

Nous sommes fins prêts à accueillir les étudiants à partir du 13 août. – Jean Beauchesne, PDG de la Fédération des cégeps

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Des professeurs préviennent qu'ils respecteront les votes de grève – Mise à jour le lundi 6 août 2012 à 17 h 18 HAE



Des professeurs prennent la parole pour dénoncer la loi 78.

| Lili Boisvert | Radio-Canada

À quelques jours de la rentrée scolaire imposée par la loi 78, et alors que plusieurs associations étudiantes sont appelées à se prononcer sur la poursuite de la grève, des professeurs préviennent qu'ils respecteront le vote de grève des étudiants et affirment qu'ils seront des milliers à refuser de forcer le retour en classe.

Environ 200 professeurs rassemblés lundi à l'agora de l'Université du Québec à Montréal ont présenté un manifeste signé par près de 2000 enseignants de cégeps et d'universités pour se montrer solidaire des associations étudiantes. Ils y dénoncent la loi 78 (devenue la loi 12), qu'ils considèrent comme «liberticide» et «d'une incroyable férocité». Ils clament qu'ils ne se laisseront pas instrumentaliser par cette loi instaurée par les libéraux dans le cadre du conflit étudiant.

« Nous tenons pour inacceptable que les professeurs québécois soient désormais contraints d'être un rouage de ce dispositif répressif digne d'un roman d'Orwell. » – Paul Dumais, professeur

Ils estiment que cette loi « crée un climat de guerre sociale » et instaure un monde où les directions d'établissement, les professeurs et les étu-

dants sont tous appelés à agir les uns contre les autres. La loi les oblige à bafouer les décisions démocratiques des étudiants, disent-ils.

« [La loi 78] travestit le métier d'enseignants. Nous ne sommes ni des machines distributrices de notes ou de diplômes. Ce n'est pas en nous forçant à enseigner, peu importe les conditions, que le gouvernement s'assurera de la qualité de la formation que nous dispensons. » – Diane Lamoureux, professeure

Le professeur Martin Jalbert associe la loi 78 à un instrument de violence néolibérale « faite aux collectifs étudiants ainsi qu'aux autres organisations du monde de l'éducation - les syndicats de professeurs au premier chef - mais aussi à tous ceux et celles qui sont en mesure de se prévaloir de ces libertés publiques, liberté d'expression, liberté de conscience politique, liberté de faire grève, liberté de manifester ».

Les signataires du manifeste viennent principalement du Québec, mais plusieurs viennent aussi de l'étranger. Stéphane Enjalran, un professeur français, déclare que les enseignants de plusieurs pays sont solidaires de la cause des étudiants québécois, qui luttent « avec tant de courage, avec tant d'intelligence ». Il croit qu'ils « se trouvent littéralement à la pointe d'un combat international ».

Passibles d'amendes

Si les professeurs décident de ne pas donner leur cours pour respecter des votes de grève, ils devraient continuer de recevoir leur salaire, comme lors de la dernière session scolaire, puisque la loi 78 n'a rien prévu de particulier à ce sujet. Par contre, en vertu de la nouvelle loi, les professeurs pourraient s'exposer à des amendes s'ils refusent de donner leurs cours.

La professeure Diane Lamoureux croit toutefois que les « zones d'ombre » dans la loi pourraient les en prémunir.

La Fédération des enseignants et enseignantes de Cégep recommande pour sa part aux professeurs de respecter la loi, « dans la mesure du possible ». Le président de la fédération, Mario Beauchemin, expose que les enseignants n'ont pas à briser des piquets de grève si leur sécurité, par exemple, est en jeu.

Un texte de Lili Boisvert.

Les commentaires (256)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée scolaire : Les fédérations étudiantes dévoilent leur plan de match - Publié le: lundi 06 août 2012, 15H33 | Mise à jour: lundi 06 août 2012, 15H49



Photo EMMANUEL DELACOUR / AGENCE QMI
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, et de la présidente de la FECQ, Éliane Lavberge, lors de la conférence de presse qui a eu lieu à Montréal.

Agence QMI

À l'approche de la rentrée scolaire et alors que la campagne électorale bat son plein, les fédérations étudiantes ont fait le point lundi sur leur plan de match pour les semaines à venir.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont présenté leurs revendications aux différents partis. Elles ont également souhaité rappeler que 100 000 étudiants québécois sont toujours en grève.

Leurs propositions, une quarantaine au total, portent bien entendu sur l'éducation, en plus de s'intéresser notamment à l'économie et à l'environnement.

Mot d'ordre

Les fédérations étudiantes refusent de donner un mot d'ordre tant sur un parti à favoriser lors des élections prochaines que sur la reconduction de la grève.

Dès la semaine prochaine, soit entre le 13 et le 17 août, 14 des 48 cégeps dont la session a été suspendue retournent en classe et devront se prononcer sur une possible poursuite de la grève étudiante.

«Pour l'instant, on n'a pas de mot d'ordre quant à la poursuite de la grève. On rencontre nos associations étudiantes membres dès la fin de semaine du 10 août et on va voir avec elles ce qu'elles jugent le mieux, et si on doit établir un mot d'ordre ou non», a dit Éliane Lavberge, présidente de la FECQ.

«La raison pour laquelle on est non partisan, c'est qu'on sait qu'on va avoir un travail de représentation ardu à faire dès le 5 septembre, et ce, peu importe le parti qui sera élu», a indiqué quant à elle Martine Desjardins, qui préside la FEUQ.

Tournée québécoise

D'ici là, les fédérations ont entamé des tournées régionales pour inciter les jeunes à aller voter lors des élections du 4 septembre. Elles comptent concentrer leurs efforts surtout à Montréal, Québec et Trois-Rivières, où se trouvent des bassins considérables de jeunes.

Les directions d'établissements scolaires contactées par TVA Nouvelles n'étaient pas disponibles pour détailler leur planification de la rentrée. L'UQAM, l'Université de Montréal et la Fédération des cégeps soutiennent que d'autres réunions doivent se tenir à ce sujet.

Afficher 6 commentaires (Québec)

Youstami_Taidois

Leur plan de match : déranger le plus possible la population, tant qu'ils n'obtiendront pas ce qu'ils exigent.

[08/06/2012 05:58 PM](#)

Daniel Boi

retournez donc sur les bancs d'école....

[08/06/2012 05:50 PM](#)

alainang

La minorité d'étudiants parlent de leur droit brimés par la loi 78 etc.....vous n'avez m^me pas le droit de grève et vous empechez les étudiants qui veulent étudier de rentrer dans leur classesça c'est d'avoir ses droits brimés bâteme! Apprenez à vivre dans la démocratie , vous les gens "opprimés au Québec" !!!

[08/06/2012 05:08 PM](#)

JMartel

Dans un premier temps, il faudrait également qu'ils demandent à leurs membres de se prononcer sur les mandats de grève qui, je pense, devront être à nouveau soumis car il y a des milliers de nouveaux étudiants qui entreront dans les établissements d'enseignement et ils ont droit de se prononcer sur la poursuite ou non de la grève.

[08/06/2012 04:55 PM](#)

trisoan

Vous perdez 1 ans 2 ans de salaire.....vous êtes déjà perdant

[08/06/2012 04:24 PM](#)

Benoit001

On fait des sondages ils disent qu'il sont faux et que c'est pas représentatif de la population, on fait des élections, si les libéraux gagne c'est pas représentatif de la population, finalement y'en on vraiment rien à foutre de la démocratie eux.

[08/06/2012 04:11 PM](#)

[Afficher 38 commentaires \(Montréal\)](#)

LE DEVOIR : Conflit étudiant - Des professeurs dénoncent la loi 12 – Lundi 06 août 2012, 12h37



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Quelques centaines de professeurs ont dénoncé la loi 12, l'ancien projet de loi 78, lors d'une conférence de presse à l'UQAM aujourd'hui.

Amélie Daoust-Boisvert

Des professeurs de cégep et d'université respecteront d'abord les décisions démocratiques des étudiants avant de se soumettre à la loi 12 (l'ancien projet de loi 78) lors de la rentrée scolaire. Quelques centaines d'entre eux ont dénoncé la loi d'exception lors d'une conférence de presse à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) aujourd'hui.

Les enseignants ont rendu public un manifeste signé par 1162 enseignants québécois et par des centaines de collègues à travers le monde, pour un total de près de 2000 appuis.

«Nous refusons que le respect du contrat conclu entre un établissement d'enseignement et un étudiant serve à légitimer la violence que l'État exerce à l'endroit des droits collectifs de nature politique — droit de s'associer, d'exprimer librement son opinion, de décider collectivement, de faire grève, de manifester», écrivent-ils.

Alors que plusieurs associations étudiantes statueront sur la poursuite de la grève cette semaine, le professeur de philosophie à l'Université de Montréal Michel Seymour croit «qu'il ne faut pas faire comme s'il n'y avait pas de conflit, mais plutôt mettre en évidence le côté manipulateur du premier ministre» qui déclenche le scrutin dans un contexte de crise.

«C'est faire le jeu du gouvernement que de rentrer en classe», ajoute-t-il. Si les étudiants décident démocratiquement de retourner sur les bancs d'école, le professeur de mathématique au Collège de Rosemont Paul Dumais explique que les enseignants donneront «les meilleurs cours possibles», car ils sont là pour accompagner leurs décisions. «Nous allons agir en conformité avec nos principes et nos valeurs, car mieux vaut désobéir à une loi injuste», ajoute son collègue du cégep Saint-Laurent, Mathieu Teasdale.

[À écouter : Manifeste contre la loi 12](#)

Le manifeste contre la loi 12 (l'ancien projet de loi 78) lu par le professeur de mathématique au Collège de Rosemont Paul Dumais, lors de la conférence de presse d'aujourd'hui à l'UQAM.

[Vos réactions \(33\)](#)

RADIO-CANADA / ESTRIE : Première rentrée des classes à l'Université de Sherbrooke – Mise à jour le lundi 6 août 2012 à 10 h 24 HAE

Les étudiants de l'Université de Sherbrooke qui étaient en grève au printemps dernier sont de retour en classe lundi matin. Selon ce que dicte la loi 78, des cours de rattrapage sont donnés afin de terminer la session d'hiver qui a été suspendue par le gouvernement.

Selon la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, il ne serait pas surprenant que les étudiants attendent le résultat du [scrutin du 4 septembre](#)

prochain avant de reprendre ou non les moyens de pression.

Des assemblées générales doivent avoir lieu dans différentes associations étudiantes au cours des prochaines semaines. « Notre recommandation, c'est de dire aux membres de se consulter et de débattre en assemblée générale. C'est à eux de prendre la décision. Pour la FEUQ, il n'y aura pas de mot d'ordre à l'effet de boycotter ou non les cours », soutient Mme Desjardins.

Les professeurs craignent que cet horaire comprimé réduise la valeur des diplômes. « Ce ne sont pas des conditions normales. Il faut voir quelles sont les heures d'enseignement qui seront offertes et les professeurs verront ce qui est possible de faire pour atteindre les objectifs du cours », précise Robert Tétréault.

Quelque 2000 étudiants de l'Université de Sherbrooke sont touchés par cette mesure.





Claude Lapierre/moncoop@journalmetro.com
Des professeurs ont dénoncé la Loi 12, lundi, à l'Université du Québec à Montréal.

Par Roxane Léouzon Métro

Des professeurs de cégep et d'université refusent d'être obligés d'enseigner. Plus de 2 000 d'entre eux, du Québec et de l'étranger, ont signé un manifeste qui dénonce la Loi 12 (anciennement projet de loi 78) et la rentrée forcée qu'elle implique.

Ils ont dévoilé lundi cette position, alors que les associations étudiantes commencent à tenir des votes de reconduction de grève qui se poursuivront tout au long du mois d'août. Ce faisant, les professeurs offrent un appui total à la démocratie étudiante. «Nous allons nous conformer aux décisions des étudiants», a affirmé Michel Seymour, professeur de philosophie à l'Université de Montréal.

Les enseignants ont dénoncé le climat du tous contre tous dans lequel se trouverait la communauté collégiale et universitaire. La Loi 12 spécifie que nul ne doit «ralentir, altérer ou retarder» la reprise ou le maintien des services d'enseignement. Les professeurs devraient donc donner leurs cours, peu importe les décisions prises par les étudiants en assemblées générales.

Cela les forcerait à «pénaliser ceux et celles qui respecteraient leur vote de grève», selon le manifeste. «Nous ne souhaitons pas être des instruments de répression contre un mouvement légitime», a déclaré Martin Jalbert, enseignant en littérature au Cégep Marie-Victorin.

Les professeurs ont avancé que plusieurs de leurs collègues avaient refusé de signer le manifeste par peur de représailles, malgré leur appui à son contenu. «C'est le cas des professeurs de l'Université du Québec en Outaouais, a indiqué Mathieu Teasdale, enseignant en littérature au Cégep de Saint-Laurent. Ce qu'on dit, c'est qu'il faut être plus forts que cette peur-là.»

Un professeur venu de France, Stéphane Enjalran, était présent à l'UQAM lundi pour la lecture publique du manifeste. Il a souligné que la lutte des étudiants avait une portée universelle. Des centaines de professeurs de divers pays ont d'ailleurs signé le manifeste. Il s'agit notamment d'enseignants de la France, de la Belgique, de l'Afrique du Sud, des États-Unis et de la Grèce.

Ce serait faire le jeu du gouvernement que de rentrer en classe. – Michel Seymour, professeur de philosophie à l'Université de Montréal

Les étudiants rassurés

Le coporte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est dit très touché du respect que les professeurs démontrent envers leurs décisions.

«Ça va rassurer les étudiants qui se demandaient quelle serait l'attitude des profs si jamais la grève se poursuivait», a-t-il affirmé.

De son côté, la FEUQ croit que cet appui pourrait avoir un impact dans les assemblées générales. «Quand on sent qu'on est soutenu, ça donne un coup de pouce au débat. On a moins peur d'aller s'exprimer», a indiqué sa présidente, Martine Desjardins.

[Afficher 17 de 18 commentaires](#)

THE GAZETTE : Pivotal week ahead for Quebec's student strikes, with return-to-school votes – Monday, August 06, 2012



THE CANADIAN PRESS/Graham Hughes
Protesters opposing Quebec student tuition fee hikes demonstrate in Montreal, Wednesday, August 1, 2012, on day one of the provincial election. Quebec's student strikes, which gained international attention in the spring, now face a pivotal week as students start voting on whether to return to class.

By Sidhartha Banerjee, The Canadian Press August 6, 2012

MONTREAL - Quebec's student strikes, which gained international attention in the spring, now face a pivotal week as students start voting on whether to return to class.

Students in the more militant CLASSE association will vote over a nine-day period, starting Tuesday, on heading back to school when it reopens mid-month.

The votes are the latest chapter in an improbable six-month saga that saw Quebec's tuition battle catapulted from the pages of campus newspapers into major foreign media.

They arrive as students grapple with an overriding strategic dilemma: to suspend the fight, or keep it up and risk helping to re-elect the Charest Liberals?

An unpopular government, battered by ethics scandals, appears to have some public support for its tuition increases — of \$1,778, or 82 per cent

over seven years — and it has made the issue a centrepiece of its re-election campaign.

Students are now grappling with whether to take that issue off the table during the campaign. One protest leader says students know their decision can have a major impact on the Sept. 4 election.

"I think students are very anxious to see what will happen during this election," said Martine Desjardins, head of the more moderate university students' federation.

"We think that we can have a major role ... but people will have to make very difficult choices during their general assemblies."

Student federations announced the day the campaign was launched that they would not favour any one political party, but were staunchly opposed to the Liberals being re-elected. They announced plans to protest in Liberal ridings, including that of Premier Jean Charest.

"For students, this isn't only about whether you want to go on strike or not anymore," Desjardins said. "The question becomes what the impact will there be if they strike during the election and, in some ridings, I think the impact could be huge."

One of Desjardins' former colleagues, her counterpart at the moderate federation in junior colleges, is now an election candidate with the Parti Québécois. The rookie provincial politician, 20-year-old Leo Bureau-Blouin, urged students last week to consider an election truce.

The idea of a five-week strike break appears to have been rejected.

"The students will have to take a number of factors into consideration," said Eliane Laberge, who is Bureau-Blouin's successor.

"In the end, it'll be up to them to decide in general assemblies what road they want to take."

One-third of Quebec post-secondary students are on strike, while the rest completed their spring semester on time.

The strikers were given the summer off under the Liberals' controversial emergency law, Bill 78, which suspended their school year and pushed the end of the spring semester back to August-September.

It also set extremely stiff fines — as high as \$125,000 — for groups and individuals who block schools with picket lines or who fail to provide police with an itinerary for street protests.

The provisions related to street protests haven't been applied by police. A lingering question in the provincial election is whether the picket-line provisions would be applied.

Given the heated scenes that unfolded outside schools last spring it's anyone's guess how Quebec's political parties, and ultimately voters, would react to standoffs involving students and riot squads.

Laberge admits that students will have to consider a number of things, including the possibility that Bill 78 might be used against them.

After a relatively tranquil summer, student protests that brought Montreal to a standstill are beginning to rev up to coincide with the return to class. CLASSE, the most militant of the student groups representing roughly half the students on strike, has one protest planned for mid-week. They are also organizing a much larger protest — a half-million-person gathering — for Aug. 22.

Complicating the return to class are labour concerns.

Teachers' unions are demanding extra help and have been opposed to current arrangements. But they will be back in class.

"The teachers will be back. They don't have a choice and, if they want to be paid, they need to be in class," said Jean Beauchesne, head of the federation of CEGEPs, the colleges' governing body.

A spokesman for the professors' union cautioned, however, that if there's a repeat of the discord last spring, then professors will have to weigh the situation.

Some masked protesters stormed into classes and disrupted sessions until teachers and students left. In one college, it was teachers who refused to teach because they said they and students were too emotional following confrontations with police outside.

"We don't want to put the security of our members at risk," said Caroline Senneville, a member of the union executive. "As professionals, we can't teach in all conditions, and if there are problems (like earlier in the year), that's not an environment we can teach in."

At the Université de Montréal, teachers have filed a grievance over the legislated start and end dates to the semester. A decision is expected soon. At the Université de Québec à Montréal, a spokeswoman says negotiations are ongoing with teachers.

Both institutions are hopeful that classes will resume according to plan.

College students at 14 institutions are supposed to trickle back between Aug. 13 and 17. University students enrolled at 11 faculties are due to return between Aug. 20 and 27.

Whatever happens, members of the CLASSE warn that their cause will not end this summer, or with this election campaign.

They say they have other battles to fight — on university tuition, management of natural resources and on democratic reform, for instance.

"The student strike can't last forever, obviously," said CLASSE spokesman Gabriel Nadeau-Dubois.

"If the tuition increase is cancelled and the special law (Bill 78) is withdrawn, the specific demands of this strike will have been achieved, certainly. But that being said we want the mobilization to continue and we're inviting people to do that.

"We need to keep thinking about the Quebec of tomorrow."

[22 comments](#)

LE SOLEIL : Beauchamp refuse de dire si elle appuie la loi 78 - Publié le samedi 04 août 2012 à 05h00



Photothèque Le Soleil

Line Beauchamp

Michel Corbeil, Le Soleil

(Montréal) Line Beauchamp, à qui la crise étudiante a coûté son poste de ministre et sa car-

rière politique, refuse de dire si elle appuyait la loi 78 que Jean Charest a déposée, en mai.

L'ex-titulaire du portefeuille de l'Éducation a effectué, vendredi, sa première sortie publique depuis sa démission. Elle s'est rendue dans la circonscription de Bourassa pour appuyer celle qui devrait logiquement lui succéder dans ce château fort libéral, l'avocate Rita de Santis. «Je continue d'être une militante libérale», a-t-elle clamé.

Line Beauchamp a rappelé qu'elle a quitté son fauteuil au ministère de l'Éducation parce qu'elle estimait «ne plus faire partie de la solution» après l'échec des négociations avec les grandes associations étudiantes en grève.

Elle n'a jamais répondu au journaliste qui lui a demandé s'il était exact qu'elle était opposée à la loi 78, qui a imposé des restrictions au droit de

manifestier. «Chose certaine, j'ai le plus profond respect pour la démocratie et l'Assemblée nationale», a-t-elle laissé tomber, faisant probablement référence aux leaders étudiants qui ont remis en question la légitimité de la loi.

«Les élus du peuple n'ont jamais tort, ils ont toujours raison. Le plus important est de [les] respecter.»

Line Beauchamp adhère au discours du chef libéral Jean Charest, qui exhorte «la majorité silencieuse» à s'exprimer, le 4 septembre, sur la question des droits de scolarité, dont la hausse a provoqué d'incessantes manifestations, surtout à Montréal. «Mais pas juste là-dessus, sur l'avenir du Québec, [...] le développement économique, le Plan Nord.»

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La CLASSE ne veut pas d'ingérence politique dans ses assemblées générales - Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 17 h 31 HAE



Camille Robert et Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) tiendra des assemblées générales dès la semaine prochaine pour se prononcer sur la reconduction ou non de la grève.

Les représentants de la CLASSE demandent aux partis politiques et aux centrales syndicales de ne pas s'immiscer dans les discussions. Les étudiants sont aptes à prendre leur décision eux-mêmes, ont-ils précisé.

Ils ne comptent pas non plus faire de recommandations aux membres de l'association étudiante en vue des votes.

« Jusqu'à présent, on a toujours fonctionné par démocratie directe. On fait confiance aux étudiants et étudiantes pour la suite des choses. »

Camille Robert, porte-parole de CLASSE

La CLASSE poursuit sa tournée à travers le Québec. Après Gatineau où il était jeudi, le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois sera à Saguenay au cours des cinq prochains jours pour aller à la rencontre des citoyens pour parler de démocratie.

L'association entend rappeler que les élections ne régleront pas toute la crise qui a secoué la Québec dans les derniers mois.

« Il faut continuer à réfléchir sur le Québec de demain parce qu'on a de gros problèmes et la hausse des frais de scolarité est un de ces problèmes-là. »

Gabriel Nadeau-Dubois, Co-porte-parole de la CLASSE

Les assemblées générales débuteront dès le mardi 7 août au Cégep Marie-Victorin à Montréal pour se poursuivre au sein de toutes les associations de la CLASSE jusqu'au 16 août.

[Les commentaires \(78\)](#)

LA TRIBUNE : Un retour en grève est possible - Publié le vendredi 03 août 2012 à 06h28



Archives La Tribune

Véronique Larocque, La Tribune

(Sherbrooke) Même si le gouvernement Charest a déclenché des élections, les différentes associations étudiantes de la région pourraient rester, retourner ou entrer en grève, selon le cas.

« Il est incontournable qu'on demande à nos membres de se prononcer sur la situation », indique Alexandre Blanchette, conseiller à la coordination à l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS).

Ce dernier n'exclut pas un « retour en grève potentiel » pour les cégepiens, dont la rentrée est prévue le 27 août prochain. M. Blanchette mentionne qu'une assemblée générale sera organisée dès les premiers jours de cours et que si les membres en font la demande, un vote de grève pourrait être organisé.

Entre-temps, l'AÉCS, qui est affilié à la CLASSE, compte bien se joindre aux protestations entourant la rentrée forcée dans les différents cégeps et universités toujours en grève, provoquée par le projet de loi 78 (devenu la Loi 12)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Loi 78 : Des professeurs déposeront à Montréal un manifeste - Publié le: jeudi 02 août 2012, 18H55 | Mise à jour: jeudi 02 août 2012, 19H07



Photo Agence QMI / Archives

Agence QMI

Des professeurs des cégeps et universités présenteront, lors d'une conférence de presse lundi prochain à Montréal, un manifeste contre la loi 78 signé par plus de 2000 de leurs collègues provenant du Québec et d'une trentaine de pays.

Dans un communiqué émis jeudi, le collectif Profs contre la loi 78, qui organise cette conférence de presse, a rappelé que plusieurs organismes ont dénoncé «cette loi liberticide», dont Amnistie internationale, l'ONU et la Commission des droits de la personne.

Selon le collectif, la Commission des droits de la personne «émettait de sérieuses mises en garde en affirmant que la loi 78 "met également en cause des éléments importants de la liberté de conscience protégée par l'article 3 de la Charte"».

«L'urgence de notre intervention tient au fait que la loi 78 force une rentrée scolaire en pleine campagne électorale déclenchée dans un contexte de crise étudiante», a fait savoir ce regroupement de professeurs.

[Afficher 1-15 de 16 commentaires \(Montréal\)](#)

Afficher 6 commentaires (Québec)

Guy7500

Et ceux qui veulent suivre leurs cours, ils n'ont pas de droit eux?

Amnistie internationale et l'ONU sont en perte de crédibilité.

[08/03/2012 09:45 AM](#)

[Jean-Louis Caron](#)

Pour corriger ces menteux de têtes souverainistes, la solution est simple avec la technologie, tu prends une caméra devant le meilleur prof dans sa discipline et instales des écrans dans les classes de cegep et universités. Irs étudiants sérieux seraient aptes à suivre et les profs rebelles...dehors et on baisse le prix de l'éducation et les étudiants auraient la gratuité scolaire.

[08/02/2012 10:14 PM](#)

vieuxincompris

Marois va sûrement les appuyer et donner une prime au rendement

[08/02/2012 09:56 PM](#)

rodal

He vous etes paye pour enseigner. Allez dans vos classe et enseigner sinon pas de paye.

[08/02/2012 09:36 PM](#)

Inc.

Il faudrait peut-être leur rappeler que la société les a payes à rien faire pendant des semaines ! Cette situation est pas mal plus révoltante que la loi 78! La vraie raison de leur insatisfaction vient du fait que leurs vacances se termineront plus tôt en août !

[08/02/2012 09:34 PM](#)

The_Visitor

Heureusement que le ridicule ne tue pas...

[08/02/2012 07:27 PM](#)

LA PRESSE : Vers une reprise du trimestre chaotique à l'UQAM - Publié le mercredi 01 août 2012 à 05h00



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Avec 41 000 étudiants inscrits et sept facultés, dont six touchées par la grève, l'administration n'a pu faire autrement que d'insérer des doublons dans les horaires de certains étudiants.

Gabrielle Duchaine, La Presse

De nombreux étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont reçu au cours des derniers jours des horaires complètement chaotiques pour la reprise de leur trimestre, au mois d'août. À cause de la grève, plusieurs d'entre eux devront composer avec deux, voire trois cours dans la même plage horaire, dans des locaux et avec des professeurs différents.

Katia Chiquette, étudiante en droit, est dans cette situation. Elle a deux cours le samedi matin dans deux pavillons différents. Les deux cours, l'un en droit administratif et l'autre en droit des affaires, se dérouleront entre 9h30 et 12h30.

«Ce n'est pas si pire, j'ai des amis qui en ont trois», dit la jeune femme avec philosophie. Pour rattraper les heures de cours perdues pendant la grève, l'UQAM a ajouté plusieurs plages horaires à l'emploi du temps normal de ses étudiants, qui est d'une quinzaine d'heures par semaine - dont certaines les week-ends et les midis en semaine. Avec 41 000 étudiants inscrits et sept facultés, dont six touchées par la grève, c'est un véritable casse-tête pour l'administration, qui n'a pu faire autrement que d'insérer des doublons dans les horaires de certains étudiants.

«Si ce n'est pas pénaliser les étudiants, je ne sais pas ce que c'est», déplore Katia Chiquette. Mais je crois que l'UQAM n'a pas le choix de faire comme ça.» À l'université, on assure que seul un nombre «restreint» d'étudiants auront plus d'un cours dans la même plage horaire. «Nous invitons ceux ayant constaté un conflit d'horaire à communiquer avec leur direction de programme pour explorer les autres solutions, affirme la porte-parole Rose-Aline LeBlanc. Ils pourront par exemple suivre le cours à un autre moment avec un autre professeur.»

Ceux qui ne pourront ou ne voudront trouver un accommodement devront abandonner le cours sans remboursement... et le payer plus cher à cause de la hausse des droits de scolarité lorsqu'ils s'y réinscriront. «L'étudiant qui exerce son choix d'abandonner un cours, quelles que soient les circonstances, [devra] payer les droits de scolarité en conséquence.», prévient Mme LeBlanc. La politique est la même à l'Université de Montréal.



Katia Chiquette est néanmoins optimiste. «J'ai alors j'espère pouvoir m'arranger, dit-elle. L'ho- seulement quatre cours [durant ce trimestre], raire de mon ami est pire.»

THEGAZETTE : The forgotten detail of tuition dispute – Wednesday, August 01, 2012



Photograph by: Peter McCabe , THE CANADIAN PRESS
Xavier Ovando wears toilet plungers to protect his ears from the noise of banging pots and pans, during a march through the streets of Montreal in support of the student strike and to protest against Bill 78 on Saturday, June 2, 2012.

By KAREN SEIDMAN, GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER August 1, 2012
MONTREAL - \$171.39. That's the annual increase that Quebec students are protesting - when you factor in the tax credits to which they are entitled. If that makes all the pot-banging and traffic-blocking and campus upheaval seem a little extraneous, rest assured that student leaders insist it isn't. Coalition Avenir Québec leader François Legault may not have solved the tuition impasse with a plan he proposed on Monday, but he did open a can of worms by raising the idea of using tax credits rather than tuition to compensate for some of the funding shortfall in Quebec universities. In fact, he kind of stole the idea from the students themselves, who have proposed it previously, said Martine Desjardins, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Despite that, Legault's plan landed with a thud as students quickly rejected it as being not that different overall from the Liberal plan they have been fighting relentlessly since February. Whereas the Liberals are about to impose a tuition hike of \$254 a year for seven years, the CAQ proposed a hike of \$200 a year for five years. Legault said some of the shortfall could be covered by reducing tax credits for university students. These tax credits, if properly applied — and they may often not be if students attempt to do their taxes themselves — are kind of the like the forgotten detail of the whole tuition dispute. With fees currently set at

about \$2,168, a student who takes full advantage of the tax credits available to them could see that reduced by as much as \$1,300.

The main tax credits are a provincial tuition credit of about \$500 and a federal refund of about \$800.

But the devil is in the details and it's not as simple as deducting \$1,300 from tuition — which would mean students are fighting fees of \$1,122 (including the coming increase) because these tax credits don't need to be applied until the student is earning enough income to be taxable. So that's where the tax credits lose some of their allure.

"Sometimes students don't get them till five or six years later and they're not worth as much," said Desjardins. "We don't consider that it's really helping students because they don't get it when they need it."

Nick Moraitis is a tax partner at Fuller Landau chartered accountants and he agrees that while tax credits look good on paper, they may not do much to help poorer students.

"Free tuition has allure for a poor student because the credits mean nothing to him today," Moraitis said. "Students may not care about the tax credits because they need cash today."

But Quebec economist Luc Godbout of the Université de Sherbrooke has argued that poorer students would be eligible for higher tax credits that would reduce their income tax and would put more money in the pockets of students.

With a provincial election looming, the issue of tuition - and all the numbers behind the conflict - are bound to be increasingly dissected as the issue seems likely to be a dominant one in a campaign.

So with Québec solidaire as the only party advocating free tuition, will students throw their support behind them?

"We're not supporting any party," said Desjardins. "But we are working to make sure people don't support the Liberals."

Nick Moraitis, a tax partner at Fuller Landau chartered accountants, has some tax advice for students. He says students who do their own taxes probably don't take full advantage of tax credits offered by the government. A chartered accountant isn't necessary, he said, noting that tax preparers can probably help them save some money.

He said students should file a tax return with Canada and Quebec even if they owe no tax, to be able to report the tuition paid for school and claim the number of full- or part-time months they were in school. Failure to file a tax return could mean they lose out on the credits when they can finally use them when they start working (or deny transferring the credits to a parent or spouse).

He also said all CEGEPs and universities prepare the Tuition Fee certificate - Federal Form T2202 and Quebec form Releve 8 - that must be attached to the tax returns. Schools don't usually mail the forms, but post them on their websites. So students have to get on the website and print the forms.